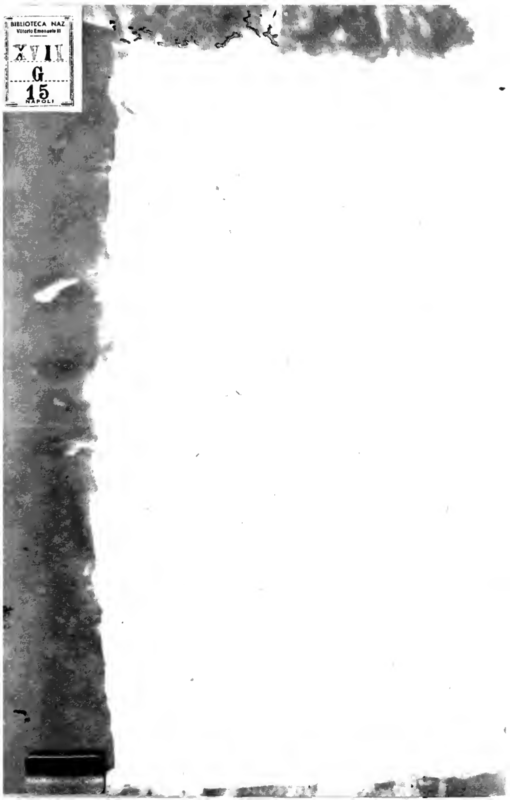



BIBLIOTECA NAZ
Vittorio Emanuele III
XVII
G
15
NAPOLI

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont eté faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits; de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE II.







A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES CONTENUES

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1720.

Leurs Majestez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de [illegible] *Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & la Pehne, comme aussi les Isles de Wollin, & de Usedom, & les Villes de Dam, & de Golnau avec leurs appartenances; la Pehne servira dorenavant de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de D*[illegible]*arc, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer les meilleurs offices. Quant au Droit de voix, & de seance aux Diètes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cedez, en tous leurs Privileges & en tous leurs Droits publics & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison franche à Anclam pour y recevoir & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier* 1720. Avec les ARTICLES SEPARE'S, *contenant un engagement reciproque d'assister les Evangeliques & les Reformés dans leurs justes Griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traités de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les Arrerages qui se trouveront dûs à la Suede sur le Païs cedé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cause de la Partie qui est cedée. Au cas que le Roi de* [illegible] *vation. Fait à Stockholm le 21. Janvier* [illegible]

17. Fevr. [illegible] *& ses Plenipotentiaires* [illegible] *Concordatum* [illegible]

Acta Haga-Comitum 17. Febr. 1720. 26

6. Mai. *Convention faite entre le Comte de* MERCI, *General de l'Armée Imperiale & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation, que cependant les Villes de Palerme, Castel-à-Mare, & Molo, avec leurs Forts, seront évacuées cinq jours après la Signature de la presente Convention, comme aussi la Ville d'Agousta, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtimens necessaires pour leur Artillerie, Vivres, & Mu*[illegible] *Espagnols en Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur Argent, les Bâtimens* [illegible] *près de Palerme le 6. Mai 1720.* 27

3–12. Juin. *Traité de Paix entre la Reine & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& aussi du Roi de* FRANCE. *Sa Majesté Danoise y restitue à la Couronne de Suede toutes ses Conquêtes en Pomeranie jusques au Pehne, comme aussi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point assister le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majestez Suedoises cedent toute la Franchise du Sund dont les Vaisseaux Suedois avoient joüi auparavant, & lui promettent en outre une Somme de six cens mille Ecus Monnoye de Leipzich. Les Interêts du Duc* HOLSTEIN-GOTTORP *y sont remis à ce qui en sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puissances Mediatrices du present Traité, Lesdites Majestez promettant de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720.* 29

1721. 13. Juin. *Traité entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne, &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721.* 33

13. Juin. *Traité d'Alliance Defensive entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE *& la* GRANDE-BRETAGNE, *à Madrid le 13. Juin 1721.* 34

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le 30. Août 1721.* 36

27. Sept. *Acte de Garantie signé par les Ministres de* FRANCE, *& de la* GRANDE-BRETAGNE *concernant la Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne* [illegible] 39

1722. 4. Octob. *Renunciatio Serenissimae Archiducissae* MARIAE AMALIAE, [illegible] *pi Electoris* [illegible] *Regnis, Provinciis & Ditionibus* [illegible] *Octobris 1722.* 40

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à* [illegible] *19. Decembre 1722.* [illegible]

1723. 30. Janv. *Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des* ETATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier ameliore, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là.* Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723. 51

Articuli Diaetales Hungarici in Generali Con[illegible] *Junii 1723.* [illegible] *bus*

Table Chronologique du Suplement de cette derniere Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.



CORPS



CORPS DIPLOMATIQUE

D U

DROIT DES GENS;

O U

RECUEIL

D E S

TRAITÉS D'ALLIANCE,

DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1719. 5. Janv.

Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Païs Hereditaires, & les Rois de la GRANDE BRETAGNE *& de* POLOONE, *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier 1719.*

IN NOMINE SANCTISSIMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

QUandoquidem Sua Sacra Cæfarea Regio-Catholica Majeftas, tanquam Regnorum, Ditionumque fuarum Hæreditariarum Dominus, & Sua Regia Majeftas Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvico-Luneburgenfis, itemque Sua Regia Majeftas Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, fulo atque unico mutuæ defenfionis, ac confervandarum Provinciarum Ditionumque fuarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Conftitutiones juxta infitam præfentemque uniuscujusque Status in Imperio obligationem, tuendi ftudio ducti, arctioris inter fe conjunctionis & Confœderationis faciendæ, cogitationes fusceperunt, & hunc in finem Mandatis fuis inftruxerunt, fcilicet Sua Cæfarea Regia Majeftas, Celfiffimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudiæ, & Pedemontium Principem, Confilii Aulico-Bellici Præfidem, fuumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Marefchallum, ac Belgii Auftriaci cum plena poteftate Gubernatorem; Aurei Velleris Equitem; Nec non Illuftriffimum & Excellentiffimum, Sacri Romani Imperii Hæreditarium Thefaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sinzendorff, liberum Baronem in Ernftbrunn, Dominum in Gefœll, fuperiori Seloviz, &c. Burggravium à Reineck, Supremum Hæreditarium Enfiferum ac Præcifurem in fuperiori & Inferiori Auftriâ, Hæreditarium Pincernam in Auftriâ ad Anafum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæfareæ & Catholicæ Majeftatis Camerarium actualem, Confiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majeftas Magnæ Britanniæ quà Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Luneburgenfis, illuftrem Dominum, Francifcum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynaftam, pedeftris militiæ altefatæ Majeftatis fuæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæfaream Miniftrum; Regia deinum Sua Majeftas Poloniæ tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxoniæ, Illuftriffimum & Excellentiffimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemming, Magni Ducatûs Lithuaniæ Stabuli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniæ militiæ, Autoramenti exotici, Generalem, altefatæ Suæ Regiæ Ma- ANNO 1719.

jeftatis

jestatis Poloniæ & Electoris Saxoniæ campi-Mareschallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Consiliarium intimum, Consilii militaris Præsidem, Hæreditarium in Pomeraniâ ulteriori, & Principatu Caminensi Mareschallum, Ordinis Melitensis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephanti, & S. Andreæ Equitem, Dominum Castrensem in Martentin & Bœck, Dynastam in Burgscheidingen, Berkicht & Nebra; Dicti modo Ministri Plenipotentiarii post excussas ruminatasque hinc inde commissi Negotii rationes, loco atque die infrà scriptis in sequentes Fœderis defensivi leges convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera atque sincera inter Partes Contrahentes suprà nominatas, eaque ita sanctè serioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non consilia solùm operamque omnem conferre, verùm etiam, ubi occasio postulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna, & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxiliis opportunis & necessariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & stabilitur inprimis hujus Fœderis conventione, mutua defensio Ditionum ac Provinciarum Hæreditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provinciæ sitæ sunt, ita, ut si contigerit, unum vel alterum Fœderatorum in iis hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum è Circulis modò indigitatis, turbis Bellicis inquietari, reliqui Fœderati Parti impetitæ in iis Ditionibus aut Circulo, ubi hæreditariæ Ditiones sitæ sunt, numerum Copiarum, inferiùs determinatum, Subsidio mittere debeant, & quidem ita promptè, ut auxiliares istæ Copiæ eveniente casu, statim absque ullâ morâ, simulac requisitæ fuerint, iter ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, si eorum Regiones sint suis vicinæ, ad optionem Partis oppugnatæ facere debeant.

III. Sustententur autem Copiæ hoc modo in Subsidium missæ, stipendiis sumptibusque mittentium, exceptis equorum pabulis, fœno avenâque, utpote quæ *gratis* præbebuntur in suis Ditionibus ab eo Fœderatorum cui auxiliatum venerunt, qui curabit etiam, ut Copiæ auxiliatrices panem pari pretio, quo proprius miles, suâ tamen sibi pecuniâ, comparare possint; Quælibet portionum equorum, quas rationes vocant, consistet sex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copiâ, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi verò necesse fuerit extra Territoria Fœderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas prosequi, tunc quælibet Pars suis Copiis de pane, avenâ, fœno aliisque necessariis omni meliori quo poterit modo ipsa prospiciat.

IV. Quod si acciderit, duos Fœderatorum in suis Ditionibus eodem tempore simul infestari, tunc ambo super dispositione operationum militarium, atque super usu auxiliorum, à parte extra periculum constitutâ, mittendorum, in commune consulent, statuentque dictis auxiliis interim iter ad subveniendum sine ullâ retardatione ingredientibus & prosequentibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infrà Articulo XI. definitum, ad assistendum Parti infestatæ, plures Copias submittere non teneantur; nihilôminus tamen obstrictæ erunt, quicquid præterea ipsis virium suppetit, adhibere divertendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, si quas habet, situ ita opportuno, ut facilè in eas penetrari possit: liberum autem esto Parti requirenti, si ita è re visum fuerit, minorem quoque suppetiarum numerum quàm qui ex præsentis Fœderis constitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea est, ut si fortè Sua Regio-Catholica Majestas, per aliquam ex Potentiis Septentrionalibus, durante hujus Fœderis nexu in Hungariâ, hostiliter impeteretur, hoc quoque casu eveniente, reliqui Fœderati eidem auxiliis hoc Fœdere constitutis, succurrere satagant, hâc tamen observatâ restrictione, ut Copiæ Suæ Majestatis Britanniæ in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur, sed interea, dum ibi res agitur, solummodo ad tuendum Provincias S. Cæs. Majestatis Germanicas, ad distrahendas vires aggressoris in ejus Ditionibus, si quæ forent, in viciniâ Provinciarum Teutonicarum Regis Magnæ Britanniæ exhibeantur.

VII. Quod Articulo secundo hujus Tractatûs dispositum est, ut si Provinciæ Germanicæ unius ex Partibus paciscentibus hostilibus armis premerentur, reliquæ duæ Partes cum tanto Copiarum numero, quantum præsens Fœderis Instrumentum præscribit, ad suppetias ferendas accurrere debeant, id ita est intelligendum, nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infestaretur. Etenim si omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam simul collatis in medium & consiliis & armis, eâ, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque sinceritate, pro necessitatis, communique utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & assecurabit etiam tam Regni Polonici tuitionem atque conservationem, quàm ipsius Poloniæ Regis assertionem & manutentionem in Throno suo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè illum turbare, aut molestare præsument, in quietâ possessione Regni sui, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, à quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad assistendum Regi Regnoque Poloniæ, ubi necessitas postulaverit, adhibebuntur æquè auxiliares Copiæ inferiùs Articulo XI. determinatæ, hac tamen itidem reservatâ modificatione, ut Regis Magnæ Britanniæ miles non nisi faciendæ diversioni in Provinciis aggressoris, si quas Ditionibus Regiæ Majestatis Britanniæ in Germaniâ propinquas habet, inserviat, vel etiam tutandis, ad Reg. Majestatis Poloniæ requisitionem, Provinciis ejus Saxon., eo casu, si fortè Copiæ Saxonicæ fuerint à Regno Poloniæ ad opem, contra hostes in Poloniâ, aut in Magno Ducatu Lithuaniæ ferendam, armaque jungenda, justâ requisitione accersitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quàm ut salvis utrinque & Regiæ Majestatis & publicæ Libertatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuaniæ Ducatus in statu integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regia Sua Majestas, uti Articulo præcedente provisum est, in quietâ ac imperturbatâ possessione & fruitione dicti sui Regni, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quascunque, sive aperto Marte & vi extrinsecus adhibitâ inferantur, sive per clandestinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum suggestionibus aut secretis adminiculis suffultas intententur. Dicta Sua Regia Majestas ex abundanti declarat pollicetur que se Regni sui Magnique Ducatus Lithuaniæ Ordines libertate omnimodâ, quâ gaudere debent, omnibusque suis Juribus & Privilegiis sine ullâ infractione uti, frui, minimè impedituram neque obstituram, quia Sua Cæsarea Majestas & Magnæ Britanniæ Rex se hujus declarationis sponsores erga Rempublicam constituant, fidemque suam, nihil omnino à Rege Poloniæ adversus Regni Constitutiones Immunitatesque commissum iri, cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniæ, testando affectui studioque reciproco, communem Fœderis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur, ex suâ quoque parte Copiarum numerum Articulo sequenti definitum, sistere, eoque ad obtinendum Fœderis scopum ubique concurrere; Et quidem Copiæ hæ Polonicæ præcipuè inserviant intercludendo transitui quibusvis exteris Copiis, quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniæ versus aut contra Imperium, vel contra trium Fœderatorum Ditiones, comprehensâ Hungaria, venire præsumserint; Si verò Rex Poloniæ ad prohibendum istiusmodi transitum, dictas Regni Copias non suffecturas judicaverit, ac ideò nomine Reipublicæ & sub ejus Sigillo assistentiam Fœderatorum requisiverit, tunc Imperator & Magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus Fœderis leges auxilia sine morâ submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniæ Ditionibus hoc Fœdere comprehensis, hostilis aggressio contigerit, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hostibus è Polonia quoque diversionem facere satager, aut Parti lacessitæ, si ab eâ requiretur, subsidiariam Poloniæ militiæ ratam suppeditabit.

XI. Conferet huic Fœderi sustinendo Sua Cæsarea Majestas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvici duo millia Equitum, & sex millia Peditum, si Ditionibus Cæsareis succurrendum fuerit, si autem Provinciis Saxonicis, non nisi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, bis

bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cætero Sua Majestas Polonica nomine Regio & Regni, duo millia Desultoriorum Equitum, & quatuor millia Peditum, militiæ ordinariæ, cum quatuor millibus ex militia Equestri nationali contribuet.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exardescere, Partes paciscentes totis viribus se invicem juvare, mutuamque sibi operam ad depellendam vim hostium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ super loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque super Gubernatione ductuque generali Exercitûs communis, tum super providendo eidem commeatu & annonâ, & denique super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se convenient.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibitâ præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatûs stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensivi Societatem aliæ quoque potentiæ, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæsareæ Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britanniæ, Poloniæque Regum, tanquam Brunsvici & Saxoniæ Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege verò Poloniæ, qua tali, & cum Poloniæ Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur; In quorum fidem suprà memorati Ministri Plenipotentiarii præsens Instrumentum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis subscripserunt, Sigillisque appositis muniverunt. Actum Viennæ die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

EUGENIUS von *Savoyen.* (*L.S.*)	F. L. DE PRAME D. S. *Saphorin.* (*L.S.*)
PHIL. LUD. *Graf von* SINZENDORF. (*L.S.*)	*Graf von* FLEMMING. (*L.S.*)

II.

8. Janv. *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur le sujet de Rupture entre la France & d'Espagne.*

LEs Rois ne sont comptables de leurs démarches qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité. Engagez indispensablement à travailler au bonheur de leurs Peuples, ils ne le sont pas à rendre raison des moyens qu'ils prennent pour y reussir, & ils peuvent, au gré de leur prudence, cacher ou révéler les mystéres de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui n'en peut être separée, que les motifs de leurs resolutions soient connus, ils doivent agir à la face de l'Univers & faire éclater la Justice qu'ils ont consultée dans le secret.

Sa Majesté conduite par les Conseils du Duc d'Orléans Régent, s'est cruë dans cet engagement; Et Elle fait gloire d'exposer à ses Sujets & à toute la Terre les raisons qu'Elle a eues d'entrer en de nouvelles liaisons avec plusieurs grandes Puissances pour la Pacification entiere de l'Europe, pour la sûreté particuliére de la France, & pour celle même de l'Espagne, qui méconnoissant aujourd'hui ses vrais intérêts trouble la tranquillité commune par l'infraction des derniers Traitez.

Sa Majesté n'imputera jamais cette infraction à un Prince, qui recommandable par tant de vertus, l'est particuliérement par la fidelité la plus religieuse à sa parole; Et ce ne peuvent être que ses Ministres qui l'ayant engagé trop légérement, savent lui faire de cet engagement même une raison & une nécessité de le soûtenir.

S. M. dans les mesures qu'Elle a prises, s'est proposée de satisfaire également à deux devoirs; à l'amour qu'Elle doit à son Peuple, en prévenant une Guerre avec tous ses Voisins dont il étoit menacé; & à l'amitié qu'Elle doit au Roi d'Espagne, en menageant constamment ses intérêts & sa gloire, qui seront toûjours d'autant plus chers à la France, qu'elle les regarde comme le prix de ses longs travaux & de tout le sang qu'il lui en a coûté pour le maintenir sur son Trône.

Ces Intentions de S. M se reconnoîtront sensiblement & sans interruption dans tous les faits qu'on va exposer.

On sait que dans le cours de la derniére Guerre, la France avoit été réduite par ses disgraces à la dure nécessité de consentir au rappel du Roi d'Espagne; & elle en auroit sans doute éprouvé la douleur, si la Providence qui changea les évenemens & les cœurs, n'eût épargné cette injustice à nos Ennemis.

On reconnut à Utrecht les Droits du Roi Catholique; mais l'Empereur, quoi qu'abandonné de ses Alliez, ne pouvoit encore renoncer à ses prétentions. La prise de Landaw & de Fribourg ne pût même l'y réduire; Et le feu Roi de glorieuse mémoire, qui au milieu de ses derniers succès, sentoit l'extréme besoin que ses Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après avoir fait proposer à l'Empereur dans la Negociation de Rastadt, de travailler à un Accommodement entre lui & le Roi d'Espagne. (1) Il avoit toûjours en vûë d'achever son ouvrage, & d'étouffer les semences de Guerre que le Traité d'Utrecht avoit laissées dans l'Europe, en ne reglant que provisionnellement & sans le concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince & du Roi d'Espagne.

Le dessein de cimenter la Paix par une conciliation entre ces deux Princes, fut insinué à Bade le (2) 15. Juin 1714. au Comte Goes, & communiqué le (3) 7. Septembre suivant au Prince Eugéne de Savoye, qui assura que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après la signature du Traité de Bade, le Roi chargea le Maréchal de Villars (4) de suivre avec le Prince Eugéne le même objet. Et lorsque le Comte du Luc (5) fut nommé pour être Ambassadeur du Roi auprès de l'Empereur, il fut particulierement chargé par son Instruction d'agir selon ces vûës.

Le Roi d'Espagne avoit representé souvent au feu Roi par des Lettres écrites de sa main, que son état n'étoit point assuré par les Traitez d'Utrecht. *Vous jugerez aisement*, disoit-il dans une de ses Lettres du 16. Mai 1713. *que la Paix dont tout le monde desire également la solidité, ne peut être stable, si l'Archiduc qui m'a disputé la Couronne d'Espagne, ne m'en reconnoit le légitime Roi.*

Vous savez, écrit ce Prince dans sa Lettre du 31. Janvier 1714. *que j'ai rempli tous les Prêliminaires, & que je suis prêt à consentir que Naples, le Milanez & les Pais-Bas restent à l'Archiduc, comme je l'ai fait de la Sicile en faveur du Duc de Savoye, de Gibraltar & de l'Isle de Minorque en faveur des Anglois, & que je suis aussi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'Electeur de Baviére. L'Archiduc doit, moyennant ces conditions, renoncer à ce qui me reste de la Monarchie d'Espagne. Ainsi nous n'avons plus, ni lui, ni moi, rien à prétendre l'un contre l'autre.*

Je me flatte, dit le Roi d'Espagne dans sa Lettre du 17. Mai 1714. *que connoissant de quelle importance il est de faire départir l'Archiduc de toutes prétensions sur l'Espagne & les Indes, vous me mettrez en état d'établir des conditions solides pour en jouir paisiblement.*

Ce Prince ne se croyoit affermi sur le Trône d'Espagne & des Indes, que par la Renonciation solemnelle de l'Empereur à ses prétentions; Et il n'insistoit si vivement sur cette sûreté, que parce qu'il en avoit reconnu l'importance par les extrémitez où l'avoient réduit les événemens de la Guerre excitée par les prétentions de l'Empereur. C'étoit aussi tout ce qu'il demandoit au feu Roi, comme le gage le plus sensible de son amitié Paternelle, & comme le dernier effort dont il devoit couronner tout ce que la France avoit fait pour ses Interêts. Le feu Roi travailloit avec toute la vivacité d'un Pére à la satisfaction de son petit-Fils. Mais

(1) *Instruction pour les Plenipotentiaires du Congrès de Bade, du 15. Avril 1714.*
(2) *Lettre des Plenipotentiaires de Bade au Roi, du 15. Juin 1714.*
(3) *Lettre du Marechal de Villars au Roi, du 7. Septembre 1714.*
(4) *Memoire donné de la part du Roi au Marechal de Villars, le 29. Septembre 1714.*
(5) *Instruction pour le Comte du Luc allant à Vienne, du 5. Janvier 1715.*

 A 2

Mais comme l'Empereur paroissoit inébranlable, & que d'ailleurs un reste de défiance repandu dans l'Europe; une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui retenoit encore la plûpart des Puissances armées; la Guerre du Nord, & les changemens arrivez dans la Grande-Bretagne, faisoient craindre que le feu ne se rallumât bientôt; il falloit prendre encore de nouvelles mesures pour le prévenir.

C'est dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majesté n'oubliera jamais ces avis si importans & si salutaires qu'il lui donna dans les derniers momens de sa vie. Elle en veut faire la régle invariable de son Regne, & l'on va voir qu'Elle y a mesuré jusqu'ici toutes ses démarches.

Les longues Guerres avoient laissé contre nous dans l'Europe des restes d'aliénation & de haine qui ne cherchoient qu'à se ranimer, & nos Voisins encore pleins de la jalousie & des frayeurs qu'ils avoient eues si souvent de nos prospéritez, & même de nos ressources dans nos plus grandes disgraces, songeoient déja, pour achever de nous abbattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'épuisement du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes assez hautement, pour inviter nos Ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçoit de se rejoindre, & les Nations s'excitoient mutuellement à la Guerre par l'importance de se mettre pour toûjours à couvert d'une Puissance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuse par des reproches injustes de sa mauvaise foi.

Quel moyen plus sûr pour dissiper cet orage, que de s'unir avec la Puissance qui de concert avec nous avoit rappellé la Paix par les Traitez d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réüssir dans cette vûë. La confiance se rétablit par ses soins entre les deux Puissances; Et Elles comptérent aussi-tôt que rien ne contribuëroit davantage à confirmer une Paix encore mal assurée, qu'une Alliance défensive entre la France, l'Angleterre & la République des Provinces-Unies, pour maintenir les Traitez d'Utrecht & de Bade, & pour la Garantie réciproque de leurs Etats. Mais avant toute ouverture de Négociation, Sa Majesté donna avis de son dessein au Roi d'Espagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716. de lui exposer les vûës, de lui offrir tous ses soins & de l'inviter à entrer dans l'Alliance où elle se promettoit qu'il seroit reçû avec tous les égards qu'il pourroit souhaiter.

Après bien des Instances éludées, le Duc de St. Aignan sur un nouveau Mémoire qu'il presenta, reçût enfin du Cardinal Del Giudice une réponse dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Ministre dès lors tout-puissant, & dont il ne fut dans cette occasion que l'interpréte. Cette réponse portoit: *Le Roi mon Maitre ayant examiné l'Extrait qui lui a été remis, & les derniers Traitez signez à Utrecht, n'y a trouvé aucune clause qui ait besoin d'être confirmée.*

Quelle étrange opposition de cette réponse avec les Lettres que le Roi d'Espagne écrivoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une représentation continuelle & inquiéte de l'incertitude de son état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faisoient agir, n'étoient pas ceux que l'on consultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des François souffroit déja en Espagne, par les avis des liaisons qu'on y ménageoit avec quelques Puissances, sous prétexte d'une mesintelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppositions secretes que l'Espagne apportoit à nôtre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de dissimuler. Il ne laissa pas affoiblir son amitié ni ses égards pour le Roi d'Espagne; Et attendant patiemment le moment où il seroit mieux éclairé sur ses véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus se dispenser d'achever son Projet d'Alliance, il l'assuroit qu'il n'y consentiroit à rien qui fût contre ses intérêts.

L'Abbé Dubois fut envoyé alors à Hannovre pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'est là que furent arrêtez les Articles qui ont servi de fondement au Traité de la Triple Alliance, signé à la Haye le 4. Janvier 1717., après que le Roi de la Grande Bretagne lui-même en eut donné part inutilement au Roi d'Espagne, & qu'il se fût assuré de la repugnance invincible du Ministre à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fut cette Alliance au repos public, elle ne suppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade parce que les différens entre l'Empereur & le Roi d'Espagne n'y ayant pas été réglez, l'Europe étoit toûjours dans l'incertitude de sa situation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la premiére hostilité de part ou d'autre. L'Italie seule pouvoit se flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qui y avoit été établie par des Traitez & des Engagemens qu'on regardoit comme un premier pas & un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quoi que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit soûmis, le bien de l'Europe en vouloit une plus sûre & plus solemnelle qui fût autorisée par le consentement réciproque des deux Concurrens, & maintenuë par des Garans tels qu'on ne pût pas l'enfraindre impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les contestations entre l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Le Roi de la Grande-Bretagne voulut tenter de procurer un si grand bien à l'Europe & s'en ouvrit à S. M. Elle vit avec plaisir les intentions du feu Roi revivre; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle est étroitement unie par les liens du sang, que de favoriser l'éxécution de tout ce que la tendresse Paternelle avoit projetté pour lui-même si positivement & si instamment. Mais S. M. qui avoit déja éprouvé en differentes occasions, que ce qui pouvoit convaincre le Roi d'Espagne de son amitié, ne trouvoit plus le même accès auprès de lui, n'en put plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Espagne pour lui faire connoître ses véritables sentimens & lui communiquer des choses importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé sans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Personne & à la gloire de ce Prince. Ainsi trop instruite par l'experience, qu'on rendroit suspect à Madrid tout ce qui viendroit de sa part, Elle pria le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le succés de ce grand dessein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autorisée, à traiter des intérêts du Roi d'Espagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un si grand Prince de les discuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même tems les ouvertures de ses vûës à Vienne & à Madrid. Elles furent reçuës assez favorablement à Madrid, tant que la feinte servit à cacher les entreprises qu'on y méditoit, & rejettées ensuite avec peu de ménagement dès qu'on crut avoir moins d'intérêt de feindre. On ne trouva à Vienne de dispositions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été jusqu'alors un obstacle insurmontable à toutes les propositions de réconciliation, seroit remise à l'Empereur, parce qu'il la jugeoit absolument nécessaire à la conservation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on espéroit que le Roi Catholique seroit reconnu par l'Empereur, légitime Possesseur de l'Espagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur consentiroit que les Successions de Parme & de Plaisance fussent assurées aux Enfans de la Reine d'Espagne.

Les difficultez de cette Négociation ne devoient point nuire à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht du 14. Mars 1713. renouvellée & confirmée par celui de Bade. L'Empereur & le Roi d'Espagne paroissent eux-mêmes avoir pris des précautions pour s'assurer qu'elle ne seroit pas interrompuë. Le Roi d'Espagne avoit eu soin avant la Guerre de Hongrie, de faire souvenir le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagemens pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de son côté, lors que les Turcs se mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Espagne une parole positive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'interêt du Roi d'Espagne se trouvoit conforme à cette promesse, car il avoit été instruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716. entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des Etats de l'Empereur en Italie, & une promesse expresse de lui donner des secours, en cas qu'ils fussent attaquez. Enfin, la pieté si connuë du Roi d'Espagne rassuroit encore plus que son intérêt.

On ne pouvoit donc soupçonner que le Roi d'Espagne, parfaitement instruit du Traité de 1716. voulût courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

Anno 1719. de-Bretagne, en attaquant l'Empereur en Italie; & manquer tout à la fois à son intérêt & à son zèle pour la Religion. Cependant cette Entreprise éclata, & l'on apprit qu'un Armement fait des fonds levez sur les Biens Ecclésiastiques & destinez pour soûtenir la gloire du nom Chrêtien, alloit servir à violer les Traitez. Il ne faut pas de plus grande preuve, que les mauvais Conseils & la trop grande puissance du Ministre prévaleut en Espagne sur les intentions & les vertus de son Roi.

Sa Majesté allarmée d'une démarche si dangereuse, envoya aussi-tôt un Exprès au Duc de St. Aignan qu'elle chargea de representer vivement au Roi d'Espagne les dangers où il s'exposoit, & ce qui devoit faire plus d'impression sur lui, l'injustice de son entreprise. Elle le prioit pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ses intérêts personnels, de rentrer dans ces vûës de conciliation, & que le feu Roi son grand Pére, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déja projettées entre lui & l'Empereur. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Aignan d'agir de concert avec le Ministre d'Angleterre qui avoit reçû les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Espagne à autoriser son Ambassadeur à Londres, ou à y faire passer un autre Ministre qui traitât des moyens de rétablir solidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particuliérement des mêmes instances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit savoir en même tems à S. M. que comme le mal pressoit, il ne falloit pas perdre le tems des remédes; qu'ils ne pouvoient naitre que du concert unanime des Puissances impartiales, & qu'il la prioit d'envoyer un Ambassadeur à Londres, où sur ses instances l'Empereur avoit aussi consenti d'envoyer un Ministre. Sa Majesté y envoya l'Abbé Dubois; & attentive aux intérêts du Roi d'Espagne, aussi-bien qu'à ceux de son Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Ministre qui pût conserver au Roi d'Espagne des ouvertures pour entrer dans la Negociation, dès qu'on pourroit l'éclairer sur ses intérêts. Mais en vain lui a-t-on fait là-dessus des instances redoublées; en vain lui a-t-on fait espérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit si souvent demandé lui-même. On n'a reçû de son Ministre que des refus opiniâtres, & souvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les mesures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Espagne sembloit regarder comme une conspiration contr'elle ces sentimens unanimes de Paix où entroient les autres Puissances.

C'est sur ces refus & sur ces desseins menaçans de l'Espagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit representer à Sa Majesté qu'il étoit absolument nécessaire d'en arrêter les effets; & qu'il ne s'en offroit d'autre moyen à la prudence des Puissances impartiales, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être proposé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette résolution favorisant d'un côté l'affermissement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M., & donnant de l'autre au Roi d'Espagne le tems & les moyens de prendre des resolutions conformes à ses intérêts, le Roi l'embrassa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dubois d'entrer dans un Projet si nécessaire, Sa Majesté ne lui recommanda rien tant que de rejetter toûjours tout ce qui pourroit suspendre ou éloigner le concours du Roi d'Espagne dans cette Négociation. Quels Combats le Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à essuyer avec l'Empereur, pour ébranler son attachement aux prétentions sur l'Espagne & sur les Indes, pour vaincre sa répugnance à voir passer un jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maison d'Espagne, & pour amortir son ressentiment de l'infraction des Traitez dont il se croyoit en droit de tirer vengeance! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout pied à pied de ces obstacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Espagne des avantages plus grands que ceux que lui donnoient les Traitez d'Utrecht, & par conséquent, comme on l'a vû par ses Lettres, au delà même de ses desirs

Ainsi se forma à Londres le Projet des conditions qui devoient servir de fondement à une Paix solide entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toûjours signalée par les instances qu'Elle lui avoit faites sans interruption, d'envoyer des Ministres qui discutassent ses interêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagez sans relâche d'entrer dans la Négociation, & par ses efforts constans à lui procurer de nouveaux avantages dans le Traité même. Mais non contente de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya le Marquis de Nancré auprès du Roi d'Espagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faisoit la même démarche auprès de l'Empereur. Anno 1719.

Sa Majesté dans les cinq premiers Mois du séjour du Marquis de Nancré à Madrid, représentoit sans cesse au Roi d'Espagne qu'il y alloit également de son interêt & de sa gloire d'abandonner une entreprise injuste, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainsi dire, dictées lui-même par ses instances au feu Roi. Enfin, & elle fait gloire de le dire, elle lui demandoit la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue sur son Trône par tant de travaux & tant de sang, & au nom de ses propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être sans exemple, meritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces instances fondées sur les conditions sages du Projet, n'arracherent jamais du Ministre d'Espagne, qu'un aveu du péril où Elle alloit s'exposer en résistant à tant de Puissances. Mais il assuroit en même tems que son Maitre ne se désisteroit jamais de son entreprise, & il n'avoit pas honte de rejetter sur lui le blâme de sa propre inflexibilité. Enfin Sa Majesté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'amour qu'Elle doit à ses Peuples, & qui doit prévaloir à tout autre sentiment, lui deffendoit de différer davantage à signer le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande Bretagne. On ajoûtoit l'engagement même où étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Escadre dans la Méditerranée pour secourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Ministre qui s'irritoit de plus en plus par les instances de Paix, & qui menaçoit de mettre en feu toute l'Europe. Enfin le Chevalier Bing qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne destinées pour la Mediterranée, avant que d'entrer dans cette Mer, donna avis au Ministre d'Espagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, si l'Espagne se désistoit de ses entreprises contre la Neutralité de l'Italie, ou si Elle les suspendoit; Et de s'y opposer aussi de toutes ses forces, si Elle y persistoit; Et le Ministre ne laissant plus aucune espérance, lui répondit qu'il n'avoit qu'à executer les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre finissoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déja donnez pour faire passer de nombreuses Troupes en Italie. Sa Majesté forcée enfin par les circonstances, n'hésita plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui serviroient de base à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile; Et ce furent ces mêmes conditions qui formérent le Traité signé à Londres le 2. Août dernier, entre les Ministres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande-Bretagne toûjours conduit par un esprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir aussi la mesintelligence qui pourroit naître entre sa Couronne & l'Espagne, à l'occasion des secours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Espagne. Il envoya le Comte de Stanhope, l'un de ses principaux Ministres, à Sa Majesté, pour passer ensuite à Madrid, si Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant son séjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invasion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Espagne; ce qui hâta encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours du Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçût de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives représentations qu'ils redoublerent l'un & l'autre sur les extrémitez où l'inflexibilité du Roi Catholique pouvoit porter les choses; l'assurance qu'on lui donnoit pour toutes ses possessions par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puissances Contractantes; la promesse que Sa Majesté lui procureroit la restitution de Gibraltar qui interesse par un endroit si sensible toute la Nation Espagnole, (1) & que son Roi desiroit ardemment depuis long-tems; Enfin, la déclaration des engagemens pris à Londres; & celle

(1) *Lettre du Roi d'Espagne au feu Roi, du 22. Avril 1712.*

ANNO 1719.

celle de la necessité où Sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne se trouvoient de les executer immediatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut absolument inutile. Le Comte de Stanhope partit de Madrid, avec la douleur de voir que les offices & les soins de son Maître pour prévenir une Declaration contre l'Espagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette consolation, que l'on n'avoit rien épargné pour vaincre l'obstination du Ministre, qui seule étoit la cause de la rupture & des maux qui la suivroient. Cependant, le Marquis de Nancré eut ordre de demeurer, parce que le Roi vouloit bien se prêter encore aux plus légéres esperances que le Ministre avoit l'art d'entretenir pour gagner du tems. Mais Sa Majesté reconnut enfin l'inutilité de sa condescendance. Elle fut peu de jours après instruite des violences exercées sur les personnes & sur les effets des Anglois en Espagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de six Mois pour retiter les personnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancré étant parti de la Cour d'Espagne, Sa Majesté, pour satisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui prescrivit de déclarer que le terme de trois mois laissé au Roi d'Espagne pour accepter les conditions qui lui ont été reservées, devant expirer le 2. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponse décisive; Et le Roi d'Espagne ayant persisté dans son refus, il a pris son Audience de congé.

On n'a parlé jusqu'ici qu'en général, des conditions reservées au Roi d'Espagne; mais il faut les exposer plus précisément pour en faire sentir d'autant mieux, non seulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour ses Héritiers Descendans & Successeurs mâles & femelles, à la Monarchie d'Espagne & des Indes, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu légitime possesseur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de fournir dans la meilleure forme les Actes de Renonciation nécessaires.

II. Les successions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes contestations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Espagne prétend y être appellée par sa naissance, & que l'Empereur soûtient que le droit d'en disposer au deffaut d'Heritiers mâles, lui appartient & à l'Empire; il a été stipulé que ces successions venant à vaquer par la mort des Princes possesseurs sans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & ses Descendans mâles, & à leur deffaut le second Fils & les autres Cadets de ladite Reine, avec leurs Descendans mâles, succederont dans tous lesdits Etats qui seront reconnus Fiefs Masculins mouvans de l'Empire, & qu'il en sera donné au Fils de la Reine qui devra succeder, des Lettres d'Expectative contenant l'Investiture éventuelle. Et pour sûreté de l'exécution de cette disposition, il doit être établi par les Cantons Suisses, des Garnisons dans les principales Places de ces deux Etats, savoir à Livourne, à Portoferraio, à Parme & à Plaisance, à la solde des Mediateurs, avec Serment de les garder & deffendre sous l'autorité des Princes regnans, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Espagne lors que ces Successions seront ouvertes.

III. Il a été stipulé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maison d'Autriche qui possedera les Royaumes, Provinces & Etats d'Italie, ne poutra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été possible d'engager l'Empereur à desister des prétentions qu'il a toûjours conservées sur la Sicile, il a été réglé qu'elle seroit cédée à ce Prince, qui de sa part céderoit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en reservant au Roi d'Espagne sur ce même Royaume le droit de reversion à sa Couronne, qu'il s'étoit reservé sur la Sicile par l'Acte de Cession qu'il en avoit fait en conséquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laissé au Roi d'Espagne un terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offertes, que toutes les Parties Contractantes garantissent & s'engagent à faire exécuter.

ANNO 1719.

VI. Comme il ne seroit pas juste que la Paix de l'Europe dépendît de l'opiniâtreté ou des vûes particulieres d'une ou de deux seules Puissances, & que l'Empereur n'auroit pas pû se porter à delivrer la Renonciation avant que le Roi d'Espagne eût accédé au Traité, si on ne lui avoit donné d'ailleurs quelqu'autre sûreté; les Parties Contractantes sont convenues de joindre leurs forces pour obliger le Prince refusant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été souvent pratiqué pour le repos public dans des occasions importantes.

VII. On est convenu expressément, que si les Puissances Contractantes étoient obligées d'en venir aux voyes de fait contre celui qui refuseroit d'accepter l'Accommodement proposé, l'Empereur se contenteroit des avantages stipulez pour lui dans le Traité, quelque succès que pussent avoir ses Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'est engagé d'obtenir pour le Roi d'Espagne la restitution de Gibraltar.

Voila les conditions que le Ministre d'Espagne rejette avec tant de hauteur. Elles sont cependant si convenables à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'inégalité de la Sicile à la Sardaigne, est le seul qui paroisse y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'exposé simple & sincére de ces faits suffit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans les conjonctures où Elle s'est trouvée.

Le Roi d'Espagne attaque la Sardaigne, & prend autant de soin de cacher son dessein au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette Infraction des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pouvoit faire Sa Majesté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & aliené l'Empereur & le Roi d'Espagne: & dans le progrés de la Guerre, une Puissance aussi considérable que la France, n'auroit pû soûtenir un personnage indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Espagne; comme Sa Majesté auroit violé le Traité de Bade, l'Empereur étoit en droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la soûtenir en Italie, sur le Rhein, & dans les Païs-Bas. De plus l'Empereur auroit armé contr'Elle tous ses Alliez, ou plûtôt l'Europe entiere qui auroit été alarmée de l'union des forces de la France & de l'Espagne. La France se trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit eu d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de se lier avec l'Ennemi du Roi d'Espagne pour exercer contre lui les plus grandes rigueurs; ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juste ni moins nécessaire. Le salut des Peuples, qui seul doit commander aux Souverains, l'auroit contraint de l'embrasser, & l'exemple du feu Roi lui-même qui avoit fait céder toute la tendresse paternelle à ce devoir, deffendoit assez à son Successeur de le sacrifier aux Droits du Sang. Mais combien le parti que le Roi a pris, est-il différent? Il se lie avec l'Empereur; mais c'est en offrant en même tems au Roi d'Espagne cet Ennemi même & le reste des plus grandes Puissances de l'Europe pour Alliez, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'est en l'affermissant sur son Trône dont la possession lui devient incontestable; c'est en lui procurant tout ce qu'il a jamais desiré, & plus qu'il n'espéroit, & à l'Europe une tranquillité durable & solide.

La nouvelle entreprise du Roi d'Espagne sur la Sicile a fait voir, que quand même on se seroit borné à ne vouloir rétablir que la Neutralité en Italie; il n'y auroit pas consenti; & qu'on auroit eu autant de peine à faire restituer la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire executer le Traité en entier. Qu'auroit-on fait enfin par le succès même qui n'auroit point anéanti les prétentions de l'Empereur sur la Sicile que de suspendre quelque tems ses entreprises.

S. M. n'avoit donc d'autre ressource pour prévenir la Guerre, que de suivre le Projet d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & de donner par-là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, sans qu'il en coutât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui est contrebalancé par les bornes que l'Empereur s'est prescrites dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puissances de l'Europe y ont pris de garantir les possessions des autres Princes d'Italie en l'état où elles sont.

Ainsi,

ANNO 1719.

Ainsi, loin que l'Espagne ait à se plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juste en évitant la plus périlleuse & la plus ruineuse pour ses Sujets; C'est le Roi même qui se plaint avec justice à l'Espagne de l'avoir réduit à cette extrémité en refusant obstinément la Paix sous des pretextes si frivoles, qu'on n'a pas pû jusqu'ici les comprendre.

Tantôt c'étoit un point d'honneur, fondé sur ce que les Successions de Parme & de Toscane étoient accordées seulement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Espagne fut blessé pour un Prince de sa Maison, d'une condition qu'ont reçûë & même recherchée tant de Rois d'Espagne & de France, & en dernier lieu le feu Roi son glorieux Ayeul, & le Roi d'Espagne lui-même?

Tantôt c'étoit l'inégalité de la reversion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un desavantage si leger, si incertain, si éloigné pouvoit-il être mis en balance avec tant d'avantages presens & solides? Enfin, ce qui est décisif, on ne pouvoit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Espagne & aux Indes. Pouvoit-on commettre la sûreté de l'Etat du Roi d'Espagne à de si petites difficultez & un si grand intérêt ne faisoit-il pas disparoître tous les autres.

Tantôt c'étoit le prétexte d'un équilibre absolument nécessaire en Italie, & qu'on alloit renverser en ajoûtant la Sicile aux autres Etats que l'Empereur y possede. Mais le desir d'un équilibre plus parfait méritoit-il qu'on replongeât les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à se remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'est-il pas assuré suffisamment, & plus parfaitement peut-être, que si la Sicile étoit demeurée dans la Maison de Savoye! L'établissement d'un Prince de la Maison d'Espagne au milieu des Etats d'Italie, les bornes que l'Empereur s'est prescrites par le Traité, la Garantie de tant de Puissances, l'intérêt invariable de la France, de l'Espagne & de la Grande Bretagne, soûtenu de leurs forces Maritimes, tant de sûretés laissent-elles regretter un autre équilibre! Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Imperiales avoient occupé la Sicile, comme elles occupoient le Royaume de Naples, le Roi d'Espagne n'auroit pas fait difficulté de consentir à cette disposition; & le Ministre d'Espagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi son Maître n'avoit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faisoit la Conquête, il seroit porté, puis que toute l'Europe le vouloit ainsi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, jusqu'à présent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambassadeur d'Espagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, & l'on apperçoit avec horreur ce qui rendoit le Ministre d'Espagne inaccessible à tout Projet de Paix. Il auroit vû avorter par-là ces complots odieux qu'il tramoit contre nous. Il eût perdu toute esperance de desoler ce Royaume, de soûlever la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'Etat, de souffler la Guerre civile dans le sein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le fleau du Ciel en faisant éclater ses Projets séditieux, & jouër cette Mine qui devoit, selon les termes des Lettres de l'Ambassadeur, servir de prélude à l'incendie. Quelle récompense pour la France des trésors qu'elle a prodiguez, & du sang qu'elle a répandu, pour l'Espagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & tous les François, à la vûë de la trahison qui Nous les préparoit, en attendent & en pressent la vengeance. Mais S. M. n'épouse que les intérêts de son Peuple, & non pas ses passions. Elle ne prend aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, sans rien perdre de son amitié pour un Prince qui a sans doute horreur des perfidies qu'on a tramées sous son nom. Heureux si ses vertus l'avoient mis à couvert des surprises de son Ministre, & si, faisant taire à jamais les mauvais Conseils, il n'écoutoit plus que sa parole, & sa Religion qui le sollicitent toutes à la Paix!

(1) *Lettre du Marquis de Nancré du 26. Septembre 1718.*

III.

9. Janv. *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janvier 1719.*

ANNO 1719.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté fidelle aux Engagemens que le feu Roi de glorieuse mémoire avoit pris par les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*: & vivement touchée des Conseils qu'il lui donna dans les derniers momens de sa vie, de ne connoître d'autre gloire que la Paix & le bonheur de son Royaume, a mesuré jusqu'ici toutes ses démarches sur ces regles, qui seront toûjours sacrées pour Elle. Sa Majesté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ses premiers soins à réünir des Puissances considérables pour le maintien de la Paix, par la Triple Alliance du quatriéme Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie laissoient dans le calme les Etats voisins de la France; & fondoient encore une espérance de suppléer par de nouvelles mesures à ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, pour établir plus solidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Espagne, en violant ces Traitez, détruisit en un moment toutes les esperances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre aussi sanglante & aussi opiniâtre que celle que les derniers Traitez avoient terminée. Sa Majesté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Espagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous ses Offices pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Espagne un Accommodement aussi avantageux qu'honorable au Roi Catholique. Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-seulement, tout ce que le Roi d'Espagne avoit le plus vivement pressé le feu Roi d'obtenir pour lui, mais encore d'autres grands avantages. Mais comme on ne pouvoit s'assûrer que le Ministre du Roi d'Espagne moderât l'ambition de ses Projets; & qu'il n'étoit pas juste que le repos de l'Europe dependît de son opiniâtreté ou de ses vûës secretes; Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pû refuser aux instances qui leur ont été faites, de convenir suivant l'usage frequemment pratiqué dans les occasions importantes au Bien Public, que si quelqu'un des Princes interessés refusoit de consentir à la Paix, ils réüniroient leurs Forces pour l'y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites séparément & conjointement auprès du Roi d'Espagne, n'ayant pû suspendre ses entreprises, ni lui faire goûter une Paix si convenable à ses intérêts & à sa gloire; Sa Majesté n'auroit pû manquer aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité de *Londres* du 2. Août dernier, sans violer la Justice & abandonner l'intérêt de ses Peuples; & Elle est obligée, en consequence du III. des Articles séparez dudit Traité, de declarer la Guerre au Roi d'Espagne; mais c'est en le conjurant encore avec les mêmes instances qu'Elle lui a faites depuis long-tems sans relâche, de ne pas refuser la Paix à un Peuple qui l'a élevé dans son sein, & qui a genereusement prodigué son sang & ses biens pour le maintenir sur le Trône d'Espagne, comme il l'avouë lui-même dans sa Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majesté à porter ses premieres armes contre lui, Elle a du moins la consolation de ne préférer à ce Prince que le salut de ses Peuples, si c'est même le lui préférer, que de s'armer aujourd'hui contre l'Espagne, autant pour ses propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majesté, de l'avis de M. le Duc d'Orleans, Régent, a résolu d'employer toutes ses Forces, tant de Mer que de Terre, soûtenuës de la protection Divine qu'Elle implore pour la Justice de sa cause, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne. Ordonne & enjoint Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaus & Serviteurs de courre sus aux Espagnols; & leur a défendu & défend très-expressément d'avoir ci-aprés avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conséquence Sa Majesté a dès à present révoqué & revoque toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraires; comme aussi toutes Permissions, Passeports, Sauve-gardes & Sauf-conduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle ou par ses Lieutenans-Généraux & autres ses Officiers, contraires à la Présente; & les a déclarez & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majesté à M. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gou-

ANNO 1719.

Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces, & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels; Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pié, François & Etrangers; & à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Présente ils fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle est la volonté de Sa Majesté; laquelle veut & entend, que la Présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume & Terres de son Obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à *Paris* le 9. Janvier 1719. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas.* LE BLANC.

IV.

Mars.

Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswic.

I. LA Princesse Ulrica doit succéder inconteftablement, mais parce qu'un trop grand Despotisme a fait souvent entreprendre aux Rois de Suéde des choses fatales, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de son grand-Pére & de Gustave Adolphe l'ont prouvé. Ainsi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de sages régles déja ci devant usitées, à quoi ne contribuera pas peu la restitution des biens pris injustement à l'ancienne Noblesse par la Chambre Royale de Reunion.

II. Et vû que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suéde, à ses Privilèges & à son repos, parce que leurs Rois ont eu par là toûjours des occasions ou de former des entreprises pour s'étendre en Allemagne, ou en se mêlant dans les quérelles des Puissances voisines à ces Provinces, on en disposera en faveur de ceux qui les possedent actuellement avec l'addition ci-dessous mentionnée, selon qu'on le reglera dans le Congrès à Brunswick, afin d'engager par là lesdites Puissances aussi-bien que leurs Amis à s'employer unanimement & efficacement, pour faire rendre à la Couronne de Suéde, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur sont d'autant plus nécessaires; que sans Elles le Royaume de Suéde manqueroit de pain & d'une infinité de Denrées indispensables, & sur tout de Barriére contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Russiens.

III. Sur ce principe susdit on laissera au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchez de Bremen & Verden, comme il les posséde actuellement.

IV. Au Roi de Dannemark Stralsund, son District jusqu'à la Riviére de Péne & l'Isle de Rugen.

V. Au Roi de Prusse Stettin & le District jusqu'à la Péne.

VI. Le Duc Charles-Frederick de Holstein sera mis en possession du Duché de *Gottorp*, & de *Slesurick*, de la même maniére que ses Ancêtres en ont joüi avant la Guerre, aussi-bien que l'Administrateur, mais il y aura Amnistie, & abolition du passé & aucun compte, ni liquidation des revenus ne devra se faire, ledit Duc reconnoitra la Reine de Suéde Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ladite Reine, la Succession du Royaume de Suéde doit venir sur ledit Duc de Holstein; Ainsi pour le repos de l'Allemagne il ne sera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresse de Tonninge, ni aucune autre en Holstein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Isle de Pole, & comme ledit Roi a porté le plus grand Fardeau de la Guerre, & que son Païs Héréditaire de Saxe a le plus souffert par l'invasion des Suédois & par les grosses sommes d'argent, qu'ils en ont tiré; & qu'en comparaison de tout cela sa susdite part des Conquêtes sur la Suéde est incomparablement inferieure à celle des autres Alliés; & ainsi pour dédommager en quelque maniére la Saxe de la grande effusion de Finances qu'Elle a soufferte, les Rois d'Angleterre, de Dannemark & de Prusse se cotiseront entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Ecus, qui sera donné au Roi de Pologne pour un Equivalent de toutes ses restantes prétensions.

VIII. On remettra à la disposition de la Republique de Pologne le Duché de Courlande, ainsi qu'il lui appartient.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux Ponts son légitime Héritier.

X. La Noblesse de Meklenbourg sera remise dans ses anciens Privilèges & Libertez, & cette Noblesse sera dédommagée sur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui sera reglé selon la Justice par une Commission de l'Empereur & du Cercle Inferieur de Saxe.

XI. La Ville de Rostock sera Ville Imperiale Hanseatique libre dans l'état de ses Fortifications, Munitions, Canons, Magasins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a mise, sans que ledit Duc puisse dorenavant pour soi ou ses Successeurs, exercer le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre prétention sur elle, & cela par la raison des Troubles qu'il a fait & a eu envie de faire.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moscovie a faites sur les Suédois, seront renduës à la Couronne de Suéde, hormis Petersbourg, Cronscholt & Narva avec leurs Dépendances, qui resteront au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le susdit Traité: mais si, contre toute espérance, S. M. Cz. ne vouloit pas consentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suéde fût obligée de poursuivre la Guerre avec ses Garans & Alliez, pour éxécuter ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effusion de sang Chrêtien, aussi-bien que des dépenses immenses, & que la Suéde & la Pologne feroient les plus exposées aux maux que cette Guerre traîneroit après elle; ainsi il sera stipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Alliés aux dites extrémitez de poursuivre la Guerre, qu'alors on tâchera de faire tant de Conquêtes sur les Moscovites, qu'on les réduise à rendre, outre les Provinces susnommées, Petersbourg, Cronscholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingrie & la Carelie à la Suéde, afin que leurs Limites soient rétablies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, par où cette République sera en partie dédommagée de la ruineuse Guerre qu'elle a été obligée de souffrir si long tems chez Elle, laquelle lesdits Moscovites lui ont uniquement attirée, & des immenses sommes que leur entretien forcé a coûté à cette République, & la Pologne aura par-là une Barriére, afin de n'être plus si facilement exposée aux insultes & véxations des Russes.

XIII. Le Traité sera conclû par une Alliance offensive & deffensive, tant entre les Parties interessées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à qui il importe, on y prendra les mésures nécessaires pour l'éxécution du susdit Traité de Paix, & contre ceux qui voudroient s'y opposer & ne pas s'y conformer.

V.

19. Août.

Renonciation de la Serenissime Archiducheffe MARIE JOSEPH, *Epouse du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE.

NOs Maria Josepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ, agnoscimus & profitemur pro nobis, nostrisque Posteris, Heredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque potest, notum, testatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei memoriam.

Postquam Serenissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, &c. Colendissimus Dominus Patruus noster, nos pro paterna plane in nos cura ad amicam petitionem Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Friderici Augusti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ, Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschalli & Electoris &c. perdilecto Suæ Majestatis Regiæ Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto, Principi Regio Polo-

niæ

Anno 1719. niæ & Lithuaniæ ac Electorali Saxoniæ &c. Accedente inprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdilectissima Domina Genetrice nostra, obtenta prævia Dispensatione S. Sanctissimi Patris Domini Clementis XI. Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponsam & futuram Conjugem adpromitit: Porro in Tractatu desuper habito inter cetera id primo loco actum disertisque verbis cautum provisumque fuerit, ut Nos intuitu istius Matrimonii, juxtà ac præviè utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad nostrum consensum & Nuptias, juxtà regulas Successionis primogenialis in Augusta Domo jam dudum radicatæ, sed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro, glor. mem. in suo die 10. Maji 1621. confecto Testamento, conditisque desuper die 8. Augusti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Successionis inter Heredes suos Masculos dilucidata magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna a Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invictissimo Principe & Domino, Domino Leopoldo, Roman. Imperatore, colendissimo Avo nostro, inter Filios suos, Serenissimos quoque & Potentissimos, tunc respective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successive Romanorum Imperatores, colendissimos & perdilectissimos nostros Genitorem & Patruum die 12. Septembris 1703. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante descendentes extensa ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliariis Status arcanis Regnorumque ac Provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicatâ & publicata in publicum & perpetuum Serenissimæ Domus Austriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris Juribus, Actionibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate Cæsarea nunc feliciter regnante possessas, vel de Jure quomodocunque ad se spectantes competere Nobis nostrisque olim Posteris atque Heredibus utriusque cùm Masculini tum Feminini sexus, quacunque demum de causa possent, in favorem & commodum non solum universorum Masculorum è dicta Augusta Domo legitime oriundorum Archiducum, sed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiducissarum à Sua Majestate Cæsarea hodie gloriose imperante progenitarum & deinceps nasciturarum earumque posteritatis ac Heredum pariter utriusque tam Feminini quam Masculini sexus solemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O. M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majestate Cæsarea-Regio-Catholica in præsens possessæ ac deinceps possidendæ perpetuis retro temporibus indivisibiliter ac inseparabiliter inter se penes unum eundemque Heredem, juxta Successionis ordinem stabilitum, unitæ permaneant, ordinationibus, institutis ac dispositionibus præfatis, præsertim vero Declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. uti supra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, rite pleneque, edoctæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Regii Electoralis, dilectissimi Sponsi Nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo & Potentissimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, (prout ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffusius constat) ex certa nostra scientia animoque bene deliberato omnibus Juribus, Prætensionibus, Actionibus & rationibus, quæ Nobis sive Jure sanguinis & Nativitatis, sive ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, sive etiam ex Pacto præallegato, de die 12. Septembris anni 1703. sive alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte satâ Majestate Sua Cæsareâ, colendissimo Domino nostro Patruo actu in præsens possidentur aut possideri de Jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, sponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione, callidave persuasione aut metu, etiam reverentiali inductæ pro Nobis nostrisque Posteris omnibus Heredibus tam Masculini quam Feminini sexus cesserimus & renuntiaverimus, prout iisdem vigore præsentium de consensu uti supra in optima & amplissima Juris forma, animo deliberato ac spontaneo, ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus: Idque non solum in favorem, commodum & prælationem Posteritatis & Heredum Masculorum, quos numerosos Majestati Suæ a Deo precamur, verum & feminarum Archiducissarum à Majestate Sua jam progenitarum & deinceps nasciturarum, omniumque earum Posterorum, Heredum & Successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò ut quandiu ex his Majestatis Suæ descendentibus Proles aliqua sive Masculina sive Feminina quocunque demum gradu supervixerit, neque Nos neque Filii, Posteri & Heredes nostri, neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam Successionem aut succedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote Lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in ea descendentibus Maribus & feminis Jure Primogenituræ in infinitum inseparabiliter & indivisibiliter affectas, prætendere velimus, possimus aut debeamus, declarantes ac serio profitentes; quod Nos prælibatum in Augusta Domo receptum, avitaque providentia stabilitum & per supra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præscriptum in ea eum Maribus tum feminis succedendi ordinem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis nostrisque posteris & Heredibus utriusque sexus respicere, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenorem & dispositionem à Nobis vel ab Hæredibus & Posteris nostris cujuscunque sexus sint, aut à quovis alio nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obtestamur atque etiam sacrosanctè pollicemur, quod si unquam (quod absit) aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro Nobis deferri aut Nos ad aliquam seu eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosaque consilia ac molimina, perpetuo constanterque rejecturas, neduм illis aures, assensum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo Successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, ac adeo eâ Dote in ipso Matrimonii nostri Contractu Nobis assignata, cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui Nostro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pleneque pro omnibus Juribus, actionibus ac prætensionibus cujuscunque nominis sint, quæque Nobis ex qualicunque demum causâ, uti suprà competere possint, satisfactum Nobis esse declaramus, quo usque nempe Proles unius alteriusque sexûs à Suâ Majestate Cæsareâ Regio Catholicâ procreata ac deinceps procreanda, earumve Posteri & descendentes pariter utriusque sexûs in vivis superabit.

Quòd si verò (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam Fœminini quàm Masculini sexûs proles à Suâ Majestate progenitæ vel deinceps procreandæ unà cum omni earum posteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorsùs deficere unquam accideret; in eum casum, qui nobis aditum ad capessendam paternam avitamque Hæreditatem, vel ex ipso Primogenituræ instituto, præsertim verò vi præcitatæ Declarationis die 19. Mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in eâ Successionis linealis ordinem recluderet, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam Maribus quàm Fœminis Jus omne omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præsentium solemnissimè & plenissimè per expressum reservamus, ita ut quæ facta à Nobis est pro Posteritate Suæ Majestatis Cæsareæ utriusque sexûs tam Fœminini quam Masculini renuntiatio, illa tunc & in eo casu ceu non facta aut pro non emissa haberi, neque obstare ea Nobis, Hæredibus aut posteris nostris Maribus seu Fœminis aut ullum ad successionem obicem facere posse censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de iis duntaxat Hæredibus & posteris nostris Masculis seu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam Religionem eveniente casu profitentur, cùm omnes, qui alicui alteri, quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ Religioni addicti vel ad- Anno 1719.

dictæ essent, ab omni supradictâ successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sint, prout & eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renunciatione velut in illâ minimè comprehensas eas Hæreditates, quas nobis per latus maternum seu aliundè quam ex Augustâ Domo fortè obvenire continget: quo autem isthæc nostra Renuntiatio majorem vim atque vigorem plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa, de voluntate, auctoritate & assensu præfatorum Nostrorum respectivè colendissimi ac dilectissimi Sponsi, Domini Friderici Augusti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quoad hunc actum à Patriâ potestate emancipati, nec non Suæ Regiæ Majestatis Domini Friderici Augusti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ & Saxoniæ Electoris, Patris & futuri nostri Soceri hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæredibus & Successoribus in tantum sponte absque ullâ vi aut persuasione, ex certâ scientiâ in finem ac intuitum, uti præmissum est, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dictisque nostris Posteris, Hæredibus & Successoribus coram Deo ejusque Curiâ cœlesti sacrosanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione suprà sæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ Renunciationis & respectivè acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata ac promissa sunt, & propediem in universis Suæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustæ Familiæ promulgabuntur, sincerè, fideliter ac accuratè observaturas, neque iis ullâ ratione, viâ aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, sed & neque admissuras esse, ut iis à quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Josepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris ac Successoribus, quod hocce Renunciationis & respectivè adhæsionis Instrumentum Nobis jam prælectum & à Nobis propriâ manu subscriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, sine maculâ concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo Juramento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quòd absolutionem à summo Pontifice, sive à quocunque alio sub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipsæ, neque etiam ultro oblatam unquam simus accepturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia aut restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, ex in specie, quæ desumi possent ex capite renunciationis & Juramenti invalidi, læsionis ultra dimidium, metûs reverentialis, coactionis, vel doli, rei aliter gestæ quàm scriptæ, ignorantiæ, observantiæ antiquæ Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum: postremum nec illa beneficia & indulta sexui Fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Josepha Archiducissa peculiariter, distinctim pleneque instructæ ac certioratæ existimus, quibus adeò omnibus & singulis aliisque ejusmodi quâcunque industriâ & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa de assensu & auctoritate, ut suprà, ex certâ nostrâ scientiâ animoque deliberato, ultro Jurato renunciavimus & nunc in virtute emissi Juramenti denuò quàm solemnissimè renunciamus, sincerè, semoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum à Nobis desponsata Maria Josepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archiducissa Austriæ propriis manibus subscriptum, & appresso nostro Sigillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ Mensis Augusti anno post Christum incarnatum millesimo septingentesimo decimo nono.

(*L. S.*) MARIA JOSEPHA.

Accession & Confirmation de la Renonciation précédente, par le Prince Roial & Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, *&c.*

NOS FRIDERICUS AUGUSTUS, Dei gratiâ Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ, & Barby, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cùm Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus Carolus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ; Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis, &c. pro potestate & auctoritate, quâ pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ tunc temporis Sponsæ, nunc Conjugis nostræ Genetricis, Nobis perdilectissimam suam ex Fratre Neptem Serenissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiducissam Austriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die 10. Augusti a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ disertâ Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summâ centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ, statutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclytâ Domo Austriacâ jam dudum receptum, & subindè per Pacta ac subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem de 19. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis Cæsareæ Regio-Catholicæ promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum ritu solemni renunciaret, ipsa verò id non modò Viennæ sub die 19. Augusti a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore Magni Ducatûs Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majestatis Poloniæ Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo, & arcani Consilii Bellici Præside, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, scientibus & consentientibus Nobis ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hîc Dresdæ hodierno die infrà scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

(*Inseratur Renunciatio à Serenissimâ Archiducissâ Mariâ Josephâ facta.*)

QUod Nos Fridericus Augustus Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, istam à Dilectione suâ perdilectissimâ Conjuge nostrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissâ Lege, Pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, eamque voluntate, adsensu, & consensu nostro authorisamus, atque etiam adstipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuisse pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juxtà Leges Primogenituræ in inclytâ Domo Austriacâ inter Masculos jam dudum receptas, & subindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas, ad Fœminas disertè extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quàm quoad stabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majestate Cæsareâ Regio-Catholicâ in præsens possessarum aut in futurum possidendarum indivisi-

ANNO 1719.

divisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ullà in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In ejus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 5. Mensis Octobris anni 1719.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex P. P. & L. E. S.

Accession & Confirmation de la Renonciation precedente, par le Roi AUGUSTE *de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

NOs AUGUSTUS Secundus, Dei gratià Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniaoviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimo Filio nostro Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Domino in Ravenstein, perdilectissimam Suam ex Fratre Neptem Serenissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ disertâ Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ, nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque Successioni & Hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriaca jam dudum receptum, & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem die 19 Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemni renunciaret; Ipsa verò id non modo Viennæ sub die 19. Aug. a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, nostro Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani, Consilii Bellici Præside, Jacobo Henrico Comite à Flemming, sciente ac consentiente dilectissimo Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierna die infra scripto Nobis Rege Augusto, & Filio nostro Principe Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

(*Inseratur Renunciatio à Serenissima Archiducissa Maria Josepha, Viennæ facta.*)

QUod Nos AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. Istam à Dilectione Sua perdilectissima Nuru nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissâ Lege, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, verbo Regio & Electorali pro Nobis, Heredibusque nostris ac Successoribus promittentes ac caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem succedendi ibi eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In ejus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus. Atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHERN.
B. DE ZECH.

Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Serenissime Archiduchesse MARIE-JOSEPH.

CUm in Pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regium Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenstein, & Serenissimam Principem Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug a. c. initis Art. III & V. conventum & à Regiæ Suæ Majestatis Poloniæ, Suæque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majestatis Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præside Jacobo Henrico Comite à Flemming, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit, atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennæ die 19. præfati Mensis Augusti firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Josepha Archiducissa Austriæ hic Dresdæ præsente Suæ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc Actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denuo Juramento firmare, sed etiam Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernieoviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis; Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, una cum ante fato

Anno 1719.

Serenissimo Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Augusto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmitatem, ne ob enervationem veterum recentiorumque Dispositionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10 Maji anni 1621. & 1. Augusti anni 1635 nec non Leopoldi gl m de dato 12. Septembris anni 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem à Sua modo feliciter regnante Cæsarea Regio Catholica Majestate, quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum die 19 Aprilis anni 1713 in vim Sanctionis pragmaticæ ac Legis perpetuo valituræ emissam, deposito ad Deum ejusque sanctum Evangelium solemni Juramento se obstringere velint ac debeam, jamque à Cæsarea Sua Majestate ad hunc Actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius Regius Locumtenens, & supremus Burggravius Pragensis Joannes Josephus Comes de Wrybii, hinc speciali Mandato instructus, missus fuerit.

Hinc Nos Maria Josepha Regia Poloniæ ac Lithuaniæ itemque Electoralis Saxoniæ Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducissa Austriæ &c. ea quæ in supra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione ista 19 Aprilis anni 1713. editâ ceu basi & fundamento nostræ Renunciationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata, promissa ac Juramento die quo supra firmata jam fuerunt, sincere, fideliter & accurate observaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo sivè directè sivè indirectè contraventuras, neque ut iis à quocunque alio, sub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque nostris Heredibus, Posteris & Successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam Renunciationem & respective adhæsionem, cujus Instrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prælectum, & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

ITemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Regius Poloniæ & Lithuaniæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, istam à perdilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha Archiducissa Austriæ &c. factam & à supra nominato Procuratore nostro Comite à Flemming in animam nostram Juramento solemni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæsionem in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Heredibusque nostris ac Successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprime cognitas, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emissam, atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

NOsque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Dux Saxoniæ & Elector &c. à Dilectione Sua perdilectissima Nuru nostra Sereniss. Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha, Archiducissa Austriæ &c ita factam à Procuratore nostro Comite à Flemming, nostro nomine Viennæ, acceptam, Juramentoque in animam nostram confirmatam, & jam Nobis & perdilectissimo Filio nostro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque nostris & Successoribus voventes & jurantes, illam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die solemni Diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus. Anno 1719.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium, & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæsionis & acceptationis Instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Augusto secundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniæ &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ Principe Friderico Augusto, & Nobis Regia Principe Maria Josepha, subscriptum sigillisque nostris munitum est.

Dresdæ prima Mensis Octobris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(*L.S.*) AUGUSTUS Rex.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS
R. P. P. & L. E. S.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA
R. P. P. & L. E. S. & A. A.

VI.

Conventio inter SACRAM CÆSAREAM *& Catholicam Majestatem & Regias Majestates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimestri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quo quidem elapso, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro exclusis à Successione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis 18. Novembris 1719.* Cum *Binis Separatis Articulis, & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* [Tiré de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale & Catholique.] 18.Nov.

TAmetsi Rex Hispaniarum protrahendo Bellum quod tam injustè movit, se privaverit à die 2. Novembris Expectativis in Ditiones à Magno Duce Hetruriæ, & Duce Parmæ Placentiæque possessas, quæ deficientibus Successoribus Masculis per Articulum Quintum Tractatûs Fœderis inter Suam Majestatem Cæsaream, Majestatem Britannicam, & Regiam Christianissimam Majestatem 2. Augusti 1718. Londini initi in favorem Filii Primogeniti Regis Hispaniarum ex Thoro secundo nati destinatæ erant, Octavo verò Articulorum Secretorum disertè cautum sit, quod si Rex Hispaniarum post terminum trium Mensium à die subscriptionis computandorum Conditiones Pacis illi propositas acceptare renueret, & Principes Confœderati eundem per arma eo compellere tenerentur, tunc novâ Conventione inter eos stabiliendum esset, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majestas Cæsarea dictas Expectativas in Exclusionem Filii Modernæ Hispaniarum Reginæ ex consensu Imperii conferre deberet.

Hac Dispositione tamen non obstante, Sua Majestas Cæsarea Catholica ad manifestandum sincerum suum in tranquillitatem publicam studium, & ad promovenda ea quæ Pacem restituere possent, & ut urgentibus Fœderatorum suorum votis non desit, consentit, ut ea quæ in dicto Articulo quinto Tractatûs Londini initi, ratione

ANNO 1719.

tione spatii trium Mensium continentur, inter quod fas fuit Regi Hispaniarum præfato Tractatui accedere, vi præsentis Conventionis eidem liberum sit intra spatium aliorum trium Mensium à die decimâ octavâ Novembris Anni 1719 computandorum dicto Tractatui accedere, eumdemque acceptare, additâ verò hac expressâ conditione, ut vicissim Suæ Majestates Regiæ, Britannica, & Christianissima spondeant, & per hanc Conventionem solennem se obstringant, quod post elapsum hunc Terminum Trimestrem, à die hodierna computandum, & si Rex Hispaniarum intereà temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressis non accesserit, Filius vel Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ex tunc pro exclusis ac non admissis à Successione Ditionum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ ipso facto habeantur. Ut autem eò minus Nova hæc Termini prolongatio, in quam Sua Majestas Cæsarea nunc consentit, in posterum in exemplum adduci possit, dictæ Regiæ Majestates promittunt, se nullam aliam unquam Termini prolongationem in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ab Imperatore petituras esse, & ex nunc cum Sua Majestate Cæsareâ conveniunt, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativas dictarum Ditionum in exclusionem Filii aut Filiorum modernæ Hispaniarum Reginæ secundum dispositionem Octavi Articulorum secretorum concedere debeat.

Has ob causas, & cum Suæ Majestates Britannica, & Christianissima, expertæ sint, quòd Aula Hispanica à turbulento Ministro seducta, abusa hucusque fuerit Indulgentiis in illius favorem habitis, & inde occasionem potiùs sumpserit obstinatè, & pertinacius resistendi, consentiunt per hanc Conventionem solennem conditioni, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trimestris, promittentes altefatæ Suæ Majestates, & se se obstringentes eandem se sincerè adimpleturas, ita ut si Rex Hispaniarum post elapsum novum hunc Terminum trimestrem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressis non accesserit, nec Expectativas, nec ulteriorem Termini Prolongationem à Sua Majestate Cæsareâ in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ petent, ut qui per lapsum trium Mensium ipso facto pro excluso habebitur, & ex nunc conveniunt cum Suâ Majestate Cæsareâ Catholicâ, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ in Exclusionem dicti Principis eo casu conferendæ forent. In quorum fidem Nos infrascripti Suæ Majestatis Cæsareæ, Majestatis Britannicæ & Regiæ, Christianissimæ Majestatis Ministri Plenipotentiarii, Mandatis necessariis, & Plenipotentiarum Tabulis invicem exhibitarum muniti, præsentem hanc Conventionem subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, quæ eandem vim obtinebit, ac si Tractatui Fœderis Quadruplicis verbotenus inserta fuisset, & Ratificationum Tabulæ à Suâ Majestate Cæsareâ, Majestate Britannica, & Regia Christianissima Majestate extradentur, & commutabuntur intra spatium sex septimanarum, aut citiùs si fieri possit. Actum Hagæ Comitis, die decimâ octavâ Novembris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUamvis jam Articulo separato Quadruplicis Fœderis Londini $\frac{22.\ Julii\ V.\ S.}{2.\ Augusti\ N.\ S.}$ elapsi anni conclusi cautum sit, Sacram Cæsaream Regio-Catholicam Majestatem, moderno Hispaniarum Possessori Regium Titulum haud concedere nisi in eum duntaxat casum ubi & ille huic Tractatui accesserit, cum tamen hodie Conventionem super novo termino trimestri in quâ dictus modernus Hispaniarum Possessor, Rex Hispaniarum & Indiarum per totum compellatur, inter Sacræ Cæsareæ Regiæ Catholicæ, Sacræ Regiæ Britanniæ, & Sacræ Regiæ Christianissimæ Majestatum Plenipotentiarios subscribi contingat, è re judicatum est reservationis hujus denuò mentionem fieri.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si de verbo ad verbum ipsimet Tractatui insertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipsâ Conventione extradentur. In quorum fidem Nos Infrascripti vigore Plenipotentiarum hodiè invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUùm Titulorum aliqui quibus Sacra Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Conventione & in Articulis separatis hodie subscribendis, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum, & ante Conventionem subscriptum, declarat, & protestatur, quod per dictos hac Conventione, & Articulis separatis adhibitos Titulos, aut sibi, alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minimè intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Conventioni hodie subscriptæ verbotenùs insertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipsâ Conventione extradentur.

In quorum fidem Nos infrascripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni millesimi, septingentesimi decimi noni.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Plenipotentiarum Tabulæ Majestatis Suæ Cæsareæ.

NOs CAROLUS Sextus, Divinâ favente Clementiâ, Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtenbergæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. &c. Hisce notum, testatumque facimus omnibus quorum interest. Cum votis Fœderatorum nostrorum Serenissimi, ac Potentissimi Principis Georgii Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regis, nec non Sac. Rom. Imperii Electoris, Ducis Brunswicensis, atque Serenissimi, ac Potentissimi Principis Ludovici XV. Franciæ Regis, id demum tribuere adhuc statuerimus, ut Terminus Trimestris, qui in Tractatu die $\frac{22\ Julii}{2.\ Augusti}$ Anno 1718. Londini sub nomine Quadruplicis Fœderis concluso, Moderno Hispaniarum Possessori, pro sua ad eundem accessione præfixus erat, etsi jam pridem elapsus, ad alios denuò tres Menses prorogetur, pronusque in Pacem, ac quietem publicam, quo ferimur animus Noster Universæ Europæ uberrimè constaret, Hinc Illustri, & Magnifico Nostro Camerario & Consiliario Imperiali Aulico, Leopoldo Victorino Comiti de Windischgratz, Nostro Sacrique Rom. Imperii Fideli Dilecto plenam facultatem ac omnimodam potestatem concedimus, cum Ministris præfatorum Principum isthoc Negotium tractandi, & concludendi, verbo Cæsareo Regio spondentes, Nos ea omnia, & singula, quæ nomine Nostro, is ita egerit, tractarit, atque concluserit, non modo rata, grataque æque ac si à Nobis ipsis acta forent, habituros, verùm etiam nostrum Ratihabitionis Instrumentum intrà tempus conventum, extradituros esse.

In quorum fidem præsentes propriâ manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Cæsareo Regio communiri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die nonâ Mensis Octobris, Anno millesimo septingentesimo decimo nono, Regnorum Nostrorum Romani Octavo,

 His-

ANNO 1719.

Hispaniarum decimo septimo, Hungarici & Bohemici nouo.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Regiæ Majestatis proprium.

J. B. AB IMBSEN.

Plenipotentiarum Tabulæ Majestatis Britannicæ.

GEORGIUS Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensium & Luneburgensium. Sac. Rom Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint, salutem. Cum Tractatus quidam in se complectens tam Conditiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hispaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliæque Regem, conciliandæ, quam Fœderis mutui Legis inter Nos, & Bonum Fratrem Nostrum prædictum Romanorum Imperatorem, Bonumque Fratrem Nostrum Regem Christianissimum, sanciras, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum nostrorum prætatorum Imperatoris Regisque Christianissimi atque Deputatos plenâ Nostra Potentiâ instructos in Civitate Nostrâ Londinensi, die vicesimo secundo Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo stylo veteri signatus fuerit, eâ verò Lege ut intra certum temporis spatium per secretum quendam eorundem Tractatûs Articulum fixum, & constitutum, Rex Catholicus prædictas Conditiones acciperet; illi attamen Bellum potius ab ipso iniquè susceptum prosequi hucusque placuerit: Tantum nihilominus fuit prænominatarum Fœderatarum Potentiarum æqui bonique ac Pacis studium, ut tempus prætatum jam diu elapsum ulteriùs prolongare, per Conventionem à Ministris suis sufficienti ad hoc Potestate respectivè munitis signandam decreverint. Sciatis igitur quod Nos Fide, Industriâ, & in rebus magni momenti tractandis usu & perspicaciâ prædilecti & perquàm fidelis Consanguinei & Consiliarii Nostri Gulielmi Comitis de Cadogan, Vestium Nostrarum Regiarum Magistri, in Exercitibus Nostris Locumtenentis Generalis, secundæ Regiæ Nostræ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Insulæ Vectensis Gubernatoris ac Nostri Ministri Plenipotentiarii plurimùm confisi, eundem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus, & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodam Potestatem facultatem authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) pro nobis & Nostro nomine cum Ministris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Nostrorum Imperatoris, Regisque Christianissimi sufficienti itidem Potestate munitis, congrediendi, colloquendique, atque dictam Conventionem aliaque omnia, sive Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, sive Declarationes Elucidationesve fuerint, quæ ad Conventionem prædictam pertinere poterint, Nostrâ ex parte signandi eademque mutuò extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factu necessaria præstandi, perficiendique, tam amplis modo & forma ac Nosmet Ipsi si interessemus, facere & præstare possemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, nos omnia & singula quæcumque à dicto Nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præsentium concludi, signarique contingeret, rata, grata, & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut in toto, vel in parte à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Magnum Nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum præsentibus Manibus propriis Custodum & Justitiariorum Regni Nostri Magnæ Britanniæ appendi fecimus. Quæ dabantur apud Whitehall, die vicesimo Mensis Octobris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo nono, Regnique nostri sexto.

W. CANT. PARKER C KINGSTON P.
ARGYLL ET GREENWICH, HOLLES, NEWCASTLE.
ROXBURGE. BERKELEY. J. KRAGGS.

Pleinpouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que nous avons eue depuis nôtre avenement au Thrône, à contribuer autant qu'il est en nous, au Maintien de la Tranquillité publique rétablie par les Traittés d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traités & Articles separés qui ont été signés à Londres le 2. Août de l'année derniere, en nôtre Nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, entre autres choses, les Conditions qui doivent servir de fondement à la Paix entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres cher & tres-amé Oncle le Roy d'Espagne, & entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres-cher & tres amé Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, lesquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par nôtredit Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, voulant d'ailleurs entrer dans toutes les Mésures qui seront jugées convenables pour l'entier accomplissement desdits Traittés, nous confiant entierement en la Capacité, Experience, Zele, & fidelité pour nôtre service de nôtre cher & bien-amé le Sr. Comte de Morville, nôtre Ambassadeur auprès de Leurs Hautes Puissances nos tres-chers & Grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Pour ces causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre tres-cher & tres amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, nous avons commis, ordonné, & deputé, & par ces presentes signées de nôtre main, commettons, ordonnons, & députons ledit Sieur Comte de Morville, & luy avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, pour en nôtre nom, & en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de toutes les Puissances Contractantes, pareillement munis de Pleinpouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec eux ensemble, ou separément, tels Actes, Conventions, Articles & Declarations que ledit Sieur Comte de Morville avisera bon être pour l'entier accomplissement desdits Traités & Articles separés, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial non contenu en cesdites presentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & éxécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura stipulé, promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il sera convenu. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. Donné à Paris le seiziéme Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-neuf, & de nôtre Regne le cinquiéme. *Signé*, LOUIS, *& sur le reply*, Par le Roy, le Duc d'ORLEANS, Regent présent. *Signé*, DU BOIS & scellé.

VII.

Friedensschluss zwischen Georg Seiner Königlichen Majest. in Groß-Britannien als Churfürst und Hertzog zu Braunschweig/ und Ulrica Eleonora Königin in Schweden/ wodurch zu folg des Præliminair Tractats, welcher den 11--22. Julii 1719. errichtet/ die Hertzogthümer Bremen/ und Verden an mehr besagte Königl Majest. als Churfürst/ und Hertzog zu Braunschweig mit eben den Rechten/ und Zubehörungen abgetretten werden/wie selbige die Cron Schweden durch das Osnabruckische Friedens-Instrument besessen hat; worunter sonderlich mit begriffen wird das Recht Sitz/und Stimm auf Reichs- und Craysstägen im Römischen Reich/ wie auch das Directo- 18. Nov.

ANNO 1719.

Directorium im Nieder-Sächsischen Krayße zu führen/ samt den Rechten über das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und Bremen/ wie nicht weniger das Jure pignoris in Chur-Braunschweig händen bereits seyende Amt/ und Städlein Wildhausen; hingegen verspricht Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Churfürst und Hertzog zu Braunschweig an Seine Königl. Majest. in Schweden innerhalb drey terminen zu zahlen die Summ einer Million Reichsthaler nach dem Leipziger fuß/ die Unterthanen/ und Einwohner in allen ihren Rechten/ Freyheiten/ und Privilegien so wohl die Religion, als andere sachen betreffend zu erhalten/ und denen/ so sich bey der vorhin vorgenommenen grossen und General Reduction werden beschwert befinden/ denen König Carls des XII. Glorwürdigsten andenckens verheissungen gemäß/ baldiges Recht wiederfahren zu lassen; Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien versprechen beynebens die mit der Cron Schweden vorhero gemachte Tractaten/ worunter die Garantien vor das Fürstliche Holstein-Gotterpische Hauß mit begeiffen seynd/ auf das gnaueste zu beobachten/ auch selbige ferner nach den ietzigen Conjuncturen zu erneueren/ und einzurichten. Geben zu Stockholm den 9/20 November 1719. Mit den besondern Articulen/ so enthalten/ Jhro Königl. Majest. als Churfürst/ und Hertzog zu Braunschweig wollen diejenige Contributiones, welche dieselbe vor übernehmung des Landes durch dero Generals gehoben/ wie im gleichen das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, nicht weniger das Orlog-Schiff Bremerschlüssel genant/ auch noch einige andere Articulen die Officier/ und Unterthanen des Landes betreffend/ der Cron Schweden/ nach der durch die Commissarien/ welche darüber werden benent werden/ getroffenen Vergleich/ ersetzen/ und vergüten. Geben zu Stockholm den 9/20 November 1719.
[Tiré des Archives Royales.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de Brunswich, &* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le 11—22. Juillet 1719. les Duchez de Bremen, & de Verden sont cedez audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunswich avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possedoit par la Paix de Westphalie, y compris specialement le Droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathedral de Hambourg, & sur celui de Breme; comme aussi la proprieté de la Ville de Wilshausen avec son Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswich. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majesté Sacdoise, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Monnoye de Leipsich, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Justice conformement aux promesses du feu Roi Charles XII. à ceux, qui se trouverent avoir été grevés, dans la grande, & generale reduction, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gotterp, & de même de les renouveller presentement selon & en conformité de la Conjonction presente. Fait à Stockholm le 9/20 Novembre 1719. Avec les* ARTICLES SEPARE'S *portant que le Roi Electeur donnera une entiere satisfaction à la Couronne de Suede au sujet des Contributions exigées du Païs par ses Generaux, avant qu'on eût pris possession, comme aussi à l'égard du Magazin de la Forteresse d'Ottersberg, du Vaisseau de Guerre Bremer-Schlussel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers, & Sujets du Païs; le tout selon le Reglement, qui en sera fait, & convenu par des Commissoires, qu'on nommera sur ce sujet de part, & d'autre. Fait à Stockholm le 9/20 Novembre 1719.*

ANNO 1719.

Jm Nahmen der Heyl. Drey-Einigkeit.

Kunde und zu wissen seye hiemit Jedermanniglichen/ demnach die ausserhalb des Röm. Reichs angefangene Nordische Krieges Unruhe mit der zeit auch einige zu selbigem Reich gehörige Provincien ergriffen/ und endlich gar in den Nieder-Sachsischen Kreyß gedrungen/ dadurch es sich veranlasset/ daß der Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Georg König von Groß-Britannien/ Franckreich/ und Irland/ Beschützer des Glaubens/ Hertzog zu Braunschweig-und Lüneburg des Heil. Röm. Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg in solche Krieg mit verwickelt worden/ die Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürstin und Frau/ Frau Ulrica Eleonora der Schweden/ Gothen und Wenden/ Königin/ Groß-Fürstin zu Finland/ Hertzogin zu Schonen/ Ehesten/ Liefland/ Carelien/ Bremen/ Verden/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Fürstin zu Rügen/ Frau über Jngermanland und Wißmar/ Pfaltz-Gräffin beym Rhein/ in Beyern/ zu Jülich/ Cleve und Berge/ Hertzogin rc. Wie auch Land-Gräffin und Erb-Printzessin zu Hessen/ Fürstin zu Hirschfeldt/ Gräffin zu Catzen-Ellenbogen/ Dietz/ Ziegenhayn/ Nidda und Schaumburg rc. Aber so wohl als Hochstgedachte Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien aus Christlöblicher intention dero gedancken darauff einmütiglich gewand/ wie fernerem aus solchen Krieges-Wesen zu besorgendem Unheil/ und Verderb unschuldiger Lande/ und Leute zuvorgekommen/ zuforderst aber/ und fürnemlich Friede und Ruhe zwischen höchst ermeldeten Jhren Königl. Majest. Majest. gestifftet/ und gutes vernehmen/ und vertrauen beyderseits erneuert/ und befestiget werde möge/ zu welchem Ende der Durchleuchtigste/ und Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Ludwig der XV. Aller-Christlichster König von Franckreich und Navarra/ dessen Officia, und Mediation durch seine/ bey dem Königl. Schwedischen Hoffe subsistirende/ und verordnete Residente/ und Plenipotentiaire den Wohlgebohrne Herrn Jacob von Campredon rühmlich mit angewand/ auch bereits zwischen Höchst-Ermeldte Jhre Königl. Majest. Majest. ein Præliminair Friedens-Recess unterm 11—22. Julii jetzlauffende Jahrs zu Stockholm getroffen/ und darin vorbehalten worden/ daß auff den fuß desselben mit nechsten der Friede zwischen Jhnen formlich geschlossen/ und darüber ein Solennes Friedens Instrument errichtet werden solte/ und dan zu völliger ausmach-und möglichster beschleunigung eines so erwünscht- und heilsamen wercks die beyderseitige mit gnugsamen Vollmachten versehene Ministri Plenipotentiarii im Nahmen Gottes zusammen getretten/ und zwar von seiten Jhro Königl. Majest. von Schweden der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Cronhielm/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Præsident des Königl. Cantzley Collegii, und der Upsalischen Academie Cantzler/ wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Carl Gustav Ducker/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Feld-Marschall/ und verordneter Kriegs-Rath/ desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Adam Taube/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Ober-Stadthalter en Stockholm/ gleichermassen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Magnus de la Gardie, Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Præsident in dem Königl. Commercii-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron Herr Daniel Niclas von Höpken/ Jhro Königl. Majest. von Schweden verordneter Etats Secretaire: Von seiten Seiner Kön. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ aber dero Ministre Plenipotentiaire der Wohlgebohrne Herr Obrister Adolph Friedrich von Bassewitz. Als haben dieselbe nachfolgende Articuln mit einander abgeredet und geschlossen.

I. Soll ein immer währender/ auffrichtiger und beständiger Friede/ und Freundschafft zwischen Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dem Reiche Schweden eines und Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien/ auch als Hertzoge/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero Chur- und Fürstliche Hause andern theils hiemit gestifftet/ und bestätiget sein/ und soll und will ein theil dem andern alles das jenige redlich/ und unverbrüchlich erweisen/ was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwischen ihnen völlig ergäntzen/ und beständig

ANNO 1719.

ständig machen kan/ alle Feindliche handlungen/ und gebrauchung der Waffen aber von einem theil gegen den andern sollen von nun an gäntzlich auffhören/ und niedergeleget seyn/ und bleiben.

II. Es soll auch beyderseits eine immerwehe währende vergessenheit/ und Amnestie alles dessen seyn/ was an der einen/ oder andern seiten/ es sey auff was weyse es wolle/ Feindliches/ oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen seyn möchte/ und soll deren keines dem einen oder dem andern theile/ oder jemand der seinigen in ungute jemahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden/ sondern das alles/ und jedes soll hiemit todt/ und absein/ und dessen nimmermehr gedacht werden.

III. Gleich wie Ihro Konigl. Majest. von Schweden vermoge des mit Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg unterm 11—22. Julii 1719. errichtet/ eingangs berührten Preliminar-Friedens-Recessus derofelben bereits cediret/ und abgetreten haben/ also cediren und übertragen sie krafft dieses nochmahlen vor sich/ das Reich Schweden/ und Ihre Successoren, und Nachkommen Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum die Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden pleno jure mit allen deren Juribus, und zubehörungen/ so wie selbige Hertzogthümer durch das Osnabruckische Friedens-Instrument vom 14—24. Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden/ und wie die Konige von Schweden und das Reich Schweden solche Hertzogthümer sambt deren Annexis Juribus, und zubehörungen seithero besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ oder besitzen/ nutzen/ und gebrauchen sollen oder können/ nichts überall davon ausgenommen/ und insonderheit das Jure pignoris in Chur Braunschweig händen bereits seyende Ambt/ und Städtlein Wilshausen/ mit allen Ihren zubehörungen/ und gerechtsamen/ doch also/ daß wegen des darauff hafftenden Pfandschillings kein fernerer anspruch an Ihro Konigl. Majest. und das Reich Schweden nun oder ins künfftig gemachet werde/ solches alles/ und jedes von nun an zu ewigen zeiten mit eben dem Recht/ wie es Ihro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von der Regierung/ wie auch das Reich Schweden bißhero besessen ohne einige schmählerung/ oder vorbehalt/ auch ohne alle in/ oder ausserhald gerichts von Ihro Konigl. Majest. von Schweden oder dero mitbeschriebenen jemahls zu machende widerrede/ hinderung/ oder sperung völlig/ und en Eigenthum zu haben/ und zu behalten; begeben/ und renunciren auch hiemit in faveur hochstgedachter Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und deren od mit beschriebenen in perpetuum allen denen gerechtsamen/ welche sie an denen Hertzogthümern Bremen/ und Vehrden oder von wegen derer selben bißhero gehabt oder auff einige weise prætendiren können/ in genere, und in specie, es betreffe das Directorium im Niedersächsischen Krayse/ Sitz/ und Stimmen auff Reichs/ und Krays-tägen/ oder mag sonsten nahmen haben wie es wolle; Entbinden gleichfals hiemit die Unterthanen/ Eingesessene/ und angehörige solcher Hertzogthümer aller derer pflichte und verbindungen/ womit die Ihro Konigl. Majest. und dem Reiche Schwede verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg und dero obmitbeschriebene/ als Ihre nunmehrige alleinige/ und beständige Landes-und Ober-Herrn/ wie sie dan auch das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und die zu dem Dohm zu Bremen/ und dem dortigen vormahligen Capitul gehörige Persohnen/ Untersassen/ Heuer-zinß-und Meyer-Leuthe/ so wohl in der Stadt Bremen/ als in denen so genandten Vier Gohen/ und an allen anderen Orten/ wo deren befindlich seyn/ obgedachte Eyde/ und Verbindungen an die Cron/ und das Reich Schweden krafft dieses entschlagen/ und an Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene überweisen.

Ihro Konigl. Majest. von Schweden für sich/ und dero obmitbeschriebene refutiren annebst hiemit/ und krafft dieses die Jura feudi, so sie und Ihre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden von denen Romisch. Kaysern/ und dem Romisch. Reiche erlanget/ und biß dahin gehabt haben/ und übertragen so viel an Ihro solche Lehnbarkeit/ an Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ und dero obmitbeschriebene.

Ubrigens sollen die Brieffschafften und Documenten die Hertzogthümer Brehmen/ und Vehrden betreffend/ bona fide, so bald es möglich denjenigen extradiret werden/ welche dieselbe zu empfangen von Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene/ versprechen/ und geloben Ihrer seits die Stände/ Unterthanen/ und sambtliche Einwohner auff dem Lande sowohl als in denen Städten ermelter Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden/ und was denenselben anhängig/ und zugehörig seyn kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben bey seinen wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten und Privilegien insgemein/ und absonderlich/ so wie besagte Stände/ Unterthanen und Einwohner selbige gehabt/ und besessen/ und solche nach Inhalt des Instrumenti Pacis Westphalicæ Ihnen vorbehalten worden/ sambt bey dem freyen Religions Exercitio vermöge der unveränderten Augspurgischen Confession jederzeit unbekümmert/ und ungekräncket zu lassen/ zu handhaben und zu schützen.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen genuß der entweder Ihm selber von denen vorigen Konigen von Schweden verliehenen/ oder auch von andern erhandelten Exspectantz auff einige gewisse Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelanget wäre/ so sollen auch solche Expectantz denen Rechten/ und herkommen gemäß Ihre krafft behalten/ und denen Inhabern derselben hinführo bey einer sich ereigenden Vacance keiner vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Konigl. Schwedischer Regierung überall ins werck gestellete Reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhende Kon. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens/ so wohl/ als in ansehen derer billigkeit bewogen worden/ mittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zugeben/ daß im fall einige hiesige Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun konten/ daß ihnen einige Güter/ welche ihnen mit Recht zu gehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr Recht unbenommen seyn solte/ zu folge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in dem Besitz ihrer vorigen durch erwehnte Reduction, oder unter andern vorwand ihnen abgesprochene/ eingezogene, oder sequestrirte Güter getreten/ dieses Recht nachgehends auch von denen sambtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen Majest. abgefasten Reichstags-beschluß aufs neue festgestellet worden:

Als ist hiemit von beyden Allerhochsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß die in dem vorhergehenden 3. Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession deren Hertzogthümer Bremen/ und Vehrden keines wegs schmählern/ vielweniger aber auffheben sollen/ derer in besagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen/ und Eingesessenen/ oder derer Erben/ sie mögen intra, oder extra Territorium sich auffhalten/ in diesem fall habende rechtmässige anspruch und forderungen/ sondern sollen selbige bey Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ in eben derselben krafft und würckung verbleiben/ wie sie anjetzo gegen Ihro Konigl. Majest. von Schweden seynd/ und sich befinden/ und nun/ oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

VI. Imgleichen sollen krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie, die wegen des bißhero gewesenen Krieges etwan vorenthaltene güter/ häuser/ und eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer seyn mag/ ihren rechtmässigen Proprietariis, sie mögen intra oder Extra Territorium sich auffhalten/ wieder zugestellet/ und eingeraumet werden.

VII. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnten beiden Hertzogthümern von der dortigen gewesenen Konigl. Schwedischen Regierung/ biß man Konigl. Dänischer seits sich benelder Hertzogthümer gäntzlich bemächtiget/ publico nomine wegen schulden und posten/ so auff Konigl. befehl auffgenommen/ und in des Konigs/ oder der Cron nutzen verwandt worden/ gemachte würckliche verpfändungen/ und von besagter Regierung geschehene immissiones in ihrer vollkommenen krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Einhabere solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweißlich verliehenen/ oder eingeraumbten/ unterpfandes/ ihre in handen habende Contracten mit darinnen enthaltene verschreibungen so lange zu gute geniessen/ biß dieselbe vermög ihrer Contracten vollkommen expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan erstbesagten Creditoren verpfändete/ in beyden Hertzogthümern belegene/ oder auch dazu gehörige güter/ und häuser Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-und Lüneburg/ und dero mitbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden.

Was aber auf der dortigen Stände Obligationes und Garantien auff-negociiret worden/ solches seynd gesambte Stände/ zu bezahlen/ und zu præstiren gehalten.

VIII. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien versprechen hiemit nicht nur als Konig/ sondern auch als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg/ die mit Ihro Konigl. Majest. zu Schweden Vorfahren/ und dem Reich Schweden fürhin gepflogene Vertrauliche Freundschafft/ und Bündnüssen nebst denen Garantien, so dem Fürstl. Hollstein-Gottorpischen Hause auff dem fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen/ oder noch ferner zu schliessenden Frieden können zu gute kommen/ anjetzo mit Ihro Konigl. Majest. und dem Reiche Schweden zu erneuern/ und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uber dem wollen Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig-und Lüneburg gehalten seyn/ an Ihro Konigl. Majest. von Schweden auff dero Assignation und Quitung die Summa von zehenmahl hundert tausend Reichsthaler an neuen vollgültig einfachen/ und gedoppelten marck-oder dritheil stücken/ nach dem Leipziger Müntz-fuß de Anno 1690. da die marck feines Silbers zu zwölf Courant Thalern ausgemüntzet ist/ in Hamburg zahlen zu lassen und wie bereits anstalt gemacht worden/ daß Ihrer Konigl.

Majest.

Anno 1719.

Majest. von Schweden eine terna davon 333333. 1. Thaler auff dero Assignation und Quittung in Hamburg sollen entrichtet werden / solches auch vor Signirung dieses Friedens-Instruments bewerckstelliget seyn wird / also hat es dabey sein verbleiben; der übrige theil aber obberührter Million Thaler soll vier bis sechs Wochen nach geschehener auswechselung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig / und ohnfehlbahrlich zu Hamburg auff gehörige Assignation, und Quittung bezahlet werden.

IX. Der Westphälische Friedens-schluß in so weith derselbe durch gegenwärtigen Tractat, und sonsten nicht geändert / oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden mögte geändert werden / bleibet in seiner vollenkommenen Krafft / und würckung / und verbinden sich beyde Compaciscirende hohe Theile / Ihres Orts alles dasjenige beyzutragen / was zu auffrechthaltung / und befestigung besagten Westphalischen Frieden-schlusses nötig und dienlich seyn wird.

X. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren Ihnen hiemit zuforderst / Seiner Kayserl. Majest. auch nach befinden / anderer Puissances Garantie über dieses Friedens-Instrument zusuchen / und zunehmen.

XI. Die beyderseittige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb 2. Monath à Dato dieses beygebracht / und alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden.

XII. Zu Uhrkundt dessen / was obstehet seind hievon 2. gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche beyde von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und untersiegelt / und jedem Theile eines davon zugestellet worden. So geschehen / und gegeben zu Stockholm den 9—20. Novemb. im Jahr eintausend sieben zehen hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm. (L.S.)
Carl Gustav Ducker. (L.S.)
Gustav Adam Taube. (L.S.)
J.H.V. De la Gardie. (L.S.)
D.N. von Höpken. (L.S.)

Adolph Friederich von Bassewitz. (L.S.)

ARTICULI SEPARATI.

DEmnach es sich zugetragen / daß bey schliessung / und unterzeichnung des unterm heutigen Dato zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden / und Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Instruments, einige angelegenheiten sich hervorgethan, welche eine genauere nachricht / und untersuchung / theils auch eine vorhergehende Liquidation erforderen / derowegen aber man nicht dienlich erachtet / die zeith auszuziehen / und das haubtwerck länger ausgestellet seyn zulassen; Als haben beyderseits Compaciscirende hohe Theile sich dahin verglichen / daß zu gäntzlicher schlicht- und ausmachung solcher in nachfolgenden Articulen abgefasten Puncten / gewisse Commissarii von beyden seiten sollen ernennet / und bevollmächtiget werden / welche gleich nach ausgewechselten Ratificationen über obbesagtes Friedens-Instrument so wohl als gegenwärtigen Separat Articulen zusammen treten / und innerhalb einer vier Monathlichen Frist / hierunten benandte angelegenheiten durch gütlichen Vergleich zum schluß bringen sollen.

I. Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg / wollen diejenige Contributiones und andere aufflagen / welche dieselbe vor übernehmung mehrbesagter beyden Hertzogthümer aus dem deroselben früher übertragenen Postirungs-District gehoben / und selbige sowohl als das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, Ammunition, und andere Krieges-zurüstungen / imgleichen das Orlog-schiff / Bremer-schlüssel genandt / zu sich genommen haben / Ihro Königl. Majest. von Schweden / und der Cron Schweden nach der darüber getroffenen Liquidation ersetzen / und vergüten.

Dasjenige aber / was von Dännemarck aus obgedachter Postirung gehoben worden / kan in diese Liquidation nicht gebracht werden.

II. Desgleichen haben auch Seine Königl. Maj. von Groß-Britannien als Hertzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg sich geneigt zu seyn erkläret / denen von der Ritterschafft / und Adel-Bedienten / und anderen Eingesessenen / welchen während diesen Troublen ihre güter eingezogen werden / die einkünffte / so sie dadurch geniessen / und welche von Ihro Königl. Majest. selbsten / oder dero Cammer genossen seynd / wieder ersetzen zulassen; Imgleichen wollen sie auch auff die im Ea lio bißhero gelebte Justitz, und Landes-Bediente / welche darum gehennende ansuchung thun werden / und noch lebig / und im stande zu dienen seynd / bey ereignenden Vacanzen reflexion machen.

III. Solte annoch die vormahlige in der Stadt Bremen gewesene Königl. Schwedische Regierung wegen ein- und anderen sachen / so die bißherige Oeconomie und verwaltung der Finanzen, oder auch einige particulire angelegenheiten betreffen / mit gutem fundament, und raison etwas vorschlagen / und beybringen können / so wollen Ihro Königl. Majest. von Groß-Britannien solches vernehmen und billigmässige reflexion darauff machen.

IV. Diese Separat Articuln sollen von eben der Krafft / und Bündigkeit seyn / als wann sie dem unterm heutigen Dato errichteten Tractat von wort zu wort einverleibet wären / und sind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche von beyden / von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und untersiegelt / und jedem theile eines davon zugestellet worden. So geschehen Stockholm den 9—20. Novembr. im Jahr ein tausent sieben hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm. (L.S.)
Carl Gustav Ducker. (L.S.)
Gustav Adam Taube. (L.S.)
J.H.V. De la Gardie. (L.S.)
D.N. von Höpken. (L.S.)

Adolph Friederich von Bassewitz. (L.S.)

VIII.

1720. 26 Janv.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis 18. Julii 1718. Lutetiæ Parisiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præsertim in eo quod spectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die 26. Januarii 1720.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour. Avec Privilege. Fol.]

PHILIPPUS Dei gratiâ Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valenciæ, Galetiæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm per Serenissimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Nostrum Franciæ & Navarræ Regem propositus sit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem stabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cum hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarum Tabulis instruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Stairs, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Marescallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eò pervenerint, ut Tractatum conclusetint, quem signârunt Parisiis 18. Julii 1718. In quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, stabiliri in votis fuit, & cùm memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis proposuerint hisce adhærere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus, nihilominùs desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cum Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus: Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, signatum 18. Julii 1718. à supradictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majestatum Britannicæ & Christianissimæ, atque ideò tenore Præsentium acceptamus hunc præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis: & præcipuè in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directè respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commisimus Expeditionem præsentis Instrumenti manu Nostrâ muniri & Sigillo Nostro secreto, atque ab infrascripto primo Status Secretario subsignari. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signatum erat

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

ANNO 1720.

NOs infrascripti Ministri & Plenipotentiarii declaramus Apographum suprà insertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consimile esse. Actum Hagæ-Comitum die decimâ septimâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento:

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

IX.

21. Janv. / 1. Fevr.

Fœdus inter ULRICAM ELEONORAM *Suecorum Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Christianissimo percussum, quò anterioribus Fœderibus reassumptis, & pro basi hujus habitis, Partes conveniunt de Auxilio sibi invicem in omni casu necessitatis ferendo. Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adesse Subsidiis & armis in Bello præsenti contra* CZARUM *Moscoviæ, eoque continuare ad Pacem usque restaurandam, Regina vero se & Regna sua obstringit ad perpetuam Guarantiam Successionis Regiæ Britannicæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die 21. Januarii 1720.* [Tiré de la Chancelerie Royale de Suede.]

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Georgius Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, pro intimiori mutuæ amicitiæ, & sinceræ necessitudinis assertione, majorique confirmatione, atque pro adaugenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum salute, & securitate consultum fore existimaverunt, ut anteriora inter Inclyta Sueciæ, & Magnæ Britanniæ Regna, & altè commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita Fœdera, in primis vero illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sueciæ tunc temporis regnantem Beatæ, gloriosissimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Suam Majestatem Magnæ Britanniæ, itidem Beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ-Comitum Anno 1700. in octodecim annos ictum Anno 1718. proximè elapso expiravit, nunc per Mediationem, & sub Guarantia Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Ministrum suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit, & Mandatis suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sueciæ itaque salutari huic operi perficiendo legitimè constituere, atque sufficienti Mandato instruere voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Carolum Gustavum à Ducker, suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum, & Consiliarium Bellicum, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Gustavum Adamum à Taube suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum & supremum Gubernatorem Holmiæ, itidem Illustrissimum, & Excellentissimum Comitem Dominum Magnum de la Guardie, suum Regnique Senatorem, & Præsidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Joannem Lilienstedt suum Regnique Senatorem, ac Cancellariæ Consiliarium, denique Illustrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken Status sui Secretarium, Sacra Regia Majestas Britanniæ autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes, in Provincia Betfordiensi, unum ex Cubiculi sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devoniensis, & Legatum suum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, qui congressi, suis Holmiæ exhibitis utrimque & communicatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de causa institutis colloquiis post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & consenserunt, ut pro basi & fundamento reciperent Fœdera Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6. Janv Hagæ-Comitum conclusa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque Regnorum & Subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modò Anno 1665. sed etiam Anno 1700. initi Fœderis partem conficiunt, quàm primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio institui debeat: quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam Correspondentiam, & securitatem, prædicta Annis 1665. & 1700. inita Fœdera, præsenti hocce confirmantur omnino, & corroborantur, adhibitis additionibus, & immutationibus quibusdam, ut præsenti rerum statui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id Articulis sequentibus fusius expositum, cautum, & statutum esse patebit.

I. Sit inter Sacram Regiam Sueciæ Majestatem ejusque Hæredes, & Successores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives & Incolas, atque adeo omnes omnino Subditos & Vasallos tam eos qui nunc sunt, tum etiam, qui imposterum erunt, tam in Europa quàm extra eandem ubivis locorum tam Terrâ quàm Mari & Aquis dulcibus, sincera & constans in perpetuum amicitia, Fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipsi sibi invicem, vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicumque sitis, & Subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincero affectu, omni benevolentia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum, eorumque Hæredes & Successores mutuum commodum, & honorem omni studio curare & promovere, pericula, conspirationes, & machinationes hostiles, quam primum scilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit obstare, nec non pro avertendis, & impediendis iisdem, consilia, viresque sociare, & impendere; quapropter alicui Confœderatorum non licebit, vel per se, vel per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidquam alterius incommodo, vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci, sive Mari, sive Terrâ, hostes ejus, sive rebelles, & inimicos in Confœderati damnum nullatenùs fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in Ditiones suas recipiet, aut admittet, multo minus consilium, auxilium & favorem illis præstabit, vel tale quid per Subditos, populum aut Incolas suos præstari sinet, aut permittet.

III. Rebelles verò jam nominatos speciatim quod attinet, quicumque ab alterutro Confœderatorum per Litteras Confœderato suo missas, pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam à Confœderatorum illo, cui Litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quò majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altissime memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum utilitatem, nec non Religionis Protestantis protectionem in dies meliùs excoli, ac eorundem securitati, magis magisque prospici, ac caveri possit, utrimque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ, & Magnæ Britanniæ speciali Fœdere defensivo, quàm arctissimè necterentur; quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur Fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem tam suorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Statuum, Subditorum, possessionum quam Jurium, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum cum in

Mari

ANNO 1720.

Mari Baltico, Freto Oresundico sive Codano, tum in Mari Septentrionali Deucaledonico, Occidentali, Britannico, Freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum, & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex Pactis & receptis Consuetudinibus, quàm Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores, & Terrâ vel Mari turbatores in Europâ, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam Suam Majestatem, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle, uno, vel pluribus, aut quibusvis personis malevolis uno vel pluribus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominiis tam intrà, quàm extra Regna, ut & in Germaniâ ad Reges, Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Juribus suis inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredes, & Successores Reges, prævià legitimâ requisitione, Serenissimæ Reginæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus, Regnisque Sueciæ contra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebelles exercitu sex mille Peditibus constante auxilio esse eâ conditione, & modo, ut infrà determinatum est.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges, Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus in Europâ, invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges, Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri, & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejusque Hæredes, & Successore Reges, Regnaque Sueciæ contra tales aggressores, & Rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem, & denunciationem Exercitu sex mille Peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialiùs determinabitur.

VII. Illæ verò, quæ imposterum sic desiderari poterunt Copiæ Auxiliares quattò post factam requisitionem Mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt, in locum aditu, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit mittenti priùs indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem, nec dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda, Confœderato requisito vigore hujus Fœderis prius tentanda incumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerunt Copiæ sumptibus mittentis alentur, & sustentabuntur, donec Pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in Terris suis provideat, ut auxiliares Copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum, & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum Exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodò habere velit, residuam vero in apparatu Bellico, munitione, commeatu, Navibus, rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, eâ tamen æstimatione initâ, ut pro singulis mille Peditibus quolibet Mense usque ad finem Belli quatuor millia imperialium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bonâ fide convenient.

IX. Quod si periculum obstiterit, quò minùs Copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior, faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem Copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio Belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium Copiarum Dux requirentis Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis subsit, omniaque ea, quæ dictum militiæ modum agendi, & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte Naves loco & vice militiæ terrestris subministrari contigerit; quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur.

X. Si verò acciderit, ut pro magnitudine periculi Copiæ determinatæ non suffecerint, utpote si aggressor forte alterius cujusdam sui Fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel Successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus, quantisque è re esse poterit, quà Terrâ quà Mari, viribus nec non Subsidiis pecuniariis Parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod Anno 1700. conclusum fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud Bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ex Fœdere jam nominato, quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsenti hocce Bello Septentrionali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, Successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat, & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius in cassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem Navium Bellicarum vulgò *Escadron* dictam proximo Vere tempestivè Regno Sueciæ in Subsidium sit expeditura, sub Mandatis, & Dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus Navibus Bellicis acturam, ut Czari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur, & justæ Pacis Leges atque conditiones quam citissimè ab eo obtineantur; omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio Bellico cum Præfectis Copiarum Navalium utriusque Coronæ prævio habito, ordinari & disponi debeut, imposterum verò, ~~antequam auxiliares Copiæ mittantur~~, vim, & injuriam passus cum altero Confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor, aut turbator amicabili ratione inducatur, à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit, quod si verò ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copiæ præfatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit: ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum eorumque Subditis Naves suas Bellicas, aliaque armata Navigia in alterius Portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & Privilegiis frui & gaudere, modò in ipsis Portubus vel eorum ingressu, illi qui communes hostes non sunt, non infestentur, aut per hoc cum iis omnis Commerciorum usus ad dictos Portus turbetur, multo minus in totum tollatur, mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœderatorum consensu est determinatum, de Navigatione & Commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiæ quam primum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum, conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit Navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis Mercimoniis & Mercibus per universas & singulas eorum Ditiones, Dominia & Territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari alterutrius Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque liberè & tutò ingredi, ibique commorari, & rem Mercatoriam exercere in omnimodis Mercibus & Mercimoniis, quorum introitus, exitusque non speciatim per Leges & Statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur; eâ Lege tamen, ut ista Commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quàm ad Portus illos Maritimos, hucusque in externæ cujusvis Gentis Commercium concessos; in quibus dictis Portubus, Oppidis, Urbibus, locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum Subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam,

ANNO 1720.

gravamen, coërcitionem, aut temporis præfinitionem, verùm etiam semet ipsos cum suis bonis, Mercibus, aut facultatibus quibusvis illinc transferre & alibi se, suasque dictas facultates recipere, quandocunque & quoquoversum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in ære alieno fuerint, & justa ac legitima debita contraxerint, neque tributa aut onera cujuscunque generis, aut sub quocunque titulo dicti Subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserit in alterutriusque Confœderatorum Ditionibus & Territoriis, quæ Gens amicissima solvere non tenetur & quo omni meliori modo Subditorum præfatorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur & Commercium inter utrumque Regnum reciprocè promoveatur, dicti Fœderati se mutuò obstringunt, & ex alterutra parte spondent, quod Merces & opificia utriusque Nationis nulla alia onera & Vectigalia majora imposterum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eâque immunitate tamdiu gaudeant, donec omnia hæc Negotia ad mutuum Commercium spectantia speciali Conventione aut Tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque Nationis semper deinde observando, clariùs atque firmiùs sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum Subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis, & mensurandis Mercibus, & bonis ab ipsis importandis, exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni Urbibus, Indigenis, & Civibus exiguntur, & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli eorum Subditi in Ditionibus, Territoriisque hinc inde eorumdem Imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & iisdem Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utentur ac fruentur, quibus Subditi cujusvis alterius Principis aut Status vel amicissimi utuntur, fruuntur, gaudenturque, aut imposterum uti, frui aut gaudere possint.

XIII. Vigore Articulorum quarti, & quinti Tractatûs de Anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præstare auxilia, quæ ibidem stipulata sunt; conditionibus tamen Articulo XVI. ejusdem Tractatûs pactis scilicet, ut si requisitus Confœderatus fuerit, ipse Bello implicatus, sive contra suos proprios, sive Confœderati hostes, hoc casu non tantùm auxilia requirenti præstare non obligaretur durante hoc Bello, verum etiam auxiliares Copias Confœderati vi Fœderis missas revocare poterit prævia trium Mensium significatione; cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ ipsa Bello adversùs Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapsum Anno 1713. quo Tractatus Ultrajectensis Bellum Pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obstricta esse, Subsidia Coronæ Sueciæ promissa præbere, siquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis Articulum, Bellum Regni Sueciæ duravit, eamque ob causam Suecica Subsidia, quæ restant, postulat; Subditi autem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ justam compensationem pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus, & Navibus Suecicis interceptis, posteaque Fisco adscriptis exposcunt; pariter quoque Subditi Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus & Navibus Magnæ Britanniæ interceptis compensationem postulant, ea propter à Partibus paciscentibus conventum est, Commissarios utrimque quam primum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem instituant super hinc inde interceptis & ablatis hisce Navibus & Mercibus, ut appareat, quænam Pars alteri debeat, idque quod ste debetur, tam ratione unius quam alterius, harum prætensionum termino à Commissariis instituto ritè persolvatur.

XIV. Quæ autem Navibus Confœderati sui ab altero Confœderatorum in suis Portubus concessæ Prærogativæ initio Art. XII. recensentur, alterius hostibus nullatenus indulgebuntur; quemadmodum nec permittetur, ut Subditi alterutrius Confœderatorum hostibus alterius in Confœderati incommodum, & detrimentum operam suam addicant, illisque quoquo modo qua Terra qua Mari ut Milites vel ut Nautæ inserviant, ideoque id iis quàm severissime interdicetur.

XV. Præsens Fœdus inter Serenissimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum, neutri Fœderatorum in suis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in Maris Baltici & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgò Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, sed uterque Confœderatorum supradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, sicut nunc & antea, ita & imposterum retinebit, iisque liberè, & sine ulla contradictione fruetur. Quæ quidem supradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, salvo hocce præsenti Fœdere.

ANNO 1720.

XVI. Postquam dicto modo requisitus auxilia miserit vel ex Fœderum Legibus obligationi suæ satisfecerit, necesse est, ut eidem, ejusque securitati vicissim prospiciatur, ac proinde utrinque convenit, ut Confœderato etiam suppetias alteri Confœderato, ad hujus requisitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omninò permansisse detur, nec ob præstitum auxilium Bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus Tractatus Pacis, vel Induciarum initi, imo ne suspensio quidem armorum diuturna, & alteri Fœderatorum noxia fieri possit.

Quod si verò ob latas suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio neque ad Præliminares neque ad principales cum hoste vel hostibus Tractatus descendat, sed omnia mutuâ operâ, communicatione, & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate, & satisfactione debitâ ex communi consensu plenissimè cautum fuerit, præprimis ei Confœderatorum, qui prius Bello immixtus fuerit, neutiquam licebit, Bellum Pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi Fœderis Confœderato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante Bellum inchoatum gavisus est, aut Jure gaudere debuit, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per insecutum Bellum diminutionem aliquam acceperit, plenissime restituatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requisitionem Confœderati ipsi ferendo, hæc conditio per expressum apposita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requisitum, vel ipsummet Bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe, vel Statu, in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita, ut requisitus illam infestationem pro vero Bello habeat, cui avertendo requirens ipse alias vigore hujus Fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infestatus, si quæ Copiæ auxiliares ad requisitionem alterius Confœderati ante invasionem missæ fuerint, præviâ trium Mensium significatione easdem ad propriam Regni sui, Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illâ invasione, quâ premitur, promissa auxilia præstare non tenebitur, ut antehac accidit flagrante eo Bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud Fœdus anni 1700. quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis conclusum istiusmodi imposterùm explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ut clarissima suæ in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice se obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Bellum nullo modo afferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia Tractatu hoc stipulata re ipsa obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad Pacem feliciter restaurandam, scilicet Subsidiis, & Phalange Navium Bellicarum Articulis VIII. & XI. promissarum usque ad Pacem cum Czaro Moscoviæ restauratam, sed Subsidiis tantum, quamdiu Bellum cum Corona Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud Bellum ultra Pacem cum Czaro extenderetur. E contra obstringit se Sacra Regia Majestas Sueciæ, se nullas admissuram conditiones, quæ ipsi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum causæ, quæ contra Hispaniam agitur, & plurium annorum Bello sustinetur, inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Sueciæ pro se, suis Hæredibus, & Successoribus ad manutenendam, & guarantigiandam Successionem in Regno Magnæ Britanniæ quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est in domo Suæ Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas; nullumque asylum aut refugium in ullo suorum Dominiorum loco dabit, aut concedet Personæ, ejusque Descendentibus, si qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ titulum assumpsit, promittens pariter pro se, suis Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ ejusve Descendentibus directè vel indirectè, Terrâ Marive præbituram esse auxi-

ANNO 1720. auxilium, consilium aut opem quamcunque sive in ære, armis, apparatu militari, Navibus, Milite, Nautis, sive alio quocunque demùm modo, idem observaturam intuitu eorum, quibus à dictâ Personâ ejusve Descendentibus fortè mandatum aut commissum foret regimen Suæ Majestatis Britanniæ aut tranquillitatem Regni sui sive Bello aperto sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Majestatis Britanniæ exercendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis ullum in Portubus Regni sui detur receptaculum. Denique Sua Regia Sueciæ Majestas obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco, illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis Subditis dabit, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in suis Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos è finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit, quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum obstringit se, ad submittenda auxilia supra determinata, idem facturam ejus Descendentibus, si quando eos in Successione Regni Magnæ Britanniæ turbari contingeret; & quemadmodum Protestantium Religioni Commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ totique Christiano Orbi maximè interest, ne Mare Balticum sub arbitrio sit Czari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Czarus recuset, Pacem cum Suecia inite, & ea restituere, quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ, eamque libertatem Commercii in Mari Baltico restaurandam, qualis utrique ante præsens hocce Bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda, quæ in hoc præsenti Tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verum promittit omnem operam, omniaque officia apud Fœderatos suos adhibituram, ut Subsidiis Sueciam adjuvent, & ita ad Czarum coërcendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superiùs dicto teneantur, ista obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia, & mutuorum Commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus, eorumque Subditis omninò tollendus & interdicendus veniat; nam existente tali casu, quod unus Confœderatorum, etiamsi auxilia requisitus tulerit, Bello ipse non fuerit immixtus, ejus Subditis ac Incolis cum hostibus illius Fœderati, qui in Bello versatur, Commercia & Navigationes libera erunt, licitumque omninò erit, Merces ipsis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expressè vetitæ, vulgò Contrabandæ dictæ, & communi omnium Nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem Ambæ summè memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam Pactis, & Fœderibus, quæ antehac cum aliis inita sunt, adhuc obstringi, eaque etiam ex præscripto eorundem Pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino Pactis & inibi comprehensis clausulis hoc tempore teneri, quæ præsens hoc Fœdus ullo modo, ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant aut debeant; ita quo magis reciproca Fœderatorum fides, & perseverantia in hac Societate appareat, animique Subditorum & amicorum confirmentur, utræque summè commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant, & declarant, se omnibus & singulis hujus Fœderis Articulis sincerè & bonâ fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum Articulorum sensu sub ullo commodi, amicitiæ, prioris Fœderis, Pacti & promissi prætextu, aut alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia quæ in hoc Fœdere promiserunt, prout res, & negotia postulabunt per se, vel Ministros, & Subditos suos executioni promptissimè, & plenissimè, prout expressis verbis stipulata sunt adeoque cum effectu mandaturas, idque sine ullâ limitatione, exceptione vel excusatione, exceptis iis excusationibus, quæ in præcedentibus hujus Fœderis Articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc Fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum Confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuò tractare poterunt, si utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc Pacta vi acceptæ Potestatis & Mandatorum utrinque conclusa sunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solemni forma approbari & rata haberi, eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiæ intra trium Mensium spatium, a tempore hujus subscriptionis numerandorum, imo citiùs, si ita fieri poterit, exhiberi, & permutari debent; in majorem omnium supradictorum certitudinem & robur hujus Tractatûs bina exemplaria confecta sunt, quorum unum supradicti Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatores & Secretarius Status, alterum verò supradictus Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius, omnes in eum finem speciali facultate instructi Holmiæ subscripserunt, & suis Sigillis firmarunt, idque uno, eodemque die nimirum 21. Januarii Anno 1720. ANNO 1720.

X.

Friede / so zwischen Ulrica Eleonora der Schweden Königin / und Friederich Wilhelm König in Preussen vermittels Seiner Aller-Christlichsten / und Groß-Britannischen Königl. Majest. geschlossen worden. 21 Janv. / 1. Fevr.

Der zwischen dem König in Groß-Britannien und der Königin den 18--29. Augusti 1719. errichtete Præliminair-Tracktat wird zum fundament des jetzigen gelegt / wodurch Seine Majest. in Schweden die Königin / die Stadt Stettin samt dem Distrikt zwischen der Oder und der Pehne mit den Insulen Wellin / und Usedom, dan auch die Städte Dam / und Gollnau mit allen ihren zubehörungen an Seine Königl. Majest. in Preussen abtritt. Der Pehnefluß soll forthin zur grängz dienen zwischen dem Preussischen und Schwedischen Pommern / im fall selbiges von Seiner Majest. in Dennemarck solte können zurück gebracht werden / worzu Seine Königl. Majest. in Preussen alle nachdruckliche mittel vorzukehren verspricht. Was das Recht / Sitz / und Stimm auf Reichs- und Kraysstägen im Römischen Reich zu führen betrift / so bleibt es dißfalls bey den alten zwischen der Cron Schweden / und dem Haus Brandeburg deshalber errichteten Conventionen. Darneben verspricht auch Seine Königl. Majest. in Preussen die Unterthanen / und Einwohner derjenigen örter / so man ihm abgetretten / bey ihren Freyheiten / und Privilegien / sowohl algemeinen als besonderen Rechten / vornehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Religion zu erhalten / nach maßgebung der Regierungs-Form de Anno 1663. dem Czar der Russen währendem diesem krieg keine Hülf zuleisten / wie auch Seine Majest. der Königin eine Summ von zwey Millionen Reichsthaler zu bezahlen / beynebens in dem postwesen keine änderung zumachen / und den Schweden in Anclam eine freye Station zulassen / alwo sie ihre Brief-paquete empfangen und eröffnen mögen. Geben zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den besondern Articulen / welche eine beyderseits gleiche verbindung enthalten / den Evangelischen / und Reformirten Religions-Verwandten in ihren rechtmässigen Religions beschwerden sowohl im Römischen Reich / als anderwertlich beyzustehen / den Westpählischen und Olivischen Frieden-schlüssen zu folg. Es wird auch auch abgethan / daß die rückstände / welche Schweden an den Länderen / so es dem König in Preussen abtritt / noch zu forderen / ihm sollen bezahlt werden / ferners daß man ihm genugthue gewisser Rechten halber / welche ihm mögen zukommen disseits der Pehne von wegen des nicht abgetrettenen theils / fals der König in Dennemarck der solches besitzet / selbiges solte wieder zurück geben. Stockholm den 21. Januar. 1720. [Tiré des Archives Royales.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Prusse, fait & conclu par la Mediation de Leurs Majestez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de*

ANNO 1720.

la Grande-Bretagne, & la Reine le 18—29. Août 1719. y est posé pour fondement, Sa Majesté Suedoise y cede à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pehne, comme aussi les Isles de Wollin, & d'Usedom, & les Villes de Dam, & de Gollnau avec leurs appartenances; le Pehne servira desormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs Offices. Quant au Droit de Voix, & de Seance aux Dietes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cedés, en tous leurs Privileges; & en tous leurs Droits publics, & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre I. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison Franche à Anclam pour y recevoir, & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les ARTICLES SEPARÉS *contenant un engagement reciproque d'assister les Evangeliques, & les Reformés dans leurs justes griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traitez de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les arrerages qui se trouveront dûs à la Suede sur le Païs cedé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cause de la partie non cedée, en cas que le Roi de Dannemarc, qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720.*

Im Nahmen der Heyl. und unzertrenneten Drey-Einigkeit.

Kundt und zu wissen seye hiemit/ daß/ gleichwie die Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürstin und Frau/ Frau Ulrica Eleonora der Schweden/ Gothen und Wenden/ Königin/ rc. rc. rc. An einer und der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst/ und Herr/ Herr Friederich Wilhelm König in Preussen (tot. tit.) anderer seits/ ohnerachtet des unter denselben entstandenen Krieges/ jedesmahl eine auffrichtige Intention und begierde behalten/ forderfsambst mit einander in das vorhen unter sich gepflogene gute vernehmen/ und verständnus wieder zutreten; Also sie auch mit vielen vergnügen wahrgenohmen/ daß der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Georg König van Groß-Britannien (tot. tit.) zu beförderung dieses heilsamen wercks/ dero fleis/ und bemühung anwenden wollen/ welches dan auch den erwünschten/ und von Gott gesegneten effect gehabt/ daß nachdem hochsterwehnte Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien vermittels des mit Ihrer Königl. Majest. von Schweden den 18—29. August. 1719. auffgerichten Tractats sich gewisser Præliminair-Puncten, so zum grund und fundament des Friedens zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und Ihro Königl. Majest. von Preussen dienen solten/ durch rühmlich/ und beständig von allerseits Paciscirenden Cronen angewendete Officia und Mediation des Durchleuchtigsten Großmächtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Ludwig des XV. (tot. tit.) alhier subsistirenden Residenten/ und Plenipotentiair des Wohlgebohrne Herrn Jacobs von Campredon verglichen/ hierüber unter denen an beyden höchsten theilen dazu bevollmächtigten Ministris, und zwar an seiten Ihro Königl. Majest. von Schweden/ dem Hochgebohrenen Graffen Herrn Johan August Meyerfeldt Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ General von der Infanterie, General Gouverneur des Hertzogthums Pommern/ und Fürstenthums Rügen/ auch verordneten Cantzley-Rath/ wie auch dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Carl Gustav Dücker/ Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath Feld-Marschall/ und verordneten Krieges-Rath/ desgleichen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Gustav Adam Taube Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath und Oberist Stadthalter in Stockholm/ gleichermassen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Magnus de la Gardie Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath und Presidenten in dem Königl. Commercien-Collegio, so auch dem Hochwohlgebohrne Graffen Herrn Johan Lilienstedt Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und verordneten Cantzley-Rath/ wie nicht weniger dem Hochwohlgebohrnen Baron Herrn Daniel Niclas von Hopken/ Ihro Königl. Majest. von Schweden verordneten Etats Secretaire, und an seiten Seiner Kön. Majest. von Preissen/ dem Hochwohlgebohrnen Freyherrn Friederich Ernst von und zu Enypshausen Seiner Königl. Majest. von Preussen würcklichen Etats Ministro, des Johanniter Ordens Ritter und Commendatore zu Lietzen/ deshalben weitere handlung gepflogen/ und endlich folgender Tractat vermittelst Ihro Königl. Majest. von Groß-Britannien Mediation durch dero alhier subsistirenden Ambassadeur Extraordinaire und Plenipotentiaire den Lord Carteret geschlossen worden.

ANNO 1720.

I. Zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden und dem Königreich Schweden/ denen dazu gehörigen Provintzien/ Ländern/ Städten/ Einwohnern/ und Unterthanen/ in und ausser dem Röm. Reiche an einer/ und Seiner Königl. Majest. in Preussen/ dero Königreich/ und dazu gehörigen Provintzien/ Ländern/ Städten/ Einwohnern/ und Unterthanen in und ausser dem Röm. Reiche anderer seits soll von nun an der Krieg gäntzlich cessiren/ und keine Feindseeligkeiten weder directè noch indirectè unter keinerley prætext und vorwand/ es sey derselbe beschaffen wie er wolle von dem einen theil wieder den anderen weiter verübet/ noch ins werck gestellet werden. Viel mehr aber anstatt dessen zwischen beyderseits Königl. Majest. dero Unterthanen/ und angehörigen eine vollkommene gute Freundschafft und Correspondence gepflogen/ und das Commercium zu Wasser und Lande zwischen beyderseits Königreichen/ und Provintzien wieder freygegeben/ und in allen befördert werden.

II. Es soll auch beyderseits eine immerwährende vergessenheit/ und Amnestia alles dessen seyn/ was an der einen oder anderen seite/ es sey auff was weise es wolle/ feyndliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen seyn mögen/ und soll deren keines dem einen oder dem andern theil/ oder jemand der seinigen in ungueten jemahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden/ sondern das alles soll hiemit todt/ und absein/ auch dessen nimmer gedacht werden/ vielmehr soll/ und will ein jeder theil des andern gloire, nutzen und bestes von nun an in allen vorfallenheiten eyferigsten fleisses befördern/ schaden/ und unheil aber nach allem vermögen treulich ablehnen/ und wenden helffen. Dabey nebenst sollen auch alle unter währenden Kriege genommene gefangene/ was standes sie auch seyn mögen/ keinen ausgenommen/ gleich nach ausgewechselten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Instrument von beyden höchsten theilen ohne Rançon ausgegeben/ und auff freyen fuß gestellet werden.

III. Gleichwie Ihro Königl. Majest. von Schweden/ umb desto mehr an den tag zulegen/ wie sehr sie geneiget seind/ Ihres Orts alles das jenige beyzutragen/ was zu wieder-herstellung/ und künfftiger desto mehrerer befestigung des vorigen zwischen beyden Cronen Schweden/ und Preussen gepflogenen eine zeithero aber unterbrochen gewesenen guten vernehmens auff einige weise hatt dienlich sein können/ derowegen auch aus liebe zum Frieden vermöge des mit Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien/ unterm 18—29. August. 1719. errichteten eingangs berührten/ und beyderseits ratificirten Præliminair Tractats, und dessen Separat Articuls bereits versprochen haben/ vor sich dero Erben/ und Nachkommen/ die Stadt Stettin sambt dem District zwischen der Oder/ und der Pehne mit denen Insulen Wollin und Usedom an Seine Königl. Majest. in Preussen dero Königl. Hause auch dero Erben/ und Successoren ohne ausnahme auff ewig/ und mit eben dem Rechte zu cediren/ wie solches alles der Cron Schweden durch den Westphälischen Frieden Art. X. im Jahr 1648. von dem damahligen regierenden Römisch. Kayser/ und dem Reich übertragen/ und conferiret worden/ Seine Königl. Majest. von Preussen auch diese von Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien vor sie/ und zu ihren besten durch oberwehnten Tractat vom 18—29. August. 1719. geschehene stipulation in allen Puncten accepiret/ und angenomen haben/ also hatt es auch dabey sein bewenden/ und cediren/ und übertragen sie krafft dieses nochmahlen für sich/ das Reich Schweden/ und ihre Successoren und Nachkommen Seiner Königl. Majest. in Preussen dero Königl. Hause auch Nachkommen/ und Successoren/ keine davon ausbeschieden/ in perpetuum die Stadt Stettin mit dem dazu gelegtem gantzen District Landes zwischen der Oder/ und Pehner-Strohm nebst denen Insulen Wollin und Usedom sambt denen ausflüssen der Swine/ und Dievenau/ dem frischen Haff/ und Oder biß sie in die Pehne fliesset/ und ihren nahmen verlieret/ welcher Pehne-Strohm die gräntze seyn/ und denen angräntzenden hohen Theilen gemeinschafftl. verbleiben soll/ pleno Jure mit allen denen rechten/ und zubehörungen/ so wie selbige Stadt mit dem anjetzo besagten/ und Krafft dieses Seiner Königl. Majest. in Preussen abgetretenen District, nebst denen Insulen Wollin und Usedom auch oberwehnter massen angeführten ausflussen/ und Wässeren durch das Osnabrückische Friedens-Instrument vom 14—24. Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden/

und

und wie die Könige von Schweden/ und das Reich Schweden selbige seithero besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ oder besitzen/ nutzen/ und gebrauchen sollen/ nichts überall davon ausgenommen/ solches alles und jedes mit eben dem Rechte/ wie es Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren an der Regierung/ wie auch das Reich Schweden bishero besessen/ ohne einige Schmählerung/ oder Vorbehalt/ auch ohne alle in oder ausserhalb Gerichts von Ihro Königl. Majest. von Schweden/ oder dero mitbeschriebenen jemahls zumachenden wiederrede/ hinderung/ oder sperrung völlig und Eigenthüml. zu haben/ und zu behalten. Ihro Königl. Majest. und die Cron Schweden renunciiren auch völlig auff alle bishero in denen locis cessis gehabte Rechte/ Gerechtigkeiten/ und dem Juri Territoriali & Superioritatis hiemit auffs bündigste und auff ewig. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen/ eingesessene/ und angehörige mehr besagter Seiner Königl. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Oerter aller derer Pflichte und Verbindungen/ womit sie Ihrer Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene/ als Ihro nunmehrige/ rechtmässige/ ohnstreitige Landes- und Ober-Herrn.

IV. Was aber den Ihrer Königl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden ratione dieses Hertzogthums gehörigen/ und ferner ohngehindert zuführenden Sitz/ und Stimme auff Reichs- und Crayß-tägen im Röm. Reich nebst anderen der Cron Schweden/ in ansehen dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelanget/ so bleibet es desfalls bey der in ansehung der Pommerischen Lande in dem Westphälischen Friedens-schluß/ und andern zwischen der Cron Schweden/ und dem Churfürstl. Hause Brandenburg deshalb errichteten Convention, beliebten/ und festgestelleten Disposition.

V. Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene versprechen und geloben Ihrer seits/ die Stände/ Unterthanen/ und sämbtliche Einwohner des denenselben durch diesen Tractat cedirten Districts nebst denen Insulen Wollin/ und Usedom/ der Stadt/ und Vestung Stettin/ auch aller anderen daselbst belegenen Orten/ Städten/ Flecken/ Schlössern/ Dörffer/ und was denselben anhängig/ und zugehörig sein kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insgemein/ bey ihren wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten/ und Privilegien sowohl in Ecclesiasticis als Politicis, so wie besagte Stände/ Unterthanen/ und Einwohner solche von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft erworben/ und ihnen in dem Instrumento Pacis Westphalicae selbige bestätiget/ und vorbehalten/ auch ihnen nachdeme von denen Königen/ und der Cron Schweden verliehen worden/ wie auch bey dem freyen Religions Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. I.) en der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1603. und der Pommerischen Kirchen-ordnung/ als des Landes fundamental satzungen jederzeit ohnbekümmert/ und ungekräncket zulassen/ zu handhaben/ und zuschützen.

VI. Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebene versprechen auch die in denen locis cessis wohnhaffte/ und angesessene Ritterschafft/ ausser denen allgemeinen Landes-Juribus bey ihren wohl erworbenen absonderlichen Privilegien/ befugnüssen/ und Gerechtsamen/ wie nicht weniger habenden besonderen Juribus in Lehnsachen/ so wie selbige alle besagter Ritterschafft in dem Westphälischen Friedens-Instrument vorbehalten/ und sie solche unter denen Königen/ und der Cron Schweden besessen/ und erworben/ besitzen sollen/ oder mögen/ ungekräncket zulassen/ zuschützen/ und bey zu behalten/ auch die Possessores der Lehngüter/ so selbige bey anfang dieses letzten Krieges inne gehabt/ ohne einige Distinction, ob sie selbige von denen vorigen Hertzogen in Pommern/ oder von Ihro jetzt Regierenden Königl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von Königen zu Königen bekommen/ haben bey ihren solcher gestalt wohl hergebrachten Rechten stets zu maintenieren/ und zu schützen/ wie dan auch zu folge dessen alles das jenige was währenden diesem Kriege dem zu wieder geschehen/ oder verfüget sein möchte/ hiemit auffgehoben/ und in vorigen stande/ wie es beym anfang desselben gewesen/ wieder soll gesetzet werden.

VII. Als auch die unter voriger Königl. Schwedische Regierung überall ins werck gestellte reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen/ und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhende Kön. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens sowohl als in ansehung der sachen billigkeit bewogen worden/ vermittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen Druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zu geben/ daß im fall einige von ihren Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun könten/ daß ihnen einige güter/ welche ihnen mit recht zugehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr recht unbenommen sein solte/ zufolge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in den besitz ihrer vorigen durch erwehnte reduction, oder unter andern vorwande ihnen abgesprochenen/ eingezogene/ oder sequestrirte güter wieder zurück getreten/ dieses recht nachgehends von denen sämbtliche Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen May abgefasseten Reichs-tags beschluß auffs neue festgestellt worden. Als ist hiemit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß die im vorhergehendem dritten Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession keines weeges schmähleren/ vielweniger aber auffheben sollen/ derer in solchem abgetretenem District/ Städte/ und Orte befindlichen Eingesessenen/ und Unterthanen/ oder derer Erben/ sie mögen intra oder extra Territorium sich auffhalten/ in diesem fall habende rechtmässige ansprach und forderungen/ sondern sollen selbige gegen Seine Königl. Majest. von Preussen in eben derselben krafft und würckung verbleiben wie sie anjetzo gegen Ihro Königl. Majest. von Schweden seind/ und sich befinden/ und nun oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

VIII. Zugleichen sollen krafft der in dem vorhergehendem anderen Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie die wegen des bishero gewesenen Krieges etwa vorenthaltene Güter/ Lehn/ Häuser/ und Eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ denen jenigen Proprietariis, sie mögen intra, oder extra Territorium sich auffhalten/ wieder zugestellt und eingeraumet werden/ welche selbige bey Königl. Schwedischen zeiten gehabt/ und besessen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle die mehr erwehnter Seiner Königl. Majest. in Preussen/ anjetzo cedirten Stadt/ und dem District zwischen der Oder und Pehne, Usedom und Wollin inclusivè nebst denen dazu gehörigen Ambten/ Städten/ Flecken/ und Oerter von der vorigen damahligen Königl. Schwedischen Regierung/ bis man Königl. Preussischer seits sich des gantzen Landes mit gewaffneter hand völlig bemächtiget/ publico nomine, und mit der dortigen Land-Stände Consens, wegen schulden/ und posten/ so auff Königl. Befehl auffgenohmen/ und in des Königs/ oder der Cron Schweden nutzen verwandet worden/ gemachte würckliche verpfändungen/ und von besagter Regierung verliehene Immissiones, obgleich dieselbe des nachgehends eingefallenen Krieges halber können interrumpiret worden sein/ in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Innhaber/ so wohl die in Pommern geblieben/ als diejenige/ so wegen Ihrer Civil und Militair-dienste dieses Krieges halber nach Schweden/ oder anders wohin gehen müssen/ solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweißlich verliehenen/ oder eingeraumbten unterpfandes/ von was art/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ nichts davon ausgenommen/ ihre in händen habende Contracten/ und darin enthaltene Verschreibungen/ so lange zu gute geniessen/ bis dieselbe nach inhalt bemelter Contracten völlig expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan erst besagten Creditorn verpfändete/ und in mehr besagter Stadt Stettin/ und dazu gelegten District Wollin/ und Usedom inclusivè belegene Güter/ Aembter/ und Häuser Seiner Königl. Majest. in Preussen/ und dero obmitbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden/ es wäre dan/ daß Ihro Königl. Majest. in Preussen solche Verpfändungen vor der zeit wieder einlösen/ und die Interessenten laut Innhalts der in händen habenden Verschreibungen mit baarem gelde abfinden wolten/ sonst aber/ und vor sothaner erfolgter würcklichen reluition verbleiben/ wie vor besaget/ die Innhaber/ in dem vollkommenen ruhigen besitz ihrer Hypothequen, so lange bis die ihnen verschriebene Jahre völlig experiret/ und selbe wegen ihrer Contracten gäntzlich vergnüget worden.

X. Desgleichen nehmen auch Seine Königl. Majest. in Preussen/ als nunmehrige Landes-Obrigkeit über mehr besagte loca cessa auff sich/ die von dem damahligen Königl. Schwedischen General Gouverneur und Regierung/ auch anderen alldorten Commandirenden Königl. Schwedischen Generalen ausgegebenen speciale Verschreibungen/ und Versicherungen wegen eingetriebenen Viehes/ und getrände/ auch andere nothdürfften/ so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würcklich angewandet worden/ denen inhabern solcher Verschreibungen bis auff 15000. Reichsthaler Pommerische Courant währung zu vergüten.

XI. Beyde hohe Compaciscenten versprechen/ die annoch in händen habende Archive, Schrifften/ und Documenten/ nichts davon ausgenommen/ welche so wohl die loca cessa, als den Seiner Königl. Majest./ und dem Reich Schweden verbleibenden antheil von Pommern/ und die Insul Rügen angehen/ einander bona fide, so bald es möglich abliefferen/ und denenjenigen zustellen zulassen/ welche dazu mit gehöriger Vollmacht werden versehen werden/ da aber der gröste theil der letzteren von Seiner Königl. Majest. in Preussen des Königs von Dennemarck Majest. soll eingehändiget worden sein/ so wollen hochbesagte Seine Königl. Majest. in Preussen dero Officia bey des Königs in Dennemarck Majest. anwenden/ damit selbige Archiven, Documenten/ und Schrifften nebst denen dazu gehörigen Wismarischen Tribunals Acten/ nichts davon ausbeschieden/ Seiner Königl. Majest. und dem Reich Schweden bey erfolgter restitution des in Königl. Dähnischen händen anjetzo seyenden antheils von Pommern mit der Insul Rügen wieder sollen abgeliefferet werden.

XII. Damit auch das Commercium und die Schiffarth sämbtlicher Eingesessenen/ und Einwohnern in dem Hertzogthum Pommern/ so wohl Königl. Schwedischen antheils/ als des an Seine Kön. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Districts, und darinnen befindlichen Städte/ und Dörffer deß möglichst befordert/ und allen desfalls entstehenden Difficultäten/ und incommoditäten/ in zeiten nachdrücklichst möge vorgebauet werden/ so haben beyderseits hohe Compaciscenten sich dahin verglichen/ und hiemit verabredet/ daß der Pehne-Strohm auff fürberührte arth die grantze mache/ gemeinschafftl. verbleibe/ und daß weder auff dis- noch jenseit der Pehne auff besagtem strohm/

und

ANNO 1720.

und anderen darin fliessende Wässern einige neüe Zolli oder andere Innposten auffgerichtet/ noch die alte vermehret/ sondern in allem/ wie es vor alten zeiten/ und vor diesem letzten Kriege gewesen/ unverbrüchlich soll gelassen/ und gehalten werden/ so daß die Schiffare/ und das Commercium auff keine weise gehemmet werden möge. Es behalten auch die Königl. Preussische Unterthanen für ihre kommende/ und gehende Schiffe gleich allen anderen Frembden den freyen und ungehinderten gebrauch des Hafens Grimschwart/ um sich dorthin zu retiriren/ und mögen sie sich daselbst ohngehindert aufhalten/ so lange die nothdurfft es erfodert/ ohne daß sie desfalls einige onera weder daselbst/ noch beym Ruden abzuführen gehalten seyn sollen/ nachdeme sie einmahl die vor diesem Kriege gewöhnliche aufflagen in Wolgast erleget; desgleichen sollen auch die Königl. Schwedische Unterthanen eine ebenmässige Freyheit in denen locis cessis und dort gelegenen Hafen/ Küsten/ und Wässern zu geniessen haben. Seine Königl. Majest. wollen auch den Holtz- und Eichen-Handel/ den die Cron Schweden/ und dero Unterthanen vorhin in Pommern/ und anderen Königl. Preussischen Orthen getrieben/ keines wegs hemmen/ sondern solchem bestens favorisiren/ die Kön. Schwedische Unterthanen auch so wohl in diesen als allen anderen Handlungen/ es seye auff der Oder/ oder Warthe-strohm/ als gentem amicissimam handhaben/ auch diesen strohm so breith/ und offen lassen/ daß die Flösse/ und Schiffart dadurch keine hinderung leiden können. Es wollen auch beyde Compaciscenten beyderseits Unterthanen in ihren angelegenheiten und rechtmässigen forderungen prompte und gleichmässige Justice wiederfahren lassen.

XIII. Demnach man wegen des bey Königl. Schwedischen zeiten in Stettin bezahlten Licents vor dieses mahl nicht über einkommen können/ die jetzige Conjuncturen aber die unterzeichnung dieses Friedens-Tractats länger auff zuschieben/ nicht verstatten wollen. Als ist von beyden hohen Theilen gut befunden worden/ die gäntzliche Entscheidung dieser sache bis zu einer absonderlichen dazu verordneten Commission aus zu setzen/ um sich desfalls durch die fernere Officia anfangs hocherwehnter beyder Cronen/ welche als Mediateurs bey diesem Friedens-Negotio gewesen/ gütlich zu vergleichen/ und darinnen einen baldigen endlichen schluß zu treffen/ ohne daß solches mittlerweile einem/ oder dem anderen deren hohen Paciscenten an seinen Rechten derogiren/ noch der zwischen Ihro Königl. Majest. von Gros-Britannien errichtete vorhin angezogener Preliminair-Tractat dadurch einigen anstoß leyden/ weniger die Vollenziehung der übrigen in gegenwärtigem Tractat festgestellteten Articulen auff einige weise auffhalten können. Wo denebenst die hier anwesende Ministres deren hohen Mediateurs über sich genommen/ dieser sachen halber bey Ihren respectivè Höfen solche vorstellung zu thun/ daß dieser zwist der billigkeit nach/ und zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monath vom heütigen Dato angerechnet/ gütiglich abgethan werden möge.

XIV. Die durch diese Friedens-Tractaten an Seine Königl. Majest. in Preussen cedirte vor Pommerische Städte/ und Orte/ auch deren sambtliche Eingesessene sollen aller der Rechte/ Prærogativen/ und Immunitäten/ Exemtionen/ und Freyheiten/ deren Seine Königl. Majest. in Preussen übrige Unterthanen in dem Königreich Schweden/ und denen dazu gehörigen Länderen/ und Provintzien geniessen/ oder auch sonsten amicissimæ genti können accordiret werden/ sich ins künfftige zu erfreuen haben. Und weil Ihro Königl. Majest. von Dennemarck seit des bisherigen Krieges die für denen Königl. Schwedischen Unterthanen vorhin durch solemne Tractaten fest gestellten Freyheit von dem Zoll im Sund bishero nicht gestatten wollen/ sie auch selbige ihnen künfftig zu entziehen/ und zu verweigeren ursach/ und gelegenheit suchen dörfften/ Ihro Königl. Majest von Schweden aber/ und Seine Königl. Majest. in Preussen beyderseits billig/ und recht finden/ das diese denen Königl. Schwedischen Unterthanen/ und zwar nicht weniger denen/ welche durch diesen Tractat an Seine Königl. Majest. in Preussen kommen/ als denen/ die unter Königl. Schwedischer bottmässigkeit seind/ und bleiben/ einmahl zugestandene Zoll-freyheit im Sunde ihnen auch ferner ohngekräncket verbleiben/ und gelassen werde/ so wollen beyderseits Königl. Majest. Majest auff oberwehnten fall daran seyn/ auch da es nötig/ alle zulängliche/ und kräfftige mittel vorkehren/ und zur hand nehmen/ damit diese von der Cron Dennemarck etwa vorgenommene neuerung wieder abgestellet/ und nicht weniger alle Königl. Schwedische als anjetzo cedirte Königl. Preussische Unterthanen bey der Exemtion, und freyheit von dem Zoll im Sunde denen deshalb auffgerichteten Tractaten gemäs conserviret/ und erhalten werden/ zu welchem Ende beyderseits hohe Compaciscenten sich hiemit verbinden/ bedürffenden falls sich näher hierüber zusammen zusitzen und die desfalls nöthige mesures zunehmen.

XV. Was die Deserteurs so wohl Soldaten als Landes Einwohner betrifft/ so verbleibet es damit bey denen vorigen zwischen denen Cronen Schweden/ und Preussen in diesem fall errichteten Conventionen/ welche dan so wohl als ein newes Cartel bey erster gelegenheit renoviret/ und auffgerichtet werden sollen.

XVI. Was die Posten in Pommern betrifft/ so behalten sich beyde hohe Compaciscenten in dero Territoriis so wohl dies- als jenseits der Pehne das Jus Postarum vor/ doch wollen Ihro Königl. Majest. der König in Preussen die vorhin mit der Cron Schweden desfalls auffgerichtete Conventionen in so weit die anjetzo geschehene Cession die sache nicht verändert/ renoviren/ und darinnen keine neuerung machen/ auch das Postgeld so wohl für die Passagierer als Brieffe/ auff eine billige/ und in denen Römischen Reiche gewöhnliche weise reguliren/ wie nicht weniger das Königl. Schwedische Post-wesen/ so viel möglich/ und zu beyderseits hohe interessenten nutzen bestens favorisiren/ und beförderen helffen. Wie dan in specie veraredet ist/ daß denen Königl. Schwedischen Posten eine freye Station in Anclam gelassen werden soll/ so daß selbige ihre von Schwedischen Orthen kommende Brieffe/ Pacquete, und Passagierer allda abliefferen/ und durch Königl. Preussische Posten weiter beforderen/ auch die mit Königl. Preussis. Posten von anderen Orten in Anclam ankommende/ und nach deme Königl. Schwedischen Pommern/ und weiter gehende Brieffe/ Pacquete, und Passagierer daselbst annehmen/ und folglich sicher/ und ohngehindert weiter fortbringen können. Solte sonsten in ansehung der Posten noch einige weitere abrede zu nehmen seyn/ so soll solches durch die von beyden hohen Theilen künfftig dazu verordneten Commissarien geschehen/ und das nötige darunter verfüget werden.

XVII. Seine Königl. Majest. in Preussen verbinden sich auff das allerkräfftigste/ und nach Inhalt des oberwehnten mit Ihro Königl. Majest. von Groß-Britannien geschlossenen Præliminair Tractats, und dessen 2. Separat Articuls, dem Czaarn von Ruslandt so lange der gegenwärtige Krieg zwischen Seiner Königl. Majest. von Schweden/ und demselben währet/ auff keinerley arth/ unter was schein/ und vorwande es auch immer sein mag/ weder directe, noch indirecte zu assistiren/ zu helffen/ noch dessen gegen Ihro Königl. Majest. und das Reich Schweden/ wie auch dessen hohe Alliirte/ und Bunds-Verwandten führende schädliche absichten/ und vorhaben zu beförderen/ noch befördern zu helffen.

XVIII. Nunmehr geloben/ und versprechen Seine Königl. Majest. in Preussen hiemit die mit Ihro Königl. Majest. zu Schweden Vorfahren/ und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertrauliche freündschafft/ und Bündnus/ nebst denen Garantien, so dem Fürstl. Holsteinischen Hause auff dem fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen/ oder noch ferner mit Concert von Ihro Königl. Majest. von Preussen zu schliessenden Friede können zu gute kommen/ anjetzo mit Ihro Kön. Majest. und dem Reich Schweden zu erneüeren/ und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten/ über dem wollen Ihro Königl. Majest. in Preussen gehalten sein/ an Ihro Königl. Majest. in Schweden/ auff dero Assignation und Quittung die Summa von zwey Millionen/ oder zwantzig mahl hundert tausend Reichsthalern an neuen vollgültigen einfachen/ und gedoppelten marck- oder drittel-stücken nach dem Leipziger Müntz-fuß de Anno 1690. da die marck feines Silbers zu zwölff Contant Thalern ausgemüntzet ist/ in Hamburg zahlen zu lassen/ und zwar in drey terminen, wo von der erste 6. Wochen nach Ihrer Königl. Majest in Schweden ausgestellten Ratification über gegenwärtiges Friedens-Instrument mit 600000. Reichsthalern der andere am Ende des bevorstehende Monaths May mit 700000. Reichsthalern/ und der letzte den ersten des darauff folgenden Monaths Decemb. des jetztlauffenden 1720 Jahres abermahl mit 700000. Reichsthaler alle dreymahl/ und bey jedem hierobenausgesetzten termin richtig/ ohnabgekürtzet/ und ohnfehlbahr zu Hamburg an Ihro Königl. Majest. von Schweden mit behörigen Vollmachten/ und Quittungen versehenen Gevollmächtigten sollen bezahlt/ und geliefferet werden.

XIX. Wan auch Seine Königl. Majest. von Schweden und das Reich Schweden/ ausser die in diesem Tractat Seiner Königl. Majest. cedirte und abgetretene Orte/ und Länder hochged. Seine Königl. Majest. dero Erben und Nachkommen hiemit/ und krafft dieses annoch auff gleiche weise/ und mit eben der Verbindlichkeit wie Art. 3. die Cession von Stettin nebst dem Districk zwischen der Oder/ und Pehne nebst denen Insulen Wollin und Usedom/ geschehen/ cediren/ und abtreten in perpetuum die auff jener seite der Oder belegene Städte Dam und Golnau mit allen deren appartinentien und zubehörungen/ Rechten/ und Gerechtigkeiten/ so wie Ihro Königl. Majest. und Cron Schweden besagter Oerter mit ihren appartinentien vermöge des Westphälischen Frieden-schlusses Art. 10. besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ nichts davon ausbeschieden. Als versprechen/ und geloben Seine Königl. Majest. in Preussen dahingegen/ alle zulängliche auswege/ und nachdrückliche Officia anzuwenden/ um die gegenwärtige gegen Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu vermögen/ einen billigen/ und sicheren Frieden mit Ihro Königl. Majest. und dem Reich Schweden fordersamdst einzugehen.

XX. Der Westphälische Friedens-Schluß in so weit derselbe weder durch gegenwärtigen Tractat, noch durch den mit Seiner Königl. Majest von Groß-Britannien als Churfürsten/ und Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg geschlossenen Friedens-Instrument vom 9—20. Novemb. 1719. nicht geändert/ noch durch den Nordischen Frieden de Concert mit Preussen ferner geändert werden mögte/ bleibet in seiner vollkommenen krafft/ und würckung/ und verbinden sich beyde Compaciscirende hohe Theile ihres Orts/ alles dasjenige bey zu tragen/ was zu wieder-herstellung des übrigen/ und befestigung besagten Westphälische Friedens-schlusses nötig/ und dienlich sein wird; zu folge dessen wollen auch Ihro Königl. Majest. in Preussen zugleich mit denen übrigen hiebey interessirten Puissancen, und in specie mit Ihro Königl. Majest. von Groß-Britannien/ und Chur-

fürsten

ANNO 1720.

fürsten zu Braunschweig/ und Lüneburg in ansehung/ daß die Cron Dennemarck sich gegen obbemelte Königl. Majest. von Groß-Britannien schon anheischig gemacht/den in besitz habenden antheil von Pommern nebst der Insul Rügen an die Cron Schweden zu restituiren/ alle nachdrückliche mittel vorkehren/ um zum besten Ihro Königl. Majest. und des Reiches Schweden sothane völlige restitution obbenandten von der Cron Dennemarck occupirten antheils von Pommern mit der Insul Rügen bewürcken zu helffen. Deshalben auch nebst Ihro Königl. Majest. von Groß-Britannien/ und Churfürstl. Durchleucht zu Braunschweig- und Lüneburg bey Ihro Kayserl. Majest. als Oberhaubt des Römisch. Reichs alle ersinnliche Officia anzuwenden. Wo benebenst Seine Königl. Majest. von Preussen gleichfalls angeloben/ so bald der Friede zwischen denen Cronen Schweden/ und Dennemarck geschlossen/ dero in Wismar habende besatzung daraus zu ziehen.

XXI. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren sich hiemit Ihro Kayserl. Majest. auch anderer Puissancen Garantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationes über dieses Friedens-Instrument sollen innerhalb 5. bis 6. Wochen à Dato dieses beygebracht/ auch alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden. Urkundlich seind von diesem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ deren eines von denen Königl. Schwedischen Plenipotentiarien, und das andere von dem Königl. Preüssischen Plenipotentiario unterschrieben/ und unterzeichnet/ beyde auch gegen ein ander ausgewechselt worden/ so gegeben/ und geschehen Stockholm den ein und zwantzigsten tag des Monaths Januar. im Jahr ein tausendt sieben hundert und zwantzig.

Johan August Meyerfeldt.	(L. S.)
Carl Gustav Ducker.	(L. S.)
Gustav Adam Taube.	(L. S.)
Magnus J. de la Gardie.	(L. S.)
Johan Lilienstedt.	(L. S.)
Daniel Niela von Höpken.	(L. S.)

ARTICULI SEPARATI.

Al dieweilen man auch nöthig befunden/ bey unterzeichnung des zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden/ und dem Reich Schweden eines/ und Seiner Königl. Majest. in Preüssen andern theils/ unterm heutigen Dato geschlossenen Friedens-Instruments demselbigen einige Separat Articuln beyzufügen/ so seind nachfolgende einzugehen/ und fest zusetzen/ beyderseits beliebet worden.

I. Demnach bekandter massen denen Westphälischen und Olivischen Friedens-schlüssen zu wieder/ die Protestantische Religion an unterschiedlichen örtern/ in/ und ausserhalb des Römischen Reichs sehr hart gedrucket/ und verfolget wird/ dergestalt/ daß selbige grosse gefahr lauffet/ an gewissen örtern gäntzlich ausgerottet zu werden/ derowegen verbinden sich hiemit auffs kräfftigste beyderseits Königl. Majest. Majest. alle nur ersinnliche mittel nachdrücklich an zu wenden/ damit die Evangelische der unveränderten Augspurgischen Confession so wohl als Reformirter Religions-Verwandte/ bey ihren vermöge des Westphälischen/ und Olivischen Friedens schlusses/ anderen Pacten/ Verträgen/ und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio, und gewissens-freyheit nicht allein in dem Römischen Reich/ sondern auch in allen anderen Orten/ wo dieselbe eingeführet/ und gebräuchlich gewesen/ oder sein sollen/ beständig erhalten/ und die unterdruckte Evangelische/ und Reformirte Religions-Verwandten in dem vorigen Besitz und genuß ihrer Rechte/ Privilegien/ Gewissens- und Religions-Freyheit vollenkommen gesetzet werden.

II. Seine Königl. Majest. in Preussen versprechen auch/ die in denen locis cessis bey dem dortigen Preüssischen Consistorio der Augspurgischen Confession zu gethanen Unterthanen alda vorkommende sachen nur von denen jenigen Membris, so der Augspurgischen Confession seind/ erörteren/ und entscheiden zu lassen. Anbey wollen hochgedachte Seine Königl. Majest. alle und jede der Cron Schweden zugehörige/ rechtmässige restantien von was nahmen/ und bey welchen die auch in locis cessis sein mögen/ nach der des falls zu überreichender specification innerhalb einer gewissen mit dem ehesten zu determinirenden zeit ohnweigerlich abfolgen/ und bezahlen/ auch die hand darüber halten lassen/ das die Stände in locis cessis ihrer obliegenheit nach denen Membris von dem Wismarischen Tribunal, den ihnen aus dem jetzo cedirten District zustehenden ruckständigen Lohn/ so wohl/ als was einer oder anderer unter denen dortigen Ständen noch wegen unbezahlten Lehn-sporteln an der dortigen vormahls gewesenen Lehns-Cantzley schuldig sein kan/ so bald als möglich/ ohnabgekürtzet reichen/ und abtragen mögen. Imgleichen sollen auch derer Königl. Schwedischen Civil-Bedienten in der Stadt/ und Festung Stettin liegende/ und ihnen zugehörige hauser bey der gerechtigkeit/ Immunitäe/ und Freyheit/ welche dieselbe bey Königl. Schwedischen zeiten gehabt/ hinführo ferner ungekräncket conserviret/ und ihnen jederzeit freye Disposition gelassen werden/ damit eigenes gefallens zu schalten/ und zu walten.

III. Was die jenige forderungen anbetrifft/ welche eines theils Königl. Schwedischer seiten an Ihro Königl. Majest. von Preüssen gemacht worden wegen erstattung der Revenuen, an die Proprietarios von solchen Gütern/ Häuseren/ und Capitalien, und andern Eigenthum/ welche denen von der Ritterschafft/ und Adel/ Bedienten und andern Eingesessenen/ sie mögen intra oder extra Territorium sich befinden/ währenden diesen Troublen von der Königl. Preüssischen Cammer eingezogen/ und gehoben worden/ andern theils diejenige Prætensionen betrifft/ so von Königlicher Preüssischer seiten oder von dero Unterthanen an Ihro Königl. Majest. von Schweden wegen der von Königl. Schwedischen Schiffen/ und Armateurs denen Königl. Preüssischen Unterthanen genommenen Fahrzeugen/ Gütern/ und Ladung formiret werden/ so sollen diese erwehnte forderungen/ nemblich die so Königl. Schwedischer seiten wegen der von der Königl. Preussischen Cammer eingezogenen/ und gehobenen Revenuen aus der erwehnten privatorum Eigenthum/ und von wegen Königl. Preussischer seiten wegen der auffgebrachten/ und denen Königl. Preussischen Unterthanen zugehörigen Schiffen/ Gütern/ und Ladungen gegen einander gemacht werden/ hierdurch gäntzlich auffgehoben seyn/ so daß desfalls von dem einen theil an dem andern hinfuhro nimmer einige ansprache weder nun aber ins künfftige mehr kan formiret werden.

IV. Solte auch die Königl. Schwedische Pommersche Regierung/ wan selbige bey restitution des von der Cron Dennemarck occupirten antheils in Ihre Activität kommt/ wegen ein oder andern sache/ so die bißherige Oeconomie, und verwaltung der Financien, oder auch einige particulaire angelegenheiten betreffen/ mit gutem Fundament, und raison vorschlagen und beybringen können/ so wollen Ihro Königl. Majest. in Preüssen solches vernehmen/ und billigmässige reflexion darauff machen; daferne sich auch fände/ daß die auff der einen seite der Pehne belegene Städte/ und particuliers, auff der andern gewisse Jura zu exerciren hätten/ und in deren possessione vel quasi sich befinden/ so verstehet sich von selbst/ daß ohngeachtet der Pehne-Strohm zwischen beyden Territoriis die gräntze machet/ und gemeinschafftlich verbleibet/ es dennoch dabey sein bewenden haben/ und beyderseits Regierungen solche dabey schützen wollen.

V. Diese Separat Articuln sollen von eben der krafft/ und würckung sein/ als ob sie dem heutigen vollenzogenen/ und geschlossenen Friedens-Instruments von wort zu wort ein verleibet worden/ und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ deren eines von denen Königl. Schwedischen Plenipotentiariis, und das andere von dem Königl. Preüssischen Plenipotentiario unterschrieben/ und unterzeichnet/ beyde auch gegen einander ausgewechselt worden/ so geschehen und gegeben zu Stockholm den 21. Januarii 1720.

J. A. Meyerfeldt.	(L. S.)
J. G. Ducker.	(L. S.)
G. A. Taube.	(L. S.)
M. J. de la Gardie.	(L. S.)
J. Lilienstedt.	(L. S.)
D. N. von Höpken.	(L. S.)

Ihrer Königl. Majestät von Schweden Erklährung/ über die/ Königlicher Preußischer Seiten/ durch die beyde Herren Mediatores, nehmlich den Königlichen Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, und Königlichen Frantzösischen Residenten und Plenipotentiarium, den von Campredon insinuirte Erinnerungen/ über ein und andere Puncten/ des unterm 21. Januarii a. c. mit Seiner Königl. Majest. von Preussen geschlossenen Friedens-Tractats. Gegeben Stockholm/ den 14. Martii 1720.

Nachdem der allhier anwesende Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, wie auch der Königl. Frantzösische Resident und Plenipotentiaire, der von Campredon, Ihrer Königl. Majest. von Schweden gemeinend zu erkennen gegeben/ was massen der Königliche Preußische Ministre Plenipotentiaire, der Baron von Cniphausen/ Nahmens Seiner Königl. Majest. von Preussen/ bey Ihnen/ als Mediateurs angehalten/ daß/ weilen Seiner Meinung nach/ ein und andere Articul des zwischen beyden Cronen geschlossenen Tractats, einige Erläuterung nöthig hätten/ bey Ihrer Königl. Majest. von Schweden/ eine nähere Erklährung zu bewürcken; Und Sie dann dabey vorgestellet/ daß Ihre Intention nur dahin gienge/ die Etablirung einer vollkommenen guten Freundschafft zwischen Beyden contrahirenden Cronen ihres Orts/ so viel möglich/ zu veranlassen und zu befestigen:

So haben Ihre Königl. Majest. von Schweden/ in Ansehen dieses heilsamen Endzwecks/ sich in Gnaden gefallen lassen/ daß Ihnen folgende Erklährung gegeben und zugestellet werde:

Art. I. Daß/ wann in dem II. Articul des solennen Friedens-Tractats von der Restitution der Gefangenen gesprochen wird/ Ihre Königl. Majest. von Schweden darunter keine

ANNO 1720. Deserteurs oder solche/ so vor Zeichnung der Præliminarien unter denen Königl. Preussischen Trouppen Dienste genommen/ verstehen wollen.

II. Daß die/ in dem III. Articul des solennen Friedens-Tractats von beyden Seiten stipulirte Communion des Pehne-Strohms/ von dem Orte ihren Anfang nehme/ da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der anderen des Strohms die Ufer besitzen; Wo aber der eine Theil beyde Ufer besitzet/ diese Gemeinschafft aufhöre/ diese Communion auch an sich selbst keinem Theil an Seinen rechten nachtheilig seyn/ noch auf etwas weiter extendiret werden solle/ als auf den gemeinschafftlichen Gebrauch des Wassers zur Schiffarth: Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Strohms zwischen beyden Herrschafften dergestalt getheilet/ daß der eine auf Seiner Seite und der andere ebenfalls auf der seinigen selbige geniesset und exerciret.

III. Was die Privilegien betrifft/ so denen Unterthanen in dem an Ihro Königl. Majest. in Preussen cedirten District in dem V. Art. des Tractats confirmiret worden: So haben Ihre Königl. Majest. von Schweden hierunter keine andere Intention, als besagten Unterthanen die Freyheit und Immunitäten/ welche sie durch den Westphälischen Frieden erlanget und von denen vormahligen Fürsten von Pommern/ und von denen Königen in Schweden/ Ihrer Majest. Vorfahren/ von Zeit zu Zeit überkommen/ beyzubehalten: Ubrigens aber declariren Ihre Königl. Majest. von Schweden/ daß sie diesem nunmehro an Ihro Königl. Majest. von Preussen cedirtem District und desselben Einwohnern bey dem Antritt dero Regierung oder sonsten/ keine neue Privilegia accordiret/ sondern blosser dinges/ wie jetzt erwehnet/ selbige bey Ihren vorigen wohlhergebrachten Freyheiten und Rechten bestätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Ansehung der Restantien/ wovon in dem 2. Separat Articul Meldung geschehen/ Ihre Königl. Majest. nicht wollen oder/ verstehen dergleichen Restantien und Arrerages en general, oder blosser dinges von denen cedirten Pommerischen Unterthanen fodern zu lassen/ sondern es verlangen nur Ihre Königl. Majest. in Krafft besagten II. Articuls, daß alle Pächter/ und diejenige/ so eine einnahme gehabt/ wovon sie Rechnung zu thun schuldig sind/ und Ihre Rechnungen an die Königl. Schwedische Cammer und Comtoirs vor dem Sequester und dem darauf erfolgtem Kriege nicht abgethan/ dermahlen aber unter der Bothmäßigkeit Ihro Königl. Majest. von Preussen stehen/ dazu als von Rechts wegen mögen angehalten werden/ die solchergestalt Ihrer Königlichen Majestät von Schweden rückständige Gelder zu bezahlen und deßfalls Richtigkeit zu machen.

V. Betreffend die Wißmarische Tribunals-Bediente/ zu deren Subsistentz die sämmtliche Hinter-Pommerische Lande oder Stände mit contribuiret; So zweifeln Ihra Königl. Majest. von Schweden keines weges/ es werden Ihro Königl. Majest. von Preussen dasjenige/ was in dem Tractat, wegen Ihres rückständigen Lohns bedungen worden/ ihnen lassen zu gute kommen:

Weilen aber so wol der Stände von Rügen, Stralsund, und dem Antheil von Pommern dißseit der Pehne gelegen/ als auch die/ in dem an Ihra Königl. Majest. von Preussen cedirten District befindliche Stände/ zu Unterhaltung bemeldter Tribunals-Bediente/ jederzeit concurriret/ ja sind Ihro Königl. Majest. von Schweden auch zu frieden/ daß eine solche Eintheilung gemacht werde/ damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde.

Datum ut supra.

(L. S.) Ad Mandatum
Sac. Reg. Majest. Sueciæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Acte wegen des Licents zu Stettin.

WEil man bey dem Schlusse des am 21. Jan. 1720. zwischen Ihren Majest. von Schweden und Preussen getroffnen solennen Friedens/ die Vollziehung eines so heilsamen Wercks/ der Differentz halber/ so sich wegen des Licents zu Stettin hervorgethan/ nicht länger aufhalten wollen/ und die ausmachung dieser Sache/ vermöge des 13. Art. solchen Tractats, einer Special-Commission aufgetragen worden/ welche zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monaten/ durch die Mediation und angewendete Bemühung derer Potentien/ so die Mediation über sich genommen/ geendiget seyn sollen; Hierauf aber Ihre an diesem Hofe befindlichen Ministri vor ausgehung dieses Termins eines Theils vorgestellet/ daß es nöthig sey/ diese Sache abzuthun/ andern Theils aber/ daß/ da es recht wäre/ daß die Cron Schweden/ bey Wiedererhaltung des Besitzes des von der Cron Dennemarck eroberten Stücks von Pommern/ sich aller dazu gehörigen Gerechtsamen zu erfreuen hätte/ es die Billigkeit gleichfalls erfoderte/ daß/ da die Stadt Stettin nebst dem District zwischen der Oder und Pehne, und dem gantzen Oder-Strom biß an den Ort/ wo er seinen Namen verliehret/ imgleichen das frische Haff und die beyden Münden der Swine und Divenau, dem Könige in Preussen mit allen den Gerechtsamen und Freyheiten abgetreten werden/ welche die Schweden hiebevor besessen; auch der Licent zu Stettin/ welcher seit seiner Einführung jederzeit in gedachter Stadt eingenommen worden/ Ihrer Preußischen Maj. zugehören müsse/ um so viel mehr/ da man sich durch den 12. Art. gedachten Tractats ausdrücklich verglichen/ daß an allen Abgaben/ Zöllen und anderen Gerechtsamen/ so wohl in dem an Ihre Königl. Maj. in Preussen abgetretenen District, als in dem/ welcher wieder an die Cron Schweden kommen wird/ nichts geändert/ verneuret/ oder vermehret/ sondern im Gegentheil in diesem Puncte alles gelassen werden solle/ wie es zur Zeit ihrer Einführung gewesen; So haben Ihre Majestät der König von Schweden/ um nicht das geringste zu unterlassen/ was nur etwas zur Befestigung des guten Vernehmens zwischen denoselben und Ihrer Maj. dem König in Preussen beytragen kan/ Ihre einwilligung zu abthuung dieser Sache geben wollen.

Und eben darum haben wir Endes unterschriebene Senatoren des Königs und Königreichs von Schweden und der Staats-Secretarius, die mit ausdrücklichem Befehl Hochgedachter Ihrer Maj. und dero Vollmacht versehen/ in Krafft derselben obengedachten Tractat vom 21. Jan. 1720. geschlossen und unterzeichnet/ über dasjenige/ was den Licent zu Stettin anbetrifft/ mit denen Herren Mediations-Ministris, dem Mylord Carteret/ Ihrer Kön. Maj. von Groß-Britannien Ambassadeur Extraordinaire und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ und dem Herrn von Campredon, Ihrer Allerchristlichsten Maj. Residenten und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ welche bey Abwesenheit eines Preußischen Ministri sich anheischig gemacht/ Ihrer Königl. Maj. in Preussen Ratification über diese Acte zu verschaffen/ viele Conferenzen gehabt/ und uns hierinnen folgender massen verglichen:

Ihre Majest. der König von Schweden willigen vor sich/ dero Crone/ auch Ihre Erben und Nachkommen ein/ daß der Licent zu Stettin Ihrer Majestät dem König in Preussen zuständig seyn/ und sie sich desselben mit eben denen Bedingungen und Gerechtsamen zu erfreuen und solchen zu nutzen haben sollen/ wie anderer ihnen durch diesen Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres abgetretenen Gerechtsamen/ dergestalt/ daß alle Schiffe/ von allen Nationen/ sie mögen seyn wer sie wollen/ welche nach Stettin gehen/ oder von dannen kommen/ bloß zu Wollgast den alten Zoll/ welcher Fürsten-Zoll genennet wird/ entrichten/ diejenigen Schiffe aber/ sie mögen einer Nation angehören/ welcher sie wollen/ so aus der See in die Flüsse Pehne/ Trebel/ oder andere/ ohne Stettin zu berühren/ kommen/ bey ihrer Ankunfft/ oder Abgang zu Wollgast nicht allein den alten so genannten Fürsten-Zoll/ sondern auch den Licent, welcher daselbst durch den Westphäl. Frieden aufgerichtet und bestätiget worden/ obgedachtem Tractat zu Folge/ bezahlen sollen.

Zu beglaubigung dessen haben wir zwey gleichlautende Exemplarien von gegenwärtiger Acte verfertiget/ wovon eines/ welches wir eigenhändig unterschrieben/ auch mit unsern Pitschafften besiegelt/ und dessen Ratification wir ohne Anstand von dem Könige unserm Herrn/ zu verschaffen versprochen/ denen Herren Mediations-Ministris übergeben worden/ damit es an den König von Preussen könne übersendet werden/ das andere aber/ so in unsern Händen verblieben/ von obgenennten Mediations-Ministris unterschrieben worden/ welche wie gemeldet/ die Ratification desselben von hochgedachter Ihrer Preußis. Majest. à dato des Gegenwärtigen/ innerhalb sechs Wochen/ oder/ wenn es seyn kan/ noch eher verschaffen wollen/ damit dasselbe eben von der Krafft und Würckung seyn möchte/ als wenn es dem Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres von Wort zu Wort einverleibet wäre. Geschehen zu Stockholm den 20. (31.) Mai 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L. S.)
C. G. Ducker. (L. S.)
G. A. Taube. (L. S.)
J. Libenstedt. (L. S.)
D. N. von Höpken. (L. S.)

XI.

17. Fevr. PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Accessio iterata, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum sive Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum, extensa. Actum Hagæ-Comitum 17. Februarii 1720.* [Sur la Copie Imprimée à Vienne, chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour avec Privilege. Fol.]

CUm per Conventionem Hagæ-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ, Sacræ suæ Britannicæ, & Sacræ suæ Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intra spatium trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis, cumque dicta Sua Majestas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad ver-

ANNO 1720.

verbum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & cùm dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium Tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum muniverit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur, nos infrascripti Cæsareæ, Britannicæ, & Christianissimæ Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per præsentes Majestatis suæ Catholicæ puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulos præfati Tractatûs Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infrascriptus Majestatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Fœderatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. n. st. cum sim instructus, observatumque fuerit Ministrum Majestatis suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. n. st. à Ministro Majestatis suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comitem à Windischgraz Majestatis suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpensis dictâ Conventione Parisiis facta, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis, Tractatusque Londinensis una eademque res omninò sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Instrumentum hoc Accessionis Majestatis suæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscentibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum Mensium à die subscriptionis computandorum aut citiùs si fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarii supradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuò exhibitis instructi hasce præsentes manibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decima septima Februarii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

XII.

6. Mai. Vergleich/ so zwischen dem Graffen von Mercy als Commandirenden Kayserl. General in Sicilien/ dann den Spanischen Generale Marchese de Leede/ mittelst unterhandlung des Englischen Admirals Byngks getroffen worden/ daß nembl. bis zu völliger ausraumung der Konigreichen Sicilien und Sardinien an die Kayserl. Truppen/ ein Waffen-Stillstand zwischen beeden Armeen seyn solle: Indessen aber Palermo/ Castel à Mare, Molo/ und alle Forten fünff tag nach unterschrifft dieses/ und Augusta/ so bald die zur

einschiffung der Artillerie, Kriegs-Munition und Lebens-mitlen benöthigte Schiffe verschaffet werden seyn/ ausgeraumet/ dann die Spanischen Truppen auf zwey oder dreymahl überschiffet/ und die darzu behörige Schiffe gegen bezahlung denenselben verschaffet werden sollen. Geschehen im Feldlager nächst Palermo den 6. May 1720. [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

ANNO 1720.

C'est-à-dire,

Convention faite entre le Comte de MERCY *General de l'Armée Imperiale, & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH, *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols; portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation; Que cependant les Villes de Palerme, Castel à Mare, & Molo avec leurs Forts, seront évacués cinq jours après la Signature de la presente Convention; Comme aussi la Ville d'Agousta, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtiments necessaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur argent, les Bâtiments dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.*

VErmög deren Vollmachten/ welche wir Generalen deren streitenden Armeen in Sicilien/ so wohl zu Wasser als zu Land/ von unsern höchsten Herren empfangen/ um über einen Waffen-Stillstande/ und ausraumung des Königreichs Sicilien und Sardinien zu handlen/ haben wir uns nach vielen unterredungen auf nachstfolgende Articulen verglichen:

I. Soll ein Waffen-Stillstand sein/ und alle Feindseeligkeiten zwischen denen Armeen/ Truppen/ Flotten/ Esquadren/ und Schiffen/ deren in gegenwärtigen Krieg verwickleten Mächten biß auff die gäntzliche ausraumung deren Konigreichen von Sicilien und Sardinien/ wie auch zuruck-kehrung in Spanien deren in einem und andern Orth deren berühreten Königreichen befindlichen Spanischen Truppen/ und zwischen denen besatzungen/ so wohl zu Land/ als zu Meer/ oder anderen Wassern auf dem Mitteländischen Meer/ oder nechstangelegenen öhrtern/ aufhören/ dergestalten daß/ wann sich zutragen solte/ daß währendem Stillstand von einem Theil mit eroberung eines Platzes vermittels eines angrieffs/ überrumpelung/ oder verständnus/ in denen in diesem Tractat angezeigten gräntzen darwieder gehandlet: oder gefangene gemacht: oder sonsten andere Feindseeligkeiten durch einen auch nicht vorgesehenen zufall verübet werden solten/ diese zuwiederhandlung von jedem Theil getreulich/ ohne verschub und ohne beschwernus gutgemacht/ auch alles eingenommenes ohn einige verringerung zuruckgestellet: Ingleichen die gefangene/ ohne sich loszukauffen/ oder sonstige unkosten/ wieder frey-gelassen werden sollen; und/ um aller gelegenheit deren Klagen vorzukommen/ so in ansehen deren Kauffartey-Schiffen/ und Fahrnussen entstehen mögten/ welche auf dem Meer könten genohmen werden/ hat man sich beiderseiths verglichen/ daß solche Kauffartey-Schiffe und Fahrnussen/ welche auf dem Mitteländischen Meer nach unterschreibung dieses Waffen-Stillstands genommen worden/ von einem und andern Theil ohn ausnahm zuruck gegeben werden sollen.

II. Die Spanische Truppen sollen Palermo fünff Täg nach der unterschrifft ausraumen/ und das Castel à Mare, den Molo, auch alle Forten/ mit der Artillerie- und Kriegs-Munition, so sich darinnen befinden/ übergeben/ die Spanische Armee soll auch ein tag zuvor nach dem regulirten Lager/ nächst Termini, und folgenden öhrtern/ als Paucena, Pentimilia, Offmina, Montemaggiore, Calatabuturo, Petraglia, Ficcari, Polici, Rocella, Rocca-Palamo, und Cacamo marschiren/ welche örter sammentlich in der gegend herum von Termini ligen; und/ nach der maß/ daß sich besagte Truppen einschiffen werden/ selbe die weit entlegenste öhrter ausraumen sollen; Dabey soll scharffe Ordre ertheilet werden/ um zu verhindern/ daß mann die Bäume/ Früchte/ und getraid nicht verheeren/ noch sonsten einige unordnung verursachen möge.

III. Daß die Krancken und Verwundeten von den Spanischen Truppen in eben dem Spital verbleiben sollen/ in welchem sie sich zu Palermo mit den Feld-Doctoren/ Feldscherern/ und andern in demselben zur Hilffleistung/ Bedienung und Di-

ANNO 1720.

rection des Spitals aufgenommenen Personen befinden / vor welchen eine Wacht unter einem Lieutenant / mit 20. gemeinen / von den Spannischen Truppen gesetzet werden solle / um die Krancken in besagtem Spital beysammen zu halten; auch solle man alles dem Director für sein eigen gelt zu kommen lassen / was nur zu ihrer unterhaltung nöthig sein wird; und so bald selbe wieder genesen / und in Stand sich befinden / marschieren zu können / solle man Ihnen gegen bezahlung Schiffe verschaffen / um nach Termini geführet zu werden / dabey diejenige / welche ihr Gewehr noch haben / dasselbe mit sich nehmen mögen.

IV. Daß erlaubt sein solle / daß die Beamten von der Ober-aufsicht / die Kriegs-Commissarien / und verordnete Einnehmere / wie auch Zahlmeistere so wohl zu Land / als zu Meer / in Palermo verbleiben mögen / um so wohl die Raitungen abzuthuen / als auch all-nöthige veranstaltungen zur einschiffung / und derselben vollbringung vor zu kehren / zu dem ende man ihnen auch gelegenheit einraumen solle / daselbsten verbleiben zu können.

V. Es soll erlaubt sein / daß alle Spanische Officiers / und Gemeine / wie auch all-andere Personen / so bey der Spanischen Armee befindlich sein mögen / aus besagten Palermo ihre Familien / Haabschafften / und Bagage mit sich führen: und selbe so wohl über das Meer / als zu Land nach jedem Ohrt dieses Königreichs bringen mögen / dazu mann auch ihnen die nöthige Pas-Brieffe / und Schiffe zur überfuhrung gegen baare bezahlung zu kommen lassen solle / es sollt gleichfalls denen Officieren / Gemeinen / und Bedienten von der Spanischen Armee erlaubt sein / en die Stadt Palermo zugehen / um ihr eigene / oder des Regiments geschäfften zu schlichten / wann sie nur allein einen Pas von dem Herrn Marchese de Lede / ihrem General / haben werden.

VI. Daß alle Magazinen von der Kriegs-Munition, und Proviant, was es nur für sort immer sein möge / Gersten und Stroh mit begriffen / so denen Spanischen Truppen in besagter Stadt Palermo / oder in denen Vorstädten zugehörig / mit aller sicherheit darinnen verbleiben mögen / und gemeldten Truppen erlaubt sein solle / so wohl zu Land als zu Wasser dahin sich zu begeben / und zu ihrem gebrauch davon abzuholen / nachdem sie vonnöthen haben werden / und / wan mans für tuhnlich erachten werde / solle mann Commissarien da lassen / um achtung darauf zu haben / und der Herr Graff Mercy wird die verordnung thun / daß man eine Wacht zu ihrer sicherheit dafür stelle.

VII. Den Spanischen Truppen / welche sich in der Stadt / und in den obbenennten örtern befinden werden / solle man auf ihre Kösten / mit ausnehmung der grünen füterung / Stroh und Holtz zukommen lassen / auch wird mann einige Officiers benennen / um den berührten Truppen auf begehren Stroh / grüne füterung / und Holtz in der Stadt / oder Dorffern / darinn die Truppen befindlich / zu verschaffen.

VIII. So bald die ausraumung von Palermo geschehen / wird man die ordre ertheilen / daß sich die Truppen / so in Girgenti ligen / auch heraus ziehen sollen.

IX. Die ausraumung von Augusta solle so bald geschehen / als die nöthige Fahrzeüge zu einschieffung der Artillerie, Kriegs-Munition, allerhandt Lebens-Mitteln / und andern Kriegs-Geräthschafften / und insgemein alles desjenigen / so in den Magazinen befindlich / die nach Termini, oder nach Palermo / wo mans am füglichsten gedünkt zu sein / gebracht werden sollen / verschaffet worden / nach deme sollen die Spanische Truppen den Platz an die Kayserl. Truppen übergeben / ohne die feste Werker zu beschädigen und die Spannische besatzung / solle sich auf den Marsch nach Termini, oder den andern verzeichneten Dorffern den kürzesten weeg / vermittels eines regulirten Marsches von dem Fuß-Volck / unter begleitung begeben / betreffend die Spanische Truppen / so sich in der Bloquirung von Syracusa, Jassi-Reale, oder andern Plätzen dieses Königreichs befinden / denenselben wird man also gleich nach ausraumung Palermo die Ordre zuschicken / den Marsch anzutretten / und zu der Armee bey Termini zustossen / mit dem befehl / die geringste unordnung auf dem Marsch nicht zu begehen / von Seiten des Herrn General / Graffen von Mercy / sollen die eigene Commissarien zu dem Marsch ernennt werden / um erwehnten Truppen Stroh / Gersten / Brod / und all dasjenige / was sie zu ihrem unterhalt nöthig haben werden / gegen baare bezahlung zu verschaffen.

X. Daß allen denen Truppen / so wohl zu Meer / als zu Land / wo sie sich nur würcklich in diesem Königreich befinden / allen Generalen / Officiers / Bedienten / und was nur für Personen sein mögen / so man in der Armee nöthig / erlaubt sein solle / sich einzuschiffen / um mit aller sicherheit nach Spannien sich zu begeben / gleich wie auch den andern Spanischen Unterthanen solches erlaubt / wann sie mit nach Spannien passiren wollen / ohne daß man ihnen einige hindernus zu fügen möge.

XI. Daß all-Spanische Truppen so wohl von dem Fuß-Volck / als Reüterey und Dragonern / samt ihrem Gewehr / fahnen / Standarten / Pferden / Muntirung und Bagage, mit aller sicherheit nach Spannien geführet werden sollen / ohne / daß ihnen die geringste verhindernus geschehen / und dieselbe auf den Küsten von Catalonien / oder Valencien ausgeschiffet werden mögen / und wie geschwind man mit der einschiffung sein wird / dazu alles so eilends / als nur sein kan / verschaffet werden solle / also geschwind wird man auch sein / um durch den kürzesten weeg nach Spannien / oder andern Oertern / so andern Mächten geherig / zu kommen.

XII. Daß man schuldig sein solle / alle Schiffe / und ander einschiffungs-weesen / so nur zum einschiffen deren Spannischen Truppen / so wohl von dem Fuß-Volck / als Reüterey / Artillerie, Kriegs-Munition, und Bagage, nöthig / auf ihre kosten zu verschaffen / auch zu ihrer begleitung und sicherheit bis zu ihrer anlandung in Spannien einig-Engellische Kriegs-Schiffe zu geben; als wegen deren zahl man mit dem Herrn Admiral Byngh sich vergleichen wird.

XIII. Die einschiffung deren Truppen soll in zwey-oder dreymal / und so geschwind / als nur sein kan / geschehen; und sie sollen sich so geschwind einschiffen / als nur alles zur einschiffung deren gemacht: auch all-nöthige Lebens-mitlen für 40. Täge / so wohl für Man / als Pferd / nach der gewöhnlichen Raitung / zu Schiff gebracht sein werden / und man solle nicht zwingen / mehr Volck einzuschiffen / als nach den Regulen die Schiffe zuhalten gewöhnlich.

XIV. Es soll erlaubt sein / einzuschiffen / und in aller sicherheit mit sich zuführen / die völlige Artillerie, und Mörsern / so wohl von Metall / als Eisen / welche sich in denen Plätzen / die man in diesem Königreich ausraumet / befinden / und diejenige / so mit aus Spannien gebracht / gleichwie auch dieselbe / so von dem aus Spannien gebrachten Metall zu Palermo gegossen worden / nicht weniger diese / so noch von andern Oertern gebracht worden / seithero der Truppen von Spannien in diesem Königreich sich befinden / mit hinterlassung deren Stucken und Mörsern in denen Plätzen / welche darinnen noch seind / und ehedessen schon daselbsten sich befunden / gleicher weis solle man auf gutes trauen und glauben alle Kriegs-Munition überantworten / so man im Castel à Mare, und denen Forten von Palermo / Termini, wie auch andern Oertern gefunden / ehe die Spannische Truppen angelanget / oder diese Oerter erobert / und soll erlaubt sein / wieder einzuschiffen / und nach Spannien zu führen die sammentliche Artillerie, und Mörser / welche aus Spannien mitgebracht / oder aus Italien dahin geführet worden.

XV. Daß alle die Schiffe / Galeeren / und andere Fahrzeüge / welche Spannien oder dessen Unterthanen zuständig / so sich in diesem Königreich befunden / gantz frey nach Spannien mit ihrer Artillerie, aller ausrüstung / und völligen Habschafften / die sie nur haben / passiren mögen; Es solle gleichfalls erlaubt sein / wieder einzuschiffen die Artillerie, Gewehr / Seil-weesen / Seglen / und all-andere Sachen / so den Spannischen Galeeren / und andern Schiffen gehörig / welche entrüstet / oder Schiffbruch gelitten / und sich in denen Plätzen / oder Oertern befinden / so die Spannische Truppen heüte zu tag noch besitzen.

XVI. Daß denen Commissarien soll erlaubt sein / welche ernennt werden mögen / in diesem Königreich zu bleiben / um die Sachen zu überliefern / welche en denen Magazinen / oder andern Oertern befindlich / wie auch denen / so sorg tragen müssen / über die Krancken / die sich nicht in Stand befinden werden / mit dem Rest deren Truppen sich einzuschiffen / denen man schuldig sein solle / also gleich / so bald die im Stand sein werden / sich einzuschiffen / die nöthige Schiffe zur einschiffung / um nach Spannien überführet zu werden / gegen bezahlung zu verschaffen.

XVII. Die Artillerie und Reüterey von Spannien solle sich im Mols von Palermo / und das Fuß-Volck zu Termini einschiffen.

XVIII. Daß man bey der einschiffung weder vor / noch nach / einen überlauffer von ein-oder anderem Theil zuruckbehalten / noch zuruck begehren; noch auch einen Soldaten unterm vorwand der Nation dihalten solle.

XIX. Daß alle Officiers und Soldaten zu Land / so Kriegs-Gefangene worden / wie auch alle See-Officiers / Soldaten / und Matrosen / so währendem Krieg in Sicilien / und in diesen Meeren gefangen worden / von ein-und anderem Theil zuruck gestellet werden sollen.

XX. Daß man allen Schiffen / Galeeren / Felucken / und andern Schiffen / um nach Spannien / oder andern Oertern in Italien in Diensten der Spanischen Armee zu seglen / Paß-Brieffe ertheilen solle / man verwilliget auch / daß die 6. Felucken nach Termini passiren / um ein und andere verrichtung zu überbringen / nachdeme man sie verordnet.

XXI. Und / was die Kosten deren Schiffen und all-anderer Fahrzeugen betrifft / so zum einschiffen dienen sollen / um die Spannische Truppen zu überbringen / wird man alles um gewöhnlichen Preis bezahlen / auch sich vergleichen / die zahlung in baarem Gelt / oder in Wechsel-Brieffen zu thun.

XXII. Man wird sechs Monat zeit den Spannischen Officieren / oder Nationalisten vom Land / oder andern / welche güter / oder Habschafften in diesem Königreich haben / zusehen / damit dieselbe während dieser zeit all-ihre sachen verkauffen / oder sonsten veraüssern mogen / nachdeme wird man ihnen auch Paß-Brieffen ertheilen / um nach Spannien zu reysen.

XXIII. Es soll ein Kriegs-Commissarius bestimt werden / um die Schulden zu durchgehen / und diese abzuthuen / welche die Officiers von der Spannischen Armee gemacht / gleichwie auch noch diese / welche auf Rechnung ihres Herrn gemacht worden sein mögen / welche billig und richtig befunden / selbige sollen auch bezahlt werden; zu verstehen aber / daß in denen Schulden

nicht

ANNO 1720. nicht das Stroh / und die Fütterung / noch das Holtz begriffen sein solle / so die Armee mögte verzehret haben / von der zeit / da sie / oder ihre Detaschementer campiret; Es soll auch als Geyseln ein Obrister / und ein Befehls-wie auch Kriegs-Commissarius, wegen ihres Herrn / und deren Officieren Schulden / biß zur völligen Richtigkeit hinterlassen werden.

XXIV. Es soll erlaubt / auch die Paß-Brieffe gegeben werden / am zuschicken und zu holen so wohl zu Meer / als zu Land / in einen Ohrt des Konigreichs auch es sein möge / alle Lebens-Mitlen / wie sie nur nahmen haben / und andere Sachen / deren man zur unterhaltung und einschiffung deren Truppen nothig haben möge.

XXV. Die Stadt und das Castel von Termini solle man eben gleichfalls / da die andere Plätze an die Kayserliche Truppen übergeben werden / ausraumen / und so bald die letztere Truppen werden eingeschiffet sein / zehen täg auch nach der ausraumung von Palermo solle nicht mehr erlaubt sein / sich in das Staats- und Regierungs-Weesen des Konigreichs einzumischen.

XXVI. Man wird die anzahl deren Truppen reguliren / welche sollen nach beschaffenheit deren Schiffen / und Lebens-Mitlen / so man haben wird / eingeschiffet werden; Und man wird etliche täg zuvor solches erinnern / damit die Truppen zum Marsch und einschiffung sich fertig machen können; Es soll erlaubt sein / daß Commissarii zu Palermo hinterlassen werden mögen / um alles wegen der Lebens-Mitlen zu reguliren / und selbe zu durchgehen / welche in denen Magazinen befindlich. Nachdem die erste einschiffung geschehen / wird man eine verzeichnus geben / was noch / so wohl von Pferd / als Mann / und Bagage, oder andern Fahenussen zum überführen übrig bleiben werde / um die nothige Schiffe dazu aufzutreiben.

XXVII. Nachdeme Palermo / und Castel à Mare, mit denen Forten / ausgeraumet worden / so können die Schiffe / Galeeren / oder andere Fahrzeuge / welche werden für den Herrn Marchese de Leede anlangen / daselbsten einlauffen / und frey alda verbleiben / und soll ihnen alles Geld / und all andere Sachen / so man ihnen überbringen werde / treulich zugestellet werden.

XXVIII. Zu vollziehung dieser Artickulen solle mann beederseits zu Geiseln einen General und einen Obristen geben.

Wir im Krieg so wohl zur Meer / als zu Land in Sicilien begriffen unterschriebene Generalen / krafft deren Vollmachten / so wie von unsern Höchsten Herren empfangen / versprechen von ein und anderem Theil oberwehnte Artickulen getreulich vollziehen zu lassen. So geschehen im Feldlager / nächst Palermo den 6. May, 1720.

Graff von Mercy. Byughs. Marchese de Leede.

XIII.

3. Juin. *Traité de Paix entre la Reine, & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediatien du Roi de la Grande-Bretagne, & aussi du Roi de France. Sa Majesté Danoise y restitué à la Couronne de Suede toutes ses Conquestes en Pomeranie jusques au Pêne, comme aussi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point assister le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majestés Suedoises lui cedent toute la Franchise du Sund dont les Vaisseaux Suedois avoient joui auparavant, & lui promettent en outre une Somme de six cent mille Ecus Monneye de Leipsich. Les Interests du Duc de* HOLSTEIN-GOTTORP *y sont remis à ce qui en sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puissances Mediatrices du present Traité, Leursdites Majestez promettant de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720.* [Tiré des Archives Royales de Suede.]

Au Nom de la Sainte & Individue Trinité.

QU'il soit notoire à tous presens, & à venir qu'il appartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeste Guerre, qui dura depuis plus de dix ans entre Sa Majesté feu le Roi Charles XII. de glorieuse memoire, comme aussi la Reine Ulrica Eleonora & le Roy à present regnant Frideric Roy de Suede des Goths, & des Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Majesté le Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc & de Norwege des Vandales & des Goths, Duc de Schleswic & de Holstein, Stormarn, & Dithmarsen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorst d'autre, dont les suites facheuses ont causé l'effusion de beaucoup de sang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & alteré la bonne intelligence, que les liaisons du sang & du voisinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majestés, & leurs Sujets. Il a plû enfin à la Providence Divine de faire naitre des conjonctures plus heureuses, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, seure, & durable Paix, conformement au desir sincere que Leurs Majestés ont toûjours conservé de voir cesser l'effusion du sang Chrêtien, & de faire jouïr leurs Peuples des fruits de la Paix, si necessaire & si longtems desirée. Ces louables motifs ont porté leursdites Majestés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la consommation d'un ouvrage si salutaire, sur les instances reiterées pendant plusieurs Mois de sa Majesté George Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenseur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Luneburg, Archi Tresorier, & Electeur de l'Empire qui s'est donné tous les soins imaginables pour reconcilier les Parties belligerantes. Elle les a fait convenir d'une suspension d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la conclusion de la Paix, & elle leur a offert en même tems sa Mediation, laquelle a été acceptée de part, & d'autre, aussi-bien, que celle de Sa Majesté Tres-Chretienne Louïs XV. Roi de France, & de Navarre; qui desirant de son côté contribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu joindre ses soins & ses bons Offices à ceux de Sa Majesté Britannique, aussi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un succés conforme à ses bonnes intentions. C'est pourquoi Leurs Majestés de Suede & de Dannemarc, ont ordonné à leurs Ministres Plenipotentiaires, sçavoir de la part de Sa Majesté Suedoise, Leurs Excellences Mr. le Comte Gustav Cronhielm Senateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, President au Conseil Royal de la Chancelerie, & Chancelier de l'Université d'Upsal, Mr. le Comte Gustav Adam Taub, Senateur de Sa Majesté le Roy de Suede, & de son Royaume, Mareschal de Suede & Grand Gouverneur de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Senateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, & President au College de Commerce, Mr. le Comte Jean Lilienstedt Senateur de Sa Majesté le Roi de Suede & de son Royaume & Conseiller au College de la Chancelerie, Mr. le Comte André Legonstedt Senateur de Sa Majestd le Roi de Suede, & de son Royaume & President à la Chambra de revisions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Höpken Secretaire d'Etat de Sa Majesté le Roi de Suede. Et de la part de Sa Majesté Danoise Mr. de Lövenörn son General Major & Plenipotentiaire à la Cour de Sa Majesté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation sur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, lesquels après l'échange de leurs Pleinspouvoirs respectifs, dont la Copie sera transcrite à la fin de cet Instrument, ont eu plusieurs conferences, & par les bons & tres-louables Offices de Milord Carteret, Ambassadeur Estraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Resident de Sa Majesté Très-Chrétienne & son Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'assistence Divine ont conclu, arrêté, & signé les Articles, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éternelle & une amitié sincere, & perpetuelle entre Leurs Majestés de Suede, & de Dannemarc, leurs Heritiers & Successeurs en la Regence comme aussi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Païs, & Sujets, & en consequence toutes hostilités de part, & d'autre tant par Mer que par Terre cesseront entierement du jour de la Signature du present Traité; tous les differens, mesintelligences, & Disputes qu'il y a eu jusques à present entre Eux seront non seulement abolis; mais aussi Leurs Majestés se procureront autant qu'il sera possible avec zele, & sincerité tous les Biens, & les avantages reciproques, en sorte qu'il y aura desormais entre Leursdites Majestés, & leurs Royaumes une parfaite confiance & Union, & qu'elles puissent se fortifier de jour en jour, ainsi qu'il convient à de bons Voisins & Alliés.

II. Tous les dommages, degats, torts, offenses, & prejudices commis ou causés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre soit en actions, paroles,

ou

Anno 1720.

ou écrits seront ensevelis dans un éternel oubli & amnestie generale, & sans retour, en sorte qu'il ne sera point permis à l'avenir a l'une des Parties d'en faire otage, ni de s'en ressentir contre l'autre, de même que si le tout n'étoit jamais avenu; Et en vertu de cette abolition generale on ne pourra desormais faire aucune mention de ces Griefs, ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, sous quelque pretexte, ou pour quelque cause que ce puisse être.

III. La liberté du Commerce, & de la Navigation tant par Terre, que par Mer & autres Eaux sera desormais entierement retablie entre les Sujets de Leurs Majestés de Suede, & de Dannemarc & defense faite de part, & d'autre, de n'y apporter aucun obstacle sous quelque pretexte que ce soit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandises & Denrées dont on jouit en tems de Paix.

IV. Et afin de prevenir, & detruire entierement tout ce, qui pourroit à l'avenir donner lien à quelque desunion, mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majestés de Suede & de Dannemarc renoncent par les presentes de la maniere la plus precise & la plus efficace, à tous les Traités, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puissances, entant que ces Traités, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du present Traité de Paix; & pour cet effet l'une des Parties ne consentira desormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque maniere que ce fuit causer du dommage, ou du prejudice à l'autre.

V. Comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc, & detruit les engagemens reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeste Guerre, Sa Majesté le Roi de Dannemarc promet specialement, & s'engage par les presentes, de la maniere la plus forte & la plus precise de n'assister directement, ni indirectement de ses Conseils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui, le Czar de Moscovie, sous quelque pretexte, que ce puisse être dans ses entreprises contre la Couronne de Suede, & ses Alliés aussi long-temps, que la presente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'est pas moins de l'interêt du Roi de Dannemarc, & de sa Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle cesse bien-tôt, pour retablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majesté Danoise promet de ne souffrir en aucun de ses Ports de Dannemarc, & de Norvegue aucun Armateur Moscovite, destiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majesté ne permettra point non plus, qu'on donne dans sesdits Ports retraite à aucune prise faite par les Armateurs, ou Corsaires Moscovites sur quelque Nation que ce soit & s'il arrivoit, que telles prises entrassent dans les Ports de Sa Majesté, elle les fera restituer à leurs legitimes Proprietaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en sorte, qu'aucune des prises, qu'elle pourroit faire sur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme son Altesse Serenissime le Duc de Sleswic-Holstein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaison du sang qui est entre sadite Altesse & la Couronne de Suede pourroit être considerée comme un obstacle à la decision de ce qui regarde le Duché de Schleswic, Sa Majesté Suedoise pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces presentes de ne s'opposer directement, ni indirectement à ce qui sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Schleswic, par les deux Puissances Mediatrices, qui ont concouru au present Traité, & de ne donner aucune assistance de fait au dit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au prejudice des susdites stipulations.

VII. Comme Sa Majesté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, jusqu'à la Riviere de Pene; comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, avec la Principauté & l'Isle de Rugen, & la Forteresse de Marstrand, avec quelques autres Isles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que Sa Majesté le Roi de Suede insiste sur la restitution desdits Duché, Principauté, Villes, Forteresses, Isles, Terres, & Païs incorporés à la Couronne de Suede, Sa Majesté le Roi de Dannemarc, aux instances des deux Puissances Mediatrices, & pour faciliter d'autant plus la Paix si desirée y a enfin consenti, & en vertu du present Article, elle restitue pour elle, & pour ses Heritiers, & Successeurs à Sa Majesté, & à la Couronne de Suede, ses Heritiers, & Successeurs la susdite partie de la Pomeranie jusqu'à la Riviere de Pene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, l'Isle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marstrand & toutes les autres Isles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc sans exception, à sçavoir les Forteresses & les Païs dans l'état où ils étoient pendant l'armistice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, ou ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Forteresses par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui sera stipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majesté le Roi de Dannemarc cede & renonce en faveur de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, à toutes les pretensions qu'elle auroit pu avoir sur cette Ville & son Territoire, & elle promet d'en retirer ses Troupes d'abord après la Ratification du present Traité, laissant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit incontestable, qui appartient à ladite Couronne de Suede, sur ladite Ville de Wismar, son Territoire, & ses dependances.

IX. En consideration de ces restitutions, Sa Majesté & le Royaume de Suede consent par le present Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune distinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en consequence Sa Majesté & le Royaume de Suede renonce à l'exemtion de Franchise de Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont joui jusqu'à present, en vertu des Traitez de Paix ci-devant conclus, de sorte, que les Sujets du Royaume de Suede & des Provinces, qui en dependent payeront à Sa Majesté le Roi de Dannemarc & à ses Successeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaisseaux, effets, & Marchandises en tout de la même maniere que les Anglois, Hollandois ou autre Nation, qui est, ou sera desormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du present Traité seront échangées, & que tous les Articles avec leurs stipulations touchant la restitution & satisfaction seront executés de part & d'autre, sur quoi l'on est expressement convenu, comme il a été dit, que les Vaisseaux & les effets des Sujets du Royaume de Suede, en passant & repassant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompte expedition ou sous quelque nom que ce puisse être, ne seront point traités autrement, que les Nations Angloise, & Hollandoise ou autre la plus amie.

X. Sa Majesté Suedoise voulant encore donner une preuve plus convaincante, de son desir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suede de payer outre la Cession de la Franchise du Sund à Sa Majesté & à la Couronne de Dannemarc, la Somme de six cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers sur le pied communement appellé de Leipzic de l'année 1690. à raison de 12. R. par Marc d'argent fin pour toutes les pretensions du Roi de Dannemarc, & en un seul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, lesquelles seront deposées entre les mains des Mediateurs six semaines après la Signature du present Traité, ou plûtôt, si faire se peut, pour l'usage & le compte de Sa Majesté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être delivrées par les Mediateurs aux Commissaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement, & réellement payées aussi-tôt que la Restitution conformement à l'Article suivant sera entierement faite & achevée, & que les Forteresses, Duchés, Principautés, Isles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles 7. & 8. seront evacués, par Sa Majesté & la Couronne de Dannemarc, & mis en la possession de celle de Suede.

XI. C'est pourquoi aussi tôt que la susdite Somme de 600000. Risdalers aura été deposée de la part du Roi & du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainsi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Forteresses de Stralsund, & de Marstrand avec la Principauté & l'Isle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc, sans aucune exception de ce, qui est stipulé dans les precedents Articles, seront remis le même jour aux Commissai-

ANNO 1720.

missaires, & aux Troupes de Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarc; à sçavoir les Forteresses & les Païs, & Isles en l'état qu'ils ont été pendant l'armistice; & l'Artillerie & les Magasins en celui qu'ils étoient, lors qu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Dannemarc, conformement aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Païs seront transportées en Dannemarc, le plûtôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer selon que l'occasion & la commodité le requireront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi de Dannemarc, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, selon les ordres exprès, que Sa Majesté le Roi de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin; bien entendu que du jour, que la Somme susdite de 600000. R. aura été deposée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourage ne seront plus à la charge du Païs, mais que les Officiers & Soldats auront franc, & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'armistice d'exiger de part ou d'autre les Arrerages & ce qui pourroit être dû par les Païs de Contributions ou autres impositions concernant le Public, vû la triste situation & la misere où cette funeste Guerre a reduit les Sujets dudit Païs. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abattus & de deteriorer les Païs, toutes les pretensions du Roi de Dannemarc étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la Somme de 600000. R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gryphswalde & de Wismar avec la Bibliotheque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Païs, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Dannemarc, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Regence de Sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Isles, & Païs restitués seront dechargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Dannemarc, pour être à l'avenir entierement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immediatement après la Ratification du present Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils rentreront aussi-tôt sans autre forme de procés, & sans aucun remboursement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entiere jouïssance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en possession avant la Guerre, à condition neanmoins que les depenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possedé ces Biens & Terres, soit pour leur amelioration, reparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit, seront rembourssés par les Proprietaires, lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saison de l'année ne souffrant aucun delai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à present, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les pretensions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume, sont écheuës aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès ou autre voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les pretensions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre Eux en particulier, resteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cette fin il sera nommé par chacune des Parties contractantes trois Commissaires authorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les differens, ou bien ils les renvoyeront aux Tribunaux, qui pour raison de la Juridiction locale le devroient en prendre connoissance avant le commencement de la Guerre, en sorte neanmoins que tous les differens, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possedé pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dedommagements qui leur seront legitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au present Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évasion ou de represailles, sera entierement annullé, & oublié, comme non avenu; sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte, en vertu du Cartel reglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur detention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces Dettes, Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux, qui se trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui se sont évadés ou hors de service, Leursdites Majestés feront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison, bien entendu, neanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'execution de tous les autres Articles du present Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques differens entre Leurs Majestés au sujet des Limites de la Finnmarkie ou Lapponie Norwegienne pendant, & avant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, pretendent reciproquement, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontieres de l'une & l'autre, on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés, qui se transporteront sur les Lieux trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention necessaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au plustôt les Limites des deux Finnmarkies selon les anciens Traités, auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformement aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poste Suedoise, établi par les Etats du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Danoise auroit demandé, qu'il ne fût plus desormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsigneur, & que les Lettres de Suede ne puissent être portées par ses Postillons, qu'une fois la semaine, au lieu, que jusqu'à present elles sont passé deux fois: Mais comme il n'est pas moins necessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pié, & que le Roi & la Couronne de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Dannemarc en Norwegue, on est convenu de part, & d'autre & sur les representations des Puissances Mediatrices que le Roi de Dannemarc pourra avoir de son côté un Commissaire à Helsingbourg à faire passer ses Lettres une fois la semaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les siennes, qu'une fois la semaine, par le Dannemarc. Les choses restans d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Estats du Roi de Dannemarc, que de Dannemarc en Norwegue par la Suede, entierement dans le même état & de la maniere pratiquée jusqu'à present; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses Sujets au Peage du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsigneur pour l'expedition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations, qui naviguent dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commissaires audit Helsigneur, Sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres necessaires pour que celui qu'Elle y tiendra, ne cause aucun dommage, derangement, ni malversation au préjudice des Postes du Roi de Dannemarc, & de faire rendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au con-

ANNO 1720. sentes, & à icelles apposé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification six semaines après la signature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour 14 Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les susdits jour & an.

(*Signé*)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de notre très-cher & tres-aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, icelui tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, aprouvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, aprouvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(*Signé*)

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent present,

DU BOIS.

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Dannemarc le 26. Juillet 1720.

NOUS GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswig & Lunebourg, Archi-Trésorier & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces présentes verront, salut. D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, il a été stipulé, qu'après l'Armistice & la Paix faite entre Sadite Majesté & le Roi & la Couronne de Suede, la promesse & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la possession & jouïssance paisible du Duché de Sleswig au Roi de Dannemarc, sera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en est suivie, Notre Ministre auprès dudit Roi, a signé un Acte ou Instrument de ladite promesse de Garantie, de la maniere qu'il suit ci-après de mot à mot.

Après que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarck signée le 30. Octobre de l'année passée, dans la vuë de retablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick, tant que la suspension d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarck & de Suede dureroit, avec la condition expresse, qu'en cas que sous la benediction Divine la Paix entre lesdites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armistice, put être concluë, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à présent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme stipulé pour la suspension d'armes, laquelle finissoit le 28 Avril de l'année présente, a été prorogée; sur cela donc les deux Majestez de Dannemarck & de Suede sont convenuës d'un Armistice aux mêmes conditions que le prémier: Et qu'avant l'expiration de cette suspension d'armes, la Paix si necessaire pour le repos de l'Europe, aussibien que pour la sureté de la Religion Protestante, sous la Mediation de Leurs Majestez de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne, aiant été portée à une fin heureuse (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick, selon le contenu de la Convention & la promesse faite par Sa Majesté Britannique du 30. Octobre de l'année passée sera & restera continuée) & Sa Majesté de Dannemarck, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample élucidation: Ainsi Sa Majesté Britannique promet & s'oblige, pour soi, ses Heritiers & Successeurs, de lui garantir & conserver dans une possession continuelle & paisible la partie du Duché de Sleswick, laquelle Sa Majesté Danoise a entre les mains, & de la defendre le mieux possible contre tous & chacun qui tâcheroit de la troubler, soit directement ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu en 1715. avec Sa Majesté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg, aussibien que de lacite Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, dans un Acte separé pour la continuation. En foi de quoi je soussigné Ministre Plenipotentiaire ai signé ce présent Acte & apposé mon Cachet, & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre semaines, ou plutot, s'il est possible. Fait à Friederichsbourg le 23. Juillet 1720.

(*Signé*)

(L.S.) POLWARTH.

NOus ayant vû & mûrement pesé le susdit Acte, de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous ses Points, l'approuvons, agréons & confirmons par les présentes pour Nous, nos Heritiers & Successeurs, promettant en parole de Roi d'accomplir & d'observer, inviolablement tout ce qui y est contenu. En temoin de quoi nous avons signé les presentes de nôtre main & y fait apposer nôtre grand Sceau du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à nôtre Château de Hernhausen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année sixiéme.

GEORGIUS REX.

XIV.

Traité entre GEORGE *Roi de la Grande Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721.* 1721. 13. Juin.

LA Divine Providence ayant bien voulu disposer les cœurs des Serenissimes & très-puissans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de mesintelligence, qui ont donné occasion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correspondance, qui fleurissoient entr'eux auparavant; & Leurs Majestez Britannique & Catholique desirant à présent de les renouveller & les rétablir par les nœuds les plus forts, ont stipulé & convenu des Articles suivans par leurs Ministres Plenipotentiaires soussignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une sincere & continuelle amitié, & un général oubli de tout ce qui s'est passé des deux côtez, au sujet de la derniere Guerre entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, leurs Hértiers & Successeurs, aussi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetez, Sujets & leurs Vassaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans lesquels le Traité de Madrid de 1667 & les Articles compris en icelui, sont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le présent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on apelle communement *l'explication*, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14 de Decembre 1715. entre les Ministres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, aussibien que le Contract particulier, qu'on apelle ordinairement *Assiento* pour le transport des Esclaves noirs aux Indes Espagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en consequence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht. & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Assiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne seront pas contraires à celui-ci, & afin qu'ils puissent être accomplis & executez, Sa Majesté Catholique fera dépêcher les ordres

& ses

Anno 1721.

& ses Lettres à ses Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaisseaus que le Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, employe au Commerce des Noirs, soient admis sans aucun empêchement, à negocier librement & de la même maniere qu'il se pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les susdites Lettres seront delivrées aussi-tôt qu'on aura fait un échange des Ratificationt du présent Traité: & en même tems Sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, que la Junta, composée des Ministres choisis dans ledit Conseil, & destinez, à l'exclusion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Assiento, puisse derechef avoir son cours, être reçu & consulté dans les affaires, selon la regle établie daos le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traitez de Paix & de Commerce, il sera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fio qu'ils les fassent observer & executer sans aucune de leurs interpretations, comme pareillement il sera donné de la part de Se Majesté Britannique les ordres qui seront demandez & jugez necessaires po · l'accomplissement de tout ce qui e été stipulé & c nvenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-dessus nommez, & particulierement, quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laisser aux Espagnols le libre Commerce & le Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Isle de Minorque, & le Pêche de la Morue dans les Mers de Neufrauland, comme aussi eu égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executez jusques ici de le part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre precedente seroot restituez, eu égard que la confiscation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majesté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été saisis, soit en Europe ou eux Indes, en vertu de ses ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres posterieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que le Guerre fut declarée entre les deux Couronnes, soient promtement restituez dans la même espece, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur juste valeur dans le tems qu'on les a saisis; l'évaluation desquels sera reglée, si on ne l'avoit pas reglée auparavant, soit par omission ou negligence, selon les informations autentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles lesdits Effets auront été saisis; & comme il est certain que, quoique Se Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendroit des Inventaires, & qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant executé ses ordres de cette maniere en plusieurs endroits, il a été convenu, que si les Proprietaires font paroître par de justes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans lesdits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, soit payée par des Tresoriers, ou autres, par le negligence de qui telle omission auroit été faite.

IV. Il est aussi convenu mutuellement que Sa Majesté Britannique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il appartiendra, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils prouveront avoir été saisis & confisquez dans les Terres de Se Majesté Britannique au sujet de la derniere Guerre, de le même maniere qu'il a été reglé dans l'Article precedent, en faveur des Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi reglé que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à le Bataille Navale qui se donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, apareil & autre Equipage, dans le même état qu'ils sont à present, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, selon les Preuves & les Cautions; & pour l'execution de cette restitution Se Majesté Britannique fera expedier tous les ordres necessaires immediatement après le Ratification de ce Traité. Il est aussi declaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres pretensions qu'il peut y avoir des deux côtez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne sont pas exposées dans le present Traité, qui ne sont pas comprises dans le II Article ci-dessus.

VI. Le present Traité aura son effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées six semaines après la Signature, ou plutôt s'il est possible, differant la publication d'icelui jusqu'à ce que la Paix generale aura été concluë au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y sont concernées, ou jusqu'à ce que Leurs Majestez Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Catholique, ayent Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies seront transcrites ci-dessous, avons signé le present Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé*)

WILLIAM STANHOPE. (*L.S.*)

El Marquez GRIMALDO. (*L.S.*)

XV.

Traité d'Alliance Defensive entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& la* GRANDE BRETAGNE, *à Madrid le* 13. *Juin* 1721. 13. Juin.

LEs Differens qui sont survenus entre Leurs Majestez Britannique & Très Chrétienne d'une part, & Sa Majesté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils se sont toujours portez l'un l'autre, ils ont continuellement souhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correspondence & la sincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui seront toujours les plus fermes suports de le grandeur à laquelle Dieu les a élevez, & les plus sûrs moyens de conserver la tranquillité publique, aussi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'est en vûë de cimenter & fortifier encore davantage, s'il est possible, ces dispositions, qui ne sont pas moins propres à la gloire & à la sûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles sont conformes au bien & à le tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majestez Britannique, Très Chrétienne & Catholique ont pris la resolution de s'unir d'une maniere si étroite, qu'ils n'agissent dans la suite que comme s'ils n'avoient que à la même vûë & le même interêt; & pour cette fin le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayent donné Pleinpouvoir de traiter en son nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Serenissime Roi Très-Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiste Louis Andreult de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ses Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louis, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majesté Catholique; & le Serenissime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Commandeur de Rivera & d'Aozechal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu entr'eux des Articles suivans.

I. Il y aura doresnavant & pour toujours une exacte Union, & une sincere & permanente amitié entre le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi d'Espagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui sont sous leur Domination, ensorte que les injures, ou les dommages soufferts, durant la Guer-

re,

ANNO 1721.

re, laquelle a été terminée par l'accession du Serenissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même soin, du bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du sien, qu'on n'informera pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance Défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Païs qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils soient situez; de sorte que Leurs Majestez étant attaquées contre ce qui a été resolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cessera, ou qu'ils seront satisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En consequence de l'Article precedent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les differens qui sont à démêler entre le Serenissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la presente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien & le Serenissime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le present Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fussent attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la possession de leurs Royaumes & Terres par aucune Puissance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices aussitôt qu'ils en seront requis, pour procurer au Parti attaqué la satisfaction du tort qui lui sera fait, & pour empêcher que l'aggresseur ne continue ses hostilitez; & s'il arrivoit que les bons offices ne fussent pas suffisans pour procurer promptement cette reparation, leurs susdites Majestez promettent de fournir le Secours suivant conjointement ou separement; savoir,

Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaisseaux de Guerre ou de transport, ou même des Subsides en Argent comptant; en ce cas-là, elle sera en liberté de choisir, & ils lui fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent, à proportion des dépenses des Troupes; & afin d'éloigner toute occasion de doute dans le compte desdits fraix, Leurs Majestez conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront reglez à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaisseaux; Leursdites Majestez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il est necessaire, leurs susdites Majestez s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Aggresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement satisfaites des sentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singuliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce present Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conservation de ses Terres & de ses Droits, & pour le soutien de sa Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juste satisfaction, & si elle est refusée, ils conviendront des mesures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui seront en leur Pouvoir.

VI. Sa Majesté Catholique desirant donner à Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Très-Chrétienne une marque particuliere de son amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occasion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ses Predécesseurs à la Nation Angloise & à la Nation Françoise; de sorte que les Sujets negocians du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Roi Très-Chrétien, puissent toujours jouir en Espagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privileges pour leurs Personnes, leur Commerce, Marchandises, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devroient avoir joui en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordez en Espagne à la Nation la plus favorisée.

VII. Le present Traité sera ratifié par Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleinspouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inserée, avons signé le present Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL STANHOPE.	LANGERON MAULEVRIER.	EL MARQUES DE GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

ARTICLE SEPARE'.

LEs Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourd'hui, en vertu de leurs Pleinspouvoirs, signé un Traité d'Alliance Défensive entre Leursdites Majestez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, dont la teneur s'ensuit, sera partie dudit Traité d'Alliance Défensive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Espagne.

(*Ici est inseré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. N. St.*)

LE susdit Traité particulier aura la même force, que s'il étoit inseré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défensive, signé ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la maniere qu'on a accoutumé, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes en vertu de nos Pleinspouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL. STANHOPE.	LANGERON MAULEVRIER.	EL MARQUES DE GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

LEs Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce-jourd'hui signé avec les Ministres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs Pleinspouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défensive; les susdits Ministres de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ne soient disposez de concourir & de donner leur assistance, l'on prendra de concert la premiere occasion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majestez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même tems

ANNO 1721. tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes, en vertu de nos Pleinspouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

W. STANHOPE. (L.S) LANG. MAULEVRIER. (L.S.)

XVI.

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le 30. Août 1721.*

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE'.

SOit notoire par les Présentes, que comme il s'est élevé il y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue & onereuse, entre Sa Majesté le feu Roi Charles XII de glorieuse memoire, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, &c. ses Successeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine de Suede, des Gots & des Vandales, &c & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par consequent à l'effusion de tant de sang innocent; & il a plû à la Providence Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire assembler leurs Ministres-Plenipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincere & stable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Païs, Vassaux, Sujets & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienstedt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Daldetx, de la part de Sadite Majesté, & de la part de Sa Majesté Czarienne, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Ostermao, Conseiller Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarienne: Lesquels Ministres-Plenipotentiaires s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & aprés avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-salutaire Ouvrage & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à présent, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses Successeurs au Trône de Russie, & tous ses Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, d'autre part; De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, secretement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les uns ou par les autres: elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiantes, sous quelque pretexte que ce soit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la sûreté mutuelle; comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnistie generale des hostilitez commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouviendra ni s'en vangera jamais; particulierement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cosaques Russiens qui ont passé au service du Roi de Suede. Sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnistie generale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur. ANNO 1721.

III. Toutes les hostilitez, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15 jours, ou plûtôt, s'il est possible, aprèx la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plûtôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce soit, par ignorance de la Paix concluë, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix; mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les Effets, pris & enlevez après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cede par les Présentes, tant pour soi-même que pour ses Successeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine, irrevocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarienne dans cette Guerre, sur la Couronne de Suede; savoir, la Livonie, l'Estonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le District du Fief de Wibourg, spécifié ci-dessous dans l'Article du Reglement des Limites; les Villes & Forteresses de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenans auxdites Provinces; comme aussi les Isles d'Oesel, Dagoe, Moen, & toutes les autres Isles depuis la Frontiere de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Estonie & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, sur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui se trouvent dans ces Isles, & dans les susdites Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Apartenances, Dépendances, Prérogatives, Droits & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suede les a possedez.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la manière la plus solemnelle, tant pour soi, que pour ses Successeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont euës jusques ici, ou peuvent avoir sur lesdites Provinces, Isles, Païs & Places, dont tous les Habitans seront, en vertu des Présentes, déchargez du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede; de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suede ne pourront plus se les attribuer dès à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporez à perpétuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suede s'engagent par les Présentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Isles, Païs & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui seront autorisez de Sa Majesté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Païs, lesquels ont été enlevez & portez en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à Sa Majesté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre semaines, aprèx l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plûtôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été reservée ci-dessous dans le Reglement des Limites, laquelle apartiendra à Sa Majesté Czarienne; de sorte que Sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage & promet de faire payer promtement, infailliblement, & sans rabais, la Somme de deux

ANNO 1721.

deux millions d'Eens, aux Autorisez du Roi de Suede, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixez, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article separé, lequel est de le même force, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

VI. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi reservée à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire echeter annuellement des Grains à Riga, Revel & Arensbourg, pour cinquante mille Roubles: lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportez en Suede; moyennant une attestation, par laquelle il paroisse, qu'ils ont été echetez pour le compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée par manque de Recolte, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de le maniere le plus solemnelle, qu'Elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de la forme de Regence qui a été réglée & établie sous Serment, & unanimement par les Etats dudit Royaume: Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere, qui que ce puisse être, ni directement ni indirectement; mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire, pourvû que cela vienne à la connoissance de Sa Majesté Czarienne; afin de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincere & d'un véritable Voisin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincere & durable, & qu'ainsi il est très-nécessaire de regler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possede paisiblement ce qui lui a été cedé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront dès à present & à jamais les Limites suivantes, qui commencent sur la Côte Septentrionale de Sinus Finicus près de Wickolax, d'où elles s'étendent à une demie lieuë du rivage de la Mer dans le Païs, & à la distance d'une demie lieuë de la Mer jusques vis-à-vis de Willaynki, & de là plus avant dans le Païs; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une distence de trois quarts de lieue dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstraud, à la distance de trois lieuës de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieuës vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & le Suede, & même avant la reduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieuës, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la Mer de Porojeroi, qui commence près du Village de Kudumagube, touche les anciennes Limites qui ont été entre le Russie & la Suede; tellement que Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suede posséderont toujours tout ce qui est situé vers l'Oüest & le Nord en de-là des Limites specifiées, & Sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie posséderont à jamais ce qui est situé en deçà, du côté d'Orient & du Zud. Et comme Sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpetuité à Sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm, qui apartenoit ci-devant à l'Empire de Russie, Elle promet de la maniere la plus solemnelle, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm, sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suede. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarques, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de nommer des Commissaires de part & d'autre, immediatement après la Ratification du Traité principal, pour regler les Limites de la maniere susdite.

IX. S. M. Cz. promet en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats & les Corps des Métiers, dans l'entiere jouissance des Privileges, Coûtumes & Prerogatives, dont ils ont joui sous la Domination du Roi de Suede.

ANNO 1721.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des Consciences, dans les Païs qui ont été cedez; mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Eglises, les Ecoles & ce qui en dépend, sur le même pié, qu'elles étoient du tems de la derniere Régence du Roi de Suede, à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Régence précedente du Roi de Suede en Livonie, Estonie & Oesel, au grand préjudice des Sujets & des Habitans de ces Païs-là, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par une patente qui fut publiée le 13. Avril 1700, *que si quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement, que les Biens qui ont été confisquez, étoient les leurs, on leur rendroit Justice à cet égard*; & alors plusieurs Sujets desdits Païs furent remis dans le possession de leurs Biens confisquez;) S. M. Cz. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut vérifier dûëment; de sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On restituëra aussi incessamment, en conformité de l'Amnistie qui a été accordée & reglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie, & de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres & Maisons qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent apartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucune exception & restriction; soit que les Proprietaires se trouvent à présent en Suede, ou en Prison, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur General, en produisant ses Documens, touchant son Droit; mais ces Proprietaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui rentrent de cette maniere dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de se comporter au reste comme de fideles Vassaux & Sujets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoûtumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont Alliez & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déja engagez, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. Cz., on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur apartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Status du Païs. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du Païs à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidelité à S. Maj. Cz. il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, & dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contracts légitimes, jouïront paisiblement de leurs Hypothéques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'interêt; mais ces Hypothequaires ne pourront rien prétendre des Interêts qui sont échus pendant le Guerre, & qui ne sont pas peut-être levez; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, seront obligez de rendre Hommage à S. M. Cz. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domination de S. M. Cz., lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Païs qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulieres, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans le possession de ce qui lui apartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront

dans

ANNO 1721.

dans le Grand Duché de Finlande, que S. M. Cz. restituë suivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suede, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant gratis les Vivres & les Fourages nécessaires aux Troupes de S. M. Cz., jusqu'à-ce que ledit Duché soit entierement évacué, sur le même pié que cela s'est pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & inhibera sous des peines très-rigoureuses, d'enlever à leur délogement aucuns Ministres ni Paisans de la Nation Finlandoise, malgré eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laissera toutes les Forteresses & Châteaux de Finlande dans le même état où ils sont à présent; mais il sera permis à Sa Maj. Cz. de faire emporter, en évacuant ledit Païs & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attirails, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Cz. y a fait transporter, de quelque nom que ce soit. Pour cette fin & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontieres. Même, si l'on ne pourroit pas éxecuter tout cela dans le terme stipulé, & qu'on fût obligé d'en laisser une partie en arriere, elle sera bien gardée, & remise ensuite à ceux qui sont autorisez de S. M. Cz. dans quelque tems qu'Elle le souhaite, & on fera aussi transporter ladite partie jusqu'aux Frontieres. En cas que les Troupes de S. M. Cz. ayent trouvé & envoyé hors du Païs quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande, Elle en fera faire une exacte recherche, & sera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui sont autorisez de S. M. le Roi de Suede.

XIV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils soient, seront élargis immédiatement après la Ratification de ce Traité de Paix, sans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquité les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution suffisante pour le payement d'icelles. On leur fournira gratis de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontieres. Touchant les Prisonniers qui ont embrassé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont dessein de rester dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifferemment cette permission-là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevez de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque, S. M. Cz. le voulant ainsi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majesté le Roi & la République de Pologne, comme Alliez de S. M. Cz., sont compris expressément dans cette Paix, & on leur réserve l'accès, tout de même, comme si le Traité de Paix à renouveller entre Eux & la Couronne de Suede eût été inseré ici de mot à mot. Pour cette fin, cesseront toutes les hostilitez de quelque nom qu'elles soient, par tout & dans tous les Royaumes, Païs, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui sont situez tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdites deux Couronnes. Et comme aucun Ministre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la Republique de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Neustad, & qu'ainsi on n'a pû renouveller à la fois la Paix entre Sa Majesté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité solemnel, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix ses Plenipotentiaires, pour entamer les Conferences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Mediation de S. M. Cz. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du préjudice à ce Traité de Paix perpetuelle fait avec Sa Majesté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs Etats, Sujets & Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part sur ce sujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre: Mais en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie & dans le Royaume de Suede, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes sortes de Marchandises; de sorte que les Sujets de Russie & de Suede joüiront réciproquement des mêmes Privileges & Prérogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des susdits Etats.

XVII. La Paix étant concluë, on restituëra de part & d'autre aux Sujets de Russie & de Suede, non seulement les Magazins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui sont sous la domination de S. M. Cz. & du Roi de Suede.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échouër ou périr par tempête ou par d'autres accidens sur les Côtes & Rivages de Russie, les Sujets de S. M. Cz. seront obligez de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de sauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidellement ce qui a été poussé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une recompense convenable. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échouer ou de périr sur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prévenir toute insolence, vol & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidens. Sa Majesté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une très rigoureuse inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les infracteurs.

XIX. Et pour prévenir aussi par Mer toute occasion qui pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il est possible, on a conclu & résolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suedois, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorésnavant une des Forteresses de S. M. Cz., ils feront la salve de leur Canon, & ils seront d'abord resaluez de celui de la Forteresse Russienne; *& vice versâ*, si les Vaisseaux de Guerre Russiens, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent doresnavant une des Forteresses de Sa Majesté le Roi de Suede, ils feront la salve de leur Canon, & il seront d'abord resaluez de celui de la Forteresse Suedoise. En cas que les Vaisseaux Suedois & Russiens se rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils se salueront les uns les autres de la salve ordinaire, de la même maniere que cela se pratique en pareil cas entre la Suede & le Dannemarc.

XX. On est convenu de part & d'autre, de ne plus défraier les Ministres des deux Puissances comme auparavant; leurs Ministres, Plenipotentiaires & Envoyez, sans ou avec Caractere, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tant en Voyage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller résider; mais si l'une ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venuë d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs Sujets, de lui donner toute l'assistance dont il aura besoin, afin qu'il puisse continuer sûrement sa route.

XXI. De la part de Sa Majesté le Roi de Suede, on comprend aussi dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de la *Grande Bretagne*, à la réserve des Griefs qu'il y a entre Sa Majesté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'acceder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il survienne à l'avenir quelque differend entre les Etats & les Sujets de *Suede* & de *Russie*, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra sa force & son effet, & on nommera incessamment des Commissaires de part & d'autre, pour examiner & vuider équitablement le differend.

XXIII. On rendra aussi dès à présent tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols & autres crimes, & qui passent de la *Suede* en *Russie*, & de la *Russie* en *Suede*, seuls ou avec Femmes & Enfans; en cas que la Partie lésée du Païs d'où ils se sont évadez, les réclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le même état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfans, de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Instrument de Paix se fera à *Neustad* dans l'espace de trois semaines, à compter de la Signature, ou plûtôt, s'il est possible. En foi de tout ceci, on a dressé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, lesquels

Anno 1721. quels ont été confirmez par les Ministres-Plenipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qui les avoient signez de leurs mains propres, & y avoient fait apposer leurs Seaux. *Fait à Neustad le* 30 *Août* 1721. *V. St., depuis la Naissance de notre Sauveur.*

JEAN LILIENSTED.	JACOB-DANIEL BRUCE.
OTTO REINHOLD STROEMFELD.	HENRI-JEAN-FREDERIC OSTERMAN.

NOus avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ses Articles, Points & Clauses, de même que l'Article separé qui y a du raport, les acceptant, aprouvant, confirmant & ratifiant par la présente de la maniere la plus solemnelle que cela se puisse faire, & nous promettons sur nôtre parole Royale, pour nous, pour nos Successeurs les Rois de Suede, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement & religieusement tout ce qui est compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ses Articles & Clauses, comme aussi l'Article séparé, dont il a été fait mention ci-dessus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettons qu'il y soit jamais contrevenu de nôtre côté. En foi dequoi nous avons signé ce Traité de Paix, de nôtre propre main, & y avons fait apposer nôtre grand Seau Royal. *Fait dans nôtre Residence de Stockholm le* 9. *Septembre, l'an de grace* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

ARTICLE SEPARE.

COmme Sa Majesté Cz. en vertu du V. Article du Traité conclû aujourdhui s'oblige de payer à Sa Majesté le Roi de Suede la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le present Article, que le payement se fera en de bonnes & valables pieces de ⅔, dont trois font deux Rix-daler, immanquablement & sans aucun rabais à Hambourg, Amsterdam & Londres, aux Commissaires de Sa Majesté Suedoise, pourvûs de Pleinpouvoir & duës Quittances, & Sa Majesté Czarienne fera sçavoir six semaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit payement se doit faire. Mais en cas que Sa Majesté Czarienne ne trouvât pas moyen de faire le payement de la Somme duë en de bonnes pieces de ⅔ és susdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes especes de Monnoye d'argent qui ont cours dans lesdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela selon la valeur du change, tel qu'il se trouvera à l'échéance de chaque Terme, sans aucun rabais. Au reste le payement se doit faire en quatre Termes, dont le premier sera au commencement du Mois de Fevrier de l'année prochaine 1722. le second au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troisiéme au Mois d'Octobre 1723. & le quatriéme & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rix-daler, de sorte que dans cet espace de tems le payement de la Somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article separé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inseré mot à mot au Traité de Paix conclû aujourdhui, comme il sera aussi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En temoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, lesquels ont été signez & échangez l'un contre l'autre. Fait à Neustadt le 30. Août 1721.

(L. S.) JEAN LILIENSTEDT.
(L.S.) JAQUES DANIEL BRUCE.
(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.
(L S) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARE.

NOus FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, &c., savoir faisons, que la Lettre d'assurance, que nos Ministres Plenipotentiaires ont exhibée à Neustad aux Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Czarienne, consiste dans les Termes suivans. Anno 1721.

Nous Soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suede assurons par la Présente, en vertu des Pouvoirs dont nous sommes munis de sa part, que nôtre Souverain & Maitre ne portera ni ne s'attribuera jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suede, des Gots & des Vandales; &c.; renonçant & cedant ainsi à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs au Trône de Russie, les Titres de tous les Païs qui lui ont été cedez par ce Traité de Paix; & promettant pour soi & pour ses Successeurs à la Couronne de Suede, qu'ils donneront à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, le Titre qui leur convient par raport à la Cession des susdits Païs & Provinces, sans aucune restriction, en cas qu'il leur plaise de se servir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Présente, de la maniere la plus solemnelle, de procurer l'approbation signée de la propre main de Sa Majesté le Roi de Suede nôtre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neustad le* 30. *Août* 1721.

JEAN COMTE DE LILIENSTED.	OTTO REINHOLD STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'assurance est conforme à nos intentions, tant à l'égard de nôtre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majesté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidellement tout ce que nosdits Ministres Plenipotentiaires ont promis & assuré sur ce sujet en nôtre nom. En foi de quoi nous avons signé la Présente de nôtre main, & confirmé de nôtre Sceau Royal. *A Stockholm le* 9. *Septembre* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

XVII.

Acte de Garantie signé par les Ministres de FRANCE *&* *de la* GRANDE-BRETAGNE *concernant la* (1) *Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & possedez par Sa Majesté Imperiale* CHARLES VI. 17. Sept.

COmme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & signé à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majesté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ses Droits & prétentions sur la Couronne d'Espagne; & le Roi d'Espagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ses Droits & prétentions sur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Espagne en Italie & dans les Païs-Bas, mais qui sont présentement possedez par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auroient soin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes solemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'Instrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath., exprime à la vérité, & statuë, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainsi reçûe & mise à execution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appellez les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des susdits Etats; ce que pourtant S. M. I. soûtient devoir être fait duëment & suivant la coûtume: Afin donc que le manquement de cette solemnité ne puisse à l'avenir, en quelque tems que ce puisse être, porter préjudice à Sadite M. I., & pareillement afin que le defaut de solemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puisse à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils se sont toûjours proposez d'affermir la tranquillité de l'Europe,

(1) *Cette Renonciation se trouvera ci-dessous inserée dans le Traité de Vienne, fait entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, le 30. Avril 1725.*

ANNO 1721.

pe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des fusdits Inftrumens de Renonciation, & s'oppofer ou caufer en quelque maniere que ce foit, du retardement à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Efpagne, ils s'engagent par les Prefentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Succeffeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lefdites Renonciations, & ils fe declarent envers les mêmes pour cautions & Repondans, communement Garants, que fi l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui doit être faite par lefdits Etats du Royaume d'Efpagne, de même, que fi les folemnitez qui peuvent être requifes pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'enfuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Efpagne, ni leurs Héritiers & Succeffeurs, ne pourront en aucuns tems a venir prétendre, objecter ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raifon ou fous prétexte de quelque défaut de formalité que ce foit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Efpagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les fusdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vint à arriver, alors la prefente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Efpagne doit tenir lieu de toute chofe quelconque qui pourra être defirée pour la perfection desdites Renonciations, & fpecialement du manquement d'approbation des Etats d'Efpagne, & quelque autre défaut que ce foit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être fuppléé, & tenu pour fuppléé, & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des prefentes, comme auffi elles s'y reconnoiffent engagées fuivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, defendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Succeffeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils fe font réciproquement cédez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Succeffeurs pourroient ou entreprendroient de fe caufer ou fusciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, fous ledit prétexte de nullité ou de quelqu'autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce prefent Inftrument de Garantie fera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même tems que les Inftrumens des Renonciations de S. M. I & de S R M. Cath. feront échangez à Londres, les Actes des Ratifications feront auffi remis en même lieu aux Miniftres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi dequoi, nous fousfignez Miniftres de S R. M. B & de S R M. T. C., munis des ordres fuffifans pour cet effet, avons figné ce double Inftrument, & l'avons confirmé de nos Seaux, *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre 1721.*

Signé,

ROBBERT SUTTON.

LE BLANC.

XVIII.

1722. 3. Oct.

Renunciatio Sereniffimæ Archiduciffæ MARIÆ AMALIÆ, *desponfatæ Sereniffimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Regiones, Provincias & Ditiones Auguftiffimæ Domus Auftriacæ. Data Viennæ 3. Octobris 1722.* Cum CONFIRMATIONIBUS & RATIFICATIONIBUS *eodem pertinentibus.*

NOS MARIA AMALIA, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ Regis Princeps, Archiduciffa Auftriæ &c. agnoscimus & profitemur pro Nobis noftrisque pofteris, Hæredibus & Succefforibus, univerfisque quorum intereft, aut futuris unquam temporibus intereffe quomodocunque poterit, notum teftatumque facimus tenore præfentium ad perpetuam rei memoriam. Poftquam Sereniffimus, Potentiffimus ac Invictiffimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, femper Auguftus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auftriæ, colendiffimus Dominus Patruus nofter, Nos paterna plane in Nos curâ, ad unicam petitionem Sereniffimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis, Comitis Palatini Rhenani, Landgravii Leuchtenbergæ, S. R. I. Archidapiferi & Electoris &c. perdilecto fuæ Dilectionis Filio, Sereniffimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. &c. accedente imprimis noftra voluntate & confenfu, annuente & fuadente quoque Sereniffimâ & Potentiffima Romanorum Imperatrice Amalia, colendiffima ac perdilectiffima Genitrice noftra, obtentâ prævia difpenfatione Sanctiffimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romanæ atque univerfalis Ecclefiæ Pontificis, quæ data eft Romæ die 24. Aug. anni 1721. in Sponfam & futuram Conjugem adpromifit: porro in Tractatu defuper habito Articulo ejusdem tertio inter cætera id primo loco actum, difertisque verbis cautum provifumque fuerit, ut nos intuitu iftius Matrimonii, juxta ac præviè utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noftrum confenfum & Nuptias juxta regulas fucceffionis primogenialis in Augufta Domo jam dudum radicatæ, fed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis fecundo, colendiffimo quondam Atavo noftro gloriofiff. memoriæ in fuo die 10. Maj. anni 1621. confecto Teftamento conditisque defuper die 8. Aug. anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeffionis inter Hæredes fuos Masculos dilucidata magis ac firmius ftabilita fuit, quæque fubin è ex difpofitione paterna à Sereniffimo quondam, Potentiffimo ac Invictiffimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendiffimo Avo noftro inter Filios fuos, Sereniffimos quoque & Potentiffimos tunc refpectivè Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Jofephum & Dominum Carolum Archiduces, fucceffivè Romanorum Imperatores, colendiffimos ac perdilectiffimos noftros Genitorem & Patruum die 12. Sept. 1703 ipfis fcientibus, volentibus, ftipulantibus & acceptantibus facta, ad Fœminas ex linea in Germania regnante descendentes extenfa, ac deinde die 19 Aprilis anni 1713. convocatis ad id Suæ Cæf. Catholicæ Majeftatis Cancellariis, uberius explicata in publicum & perpetuum Sereniff. Domus Auftriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noftris Juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeftate Cæfareâ nunc feliciter regnante poffeffas vel de Jure quomodocunque ad fe fpectantes competere nobis noftrisque olim pofteris ac Hæredibus utriusque cum Masculini tum Fœminini fexus, quacunque demum de caufa poffent, in favorem & commodum non folum univerforum Masculorum è dicta Augufta Domo legitimè oriundorum Archiducum, fed in præcipuum quoque in favorem ac prælationem Fœminarum Archiduciffarum a Sua Majeftate Cæfarea hodiè gloriofè imperante progenitarum ac deinceps nasciturarum earumque pofteritatis ac Hæredum pariter utriusque tum Fœminini quam Masculini fexus, quin infuper & amplius in prælationem & favorem quoque dilectiffimæ Senioris noftræ Sororis confanguineæ Sereniffimæ Archiduciffæ Mariæ Jofephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ natæ Regiæ Principis, Regii Poloniæ & Electoralis Saxoniæ Principis, Domini Friderici Augufti in præfens Conjugis, prout & ejusdem pofteritatis non Masculini tantum, fed & Fœmininæ juxta ordinem Succeffionis primogenialis in Augufta Domo pro utroque fexu ftabilitum atque in Regnis, Archiducatibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actu tum promulgatum atque ab iis pro fingulorum more receptum, folemniter renunciemus, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majeftate Cæfareâ Regio-Catholica in præfens poffeffæ ac deinceps poffidendæ perpetuis futuris temporibus indivifibiliter & infeparabiliter inter fe penes unum eundemque Hæredem juxta Succeffionis ordinem ftabilitum unitæ permaneant, ordinationibus, inftitutis ac difpofitionibus præfatis, præfertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis productæ de die 19. April. 1713. uti fupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, ritè pleneque edoctæ, de confilio, voluntate & affenfu prædicti Sereniffimi Principis Electoralis, dilectiffimi Sponfi noftri, annuente quoque & confentiente Sereniffimo Domino Electore, Ejusdem Genitore

ANNO 1722.

ANNO 1722.

nitore (prout ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffusius constat) ex certa nostra scientia animoque benè deliberato, omnibus Juribus, prætensionibus, actionibus & rationibus, quæ nobis sive Jure sanguinis & nativitatis, sive ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, sive etiam ex Pacto prææliegato de die 12. Sept. anni 1703. sive alio quocunque demum nomine aut excogitabili Titulo in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fata Majestate Sua Cæsarea colendissimo Domino nostro Patruo actu in præsens possidentur aut possideri de Jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, sponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione callidave persuasione, aut metu etiam reverentiali inducta, pro Nobis nostrisque Posteris, omnibus Hæredibus tam Masculini quam Fœminini sexus cesserimus & renontiaverimus, prout eisdem vigore præsentium de consensu, uti supra, in optima & amplissima Juris forma, animo deliberato ac spontaneo ultrò cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non solum in favorem, commodum & prælationem Posteritatis & Hæredum Masculorum, quos numerosos Majestati Suæ à Deo precamur, prout & Fœminarum Archiducissarum à Majestatis Sua jam progenitarum & deinceps nasciturarum omniumque eorum posterorum, Hæredum & Successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, sed & insuper in prælationem quoque, favorem & commodum præfatæ Senioris nostræ Sororis Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ ejusdemque Posterorum & Successorum Masculorum pariter & Fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò, ut quamdiu ex his Majestatis Suæ Cæsareæ Descendentibus proles unius alteriusve sexus, vel iis (quod absit) prorsus deficientibus, ex præfatæ Serenissimæ Sororis nostræ corpore legitimè Descendentibus proles aliqua sive Masculina sive Fœminina, quocunque demum gradu, superviserit, neque Nos, neque Filii, Posteri & Hæredes nostri, neque quisquam alius eorum nomine, ullam unquam Successionem aut succedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, utpote lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea Descendentibus Maribus & Fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefatæ Senioris Sororis nostræ, Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ & in ea Descendentibus pariter Maribus & Fœminis legitimis, non legitimatis, Jure Primogenituræ in infinitum inseparabiliter & indivisibiliter affectas, prætendere velimus, possimus aut debeamus: declarantes ac serió profitentes, quod nos prælibatum in Augusta Domo receptum, avitaque providentia stabilitum, & per supra citatam Declarationem obsirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præscriptum in ea cùm Maribus tùm Fœminis succedendi ordinem linealem, ceu normam & Legem fundamentalem ejusdem, pro Nobis nostrisque Posteris & Hæredibus utriusque sexus respicere, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & dispositionem à Nobis vel ab Hæredibus & Posteris nostris, cujuscunque sexus sint, aut à quovis alio, nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc pronunciamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obtestamur atque etiam Sacrosanctè pollicemur, quodsi unquam (quod absit) aliquam vel aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultrò nobis deferri aut nos ad aliquam seu eorum aliquod a quocunque qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosaque consilia ac molimina perpetuò constanterque rejecturas, nedum illis aures, assensum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem, fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo Successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, atque adeò ea Dote in ipso Matrimonii nostri Contractu, nobis assignatâ cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui nostro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos plenè pro omnibus Juribus, actionibus & prætensionibus, cujuscunque nominis sint, quæque nobis ex qualicunque demum causa, uti supra, competere possent, satisfactum nobis esse declaramus; Quousque nempe proles unius alteriusve sexus a Sua Majestate Cæsarea Regio-Catholica procreatæ ac deinceps procreandæ earumque Posteri ac Descendentes pariter utriusque sexus, vel iis (quod absit) prorsus deficientibus, proles legitimæ, non legitimatæ unius alteriusve sexus ex sæpefata seniore Sorore nostra Serenissima Maria Josepha Archiducissa Austriæ, Regia Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Descendentes in vivis superesent: quod si verò (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam Fœminini quam Masculini sexus proles à Sua Majestate, vel (casu & ordine Successionis, uti præmittitur, eveniente) à Serenissima Archiducissa Maria Josepha seniore Sorore nostra progenitæ vel deinceps procreandæ, una cum omni earum posteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorsus deficere unquam accideret, in eum casum, qui nobis aditum ad capessendam paternam avitamque Hæreditatem vel ex ipso primogenituræ instituto, præsertim vero vi præcitatæ Declarationis de die 19. Mensis Aprilis anni 1713. justa stabilitum in ea Successionis linealis ordinem recluderet, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam Maribus quam Fœminis Jus omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præsentium solennissimè ac plenissimè per expressum reservamus, ita, ut quæ facta à Nobis est pro posteritate Suæ Majestatis Cæsareæ & subindè Suæ Dilectionis Dominæ Sororis nostræ utriusque sexus tam Fœminini quam Masculini renonciatio, illa tunc & in eo casu, ceu non facta aut pro non emissa haberi, neque obstare ea Nobis, Hæredibus & Posteris nostris Maribus seu Fœminis, aut ullum ad Successionem obicem facere posse, censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de iis duntaxat Hæredibus & Posteris nostris Masculis seu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam Religionem eveniente casu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ essent, ab omni supradicta Successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sunt, prout eos easque pro perpetuò exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem sæpius nominatæ dilectissimæ senioris Sororis nostræ Sereniss. Archiducissæ Mariæ Josephæ, quæ vi Pactorum Dotalium & in Instrumento Suæ Renunciationis die 19. Augusti anno 1719. Viennæ factæ & à Sereniss. Rege Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Friderico Augusto ejus respectivè Socero & Marito approbatæ & utriusque Juramento per omnes Clausulas, Conditiones & Articulos corroboratæ, omnes pariter suos Hæredes, Successores & Posteros, qui quæve eveniente casu aliquam quamcunque à Religione Catholicâ Apostolicâ Romanâ alienam fidem profiterentur, à prædicta Successione & Hæreditate ceu inhabiles disertis verbis exclusit & pro inhabilibus & perpetuò exclusis nunc pro tunc habuit & declaravit, adeò, ut in eum casum Jus & ordo Successionis ad cæteros suos Hæredes Religioni Catholicæ Apostolicæ Romanæ addictos, vel si eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos nostrosque Posteros devolvi & pervenire debeat. Excipimus præterea ab hac Renunciatione, veluti in illâ minimè comprehensas, eas Hæreditates, quas Nobis per latus maternum seu aliunde quam ex Augusta Domo forte obvenire continget: quo autem isthæc nostra Renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Amalia Archiducissa de voluntate, auctoritate & assensu præfatorum nostrorum respectivè colendissimi & dilectissimi Sponsi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum à Patria potestate emancipati, nec non Sereniss. Domini sui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis & Electoris, futuri Soceri nostri hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæredibus & Successoribus non tantum sponte absque ulla vi aut persuasione, ex certâ scientia, in finem ac intuitu uti præmissum est, deliberate fecimus, verum & pro nobis dictisque nostris Posteris Hæredibus & Successoribus coram Deo ejusque Curia cœlesti sacrosanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hoc Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur & in ea ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione supra sæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ Renunciationis & respective Acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulatâ

pulatâ

ANNO 1722.

pulata & promissa sunt, & actutum in universis Suæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustæ Familiæ promulgata & acceptata fuerunt, sincere, fideliter & accuratè observaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, sed neque admissuras esse, ut iis à quocunque alio, sub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur.

NOS MARIA AMALIA, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris & Successoribus, quod hocce Renunciationis & respective adhæsionis Instrumentum nobis jam prælectum & à nobis propria manu subscriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, sine macula concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo Juramento in vinculo verbi & honoris nostri promittimus, quod absolutionem a Summo Pontifice, sive à quocunque alio sub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipsæ, nec etiam ultro oblatam unquam simus accepturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia seu restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, eæ in specie, quæ desumi possent ex capite Renunciationis aut Juramenti invalidi, læsionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter gestæ quam scriptæ, ignorantiæ, observantiæ antiquæ, Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum. Postremum nec illa beneficia & indulta Fœminino sexui à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Amalia, Archiducissa peculiariter, distinctim, pleneque instructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & singulis aliis ejusmodi quacunque industria & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus Nos desponsata Maria Amalia, Archiducissa de assensu & autoritate, ut supra, ex certa nostra scientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emissi juramenti denuò quam solennissimè renunciamus, sincerè semoto omni dolo. In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum a Nobis desponsata Maria Amalia, Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archiducissa Austriæ, propriis manibus subscriptum & appresso nostro Sigillo munitum atque firmatum fuit. Viennæ die 3. Mensis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

Accessio & Confirmatio Renunciationis à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ factæ, per Serenissimum Principem* CAROLUM ALBERTUM *Principem Electoralem Bavariæ.*

NOS CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ &c. Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis. Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus, Potentissimus & Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ & Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & assensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendissimæ nunc Conjugis nostræ Genitricis, nobis perdilectissimam suam ex Fratre Neptem, Serenissimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. prævio quoque ejusdem consensu sub die 25. Mensis Sept. a. c. in futuram Conjugem desponsaverit, ea diserta Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ statutoque tempore numeranda, omni paternæ avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Austriaca jamdudum receptum & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes & in specie per Declarationem die 19. Aprilis anni millesimi septingentesimi decimi tertii, vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem & jamjam in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sacræ Majestatis Cæs. Regio-Catholicæ promulgatam, dilucidatum & magis magisque obfirmatum ritu solenni renuntiaret, ipsa vero id non modo Viennæ sub die 3. Octobr. a. c. acceptante istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante, nostro Procuratore, Consiliario intimo, Camerario, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite à Törring in Jettenbach, scientibus ac consentientibus Nobis ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est.

Inseratur Renunciatio à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ facta.*

QUod Nos CAROLUS ALBERTUS, Bavariæ Electoralis Princeps illam à Dilectione sua perdilectissima Conjuge nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce nostris Litteris sub præmissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis ritè ac validè perfectam fuisse profitemur, pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus promittentes & caventes, non præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diserte extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam, in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum a Sua Majestate Cæs. Regio-Catholica in præsens possessarum & in futurum possidendarum indivisibilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros aut ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à nobis factam Renunciationis Acceptationem & Ratificationem ejusque perpetuam observantiam juramento firmavimus atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas, Sigillo nostro muniti fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

Accessio & Confirmatio Renunciationis à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ factæ, per Serenissimum Principem* MAXIMILIANUM EMANUELEM *Electorem Bavariæ.*

NOS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S.R.I. Archi-Dapifer & Elector &c. Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis. Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ,

ANNO 1722.

matiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ & Potentissimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis, dilectissimo Filio nostro Serenissimo Principi Domino Carolo Alberto, Electorali Principi, superioris & inferioris Bavariæ Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Leuchtenbergæ &c. perdilectissimam suam ex Fratre Neptem, Serenissimam Dominam Mariam Amaliam, Regiam Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principem &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu sub die 25. Sept. c. a. in futuram Conjugem desponsarit, ea diserta Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimonlali constitutæ nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Austriaca jamdudum receptum & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes & in specie per Declarationem de 19. April 1713. vim Legis, Sanctionis Pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem atque actutum in Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis, Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgatam atque receptam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solenni renunciaret; Ipsa vero id non modò Viennæ sub die 3. Mensis Octobris a. c. acceptante, istamque Acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Consiliario intimo, Camerario, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarum, nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, sciente & consentiente dilectissimo Filio nostro Carolo Alberto, Sponso, ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra scripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filio nostro Principe Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est.

Inseratur Renunciatio à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUod Nos MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector istam a Dilectione sua, perdilectissima Nuru nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni Ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus nobis rite & validè perfectam fuisse profitemur, verbo Electorali pro nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renuntiationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriacâ inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas disertè extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emissam atque iteratam, in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate, Serenissimo ac Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum & in futurum possidendarum Indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à nobis factam Renunciationis acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscripto Sigillo nostro muniri fecimus. Monachii die 10. Mensis Decembr. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.

SIGISMUNDUS *Comes à* THIERHEIM.

FRANCISCUS JOSEPHUS *ab Unertel.*

ANNO 1722.

Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiducissa MARIA AMALIA *Monachii die* 10. *Dec.* 1722. *facta cum annexo Juramento.*

CUm in Pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, Superioris & Inferioris Bavariæ Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergæ, & Serenissimam Principem, Dominam Mariam Amaliam natam Regiam Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principem, Archiducissam Austriæ &c. die vigesima quinta Mensis Septembris a. c. Articulis 3. & 5. conventum, & à Serenissimi Electoris Bavariæ Suæque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provinciarum rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite de Torring in Jettenbach, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem adhæsionem, Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hæreditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus, fecit atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennæ die 3. Mensis Octobr. firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Amalia, Archiducissa Austriæ, hic Monachii præsente Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc actum specialiter ablegando Ministro iterare ac denuo Juramento firmare, sed etiam Serenissimus Princeps ac Dominus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector una cum autetato Serenissimo Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto probare & acceptare eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque observantiam veterum recentiorumque dispositionum Divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1635. nec non Leopoldi, gloriosissimæ memoriæ, de dato 12. Septembr. 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem a Sua modo feliciter regnante Cæsarea & Regio-Catholica Majestate quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum de dato 19. April. anni 1713. in vim Sanctionis Pragmaticæ ac Legis perpetuò valituræ emissam, deposito ad DEUM ejusque Sanctos solenni Juramento se obstringere velint ac debeant, jamque à Cæsarea Sua Majestate ad hunc Actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius & supremus Aulæ Mareschallus Joannes Gasparus Comes de Cobenzel hcic speciali Mandato instructus missus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariæ Princeps, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Princeps &c. Archiducissa Austriæ &c. ea, quæ in supra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis, Dispositionibus, præsertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita ceu basi & fundamento nostræ Renunciationis & resp. Acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata, promissa ac Juramento, die quo supra, firmata jam fuerunt, sincerè, fideliter & accuratè observaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, nec ut iis a quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuò promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris & Successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam Renunciationem & resp. adhæsionem, cujus Instrumentum Nobis Viennæ die 3. Octobr. a. c. prælectum & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

ITemque Nos CAROLUS ALBERTUS, Electoralis Bavariæ Princeps illam à perdilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Maria Amalia, Electorali Bavariæ, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principe, Archiducissa Austriæ &c. factam & à supra memorato Procuratore nostro Comite à Torring

in

in animam nostram Juramento solenni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæsionem in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Denique omnipotenti pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas disertè extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

NOsque MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, & Elector &c. a Dilectione sua, perdilectissima Nuru nostra Serenissima Principe Electorali Bavariæ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Principe &c. ita factam à Procuratore nostro Comite à Törring nostro nomine Viennæ acceptatam Juramentoque in animam nostram confirmatam & jam a Nobis & perdilectissimo Filio nostro Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuisse profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Hæredibusque nostris & Successoribus voventes & jurantes, istam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas & subindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas disertè extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emissam ac iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus a nobis hodierna die solenni Diplomate ratihabitam, gratam probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut a quocunque contraveniatur pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæsionis & acceptationis Instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavariæ &c. Nobis Electorali Bavariæ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia subscriptum Sigillisque nostris munitum est: Monachii die decima Mensis Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi.

M. EMANUEL ELECTOR.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi, accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722.*

CHARLES &c. A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT. Etant également attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conservation de tous nos Etats, nommément de ceux de nos Païs-Bas, & considerant qu'il seroit bien difficile de parvenir à ces deux buts si importants sans le rétablissement du Commerce & de la Navigation, d'où depend non seulement le bonheur de nos Sujets, mais aussi le bon ordre, & l'augmentation de nos Finances, de même que la défense de nos Païs Bas, considerant aussi, que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & solidement soutenu par des Particuliers, qui le font depuis quelques années sous notre Pavillon, & sur nos Passeports; Nous avons jugé nécessaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Païs-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correspondance, ils puissent le faire avec plus d'ordre & de succès, & se soutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent se rencontrer dans des voyages de si long cours: A ces Causes, de notre propre science, pleine puissance, & de l'Autorité Nous apartenante par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & supplications de nos Sujets de nos Païs-Bas (ouï sur ce l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Païs, & ouï sur le tout notre Conseil Suprême établi lez Notre Personne Royale pour les Affaires du même Païs, & en dernier lieu notre Conference Ministeriale) Nous avons tant pour Nous que pour nos Successeurs gracieusement octroyé, permis & concedé, octroyons, permettons & concedons, que ladite Compagnie générale s'établisse, & se forme, comme Nous l'établissons & formons par ces présentes irrévocables pendant le terme de cet Octroy, sous le nom & titre de Compagnie Imperiale & Royale établie dans nos Païs-Bas Autrichiens sous la protection de S. Charles, & sous les Articles, Libertez, & Conditions suivantes: à sçavoir,

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieus, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement, en observant les maximes, & coûtumes reçûës & aprouvées par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'enterinement de cet Octroi.

II. Nous défendons très-expressement à toutes autres personnes nos Sujets aux Païs-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puisse être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiscation des Vaisseaux, Munitions, Armes, & Marchandises au profit de la Compagnie, declarant tous ceux, qui seront convaincus d'avoir enfreint la défense portée par cet Article, incapables d'être employez en quelque qualité que ce puisse être, au service de ladite Compagnie, & de participer à son Commerce.

III. Nous revoquons & annulons tous les Passeports ou permissions données pour faire un ou plusieurs Voyages aux Indes, telles qu'elles puissent être; mais les Vaisseaux, qui sont sortis de nos Ports, munis de nos Commissions avant la publication des présentes, y pourront retourner en toute sûreté, sans pouvoir être inquietez ou recherchez de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'interesser à l'avenir audit Commerce dans des Navires, qui apartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'asseurer tels Vaisseaux, ou les Marchandises de leur Cargaison en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandises là-dessus, à la Bodemerie, ou grosse avanture, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de Confiscation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainsi hasardé, & en cas qu'il se trouve, que ce sera avec des Etrangers qu'ils auront traité, soit en s'interessant dans leurs Vaisseaux ou en les asseurant, la Compagnie sera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour lesquelles ils se seront interessez dans les Navires, ou engagez par la Police d'asseurance. Bien entendu neanmoins, que Notre intention n'est pas d'empêcher par la défense portée par le présent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoûtumé de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la suite dans les Flottes & armemens étrangers, pour le débit de leurs Manufactures & Marchandises dans des Païs & Districts situez hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au desir & suivant les Regles préscrites par Notre présente Concession pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de son Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Notre Pavillon Imperial & Royal sur ses Vaisseaux, & Nous lui accordons un Ecusson d'armoiries pour former un Sceau en la maniere qu'il est peint & gravé ici après ce présent Article dont Elle devra se servir pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commissions, qui regarderont le gouvernement, direction & administration de ses affaires, & Elle fera fondre ses Canons à nos Armes, & au-dessous les siennes, lesquelles Elle pourra faire mettre aussi sur ses Navires, Portes de ses Magasins, & autres Edifices & Forteresses, qui lui apartiendront.

VI.



VI. Pourront s'interesser dans cette Compagnie tous les Corps & Particuliers nos Sujets, de quelque Païs, condition ou qualité qu'ils puissent être, par voye de Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, sans déroger à leur Noblesse, rang & Privileges.

VII. Pourront les Tuteurs y interesser les Mineurs, dont la tutelle leur est confiée, pour une Somme n'excedant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il sera réputé meuble, pourvû que les Tuteurs soient en fond pour y fournir en Argent comptant, sans qu'il leur sera permis de vendre ou de charger leurs Biens immeubles, ou Rentes constituées pour souscrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y ayent obtenu à cet effet la permission des Juges, auxquels il apartiendra d'en decerner en connoissance de cause, suivant les Loix du Païs.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, soit par Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puissent être & de quelque Prince ou Etat que ce soit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amour paternel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils seront reçus seuls & par préference à souscrire, voulant qu'après l'écoulement dudit terme soient admis auxdites Souscriptions tous autres, sans distinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fixe domicile dans les Provinces de notre obéïssance, de même que ceux, qui y auront choisi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Octroy, seront réputez nos Sujets, & seront en Droit de jouir de tous les avantages & Privileges, que notre présente Concession accorde aux Naturels de nos Etats par raport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons aussi, que les Actions, qui apartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelle qualité ou Païs qu'ils puissent être, seront exemtes du Droit d'Aubaine, & ne seront pas sujettes à être saisies de notre part ni confiscables à notre profit pour quelque cause publique, ou consideration d'Etat, quand même Nous serions en Guerre avec les Princes, ou Puissances, dont tels Etrangers seront les Sujets, les exemtant de plus en leurs personnes & Actions, avec ce qui en dependra, de toute poursuite & arrêt à titre de représailles tant par Terre que par Mer, défendant à nos Fiscaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra apartenir, de les molester ou inquiéter à cet égard, à peine d'être responsables en leurs propres & privez noms, envers les interessez de tous dépens, dommages & interêts.

XI. Nous renonçons au Droit d'hypothéque tacite sur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préference, qui Nous pourroit competer à titre de telle hypothéque, quand même cette préference Nous seroit acquise avant que nos Débiteurs se fussent interessez dans la Compagnie.

XII. Nous déclarons, que les effets de la Compagnie, ni les Actions, que les Interessez y auront, ne pourront être arrêtez de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, soit pour fonder la Jurisdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des Etrangers, soit pour la seureté de la Dette, à moins qu'ils ne soient munis d'une Sentence rendue en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront derivé leur Droit à titre de Succession, ou que le Juge, à qui il apartiendra de connoître de la matière, n'accorde la permission d'arrêter lesdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raisons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura Droit de préference dans l'ordre des Créanciers sur tous les autres, nuls exceptez, sur les Actions & Effets, que les Interessez auront dans la Societé, pour le récouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui seront redevables, laquelle préference néanmoins n'aura lieu, que lorsqu'il s'agira des Dettes, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils se seront interessez dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puissent disposer valablement de leurs Actions, à la reserve de ce qui est dit dans l'Article 32.

XIV. De plus seront exemts de toute saisie, sequestre & arrêt les gages des Officiers Subalternes, & autres employez dans la Compagnie, soit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce soit, dont les appointemens fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne soit pour des Dettes contractées après qu'ils se seront engagés au service de la Compagnie, à sçavoir pour dépenses de bouches, habillemens ou loyer de Maison, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtez en leurs personnes ou Biens, afin de rendre compte de leur administration dans la Compagnie, ni à titre du Payement des gages de ceux qui seront employez au service de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, bien entendu qu'il sera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les poursuivre en Justice par devant leur Juge competent.

XVI. Les Directeurs & autres Supôts & Employez de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Societé, ne pourront être apprehendez de corps, ou arrêtez pour quelque cause civile que ce puisse être, soit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'exécution de leurs commissions, déclarant tout ce qui sera entrepris contre le Privilege & Saufconduit accordé par cet Article, attentatoire & de nulle valeur, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir Acte déclaratoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & seront les Contrevenans responsables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supôts & Employez respectivement, de tous depens, dommages & interêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui se seront engagez à son service, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront deserté ou se seront écartez sans la permission de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition néanmoins que lesdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie seront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du District dans l'étendue duquel l'arrêt aura été fait, d'en avertir l'Officier principal du Lieu, ou son Substitut en son absence, ou le Bourguemaître au défaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre sans remise, & sans que pour cette permission ils puissent pretendre ni éxiger aucune recompense même à titre du pot de vin.

XVIII. Il ne sera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaisseaux que ceux qui lui apartiendront en propre, & dont les Gens de l'Equipage, tant Officiers, Soldats que Matelots seront à ses ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous reglons le fond de cette Compagnie à six millions de Florins Argent de change, lequel sera partagé en six mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoitre ni acheter

pour

ANNO 1722.

pour son compte quo pour ledit prix de mille Florins.

XX. Les Actions ne pourront être venduës ni cedées qu'après que les Livres de souscription seront clos, & tous ceux qui seront intéressez réellement dans la Compagnie, soit par voye de souscription ou autrement, seront reputez vrais Possesseurs & Proprietaires de leurs Actions, jusqu'à ce qu'il coullera par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Actes de Procuration passez par devant Notaires & Témoins, & duëment legalisez, qu'ils les auront venduës, ou cedées à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, sans que le Contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliener, ni la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourront suffire pour transmettre aux acheteurs, Cessionnaires ou autres Aquereurs aucun Droit de possession ou de proprieté, jusques à l'accomplissement de ladite formalité de la Signature aux Livres de transport, moyennant quoi tels Aquereurx deviendront Possesseurs & Proprietaires des Actions par eux ainsi acquises à titre d'achat, de Cession, ou autre titre valable, & en pourront disposer comme bon leur semblera.

XXI. Les souscriptions pour le fond de cette Compagnie se feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui seront tous obligez de s'y trouver à cette fin, ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prevenir toute confusion & incertitude dans les souscriptions, les Souscrivans seront tenus d'exprimer dans leurs Billets en Lettres lisibles, & sans user d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ilx voudront aquerir, leurs noms, surnoms, les Lieux de leur demeure & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de souscription, seront obligez de payer au tems des souscriptions le quart de chaque Action, & le second quart trois Mois après la clôture des Livres de souscriptions, & les deux quarts restans de six en six Mois, & les Directeurs délivreront après le dernier Payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billets.

XXIV. Ceux, qui auront negligé les Payemens dans chacun des termes ci-dessus prescrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auront déja payé.

XXV. D'abord que les Livres de souscriptions seront clos, les Directeurs avertiront le Public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Assemblée générale des principaux Interessez dans la Ville d'Anvers, pour déliberer & resoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Assemblée générale ni dans les suivantes, à moins qu'il n'ait douze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus jusques à cent exclusivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux suffrages, & ceux qui auront mis ou aquis cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Interessé n'y aura plus de trois suffrages, & seront tous obligez d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui seront sur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII Nul Etranger, qui ne soit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Assemblées générales, nonobstant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. S'il arrive, que quelques Corpx des Etats, Villes, ou autres de nos Païs s'interessent dans le fond de la Compagnie pour douze mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un seul Deputé de condition laïque duëment muni de leur Pleinpouvoir, pour donner son suffrage au nom de son Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes souscrites par les Corps respectifs, qu'ils representent, sont pour leur propre compte, sans qu'aucun particulier, soit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr'eux pour recevoir les Sermens, qui devront être prêtez par les principaux Interessez en consequence de l'Article 26; & lesdits Interessez seront obligez de jurer, qu'ils veilleront à la conservation des interêts de tous les Actionnaires avec le même soin & avec la même fidélité qu'ils aporteront à celle de leurs proprex affaires danx la Compagnie, & seront lesdits Directeurs obligez d'en tenir regiître.

XXX. Nous declaronx la Compagnie libre & independante de Noux, & du Gouvernement de nos Païs Bas en tout ce qui pourra regarder son Oeconomie, la direction de son Commerce, & l'administration des affaires tant par Terre que par Mer, à la reserve de ce qui concernera la ponctuelle execution dex ordres portez par nos presentes Lettres Patentes d'Octroy, dont Nous nous reservonx l'interpretation en cas de doute, & de la simple connoissance, qu'il convient que Nous ayons du succès de ses entreprises, afin que Nous la puissions soutenir & proteger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette seule fois sept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Assemblée-generale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer jusques à neuf, ou à onze en tout, si Elle le trouve ainsi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII Lesdits Directeurs & leurs Successeurs seront obligez d'avoir leur domicile fixe & permanent dans nos Païs-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, lesquelles trente Actions chacun d'eux sera obligé de tenir sous son nom, & pour son propre compte, libres de toutes charges pour servir de caution à la Compagnie, ce qui aura aussi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommeronx dans la suite en conformité de l'Article suivant, & du Caissier dont le choix apartiendra toujours à l'Assemblée générale des principaux Interessez.

XXXIII. Noux nous reservons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choisirons des trois, que dans la suite l'Assemblée générale aura à Nous presenter, & Nous accordons à ladite Assemblée générale la faculté de choisir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne sont, ou qui n'ont été de la profession des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Caissiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negocians ou Banquiers de profession, seront pourvûs de quelque Place dans la Magistrature ou autrement employés à notre service, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Ascendans & Descendans en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'Alliance, ne pourront être ensemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux qui sont Cousins germains en degré de consanguinité, bien entendu néanmoins que l'affinité, qui pourra survenir auxdits degrés respectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur administration, n'empêchera pas, qu'ils ne puissent continuer ensemble dans la direction, jusqu'à ce que l'un ou l'autre en soit sorti par le sort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs fasse faillite, il sera par là déchu de sa place de Directeur, laquelle sera vacante de plein Droit d'abord que la faillite sera tenuë pour publique, suivant la coutume qui s'observe en pareille matiere en notre Ville d'Anvers, laquelle servira de Loi pour decider de la notorieté de la faillite.

XXXVII. Les sept Directeurs, que nous avons nommez, prêteront entre les mains de notre Ministre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article suivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souscriptions ils se comporteront bien & fidélement, & qu'ils se conformeront aux instructions, qui leur seront données par l'Assemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui seront nommez dans la suite par l'Assemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidélement tous les points & ordres portez par cet Octroy, entant qu'ilx les pourroient regarder, de même que les Statutx & Reglemens, qui seront faits dans les Assemblées des principaux Interessez, & sera tenuë note de la prestation desdits Sermens dans les Registres destinez à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Assemblée générale des principaux Interessez l'autorité de faire tels Regle-

Anno 1722.

Reglemens, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Païs-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui seront aux gages & au service de la Compagnie par Terre & par Mer, lesquels Reglemens & Ordonnances ne pourront être changez ni revoquez que par la resolution d'une pareille Assemblée générale des principaux Interessez, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des Contrevenans aplicables au profit de la Compagnie, lesquelles seront recouvrées à la diligence des Directeurs.

XL. L'Assemblée générale arrêtera entr'autres choses l'ordre, qui devra être observé par ceux qui seront commis à tenir les Livres de caisse, de transport, & autres de la Compagnie, & destinera le tems de la reddition des comptes, choisira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra exceder celui de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs Commissions, & établira les apointemens des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront aussi les gages du Caissier général, & de tous les Supôts & Officiers de la Société, sauf qu'à l'égard des sept Directeurs par nous nommez, ils jouïront chacun d'un apointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commission, & ils pourront pour cette seule fois choisir le Caissier général, & les autres Supôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront besoin, & regler aussi pour cette seule fois leurs gages & salaires.

XLI. Les Directeurs devront se contenter des gages, que ladite Assemblée générale leur aura attribué, sans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Assemblées ordinaires ou extraordinaires, ni à quelque autre prétexte que ce soit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le besoin du service de la Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu de leur demeure, Ils seront en Droit de tirer ce que l'Assemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas exceder six Florins par jour argent de change par dessus les fraix de voiture.

XLII. L'Assemblée générale des principaux Interessez choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse générale de la Compagnie sera tenu.

XLIII. Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & seront reputées meubles pour les Interessez, leurs Heritiers, & ayant cause, & seront toujours exemptes avec tout ce qui en dependra, de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

XLIV. L'Assemblée générale des principaux Interessez determinera l'endroit, où le Bureau général pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de retour se feront toujours publiquement à Bruges ou à Ostende au chois des Directeurs, ausquels il apartiendra de regler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que lesdites ventes se fassent, Il sera permis aux Acheteurs, tant nos Sujets qu'Etrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis; sans être tenus d'y employer d'autres Commissionnaires, ou Courtiers, nonobstant quelques Privileges, qui puissent avoir été accordez au contraire par les Princes nos Predecesseurs, ausquels Nous derogeons par les présentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

XLV. Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre depêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avoir contracté avec elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre le payement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les Debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se seront obligez à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conseils & Tribunaux, d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou retarde le payement; & afin que cette défense ne rencontre aucune dificulté en son exécution, Nous défendons de même à tous Juges de deferer à telles Lettres moratoires ou prolongation de terme, à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages & intérêts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle exécution de cet Article.

XLVI. Les Directeurs auront le Droit d'instituer & de destituer à volonté, à la pluralité des voix, les Teneurs des Livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inferieur, qui seront employez au service de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'établissent que des Gens de bien, & qui ayent les qualitez requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir *gratis* tous les Postes, dont la collation leur apartiendra, sans demander ou recevoir aucune reconnoissance en argent ou autrement de ceux qui en seront pourvûs, soit avant ou après qu'ils les auront établis, à peine d'être dechus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-dessus de ce qu'ils auront reçu.

XLVII. Ils auront aussi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaisseaux, qu'ils pourront acheter, & faire construire, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandises & Denrées necessaires pour l'assortiment des Cargaisons, & pourvoiront généralement à tout ce qu'ils jugeront necessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce; bien entendu, qu'ils auront un soin particulier d'avantager autant que possible les fabriques, & les Manufacteurs internes de nos Païs-Bas.

XLVIII. Il ne sera pas permis aux Directeurs de resoudre sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne soient cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour resoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

XLIX. Les principaux Interessez dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les Places vuides des Directeurs, qui par maladie ou absence nécessaire ne se pourroient pas trouver aux déliberations, & auront ceux, qui interviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix déliberative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les précautions de l'Assemblée générale pour prevenir & supléer au cas d'absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seroient désignez pour remplir les Places vuides, vinssent à manquer, en ce cas les Directeurs présens seront tenus d'apeller autant d'Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des Membres pour rendre le nombre de l'Assemblée de Directeurs suffisant à pouvoir déliberer sur les affaires pressantes dont il s'agira pour lors.

L. Les Assemblées de la direction générale se tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera reglé par ladite Assemblée générale, & continueront ainsi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

LI. Les Directeurs tiendront leur première Assemblée immédiatement après qu'ils auront prêté Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils présenteront à la première Assemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

LII. Après la Clôture des comptes d'une année, les principaux Interessez s'assembleront sans délai, pour déliberer avec les Directeurs sur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intéressez, où l'on mandera aussi quelqu'un des nommez par l'Assemblée générale, avenant le cas du 48. & 49. Article de notre présente Concession; bien entendu néanmoins que les principaux Interessez n'auront que voix consultative dans la resolution à prendre par les Directeurs sur le montant dudit dividend, dans le reglement duquel on observera l'ordre suivant.

LIII. Les Directeurs auront soin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne soient acquittées, & afin qu'ils se conduisent sûrement dans leur direction à cet égard, ils dresseront avec soin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caisse, tous frais faits, & en distribueront pour le moins la moitié aux Intéressez, proportionnément à leurs Actions, & ils en useront de la même maniere d'année en année.

LIV. De plus les Directeurs seront tenus de rendre un compte general de leur administration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Assemblée generale des

ANNO 1722.

des principaux Interessez, qui auront voix consultative, comme à l'Article 52. ils feront au bout desdits termes respectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Interessez à proportion de l'état de la caisse; Nous enchargeons néanmoins bien expressément les Directeurs de conserver toujours dans la caisse une Somme suffisante pour le besoin & l'avantage de la Compagnie.

LV. La Commission de ceux que l'Assemblée generale aura deputé à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois années, & il sera au pouvoir des principaux Interessez de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de subroger d'autres à leurs Places, ce qu'ils feront aussi, lorsque quelques-uns desdits Deputez ne pourront vaquer à l'exercice des fonctions de leur Commission, soit pour cause de maladie, absence necessaire, ou autre.

LVI. Les principaux Interessez ne pourront commettre, ni laisser à l'audition des comptes ceux qui seront Parens ou Alliez entre eux dans l'étenduë des degrez exclusifs expliquez & limitez par l'Article 35. de cet Octroy, ni celui qui apartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Alliance.

LVII. Ceux qui seront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Interessez, ensuite du Serment par eux prêté conformement au Formulaire à faire par l'Assemblée generale, procederont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & celerité possible.

LVIII. Les parties douteuses, qui ne pourront être ajustées dans l'audition desdits comptes, seront portées à l'Assemblée generale des principaux Interessez, ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

LIX. L'on avertira tous les Interessez par des Gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il sera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ses propres fraix; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun suffrage soit deliberatif ou consultatif, & s'ils ont quelque chose à dire ou à representer, ils le feront par écrit & non autrement.

LX. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inspection de tous les Livres, Documens, Lettres, & autres Papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaisseaux, & les Cargaisons de retour, sans en excepter les Lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des Commissionnaires qu'ils employeront aux Païs-Bas ou ailleurs, & il leur sera permis de visiter les Magasins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, selon l'instruction que l'Assemblée generale leur donnera à cette fin, & ils seront tenus de prêter leur Serment, & de garder le secret de la même manière que les Directeurs se sont obligez de le garder.

LXI. L'Assemblée generale des principaux Interessez reglera ce que ceux, qui seront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & si au dessus des vacations ladite Assemblée generale juge convenir de leur assigner quelque gage, Elle pourra le regler, ce qui n'excedera pourtant pas mille & deux cent Florins par an pour chacun d'eux.

LXII. La Compagnie Nous proposera trois Personnes pour en choisir une que Nous trouverons convenir pour assister de notre part & à nos fraix, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui sera chargé d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet Octroy, & d'empêcher qu'il ne se fasse rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y reglez, & les comptes étant clos, on en delivrera une Copie audit Député, qui la mettra en main de notre Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Ministre Plenipotentiaire, lequel la fera déposer dans l'endroit, où l'on garde les Papiers secrets du département des Finances en notre Conseil d'Etat aux Païs-Bas.

LXIII. Les comptes de la Compagnie seront dressez & rendus en forme duë, suivant le stile, & l'usage reçu parmi les Negocians, & autres de profession mercantile.

LXIV. Les Commandants des Vaisseaux de la Compagnie seront tenus à leur retour, de faire aux Directeurs de la Compagnie un raport detaillé par écrit du succès de leur voyage & de la véritable situation des affaires de la Compagnie aux Indes, & lesdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à notre Lieutenant Gouverneur Général, ou en son absence, à notre Ministre Plénipotentiaire.

ANNO 1722.

LXV. Il ne sera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'Argent à intérêt sans le consentement & aprobation de l'Assemblée générale des principaux Interessez, que dans des cas, qui ne souffrent aucun delay, sur quoi l'on prendra la résolution à la pluralité des voix, & à l'intervention des Députez commis à l'audition des comptes, qui auront voix deliberative.

LXVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux qui seront interessez dans le fond de la Compagnie, ou employez à son service, en quelque qualité ou poste que ce puisse être, de negocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celui d'aucun autre directement ou indirectement, à peine de confiscation au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainsi été négocié, & d'une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & si c'est un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces présentes dès-à-présent & pour lors.

LXVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commission, de vendre par eux mêmes, ou par d'autres pour eux aucune Marchandise, Manufacture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement des Vaisseaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiscation au profit de la Compagnie de toutes les Marchandises, Manufactures, & Denrées, qui auront ainsi été venduës, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

LXVIII. Il sera permis aux Directeurs, & auxdits Députez Commis à l'audition des comptes, d'acheter des Marchandises & Denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement, à peine de nullité, de confiscation, & amende, comme par l'Article précédent: Et afin que la défense portée par cet Article, & par le précédent soit d'autant mieux executée, & que les contraventions soient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiscations & amendes au profit du Dénonciateur, pourvû qu'il fournisse une preuve suffisante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commise, auquel terme Nous limitons la faculté de poursuivre ou de molester lesdits Directeurs & Députez pour ces sortes d'excès.

LXIX. Les Directeurs ne pourront servir plus de six années consecutives, ordonnant que de deux en deux ans il en sorte un nombre proportionné, lequel sera immediatement remplacé par l'Assemblée generale des principaux Interessez.

LXX. Bien entendu néanmoins, que la regle prescrite par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard des Directeurs de la premiere nomination, lesquels continueront leur service, jusqu'à ce que le premier compte général prescrit par l'Article 54. soit rendu, & que le dividend en soit reglé; après quoi ils reconnoitront en tirant au sort, à qui il écherra de sortir de la direction: il en sera de même deux ans après; & au bout de deux autres années le reste desdits Directeurs de la premiere nomination sortira pour être remplacé par ladite Assemblée générale.

LXXI. Après que le dernier des sept Directeurs, que Nous avons nommez, sera sorti de sa direction, l'Assemblée générale Nous proposera trois Sujets ayant les qualitez requises, dont Nous choisirons celui que Nous trouverons à propos, lequel prêtera entre les mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général, ou de notre Ministre Plenipotentiaire, le même Serment, que lui aussi bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Assemblée générale.

LXXII. Ledit Directeur ainsi choisi par Nous sur la nomination prealable de l'Assemblée générale sortira également de la Direction après six années, & sera toûjours remplacé, comme dit est par l'Article précédent, tant au cas de l'écoulement de son terme, que lorsque sa place viendra à vaquer par mort, ou de quelqu'autre maniere que ce puisse être.

LXXIII. Lors qu'il vaquera des Places de ceux des Directeurs, dont l'élection apartiendra aux principaux Interessez, soit par mort, ou en telle manière que ce puisse être, l'Assemblée générale les remplira à la plu-

pluralité des voix, soit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvû qu'ils ayent été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il se présente des difficultés d'importance dans l'Assemblée generale des principaux Interessez, ou dans celle des Directeurs hors de l'Assemblée générale, & pour des affaires qui ne se pourront pas differer, sur lesquels ou il sera impossible de s'accorder, ou pour être trop embarrassantes, ils ne souhaiteront pas de les resoudre, ils pourront s'en raporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Ministre Plenipotentiaire, qui en décidera comme de raison.

LXXV. S'il survient quelque dispute ou different pour des affaires civiles ou pecuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Interessez dans la Compagnie, ou employez à son service, les autres Directeurs tâcheront de les accommoder à l'amiable, & il ne sera permis de s'addresser en Justice contre sa Partie adverse, jusques à ce que les devoirs ici prescrits ayent été tentez avec tout le soin possible.

LXXVI. Mais si lesdites disputes & differents ne pourroient pas être ajustez à l'amiable, & qu'ils n'excederoient pas en principal la Somme de trois cent Florins argent de change une fois, Nous autorisons les autres Directeurs indifferens, & qui seront au nombre de trois ou plus, à en décider sommairement, & de leur Sentence n'écherra ni apel ni révision; & lesdits Directeurs pourront néanmoins dans des cas embarassants & difficiles assumer aux frais de la Partie, qui sera condamnée, un ou deux Jurisconsultes pour en prendre leur avis.

LXXVII. Et quant aux autres causes civiles & pecuniaires, qui excederont ladite Somme, Nous commettons cinq Juges & un Secretaire pour les decider aussi en dernier ressort & sans revision, le plus sommairement que faire se pourra, défendant à tous autres Conseils, Magistrats & Officiers de Justice, d'en prendre connoissance, à peine de nullité & cassation des procedures.

LXXVIII. Toutes les causes criminelles, dans lesquelles la Compagnie, ses Directeurs, & autres Employez de la Societé sans distinction, de même que les Actionnaires, seront Parties, Demandeurs ou Défendeurs, seront jugées par les Juges ordinaires des Lieux, où les crimes auront été perpetrez, suivant nos Placarts & les Loix du Païs: Et ne pourra la cause criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être.

LXXIX. La connoissance des prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, apartiendra par provision aux Juges de nôtre Amirauté, jusques à ce que Nous en ayons autrement disposé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaisseaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandants & Capitaines de nos Vaisseaux pour la discipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les seditions, & soulevemens, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, lui apartiendront entierement, en cas qu'elles soient jugées valables; mais les Marchandises & Denrées, faisant partie des prises, seront sujettes au payement des Droits, comme celles qui viendront des Indes.

LXXXII. Il sera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Artillerie, & autres Attirails de Guerre, dont Elle aura besoin pour sa Navigation & la sûreté de son Commerce, comme aussi toutes sortes de Marchandises, quoiqu'elles soient de Contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou non monnoyé, qui lui sera necessaire, & qu'Elle pourra amasser dans nos Etats, ou faire venir d'ailleurs, excepté les especes courantes du Païs, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évaluées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Forts, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes sortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bouche, faire fondre des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront besoin; sur lesquelles nos Armes seront empreintes, & au-dessous celles de la Compagnie, & de faire generalement tout ce qu'ils trouveront necessaire pour la conservation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourront aussi armer & équiper tel nombre de Vaisseaux, qu'ils trouveront convenir pour le service de la Compagnie, soit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer notre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire construire & bâtir lesdits Vaisseaux, dans nos Ports des Païs-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux d'Istrie, & de Dalmatie, dans lesquels la construction des Vaisseaux est accordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Ostende pourra aussi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaisseaux par an, & encourager d'autant plus ladite construction des Vaisseaux si nécessaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Païs Héréditaires.

LXXXV. Nous déclarons exemts de tout Droit d'entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoi & autres, les Bois, Planches, Poûtres, Mats, Poix, Goudrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Clous, Ancres, & autres matières nécessaires à la construction des Navires, & à les garnir d'aparaux, qu'Elle fera entrer pour être employez effectivement à la construction & radoubement des Bâtiments, qu'Elle fera construire & radouber respectivement dans nos Païs Bas, à quoi il sera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir, nonobstant usage quelconque, ou Privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expressément par notre présent Octroy, & ne sera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoy, & autres pour les Munitions & Vivres nécessaires, tant pour la défense desdits Vaisseaux & Navires que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage, ce que Nous limitons néanmoins aux Munitions & Vivres, dont la Compagnie ne pourra se pourvoir commodement dans nos Païs-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Administrateurs, Officiers & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magistrats de nos Villes, & autres à qui il apartiendra, d'arrêter & retarder les Marchandises & Denrées, que la Compagnie fera voiturer des Vaisseaux à ses Magasins, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laissant cependant la liberté de se faire payer ceux y afferants, en cas que les Marchandises y étant vendues resteroient dans leur ressort, & ils pourront prendre à cet effet pour leur seureté les précautions nécessaires.

LXXXVII. Interdisons de même à tous nos Officiers, aux Administrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commis & Préposez, de les lever sur un autre pied que celui, que Nous avons réglé par cet Octroy, ni d'inquieter ou molester ceux qui seront employez de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne sera levé aucun Droit de Sortie, Convoy, ou Tonlieu sur les Marchandises & Denrées, qui seront embarquées dans les Vaisseaux de la Compagnie, pour passer aux Indes, ni aucun Droit d'Induit, ou de reconnoissance à notre profit, sur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandises de retour seront sujettes au payement des Droits à raison de six pour cent du prix des ventes publiques, à quoi Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoy & sortie sur lesdites Marchandises, sans distinguer si elles seront consommées dans les Païs de notre Domination ou dans des Païs étrangers, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, sauf que pendant le cours de la présente Administration générale de nosdits Droits, ils ne seront aquitez qu'à raison de quatre pour cent dudit prix, soit que les Marchandises se consomment dans lesdits Païs, ou hors du Païs, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, comme dessus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans sa naissance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée est libre par nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conservation de nos Païs-Bas, & pour la seureté publique en général, que nos Places frontières & autres Forteresses auxdits Païs, soient toûjours en état de defense, nous destinons les Deniers, qui seront levez sur lesdites Marchandises de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toûjours employé pour l'avantage & défense de nos Païs-Bas; & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre & de bouche, & en reparer, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Ministre Plenipoten-

Anno 1722.

claire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le rapport desdits Droits à d'autres usages.

XCI. La Compagnie pourra aquerir aux Indes par achat, ou autre Contract & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme aussi de faire construire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'elle jugera nécessaires, tant pour la plus grande sureté & facilité de son Commerce, que pour la défense du Pays, qu'Elle aura aquis, y établir sur ses simples commissions des Commandants, & autres Officiers de nos Sujets, ou Employez à notre service, & de mettre des Garnisons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puisse entreprendre la construction de quelque Fort, ou Château, Elle devra s'addresser à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plenipotentiaire pour lui donner part de son dessein, & pour marquer les Lieux, où Elle se sera proposé de bâtir lesdits Forts, pour avoir son aprobation, & obtenir sa permission à cet effet; ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne lui conste, que lesdits Endroits, que la Compagnie aura designez & proposez, sont des Lieux que les autres Nations de l'Europe frequentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien sur les Droits des Sujets de quelques autres Puissances, qui seront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou sur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourront avoir une possession & Commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y soient troublez, ou inquietez de la part de la Compagnie, avec cette reserve toutefois que si la Societé couroit risque de manquer les occasions, si Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plénipotentiaire, & d'attendre ses ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il sera permis à ses Officiers d'en profiter & de se mettre incontinent à construire lesdits Forts en des endroits tels qu'on les a spécifiez & detaillez ci-dessous, dont la Compagnie donnera part incessamment à notredit Gouverneur Général, ou Ministre Plenipotentiaire, afin qu'il puisse approuver l'entreprise desdits Officiers, d'abord qu'il lui constera de la verité du fait & de son utilité.

XCII. Elle pourra aussi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Païs de notre Domination avec notre permission préalable, & dans nos Païs-Bas avec celle de notre Gouvernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui ensuite de nos permissions, & congez, ou ceux du Gouvernement général, s'engageront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & serviront sur les Commissions des Directeurs, conserveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des services, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils seront au service de la Compagnie, ils lui seront subordonnez, néanmoins liez au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui passeront aux Indes, & s'établiront és Lieux, Colonies, & Places acquises par la Compagnie, jouiront au retour des mêmes Libertez, Droits & Franchises, dont ils jouissoient en nos Païs-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naitront de nosdits Sujets seront censez Regnicoles.

XCV. Il sera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne seront pas nos Ennemis, & de conclurre avec eux telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de son Commerce, lesquels Traitez cependant ne seront valables que pour le terme de six années, à moins qu'ils ne soient aprouvez & ratifiez par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puissance sans notre consentement préalable.

XCVI. Les Commandans & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous prêteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenir, laquelle pourra aussi revoquer lesdites Commissions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ses Forces, Munitions, & Armes Nous seront remises, ou de notre consentement à la Compagnie qui succedera, en payant la valeur suivant l'estimation, qui en sera faite par des Gens esperts nommez de part & d'autre.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura aquises avec les Droits, Cens & Rentes, lui apartiendront en toute proprieté, Nous en reservant la Souveraineté, même elle ne pourra les vendre ni ceder à d'autres qu'à nos Sujets; Et si après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire ceder à la Compagnie qui succedera, il sera pourvû à son desinteressement sur le pied prescrit par l'Article précédent.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais sans son consentement, soit en tems de Guerre ou de Paix, à ses Vaisseaux, Artilleries, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Gens de Marine, ni à ses Magasins, pour les employer à notre service, pour quelque besoin que ce puisse être.

C. Défendons très-expressement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptez ni reservez, & autres à qui il apartiendra, d'empêcher ni retarder en aucune manière la sortie de nos Ports & Rades, aux Vaisseaux de la Compagnie, lorsqu'ils seront chargez, & prêts à mettre à la voile, ni aussi l'entrée desdits Vaisseaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune chose; pour quelque raison & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de concussion, & ceux à qui il apartient auront un soin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-essentiel au bien du Commerce, soit exactement observé.

CI. Nous promettons aussi à la Compagnie de la proteger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueront injustement, & même d'employer en cas de besoin la force de nos Armes pour la soutenir dans la liberté entiere de son Commerce & Navigation, & de lui faire faire raison de toutes les injustices, injures & mauvais traitemens, en cas qu'aucune Nation entreprît de la troubler dans son Commerce & Navigation, & Nous aurons soin de lui procurer tous les avantages & facilitez possibles par les Traitez de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adresser à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le présent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de son Commerce, notre intention Royale étant de la favoriser autant qu'il est possible.

CIII. Finalement pour Droit de reconnoissance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle sera obligée de Nous présenter, & à chacun de nos Hoirs & Successeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de vingt Marcs d'Or.

Si enchargeons à notre très-cher & bien-aimé Cousin le Prince Eugene de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Païs-Bas, & en son absence à notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis de Prié notre Ministre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en Mandement à nos très-chers & Feaux ceux de notre Conseil d'Etat, Président & Gens de notre Grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil ordonné en Brabant; Président & Gens de notre Conseil en Flandres, & à tous autres nos Justiciers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils fassent, souffrent & laissent tous ceux de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & paisiblement jouir & user de l'effet de cesdites Présentes pour le tems, aux charges & conditions ci-dessus reprises, sans leur faire, mettre, ou donner, ni souffrir être fait, mis, ou donné aucun trouble, ou empêchement au contraire, Car ainsi nous plait-il; En témoignage de quoi Nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Residence Imperiale de Vienne, le dix-neuvième jour du Mois de Decembre, l'an de grace mille sept cens vingt-deux, & de nos Regnes, de l'Empire Romain l'onzième, d'Espagne le vingtième, & de Hongrie & de Boheme le douzième.

Etoit paraphé,

PR. DE CARDIA. Ps. vt.

Signé, CHARLES,

Plus bas,

Par Ordonnance de Sa Majesté,

Contresigné, A. F. DE KURZ.

XX.

Anno 1722.

ANNO 1723.

XX.

30. Janv. Abgefaster Schluß der Evangelischen Ständen zu Regenspurg/daß in dem 1724. Jahr das Osterfest nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April in der columne des verbesserten Calenders anzusetzen/ und darnach alle übrige darab hangende bewegliche Feste durchs gantze Jahr hindurch einzurichten seyen. [Johan Christian Schulenburgs unvorgreiflicher Vorschlag zur vereinigung der Festzeit. §. 7. pag. 131.]

C'est-à-dire,

Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ESTATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du Calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier amelioré, & que toutes les autres Festes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là.* Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

DEmnach bey der zu Ende des abgewichenen Seculi vorgewesenen Calender-verbesserung/ vermöge eines bey dem Corpore Evangelicorum unterm 13 September (3. October) 1699. einmüthig ausgefallenen schlusses beliebet werden/ daß künfftig hin die Oster-fest-rechnung/ weder nach dem im Julianischen Calender angenommenen Dionysianischen-vielweniger Gregorianischen Cyclo, sondern nach dem Calculo Astronomico (wie ehemahls zu zeiten des Concilii Nicæni geschehen) gemacht werden solle/ darnebenst nach enhalt eines ferner-weiten unterm 10—20. Januarii 1700. abgefaßten Concluss allerseits Mathematici Evangelici angewiesen worden/ wegen des unter den Astronomis noch obschwebenden dissensus, welche Tabulæ die allerzuverlässigste und accurateste seyen/ die bißhero fast durchgehends gebrauchte Rudolphinische Tabulas Kepleri zum Calculo der Ephemeridum, und besonders zum Computo des Oster-Vollmonds zu behalten/ und nach denselben Præceptis ad Meridianum Uranoburgicum das Tempus Æquinoctii Verni und dann den wahren Oster-Vollmond in tag/ stunden/ und minuten zu berechnen; und dan sich gezeiget/ daß von anfang dieses Seculi biß auf jetzt lauffendes 1723. Jahr inclusivè wegen bestimmung des Osterfests so wohl nach der accuraten Astronomischen/ als nach der Gregorianisch-Cyclischen rechnung sich keine differentz zugetragen; hingegen nunmehr von der Königl. Preussischen Societät der Wissenschafften zu Berlin auch von verschiedenen anderen erfahrenen Evangelischen Mathematicis die gleichlautende/ und glaubwürdige anzeige geschehen/ daß in bevorstehenden 1724sten Jahre das Æquinoctium Vernale nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 20. Martii, und der nechst darauf folgende Vollmond auf den 8. April einfalle/ welches der rechte Oster-Vollmond gemeldten 1724sten Jahres wäre/ müste also der 9. April, weil der vorhergehende 8. April ein Sonnabend seye/ vor den rechten Ostertag gehalten werden; der Gregorianische Computus Cyclicus aber setzet das Plenilunium Paschale nach unrichtiger rechnung auf den 9. April, und weil dieses ein Sonntag/ das Osterfest auf den 16. April, also 8 tage später hinaus; Dergleichen differentz sich auch in diesem lauffenden Seculo Anno 1744. 1778. 1798. darnebenst auch begeben werde/ daß in denen letzt bemelten zwey letzten jahren nemlich A. 1778. und 1798. der Ostertag des verbesserten Calenders mit dem Ostern der Juden auf einen tag/ welches jedoch das Concilium Nicænum sorgfältig vermieden wissen wollen/ eintreffen werde.

Also ist nach allen dabey vorgekommenen/ und reifflich erwogenen umständen von Evangelischen Corporis wegen einmüthig vor gut befunden/ und geschlossen worden.

I. Daß man hinführo auf denen eingangs berührten Conclusis des Corporis Evangelicorum fest zu bestehen/ folglich

II. Allen im Heiligen Römischen Reich befindlichen Evangelischen Calender-Schreibern/ Druckern/ und Verlegern zu bedeuten habe/ daß sie es bey der bißher gebrauchten form des verbesserten Calenders führohin bewenden lassen/ vornemlich aber/ daß im nechstfolgenden 1724sten Jahr nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April fallende Osterfest in der Columne des verbesserten Calenders auf selben tag ansetzen/ und darnach alle übrige davon dependirende bewegliche Fest durchs gantze jahr hindurch einrichten/ und

III. In folgenden jahren/ es möge zwischen dem verbesserten/ und Gregorianischen Calender sich eine Oster-differentz zeigen/ oder nicht/ jedesmahl nach mehr berührten Calculo Astronomico, die Ostern mit den darnach einzurichtenden beweglichen Festen dem verbesserten Calender inseriren/ auch

IV. Wan nach erfolgter genauer erkündigung der Juden-Ostern sich befände/ daß selbige mit den Ostern des verbesserten Calenders auf einen tag einfielen/ wie zum Exempel A. 1778. und 1798 sich begeben solle/ und man in zwischen keine andere richtigere/ als die bißher gebrauchte Tabulæ Radolphinæ ausgefunden/ und von dem Corpore Evangelicorum approbirt werden/ das Oster-Fest in solchen fällen um die intention des Concilii Nicæni hierunnen bey zu behalten 8. tage weiter hinaus setzen sollen.

V. Wäre dieser des Corporis Evangelicorum abgefaßter/ und denen Regulis Concilii Nicæni gemässer schluß in allen Evangelischen Reichs-landen und Orten/ wie es ehemals bey verbesserung des Calenders A. 1699. gehalten worden/ am letzten Sonntag vor dem Advent des jetztlauffenden 1723sten jahres von denen Cantzeln offentlich zu verkündigen/ und die Oster-feyer in dem künfftigen 1724sten/ und übrigen vorhin bemerckten jahren darnach anzustellen.

XXI.

19. Juin. *Articuli Diætales* HUNGARICI *in Generali Conventu a die 20. Junii 1722. atque in Mensem Junii 1723. continuato conclusi; Quibus in primis, Jus Regiam Hereditarium succedendi in Regno jam in sexu Masculino annis 1687. & 1715. agnitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo* Austriaca *extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die 10. Junii anno Domini 1723. Regnorum suorum Romani* XII. *Hispaniarum* XX. *Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum anno* XIII. [Sur une Copie Originale, signée de la propre main de l'Empereur & scellée de son petit Sceau en cire rouge.]

NOS CAROLUS VI. Dei gratiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archi-Dux Austriæ; Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ; Marchio Moraviæ; Comes Habspurgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis. Quòd posteaquàm Nos, in proximè conclusa Anni millesimi, septingentesimi decimi quinti, prælibati Regni nostri Hungariæ Diæta, primo quippè in idem Regnum nostrum felici adventu nostro, statim ea, quæ ad pristinam ejusdem Regni, olim florentissimi, sed à duobus, & quod excedit, seculis, Vicini præpotentis Hostis Ottomanni infestis Armis nimium divulsi, & dilacerati, ac tandem Victricibus felicis reminiscentiæ Imperatoris & Regis LEOPOLDI I. Prædecessoris & Genitoris nostri desideratissimi Armis, potiori in parte vindicati reducendam felicitatem, tùm circa Justitiæ administrationem, tum Politicorum, Militarium, & Oeconomicorum accommodationem spectare videbantur, elaboranda clementer ordinassemus, & expost occasione novissimi feliciter terminati Belli Turcici, per binos generales intrà biennium habitos Conflictus, fusis, fugatisque Hostibus, duo nominatissima Fortalitia, Belgradum nempè, & Temesvarinum, Divino justa Arma nostra secundante Numine, gloriosè recepissemus, ac per hoc non tantùm ipsum prædictum nostrum Hungariæ Regnum, à jugo Turcico totaliter exemissemus, sed in annexa etiam eidem Regna & Provincias Imperium nostrum feliciter extendendo, prædeclaratos Status & Ordines ab Hoste, Cervicibus & Fortunis eorundem imminente, restitutâ Regno almâ Pace, plenâque procuratâ securitate, gloriosè liberassemus; Sed nec immemores, felices Principes ea, quæ Belli sunt, Pacis tempore curare assolere. Pro stabilienda itaque in omnem casum, etiam contra Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis nostris Hæreditariis Unione, & conservanda Domestica Tranquillitate, novam antelatis Statibus & Ordinibus, Generalem Regni, Partiumque eidem annexarum Diætam, in Liberam Regiamque Civitatem nostram Posoniensem, in diem vigesimum Mensis Junii, Anni proximè præteriti millesimi, septingentesimi vigesimi secundi clementer indixissemus, eidemque Nos etiam, à primordio quidem ejusdem Diætæ, Personaliter, dein verò medio Plenipotentiariorum Commissariorum nostrorum

Regio-

Anno 1723.

Regiorum, Spectabilium quippè ac Magnificorum, Gundakeri Thomæ, Sacri Romani Imperii Comitis à Stahrenberg, Domini Dominiorum Eschelberg, Liechtenhag, & Pottendorff, Hæreditarii Mareschalli in Austria supra & infrà Anasum, Aurei Velleris Equitis, actualis intimi Status & Conferentiarum Consiliarii nostri, ac Ministerialis Bancalis Deputationis Præsidis; Nec non Francisci Ferdinandi, pariter Sacri Romani Imperii Comitis Kinsky, Comitis in Chinitz & Tettau, Domini in Maczen, Chotieborz, Clumecz, & Kratenau, Aulæ nostræ Bohemicæ Præfecti, Consiliarii itidem nostri actualis intimi, & per Regnum nostrum Bohemiæ supremi Cancellarii, amborum verò Camerariorum nostrorum, præluissemus, conclusis tandem mutuis Tractatibus, finitâque Diætali Congregatione, iidem Domini Prælati, Barones, Magnates & Nobiles, cæterique Status & Ordines sæpefati Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, mediò præattactorum Regiorum Plenipotentiariorum Commissariorum nostrorum, exhibuerunt & præsentârunt Majestati nostræ certos Articulos, in eadem Diæta, communibus ipsorum Votis & Suffragiis, parique & unanimi Consensu, accedente benignâ annuentiâ Nostrâ conclusos; Supplicantes Majestati nostræ humillimè, quatenùs universos eos Articulos, omniaque & singula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, nostrumque Regium Consensum iis præbentes, Authoritate nostrâ Regiâ clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos ipsi observare, quàm per alios omnes, quorum interest, observari facere dignaremur. Quorum quidem Articulorum tenor talis est.

Articuli *Dominorum* Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, *cæterorumque Statuum & Ordinum Regni* Hungariæ, *Partiumque eidem annexarum, in Generali eorundem Conventu, pro die vigesima Mensis Junii, Anni millesimi, septingentesimi, vigesimi secundi, in Liberam Regiamque Civitatem Posoniensem indicto, & continuativè in præsens usquè celebrato, conclusi.*

Præfatio.

Quàm Paterno, quamque sollicito, & simul clementissimo affectu Sua Sacratissima Majestas, in Hæreditarium hocce Regnum suum Hungariæ, Partesque eidem annexas inclinata benignissimè haberetur, præprimis quidem ex benignis Literis Regalibus, ad universos Hæreditarii Regni sui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines clementissimè exaratis, profundissimâ homagialis fidelitatis suæ devotione, & nusquam de Cordibus eorandem extinguenda erga Suam Majestatem Sacratissimam, & totam ejus Augustam Domum Austriacam præconceptâ ingenui & subditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per universos Posteros suos fidelissimè recognitum iri, quàm maximè confiderent; Dum illicò, ac per insperata, cùm ab Oriente, tum etiam ab Occidente causata gravissima Bella, & post felicem, totique Orbi stupendum, contra immanes utriusque Hostis, Vires, Armorum suorum progressum, stabilitamque optatam Pacem licuisset, prætermissis aliis quibusvis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis Curis & sollicitudinibus, Paternum conatum suum, ad perennem Regni sui Hæreditarii securitatem, & dudum anhelatam Civium felicitatem convertere, ac eum in finem Generalem pro vigesimâ præteriti Mensis Junii, Anni æquè præterlapsi, in Liberam & Regiam Civitatem Posoniensem, Diætam indicere, & Altissima quoque, nunquam satis à Fidelibus Suæ Majestatis Sacratissimæ Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum veneranda in Persona, Eosdem clementissimè consolari dignata fuisset: Ut inter tot & tantas suæ Majestatis Sacratissimæ erga Fideles sibi Status & Ordines exhibitas gratias, iidem meritò dubitavissent, quidnam ex innumeris Regno huic Hæreditario clementissimè exhibitis gratiis, totque de immanis, Cervicibus Eorandem à longissimo tempore incubantis Hostis, ad stuporem Orbis Europæi reportatis Triumphis, pro gratiarum actionis scopo principaliter assumere convenisset.

Sivè enim intrà biennium, ratò magnorum & felicissimorum etiam Monarcharum exemplo numeratos de tam validis Hostibus Triumphos, seu gloriosis Armis suis, antiquos limites versùs, extensam Patriam perpendissent, nonnisi immortali dignâ memoriâ, in publicum Regni Bonum exantlata Trophæa, unanimi applaudentium Regnicolarum Votô testatum reddere cogebantur.

Cumque pro tam Immortali Gloria, totque Beneficiis, iidem Fideles Status & Ordines, nullo alio præclariori gratitudinis signo, Suæ Majestati Sacratissimæ obnoxios reddi posse arbitrabantur, quam si semet, ac Posteros suos universos, præprimis Suæ Majestati Sacratissimæ, Ejusdemque utriusque Sexûs Successoribus, dein Augustæ quoque Domui Suæ Austriacæ Posteris, conformitate immediatè subsequentium Articulorum, in omne tempus devoverent, & humillimè subjicerent; Deum Ter Optimum Maximum, pro diuturno Suæ Majestatis Sacratissimæ, & præmissorum universorum Successorum perenni & felicissimo Gubernio, ardentibus Votis suis demississimè exoraturi.

Ex quo verò ad plenam fidelium Civium, & Suæ Sacratissimæ Majestatis devotorum Subditorum securam felicitatem, antiquâ etiam Regni consuetudine, & Patriis Legibus exigentibus, Diætale hoc remedium, Sua Majestas Sacratissima clementissimè ordinare & admittere dignata fuisset: Ut proinde futuris quibusvis temporibus, ab omni confusione & periculis, Hæreditarium hoc Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnum præservari, & non minùs adversùs omnem Vim externam, quàm quosvis etiam fatales internos Motus, ipsis Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimùm damnosos, salutari, & Diætaliter stabiliendâ modalitate, in omnes eventuales casus, tutum & provisum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis mutua Cointelligentia & Unio, adeoque publica Reipublicæ Christianæ quies, Pax constans, imperturbata Tranquillitas, sub pio, justo, forti, felici Suæ Majestatis, & Augustæ Domûs Austriacæ clementissimo Gubernio in ævum perdurare, ac continua Augustæ Domûs in Regno, & sacra Ejusdem Corona, utriusque sexûs exoptata, & communi Regnicolarum Votô proclamata, Suæque Sacratissimæ Majestati promptè & fideliter oblata Successio, meliùs obfirmari valuisset; & deinceps omnes & quælibet inconvenientiæ præaverteretur, Fidelesque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in universis Eorundem tam Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, antiquis Consuetudinibus, Prærogativis & Legibus hactenùs habitis, ac in præsenti quoque Diæta conditis, & in futurum etiam, Diætaliter condendis, permaneant, stabiliantur, & conserventur, eademque & eædem, ab omnibus indispensabiliter observarentur, Jus, & Justitia omnibus & singulis, sanctè, secundùm Leges Patrias, hac etiam in Diæta conditas, imperturbatè administrarentur, benignaque eum in finem ad Fideles Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè facta Propositio, & Paterna Mens ac Intentio secundaretur, attacti Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum demississimè supplicant: Ut infrascriptos Articulos, ex Gravaminibus, & humillimis Statuum & Ordinum Postulatis, penes benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionem erutos, unanimique Votô & Consensu, accedente benignâ Ejusdem annuentiâ, conclusos, clementer acceptare, Regiâque suâ Authoritate ratificare, & confirmare, ac tàm Ipsa benignè observare, quàm per alios quoscunque observari facere dignetur.

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacræ Cæsareæ & Regiæ Majestati pro Libertatum, & Prærogativarum Eorundem Paterna & Clementissima Confirmatione, & Suæ in medium Statuum Sacratissimæ Personæ adventu, gratias quàm maximas referunt.

Articulus I.

Paternam sanè, & Clementissimam Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis ergà Status & Ordines Regni, in præsenti Diæta, felicissimè, & in frequentissimo, vix aliquando viso numero congregatos propensionem, & ad permansionem Eorundem, ac incrementum publici Statûs Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, proque stabilienda in omnem Casum, etiam contra

Vim

ANNO 1723.

Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis Hæreditariis Unione, & conservanda domestica tranquillitate directam Curam & Solicitudinem, ex benignis Ejusdem Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis, ad Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè emanatis Literis Regalibus, ac novissimè factis Propositionibus, devotò sanè homagialis Fidelitatis Eorundem Zelò, & constanti servore humillimè intelligentes, pro hoc erga Eosdem clementissimè exhibito Paterni affectûs Gratiarum singulari Voto, quodvè non obstantibus in adversum quibusvis gravissimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus Curis & laboribus, in medium Fidelium Statuum suorum semet conferre, & Eosdem in altissima iisdem summè veneranda Persona sua, Paternè consolari, & primùm ac ante omnia, nullaque prævià Fidelium Statuum & Ordinum eatenùs præmissâ humillimâ Supplicatione, ex puro erga Eosdem Paterno affectu, universos Status & Ordines Regni sui Hæreditarii Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tàm Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Consuetudinibus, Prærogativis, & Legibus, hactenùs concessis & conditis, ac in præsenti Diæta, & in futurum etiam, Diætaliter condendis conservaturam offerre, & easdem, ac earundam singulas clementissimè confirmare dignata fuisset, humillimas, & quàm possunt, maximas Sacratissimæ Cæsareæ ac Regiæ Majestati ideò etiam gratias referunt, quòd Fœmineum quoque Sexum Augustissimæ Domûs Suæ Austriacæ, usquè ad Ejusdem, & ab Eodem Descendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, Partesque, Regna, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam pertinentes, unanimi Universorum Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum liberò Votò proclamatum, & per solennem Eorundem Statuum & Ordinum ad Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem, Viennam expeditam Deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tàm piè & clementer, gratòque animò acceptare, & Fidelium Statuum & Ordinum suorum piis, ac salutaribus Votis, non tantùm annuere dignata esset, sed ejusmodi in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis Successionem, eòdem, quò Masculorum Primogenituræ Ordine, secundùm normam in reliquis Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis, in, & extra Germaniam sitis, jam per Eandem ordinatam, stabilitam, publicatam, & acceptatam, inseparabiliter, habitâque in gradunm æqualitate, ejusdem Lineæ Prærogativæ Masculorum ratione, dirigi, servari, & custodiri vellet; ita, ut illa, vel Masculus Ejusdem Hæres, qui, vel quæ præmissorum Augustæ Domûs Austriacæ Regnorum & Provinciarum Hæres, juxta memoratam normam Primogenituræ, in Augusta Domo Austriaca receptam existet, eodem Successionis, pro his, & futuris quibuscunque casibus Hæreditario Jure, etiam pro infallibili Rege Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, æquè indivisibiliter intelligendarum, habeatur & coronetur.

De Regia Hæreditaria Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis Sexûs Fœminei Augustæ Domûs Austriacæ in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus eidem ab antiquo annexis continua Successione.

ARTICULUS II.

Tametsi Suæ Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis Fideles Status & Ordines Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optiméque constitutam Ætatem, Vires, & Valetudinem conspicientes, Divinæque Benedictioni quàm optimè confisi, Eandem magnis, & gloriosis Sexûs Masculini Successoribus, ad preces quoque Fidelium suorum Statuum, eò fine ad DEUM Ter Optimum fusas, & incessanter fundendas, largissimè benedicendam, & indesinenti Masculorum Hæredum suorum ordine, Fideles Status Regni consolandos fore, vel maximè confiderent; quia verò apprimè etiam perspectum haberent, Reges pariter, & Principes, æquali aliorum Hominum mortalitatis Sorti subjectos esse; maturè proindè & consultò perpendentes, tot & tanta, cùm Prædecessorum Suæ Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis, Divorum olim LEOPOLDI Genitoris, & JOSEPHI Fratris, gloriosissimorum Hungariæ Regum, tùm vel maximè propria clementissimè Regnantis Suæ Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis, pro incremento Boni Patrii publici, provè Fidelium Civium suorum perenni salute, Bello æquè ac Pace exantlata gloriosissima Acta & Facta, dum non modò Hæreditarium Regnum hoc suum Hungariæ, Partesque, Regna, & Provincias eidem annexas, in statu per prætactos gloriosos Prædecessores suos positum, conservavit, sed occasione etiam novissimi Ottomannici Belli, contra ferventissimos ejusdem impetus, idem animosè tutata, Victricibus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regna & Provincias, cum immortali sui nominis gloria, Statuumque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni securitate protenderit, ut successivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & etiam domesticis confusionibus, & periculis præservari, imò in alma, & continua tranquillitate, ac syncera animorum Unione, adversùs omnem Vim etiam Externam felicissimè perennare possit; Quosvis præterea etiam internos Motus, & facilè oriri solita, ipsis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cognita Interregni mala, solicitè præcavere cupientes, Majorum suorum laudabilibus Exemplis incitati, volentesque erga Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem, Dominum Dominum Eorum Clementissimum, gratos & fideles semet humillimè exhibere, in defectu Sexûs Masculini Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis (quem defectum DEUS clementissimè avertere dignetur) Jus Hæreditarium succedendi in Hungariæ Regnum & Coronam, ad eandemque Partes pertinentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Sexum Augustæ Domus suæ Austriacæ Fœmineum, primo loco quidem ab altefata modò Regnante Sacratissima Cæsarea & Regia Majestate, dein in hujus defectu, à Divo olim JOSEPHO, his quoque deficientibus, ex Lumbis Divi olim LEOPOLDI Imperatorum & Regum Hungariæ Descendentes, Eorundemque legitimos Romano-Catholicos Successores utriusque Sexus Austriæ Archiduces, juxta stabilitum per Sacratissimam Cæsaream, ac Regiam regnantem Majestatem in aliis quoque suis Regnis & Provinciis Hæreditariis, in & extra Germaniam sitis Primogenituræ Ordinem, Jure & Ordine præmisso, indivisibiliter, ac inseparabiliter, invicem, & insimul, ac unà cum Regno Hungariæ, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis, Hæreditariè possidendis, regendam & gubernandam transferunt, & memoratam Successionem acceptant, taliterque eandem Successionem Fœmineam, in Augusta Domo Austriaca introductam & agnitam (extensis ad eam nunc pro tunc Articulis 1. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta Ordinem supradictum stabiliunt, per prætactum Fœmineum Sexum Augustæ Domûs ejusdem prævio modo declaratos Hæredes & Successores utriusque Sexûs Archiduces Austriæ, acceptandam, ratihabendam, & unà cum præmissis, æquè modo prævio per Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem clementissimè confirmatis Diplomaticis, aliisque prædeclaratis Statuum & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis, ad tenorem præcitatorum Articulorum, futuris semper temporibus, occasione Coronationis observandam determinant, & nonnisi post omnimodum prædicti Sexûs defectum, avitam & veterem, approbatamque & receptam Consuetudinem, Prærogativamque Statuum & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, reservant intelligendam.

Jura, Prærogativæ, & Libertates Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.

ARTICULUS III.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, universorum Fidelium Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tàm Diplomatica, quàm alia quævis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativas, Legesque conditas, & approbatas Consuetudines, Conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ Diætæ, in sensu Articulorum 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulaque Juramenti ibidem contentæ, intelligendorum, clementer confirmat & observabit: Pariterque Successores, legitimè coronandi Hungariæ, & Partium eidem annexarum Reges, in iisdem Prærogativis, & præmissis Immu-

ANNO 1723.

Anno 1723. Immunitatibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum inviolabiliter conservabunt, quas & quæ præterea Sua Majestas Sacratissima, per suos cujuscunque Statûs, Gradûs & Conditionis, observari faciet.

De Palatinali, & simul etiam Locumtenentiali Authoritate.

ARTICULUS IV.

Et quia inter præviô modô clementissimè confirmatas Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Libertates, in Regno Hungariæ de antiqua ejusdem Consuetudine & Lege, Authoritas quoque, & Prærogativa Palatini, & simul etiam Locumtenentis, sensu Articulorum 5. & 33. Anni 1715. in iisdemque præcitatorum, ac aliorum superindè conditorum comprehenderetur; Hinc Majestas Sua Sacratissima Cæsareo-Regia, Palatinalem, & simul etiam Locumtenentialem Authoritatem, & Jurisdictionem, in sensu Articulorum præcitatorum benignè confirmat; Eâ cum declaratione, nè Palatinus Bona, per Fiscum possessa, conferre possit. De Salario Palatinali imposterum quoque providebitur.

De speciali Nobilitatis Prærogativa.

ARTICULUS V.

Ut Citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & consueto Juris Processu, in omnibus Casibus & Causis, etiam Criminalibus, aut Notam Infidelitatis, de Jure Municipali Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alias pœnas reductis, contra Eosdem per quoscunque instituendis, in Titulo 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, & Articulo 14. Anni 1618. contenta (Crimine tamen læsæ Majestatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & Casibus, qui in Articulo 14. Anni 1687. exprimuntur, exceptis) observetur. Nevè ullus, Nobilitati Prærogativâ gaudens, non citatus, nec debito Juris Ordine convictus, in Persona, aut Bonis suis, quoquo modo damnificetur, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacratissimâ Cæsareâ Regiâ Majestate annuente, statuunt.

Domini Terrestres, & alii Nobiles à Contribuendo, ulterius quoquè pro immunibus declarantur.

ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fundamentalem Patriæ Nobilitatis Prærogativam, sensu Tituli 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomaticas Leges, per Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem clementissimè confirmatas, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria Servitute exempti haberentur; Sacratissima quoque Sua Cæsarea & Regia Majestas, Eosdem Status & Ordines, tam Dominos Terrestres, quàm & alios quosvis Nobilitari Prærogativâ gaudentes, ab omni Contributione, in perpetuum immunes conservandos clementissimè decrevit; militare nihilominùs pro Regni defensione teneantur, & Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, quoties necesse esse judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. à modò imposterum quoquè desiderare & exigere poterit; Armalistæ nihilominùs, etiam in Liberis Regiis, Montanisque Civitatibus, Confiniis, Oppidis Privilegiatis, & non Privilegiatis, & alibi in Regno commorantes, conscientiosè, juxta Comitatuum Idæam pro domesticis Comitatuum necessitatibus taxabuntur.

De Comitiorum Celebratione.

ARTICULUS VII.

Siquidem Generalium Comitiorum Celebratio, sensu Articuli 1. Anni 1659. salutare relevandorum Gravaminum remedium esset, Eadem juxta Articulum 14. Anni 1715. celebrentur: Et nè ultrà bimestre (nisi ex ratione temporis & necessitatis, à Sua Majestate Sacratissima prorogentur) extendantur; Prælati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1608. ante Coronationem, vocati, maturè comparere, Comitatus verò, & præattacti Magnates, qui personaliter interesse non possent, Nuncios Nobiles possessionatos, ac nobili Prosapiâ ortos, sensu Articuli 62. Anni 1665. mittere: Regna verò Croatiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Articulo 61. Anni 1625. semet accommodare, acceptisque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regis Propositionibus, & juxta Articulum 25. Uladislai Regis Decreti 2. Privatorum quibusvis Negotiis prætermissis, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac sub Silentio tractare & deliberare, Materiasque ad invicem cohærentes, seriatim redigere, & ita Suæ Majestati Sacratissimæ præsentare, & ad Diætæ usquè Conclusionem, sub pœna legali interesse teneantur; Ut verò Securitati Eorundem, ipsorumque Familiarium, ac in Diæta conquerentium, & per hoc publicæ Diætali quieti consulatur, à quibusvis contumeliis, multò magis manuum injectionibus, in Loco Diætali, aut publici Consessûs abstineatur; Si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediatè præmissi Articuli, ad tertium citentur, ac Judicium de illis, coram Tabula Regia Judiciaria celebretur, irremissibiliterque, Calumniatores quidem, & Diffamatores, toties quoties in pœna Florenorum ducentorum, Parti læsæ applicanda, Verberatores verò, vel Vulneratores, pœnâ Actûs majoris potentiæ castigentur; Præmissorum nihilominùs malitiosi sub Diæta Occisores, aut occidi procurantes, præviâ tali Citatione, pœnâ Mortis cum exasperatione, condemnentur. Anno 1723.

De Residentia Regiæ Majestatis intrà Regnum Hungariæ.

ARTICULUS VIII.

Quòd Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, demissum Statuum & Ordinum Regni Postulatum, & singularem ergà Augustissimam Ejusdem Personam, sæpiùs in Regno videndam affectum, eiquè famulandi ipsorum desiderium & zelum clementer agnoscere, & ubi graviores Europææ Curæ commodè admiserint, sensu etiam Articuli 4. Anni 1550. in medio Eorundem, & intrà Regnum residere velle, intuitu quoquè futurorum Regni Hungariæ Regum, Eosdem Status & Ordines, ad sensum præcitatæ, & aliarum Legum, securos superindè reddere dignata sit, Status & Ordines, eidem Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestati gratias quàm maximas reponunt.

Casus Notam infidelitatis adhuc inferentes.

ARTICULUS IX.

Pro securiori quietis publicæ Conservatione, & bonorum, ac quietorum Regnicolarum tutamine, ad benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionem, Status & Ordines concluserunt; Ut, Legibus, de Crimine læsæ Majestatis hactenùs in specie Articulo 7. Anni 1715. & modernæ Diætæ Articulo 5. conditis, in suo vigore permanentibus, evidenter semet erigentes & opponentes contra Statum publicum Sacræ Coronæ, Regiæ Majestatis, & Regni, juxta Titulum 14. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti; Præterea Judices, Locaque credibilia, & Fidedignitates, authenticis Sigillis ex Officio fungentes, & taliter falsas Literas conficientes, ad sensum Tituli 16. Partis secundæ; Cusores item falsarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis scienter ac publicè, in quantitate circiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductores & Conductores quorumcunque Hominum, ad spoliandum & disturbandum internum Regni Statum. Dein Publici Hæretici, damnatæ scilicèt Hæresi adhærentes. Nec non malitiosi Amissores & Traditores Castrorum finitimorum Regni, & Partium eidem annexarum. Administratores Armorum, & tempore Belli, etiam Victualium Turcis, & aliis, Infidelibus, Regni scilicet hujus Æmulis & Hostibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoliatores illorum, qui Sectæ eorum damnatæ renunciantes, ex Turcia, ad istud Regnum, & Partes eidem annexas confugiunt moraturi. Prout & Tricesimatores, & alii, in diminutionem Regiorum Proventuum, in extrahendo auro & argento conflato, cum Forensibus Societatem ineuntes, ejusmodique aurum & argentum è Regno etiam efferentes, ulterius quoque Notâ Infidelitatis, amissione nimirùm Capitis, & Bonorum mobilium ac immobilium, ad Portionem ejusdem cedentium, feriantur; Portione tamen Prolium & Fratrum innocentium, & cum Delinquente indivisorum;

rum; Maternis item, & Materno-Aviticis Eorundem Bonis; prout & Juribus Usoriis; Ære, Jureque alieno, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac læsis damnorum ex prævils Casibus emergentium, unà cum espensis fienda refusione, semper in salvo permanentibus.

Casus antehàc Notæ Infidelitatis, in pœnam Actûs majoris potentiæ commutati specificantur.

Articulus X.

Ad conservandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam, & privatorum Regnicolarum Securitatem, reprimendamque quorumcunque Potentiorum agendi licentiam, Sacrâ Cæsareâ Regiâque Majestate annuente, ulterius conclusum est: Ut pœna Actûs majoris potentiæ, juxta Articulum 15. Matthiæ Regis Decreti 6. aliasque passim Leges, sancita, contra Nobilium Domorum Invasores, aut Possessionum Eorundem Occupatores; Nobilium sine justa & legali Causa Arestatores vel Detentores, præterea Vulneratores, Verberatores, vel etiam Interemptores, imposterum quoque observanda, etiam contra Judicum Regni Ordinariorum, eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Protonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum, aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi & Vice-Directores, in Officiorum functione actualiter & legitimè procedentium Detentores, Arestatores, Verberatores, aut Vulneratores, Literarumque Salvi-Conductûs Violatores, & Repulsionem secundariò facientes, pronuncietur; Non secùs & qui Conquerentes in Diæta, extrà eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Diætam, Judicia, vel Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum, prout & Inquisitiones, de repetendis ac restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentes, & ad ineundos cum eadem Computus venientes, inque Computu, & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantes & redeuntes verberaverint, aut vulneraverint, verberarique aut vulnerari commiserint; Prout & Vulneratores Fratrum & Consanguineorum, Mutilatores item membrorum, & Erutores oculorum, eandem Actûs majoris potentiæ pœnam incurrant; Religiosæ nihilominùs, & Ecclesiasticæ Personæ, nec non Mulieres, in præmissis Casibus, pœnæ emendæ Capitis subjacebunt.

Adhuc nonnulli Casus, priùs notorii, mortis pœnâ puniendi statuuntur.

Articulus XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Plagarum, ac Pœnarum, modus observetur, ex benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ resolutione, & Statuum ac Ordinum assensu, statuitur; Ut Patricidæ, Matricidæ, Masiticidæ, Uxoricidæ, ac Infanticidæ, Occisoresque Fratrum & Consanguineorum; Prætereà in primo & secundo gradu Incestuosi; & etiam Novercarum, vel Privignarum Violatores & Stupratores; Demùm Judicum Ordinariorum Regni, Eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Prothonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii, seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officiorum Functione actualiter & legitimè procedentium; Prælatorum item, Magnatum, & Nobilium, Eorundemque Nunciorum, ac Familiarium, vel Servitorum, ad Eosdem pertinentium, vel cum iisdem in Diæta præsentium, aut ad eandem, vel Judicia Tabularia, seu Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum; prout & Inquisitiones de repetendis & restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentium, & ad ineundos cum eadem Computus Venientium, & Redeuntium, inque eodem Computu & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantium, vel pariter redeuntium; In Diæta conquerentium, & propterea Eorundem extra Diætam Interemptores, Capitali pœnæ, cum exasperatione Supplicii, juxta gradûs proximitatis Consanguineorum, aut Interfectorum Officii qualitatem, pronunciandæ subjiciuntur; Pariter & Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum aut factorum Circumstantiis, juxta prudens arbitrium Judicis; Ita & Traditores Malitiosi Castrorum; & Castellorum Dominorum propriorum, eorumque, vel quorumcunque Regnicolarum Expugnatores, aut Interceptores, mortis pœnæ subjacebunt; Ita & falsarum Literarum confectores, falsorumque Sigillorum Sculptores, & penès eadem, Vitæ alterius insidiantes, æquè Morte; Vitæ verò, & simul ad amissionem Bonorum insidiantes, & per id damnis & expensis Innocentem aggravantes, ultrà amissionem Vitæ, etiam in refusione damnorum & expensarum de Bonis propriæ Portionis confectoris Literarum, & Sculptoris Sigillorum adjustandarum puniantur; Portionibus Liberorum, Maternis item, & Materno-Aviticis Bonis eorundem, legali item uxoriò Jure, non absimiliter Ære, ac Jure alienò, pro iisdem relictis & salvis permanentibus. Præmissis pœnis illi quoque subjicientur, qui in iisdem Casibus ejusmodi falsis Literis, scienter, & evidenter in Judicio uterentur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur; Pariter & privati, ex præconcepta malitia voluntariè ignem tectis, aut etiam Messi, vel Segetibus injicientes, eademque comburentes, & ita alios damnificantes; pro rerum Circumstantiis gravioribus, pari pœnâ, in levioribus verò mitiori, attamen amissione Vitæ plectendi venient; Militares nihilominùs cujuscunque Statûs & functionis, in Regno & Partibus eidem annexis Bona possidentes, in Casibus & Criminalibus & Militaribus, Judicio Militari; In non Militaribus verò, sensu etiam Articuli 7. Anni 1655. consuetò Juris Processu, pro casuum varietate judicentur & puniantur, occisi nihilominùs Prolibus, & viduæ, velut injuriatis, ex Portione Delinquentis, Homagium persolvatur.

Diversi Casus, antehàc Notam infidelitatis inferentes, pro ratione Delictorum, mitiori pœnâ puniendi declarantur.

Articulus XII.

Confectores falsarum Literarum, vel iisdem scienter & evidenter in Judicio utentes, & non in vita, sed tantummodò in Bonis quempiam damnificare intendentes, ultrà refusionem damnorum & espensarum, in pœna etiam Infamiæ: Passualium attamen, vel Missilium Literarum, in levioribus Casibus confectores, vel talibus scienter utentes, licèt nec Honori cujuspiam obessent, nec ullum damnum causarent; Nihilominùs, ut à talium quoque confectione abstineatur, tales juxta prudens Judicium, promeritæ pœnæ per Tabulam Regiam Judiciariam, vel Comitatus; Respectu verò Civilium Personarum, per eorundem Magistratus puniendi subjiciuntur: incestum verò in tertio & quarto gradu scienter committentes, priores quidem trium, posteriores verò duorum annorum Carceres subibunt. Nolentes porrò ire ad Bellum vel Militem non mittentes, Rege insurgente; Pariter & Capitanei ad falsos Rumores Gentes levantes, pœnâ pro ratione Circumstantiarum aggravantium, vel allevantium arbitrariâ; Liberos autem Haydones intertenentes, quoad Personas, æquè pro ratione Circumstantiarum, pœnâ delictò proportionatâ; quòad verò causata per eosdem damna, in eorundem cum expensis fiendâ refusione, si qui demùm præter suprascriptos Casus, adhuc alii notorii dicendi essent; tales pro ratione facti, ad pœnam delicto conformem, pro seductis declarantur.

De Tricesimatorum Excessibus, & nonnullis Tricesimis tollendis.

Articulus XIII.

Quòd cùm Articulo 91. Anni 1715. comprehensæ Tricesimæ, non in aggraviam Regnicolarum & Quæstorum, nec exigendam novam, seu duplicem Tricesimam, vel pro exhibitione Schedarum qualemcunque Taxam, veluti eodem etiam Articulo totaliter sublatam, verùm ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ haberentur, in Regii nihilominùs & Paterni affectûs sui contestationem, eadem Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut sublatis Novisoliensi, & Schemniczienſi Tricesimis, Budensis pro ratione moderni temporis, tùm ob institutum cum Porta Ottomannica Commercium, tùm verò in majus ipsorummet etiam quæstorum commodum, in suo esse permaneat. Excessus denique omnes Tricesimatorum, & à Pecoribus,

ex

ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatum & Oppidorum publicas & hebdomadales Nundinas pelli solitis, à ratibus & ligneis materialibus, aliisque quibusvis Victualibus, & rebus Venalibus, ac etiam Vino exactæ qualescunque & cujuscunque demùm speciei Taxæ, aliique omnis generis abusus, etiam in finitimis committi soliti, tolluntur; Excedentes verò juxta Articulum 17. Anni 1609. in Rebus Officii coram Camera; In aliis autem non Cameralibus, juxta Articulum 44. Anni 1681. conveniendi erunt; Judicatus autem Cameralis, quoad Merces tantummodò prohibitas & Contrabandas, Articulo 15. Anni 1715. admissus, ad Quæstorum debita, aliasque eorundem prætentiones nullatenùs extendatur; Contrabandæ verò, antè cognitionem Causæ, nè distrahantur, statuitur. In applicatione autem ad Tricesimatorum Officia, ratio Legum habeatur, Sua Majestas Sacratissima est clementer ordinatura; Domini verò Terrestres, locum erga conveniendum justum pretium, Jureque hypothecariò, usquè dum Tricesima aliò non transferatur, sine Dominorum Terrestrium præjudicio possidendum, nec intereà temporis in Cursiam elevandum, translatâque aliò Tricesimâ erga renumerationem conventi pretii, Domino Terrestri restituendum dare obligentur.

Tricesimas, & Telonia, ab inductis, & eductis pro necessitate propria, Regnicolæ non solvant.

Articulus XIV.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas clementer resolvit: Nè Regnicolæ à quibusvis Rebus, in Vicinas Suæ Majestatis Sacratissimæ Hæreditarias Provincias inductis, vel abindè pro necessitate propria, & Domesticorum suorum eductis, inducendisque vel educendis, Tricesimam solvant. Pro moderandis demùm Vicinarum Provinciarum Teloniatorum Excessibus benignè datâ Resolutione, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, gratias quàm maximas reponunt.

De Siccis, & non necessariis, etiam Fluvialibus Teloniis tollendis, Judæisque amovendis.

Articulus XV.

Annuit benignè Sua Majestas Sacratissima; Ut stabilitò Budensi Teloniò, tanquàm in Regia Residentia ab antiquò constitutò Comaromiense, Albaregalense, & Canisiense Telonia, in Contestationem Cæsareo-Regiæ Suæ Clementiæ, & Contribuentium Incolarum Sublevamen, immediatè tollantur; Et præter illa, alia quoque omnia seu in Regiis, seu quorumcunque Dominorum Terrestrium Bonis existentia, sicca æque, ac non necessaria, & Fluvialia etiam, ubi per Pontes non transitur, Telonia, unà cum Filialibus, non obstante etiam antiquò usu, vel Privilegiò, alioquin contra positivas Patriæ Leges subsistere non valente, multò magis nec Privilegiò, nec antiquò usu firmata, per Vice-Comites Comitatuum, penès legalem Exmissionem, finità Diætâ, ac sub pœna Articuli 15. Anni 1715. immediatè tollantur: Contra refractarios verò, & hujusmodi Teloniorum Sublationem, & Judæorum amotionem non admittentes, in Conformitate Articuli 12. Anni 1566 Fisco-Regio, coram Judicibus Comitatensibus, sub pœna ibidem expressa agere liberum sit: Articuli prætereà 15. Matthiæ Regis Decreti 2. 13. Anni 1566. 34. Anni 1635 & 91. Anni 1647. observentur, & quousque ad tenorem præcitati Articuli 91. Judæi, à quibuscunque Teloniis non amoveantur, eò usquè nemo in tali Loco Telonium solvere teneatur; Ab aliis verò, qui à solutione Teloniorum, Lege etiam Articuli 15. Anni 1715. immunes sunt, nulla prorsus Taxa ullibi exigatur; A proficiscentium verò pecoribus, in Communibus pascuis, duo denarii à singulo pecore dietim, etiam tempore Nundinarum persolvantur; à cujusmodi pecoribus, etiam ad Loca Nundinarum depelli solitis, & vel propter glaciem, aut siccitatem, per Pontes aut aggeres non transeuntibus, prout nec ad Molam, vel abindè progredientibus, vel Peditibus Itinerantibus, ullibi Telonium, sub pœna violentiæ desumatur; Nobiles autem, seu quæstum exercentes, seu non, & ignobiles, à Telonii solutione immunes, ad accipiendum à Teloniatore pro pecunia potum in Teloniis, sub præmissa pœna non adigantur; Granus, & alii Fluvii, contra Articulum 58. Anni 1659. non impediantur, sed potiùs liber descensus & quæstus admittatur; Ac denique nè Naves vel Rates, sub quocunque Titulò, aliaque materialia, vel res venales, in Portubus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Dominos Terrestres, vel Locorum Quæstores, aut Arendatores, aliosque quoscunque, objectò levi quoquò pretiò, aut aliter qualitercunque præemantur, aut occupentur; Pro justo nihilominùs pretio Dominorum Terrestrium, præemptione pro iisdem salvâ permanente; omnes denique cujuscunque generis & speciei, & quandocunque, seu per Dominos Teloniorum, seu ipsos Teloniatores, aut quoscunque alios inducti, & contra tenorem positivarum Regni Legum patrari soliti Excessus, per Comitatus indilatè cassentur & annullentur; Excedentes autem in præmissis, pœnâ violentiæ, vigore Legum Patriarum, contra eosdem statutâ, puniantur; Contrabanda pariter per Teloniatores subindè facta, ante cognitionem Causæ per Dominos Terrestres, tanquam primam instantiam instituendam, sub præmissa pœna, & damnorum ac expensarum refusione non distrahantur; Gravatis nihilominùs ad Comitatum recurrere integrum sit; Sed nec Rustici, circa Confinia Pontes ædificantes & reparantes, contra Articulum 47. Anni 1609. ad Teloniorum solutionem compellantur. De reliquo Teloniorum Possessores, sub pœna citatarum Legum, Pontes, Vias, & Aggeres reparare & conservare teneantur.

De Cameræ Regiæ Hungaricæ Authoritate, & sufferendis Arendatorum Excessibus.

Articulus XVI.

Regiæ Cameræ Hungaricæ instructionem, ad normam Articuli 38. Anni 1569. & 18. Anni 1715. Sua Majestas Sacratissima ordinabit; quæ ulteriùs etiam cum Camera Aulica suam habebit Correspondentiam; Bonorum & Proventuum Regiorum Exarendationes, quemadmodùm ab arbitrio Regiæ Majestatis dependent; ita Nationalium hoc in passu specialis ratio habebitur; Ad præcavendos nihilominùs quosvis Arendatorum Excessus, Legibus & Constitutionibus Regni subesse debebunt.

De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis rectificandis, & revisis effectuandis.

Articulus XVII.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, ad humillimam Statuum & Ordinum instantiam elementissimè admittit, ut circa metarum inter vicinarum Provinciarum, & Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum Limites, hactenus peractæ, & nondum relatæ Commissiones, referantur, à benigna verò approbatione pendentes, quantocyus ratificandas, approbatas autem & ratificatas, finità præsenti Diætâ, immediatè Executioni mancipandas, nondùm verò celebratas, æquè finità Diætâ, sensu Articuli 39. Anni 1715 & inibi citatorum peragendas, & concludendas, præviâque earundem relatione & Ratificatione, æquè Executioni mancipandas, benignè resolvit; Quapropter in præmissum finem Commissarii denominantur: *Circa Austriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Nittriensis Comes Ladislaus Adamus Erdödy; Comes Thomas de Nádasd Sacræ Regni Hungariæ Coronæ Custos; ac prætereà Palatinalis Prothonotarius, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius Magister Franciscus Szluha; Joannes Sigray Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; & pro tempore constituti Posoniensis, Soproniensis, & Mossoniensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Moraviam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Koháry, Judex Curiæ Regiæ, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Regiæ intimus Consiliarius; ac loco Andreæ Körtelly Episcopi Traguriensis Seniò confecti, Ladislaus Szörényi, Electus Episcopus Dulcinensis; Item Comes Gasparus Esterházy, & Michaël Révay Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, ambo Majestatis Suæ Sacratissimæ Consiliarii, & loco demortui Andreæ Hunyadi, idem Magister Franciscus Szluha, Adalbertus Sándor, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Gabriel Bossány, & Paulus Prileszky; ac Vice-Comites Comitatuum Nittriensis & Trenschiniensis. *Circa Silesiam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Illésházy Perpetuus à Trenchin, ejusdemque & Lyptoviensis Comitatuum Supremus ac Perpetuus Comes, Majestatis Suæ Sacratissimæ intimus actualis Consiliarius, & per Regnum Hungariæ Aulæ Cancellarius; loco-

ANNO 1723.

locoque demortui Ladislai Pyber Episcopi Almisiensis, Joannes Okoliesányi, Electus Episcopus Noviensis, & Tabulæ Majestatis Suæ Sacratissimæ Prælatus; Magister item Franciscus Sigray, Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis & Consiliarii Prothonotarius, ac Georgius Paluska, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Christophorus Ugronovics, & Gasparus Hrabowski; nec non Trenchiniensis & Arvensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatûs Castriferrei Supremus Comes, & Majestatis Suæ Sacratissimæ Intimus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatinus, & alter Stephanus Zeke, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Juratus Assessor; nec non Castriferrei, Szaladiensis, & Simigiensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam ex parte Croatiæ & Carniolia:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Zagrabiensis Comes Emericus Esterházy, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Suæ Intimus actualis Consiliarius; Illustrissimus & Reverandissimus Dominus Petrus Bakics Episcopus Bosnensis, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Suæ Majestatis Consiliarios; Comes Joannes Cikuliny, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Brauyng, Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Prothonotarius; Præterea Georgius Cziudery Varasdiensis, & Adamus Oresky Zagrabiensis, & Posegiensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agriensis Comes Gabriel Erdődy; & Comes Michaël Petheö, Comitatûs Zempliniensis Supremus Comes, ac Joannes Szentiványi, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; Martinus item Szeleczky Vice-Judex Curiæ Regiæ, & æquè Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius; Magister Gabriel Kapl, Judicis Curiæ Regiæ Prothonotarius; & Emericus Mátyaosowszky, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Zempliniensis, Sárossiensis, Unghensis, Scepusiensis, Beregbiensis, & Ughocsensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Transylvaniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadiensis Comes Ladislaus de Nádasd; Illustrissimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & Comes Alexander Karolyi, Comitatûs Szathmariensis Supremus Comes, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii: Præfati Martinus Szeleczky, & Gabriel Kapl, ac Sigismundus Palugyay, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Szathmariensis, Bihariensis, Maramarossiensis, Mediocris Szolnok, Kraszuensis, & Zarandiensis Comitatuum Vice-Comites, ubique pro Interesse Suæ Majestatis Sacratissimæ, & Sacræ Coronæ, in præmissis, unô ex Consiliariis Cameræ Hungaricæ, & Causarum Regalium Directore, aut ejusdem substitutô, præsentibus: Qui quidem Commissarii hancce sibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciam, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Suam Majestatem Sacratissimam benignè denominandis Commissariis, præfixô superinde Terminô, elargiendisque necessariis Mandatis, modalitate in præmissis Articulis, & aliis ibidem citatis Legibus specificatâ, optato jam tandem effectui mancipare, & illa etiam, quæ seo ductu Articuli 23. Anni 1681. seu aliàs, & expost, peractâ Reambulatione, à finali duntaxat Sententiæ Executione dependerent, pro desiderata Statuum Consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione Controversias quoque inter Dominium Holles, & Moravos Gödingenses, ratione 90. circiter Jugerum Terræ, à Dominio Holics avulsorum; Non secùs & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum Fluvii Muræ, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, revidere & determinare, ac pro benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ Ratificatione, effectui mancipanda referre possint, ac debeant: Intereà verò, omnia in statu quo ab utrinque maneant; Suprascriptos nihilominùs Commissarios Sua Majestas Sacratissima ad numerum, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benignè reservat.

De Prædiis impopulandis.

ARTICULUS XVIII.

Passim in Regno Prædia comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc Structuræ & Incolarum Habitationes conspiciuntur; Quorum Incolæ Portarum Connumerationem ingressi, juxta easdem, obtingens Contributionale in Comitatibus supportârunt, verùm & redire volentes, per Dominos Terrestres non admitterentur; Espropter Sacratissimâ Cæsareâ & Regiâ Majestate clementer annuente, statutum est: Ut talium Oppidorum, & Possessionum ruralium, antehàc Portas ingressarum Incolæ, quandocunque dispersi, ad propria Habitationum suarum Loca redire, & Incolatum suum recipere volentes, per Dominos Locorum Terrestres (nisi eadem Loca intereà per alios populata jam fuissent, vel legalis Præscriptio intercessisset) sub pœna, contra Colonos profugos recipientes, & non restituentes statuta, per Magistratum Comitatensem, de Bonis similium Dominorum, redire volentes ejusmodi Subditos non recipientium, irremissibiliter desumenda, admittantur; Nevè Possessiones per desolationem Subditis diminutæ, ad præstandas antiquas Datias, ab integris Possessionibus præstari olim solitas adigantur, aut Subditi & Incolæ, ultrà ritè confectum Urbarium, à Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-Urbarialibus, minusque debitis Oneribus, cum dispendio Boni publici onerentur, in conformitate Articuli 101. Anni 1715. Magistratus Comitatenses invigilare, & Subditos ab Oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestres, Authoritate Magistratuali animadvertere debeant, & teneantur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. Anni 1715. specificatorum, & præ manibus quorumcunque existentium, Instantibus Regnicolis, coram Tabula Regia, Justitia administretur, & usque ad decisionem Litis non distrahantur.

ARTICULUS XIX.

Licèt quidem respectu Bonorum, è potestate Turcica vindicatorum, Prætendentibus & Jura sua comprobare volentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. provisum fuisset; Intuitu tamen demissæ hoc in Puncto repetitæ Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Instantiæ, Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut Prætendentes ratione talium Bonorum, in Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia Judiciaria, præsentibus duobus Consiliariis Cameræ Hungaricæ, priùs tamen Judicum Juramentô, & duntaxat pro Causis perpriùs Commissioni Neo-acquisticæ submissis, adstringendis, & sinè ulla prorsùs alias Causas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi consequentia, adeoque præcisè pro discussione talium Causarum vocandis & adhibendis, Jura sua prosequi & comprobare possint. Quas Tabula Regia Judiciaria, cum omni Authoritate & plena facultate, modalitate ejusdem Articuli, ex integro cognoscere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni mancipare possit ac debeat; Salvô nihilominùs Gravatis in bujusmodi Causis, ad Suam Sacratissimam Majestatem recursu; Directore Causarum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Causarum, modô hactenùs observatô, excesse debente: Non secùs, ut comprobatis Juribus suis, ipsi instantes, ad exigentiam repetiti Articuli 10. in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas in priori diutumo Bello Turcico pertulit, proportionatam Quotam conferant, & ea solùm Loca Neo-acquistica hic intelligantur, quæ usque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salvâ pariter Fisco Regio legali Actione, contra, in Comitatibus eôdem Articulô denotatis Bona possidentes, permanente: Quòad Regnum autem Croatiæ, usque ad ulteriorem Suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem, beneficium præcitati Articuli 10. maneat.

De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regni Hungariæ Coronam spectantium.

ARTICULUS XX.

Siquidem Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, tam de eorum, quæ ab olim ad Regnum Hungariæ spectabant, quàm etiam in meditullio Regni existentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, stante adhuc præsenti Diætâ eum inituram se esse modum clementissimè resolvisset; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Petito experiri valeant; Cujus siquidem benignæ Resolutionis, propter temporis brevitatem, & necessariarum Dispositionum non effectuationem, participes reddi nequi-

ANNO 1723.

ANNO 1723. nequivissent; Ideò Eidem Majestati Sacratissimæ humillimè supplicant; Ut præcitatus Articulus quantocyus effectuetur, & præmissa Cameralia, ac Militaria Loca, instar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatuum Jurisdictioni, cum proportionato Onere indilatè subjiciantur.

De Militiæ Excessibus, & Regalibus sufferendis.

ARTICULUS XXI.

Ut quòad Militiæ Excessus, Articulus 43. Anni 1715. exactè observetur, & Generalium aut quorumvis Commendantium, seu in Exactionibus Tributorum, seu sic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quandocunque introductos, hôc quoque pactô semet Status & Ordines, Regiâ benignitate consolatos esse sentiant, eum instituendum ordinem benefata Sua Majestas Sacratissima clementer resolvit: Quòd Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æquum, in Præsidiis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, simpliciter, & quantocyùs fieri poterit, tollantur, & cassentur: Illis verò, quæ seu ex usu antiquo, & continuatâ Consuetudine, sivè ex Concessione quapiam per Generales, & Commendantes, in partem Salarii sibi deberi prætenduntur, prævio superindè instituendô Examine, & compertâ rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majestatem Sacratissimam clementer ordinandis, absque ulteriori Regnicolarum aggravio compensentur. Quia autem stante præsenti Diætâ etenus ordinata in præsentia Dominorum Commissariorum Regiorum, cum Concursu Statuum, & Consilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commissio, finem sortiri nequivisset; Ideo Status & Ordines, benignæ Regiæ Resolutioni insistentes, pro ejusdem, finitâ statim Diætâ fienda continuatione, & benignæ Resolutionis Regiæ effectuatione supplicant.

Ut Articulus 72. Anni 1715. de Austriacis, Styris, & aliis vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos possidentibus, effectuetur.

ARTICULUS XXII.

Ut finitæ, & Annis præteritis Suæ Majestati Sacratissimæ, ex parte Regni humillimè relatæ, in præcitato Articulo ordinatæ Commissiones quantocyùs effectuentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suæ Majestati Sacratissimæ humillimè supplicant.

De Generalatuum ad Confinia Translatione, & non necessariorum Præsidiorum evacuatione.

ARTICULUS XXIII.

Sub proximè præterita Diæta Status & Ordines Regni, Majestati Suæ Sacratissimæ humillimè supplicuerunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hosteque naturali, ad remotiora propulsato, Cassoviensis, Cis & Trans-Danubialis, Jauriensis, Comaromiensis, Varasdiensis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longè ulterius, DEO propitiô, Termini extensi haberentur: Hinc Status & Ordines Suæ Majestati Sacratissimæ, non solùm pro effectuatione Articuli 42. Anni 1715. sed etiam non necessariorum Præsidiorum, juxta benignam superindè elargitam Resolutionem Evacuatione, humillimè supplicant.

Pro Revisionibus Appellationum penes Dominum Comitem Palatinum, quà simul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.

ARTICULUS XXIV.

Benignè admittit Sua Majestas Sacratissima, ut in conformitate Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad suprafatum Judicium Regium Septem-Virale, sub Præsidio Regni Palatini, & simul Locumtenentis Regii, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælatis, & duo ex Magnatibus, & demùm quatuor ex Statu Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, pari cum præfatis Septem Viris Votô, & Salariô constituantur, ac ad Administrationem Justitiæ, æquali omnes Juramentô adstringantur; Substitutione in locum legitimè absentium, aut aliter impeditorum, usque dum per Regiam Majestatem, vel iidem Substituti pro actualibus confirmentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comiti Palatinô salvâ permanente; Hujusmodi autem Judices, intra tridui Spatium, sub pœna Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adesse teneantur, nisi gravis infirmitas, vel legale quodpiam impedimentum eosdem excuset. Præviô demùm modô comparentes, statis horis, pro Causantium commoditate considere, & ad minùs undecim cum Præside, ad ferendum Judicium continuò præsentes esse debeant: Absente denique quacunque legitima de Causa Regni Palatinô, Judex Curiæ Regiæ, de usu etiam hactenùs observatô, præsideat.

ANNO 1723.

De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.

ARTICULUS XXV.

Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, sensu Articuli 50. Uladislai Regis Decreti 5. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum passim sancitarum Legum, superioribus quoque Sæculis, pro continuò celebrata fuisset; Magnô nihilominùs Causantium, & Justitiam sitientium damnô, ad certa tempora reducta, ac vel maximè temporum injuriâ, Judicia interrupta extitisse comperirentur; Pro Justitia itaque, per quam Regna subsistunt, continuò administranda, Sua Sacratissima Majestas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria secundùm præscriptum Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac suo in vigore, & integritate conservandam, ac non nisi Feriis & Juristitiis demptis, ut pro continuò consideat, Causantibusque, non obstante aliquorum legitimâ absentiâ (itâ tamen, ut ad minùs Novem Judices Tabulares cum Præside adsint) Jus & Justitiam administret, Juratosque sensu Articuli 8. Uladislai Decreti 4. pro necessariis functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia salariatos habeat, statutum est.

De Causis ad Tabulam Regiam Judiciariam spectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Termino Evocationis.

ARTICULUS XXVI.

Licèt quidem Causæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitis Palatini; Defectuum item Seminis, Judicis Curiæ Regiæ Judicio subjectæ fuissent; Ad celeriùs nihilominùs, & exactiùs administrandam Justitiam, benignè annuit Sua Majestas Sacratissima; Ut quævis Causæ, tam videlicet prærecensitæ, quàm & aliæ Tabulares, quoscunque Regnicolas, ac Fiscum etiam Regium activè, & passivè tangentes, in Tabula Judiciaria Regia (salvâ Parti succumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Itâ tamen, ut in Causam attractis remotiùs habitantibus, quatuor ad minus Quindenarum Terminus, & is quidem pro certa, & determinata die, nè Causantes, ob incertitudinem diei, quâ Causa eorundem levaretur, diutius cum gravi Expensarum suarum profusione exspectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Causarum, sicut hactenùs, itâ imposterum quoque condigna ratio habeatur, eædemque ante alias assumantur, & decidantur; Juris remedia eô usque durent, & observentur, quousque de iisdem, & Pœna temerè litigantium, in Emendatione Legum aliud non statuatur.

De Tabula Banali.

ARTICULUS XXVII.

In Regnis pariter Croatiæ, & Sclavoniæ singulis Annis, exceptis Feriis, & Juristitiorum temporibus, statôque suô locô, & tempore, per Dominum Comitem Banum, & universos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis sub Præsidio Comitis Bani, aut eô absente, & legitimè præpeditô, Locumtenentis, seu ejusdem Comitis Bani Vices-Gerentis (ad quam omnium Comitatuum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Causæ, per Viam Appellationis deducendæ erunt) celebretur, taliterque, & non secùs, more etiam hactenùs legaliter observatô, per Viam Appellationis, & Transmissionis in Tabulam Regiam, ac demùm etiam abindè in continenti, ex antiqua Consuetudine,

ANNO 1723.

tudine, in Septem-Viratum, Causarum Appellatæ, earundemque Revisiones legitimè deducantur.

Tempore Revisionis, appellatarum Causarum precedentes Judices, & alii Interessati, etiam in Sedibus Judiciariis Comitatuum exesse debeant.

ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Causarum Revisione statuitur: ut ad conformitatem Articuli 8. Uladislai Regis Decreti 4. & Articuli 13. Anni 1557. Judices in Causis propriis, & Principalium suorum in Tabula Regia vertentibus: Non secùs & alii quoquò modò Interessati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Jurati Assessores, in Sedibus Judiciariis Comitatuum esse non possint, & post factam Causarum coram iisdem ventilatarum Relationem, sub earundem Discussione esesse imposterùm debeant.

De Feriis, universalibusque Jurisitiorum Terminis.

ARTICULUS XXIX.

Pro Judicum, & Causantium Directione, servandoque debito ordine, Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate annuente statuitur: Ut Feriæ Nativitatis Domini, initium sumant à Festo Sancti Thomæ Apostoli, & durent ad Dominicam primam post Epiphaniam; Dein autem per ultimos Dies Bachanaliorum, usquè ad Dominicam primam Quadragesimæ; Postea verò à Dominica Passionis (ut videlicèt Prælati, pro exequendis, iisdem hebdomadâ Sanctâ incumbentibus Functionibus, unà & reliqui Judices etiam, Devotionis Causâ adesse possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sacri Pentecostes, usquè ad Dominicam Sanctissimæ & Individuæ TRINITATIS: Jurisitium verò Messis, à Festo Sancti Ladislai Regis Hungariæ, usquè ad Festum Sancti Stephani: Vindemiæ autem à Festo Sancti Michaëlis, usquè ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo præter præmissa, prævio modò universaliter observanda Jurisitia, adhuc triginta dies ante Diætam, & sub toto Diætali decursu, juxta Articulum 49. Anni 1655. & Articulum 12. Anni 1507. usquè ad reditum Nunciorum; Non secùs & omnes Dominici, justaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. à Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fori celebrari soliti; Festorum & Rogationum etiam dies; nec non tempore insurrectionis Generalis, pro universalibus Juristitiis, antiquâ Regni Consuetudine exigente, imposterùm quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judiciariis observanda venient, quæ Juristitia, sensu Articuli 70. Anni 1618. (præter solas Causas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

De Tabularum Districtualium Erectione, & Personis ad easdem adhibendis.

ARTICULUS XXX.

Siquidem pro celeriori, ac exactiori Justitiæ administratione, & à multis Annis intermissorum Generalium æquè, ac Brevium Judiciorum celebratione, Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, exceptis Juristitiorum temporibus perpetuò celebranda veniret, ibidemque Protonotarios ex muneris sui exigentia, sensu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & tenore Articuli 38. Anni 1559. continuò sine exceptione interesse oporteat, neque iisdem de dictamine hujus Articuli alter substitui valeret; Hinc abrogatò antehac per eosdem in Partibus exercitò Processu; Nè Causantes in Causis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale hactenùs respicientibus, beneficiò administrandæ Justitiæ destituantur, secundùm benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ mentem & intentionem, Subalternæ Tabulæ, in quatuor Regni Districtibus erigendæ decernuntur: Quorum singulæ unà cum Præsidibus, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno benè possessionatis, ac Juris Patrii exactam Notitiam, æqualemque Activitatem judicandi habentibus, Judicum Juramentò adstringendis constabunt, à quibus Sententiæ ad Tabulam Regiam Judiciariam Viâ Appellationis transmitti, abindeque appellatæ ad Septem-Viralem referri debebunt: Propterea pro litigantium Allegationibus, modò hactenùs observatò, coram Judicio ad Calamum excipiendis, perlegendis, conficiendâque, & publicandâ Sententiâ, & successivè redigendis Processibus, adhuc unus in singulis Tabulis Juratus Notarius, Juramentò Notariorum Sedis obligandus, sinè Voto, & quatuor Jurati, ac ex his unus Expeditor cum ordinario Salario; Alii porrò Jurati cum Adjuta, pariter Juratorum Notariorum Sedis Juramento adstringendi, adhiberi valebunt; Ad præcavenda porrò quælibet impedimenta, Justitiæ administrationem, ejusdemque celeriorem cursum remorantia, hactenùs quoque per diversa Præceptoria Mandata plurimùm causata, eadem Tabulæ Districtuales, penes solas Actiones, iisdem exhibendas, & cum sufficienti, Quis? Quid? coram quo? quo Jure petatur? & à quo? Declaratione expressandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione necessariæ Comparitionis, Stylò consuetò per supradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariæ Cis-Danubianarum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Præses, & cæteri Assessores, Nominisque sui appositione subscribendis, Sigilloque Regis cum Inscriptione: Sigillum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Partium Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Districtuum præferente, iisdem concedendo muniendis, & expediendis, unà cum reliquis acclusis, & appositâ Lectâ includendas, ac per suprascriptos Juratos, vel pro Sumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, seu duos Juratos Assessores illius Comitatûs, ubi in Causam attractus resideret, vel Bona quæpiam haberet, exhibendis, ergaque fidedignas super earundem Exhibitione Testimoniales, procedant, ultra quos penes singulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pauperibus, mediis destitutis, gratis assistere obligabitur; tàm hic, quam etiam alii, consuetò Advocatorum Juramentò adstringendus.

De Loco Tabularum Districtualium, Celebrationeque Judiciorum.

ARTICULUS XXXI.

Ut porrò Causantium etiam Expensis, & commodiori Justitiæ consecutioni consulatur; Pro *Comitatibus*, sine præjudicio Ordinis eorundem ab infra denominandis, *Districtûs Cis-Danubiani*, Posoniensi videlicet, Nittriensi, Trenchiuensi, Barsiensi, Neogradiensi, Hontensi, Pestiensi, Strigoniensi, Zoliensi, Thurocsiensi, Lyptoviensi, & Arvensi, Locus Tabulæ, *Libera Regiaque Civitas Tyrnaviensis*. Pro *Trans-Danubianis Comitatibus*, nempè Soproniensi, Castriferrei, Szaladiensi, Comaromiensi, Sümeghiensi, Jauriensi, Albensi, Weszprimiensi, Mosoniensi, Toluensi, & Baranyiensi, *Libera Regiaque Civitas Giuziensis*. Pro *Cis-Tybiscani Districtûs Comitatibus*; Abbaujuvariensi videlicet, Zempliniensi, Sáárosiensi, Ungensi, Scepusiensi, Gömöriensi, Hevessiensi, cum exteriori Ssolnok, Borsodiensi, & Tornensi, *Libera, Regiaque Civitas Eperiesiensis*. Pro *Comitatibus verò Transtybiscanis*, Szattmáriensi, Szabolcsensi, Bereghiensi, Ugocsensi, Bihariensi, Csanadiensi, Csongradiensi (quorsùm & Bachiensis, ac Bodroghiensis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorsùm etiam reliqui Comitatus nondùm incorporati (quamprimùm reincorporati fuerint) spectabunt, *Magno-Varadinum*, denominantur, inibique continuò, exceptis Feriarum, Juristitiorumque temporibus celebrari, & præmissi Judices iisdem, omnibus continuandorum Judiciorum temporibus interesse, Causasque de Bonis, in eorundem Districtu existentibus, & Acquisitioni Actorum substratis, non verò aliarum Tabularum Jurisdictioni submissis, judicare; Si autem Bona Divisioni, vel Acquisitioni substrata, in diversis Districtibus situarentur, in quo Caput Bonorum, vel eòdem non existente, potior pars eorundem adjaceret: Pariter & in Liquidis, universa Bona, obligationi submissa habentibus, idipsum observare, aut certis & determinatis Bonis obligatis existentibus, tenori Obligatorialium semet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi verò Tabularum Præsidem ægrotare, aut aliter legitimè impeditum, ac absentem esse contigerit, in ejusdem absentia, Præsidis Officiò primus Assessor fungatur; ita tamen, ut occasione unius, vel alterius legitimæ absentiæ, ad minùs tres interesse, & pluralitatem Votorum observare debeant; Dùm porrò quatuor esse contigerit, Votaque bifariam dividerentur, cui Parti Præses, vel eòdem legitimè impeditò, & absente, Substitutus adhærebit, pro conclusivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Successivè verò juxta Assessoratûs senium considebunt, & demor-

ANNO 1723. demortuis, vel aliò avocatis substituendi, post Seniores sequentur: Extra quos convocati Partium, ampliùs in Judicio non adhibebuntur. Præsidem & Assessores, prout & Notarium Districtualium Tabularum, Sua Majestas Sacratissima, & nunc, & in futurum denominabit; Expeditorem verò, & reliquos subalternos, Præses cum Consilio, ex pluralitate Votorum determinabit. Qui prævïò modò specificati Comitatus, sine præjudicio Sessionum Diætalium, stante hâc Diætâ (si fieri poterit) determinandarum apponuntur; Loca autem pro præattactis Tabulis denominata, re, & necessitate ferente, immutandi, & præattactas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majestas Sacratissima facultatem sibi benignè reservat.

De Terminorum Præfixionibus, Causantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

ARTICULUS XXXII.

In præfixionibus porrò Terminorum Judices Tabularum Districtualium, aliique Comitatenses, Articuli 23. Anni 1613. habitâ Loci à quo, & ad quem, non minus etiam antiquitatis, & vetustatis Causæ, ex Prædecessoribusque in Causam attractos fieri solitæ Condescensionis, & Productionis, præsertim in facto alieno Literarum, Literaliumque Instrumentorum, aut peragendarum Inquisitionum reflexione; Non secùs & quoàd Terminorum Extensiones, Articuli 32. Anni 1681. rationem habere: In Causam attracti verò, prout certificati fuerint, ità etiam in conformitate Certificationis comparere, ad personaliter porrò comparendum evocati, & in accessu taliter non comparentes, pro ità comparentibus declarari: Meritò nihilominùs Causæ exigente, tali Declarationi Judiciariam erga Deliberationem satisfacere tenebuntur; Quibus prævïò modò citatis, pro Comparitione, occasione primæ Levatæ cedet tota Dies, adeoque Judices, ad eandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam, ante Solis occasum, pariter & in concursu plurium Causarum, etiam horis pomeridianis considerant, Causasque juxta Seriem, & earundem antiquitatem revideant; Causæ nihilominùs Pauperum, ante alias levandæ, & discutiendæ, Allegationesque tempore ejusmodi Causarum concursûs, etiam extra Consessum, non tamen extra Domum Judiciariam, per Juratos excipiendæ venient. Quia autem Causantes persæpè exundationibus Aquarum, Infirmitatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59 Partis 2. expressis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquisitione convinci, Bonaque taliter Convictorum Executioni mandari assolerent; Hinc ulteriùs statuitur, ut contra eò modò Convictos, & in Loco Judiciorum non visos latæ Sententiæ, ad decimum quintum usquè Juridicum diem non exequantur: Quibus intereà temporis advenientibus, & sufficientem, legalemque non Comparitionis rationem assignantibus, nullò propterea onere gravabuntur, sed Processus sinè ulteriori Certificatione continuati, nullâvè absentiæ legali ratione assignatâ, illicò unà cum Expensis moræ, Parti Triumphanti refundendis, per Assessores, alternativè ad Judiciariarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem Suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem) adhibendos, de Bonis in Districtu Tabulari existentibus, Executioni mandari, iisdemque Convictionem non adæquantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Districtu reperiendis, penes debitas Transmissiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, sensu Articuli 31. Anni 1659. suppleri debebit; Denominatione in similibus, & aliis Casibus, pro ratione eorundem, penes Convictum permanente.

De Oppositione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, novoque Judicio, & Transmissionalibus, ac Causarum sub Litis pendentia existentium Continuatione.

ARTICULUS XXXIII.

Ad coërcendam porrò Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque turbandis Judiciariis Executionibus, vel verò Bonorum jam judicialiter executorum propriâ authoritate fiendis violentis reoccupationibus, hactenùs ferè sibi impunè vendicatam licentiam, Articulus 31. Anni 1681. ulteriùs quoque observabitur, qui ad Juridicam Repulsionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judiciariæ Sententiæ per novum Processum corrigi, emendarique permitterentur; Ad compendiandas proindè Causantium expensas statuitur: Ut simplici novô Judiciô uti volentes, sine omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem, Causam suam resuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, non nisi penes Mandatum prosequi possint. Demùm ad Partium appellantium Instantiam, Transmissionales Styló Comitatensi expediri, & prævió Præambulo: *Sacratissime Princeps, &c. Tabula hæc Districtualis subalterna Judiciaria Districtûs T. Majestati Vestræ Sacratissimæ humillimè repræsentat &c.* Posteaque tota Processûs Series cum universis Productis inseri: Allegationesvè utriusque Partis, à Linea; Deliberatio porrò majori charactere describi, intervenientesque ne fors correctæ, cum vocum in Judicio correctarum factâ expressione apponi: Subscriptio autem, & Sigillatio, modô in Certificatoriis præscriptô observari debebit. Ut porrò ex Sententiarum per diversos Judices latarum Relatione, aut verò ex earundem Transmissione facilè emergibiles Confusiones evitentur, Sententiæ & Decisiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per Eosdem intra Mensem exequantur, & simul, si defectus quispiam in Executionibus hactenùs factis intervenissent, compertâ rei Veritate corrigantur; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, pariter per Eosdem ad Tabulam Regiam Judiciariam, ut ibidem more hactenùs consuetô, sub nomine Principalium suorum referri possint, transmittantur: Sub Litis nihilominùs pendentia existentes, prævià talium ad Tabulas Districtuales pro Causarum ratione legali derivatione, per easdem continuentur.

Series Causarum purè ad Tabulas Districtuales pertinentium.

ARTICULUS XXXIV.

Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Causas Protonotariales à Comitatensibus distingueret; Tabulæ verò Districtuales loco Judicatûs Protonotarialis constitutæ essent, & per consequens illæ ipsæ Causæ, quæ hactenùs per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Districtuales imposterùm judicandæ venirent; Ideò usquè ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Diætà jam ad finem vergente, appellabilitate, vel non appellabilitate Causarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines submissis, Judicatuque & Foro Comitatensi, prout & Liberarum, Regiarumque Civitatum in suo esse, usquè ad proximè subsecuturam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabularium, quàm Comitatensium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum, pro ratione moderni temporis, & Circumstantiarum limitabuntur) & usu hucusquè continuato relictis, omnes illæ Causæ in præmisso Articulo 28 comprehensæ, & hactenùs per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Districtualium subjacebunt; Et omnes Causæ Appellabiles, tam in Tabulis Districtualibus, quàm Comitatibus, intra Dominium appellentur & transmittantur; exceptis Causis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28 Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus observari debebit.

De Plenipotentialibus, & Procuratoriis, sub Sigillo Comitatuum emanandis.

ARTICULUS XXXV.

Pro compendiandis Sumptibus & miserorum Sublevatione, Sacratissimâ Cæsareâ Regiâque Majestate annuente, statuitur; ut Plenipotentiales, & Procuratoriæ, sive in Sedibus Judiciariis, sive Generalibus, aut Particularibus etiam Comitatuum Congregationibus factæ; Sivè verò coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Jurato Assessore celebratæ, & per Eosdem relatæ, sub Sigillo Comitatûs extradari. & ubique Locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judiciis pro Autheuticis haberi debeant, generaliterque emanatæ, intra Annum; Ad hanc autem vel illam Causam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotentiales, prout nimirùm emanaverint, & celebratæ fuerint, ità quoque considerandæ; Prout & Causâ Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra

extra idem existentium, juxta Articulum 14. Uladislai Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigorosis habendæ venient, ac non nisi ad notitiam Partium interessatarum, in quibuscunque authenticis Locis revocari poterunt.

De Modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.

ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nominis ex Literis Procuratoriis exmissionem, Causantes, quem vellent, adhibere nequirent, adeoque sæpiùs damnificentur; Ideò ad evitandas ejusmodi Damnificationes consultum censebatur, ut à modò deinceps, in Literis Procuratoriis, hæc quoque Clausula apponatur: Et alios in Regno Juramentô adstrictos Præsentium Exhibitores. Cujusmodi Procuratoriæ ubique in Judiciis robur sortiantur firmitatis. Et tametsi Procuratoriæ ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causæ, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigorosis habebuntur.

De Causarum legaliter institutarum, & quomodocunque impeditarum ulteriori Promotione.

ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Intentionem, universæ, & quælibet Judicia continuò celebranda veniant, & Causantes quomodocunque impediti, celeriorem & exactiorem Justitiæ administrationem consequi debeant; Ideò ex benigno ejusdem Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur; Ut universæ, & quælibet Causæ, tam in Foro Sæculari, quàm etiam Ecclesiastico legaliter institutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propterea sub Litis pendentia existentes, coram Judicibus suis competentibus, ad quos spectare dignoscuntur, servatis de Jure servandis, revideri, & continuari possint.

De Advocatis.

ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fusas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrescant, & per id Sumptus augeantur, & Causæ protrahantur, statutum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non nisi depositô priùs consuetô Juramentô, quàm brevissimè, modôque antiquitùs observatô, ac sine multis ambagibus, inutilibusque deductionibus, cum moderatione allegent, magis Legibus & Rationibus, Legi convenientibus, quàm verbis insistant: A frivolis Exceptionibus abstineant; Secùs, seu ejusmodi profusas Allegationes, seu ultra tres à modò deinceps inducendas Exceptiones; reliquas quibusvis Judicibus præscindere incumbet: Qui Advocati de Quotta Litis, & parte Acquisitionis, cum Causantibus convenire non poterunt; Occasione autem Limitationis Eorundem Salarii, in Processibus Causarum per Judices fieri solitæ, idem à modô etiam deinceps, habitâ tamen Advocatorum Experientiæ, habilitatis, & insumpti ac insumendi Laboris debitâ ratione, Judices conscientiosè limitabunt.

De Capitulis & Conventibus, Eorundemque Officio, & Personis adhibendis.

ARTICULUS XXXIX.

Ad avertendos quoscunque in Expeditionibus Capitularibus & Conventualibus, hactenus quoque in nonnullis Locis Credibilibus observatos defectus statuitur: Ut pro Judiciariis Executionibus, aliisque in Articulo 43. & 44. Uladislai Regis Decreti 3. denotatis Functionibus peragendis, ad Capitula idoneæ Personæ, juxta Articulum 67. Uladislai Decreti 4. assumantur, quæ ad tenorem Legum Regni exmittantur, ejusmodique Exmissio, Mandato Executionali, eum in finem ad locum Credibilem directo, Annus item, dies, & Mensis, cum Exmissorum Nominibus superinscribatur, & per alias duas Capitulares, vel Conventuales Personas subscribatur, & ità Exmissi ad Præscriptum Legum procedant. Ac ut Conventus, præmissas, iisdemque vigore prædictarum Legum competentes Functiones prævió modô peragendas obire valeant, ad minùs quinque Personas, sensu Articuli 45. Anni 1552. æquè ad publica Regni, in præmissis Articulis denotata Servitia idoneas, intertenere obligantur; Secùs Diœcesanus Loci, vel Archi-Episcopus, ejusmodi Personas supplere, & de Eorundem Subsistentia, instar aliorum Conventualium, de Bonis talis Conventûs providere possit; Qui Capitulares, & Conventuales, unà cum Prælato, seu Superiore, Juramentum solitum deponere, & tenore Articuli 50. Anni 1559. nec non 10. Matthiæ Regis Decreti 6. sub eodem omnes omninò, cujuscunque demùm Speciei Executiones peragere; Et in Inquisitionibus de verbo ad verbum singulorum Attestationem scribere, earundemque Relationes de Scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut Capitulorum, vel Conventuum Juratum improtocollentur. Universæ demùm Expeditiones, in Capitulis & Conventibus conservandæ, præter Referentes, etiam per Lectorem, aut Eôdem absente, vel in Conventibus non existente, per aliam Capitularem Personam, vel verò Conventuum Superiorem; Non secùs & authenticè extradandæ, cum Nominis proprii appositione subscribantur, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, sensu præcitati Articuli 44. Uladislai Decreti 1. Nomina Capitularium, & Fratrum Conventualium in fine quarumlibet Literarum, à modô deinceps semper inserantur; Et si easdem Expeditiones in Voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscribentem hujusmodi correctæ Voculæ specificè denotentur, & antequàm extradentur, coram Capitulo, vel Conventu omnes Expeditiones perlegantur; Regii pariter, & Palatinales, ac Banales, in Statutionibus verò Bonorum Prædialium, per Archi-Episcopos, & Episcopos conferri solitorum, etiam Archi- & Episcopales Homines, universas Relationes, æquè sub Corporali Juramento, coram Locis fide dignis facere, easdemque cum Specificatione Anni, Diei, & Mensis, propriis manibus subscribere obligentur; ita subscriptæ rursus ad minùs duarum Capitularium, vel Conventualium Personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum reponi debebunt.

Juramentum Capitularium, & Conventualium Personarum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctissimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quod ad Officium meum Capitulare, vel Conventuale, Fidedignitatemque Capitularem vel Conventualem pertinebit, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ postpositis, & remotis, tam in Capitulo, vel Conventu, quàm etiam in Partibus extra Capitulum, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciam: Legibusque Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Personis, Eorundemque Officio, hactenus, statutis, & statuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Consuetudines observabo; Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

Juramentum Regiorum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Episcopalium Hominum post Executionem deponendum.

Ego T. Juro per DEUM vivum & ejusdem Genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in Executione, & negotio mihi vigore præsentium commissô, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicèt, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ postpositis, & remotis, fideliter processi, proutque res facta, & executa est, æquè fideliter refero. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Testimoniis Capitularibus, & Conventualibus ad Executionem emittendis.

ARTICULUS XL.

Pacificatâ jam tandem Hungariâ, instauratisquè ad formam immediatè præcedentis Articuli, in eodemque citatorum, instaurandis Capitulis, & Conventibus, pro faciliori, & minori cum sumptu peragendarum quarum-

ANNO 1723.

libet Executionum, celebrandarumque Fassionum commoditate, Suà Majestate Sacratissimâ elementer annuente, decretum est: Ut cessante ratione, ob quam tenore Articulorum 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigoniensi, & Agriensi Capitulis, illi quidem per totum Regnum, huic autem in remotioribus Trans-Tybiscanis Partibus admissum fuisset Executiones peragere, à modò verò deinceps, ut omnis fraus, & quorundam Regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora Capitula, & Conventus Subterfugia præcaveri possint; Præmissa Capitula, & Conventus pro Regnicolarum commoditate, & necessitate, Executiones & munia Obligationum suarum, in Locis Comitatibus proximioribus, ità & Diœcesibus, in quibus sita habentur, modalitate Articuli præcedentis Executiones faciant, usque dum per Emendationem Legum, Classificatio Districtuum elaborari valeat, & ubi quod Capitulum vel Conventus procedat, superindè provideatur.

Ne Capitula & Conventus per se, & pro se Fassiones celebrare possint.

ARTICULUS XLI.

Cum autem nemo sibimet Testimonium dare possit; Hine Capitula quoque & Conventus, ad reddendum aliis de rebus coram iisdem gestis fidedignum Testimonium ordinata habeantur, & in concreto, unà cum Præposito, aut Abbate, vel in Conventibus Priore, & reliquis Columnis, Credibilis Loci Testimonium efficerent, adeòque in rebus eorundem Capitulorum, & Conventuum communibus, & propriis (exceptis Procuratoriis, formalitate Tituli 13. Partis 2. emanari solitis, ac Plenipotentialibus, vigore præsentis Statuti, pro iisdem admissis) coram semetipsis nullas Fassiones, Jura eorundem Possessionaria, aut res quascunque tangentes, & à fortiori Tertii involventes, celebrare sub nullitate earundem valebunt. Quas Plenipotentiales prævió modò celebrandas, nonnisi coram aliis authenticis Locis revocare poterunt; Cujusmodi revocatio, ad Acta, penes tales Plenipotentiales quoquò modò celebranda, nullò modò extendatur.

De Expeditionibus per Judices Regni Ordinarios, Capitula, & Conventus erga Requisitoria à modò deinceps extradandis.

ARTICULUS XLII.

Tametsi sensu Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti, Literæ & Literalia Instrumenta ex Capitulis, vel Conventibus, ad Mandata Requisitoria se inveniri, & extradari solita, si Originales inibi extiterint, robur sortiantur firmitatis; Attamen experientiâ notum redderetur, plurima quoque Fragmenta & nudas Signaturas, omni authenticatione destitutas, sed nec improtocollatas, inter alias authenticas Literas hinc indè sparsas in Locis Credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propterea magnas inter Partes de talium Literarum firmitate Controversias intervenire solere; Ad evitandas proindè qualescunque inconvenientias, Justitiæ consonum censetur; quatenùs in ejusmodi Expeditionibus penes Requisitoria ex Locis authenticis extradandis, per expressum hoc etiam apponatur: *Quòd prævió modò extradatæ Literæ, seu in Originalibus, seu in authentico Protocollo, aut tantummodò inter fragmenta, & Signaturas, sine ulla Protocollatione, vel qualicunque demùm Authenticatione repertæ fuissent*; Ut eâ modalitate authenticæ Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeòque legitimæ à minùs probantibus per Judices faciliùs discerni valeant; Per talia porrò Capitulorum, vel Conventuum Transumpta, quorum Originalia præfuisse, verùm deperdita extitisse, sub fidedignitate propria, Capitula, vel Conventus recognoscerent, Præexistentia quidem, & earundem ammissio sufficienter probabitur; Jus verò & res in iisdem contenta, nullatenùs per eadem solidabitur: siquidem dictante hôc Titulô, ad Juris probationem Originales Literæ requirerentur: Imò & tales sufficerent, quorum Originale, & primævum Instrumentum in Locis authenticis præexisteret: Cujusmodi Instrumenta in Locis Credibilibus celebrata, & etiam super qualibet Executione per eadem peracta, Relatorias Partibus Contrahentibus, Evocatis, Admonitis, Protestantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Statûtis, & Restatutis, Inquisitisque, & Inquirentibus, eorundemque Successoribus, taliterque Interessatis, seu jam Evocantes, vel Statuti, aliique ex una parte stantes, eadem exceperint, seu nondùm iisdem extradata fuerint, intra Anni spatium sinè Requisitorio extradare, hactenus quoque obligati, imposterùm semper sub pœna refusionis damnorum extradare tenebuntur; Et cùm ex Obligationibus mutui, coram Capitulis, vel Conventibus contracti, plurimæ incommoditates inveniantur intervenisse, dum similes Partibus contrahentibus extradatæ, factâ successivè sinè scitu Capituli exsolutione, Creditoribus restituerentur quidem; Ast manente in Conservatorio Originali, sæpiùs, & post longum temporis, subindè ab ipsomet Creditore, vel Ejusdem Successoribus, penes Requisitorium exceptæ, rursùs tale Debitum à Successoribus Debitorum, sors exsolutionis ignaris prætenderetur; Hine decernitur: Ut in similibus Casibus, quemadmodùm Obligatio ad exsolvendum apponi assoleret, ità Debitor aliter exsolvere non teneretur, quàm ut secutâ Solutione, eandem tali Capitulo, vel Conventui insinuare, & iidem, Minutæ Contractuali Exsolutionem factam superinscribere, sub pœna refusionis Crediti debeant. Et hoc idem in præmissis, de Requisitoriis, per ordinarios etiam Judices, eorundemque Protonatarios expediri solitis intelligatur; Et Expeditiones hactenùs, etiam erga Requisitoria emanatæ, necdum tamen in Judicio productæ, & discussæ, non secùs, quàm modalitate hôc Punctô statutâ, & præscriptâ expeditæ, pro authenticis imposterùm habeantur.

De Literis, etiam aliorum Jura respicientibus, ex Locis Credibilibus cum tota serie extradandis.

ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignosceretur; Quòd Capitula, & Conventus de Bonis eorundem propriis sonantes etiam antiquissimas Literas habere experiantur; Ad Archi- & Episcopatus verò pertinentes, & Bona Sæcularium Familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas reperiri; Cùm tamen horum æquè ac sua, sub secura Custodia conservare tenebantur; Propterea neque ad Mandata Judicum Regni ordinariorum, Literas in iisdem Capitulis, vel Conventibus emanatas extradare vellent, quæ Jura Capitulorum, & Conventuum, aut Episcopatuum quoquò pactò attingerent, licèt eorundem propriæ vel non essent, vel aliquid, seu contra eorundem Bona, seu in propriis eorundem Literis pro Sæculari Statu quidpiam favorabilius contineretur, aut verò de administranda Justitia, vel damno Proximi evitando ageretur, & per id multorum malæ fidei Possessio, aliorum verò optima Jura elucescere nequirent. Quare hoc in Puncto etiam, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur: Ut ejusmodi quoque Literæ in tali Capitulo vel Conventu emanatæ, præ quorum manibus reperirentur, ad sensum Legum, sub pœna in iisdem statuta, fideliter, & sub Juramento, per Fidedignitates deponi solito, & debente, Partibus petentibus ad Mandata Requisitoria extradentur; si verò ex aliis Credibilibus Locis emanatæ fuisse, & Jura etiam aliorum tangere comperientur, in loco nihilominùs, ex quo emanâssent, non reperirentur, tali in Casu cum eodem Credibili Loco authenticè communicari & abindè æquè ad Mandata extradari debebunt.

De Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ Restauratione.

ARTICULUS XLIV.

Consideratis præterea Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, tum ipsâ peculiari vetustate, tum etiam ejusdem Sacri Ordinis meritis, ex quo idem Conventus jam à multis retroactis Annis Executiones solitas facere cessaverit; Ideò eundem Conventum Regnicolæ censent, & imposterùm Executiones, Expeditionesque sub reproducto coram Regni Statibus ejusdem antiquo Sigillo, per eum fieri posse statuunt; Ità tamen, ut Dominus Archi-Abbas, Personas Conventuales ad minimùm quinque, corporali Juramentô in forma annexa adstrictas, plenô numerô, Notariumque idoneum continuè habeat, seque unà cum Conventu ad instar aliorum Locorum Credibilium, Legibus Regni conformare teneatur; Id quod respectu reliquorum quoque Credibilium Locorum, in Functionibus suis procedentium, & prævió modô nondum restauratorum, cùm in ordine ad præstandum Juramentum, tùm verò quoad Personas, modalitate Articuli præcedentis 39. extensum intelligitur.

Formula

ANNO 1723.

Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventûs ejusdem, ac aliorum Priore, vel Præposito.

Ego T. Sacri Montis Pannoniæ Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Suâ Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate benignè annuente Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, per Inclytos Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in præsenti Generali Regni Diæta congregatos, rursùs ad Fidedignitatem Conventualem antehac exercitam, sed injuriâ temporum intermissam reassumptus, & priori Conventuali Fidedignitati Articulariter restitutus esset. Ob hoc juro per DEUM vivum, Beatissimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quòd universa & quælibet Acta, coram me, ac eodem Conventu, & Testimoniis ejusdem fidedignis, per quoscunque celebranda, justè, & fideliter excipiam, improtocollari, & conservari faciam, eademque, & talia modò prævió, in quacunque demum materia; seu successivè celebranda, seu jam ab olim in eodem Conventu celebrata, & reperibilia, justè, verè, & genuinè, sinè ulla prorsùs diminutione, vel augmento aliquali, Partibus celebrantibus, aliisque Interessatis, etiam ad Mandata Suæ Majestatis Sacratissimæ, & Judicum Regni ordinariorum, perque eorundem Magistros Protonotarios expediri solita extradabo sub Sigillo ejusdem Conventûs antiquo, & usitato, ex Consensu Suæ Majestatis Sacratissimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Regni renovato, quod nunquàm immutabo, fideliterque conservabo; Deniquè in omnibus Executionibus, & Regni Functionibus, Fidei meæ, & dicti Conventûs Fidedignitatibus commissis, & committendis, in ipso Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ postpositis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Personis, eorundemque Officio hactenùs statutis, & imposterùm statuendis, me accommodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas Consuetudines observare, & per constituendum, & semper adjurandum Juratum Notarium observari facere obligabor; Et si quæ Acta Publica, vel Privatorum Instrumenta, in aliis Credibilibus Locis ab olim emanata, in Archivo dictæ Archi-Abbatiæ reperientur, eadem, & talia, juxta Suæ Majestatis Sacratissimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Dispositionem, Personis ad id deputatis fideliter resignabo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Archivo Regni instituendo, & de aliorum Literis, ex Cameris Regiis, & ex Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, ac ex Transylvania rehabendis.

ARTICULUS XLV.

Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate clementer annuente, id quoque statutum est: Ut universale Archivum Regni, pro interim in Libera & Regia Civitate Posoniensi, & in Domo Dominorum Regnicolarum instituatur; Ad quod Publica Regni Acta, Diætalia, ità & alia Politica, & Juridica, præ manibus quorumcunque habita, sive etiam in Capitulis & Conventibus conservata, seu apud privatas Familias reperibilia, & publicum Regni Statum tangentia, ad summum intrà Anni spatium, per manus ordinandi Archivi Conservatoris reponantur; Deinceps verò etiam coram Judicibus Regni ordinariis emananda, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eò transmittantur; Non secùs & Privatorum Regnicolarum Literæ, & Literalia Instrumenta propria, ibìbi reponere volentium, acceptentur, & unà cum Publicis Regni Actis fideliter conserventur, iisdemque, vel eorundem Successoribus petentibus extradentur. Demùm, ut universæ quoque Literæ, & Literalia Instrumenta, apud Cameras Regias reperibilia, in quantum Fisci Regii Jura non tangerent, ad conformitatem Articuli 38. Anni 1681. Excellentissimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, aut alio quocunque Loco existentia, & in quibusvis aliis Locis Credibilibus emanata, intrà medii Anni spatium, per manus Illustrissimorum, ac Reverendissimi Comitum Ladislai de Nádasd, Episcopi Csanadiensis; Francisci Eszterházy, Albensis, ac Emerici Zichy, Arvensis Comitatuum Supremorum Comitum; Magistri item Francisci Szluha Protonotarii Palatinalis, & Sacræ Cæsareæ, Regiæque Majestatis Consiliarii, ac Comitatûs Comaromiensis Vice-Comitis; Reverendissimi item Adami Acsády Præpositi Sancti Michaëlis Archangeli de Hanta, Canonici Jauriensis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bachiensis Vice-Comitis, hujus verò Jauriensis Comitatuum Tabulæ Judiciariæ Assessoris eum in finem Deputatorum fideliter extradari debeant; Privatorum quidem Jura tangentia, Familiis, ad quas pertinent, restituenda, secus ad Loca Credibilia, undè emanaverunt, Judicum verò Regni, aliaque Publica, ad Regni Archivum reponantur; In Transylvaniam porrò quandocunque delata, & Bona intrà ambitum Regni Hungariæ, & Partes Eidem annexas sita, respicientia, ibidemque reperibilia, Sua Majestas Sacratissima, ex gratia & Clementia Sua, fideliter conquirenda clementer resolvit, quibus conquisitis, & Suæ Majestati Sacratissimæ humillimè transmissis, eò, quò demùm spectabunt, inviabuntur.

ANNO 1723.

De Pœna Larvatarum Personarum, & de Præcautione, nè falsis Literis Legitimi Possessores evertantur, deque Proditione Fraterni Sanguinis.

ARTICULUS XLVI.

Quanquam de Larvatis Personis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Proditione verò Fraterni Sanguinis, in Titulis 38. & 39. Partis 1. Operis Decreti Tripart: abundè provisum habeatur, sed de ejusmodi Larvatarum, & in alienas Familias semet ingerentium Personarum pœna, præmissis in Titulis nihil statutum esset; Hinc, quia Legitimis Familiis magna causari solerent præjudicia, dum nonnullæ Larvatæ Personæ, incertæ plerumque Originis, Nobilium, & Majorum etiam Familiarum nomina sibi adsciscere, imò conquisitis hinc indè Literis, debitam sibi Successionem adstruere, & nonnunquam legitimis Possessoribus Lites intentare, ac quandoque seu per non venit, seu ex non sufficienti Provisione in actualem Bonorum Possessionem pervenire non formidarent, In quantùm proinde ejusmodi Personæ, se ipsis directè Larvam aliorum assumerent, seque pro Fratribus ferre, & fingere, aut aliter scienter, sub ficto nomine, & Persona, sive propiorem, sive remotiorem Successionem, vel Prærogativam sibi vendicare, dolosè attentaverint; Tametsi non immeritò Capitalem propterea pœnam de Lege Patria mererentur, attamen quò in ipsis assumptæ Larvæ foeditatem, Posteri etiam eorum detestentur, statuitur, ut tales quoad Personas proprias, in perpetuam Servitutem, iis, quos læserint, Jobbagionali subjectione mancipentur; Filii verò, qui non à se ipsis, verùm larvatis Parentum vestigiis insistendo, scienterque, & temerariè in adscititio nomine, & Persona perseveraverint, adeòque non ampliùs in facto alieno versati fuerint; Possessionati quidem in pœna, contra falsarum Literarum Confectores, & Usuatores statuta; nihil habentes verò, in præmissa Servitutis pœna convincantur; Econtra verò legitimum Sanguinem, qualicunque demùm sub Colore, vel de Bonis exhæreditare volentes, & succumbentes, vel de Familia abnegantes, aut consequendæ Successionis gratiâ, Parentes, Fratres, aut Sorores, amentes, mente captos, lunaticos, furiosos, & administrationis Bonorum incapaces prætexuantes, & ex hoc tales, à propriorum Bonorum Dominio, & Usu excludere satagentes, pœnâ præmissorum Titulorum puniantur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro, & Damno Fratrum sonantis.

ARTICULUS XLVII.

Magnam Regni, & antiquarum Familiarum ruinam causârunt Avitorum Bonorum Dilapidatores, dum nonnunquam Fratres Uterini & Carnales, aut etiam tantùm Carnales, vel Uterini indivisi, non ut ab ejusmodi Paternorum, & Maternorum Bonorum Dilapidatione deterrerentur; sed potiùs ex fiducia Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocarentur, & ità Domi delitescentes, ex alterius indivisi Fratris, persæpè Sanguine,

ANNO 1723.

guine, gravique sudore acquisitis Bonis participantes, eadem quoque distrahere non formidarent; Hinc ad præviam Suæ Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem determinatur; Quatenùs hic, aut iste Fratrum, qui priori Legi inhærere noluerit, non nisi talia Bona, quæ ex Fructibus Bonorum Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum acquisita fuissent, communi (Bonis utrumque Sexum concernentibus) etiam inter Sorores Divisioni submittere teneatur; Reliqua verò aliis viis & modis parta, penes Portionem ex præmissis Aviticis, eorundemque Fructibus, eidem obvenientem, pro se, & Successoribus suis retinere possit; mutuâ nihilominùs in præmissis Bonis Legali Successione, in casu defectûs Seminis, pro reliquis Fratribus, vel Sororibus, aut eorundem Hæredibus in salvo permanente. Præterea quævis Bonorum Communium, adhuc Divisioni obnoxiorum, aut verò Fraternorum, vel Sororiorum præjudiciosæ abalienationes, vel etiam inonerationes, sepositis quibusvis Contractibus, aut Fassionibus (salvis hactenùs initis) deinceps ineundis, tanquam ipso Jure nullis, per Fratres vel Sorores, aut eorundem Successores, & quidem Bonis, in pluribus Comitatibus existentibus, coram Tabulis Districtualibus, in uno verò Comitatu adjacentibus, coram Judicibus Comitatensibus, judicialiter vindicari, ac insuper propriarum quoque Portionum sive justa & legitima, aut non necessaria ratione, vel legali Admonitione, penes Fassiones authenticas interveniendæ Distractiones, sensu Tituli 61. Partis 1. coram Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, vel Banali, in unico Termino; sub privatis verò Sigillis celebratæ, vel celebrandæ, tanquam hypothecam sapientes, etiam coram Comitatibus, per alios Fratres Condivisionales, & Bonis utrumque Sexum concernentibus etiam per Sorores acquiri valebunt.

De Sequestro Dilapidatoribus imponendo.

ARTICULUS XLVIII.

Ut eò meliùs Publico, & Familiis provideatur, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ Assensu, conclusum est: Quamprimùm ex unius, vel alterius, in immediatè præcedenti Articulo denominato Ordinis Processu, Dilapidatio Bonorum innotuerit, & Dilapidatorem quempiam esse, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatuum Magistratus, in quorum gremio eorundem Bona adjacebunt, Sequestrum imponatur, Bonaque Condivisionali, vel eô non existente, probo ac honesto, Possessionatoque Viro, sub onere reddendarum quotannis Rationum, erga Salarium competens, per eosdem Comitatus limitandum, administranda committantur, de quorum Proventu, existentibus ne fors Creditis, legale Interesse exsolvatur, & de subsistentia eorundem, Proprietario, ad Bonorum Proventum, & exsolvenda Passiva Debita approportionanda, ac per Comitatus limitanda, provideatur, exoneratisque præviô modô Bonis, & subsecutâ Dilapidatoris emendatione, rursus eidem gubernanda, & usuanda remittantur, nullâve emendationis spe apparente, ulteriùs quoque in Sequestro permaneant; Legitimis nihilominùs & necessariis, justisque, & rationabilibus inhypothecationibus, earundemque Conditionibus, sensu etiam Tituli 59. & 60. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 29. Anni 1638. & 52. Anni 1655. (extrà Bona Majoratuum, mobilia, & immobilia, tanquam Fidei commissa, & secundùm Continentias Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in suo esse permanentibus.

Qualianam intelligi debeant propria Acquisita, de quibus unusquisque liberam disponendi Facultatem habet.

ARTICULUS XLIX.

Fundatum esse admittit Sua Majestas Sacratissima, ut Aviticorum qualiumcunque Bonorum, Juriumque Possessionariorum Distractores, & aliorum Bonorum Comparatores, in quantùm Avitica distraxissent, in tantùm aliorum Acquisitores, priusquàm ejusmodi distracta redintegrentur, dici nequeant; adeòque statuitur: Ut præviâ Judiciariâ talis Causæ cognitione, aut decisione, illa non nisi habeantur pro Acquisitis, liberæ Dispositioni, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. subjectis, quæ sive ex Fructibus Bonorum Aviticorum, vel aliàs propriô Marte, ac industriâ, extra casum Distractionis Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparantur, & acquiruntur.

De Majoratu, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.

ARTICULUS L.

Siquidem ex Articulo 9. Anni 1687. de instituto, ac instituendo per Magnates Regni Majoratu sonante, quæpiam difficultates emersisse comperiantur; Ideò pro evidentiori ejusdem intelligentia, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ assensu decernitur: Ut ejusdem Institutio, non solùm per dispositionem Testamentariam, sed etiam authenticas Fassiones & Donationes Regias, per Acquisitores obtentas, salvô tamen Jure, deductôque ære alienô, ante Majoratûs Institutionem, & Publicationem contractô, imposterum quoque, præcedente semper Confirmatione Regiâ, libera maneat; Ne tamen per Majoratuum Institutionem, Creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi seu jam instituti, seu verò instituendi Majoratus, in Generalibus Comitatuum Congregationibus, ubi Bona Majoratûs adjacebunt, publicari, & improtocollari debebunt; Per hoc tamen Statui Nobilitari, & fundamentalibus Legibus, de libera Dispositione sonantibus, neutiquam præjudicetur, quin potiùs uniuscujusque de propriis acquisitis liberè disponendi, si verò quispiam Nobilium ejusmodi Majoratum instituere voluerit, ad Suam Majestatem Sacratissimam, eidem recurrendi facultas in salvo permaneat.

De Causis respectu Cameralium Bonorum promovendis.

ARTICULUS LI.

Benignè annuit Sua Majestas Sacratissima, ut in quibuslibet Casibus, & Causis, Bona Fiscalia, & Cameralia tangentibus, contra Supremum, vel Vice-Directorem Causarum Regalium, servatô pro ratione Casuum debitô Processu, tam activè, quàm passivè procedatur; Ac ut Cameratici, aliique Officiales in Personalibus, & Rebus eosdem privatô Jure concernentibus; Non secùs, & in Casibus Violentiarum, Legibus Patriis, & Pœnis subesse debeant.

Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Damnificationes privatas inter partes extenditur.

ARTICULUS LII.

Ut non tantùm Debita Creditorum Fidelium, seu in continua Fidelitate existentium, seu ad eandem reversorum, per Tumultuantes intrà Fidelitatis tempus ab invitis Debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis Institutum, vel Principalium suorum usum non conversa, per Creditorem quidem à Debitore, & è converso per Debitorem ab Exactore, cum omnibus idem Debitum concomitantibus Accessoriis, ac insuper Expensarum refusione; sed etiam aliæ ejusmodi privatæ inter Partes ab utrinque motibus implicitas interventæ Rerum mobilium abalienationes, & subsecutæ exindè damnificationes, quæ eotùm etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri possint, Suâ Majestate Sacratissimâ annuente statuitur; Ne tamen Generali Amnystiæ quoquô modô præjudicetur, & onus ejusmodi Causarum in Fiscum Regium derivetur.

De observando Aussgugali Processu, & qualiter pro hactenùs interventis Debitis Mercatores agere possint?

ARTICULUS LIII.

Cum autem compertum sit, apud nonnullos, viliores præsertim Negotiatores, Libros Mercantiles formatos non habentes, varios abusus irrepsisse; Hinc pro futuro statuitur: Ut omnes & singuli Mercatores, & Negotiatores, Libros quidem Mercantiles, ritè & formiter institutos teneant, Creditis suis, & Debitis exactè insertis, præterea tamen ab Ementibus, quibus de Mercium pretio fidem habent, vel confestim in ipso Contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

Anno 1723. tanto pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum subscribendum exposcant, vel verò Computum illum, intrà unius Anni spatium, per Notarium, vel aliam Personam fidedignam subscribi petant, quô subscriptô, aut saltem subsignatô, liquidum evadet Creditum; Sin autem Emptor hoc Creditum intra Annum subscribere detrectet, illud erga Extractum Libri Mercantilis cum Testimonio prædictorum Notarii, vel alterius Fidedigni, subscriptionem Crediti postulantium, post præstitum super Libro Mercantili, & vero Debito Juramentum suppletorium, pro liquido habebitur, & coram Judice competente Executioni mandabitur, refusis Expensis Litis, pro Testimonio etiam dicti Notarii, vel alterius Fidedigni expositis. Quantùm autem ad præterita istiusmodi Debita spectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel satagant Credita sua Libris inserta, intrà Triennium, à Dato hujus Decreti computandum, per dictum Notarium, aut alium Fidedignum in obligationes Emptoris deducere, & in Casum denegatæ obligationis, Emptorem, juxtà Extractum Libri Mercantilis, & Testimonium dicti Notarii, vel alterius Fidedigni, intrà præfatum Triennium judicialiter convenire, vel evolutô Trienniô, Debitore interim, pro subscriptione Debiti non interpellatô, neque judicialiter conventô, penes solos Mercantiles Extractus imposterùm procedere non valeant; sed, si juxta eosdem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Judicio exhibeant, Causasque neglecti Crediti Prosecutionis exponant, & si Libri, pro formiter, & sitè confectis comperti fuerint, & Causæ Judicialis Conventionis Intermissæ subsliterint, præstitô insuper ab Actore Corporali Juramentô, Creditum pro liquido habebitur, Executioni mandandum; Sin verò Liber aut informis, aut aliàs mendosus esse deprehendetur, Actori proba ordinaria Crediti injungetur, ac si succubuerit, ad Expensarum Refusionem condemnetur.

Prætensiones contra Polonos tùm in facto Debitorum, tùm Arestationum, aliorumque acquirendæ.

Articulus LIV.

Justum esse agnoscit Sua Majestas Sacratissima, Authoritatemque Suam Cæsareo-Regiam apud Serenissimum Regem, & Rempublicam Polonam in eo interponere clementer resolvit, ut ordinatâ jam sub Præsidio Domini Comitis Alexandri Károly, Comitatûs Szattmáriensis Supremi Comitis, & Ejusdem Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii, & Mareschalli Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro sufficiendis Polonorum gravaminibus, præstandaque læsis satisfactione, ex parte Regni Hungariæ existente Commissione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque sumptibus, in vicinioribus Locis, paris Authoritatis quantociùs instituatur Commissio, quæ Regni Hungariæ Incolis, seu intrà Regnum Poloniæ, pro Personarum, aut Bonorum Arestatione, eorundemque, vel verò liquidorum Debitorum detentione, sive aliàs per Poloniæ incolas, quomodocunque læsis, & damnificatis, Juri & æquitati conformem, reali Executione mediante satisfactionem impendat; Et Actiones, tam Civiles, quàm Criminales, summario Processu, citrà omnem Municipalium Prorogationum, & formalitatum Considerationem decidat, Executionique mancipet.

De Residentia Prælatorum in Diœcesibus & Beneficiis.

Articulus LV.

Ut Dominorum Prælatorum piô & salutari Exemplô, boni ad Virtutem provocari, Discoli verò ad complectendam Christianam Disciplinam animari, reducique queant, Suâ Majestate Sacratissimâ clementer annuente statuitur: Ut Prælati, & alii Ecclesiastici Beneficiati, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Ecclesiæ Negotiis non præpediti, in Diœcesibus, & Beneficiis suis, ad præscriptum Legis, juxtà strictam suam Obligationem resideant; Nè in contravenientes, Regiâ etiam Authoritate animadvertendum sit. Beneficia porrò, & Canonicatus, juxtà Articulum 67. Uladislai Decreti 3. aliasque Leges Patrias, Personis benemeritis, & idoneis conferant; Nevè uni Personæ, extra Casum, quô ejusdem Provisioni necessariò prospiciendum foret, plura, quàm unum, Beneficia conferantur, Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas, id quod Muneris Ejusdem esset, se clementissimè observaturam resolvit; Illi verò, qui ex Statibus, seu jam ex Collatione Regia, seu Jure & Titulo Fundationis, aut ex alio justo, & legitimo Jure, Jus Patronatus quorumcunque Beneficiorum, aut Præsentationum haberent, eôdem debitè utantur, & in casu Vacantiæ, Personis æquè idoneis, benemeritis, Liberis, & alteri Ecclesiæ non obligatis ad præscriptum præcitati Articuli conferant. Capitulum verò Strigoniense, nullô jam ampliùs metu Turcicæ Potentiæ superexstante, ut quamprimùm fieri poterit, Strigonium redeat, ibidemque continuam figat Mansionem, conveniens est.

Anno 1723.

De Residentia Supremorum Comitum in Comitatibus, & Restauratione Comitatuum, Vice-Comitum, aliorumque Officialium Conditione.

Articulus LVI.

Quandoquidem Supremi Comites illorum Comitatuum, quibus præficiuntur, Moderatores essent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quàm etiam Justitiæ Administrationis Curam sibi principaliter commissam haberent; Hinc ad præviam Suæ Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem statuitur; Ut observatô quoàd eorundem Officia 36. Anni 1536. Articulô, nisi Publicis Regis, & Regni Servitiis præpediantur, in Comitatibus, quibus præsunt, continuò resideant, ac pro avertendis publicum Comitatuum, adeòque Regni Servitium remorantibus quibusvis inconvenientiis, singulô Trienniô, vel etiam citiùs, necessitate mutationem quampiam in Officialibus instituendam exigente, Sedes Restauratorias indicere, ac Candidatos, cum priore Vice-Comite idoneos quatuor è Statu Nobilium proponendos, istiusmodi Restaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatuum Officiales sint de Numero, & Statu verorum Nobilium, possessionati, & disinteressati, ac Dominis Terrestribus ejusdem Comitatûs nullatenùs obligati, qui ad hujusmodi Officia, ad sensum Articuli 70. Anni 1648. cum consensu totius Comitatûs eligantur. Negotium autem Familiæ Comitum Erdödy, respectu Constitutionis Officialium Comitatûs Varasdiensis, maneat in statu quo, donec ordinariâ Juris viâ determinatum fuerit.

In facto Dehonestationis pœna declaratur.

Articulus LVII.

Benignè annuit Sua Majestas Sacratissima, ut in Causis Violationum Sedis, stante eâdem per quoscunque commissarum, ulteriùs quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 89. 1635. & 94. 1649. Annorum observentur, & pœnâ 25. Marcis levis ponderis, singulos Florenos constituentibus, in continenti compensetur, Pœnaque hæc, de Violatione Sedium Judiciariarum statuta, ad Congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, stante eâdem Congregatione infligatur; Pro Dehonestationibus nihilominùs Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatensium, in actuali Officii sui exercitio procedentium, stante Sede, & Congregatione, per quoscunque factis, Floreni 200. sinè Expensis; Non secùs & contra alios quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatûs commissis, penes citationem processualiter acquisitis, respectu singularum, diversis temporibus, & Actibus commissarum, in Actione exprimendarum Dehonestationum, eadem Pœna adjudicetur.

De modo Celebrationis Congregationis Comitatuum, Violationisque earundem Pœna.

Articulus LVIII.

Bonus Ordo omninò exigit, ut omnia Comitatûs negotia, palàm, & publicè, & debitâ cum moderatione pertractentur, taliterque conclusa improthocollentur, ac ante Dissolutionem Congregationum publicè perlegantur & hôc modô approbatum Prothocollum, Fidedignitatem sortiatur, & in Generalibus Comitatuum Congregationibus conclusa, per Particulares Congregationes, multò minùs per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscunque, in privato, non immutentur, conclusisque absentes, se etiam accommo-

Anno 1723. dare debeant. In Votisatione porrò, Ratio Legis, & Consuetudinis habenda veniet.

De Pœna Interceptoribus, Detentoribus, Suppressoribus, & Violatoribus Literarum Missilium irroganda.

Articulus LIX.

Quandoquidem Correspondentiæ in fide publica radicarentur, & earundem retardatio persæpè Correspondentibus plurimùm derogaret; Ideò Sua Majestas Sacratissima benignè admisit, ut alienarum Literarum Missilium Interceptores, Violatores, Detentores, aut Suppressores, in pœna Florenorum 100. instar liquidi Debiti desumenda puniantur.

Declaratur Articulus 101. *Anni* 1715. *in facto Repetitionis Colonorum.*

Articulus LX.

Esto quidem in facto Repetitionis Colonorum, quoàd privatos Dominos Terrestres provisum haberetur: Quia nihilominùs iisdem, Colonos suos, cum Collateralium Transmissione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum Comitatuum, vel Districtuum Dominis Terrestribus, Liberis, Regiis, Montanisque Civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis Privilegiatis Oppidis, reliquisque Districtibus, repetentibus, vix aliquem Progressum, imò à Comitatibus, vel aliis Locis, à quibus ejusmodi Subditi extradari debuissent, eosdem manuteneri potiùs experti fuissent, ità ut Domini Terrestres sumptibus exhausti, & magnis fatigiis enervati, à repetitione Colonorum desistere cogerentur; Intereà Bonum Publicum pati, & perseverantes, sub onere Profugorum concidere opportuit. Ad Conservationem proindè Boni Publici, Suâ Majestate Sacratissimâ benignè annuente, statuitur: Ut si Comitatus, vel Districtus, aliaque quæcunque ex præmissis Loca, alienos Subditos retinentia, erga læsorum Comitatuum, vel Dominorum Terrestrium, Lege præscriptas Collaterales, cum iisdem communicandas, & cum Nominum, & Personarum, Locique, ubi residerent, declaratione, ejusmodi Profugos repeterent, & non restituerentur, tali in Casu, Comitatus, seu jam contra præmissa Loca, seu verò directè Dominos Terrestres, in quorum Bonis conservarentur, penes Mandata Regia, vel aliorum Judicum Regni, mediò Comitatensium Judicum procedere, & Jus Dominale ergà tales Profugos, in aliis Comitatibus, vel Districtibus residentes habitum, juxta Leges Patriæ sufficienter edocere possint, ac debeant: Quô edoctô, adinventâque Restitutionis obligatione, statim & eô factô (deductis nihilominùs omnibus eorundem passivis oneribus) ejusmodi Profugi, unà cum Rebus suis omnibus, juxta Articulum 70. Anni 1659. & dictante Articulo 101. præcitatô, cum Expensis, in acquisitionem illam erogatis, & Pœna Florenorum 100. respectu singuli repetiti, & edocti Coloni computata, de Bonis non restituentiam, modalitate Artic. 31. Anni 1556. in præmisso 101. Anni 1715. confirmati desumendis, & conscientiosè limitandis, abscissis omnibus Juridicis Remediis, & solà extra Dominium Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1625. & novô Judiciô admissis, restitui debent; Si verò Actor sinè omni fundamento legali procederet, adeòque in Actione succumberet, & erga restitui petitos Colonos, Jus suum sufficienter non comprobaret, eorùm in Causam attracto Expensis gravato, easdem conscientiosè per procedentem Judicem limitandas, & per Eundem exequendas refundere teneatur. Inquisitiones pariter, mediò quorumcunque de Lege inquirere solitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Profugi invenirentur, semper liberè, & sinè ullo impedimento, etiam cum Assistentia Comitatuum, & præmissorum Locorum, in quibus peragerentur, sub securitate institui, & peragi possint; Quòd si verò præviô modô finitô Processu, adhuc tales Profugi non restituerentur, & alius Processus institui deberet, tunc Pœna specificata in duplo, & æquè cum Expensis; Et si tertio quoque semet renitentes exhiberent, tunc Villa, aut illa Portio possessionaria, sensu Articuli 31. præcitati, exequi, & Comitatui, vel Parti triumphanti, unà cum Expensis assignari debebit, undè Colonos, prævio modo repetitos idem triumphans liberè abducere possit; Cujus Villæ, aut Portionis redemptio, condignâ æstimatione mediante semper observaretur; Si qui porrò alienos Subditos retinentes, mediô tempore repetitionis, vel motæ litis, & pro parte repetente eludenda, ejusmodi Colonos aliò translocarent, pœnas prædeclaratas incurrere debeant; Imò in Casu amissionis Villæ, vel Portionis, ante Colonorum restitutionem easdem redimere non valeant; salvâ nihilominùs quoàd capturam, privatâ etiam Authoritate vigore præcitati Artic. 31. liberam, tùm verò Repetitionis quoàd privatos Dominos Terrestres Processu, in vigore suo permanente. Et hæc Dispositio, ad Regna etiam Croatiæ, & Sclavoniæ extensa esset. Anno 1723.

De Migratione Taxalistarum, & aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda.

Articulus LXI.

Ad evitandas quasvis ex Taxalistarum migratione hactenùs contra bonum etiam publicum, & cum Comitatuum enervatione Confusiones, Suâ Majestate Sacratissimâ clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi Liberæ conditionis Taxalistæ ignobiles, vel manumissi, qui in Bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & Colonicalem, vel censualem, aut Inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hactenùs modalitate prævià condescendentes, secundùm Conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati manebunt; nullam autem Conventionem cum Dominis Terrestribus ineuntes, præstitis prævìè præstandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. Anni 1715. aliisque Legibus de Repetitione Colonorum sonantibus, ad Conformitatem Artic. 52. Anni 1655. pro Dominis Terrestribus posterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, sub uno, eodemque etiam Successorum Dominio, in salvo permanente.

De non translocandis per Dominos Terrestres, ex uno Comitatu ad alium Subditis.

Articulus LXII.

Ex quo non sinè magno Comitatuum præjudicio, Fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terrestres, in diversis Comitatibus Bona possidentes, non rarò practicaretur, quòd ex uno Comitatu in alium, suos ipsimet ad incolendas Sessiones abducerent contribuentes Subditos, taliterque per unius impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretur; Ideò statuitur, ne Dominis Terrestribus (exceptis, quos ad Servitia propria adhibere voluerint) Subditos suos ex uno Comitatu ad alium ampliùs translocare liceat, quin imò sub pœna homagii non reductorum, post admonitionem, & non subsecutam reductionem, de Bonis eorundem Dominorum, medio Judicis Nobilium, ad Instantiam Magistratûs desumenda, & pro publico Comitatûs applicanda, eosdem reducere, vel alios loco translocatorum ad sufferendum contributionale onus idoneos substituere teneantur. Qui verò Dominorum plures Subditos, in uno Comitatu, vel uno Fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relictô in priore fundo Subditô, ad supportandam contributionem idoneô, reliquos ex uno Comitatu in alium liberè translocare licebit.

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Restantiis per Dominos bonificandis, & eatenùs Articuli 37. Anni 1647. renovatione.

Articulus LXIII.

Non ultima in Dominiis, miseræ Plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quòd Dominiorum Officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem Deputatos constituti, publicas Regni Contributiones à Subditis Dominiorum exactas, cum censibus privatis confunderent, aliorsùm converterent, aut cum iisdem profugerent; Undè tale onus, aut secundario à miseris Subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici Servitii damno exigeretur, aut Restantiis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exactores eorundem, aliàs citrà consensum Comitatûs constitutos relegarentur, à quibus non rarò impossessionatis, & Fundum exsolutionis non habentibus, compensandorum compensatio haberi non valeret; Eapropter ex benigna Suæ Majestatis Sacratis-

ANNO 1723.

cratissimæ Resolutione, Status, & Ordines constituunt, & Articulum 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terrestres, qui suprà obtingens Portionale, à Subditis suis, variis sub prætertibus, quidpiam exigerent, & id probari posset, extendunt, strictèque observandum pariter & id statuunt: Ut census Dominales cum publicis oneribus non confundantur; Et si Domini Terrestres, sive per se, sive medió Officialium suorum Contributionales quoque pecunias, à Subditis suis incassarent, illiusmodique Pecuniæ ad Cassam publicam non administrarentur, memorati Terrestres Domini, pro Universis, seu suprà obtingens exactis, & pro se consumptis, seu etiam per præallegatos Officiales distractis, Cassæ publicæ Comitatensi satisfaciant, Ipsi autem contra talismodi Officiales vicissim regressum habeant; Satisfacere porrò renuentes, per Magistratus Comitatuum, etiam cum Expensarum Refusione, & Bonorum talium Terrestrium Dominorum judicialiter fiendâ Executione, ac in Summa distracta, vel restante, sub Evictione Dominiorum libera Elocatione, compellantur: Appellatione extra Dominium iisdem in salvo permanente. Demùm Dominia universa, ac ipsa quoque Fisci Regii Bona, circa Dislocationes, Repartitiones, Vecturas, ac alia Publica, Servitium Principis, & Contributionalia æquè Comitatuum Negotia concernentia, ad præcavendas tùm miseræ Plebis aggravationes, tùm ex contraventionibus confusiones, Comitatuum Dispositiones admittere, effectuare, effectuarivè permittere, sub pœna suprascripta tenebuntur; Hac occasione ad benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Admonitionem, etiam statuitur: Ut omnes Comitatuum, Civitatum, & etiam Privilegiatorum Oppidorum Perceptores, & antiqui similium Officiorum Administratores, dandis Rationibus adhuc obnoxii, & nondùm absoluti, ità & alii Officiales, in quaslibet ejusmodi Locorum Perceptiones, vel Erogationes semet quoquo modò, præsertim contra, & præter publicas Comitatuum, & præmissarum Civitatum Dispositiones immittentes, Civitatenses quidem juxta præscriptum Articulum 77. Anni 1715. Comitatenses autem, & Privilegiatorum Civitatum, Oppidorumque, sensu Articuli 57. Anni 1715. Rationes dare quantociùs obligentur; Nolentes verò, & renuentes, & quidem Civitatenses, & Oppidani, tenore Articuli 20. Anni 1654. Nobiles verò juxta Articulum 65. Anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi Rationum Exactio, multò minùs præstanda satisfactio, per Supremos, & Vice-Comites, aut alios quoscunque Potentiores, in Comitatibus, vel Civitatibus, sub pœna Refusionis talium Restantiarum impediri valebit; Quin potiùs ejusmodi Restantiæ irremissibiliter exigi, & in sublevamen contribuentium Incolarum converti, præmissique Articuli, à modò deinceps exactiùs observari debebunt; E converso verò Comitatus quoque, & præattactæ Civitates, præmissas Rationes debito tempore exigant; Secùs Perceptoribus easdem dare volentibus, & legitimè præsentantibus, Magistratusque cum iisdem admonentibus, neglectâque ad summum intra Bimestre spatium prævió modó earundem censuratione demortuis, tali in Casu, onus ne fors emergendum, non ad Hæredes Perceptorum, sed ipsosmet ejus temporis Officiales, & Magistratus, effectivè per Eosdem complanandum derivabitur: Ut verò Comitatuum, & prævió modó faciendæ earundem Civitatum Dispositiones, tantò exactiùs effectum suum sortiantur, Erogationesque Pecuniariæ debitó modó tractentur, à modò imposterùm id quoque observandum veniet; Ne Supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas Comitatenses Dispositiones, quidpiam pro damnosis, & arbitrariis Dispensationibus, pro se, vel aliis, committere, & erogari facere præsumant; Quæ omnia etiam ad Consilium Regium, & Civitatenses, Privilegiatorumque Oppidorum Magistratus, ac eorundem Judices extenduntur. Circa præmissa verò, vel aliàs quomodocunque gravatis, ac in prima Instantia Querelæ suæ remedium non obtinentibus, liber ad Suam Majestatem Sacratissimam Recursus patebit; Calumniatores nihilominùs, & injuriosarum Querelarum delatores, in minoribus quidem, respectu singulorum injuriosè delatorum, pœna Florenorum 100. & Expensis, toties quoties desumenda; In majoribus verò, sensu Articulorum 18. Anni 1604. & ibibi citati, condignè eorum Tabula Regia Judiciaria convincantur; Ac ut Possessionibus, & Villis constare possit, quid, & quantum contribuere debeant? Perceptoribusque, & aliis quibuscunque in Perceptionem semet immittentibus, miseram Plebem aggravandi occasio adimatur, Comitatuum Officiales, vel alii ad id per Comitatus Deputati, publicæ Contributionis, sub Juramento suo, æquam, & justam Proportionem & Repartitionem, statim sub initium hybernalium Mensium, pro toto Anni tempore exoperari, improtocollari, & taliter Repartitionem Perceptoribus suis authenticè extradare, ac non tantùm eandem per Comitatus publicare, sed & Perceptores, quamprimùm, & ante omnia, cujuslibet Villæ obtingens, in libellum eatenùs præparatum, pariter & Exsolutionem, stato suo tempore gratis inscribere teneantur; Neque ejusmodi Repartitio, per Supremos, & Vice-Comites, authoritate privatâ, extra Generales Comitatuum Congregationis, & ibi quoque non nisi ex justa, necessaria, legitimaque causa, & ratione immutari possit; Cujus præviis ex cautis, immutatione, intra quodpiam excisas Portas habens Dominium interveniente, exindè emergens onus, non in Villas, vel Pagos, extra Dominium, & ejusdem Portarum complexum, sed intrà tale Dominium subrepartiri, & exigi debebit; E converso verò Villarum, & Pagorum, intrà Dominii Portas non comprehensarum necessariæ defalcatæ, in Pagos Dominiorum, excisas Portas habentium, derivari non poterunt; Ubi verò Dominia excisas Portas habentia non essent, tale onus, non in unam, vel aliam tantumnodò Villam, & Processum, sed per totum Comitatum, justè, & proportionatè derivandum veniet; Ipsi verò Domini Terrestres, Contributionem, non per Comitatus, sed per suos Officiales à Subditis propriis exigentes, eandem sub pœna dupli augere, & plus exigere, aut exactit propriis Censibus, Contributionem in Restantia relinquere; Ità & Perceptores, exactâ à nonnullis Pagis, vel etiam Districtibus Contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id morosorum accumulatis Restantiis, reliquos obedientes, interdùm etiam supererogatoriè ad solvendum adactos opprimere non audebunt: Quin imò priusquàm morosorum accumulatas Restantias non incassaverint, ad novas Assignationes condescendere, vel novas Impositiones à non Restantiariis exigere non poterunt; Ex bonificatis porrò, vel bonificandis Supererogationibus, aut quibusvis aliis Expensis, à publicis Erogationibus remanentibus, primùm quidem Supererogantes, dein obtingens suum exsolventes (non autem Restantiarii) proportionatè participare debebunt.

Extranei etiam Officiales, à Facultatibus propriis, ad onera Publica proportionatè concurrant.

ARTICULUS LXIV.

Æquitati pariter consentaneum Sacra Cæsarea, & Regia Majestas benignè agnoscit; at etiam Extranei, non Indigenæ in Regno, & Partibus eidem annexis, Fundos quospiam tenentes, ab iisdem, aliisque Facultatibus suis in Regno habitis, non tamen à Capitalibus ad Interesse elocatis, proportionatè contribuant: Au tàm hi, quàm etiam Salis Officiales, in Rebus, & Casibus (extra horum posteriorum Officia) occurrentibus, Loci illius, in quo degunt, vel præattactos Fundos possident, Jurisdictionato Magistratui, & Legibus Regni subsint; Bona verò per talismodi Extraneos possessa, juxta Articulum 23. Anni 1715. rehaberi valeant.

Nè Civitates Liberæ, ac Regiæ, non Montanæ, ac Privilegiata etiam Regia Oppida, à communi Onere eximantur.

ARTICULUS LXV.

Ut Liberæ, & Regiæ, non Montanæ Civitates, Privilegiataque etiam Regia Oppida, Portis suis commensurandum, & justo approportionandum actuale Militis Quarterium, aliaque Publica onera, instar aliorum Locorum subeant, Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas clementer resolvit: In quantum nihilominùs ex ejusmodi Civitatibus, Præsidiarium Militem in medio sui, Domibusque illocatum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravari quidem nequire, sed nec Comitatus ad talium Præsidiariorum onera subeunda adigi posse; Pariter & Montanas Civitates, prout & Villas Cremnicienses, vigore Articuli 43. Anni 1715. ab ejusmodi actualitate Quarteriorum exemptas, ulterius quoque in eadem Immunitate, juxta Articulum præmissum, Privilegia item Regia, & usum eorundem, conservandas statuit.

Anno 1723.

De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & initio Servitii æqualiter inducendo.

ARTICULUS LXVI.

Ad servandum bonum Ordinem, & pro Contribuentium Hospitum Conservatione decernitur: Ut respectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domesticas etiam Operas servientium, non secùs, & omnium Mechanicorum dietim laborare solitorum moderandæ, & Servitiorum initii, ubivis circa Novum Annum (præter Opiliones, & Majalium Pastores, statutum Servitii tempus habentes) inducendi, Comitatus, juxtà Statum & Situm, Ordinem & salutares Dispositiones facere possint, & debeant; Quibus omnes, & singuli, tàm Hospites, quàm & Servitores semet accommodare tenebuntur; Super detinendis autem Servis sinè Passu Dominorum suorum hinc indè commeantibus, & profugis, Artic. 101. Anni 1715. sancitum est.

De Portarum Adjustatione, & Regni Conscriptione.

ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum onerum Supportatione, & miseræ Plebis necessaria Conservatione, Status & Ordines Regni, secundùm ideam, stante præsenti Diætâ per Eosdem acceptatam, & Suæ Majestati Sacratissimæ humillimè repræsentatam, conscriptionem peragendam existimant; Circa quam, si quæ per Suam Majestatem Sacratissimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum Consilio Regio Locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicentur, in futura autem Diæta reportentur, ut super iisdem Diætaliter concludi possit; Intereà autem temporis, juxta ea, quæ Sua Majestas Sacratissima in transmissa Idæa approbabit, prænotata conscriptio peragatur, Portarumque proportio superindè instituatur.

De Pecuniæ in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Cursu, & Acceptatione.

ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, tollendisque ex difformi monetariâ Monetæ valore, & unius ejusdemque hic acceptatione, alibi verò rejectione, Emptori, & nonnunquam Venditori nocivis Confusionibus, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem annexas, æqualis sit cursus, & Valor, adeòque ubivis locorum ad unum Florenum centum, & ad unum grossum quinque Denarii computentur.

De Presbyterorum Græci Ritûs Filiis.

ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritûs Sacerdotum Filii, in Presbyteratu nati, in Statum, & conditionem Colonicalem non reducantur, talesque prævié capacitati, & eruditi in Presbyteratum assumi, & ordinari possint. Qui verò Presbyterorum Filii, in Fundis Colonicalibus residerent, à talibus Fundis, juxta initam, vel ineundam cum Dominis Terrestribus Conventionem, in, & ab iisdem contribuere, ac ad communia Onera concurrere debeant.

Filiorum Patriæ in bonis Disciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia Legata quoquò modò neglecta instaurentur, & non effectuata effectuentur.

ARTICULUS LXX.

Piarum quarumvis Fundationum inspectionem, & cum Exactione Rationum, utrùm Fundationi satisfiat, investigationem, Sua Majestas Sacratissima pro Apostolico munere, & suprema Authoritate Sua, vigore Articuli 74. Anni 1715. sibi benignè reservavit, & è gremio Regio Locumtenentialis Consilii nonnullos deputabit, qui præmissorum singularem, & peculiarem curam habeant. Circa Fundationem Szirmaianam, tanquam rem de Jure Tertii tractantem, auditâ etiam parte alterâ, Sua Majestas Sacratissima, id, quod Justitiæ conforme fuerit, clementer disponet. Fundatio verò Hrabovszkiana in Commissione de Negotio Religionis instituta, & jam terminata, uberiùs tractata, ubi Acta ejusdem Commissionis revisa fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterùm, ut in Academiis, non tantum Philosophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium exactiùs, separatim, & statutis horis, purè pro earundem Scientiarum Studiosis, sed & alia quævis in Exteris Universitatibus publicè doceri consueta, & Statui quoque Publico, & Militari deservientia Studia tractentur, & per idoneos Professores tradantur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri possit, Suæ Majestati Sacratissimæ demissè submiserint, pro Regia benignitate Sua, huic quoque demisso Statuum petito clementer annuet, & Consilium suum Regium Locumtenentiale eatenùs quoque sufficienter instruet.

Anno 1723.

De Ecclesiis, Juribusque Ecclesiasticis, nè desolentur, invigilandum.

ARTICULUS LXXI.

Articulum 60. Anni 1715. ità observandum clementer admittit Sua Majestas Sacratissima, ut si qui Prælatorum, aut quorumcunque Beneficiorum Ecclesiasticorum Possessores, Ecclesias, aut Beneficia sibi concredita minùs curarent, ædificiaque, & Fundos instructos, desolari permitterent, ruinosos verò non ædificarent; Talium Prælatorum, & quorumvis Beneficiatorum Proventus, per Suam Majestatem Sacratissimam, quà summum Ecclesiarum Patronum, in Sequestrum sumi, & ad Restaurationem præfatarum Ecclesiarum, aut ædificiorum, & Fundorum reparationem applicari valeant. Prætereà etiam eò reflectendum; Ut Episcopi, & Ecclesiarum Patroni de Parochorum intertentione, & Subsistentia, à Populo, ubi necessum esset, præstanda prospiciant; Ideò Sedecima Decimarum ubique, & etiam Octava, ubi in usu fuit, Parochis Catholicis secundum Leges Patrias præstetur.

De Articuli 40. Anni 1681. quoad unum Magistrum Protonotarium, & Judices Tabulares, tàm in Partibus Trans-Danubianis, quàm & Superioribus observandi Modificatione.

ARTICULUS LXXII.

Licèt quidem tàm Protonotarii, quàm & alii Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judices, pro continuò Judiciis interesse debeant, eoquè modo & loco, ubi Judicia celebranda sunt, alligati habebuntur; Nihilominùs secundùm præcitatum Articulum 40. Anni 1681. ibidemque citatas Leges, occasione Constitutionis Protonotariorum, & Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judicum, ut Districtuum Partium Superiorum, & Inferiorum, ac exinde applicandorum Subjectorum ratio habeatur, Suâ Majestate Sacratissimâ annuente, statutum est.

De Loco, ubi Tolnensis, & alii, quorum eadem esset ratio, Comitatus, Sedes Judiciarias celebrent, Acta conservent, Jurisdictionem Magistratualem exerceant, in Bonis Dominorum Terrestrium concedendo.

ARTICULUS LXXIII.

Sua Majestas Sacratissima benignè assentitur; Ut quilibet Comitatus, pro instituendis Congregationibus, & Sedibus Judiciariis, Archivi & Literarum conservatione, Malefactorumque, & Captivorum Custodia, & Executione, Domum Comitatensem nondum habentes, in loco securo, & quantum fieri potest, pro ipsorummet etiam Comitatensium majori commoditate, in meditullio cujusvis Comitatûs, ac, si fieri potest, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiatis Oppidis comparent, & ibidem etiam Jure Gladii utantur, Dominiquè Terrestres, vel Liberæ Regiæ, Montanæque Civitates, locum sufficientem, sine tamen Appertinentiis excindere, Comitatus nihilominùs condignum ejusdem precium etiam quoad Census privatos deponere, quoad verò publicas obventiones, eundem à Conscriptione, consequenter & onere Locorum eximere teneantur. Educilla verò, & Macella, aliaque Dominorum Terrestrium Jurisdictionalia usurpare non valeant.

ANNO 1723.

De Appellationis Foro ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidis Privilegiatis, & Communitatibus, à quorum videlicet Foro in Sedem Dominalem Viâ Appellationis Causæ hactenùs deductæ non fuissent, & de tollendis Cebarum abusibus.

ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quodpiam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regalium Magistrum, aut Personalem Præsentiam Regiam, vel Sedem etiam Dominalem transmittere non obligaretur, ut abindè Appellatio ad Comitatum transmittatur, æquitati conveniens esse: Quoàd Excessus verò Opificum Collegiorum, vulgò Cebarum, Articulo 79. Anni 1715. provisum haberetur; cui ulterius quoque inhærendum; Et nequè Servitores Dominorum opificia pro privata duntaxat Dominorum suorum necessitate, in Liberis, Regiisque Civitatibus, aut Regiis etiam Oppidis exercentes, per Cebales Opifices in hujusmodi Exercitio sub pœna violentiæ turbari valebunt; Stabit præterea in benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ arbitrio, Collegiis Opificum vulgò Cehis impertita Privilegia, pro exigentia necessitatis circumscribendi, vel planè tollendi, & abrogandi.

Nè Lignea Instrumenta, aliæque Res Venales, Comaromii, & alibi præemantur: Nevè Nobiles Regni, per Magistratus Locorum vel Cebas, aut Præsidiarios quòquò modò turbentur.

ARTICULUS LXXV.

Pro conservando, & augendo quorumcunque Materialium, & Manufacturarum libero Quæstu, Suâ Majestate Sacratissimâ annuente statuitur. Ut præemptiones diversarum Rerum venalium, si, & in quantum legitimus illarum usus adesset, Eædem deinceps quoque continuari valerent, ad propriam tamen nonnisi necessitatem restringuntur, non autem eò, ut deinde aliis, cariori iterum pretiô, venales ejusmodi Res distrahantur, extendendæ. Quò verò ad Incolarum Jauriensium prætensionem, Articulo 76. Anni 1715. denotatam, ubi dicti Incolæ, ea, quæ præcitatus Articulus præscribit, fecerint, clementer applacidatâ Satisfactione non destituentur.

De Excessuum, occasione Educillorum Regiorum committi solitorum sublatione.

ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter Jus educillandi Vini, & Cerevisiæ, quampiam aliam sibi, contra Incolas Comaromienses, multò minùs contra Magnates, & Nobiles, vel eorundem in Cellariis conservata, & non educillata Vina, Jurisdictionem vendicent, aut quoscunque demùm Dominos Terrestres, extra Territorium Comaromiense, Bona, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum suorum Comaromii, aut pro privata necessitate Cerevisiæ, vasatim fienda Emptione, & Eductione, quoquò modò impediant, aut Vina eorundem obsigillent, prohibendum veniet; Qui Arendatores, pro Damnis quoque illatis satisfactionem præstent. Cæterùm tales Arendatores, secundùm Articulum 16. modernæ Diætæ, Legibus Regni subsint, justum esse.

De interdicenda Austriacorum in Jurisdictionem Comitatûs Mossoniensis involatione, Possessionumque Szinczdorff, ac aliarum Jurisdictionum in Comitatus Castriferrei Reapplicatione, nec non Familiæ Kisfaludi, ac Compossessorum de Bücsü, negotio accommodando.

ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Mossoniensis, à Vicinis Austriacis, contrà bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur aggraviam, deferat Eosdem Suæ Majestati Sacratissimæ, ac abindè, non autem per Articularem Constitutionem, Gravaminis sui Remedium; Possessio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, à Metalis Commissionis Relatione, Ejusdemque benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ approbatione prætolentur. Familia Kisfaludi prosequatur sua Jura, modis, & formis competentibus; Respectu demùm Prædii Székföldé, & Possessionis Bücsü, illa, quæ non nisi ab Executione dependerent, suis viis, & modis in Executionem sumantur.

De Vinorum in Vicinas Provincias Hæreditarias eductione.

ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinas Provincias Hæreditarias instituenda eductione, renovatur Articulus 75. Anni 1715. Ac præterea, eò etiam clementer intendet Sua Majestas Sacratissima, ut tam versùs Partes Septentrionales, quàm etiam versùs Mare Adriaticum, Vinorum eductionem instituere possint.

De Oppido Kállo Familiæ Kállay restituendo.

ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petitam Oppidi Kálló, Familiæ Kállay restitutionem, altefata Sua Majestas Sacratissima, finitâ statim Diætâ, Commissarios clementer denominabit, qui auditis illis, quorum interest, id in Executionem sumant, quod Juris, & æquitatis ratio dictaverit.

Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus consolandis intercedìtur.

ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perénianam, & alias, quæ à Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæstu, dum in usu fuisset, non contemnendam Salis obventionem habuissent, tandemque per sublatam Liberum Quæstum, eò destitui debebant, ad Statuum & Ordinum Regni humillimam Interpositionem, Earundemque Familiarum repræsentationem, Sua Majestas Sacratissima clementer resolvit; Prævio per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, ibique fiendâ demissâ Relatione, id, quod justum, ac æquum fuerit, desuper clementer ordinaturam.

Instantia, & Negotium Comitis Sigismundi Nyáry, Familiarum item Amadé & Kerekes, nec non Sándorianæ, ac aliarum, humillimè recommendantur; Et pro Restitutione Domûs Thurzoianæ Viennensis intercedìtur.

ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitis Sigismundi Nyáry, tenore Articuli 65. Anni 1715. declarato, non absimiliter Familiarum Amadé, Kerekes, Baronis Casparis & Adalberti Sándor, ac aliorum Regnicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa sui in parte in Articulo 64. Ejusdem Anni 1715. denotatorum, ubi præspecificati Instantes ea, quæ iisdem juxta præattactas Leges facienda incumbunt, fecerint, & Familia Sándor, Prætensiones suas in competenti Marchionatûs Moraviæ Foro liquidaverit, effectu in præmissis Articulis denotatæ benignæ Cæsareo-Regiæ Resolutionis non destituentur: Quorsùm etiam Negotium Domûs Thurzoianæ, in Articulo 92. Anni 1655. denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Pek, & Martini Győry Hæredum contentatione supplicatur.

ARTICULUS LXXXII.

Pari ratione Simonis condam Pek, & Martini Győry, Quæstorum, & Negotiatorum Jauriensium Hæredes, vigore certarum Literarum Obligatoriarum-Cambialium, notabilem Summam prætendentes, ubi Prætensiones suas, Suæ Majestati Sacratissimæ debitò modò repræsentaverint, Justitia, & Satisfactio iisdem administrabitur.

Ut Comitatus Bacsiensis in Jurisdictione Magistratuali non impediatur, & antiquæ Contributionalis Restantiæ non exequantur.

ARTICULUS LXXXIII.

Justum esse agnoscit Sua Majestas Sacratissima, ut Comitatus Bacsiensis in Jurisdictione Magistratuali, Eidem competente non impediatur, neque ad persolu-

ANNO 1723.

tionem Restantiarum, in quantum eædem jam relaxatæ, ac accommodatæ essent, ullô modô adigatur; Cameratici verò Officiales, vel Bonorum Fiscalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut aliter excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni subiint, Sua Majestas Sacratissima benignissimè resolvit.

De Debitis per nonnullos Comitatûs Bodrogiensis Officiales, Nomine Universitatis contractis, per eosdem, qui sine Scitu & Consensu Comitatûs contraxerunt, exsolvendis.

ARTICULUS LXXXIV.

Quoàd Debita, per quorumvis Comitatuum Officiales, nomine Comitatuum, in quibus Officia tenerent, contracta, benignè resolvit Sua Majestas Sacratissima, ut si Obligatoriæ superindè confectæ, vel sine consensu Comitatûs illius emanâssent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel necessitates publicas ejusdem Comitatus, per istiusmodi levantes & contrahentes Officiales conversa non fuisset, Comitatus ad talium Debitorum solutionem non obligentur, verùm Creditores, ad illos Officiales, qui modò prævió mutuatam pecuniam levârunt, relegentur.

De Controversia Valachorum Districtûs Berettyó, & aliorum.

ARTICULUS LXXXV.

Controversiam inter Episcopatum Varadiensem, & in Districtibus Berettyó, Besztercze, & Laksâg residentes Valachos, Decimam dare recusantes, Suæ Majestati Sacratissimæ humillimè repræsentatam, altefata Sua Majestas Regia pro Juris, & Justitiæ exigentia clementer determinabit.

De confirmandis, & observandis 23. 1687. & 125. 1715. Annorum Articulis, Eorundemque Extensione.

ARTICULUS LXXXVI.

Quantumvis in universali Libertatum, & Prærogativarum, Juriumque, ac Immunitatum, nec non Legum tàm Communium, quàm & Municipalium Inclyti Regni Hungariæ, aliorumque Eidem annexorum, & Sacræ Ejusdem Coronæ subjectorum, per Suam Sacratissimam Cæsareo-Regiam actu gloriosissimè regnantem Catholicam, & Apostolicam Majestatem, hâc etiam Diætâ Articulariter elementissimè declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. attactorum Annorum Articuli indubiè confirmati sint, & habeantur; Nihilominùs tamen, pium, & salutare ejusmodi Petitum, altetitulatâ Suâ Sacratissimâ Majestate elementissimè applacidante, & mox præcitatos suprascriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, statuitur, nè in præfatis Croatiæ, & Sclavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Professionis cujuspiam, præter solos Romano-Catholicos, Possessionis Bonorum sint capaces.

De Banali Authoritate.

ARTICULUS LXXXVII.

Ex benignissimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoàd Authoritatem Banalem renovatur.

De restituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalatus Varasdiensis illocatus fuerat, pluribusque Querelis ac Gravaminibus, in Articulo 113. Anni 1715. comprehensis, complanandis, & in futurum tollendis.

ARTICULUS LXXXVIII.

Hôc quoque Punctô datâ benignâ Resolutione Regiâ humillimè acceptatâ, renovatôque, & rursùm confirmatô Articulô 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem specificatorum, desideratus indilatè ampliùs sequatur effectus, à parte Regni necessarii eatenùs Commissarii, & quidem pro Præside, Dominus actualis eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Pálffy; Dominus item Comes Joannes Draskovich; Dominus Comes Joannes Csikulíny, Suæ Sacratissimæ Majestatis Camerarius; Præterea Regni ejusdem Vice-Banus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Mallenich; & Comitatuum Varasdiensis, & Crisiensis, ex singulo videlicet unus Vice-Comes (non obstante unius, aut alterius absentiâ, ac in Locum absentis, alterius idonei Subjecti substituendi, penes Comitem Banum, quà Præsidem, manente facultate) mox finitâ præsenti Diætâ, cum reliquis, per Suam Sacratissimam Majestatem, à parte Augustæ Ejusdem Aulæ eò destinandis, & effectivè exmittendis Commissariis, resolutam eatenus benignissimam Commissionem effectuaturi; Non secùs de Lika, & Corbavia, inferiorique Sclavonia, ad sensum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cogniturі, incorporanda incorporaturi, & complananda complanaturi, abrogandaque abrogaturi denominantur.

De Celebratione Judiciorum Octavalium Banalium.

ARTICULUS LXXXIX.

Pro tantò celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Justitiæ cursu, ac Administratione, in casum absentiæ, aut legitimè impediti Domini Comitis Bani, quà aliàs Judiciorum inibi celebrandorum Octavalium ex Officio Præsidis Locumtenens, seu ejusdem Domini Comitis Bani Vices Gerens, aut alter quispiam, è gremio eorundem Regnorum ad id aptus, & idoneus, per Comitem Banum, & Regnum, de antiqua ejusdem consuetudine, pro Præside, toties quoties necessum fuerit, possit ac valeat legitimè denominari & constitui.

De publicorum Onerum Contumacibus, & refractariis Supportatoribus, ad eadem compellendis.

ARTICULUS XC.

Naturali siquidem rationi, & æquitati conforme sit, illi, cui bonum Publicum commune est, Onerum quoque publicorum supportationem suô modô communem esse debere; Qui igitur contumaciter talibus semet subtraherent, & Jurisdictioni Regni subjecti essent, ut suis viis & modis eatenùs adigantur, & compellantur, justum omninò esse.

De abrogandis Tricesimatorum abusibus, Legibusque eatenùs etiam ad Arendatores extendendis.

ARTICULUS XCI.

Articulo 13. & 51. præsentis Diætæ Regni Hungariæ, benignissima Resolutio Regia, Regno quoque Croatiæ, & Sclavoniæ communiter deserviet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Tricesimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

De Confirmandis Prærogativis Nobilium unius Sessionis, & Armalistarum.

ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Turopollya, prout & Armalistarum, ac unius Sessionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato usu præfuissent, & ad præsens usque persisterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familiæ demùm Draskovicsianæ, respectu Bonorum Sztenichnyák; ita & Comitissæ Barbaræ Erdödy occasione Dominii Bozilievo; non secùs de præcavendis remedendisque gravibus admodùm Excessibus Status Militaris Capronczensis, Varasdiensis, & Carlostadiensis, finitâ hâc Diætâ quantociùs coram ordinata eatenùs, benigneque resoluta Commissione Regia uberius remonstrandis, administrandaque eatenùs Civitatibus Capronczensi, & Varasdiensi, tàm Arcensi, quàm Civitatensi Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmissum, Varasdiensium videlicèt, & Carlostadiensem Generalatum, sivè per præjudiciosam admodùm Fœniliium depascuationem, sivè aliàs qualitercunque læsis, & injuriatis, effectiva Justitia, & Satisfactio, ad Commissionem supramemoratam Articulo 88. remittitur, indubiè effectuanda.

Ut Familia Erdödiana in integrum Jurium suorum reponatur.

ARTICULUS XCIII.

Justum esse agnoscit Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam

Montis

Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium eò spectantium Possessionem, quam sub magnæ memoriæ Imperatoru, ac Rege Leopoldo, penes benignas Ejusdem Regias Resolutiones cum subsecuta Metarum, à circum adjacentibus Confiniis separatione, ac distinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commissionem 88. Articulo clementer resolutam, ac ordinatam iterùm reponatur, aut eâdem Commissione ne fors dilatâ, vel ex quocunque demùm capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familiæ gravia damna, totque Eidem illata præjudicia, per aliam, eum in finem, à Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestate clementer ordinandam, finitâ præsenti Diætâ, quantocyùs præmissa effectuentur, Confiniariique Ivaniczenses, ac Crisienses, ab intentandis quibusvis Violentiis, Invasionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, seriò, & districtim coerceantur.

De Nobilitate Trans-& Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas sibi, per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.

ARTICULUS XCIV.

In illatis sibi per Homines, & Officiales Bonorum antea Frangepaniano-& Zriniano-Fiscalium, ad præsens verò Cameræ Græccensis, hactenus, & ne fors in futurum inferendis, tam bene realibus, quàm Personalibus, uti & mixtis Injuriis, Nobilitas Trans-& Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris viâ, Suâ Majestate Sacratissimâ clementissimè annuente, procedat, & beneficiô Articuli 44. Anni 1715. imperturbatè utatur.

De Civitatis Crisiensis Unione.

ARTICULUS XCV.

Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renovatur; in Locum moderni Domini Comitis Episcopi Zagrabiensis, si commodè adesse non poterit, Præpositus, aut alter è gremio Venerabilis Capituli Zagrabiensis, per modofatum Dominum Episcopum denominandus, constituitur, reliquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commissariis, in suo Caractere manentibus; Qui mox finitâ Diætâ, delegatâ sibi eatenùs Commissione fungerentur, examinatisque, & cognitis utriusque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, universa Partium inibi producenda Jura revideant, & an ejusmodi Unio, absque convulsione Jurium, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri possit, cum Voto, & Opinione suis, mediô Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, prælibatæ Suæ Sacratissimæ Majestati reportabunt.

Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infrascriptis Ordinibus recipitur.

ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, per sedulam Hospitalium, & Nosocomiorum Curam, & Administrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zelosè exercitam, magnos Christianæ Pietatis Fructus operari comperiatur, nec minorem in hoc pariter Apostolico Regno Hungariæ, post Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem suum susceptione, & ad Functiones, ac Beneficia sui Ordinis, eorundem admissione, Fructum, Status, & Ordines sibimet meritò pollicerentur; Hinc prævià Suæ Cæsareæ, & Regiæ Majestati humillimâ Supplicatione, & accedente Ejusdem benignô assensu, ad demissam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eô fine factam Ejusdem Instantiam, ac zelosam Eminentissimi, ac Serenissimi Cardinalis Ducis de Saxonia, Principis Archi-Episcopi Strigoniensis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpositionem, determinatum est: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum istud, & Partes Eidem annexas, Votô tamen, & Sessione absquè omni, pro recepto & stabilito habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Nosocomiorum, debitô modô, & ordine, ac à Fundatoribus præscripta Cautione administrare; Non secùs alia etiam Bona Fundationalia, purè Sæcularia, & libera Fundatorum dispositioni subjecta, Jure, & Titulô duntaxat Pignoratitiô possidere valeat, Filiosque Nobilitatis Patriæ, aliosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoneos, ac Capaces, ad Beneficia quoque Sui Ordinis assumat. Pariter & Religiosi Ordines Capucinorum, Fratrum Misericordiæ, Servorum Beatæ Virginis MARIÆ, nec non Carmelitarum Calceatorum, & Discalceatorum, & Paulanorum, ità & Societatis Virginum Ursulitarum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum istud Hungariæ, & Partes Eidem annexas recipiuntur; Qui omnes non secùs & hactenùs quandocunque recepti, & quocunque Nomine insigniti Ordines, in signum Pietatis, & Gratitudinis, singuli, Duodecim Sacrosanctæ Missæ Sacrificia, pro Suæ Majestatis Sacratissimæ, Successorumque Hungariæ Regum, Regnique hujus Apostolici Incolumitate, Incremento, & Prosperitate, singulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Moniales celebrari facere teneantur.

De Systemate Consilii Regii Hungarici.

ARTICULUS XCVII.

Sua Majestas Sacratissima, Consilium Regium Locumtenentiale instituit, Præside Palatinô cum viginti duobus Consiliariis ex Statu Prælatorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majestatem ex nunc, & in futurum denominandis; In casu verò subsecuturæ Consiliariorum Vacantiæ, prælibatum Consilium, non solùm omnium, pro eadem Vacantia Instantium supplices Libellos Suæ Majestati Sacratissimæ submittet, sed & alios aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demissè proponet, & ulteriorem benignam Resolutionem Regiam præstolabitur; Supernumerarii quoque Juniores, Juramentô adstringendi, ex Magnatum & Nobilium Statu, sinè Voto tamen & Salario, ad idem Consilium, pro capienda rerum Experientia, ad arbitrium Suæ Majestatis Sacratissimæ admittentur, & sæpedictum Consilium, ex Regalibus Proventibus salariandum, ubi primùm fieri poterit, ad meditullium Regni collocabitur; Intereà verò Posonii manebit, neque ex Consiliariis, ulli, nisi legitima de Causa, Præsidi semper insinuanda, præter legales Ferias, ex eodem Consilio abesse licebit; ita tamen, ut ad minimùm Duodecim, ad latus Præsidis continuò præsentes esse debeant. In legitima demum Comitis Palatini absentia, Judex Curiæ Regiæ eidem Consilio præsidebit.

De Consilii Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.

ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ ex Consiliariis, unà cum Secretariis, Sua Majestas Sacratissima denominabit; Registratorem verò, Rationum Exactorem, Expeditorem, & reliquos Subalternos, ipsum Consilium, observatâ Votorum pluralitate constituet; Ipsas verò Expeditiones, Præses cum Cancellariæ Directore, & uno ex Secretariis subscribet. Consilium utatur Sigillô Suæ Majestatis Cæsareo Regiæ, cum circumferentia Aquilæ, in medio autem Insignibus Regni; prouti hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis Hæreditariis, omni tempore usitatum fuit.

De Generali Regni Perceptore.

ARTICULUS XCIX.

Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Suæ Majestati repræsentatus, sequetur circa Perceptorem Regni determinata Resolutio.

De Commissariatu.

ARTICULUS C.

Directorem Commissariatûs ex Consiliariis, & Statu Magnatum, ac præterea ex omnibus quatuor Regni Circulis, seu Districtibus, quatuor Commissarios Nationales ex Statu Nobilium Sua Majestas Sacratissima denominabit, & si amplitudo Regni & Districtuum exegerit, ad repræsentationem Consilii, plures etiam constituet, quorum Activitas, per Instructionem jam stabilitam, determinata est.

De

De Consilii Regii Autheritate, Medoque, en quæ à benignn Cæsareo-Regiæ Majestatis Resolntione dependerent, Suæ Majestati repræsentandi.

ARTICULUS CI.

Præfatum Consilium à nullo Dicasterio Aulico, sed Sua Majestate Sacratissima, ranquam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Suæ Majestati Sacratissimæ repræsentandum habuerit, illud mediô demissarum Literarum suarum repræsentabit, & Majestas Sua Sacratissima, benignam suam Resolutionem, aut per Rescriptum, aut per Decretum Regium, pro varietate Rerum & Negotiorum, eidem Consilio intimabit. Consiliarii pro uberiore informatione ad Suam Majestatem Sacratissimam mittendi, si necessarii videbuntur, per Suam Majestatem Sacratissimam, prævîâ Consilii repræsentatione, & approbatione Suæ Majestatis, vocabuntur; Quod verò Correspondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinet, cùm in iisdem Regnis & Provinciis existentia Gubernia & Regimina, in rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correspondeant, sed Suæ Majestati Sacratissimæ demissas Relationes præstent; Ideò id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum veniet.

De Activitate Consilii Regii in genere.

ARTICULUS CII.

Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra positivas Patriæ Leges nihil determinet, & Diætales Conclusiones, per eos, quibus incumbet, effectui mancipari faciat; Ac præterea, ut Conclusa semel per pluralitatem Votorum in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, justum omninò est.

De Impopulatione Regni.

ARTICULUS CIII.

Ut liberæ quævis Personæ, per Sexennium à quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit, benignè admittet Sua Majestas Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis eatenùs publicari possint, id cum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum deliberari debebit. Bona etiam Neoacquistica, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoscentur, modô ibidem declaratô restituentur. Personarum benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majestas Sacratissima condignam reflexionem habebit.

Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.

ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benignæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionis, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & erudiendis Liberis negligentioribus, nè ejusmodi Liberi delitescant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione & accommodatione, attenuatarumque Familiarum sublevatione.

ARTICULUS CV.

Quòd si Parentes, aut Tutores, in educatione Prolium, & Pupillorum negligentiores fuerint, & Comitatus eatenùs non providerint, per sæpefatum Consilium admonendi erunt. Respectu Fundationum ritè administrandarum, Articulo 70. provisum jam est. Magnatum & Procerum Filios, in Aula Regia hactenus accommodatos & educatos fuisse, ipsimet Status recognoscunt, ut iidem, & Nobilium etiam Filii, more antiquitùs observatô, in Aulis quoque Procerum accommodentur & educentur, conveniens omninò erit. Domi delitescentium bonarum Familiarum Filii, per Comitatus Consilio Regio Locumtenentiali indicari debebunt, ut per illud Suæ Majestati Sacratissimæ demissè proponi, & pro exigentia Qualitatum Suarum accommodari possint.

Ut Domus Regnicolarum, pro publicis necessitatibus, & signanter Archivi Conservatione instituatur.

ARTICULUS CVI.

Si Consilium Locumtenentiale Regium, cum Septem-Virali, & Judiciaria Tabula, ad meditullium Regni translatum fuerit; Domus etiam ibidem comparari pro conservando Archivo debebit; Interea verò Posonii existens Regnicolarum Domus restauranda erit.

De Improtocollatione, seu Intabulatione, in Comitatibus, & Civitatibus observanda.

ARTICULUS CVII.

Ad normam aliorum Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improthocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatibus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri subjicienda, sita sunt, in futurum fiant, & quantocyùs stabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis observatam, prioritas Juris in futurum observetur.

De Judiciis Montanisticis, Legibus Regni conformandis.

ARTICULUS CVIII.

Judicia Montanistica, secundùm privatas eorundem Leges, ultrà Sæculum stabilitas, in suo esse manebunt.

De præcavendis Incendiis.

ARTICULUS CIX.

Ut ad præcavenda Incendia, omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates instituantur, Consilio Regio Locumtenentiali incumbet: Voluntarii verò & publici Incendiarii, pœnâ, supra in Articulo 11. expressâ, irremissibiliter puniantur.

Contra Blasphemos in DEUM, *Beatissimam Virginem* MARIAM, *& Sanctos* DEI, *animadvertendum.*

ARTICULUS CX.

Contra Blasphemos positivæ Patriæ Leges districtim observentur.

Ut Excessuosi Delitescentes coërceantur.

ARTICULUS CXI.

Parentibus, & Superioribus suis inobedientes, nullius Frugi, & bonas quasvis adhortationes spernentes, Authoritate Magistratuali compescantur.

De Informationibus à Comitatibus, & Civitatibus per Consilium accipiendis.

ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, & Diætaliter conclusorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Consilio Regio Locumtenentiali necessarias Informationes suppeditabunt; quas si dare omiserint, Consilium Suæ Majestati repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

De Salvis Conductibus, per Suam Majestatem Sacratissimam extradi solitis.

ARTICULUS CXIII.

Salvi Conductus, prout & hactenùs factum fuit, non secùs, quàm habitâ de casu à Comitatibus sufficienti Informatione, expedientur. Asyla, quibus suffragari debeant,

Anno 1723. debeant, cùm stante præsenti Diætâ, ob brevitatem temporis elaborari non possit, sæpedictum Consilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suæ Majestati Sacratissimæ submittet, ac in proximè futura Diæta, ut ibidem determinari possit, referet.

De Cursu Postæ ordinando.

ARTICULUS CXIV.

De Cursu Postæ ordinando, Sua Majestas Sacratissima Generalem suum Postarum Magistrum audiet, & quod Publica necessitas suadebit, benignè determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis esse debeat? Cùm Status, & Ordines stante Diætâ elaborare nequivissent; Ideo eandem Consilium Regium Locumtenentiale elaboret, & Suæ Majestati, ac etiam successivè Statibus & Ordinibus Regni in Diæta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majestas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quoàd Institutum promovendorum Publicorum, Clementi Ope & Gratiâ consolari dignetur; & Commercia intra Regnum instituantur.

ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Sua Majestas Sacratissima, ut non solùm Institutum quodpiam, Bono publico utile & proficuum, Suæ Majestati Sacratissimæ Consilium Regium Locumtenentiale demissè proponat; Sed & de stabiliendo intrà Regnum Commercio, cum Hominibus Commercii instituendi gnaris conferat, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eadem omnia pro benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ Ratificatione, vel modificatione, pariter & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diæta submittere possit; Nevè Merces Publico damnosæ, & inutiles, in Regnum inducantur; ac ut naturalia quoque in sortem Mercium inducendarum à Quæstoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimodè protegantur, præfatum Consilium prospiciet.

De diversi generis Mechanicis in Regnum inducendis.

ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum assecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer disponet Sua Majestas Sacratissima; Cæterùm, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Residentiam fixerint, nullos Fundos habeant, nè per culturam eorundem à Manufactura distrahantur, sæpefatum Consilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica instituendorum Commerciorum elaborabit, & Suæ Majestati Sacratissimæ submittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & cum eorundem Concursu, Commercia ipsa meliori successu institui & continuari valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Advenæ, expletis præmissis Exemptionis Annis, redeant, sed potius fixam Residentiam continuent, invigilandum veniet.

De præcavenda Vinorum præstantiorum adulteratione.

ARTICULUS CXVIII.

Justum est, nè propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiatur, ut Vina præstantiora quocunque modò adulterantes, vel ex deterioribus Promonthoriis eadem substituentes, & sub nomine horum ipso vendentes, taliterque Emptores defraudantes, & publicum Commercium impedientes, in amissione totalis Vini sui per competentes Comitatûs Magistratus, ipsô factô instantaneè puniantur.

De Quæstu Pecorum instituendo, & Quæstorum Extraneorum in Regnum libera permissione.

Anno 1723.

ARTICULUS CXIX.

Petitum hoc Statuum, cum Vicinis etiam suis Regnis & Provinciis Hæreditariis, benignè conferet Sua Majestas Sacratissima, & cum iisdem ea, quæ promotionem Quæstûs Pecorum concernent, auditô etiam eatenùs Consiliô Regiô Locumtenentiali, prævià cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De coërcendis Usurariis.

ARTICULUS CXX.

Ut Usurarii, Actione Fisco Regio competente, eidemque relictâ, non tantùm in totius Interesse, sed etiam Capitalis amissione puniantur, & quod ultra legale sex per centum Interesse, à Debitoribus suis exegerunt, id Damnificatis per idem Judicium restituatur, justum est.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicenda inductione.

ARTICULUS CXXI.

Ubi primùm de sufficienti, & bono domestico Ferro Regnicolis provisum fuerit, Inductio Ferri extranei per se restringetur.

De Aquæ-Ductibus instituendis.

ARTICULUS CXXII.

Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Impopulationem Regni conducentia; Ità, ut Fluvii quoque navigabiles per diversos Canales, & Fossas, ad varias Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Consilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnaros superindè consulet, cum iisdem tractabit, & concludenda Suæ Majestati Sacratissimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demissè submittet, & in Diæta reportabit.

Excellentissimi ac Illustrissimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui subinserti Domini à Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.

ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum, cumulatissimorumque & proficuorum, erga Augustam Domum Austriacam, Regnantemque Suam Majestatem Sacratissimam, ac ejusdem gloriosæ reminiscentiæ Prædecessores, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quasi continuâ serie remonstratorum meritorum, Sagôque & Togâ præstitorum Servitiorum optimè memores, propriô motu, & in præmentionatos Dominos Comites à Stahrenberg inclinati grati animi propensione, præviâque Excellentissimi & Illustrissimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitis, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eschelberg, Liechtenhag, Freystadt, Pottendorff, Hatvan, &c. Supremi ac Perpetui tam superioris, quàm inferioris Austriæ Provincialis Mareschalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis actualis Intimi Conferentialis Consiliarii invitatione, memoratum Dominum Thomam Gundakerum à Stahrenberg; & per Eum, Excellentissimos pariter, Comitem Guidonem à Stahrenberg, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis actualem Intimum Consiliarium, Campi Mareschallum, unius Regiminis Pedestris Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Austriacas Provincias Commendatorem; Comitem Conradum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majestatis pariter actualem Intimum Consiliarium, & apud Serenissimum Regem, ac Rempublicam Magnæ Britanniæ

actua-

Anno 1723.

actualem Legatum; Comitem Maximilianum à Stahrenberg, altefatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, Generalem Artolleriæ, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum; Comitem Gundamarum à Stahrenberg, præfatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, & Excelſæ Aulicæ Cameræ Conſiliarium; ac Comitem Franciſcum Joſephum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter Camerarium; Non ſecùs & in Linea recta eorundem Deſcendentes univerſos Hæredes & Succeſſores, cum Taxæ Indigenatûs (quam aliàs recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis exſolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Hungariæ Incolarum, & Indigenarum, cum Voto & Seſſione competentibus, cooptant: Spem firmam ſibi pollicentes, antelatum Dominum Comitem Thomam Gundakerum à Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites à Stahrenberg, Eorundemque Hæredes & Succeſſores, in omne tempus, utiles Patriæ Cives, Juriumque & Prærogativarum, ac Legum Patriarum Obſervatores, ſtudioſoſque Protectores, ac Defenſores futuros.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Franciſcus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinitz, in Hungarum recipitur.

Articulus CXXIV.

Gratam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regni, ſupramemorati Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Franciſci Ferdinandi Kinski, Sacri Rom. Imp. Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz, Viklek, Winar, Krattenau, Egerzau, Matzen, & Angern, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejuſdemque Regni Supremi Aulæ Præfecti, ſub præſenti Generali eorundem Conventu, & aliàs quoque ſtudioſè declaratam, iidem Status, & Ordines recognoſcere ſatagentes, titulatum Dominum Comitem, motu propriò invitatum, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indigenarum; pariter & Ejuſdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinitz, & reliquos maſculini Sexûs Deſcendentes, cum Voto, & Seſſione competentibus, receperunt, & conſuetam etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt; Confidentes eundem in futurum quoque, ergà Nationem hanc tantò magìs gratum, & utilem Patriæ Civem, Juriumque & Prærogativarum Regni Obſervatorem, & Manutentorem futurum.

Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merci, & Illuſtriſſimi Domini Comites Joannes Joſephus, & Franciſcus Jorger, in Hungaros recipiuntur.

Articulus CXXV.

Gratâ prætereà cum ſatisfactione Excellentiſſimi, & Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merci, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cavalleriæ Generalis, unius Regiminis Equeſtris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Diſtrictûſque Tömöſſienſis Supremi Commendantis, ac ejuſdem altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Conſiliarii, diverſis occaſionibus, præſertim verò ultimariò hôcce Bellô Turcicô, in propugnando hocce Regno, contra infenſiſſimum Nominis Chriſtiani Hoſtem Turcam conteſtatum ſtudium, & propenſionem, Status & Ordines Regni recognoſcentes; Conſideratiſque Illuſtriſſimorum Dominorum Comitum Joannis Joſephi, & alterius Franciſci à Jörger Meritis; Eoſdem unanimi omnium Votô & conſenſu in numerum ſui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Confidentes Eoſdem in futurum etiam, ergà hoc Regnum, & Nationem, tanto magis gratos, & utiles Patriæ Cives ſeſe exhibituros; Qui Dominus Comes à Merci, tam ſolitum ſuperindè Juramentum jam depoſuiſſet, quàm etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Caſſæ Regni ſatisfeciſſet.

Illuſtriſſimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, in Hungarum jam priùs receptus, inarticulatur.

Articulus CXXVI.

Et quia Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarius, & in Negotiis Hungaricis ordinatæ Cameralis Commiſſionis Præſes, nec non Comitatûs Békeſſienſis Supremus Comes, tametſi ante annum adhuc 1687. in Hungarum, uti id ipſum ex Diplomate ſuperindè extracto, remonſtrâſſet, receptus fuiſſet; attamen ob Ejuſdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majeſtati occupati abſentiam, ſui receptio inarticulari omiſſa fuiſſet; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Conſortium ſuum cooptato & acceptato, præſenti Articulô declarant: Ulteriùs quoque in Ejuſdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem ſemet exhibiturum; Ac ſiquidem jam ante conditum ſupramentionati Anni 1687. 26. Articulum receptus extitiſſet, ad perſolvendam etiam eôdem Articulô contentam Indigenatûs totalem Taxam, eundem minùs obligari decernunt.

Dominus Baro Erneſtus à Petráſch, pariter in Hungarum recipitur.

Articulus CXXVII.

Inſuper Status, & Ordines gratâ recolentes memoriâ, fidelia Regno Hungariæ præſtita Servitia, perpeſſoſque ob defenſam Regni, apud immanem Chriſtiani Nominis Hoſtem Turcam duros Carcerum ſqualores Magnifici Domini Liberi Baronis Erneſti à Petráſch, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati Colonelli, & Legionis Schönborianæ Commendantis, ad demiſſam ejuſdem apud Status, & Ordines propterea factam Inſtantiam, eundem in Hungarum receperunt & cooptârunt; Ità tamen, ut tàm Juramentum, ſecundùm formam Decretalem deponere, quàm etiam Caſſæ Regni, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. ſatisfacere, iiſdemque peractis, Privilegia ſua ex Cancellaria Regio-Hungarica Aulica extrahere debeat, & teneatur.

Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.

Articulus CXXVIII.

Conſideratis prætereà Perilluſtris, ac Generoſi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, & Referendarii Intimi, tam ſub proximè præterito Anno celebratæ Syſtematis Commiſſionis, quàm etiam præſentis Diætæ decurſu, erga Regnum, & Nationem hanc conteſtatis Officiis, impenſiſque per eundem plurimis laboribus, & fatigiis, ad præviam ejuſdem ſuperindè factam ſubmiſſam Inſtantiam, Status & Ordines Regni, eundem unà cum Filiis ſuis, Domino Joanne Joſepho, altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Inferioris Auſtriæ Regiminis Conſiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, & prout & ſuis, ſuorumque utriuſque Sexûs Deſcendentibus, in numerum, & Cœtum reliquorum Regni hujus Indigenarum cooptârunt, & receperunt; intuitu quorum utilium ejuſdem Servitiorum, impenſorumque fatigiorum, Taxam quoque mille Aureorum eidem condonârunt, & relaxârunt; Confidentes eundem impoſterùm etiam fidelem Regni Civem ſe ſe exhibiturum.

Domini Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus à Brokhauſen, pariter in Hungaros recipiuntur.

Articulus CXXIX.

Ad ultimum, ob præſtita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occaſionibus præſtanda, & exhibenda ipſorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in paſſu apud Status, & Ordines Regni humili Inſtantiâ Perilluſtrium ac Generoſorum Dominorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarii, & Rei Annonariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wilhelmi à Brokhauſen, Ejuſdem altefatæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſilii Aulæ Bellici æque Conſi-

ANNO 1723. Consiliarii, & intimi Referendarii, Eosdem pariter in Cœtum Indigenarum illius Regni recipiunt; Sperantes Eosdem bonos, utiles, & Fideles Patriæ Cives futuros. Qui tamen tàm solitum Juramentum deponere, quàm etiam Articulo 26. Anni 1687. satisfacere tenebuntur.

CONCLUSIO.

NOs itaque demissâ memoratorum Fidelium Nostrorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque prætacti Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Statuum, & Ordinum Supplicatione & Instantiâ benignè exauditâ, clementer & admissâ: Universos præspecificatos Articulos, prævìô modô Nobis præsentatos, hisce Literis nostris de verbo ad verbum inseri, & inscribi fecimus, eosdemque, ac omnia & singula in illis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regium Consensum nostrum, benevolum pariter & assensum præbuimus, Regiâque pariter Authoritate nostrâ approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos Fideles Status & Ordines, quòd omnia in præinsertis Articulis contenta, tàm Nos ipsi observabimus, quàm per alios quoscunque Fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum nostrarum Vigore, & Testimoniô Literarum mediante. Datum in Archiducali Civitate nostra Vienna Austriæ, die decimâ nonâ Mensis Junii, Annô Domini Millesimo, Septingentesimo, Tertiô. Regnorum nostrorum, Romani duodecimo; Hispaniarum vigesimo, Hungariæ verò, Bohemiæ, & reliquorum Anno decimo tertio. Reverendissimis, Serenissimo, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis, Christiano Augusto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitanæ Strigoniensis; Ac Emerico è Comitibus Csáky, Colocensis & Bachiensis Ecclesiarum Canonicè unitarum Archi-Episcopis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteris Cardinalibus; Illô quidem Jauriensis, hôc verò Varadiensis, Administratoribus; Comite Ladislao Adamo Erdödy, Nitriensis; Fratre Emerico è Comitibus Esterházy, Wesprimiensis; Alterô Fratre Ladislao è Comitibus de Nádasd, Csanadiensis; Comite Francisco Wilhelmo à Nesselrod, Quinque Ecclesiensis; Comite Gabriele Antonio Erdödy, Agriensis; Michaële Friderico è Comitatibus ab Althann; præfatæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale, Vaciensis; Petro Bakics, Bosnensis; Francisco Josepho Wernics, Sirmiensis; Nicolao Pohmajevics, Segniensis, & Modrusiensis, seu Corbaviensis (Sedibus Zagrabiensis & Transylvaniensis vacantibus) Georgio Gilliáni, Tinniniensis; Emerico Libero Barone Pongracz, electo Pharensis; Andrea Korrefsy, electo Traguriensis; Comite Paulo Forgács electo Rosonensis; Michaele Werbanics, electo Scardonensis; Paulo Spáczay electo Arbensis; Stephanô Kontor, electo Tribuniensis; Joanne Okolicsány, electo Noviensis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jány, electo Samandriensis; Francisco Ladislao Lib. Barone Mednyánszky, electo Catariensis; Joanne Kis Seniore, electo Ansariensis; Joanne Bublovics, electo Scopiensis; Matthia Marckl, electo Staguensis; Antonio Hermanno Libero Barone Pechmann, electo Biduanensis; Joanne Ráczay, electo Pristinensis; Ladislao Szerényi, electo Dulcinensis; Joanne Kiss Juniore, electo Corzolensis; Georgio Foglár, electo Serbiensis, Comite Paulo Zichy, electo Scutariensis; Michaele Kébel, electo Temnensis; Andreâ Petrik, electo Wovadrensis, Georgio Zorger, electo Dulmensis; Paulo Olasz, electo Almisiensis; Comite Emerico Juniore Esterházy, electo Sibinicensis; & Paulo Ignatio Névery, electo Makariensis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesias DEI feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Pálffy ab Erdöd, prædicti Regni nostri Hungariæ Palatino, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Koháry de Csábragh, Judice Curiæ nostræ Regiæ; Comite Joanne Pálffy à prædicta Erdöd, ante-latorum Regnorum nostrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Bano; Comite Sigismundo Csáky de Keresztszegh, Taverulcorum; Comite Marco Czobor, de Czobor Szent Mihály, Janitorum (Officiis Curiæ, & Pincernarum vacantibus) Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agazonum; Comite Joanne Draskovics de Trakostyán, Cubiculariorum; Comite Petro Zichy de Vásonkö, Dapiferorum nostrorum Regalium per Hungariam Magistris; ac prælibato Comite Nicolao Pálffy à repetita Erdöd, Comitu Posoniensi; Cæterisque quàm plurimis toties fati Regni nostri Hungariæ Comitatus tenentibus, & Honores.

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖDY
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE *& le Roi de* PERSE, *conclu à Petersbourg le 12. Septembre 1723. V. St.* 12. Sept.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

SOIT notoire par ces presentes, que les Troubles arrivez en Perse il y a déja quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur légitime Souverain, & de lui causer par là un préjudice inexprimable, ils auroient porté leurs violences jusques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Russie, non-seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considerables, mais encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement; quoiqu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de negocier ensemble paisiblement: & attendu que S. M. le Roi de Perse qui regnoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture facheuse de ces Troubles, de donner aux Sujets de S. M. Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit dûë, pour les insolences commises envers eux; Sadite Majesté Imperiale, en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre l'entiere destruction de son Royaume, ni que le mal, qui va toûjours en augmentant, s'étendît enfin jusques sur ses propres Frontieres, a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre lesdits Rebelles, de s'emparer de quelques-unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne, & d'y mettre Garnison de ses Troupes: Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture présente, pour arrêter les progrès de ces Rebelles, qui ne sont déja que trop puissans. On jugera de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont euë, non-seulement de se rendre maitres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui a échapé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Successeur aux Royaumes & Païs du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveller l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la resserrer encore plus étroitement: A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa part pour S. M. Imperiale de Russie, la personne d'Ismaël Begh, dont l'affection & la fidelité lui sont connues, tant pour notifier à Sadite Majesté son élevation au Trone du Roi son Pere, en vertu de son Droit legitime de Succession, que pour lui demander du Secours contre les violences insupportables desdits Rebelles; l'ayant muni de Pleinspouvoirs, pour conclure avec Sadite Majesté Imperiale un Traité formel à cet égard. *A ces Causes*, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres soussignez de Sadite Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus des Articles suivans.

I. Promet S. M. Imperiale de Russie au Roi *Fachmasib*, une Amitié sincere, & une promte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit rétabli dans une tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de *Russie* s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considerable de Cavalerie & d'Infanterie.

ANNO 1723.

II. D'autre part, ledit Roi de Perse cede pour toûjours à Sadite Majesté Imperiale de Russie & à ses Successeurs, spécialement les Villes de *Derbent* & de *Baku*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer *Caspienne*; comme aussi les Provinces de *Ghilan*, *Mazanderan*, & *Asterabat*, qui demeureront à perpetuité à Sadite Majesté Imperiale, pour servir à la subsistance de ses Troupes, sans être autrement à charge à Sadite Majesté le Roi de Perse.

III. Mais attendu l'impossibilité qu'il y a de transporter si loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie nécessaires, aussi bien que les Bagages, Provisions & Munitions dont on peut avoir besoin, & d'autant que l'Ambassadeur de Perse a assuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Païs cedez à Sadite Majesté: Elle a ordonné à ses Généraux qui sont déja en ce Païs-là, d'en rassembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas suffisamment, S. M. le Roi de Perse s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir besoin pour le transport des Bagages; comme aussi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, spécialement de Pain, de Viande & de Sel: à condition neanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur soit livré au prix convenu, qui sera payé comptant; savoir, la mesure de Grain appellée *Batman*, du poids de 60. Livres de Russie, 10. Copecks; le Batman de Bœuf, 16. Copecks; le Batman de Sel, 2. Copecks; un Mouton pesant 4. Batmans, un Roubel; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce sera au Roi de Perse à payer le surplus de ce à quoi ils sont taxez par le présent Article de ce Traité. Et afin qu'il soit pourvu à tems à la subsistance de nos Troupes, lesdites Provisions commenceront à se faire aussi tôt que l'Ambassadeur de Perse sera arrivé dans le Païs.

IV. Il y aura donc desormais entre S. M. Imperiale de Russie & ses Etats d'une part, & le Roi de Perse & ses Royaumes de l'autre une constante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entiere liberté de voyager, passer & repasser, séjourner & trafiquer sur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur semblera, soit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent respectivement dans lesdits Païs, ou ailleurs, sans qu'il leur soit causé aucun empéchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Russie & S. M. Royale de Perse s'obligent réciproquement, comme aussi de punir tous ceux qui oseroient contrevenir à leurs Intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Russie, de tenir pour ses Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perse, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnoître pour ses Amis tous ceux qui le seront de Sadite Majesté Royale de Perse, laquelle de son côté promet d'en user de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Russie.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté & exécution de tout le contenu au présent Traité, Moi *Ismaël Begh*, Ambassadeur Plenipotentiaire du Serenissime Roi de Perse, ai signé ledit Traité de ma propre main, & y ai apposé mon Cachet, avec Serment sur ma Foi, en vertu du Pleinpouvoir à moi donné, scellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, scellé du Grand Sceau de S. M. Impériale de Russie, & signé par ses Ministres députez à cet effet.

Etoit signé de la part de S. M. Imperiale de Russie: C. GABRIEL DE GOLOBKEN, Grand Chancelier. ANDRE' D'OSTERMANN, Conseiller intime d'Etat. BAZILE DE STEPHANOFF, Conseiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perse: ISMAEL BEGH, Grand Ambassadeur Plenipotentiaire.

XXIII.

1724. 22. Fevr.

Traité d'Alliance entre le CZAR *& le Roi de* SUEDE, *conclu à Stockholm le 22. Fevrier* 1724.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

ANNO 1724.

SAvoir faisons à tous & chacun, que comme par la Paix concluë à Neustad le 30. Août 1721. l'ancienne, & pendant un long-tems interrompue amitié & la bonne intelligence de voisinage entre Sa Majesté le Roi de Suede & Sa Majesté Imperiale Russienne & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majestés gardent une sincere intention, non seulement de conserver sans interruption l'amitié rétablie, mais aussi de serrer davantage ce lien, & d'avancer le mieux possible leurs interêts communs; sa susdite Majesté Suedoise a ordonné les respectifs Senateurs du Royaume, le Président de Chancelerie, le Chancelier de Cour & Secretaire d'Etat, les respectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte & Président Arwed Horn, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Josias Cederhielm, comme aussi le Sr. Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Hopken, & muni d'un Pleinpouvoir special pour s'assembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale Russienne, de traiter d'une Alliance Défensive entre leurs susdites Majestés & negocier là-dessus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Pleinpouvoirs, sont convenus de ce présent Instrument, & l'ont conclu & signé de la manière qu'il suit.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voisinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newstad sera censé être répeté ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non executé, il le sera incessamment.

II. Cette Confédération & Alliance Défensive ne tendra au préjudice ni offense de qui que ce soit, mais uniquement à la conservation de la Paix & du repos général, & particulierement à ce que Sa Majesté Royale de Suede & Sa Majesté Imperiale Russienne veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conserver dans un état de repos & de constante prosperité.

III. Pour obtenir ce but salutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre sont dans une sincere intention à cet égard, ils s'assisteront de Conseil & d'effet pour avancer l'avantage, l'un de l'autre, & avertiront & detourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidemment toutes les occasions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec soin de telles mesures qui seront avantageuses à l'intérêt commun & au repos, seureté & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobstant ce but paisible & innocent il arrive, qu'après la Conclusion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Paciscans fut pour quelque vieille ou nouvelle cause attaqué dans ses Royaumes, Etats & Provinces situées en Europe, par quelque Puissance Chrétienne Européenne, non seulement chacun d'eux, après la réquisition, fera ses effets par son Ministre Résident à la Cour de l'Aggresseur, ou bien par celui qu'il y depêchera, par ses bons offices, & représentations, & demandera une pleine satisfaction; mais aussi en cas qu'ils fussent infructueux, livrera sans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquisition faite, selon la qualité de la saison de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le desirera.

V. Pour ce qui est du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'assister en tel cas, il est convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exister, à la requisition de Sa Majesté Imperiale Russienne, l'assistera avec huit mille Fantassins & deux mille Cavaliers Dragons regulieres & bonnes Troupes, selon la convenance de celui qui en est requis, comme aussi de six Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté Sa Majesté Imperiale Russienne s'oblige dans le même cas d'assister Sa Majesté Royale Suedoise à sa réquisition, avec douze mille Fantassins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & regulieres, selon la Convenance de celui qui en est requis, & avec neuf Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces de Canons; lesquelles Troupes Auxiliaires seront pourvues de l'Artillerie de Campagne nécessaire; comme par chaque Batailllon deux

Pieces

ANNO 1724. Pieces à trois Livres de Balle, & de l'Amunition : de même les Vaisseaux de Guerre, & Fregattes seront pourvuës de l'Equipage nécessaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas sera deduit du nombre des Fantassins ci-dessus stipulez, & seront pourvuës de tout le nécessaire selon l'usage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires seront entretenuës par la Partie requise elle-même ; mais le requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme aussi les Quartiers nécessaires, le tout sur le même pied que ces Troupes sont entretenuës en Campagne par leur propre Maitre.

VII. Les Vaisseaux de Guerre que l'une des Parties doit selon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, seront selon l'usage de Guerre montez, équipez & avitaillez pour quatre Mois ; Mais si après les quatre Mois passez ils sont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raison, alors le Requerant sera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les provisions sur le même pied que leur propre Maitre les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaisseaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées ; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres operations de Guerre apartient sans dispute à celui à qui le Requerant l'a confié sur Terre & sur Mer ; de maniere néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été avisé & conclu auparavant dans un Conseil de Guerre & en présence du Général ou Officier Commandant de la Partie requise.

IX. Afin qu'il ne survienne aucun different ni malentendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puisse regler & proportionner le Caractere de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaisseaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement : Elles ne seront jugées que par leurs propres Officiers, & selon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs respectifs Maitres ; Mais s'il survient quelque different entre les propres Officiers & Soldats du Requerant & ceux des Troupes Auxiliaires, il sera examiné & jugé par des Commissaires à cela commis, en nombre égal & choisi des Troupes de part & d'autre, & les coupables seront par consequent punis selon les Articles de Guerre de leur propre Maitre. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Correspondence chez eux par des Lettres ou par des Exprès.

XI. Les Troupes Auxiliaires seront tenuës d'obeïr en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de se transporter où il le veut, & se laisser employer aux operations de Guerre, en observant néanmoins la maniere convenuë dans l'Article 2. ci-dessus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, seront respectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenuës, autant qu'il est possible, l'une près de l'autre, & ne seront pas trop séparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne soient dans les Operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & exposées plus que les autres Troupes du Requerant ; Mais qu'il y soit observé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef sera tenu d'observer dans tous les Commandemens une juste & exacte proportion entre elles selon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requerant ne soient point sur-chargés, mais qu'ils jouïssent tranquillement du leur, & qu'ainsi le transport des Vivres & autres besoins de chez eux, & d'ailleurs ne soit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires sera obligé de garder parmi les Troupes de son Commandement un bon ordre & Discipline, & de punir exemplairement des delinquans, sans retardement, connivence ou autre vuë, selon le contenu du precedent Article X.

XIII. Est convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrutera la manque de ses Troupes Auxiliaires. Mais si dans des marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en arriere, pour maladie ou autres causes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout secours, & d'ailleurs de leur laisser, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage sans empêchement, de leur accorder toute assistence possible, & de ne les point retenir sous quelque pretexte que ce puisse être. ANNO 1724.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit besoin de plus de Troupes ou de Vaisseaux qu'il a été specifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut souffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-dessus, & de se montrer favorable en cela.

XV. Il sera permis à chaque Partie pendant que l'une est en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les materiaux & effets nécessaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne sont avec personne dans aucun engagement qui puisse être contraire à cette Alliance, par consequent les engagemens anterieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conserveront leur force entiere ; Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir sincerement, ce qui a été stipulé & conclu entre eux, paroisse clairement, Leurs Majestés s'obligent par les présentes de faire chacun en son endroit executer fidellement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune maniere qu'on y contrevienne, soit sous pretexte d'aucun engagement anterieur, ou sous aucun autre nom quel qu'il soit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle assistance ou autrement, & ainsi tous les deux fussent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Trevè, encore moins conclura à cet égard, sinon du consentement & pleine concurrence de l'autre Partie ; & que particulierement ou aye fait à la Partie lesée réparation du dommage souffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puissance desiroit d'être comprise dans cette Alliance, il se fera, mais pas autrement que du consentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre se croyent en droit de porter des plaintes de Justice retardée ou deniée, on ne passera pas d'abord aux répréailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Ministre Résident, & ceux qui ont alors fait des plaintes sans fondement suffisant, seront châtiés selon l'exigence du cas.

XX. Il se fera incessamment un Traité de Commerce & les deux Parties y aporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugessent nécessaire de le prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier la-dessus, & tout au plus tard six Mois avant son expiration.

XXII. Est convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité seront expediées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plûtôt.

En foi de quoi, il a été expedié cet Instrument double & signé par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale de Russie, & muni de leurs Cachets. *Fait à Stockholm le 22. Fevrier 1724.*

A. HORN. M BESTUCHEF.

C. GYLLENBORG.

J. CEDERHIELM.

J. v. DUBEN.

D. N. v. HÖPKEN.

ARTICLE SEPARE'.

SA Majesté Imperiale Russienne s'oblige d'accorder à la Suede, outre la sortie libre de grains pour 50000. Roubels par an, stipulée dans la Paix de Neustadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. situez à la Mer Baltique, pour autant de Roubels du

Chan-

ANNO 1724. Chanvre, du Lin & des Mâts & de les emporter sans aucune charge, pour autant d'années que durera cette Alliance Defensive.

ARTICLE SECRET.

COmme Son Altesse Royale le Duc d'Holstein s'est vuë depuis tant d'années privé de son Duché de Holstein Sleswig avec ses annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majesté Royale de Suede, aussi bien qu'à Sa Majesté Imperiale de Russie que ce Prince qui leur apartient de si près à tous deux, soit restitué dans ce qui lui apartient, & que par-là la parfaite tranquilité soit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obligent par ces présentes le plus fortement qu'il se puisse, de pousser efficacement par leurs bons Offices, & de Conseils communiqués cette affaire tant à la Cour de Dannemarc qu'à d'autres; & en cas que ces bons Offices & répresentations n'eussent pas un effet suffisant, les deux Hauts Contractans delibereront confidemment entre eux & avec d'autres Puissances Garantes auparavant à cela engagées, & particulierement avec Sa Majesté Imperiale Romaine, & examineront de quelle maniere cette affaire pourroit s'entreprendre le mieux avec seureté & selon les circonstances des Conjonctures, & enfin comment cette source dangereuse de troubles infinis au Nord se puisse terminer entierement.

XXIV.

Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES *présenté à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ces Provinces, representent humblement, qu'ils ne peuvent se dispenser d'exposer respectueusement à Vos Hautes Puissances, les Griefs qui, par raport à ladite Compagnie Generale des Indes Occidentales, resultent du Traité de Commerce entre Sa Majesté Imperiale & Royale d'une part, & le Roi d'Espagne d'autre part.

Que ces Griefs sont: 1. Que par le second Article de ce Traité, il est permis aux Vaisseaux de Guerre, de transport & de Commerce de Sa Majesté Imperiale ou de ses Sujets dans tous les Ports d'Espagne (y compris nommement les Indes Orientales) & de s'y pourvoir de rafraichissemens, Vivres, & generalement de tout ce qu'ils pourroient avoir besoin pour leur voyage, le seul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36. Article du même Traité, il est encore permis aux Sujets de Sa Majesté Imperiale d'aporter dans les Royaumes d'Espagne, toutes sortes de Denrées & Marchandises des Indes Orientales en produisant un Certificat de la Compagnie des Indes établie dans les Païs-Bas Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages qui ont été accordez successivement aux Sujets des Provinces-Unies par diverses Concessions Royales, & de plus avec cette Clause, que les Sujets de l'Empereur jouiront generalement de tout ce qui avoit été accordé à cette Republique par les Traité de 1648, tant à l'égard des Indes qu'autrement: & 3. que par la 47. Article on accorde en outre tous les avantages qui auroient pu avoir été cedez à la Nation Britannique par les Traitez de Madrid des Années 1667, & 1670, de même que par les Traitez de Paix & de Commerce de l'Année 1713. & en dernier lieu par certain autre Traité dont on n'exprime ni le tems, ni le lieu, ni le contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traitez de 1648, 1650, & 1714. avec cette addition, qu'à l'égard de ce qui n'est point exprimé dans ledit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, on devra suivre & pratiquer ce qui s'observe par raport à la Grande-Bretagne & à cet Etat.

Qu'il paroit aux Répresentans que ces 3. Griefs sont incompatibles avec le fameux Traité de Munster, puisqu'il est expressement declaré en leur faveur par les Articles 5 & 6., que la Navigation aux Indes resteroit & seroit continuée sur le même pied qu'elle se faisoit alors, suivant les Octrois déja accordez & à accorder dans la suite, & qu'à cet effet, la susdite Compagnie d'une part conserveroit son Etablissement & son Commerce, nommement dans le Bresil, en Afrique & en Amerique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats du Roi d'Espagne, d'autre part s'abstiendroient de toute Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Commerce: ce qui a été compensé de la part de cet Etat, par l'obligation reciproque que ses Sujets ne pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il étoit permis aux Sujets d'Espagne de naviguer & trafiquer.

Que le Traité de Munster a toûjours été entendu de part & d'autre cette maniere que toute la côte d'Afrique a été laissée & est demeurée à la Compagnie des Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette exactitude du côté des Espagnols, qu'ils n'y ont point tenté la moindre Navigation ou Commerce, & que depuis l'Année 1648. ils n'y ont point occupé un seul pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, avec celui de Munster consiste en ce qui suit: Premierement que le Roi d'Espagne (soit dit avec tout le respect possible) n'a pu ceder à un autre Prince ce qui ne lui apartenoit point ni à ses Sujets. En second lieu, que Sa Majesté Catholique ne pouvoit encore moins ceder le même Droit à ces Etats ou Païs qui ont ci-devant apartenu à ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibition desdits cinq & sixième Article: troisièmement, que la Réciprocation comprise dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munster par lesquels cette Republique a promis de ne point frequenter les Etablissemens Espagnols dans les Indes, à condition que l'Espagne s'abstiendroit aussi d'aller dans ceux de ce Païs, ne peut pas permettre que cet Etat doive demeurer dans la même Restriction, lorsque l'Espagne fait naviguer d'autres Peuples dans les Etablissemens Hollandois aux Indes, ou qu'elle y donne son consentement: En quatrième & dernier lieu, que les susdits Articles 5. & 6. sont tels, que le Roi d'Espagne, n'a pu s'en departir sans la concurrence de cet Etat qui au contraire a droit d'en exiger l'effet & l'observation.

Que les Répresentans ne se font aucune peine d'avouer que la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces souffre, par le Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, un prejudice plus considerable que la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ce Païs, mais qu'il n'est pas moins vrai & hors de contestation, que les consequences qui en doivent resulter, concernent aussi bien les Répresentans que la Compagnie des Indes Orientales de ce Païs.

Qu'il est du moins certain, que par ledit Traité de Commerce le Roi d'Espagne a comme légitimé & reconnu la Compagnie d'Ostende; outre que la permission accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller dans toutes les Indes Espagnoles, & de s'y pourvoir de toutes sortes de rafraichissemens & besoins, excede la faculté qui a jamais a été donnée aux Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales de ces Provinces: ce qui seroit par consequent une nouvelle infraction ou contravention au Traité de Munster.

Et comme les Représentans sont fondez en toute maniere à reclamer le Traité de Munster contre l'Espagne, & d'en demander & exiger l'entiere exécution, ils s'adressent très-respectueusement & très-serieusement à Vos Hautes Puissances, les supliant de vouloir accorder leur puissante assistance & intercession pour les fins susdites, & de prendre là-dessus telle Resolution qu'elles trouveront convenable selon leur sagesse.

XXV.

Memoire de la Compagnie des INDES-ORIENTALES *présenté à L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ayant vû decliner de tems en tems leur Commerce dans les *Indes-Orientales*, depuis qu'on a entrepris dans les *Païs-Bas Espagnols*, présentement *Autrichiens*, d'exercer ce Commerce dans les *Indes*, se sont adressez par differens Memoires à *Vos Hautes Puissances* pour représenter que lesdits *Païs-Bas* n'avoient aucun Droit par les Traitez à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant sous le Regne des Rois d'*Espagne*; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu desdits Traitez, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majesté Imperiale & son Prédécesseur, l'Empereur *Leopold*, de glorieuse memoire; d'autant plus que le principal but de ces Traitez & Négociations a été, que dans les Païs & Dominations que Sa Majesté Imperiale pourroit acquerir en vertu de la *Grande Alliance* avec l'*Angleterre* & cet Etat, il ne seroit rien entrepris qui put causer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fussent demeurées sous la Domination de l'*Espagne*.

C'est pourquoi il a été très-prudemment stipulé par le Traité de *Barriere*, que Sa Majesté Imperiale & Catholique posséderoit les *Païs-Bas Espagnols* de la même maniere que les Rois d'*Espagne* ses Prédécesseurs les avoient possédez, & que pour le reste, le Commerce se feroit de la même maniere stipulé dans les Articles du Traité de *Munster*.

Mais, quoique les Directeurs eussent bien souhaité qu'il ne se fût point présenté d'autres incidens qui les obligeassent à importuner encore *Vos Hautes Puissances* par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient flatez que Sa Majesté Imperiale & Catholique n'auroit pas poussé plus loin ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vû avec douleur, 1. que la Navigation particuliere qui avoit été commencée il y a quelques années à *Ostende*, a été changée en une Compagnie formelle sur les *Indes-Orientales & Occidentales*, munie d'un très-ample Octroi; & 2., qu'à présent on employe toutes sortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traitez avec d'autres Puissances, au grand préjudice des Droits & Prérogatives que la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs a ci-devant obtenus; ainsi que cela paroit auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait en dernier lieu entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & le Roi d'*Espagne*, où il est dit dans le 1. & 3. Article:

Que les Vaisseaux de Guerre & Marchands de Leursdites Majestez & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Côtes, Contrées & Provinces de part & d'autre, sans en avoir préalablement demandé la permission; ce qui s'étend aussi specialement sur les Indes-Orientales, *où ils pourront demander tout ce qui est nécessaire pour la Navigation: avec cette seule restriction, par raport aux* Indes-Orientales, *qu'il ne sera point permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaisseaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, seront obligez de se comporter d'une maniére, qui ne donne aux Espagnols aucune crainte ou mauvais soupçon.*

Il est dit de plus dans le 36 Article du même Traité: *Que les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique pourront introduire & debiter dans tous les Etats & Dominations du Roi* d'Espagne, *tous les Effets, Marchandises, Fruits & Productions qu'ils aportent des* Indes-Orientales: *moyennant qu'il paroisse par des Certificats des Députez de la nouvelle Societé établie aux* Païs-Bas Autrichiens, *que ces Effets, Fruits & Marchandises proviennent des Lieux de Commerce, Colonies & Conquêtes de ladite Societé: auquel cas ils jouiront, par raport aux Effets des* Indes-Orientales, *des mêmes Privileges qui ont été accordez aux Habitans des* Provinces-Unies, *par les Lettres Patentes du Roi* d'Espagne *des 27. Juin & 3. Juillet 1663.* Sa Majesté déclarant en outre: *Qu'Elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de* Munster *de l'année 1648., tant à l'égard des* Indes, *que par raport à tout ce qui pourroit être aplicable audit Traité, & qui n'y sera point contraire non plus qu'à la présente Paix.*

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore *sur tout ce que la Nation Britannique a stipulé en sa faveur par les Traitez de 1667. 1670. 1713., & en dernier lieu par certain Traité & Convention, dont le jour & la date ne sont point exprimez, pour autant que cela pourra aussi s'apliquer aux Sujets de l'Empereur.*

De plus, *sur tout ce qui a été accordé à l'Etat des* Provinces-Unies, *non seulement par les Traitez de Paix de l'année 1648. mais encore par le Traité de Marine de l'année 1650. & le Traité de Paix de l'année 1714.*

Avec cette Addition: *Que tous ces Traitez serviront de regle dans les cas douteux, ou dans ceux qui sont obmis, ou qui pourroient n'être pas exprimez assez clairement par le présent Traité entre Leursdites Majestez.*

Sur lesquels cas douteux & qu'on a passé sous silence, on peut établir en premier lieu, que Sa Majesté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majesté Imperiale par le deuxième Article, la libre fréquentation de tous les Païs, Ports de Mer & Lieux dépendans de sa Domination; sans qu'on y trouve ni dans tout le Traité, cette restriction expresse & cette exclusion qui sont inserées par tout dans d'autres Traitez de même nature; savoir, que cela ne se doit entendre que de ces Païs & Lieux que le Roi posséde en *Europe*, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout tems un libre Commerce, comme il paroit par le quatrieme Article du Traité de Tréve conclu entre le Roi d'*Espagne* & cet Etat en 1609. où il est dit: *Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être restreint & limité aux Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries qu'il tient & posséde* NB. *en* Europe, *& Havres où les Sujets des Rois & Princes qui sont ses Amis & Alliez font ce Trafic.*

Item, par le Traité de *Munster*, au cinquiéme Article si connu: *Que les Directeurs & Commis des Compagnies des* Indes-Orientales & Occidentales *pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Païs qui sont sous la Domination du Roi* NB. *en* Europe. *Et en outre, que les Sujets de l'Etat devront s'abstenir de fréquenter les Places Castillanes dans les* Indes-Orientales.

Et enfin par le 34. Article du Traite conclu à *Utrecht* en 1714, entre Sa Majesté Catholique régnante *Philippe V.*, & cet Etat, où il est dit très-expressément:

Quoiqu'il soit parlé dans divers Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, rester, naviguer & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Havres, Places & Rivieres des Hauts Contractans respectifs; il est néanmoins sous-entendu, que lesdits Sujets ne pourront jouir de cette liberté que dans les Etats réciproques situez en Europe; *d'autant qu'on est convenu expressément, qu'à l'égard des* Indes-Occidentales Espagnoles, *il ne sera permis d'y naviguer ou commercer que conformement au 31. Article dudit Traité.*

D'autre part, que pareils termes illimitez se trouvent encore dans le 26. Article dudit Traité entre leurs susdites Majestez, où il est accordé: *Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Païs & Etats du Roi, sans aucune distinction, toutes les Denrées, Fruits & Marchandises de leurs Colonies & Conquêtes aux* Indes Orientales, *moyennant qu'ils soient seulement munis de Certificats requis par ledit Article: Auquel cas ils jouiront de tous les Privileges qui ont été accordez aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi* d'Espagne *en l'année 1663.*

Quoique les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ne connoissent aucun autre Privilege, sinon qu'il leur est permis d'introduire les Fruits & Marchandises des *Indes* dans tous les Etats & Domaines du Roi d'*Espagne* situez en *Europe*, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, sans que de leur connoissance il ait été jamais accordé de plus grands avantages. Mais il est bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Placards émanez du Roi d'*Espagne* en 1663., il est ordonné qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchandises dans les Etats & Domaines de Sa Majesté, où de tout tems il a été permis de les introduire, on devra produire un Certificat qui justifie qu'ils sont venus des Païs, Colonies & Conquêtes que la Compagnie des *Indes Orientales* de ce Païs posséde aux *Indes-Orientales*, afin de pouvoir les distinguer d'avec les Marchandises des *Indes-Orientales Portugaises*, avec laquelle Nation le Roi d'*Espagne* étoit alors en Guerre.

Cependant le Ministre de *Vos Hautes Puissances* à *Madrid*

Anno 1724.

Madrid s'y opposa alors au nom de l'Etat; & ayant représenté à Sa Majesté Catholique l'impossibilité de satisfaire à cette requisition, la chose est restée là, suivant toute aparence; sans qu'ils sachent qu'on ait exigé depuis de pareils Certificats en *Espagne* pour les Fruits & Marchandises des *Indes-Orientales*.

Mais comme ces choses sont telles, qu'elles ont été aparemment interprétées par l'ancien Usage, ou qu'elles pourroient recevoir cette interprétation par les précedens Actes & Traitez, les Directeurs ne les touchent en passant, que pour faire voir uniquement que le sens interieur & l'intention de ces Articles leur est inconnu, ou ne leur paroit pas si clair que ce qui se trouve établi dans ledit second Article, où Sa Majesté Catholique *étend spécialement jusqu'aux* Indes-Orientales, *ledit libre accès ou fréquentation dans tous ses Ports & Places*. Ce que les Directeurs ne savent point non plus avoir été accordé jamais de telle maniere à aucune Nation du monde, & sur tout aux Sujets de cet Etat, puisque par le 5. Article du Traité de *Munster* si souvent cité, il est expressément stipulé, *que les Sujets de cet Etat devront s'abstenir de la fréquentation des Places Castillanes situées dans les* Indes-Orientales.

Ce qui a aussi été rigoureusement observé depuis ce tems-là de la part des Espagnols, ainsi que cela paroît par un certain cas que les Directeurs ont eu l'honneur de representer à *Vos Hautes Puissances* par leur Memoire de l'année 1720., savoir, qu'en 1687, un Vaisseau de la Compagnie ayant à bord deux Religieux qui avoient fait naufrage sur les Côtes de la *Chine*, & les aiant ramenez, à leur priere, aux Isles *Philippines*, le Capitaine de ce Navire demanda à cette occasion au Gouverneur, seulement un peu d'Eau, qui lui manquoit, vu le detour qu'il avoit pris; mais qu'au lieu d'en recevoir, il reçût ordre de se retirer incessamment, sans avoir pû obtenir la moindre chose. Tant s'en faut que le Roi d'*Espagne* ait compris que les Ports de Mer & Places dans les *Indes-Orientales*, qui ne sont autres que les Isles *Philippines*, autrement dites *Manilles*, servissent d'entrepot ou de Places de rafraichissement aux Vaisseaux de la Compagnie des *Indes-Orientales* de cet Etat, sachant bien de quelle consequence cela auroit pu être.

Mais les Directeurs etoïent avdit sur tout raison de se plaindre du susdit Article 36., parce que le Roi d'*Espagne* y accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique non seulement tout ce qui a été accordé, mais encore cedé, aux Habitans de cet Etat par le Traité de *Munster*, tant à l'égard des *Indes* qu'autrement; ce qu'ils croyent directement oposé au 5. Article dudit Traité de *Munster*, par lequel il est stipulé, *que les Espagnols devront se borner à leur Navigation, comme ils l'ont eue du tems de ce Traité, sans pouvoir l'étendre plus loin dans les* Indes-Orientales: Comme d'autre part il a aussi été stipulé dans le Traité d'*Utrecht* en l'année 1714. entre Sadite Majesté le Roi d'*Espagne*, & cet Etat: *Que la Navigation & le Commerce dans les* Indes-Orientales, *sous la Domination des Seigneurs Etats Généraux, devront se faire de la même maniere qu'on l'a pratiqué jusqu'à présent.*

Ce qui est une preuve évidente, qu'il ne doit point se faire de changement dans cette Navigation de part ni d'autre, soit par les propres Sujets, ou par ceux de quelque autre Puissance qui n'est pas comprise dans le 5. Article dudit Traité de *Munster*: attendu que le 16. Article du Traité d'*Utrecht* exprime encore, que les Prérogatives par raport à la Navigation & au Commerce des *Indes-Orientales*, *comprises au 5. Article du Traité de* Munster, *auront lieu uniquement dans ce qui concerne les deux Hautes Puissances Contractantes & leurs Sujets* savoir l'*Espagne* & cet Etat, sans autres: ainsi que le véritable sens & l'intention de ces paroles paroissent clairement par le Raport de Mrs. les Plenipotentiaires audit Congrès d'*Utrecht*, inseré dans le *Verbal* & dans les *Notules* ou Resolutions de *Vos Hautes Puissances* du 4. Janvier 1714. en ces termes: *Premierement, sur le 5. & le 6. Article du Traité de* Munster, *que les Sieurs Plenipotentiaires* d'Espagne *croioient être sujets à quelques Remarques, comme pouvant être appliquez à d'autres, disant, que les Etats & leurs Habitans devoient bien jouir de tous les Avantages stipulez par ce Traité, mais que les autres Nations, & particulierement les Villes* Anséatiques *n'en devoient point jouir.* Preuve convaincante, que l'exclusion ou la non-admission des autres Nations à la joüissance & à ce qui a été convenu par le 5. Article au sujet de la Navigation & Commerce aux *Indes-Orientales*, a été l'unique & le veritable but de ce Traité.

Anno 1724.

Ce qui ayant donc été inseré ainsi à la requisition & instances de Mrs. les Plenipotentiaires d'*Espagne*, & agréé des deux côtez, il n'est pas permis à l'une de ces deux Puissances de transmettre ce Droit par Traité, ou d'y faire participer une autre Nation, sans la concurrence & le consentement de l'autre Puissance comprise dans la même Convention & qui y est interessée.

Outre que le Roi d'*Espagne* ayant cedé, en faveur des Habitans de cet Etat, cette Partie des *Indes*, que la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* possede, avec promesse que les Espagnols ne s'étendroient point de ce côté-là; il n'a plus le Droit de céder une seconde fois à d'autres Nations ce dont Sa Majesté s'est ci-devant désistée par un Traité si solemnel, & qu'elle a toûjours laissé à la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* de ce Païs, ou à tels qui ayant été ci-devant les Sujets de Sa Majesté, sont aussi compris dans les Articles de la Defense; ni de tolerer publiquement que les Districts qui ont été cedez, & dont on a joui paisiblement de la part de tous les Sujets Espagnols, soient frequentez par des Vaisseaux de Guerre & Batimens Marchands, & que l'on y établisse des Forts, Colonies & Comptoirs de Negoce, & generalement tout ce qu'on pourroit faire, s'il n'y avoit point de Traitez, au grand prejudice & à l'amoindrissement, pour ne point dire à l'entier aneantissement des Prerogatives de cet Etat, ci-devant stipulez & obtenus.

Et d'autant, *Hauts & Puissans Seigneurs*, que les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs se confirment de plus en plus dans ce qu'ils ont commencé à prévoir il y a long-tems, que la nouvelle Compagnie des *Indes-Orientales & Occidentales*, érigée dans les *Païs-Bas Autrichiens* veut pousser de cette maniere sa Navigation & son Commerce dans les Limites de l'Octroi concedé à la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & troubler le Commerce par tout dans les *Indes*, cette affaire tireroit de plus en plus à de grandes consequences; Et voyant d'ailleurs, que cette Navigation & ce Commerce, avec l'Octroi qui y est relatif, vient d'être confirmé de la part du Roi d'*Espagne*, par un Traité important & très-préjudiciable au Commerce de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & qui à certains égards favorise ladite Compagnie Autrichienne au delà des Habitans de l'Etat: Ils n'ont pû se dispenser dans cette conjoncture, de representer très-respectueusement leurs Griefs à *Vos Hautes Puissances*, les supliant d'y faire une serieuse attention, & qu'il plaise à *Vos Hautes Puissances*, suivant l'importance de l'affaire, d'employer les moyens les plus efficaces, tant à la Cour de *Vienne* qu'à celle de *Madrid*, & ailleurs où cela pourroit être de quelque fruit, pour leur faire cesser entierement cette Navigation; dans cette esperance & attente, qu'on ne pourra prendre en mauvaise part, que ne pouvant acquiescer à ce nouvel Octroi & Traité, ils s'en tiennent entierement aux anciens Traitez, & que ceux-ci leur servent de regle non seulement dans les Cas douteux ou obmis, mais aussi dans tous les autres Cas.

Signé,

H. Westervaen.

XXVI.

23. Mars.

Remontrance des trois Etats *du Pays & Duché de* Brabant *à Sa Majesté Imperiale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Octroy pour l'Etablissement d'une Compagnie de Commerce & Navigation aux Indes.*

A Sa Sacrée Majesté Imperiale et Catholique.

Les Prelats, Nobles, & Députez des trois Chefs Villes de votre fidele Païs & Duché de Brabant, présentement assemblez en Corps d'Etats dans cette Ville de Bruxelles, jugent, qu'il est de leur devoir indispensable, d'adresser au pied du Trône de Votre M. I. & Catholique leurs plus humbles, & plus respectueux remercimens de la grande faveur, & grace inestimable, qu'Elle a bien voulu accorder à ses bons Sujets de ses Païs-Bas

ANNO 1724.

Bas Autrichiens par l'Octroy émané directement de sa puissance, & autorité souveraine, pour l'Etablissement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en deçà, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement. Cet Octroy, lequel renferme une marque si signalée des soins Paternels, & infatigables de Votre Majesté Imperiale & Catholique pour le salut de ses Païs-Bas, l'ancien Patrimoine de sa Maison très-auguste, fait le principal sujet de leur consolation, & la plus solide esperance d'un sort plus fortuné pour leur Negoce à l'avenir.

Car rien ne peut être plus convenable à prevenir leur ruïne entiere, que le Benefice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'esperer, de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque maniere les pertes continuelles que leur cause le Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollande, & de Zelande, vers où ils voient sortir journellement les Deniers les plus clairs de leurs Revenus par l'achat de toutes-sortes d'Epices, Drogues, Sucres, Sel, &c. & singulierement d'une abondance excessive de Poisson tant frais, que sec, & salé.

Mais puisqu'on remarque par les Memoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ont presentez successivement aux Seigneurs Etats Généraux leurs Souverains, pour s'opposer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Païs-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lieux, qui sont ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconsideration de se recrier contre la validité de cet Octroy, comme injuste, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Munster, & de celui de la Barriere, avec si peu de ménagement des égards dûs à la Personne Sacrée de Votre Majesté Imperiale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'implorer le pouvoir Souverain desdits Seigneurs Etats Généraux, pour être autorisez & qualifiez, par Leurs Hautes Puissances, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établissement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, & que suivant ce qu'on en aprend de jour à autre, lesdits Directeurs continuent toujours à poursuivre ce dessein directement oposé à la bonne Amitié & Intelligence, que Leurs Hautes Puissances souhaitent de conserver constamment avec Votre Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi à la correspondance & harmonie établie depuis si long-tems entre les Sujets de part & d'autre, les Remontrans croyent (sous le bon plaisir de Votre Majesté Imperiale & Catholique) devoir rendre publiques les Raisons, qui de leur part ont été alleguées par le Mémoire (duquel ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) présenté le 22 d'Octobre 1723. au *Marquis de Prié*, Ministre Plenipotentiaire de Votre Majesté Imperiale & Catholique pour le Gouvernement de ces Païs-Bas contre la Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Resident de Leurs Hautes Puissances Pesters lui avoit communiquée par ordre de ses Maitres. Ils sont pleinement persuadez que ces raisons fondées, non seulement sur le Droit des Gens, mais singulierement sur les anciennes Constitutions, Loix fondamentales, & Libertez de ce Païs de Brabant, feront connoitre évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Octroy accordé par Votre Majesté Imperiale & Catholique, après une longue & mure déliberation, pour l'établissement de la Navigation, & du Commerce de ces Païs-Bas aux Indes, fût revoqué, ou du moins demeurât sans effet, sous le prétexte specieux de l'obligation que Votre Majesté Imperiale & Catholique auroit contractée par le Traité de la Barriere confirmatif de celui de Munster (lequel neanmoins, dans les Articles, dont il est question, ne concerne nullement le Commerce de ces Païs-Bas) demandent en même tems, qu'elle voudroit contrevenir au Serment, qui a été fait si solemnellement en sa parole d'Empereur, & de Roi sur les saints Evangiles d'observer, & faire bien & fidelement observer aux Etats, & à tous ses Sujets dudit Païs de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privileges, Libertez, &c.

Puisqu'il n'y a rien de plus clair, ni de plus incontestable, que par la revocation de cet Octroy, Votre Majesté Imperiale & Catholique depouilleroit ses bons & fideles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expressement confirmé par l'Article 13. de la Joyeuse Entrée de Votre Majesté Imperiale & Catholique.

Et d'autant que lesdits Directeurs sont si apliquez à demander l'exacte observation des Traitez, qu'il y a entre Votre Majesté Imperiale & Cath. & L. H. P. & que même ils se sont expliquez sur ce sujet d'une maniere, comme si V. M. I. & C., par l'établissement de cette nouvelle Compagnie en ses Païs Bas Autrichiens, auroit fait une contravention aux mêmes Traitez, & se seroit departie de la Regle & Loi, qui lui est si naturelle & si inviolable, d'observer religieusement tous ses Traitez, même aux dépens de ses propres intérêts, donnent occasion aux Etats des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, si les Seigneurs Etats Généraux ont rempli tous les engagemens, dans lesquels ils étoient entrez au regard & pour la conservation de ces Païs-Bas par le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 30 d'Août 1673 avec feu le Roi Charles II. de glor. mem. par lequel Traité Leurs Hautes Puissances pénétrées d'une juste reconnoissance, se sont obligées Article 16. de ne point faire la Paix avec le Roi Très-Chrétien, que Sa Majesté Catholique ne fût remise en la possession de toutes les Villes, Places, & Pays, qui lui avoient été ôtez par le Roi Très-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'An 1659, & Article 18. de ceder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht, avec le Comté de Vroenhoven, & tout ce qui en depend dans le Pays d'Outremeuse.

Personne n'ignore combien les suites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Belgiques, & que bien loin d'avoir recouvré les susdites Places conquises par la Couronne de France depuis la Paix des Pirenées, ils ont eu le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris Besançon & son District, comme aussi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, & le Cambresis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que jusques à present les Etats Généraux sont demeurez saisis & en possession de la Ville de Maestricht, nonobstant toutes les instances réïterées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majesté Catholique, pour l'accomplissement d'une promesse si formelle portée par le susdit Article 18. du Traité de l'an 1673.

Pour toutes ces raisons & autres, renfermées succinctement dans le susdit Mémoire du 22 d'Octobre 1723 les Etats de Brabant ont lieu d'attendre de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs Etats Généraux, que bien loin d'écouter plus long-tems les plaintes mal fondées des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défense expresse d'inquiéter, ou de troubler, en maniere quelconque, les Peuples de ces Païs-Bas (dont la conservation est si importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & maniere reglée par le susdit Octroy de Votre Majesté Imperiale & Catholique.

Que si, contre toute attente, Leurs Hautes Puissances, ou ceux de la susdite Compagnie leurs Sujets, en vinssent à l'extremité de commettre, faire ou laisser commettre, quelque injustice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, couverte de la souveraine protection de Votre Majesté Imperiale & Catholique, si respectable à toutes les Puissances de l'Univers, les Remontrans la suplient très-humblement de vouloir bien, dès à present pour lors, prendre la résolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raison, même, s'il en fut besoin, autoriser son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement de ces Païs-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Negoce des Sujets de Votre Majesté Imperiale & Catholique en ces Païs-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs Etats Généraux, tant en consequence de la promesse solemnelle portée par l'Art. 101. de son Octroy ci-dessus, promesse qui est la base, & l'unique apuy de l'établissement, & de la conservation de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la Joyeuse

ANNO 1724. Joyeuse Entrée de Votre Majesté Imperiale & Catholique, par lequel elle a assuré ses Etats & Sujets de Brabant de faire reparer & redresser tout ce qui pourroit être entrepris ou attenté au contraire.

Quoi faisant, &c.

Plus bas,

Etoit écrit par Ordonnance, & signé,

H. VAN DEN BROEK,

Bruxelles le 23. Mars 1724.

Copie du Memoire presenté à Son Excellence le 22. d'Octobre 1723. pour servir de Réponse de la part des Etats de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande ont faite aux Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *au sujet de la Navigation, & du Commerce des Habitans des* PAÏS-BAS *Autrichiens auxdites Indes.*

QUoique l'Archiduc Philippe, nommé le Bel, issu du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fût parvenu aux Royaumes de Castille & Arragon, par son Mariage avec Jeanne d'Espagne Heritiere universelle de Leurs Majestez Catholiques Ferdinand V. Roi d'Arragon, & Isabelle Reine de Castille, & que son Fils & Successeur le Prince des Espagnes Charles, depuis aussi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni sur sa Tête tant de Couronnes, se fût rendu Dominateur en Asie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la pensée de donner la moindre atteinte aux Libertez, Independances, Constitutions, & Privileges des Habitans de ces Païs-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les assujettir aux Lois, Constitutions, Maximes, ou Coutumes de leurs Royaumes des Espagnes, beaucoup moins, de les comprendre sous le Nom de leurs Sujets Castillans ou Espagnols.

Le Roi Philippe II. Héritier universel de l'Empereur Charles V. en sesdits Royaumes, & Païs-Bas, à son exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec son auguste Pere, quelques Articles de la Chartre de la Joyeuse Entrée de Brabant du consentement de ses trois Etats) leur promit par un double Serment fait corporellement sur les S. S. Evangiles: qu'il observeroit, & feroit fidelement observer tous les Points, Articles y compris, & qu'il maintiendroit aux Prelats, Barons, Chevaliers, Nobles, Villes, Franchises, Villages, & tous ses Sujets du Païs de Brabant en general, & en particulier, tous leurs Droits, & Privileges, Libertez, Franchises, Traitez, Ordonnances, Statuts, Coutumes, & Observances.

Et pour faire connoitre aux Etats de Brabant, que son intention Royale étoit de les faire gouverner ici sur le lieu, independamment du Ministere des Espagnes, il les requit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéir à ceux du Conseil d'Etat, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Païs-Bas, en attendant que Sa Majesté eût envoyé en ces Païs, pour Gouverneur, un Prince de son Sang.

Il est vrai, que dans la suite du tems, le même Roi (tant pour le Bien général de la Chrétienté que dans la vuë de procurer à ses Païs-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargez de la penible Guerre, dont ils avoient été travaillez par tant d'années;) ayant trouvé convenable de ceder ces mêmes Païs-Bas à sa Fille l'Infante Isabelle, en don, aide, & faveur du Mariage, avec l'Archiduc Albert, stipula, comme Roi des Espagnes à l'avantage de ses Sujets Castillans, par l'Art. 8. de l'Acte donné à Madrid le 6. de May 1598. pour la Cession de ces Païs, que l'Infante, son Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ses Successeurs, ni Sujets desdits Païs, ne pourroient en façon quelconque, negocier, trafiquer, ou contracter és Indes Orientales, & Occidentales, ni aussi envoyer aucune sorte de Navires, sous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût causer aucun tort, ni préjudice aux Etats, & Habitans de cette Province de Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne se soumirent à l'obéïssance de Leurs Altesses Serenissimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Août 1598. leur eut fait le double Serment ci-dessus raporté, tant en son Nom qu'au Nom de l'Infante Isabelle sa future Epouse pour l'observation de tous les Articles de ladite Joyeuse Entrée, ensemble de tous les Droits, Statuts, Privileges, Libertez, & Coutumes dudit Païs. ANNO 1724.

D'ailleurs cette Condition (suivant le raport de l'Historien Emanuel van Meteren) fut si odieuse aux Etats, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'alleguer hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Païs-Bas la Navigation, & le trafic és Indes Orientales, & Occidentales, où la plûpart des Habitans ne connoissent pas encore le Roi, & qu'ils aimeroient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition si deshonnête, & si déraisonnable.

Il est donc bien surprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, sous la protection des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, veulent se prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Païs-Bas présentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Execution de cet Article, ils reclament ledit Historien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1602. où il raporte (on ne sçait sur quel fondement) que le Roi ayant soupçonné les Habitans d'Anvers de négocier indirectement aux Indes, la Cour y avoit envoyé un Commissaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'enfin, pour prevenir beaucoup de malheurs, & de persecutions, qui auroient pu en resulter, ils avoient été obligez de racheter la disgrace du Roi pour une Somme de six cens mille Ducats, Somme si excessive, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à son Souverain pour 30. années de Subsides, par lequel excès il est facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit besoin, se pourroit détruire par les Registres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Historien, qu'ils le consultent (on les en prie) dans un autre endroit de son Histoire de l'an 1602. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accuse les Espagnols de vouloir une chose contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir ôter aux Habitans du Païs-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les Lieux point situez sous leur Jurisdiction, & où il fait la description d'une Medaille, que les Zelandois avoient fait fraper à ce sujet avec deux Legendes, l'une, *Possunt, quæ posse videntur*, & l'autre, *Quo saltat, insequar*, sur le revers, qui représentoit un Lion nageant en la Mer, qui forme les Armes de Zelande, derriere un Cheval sautant hors de l'eau au dessus d'un Globe du Monde.

Aussi est-il manifeste, que lesdits Directeurs ne peuvent tirer aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-dessus;

Premierement, parce que c'est *Res inter alios acta*, savoir entre le Roi Philippe II. de glor. mem. en faveur de ses Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Isabelle Princes des Païs-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majesté Imperiale Regnante n'est pas le Successeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu imposer cette Condition & Servitude de ne point naviguer, ni commercer dans les Indes, mais le Successeur des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Païs-Bas par l'Infante Marie Anne son Ayeule Epouse de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuse memoire.

Etant d'ailleurs certain, que cette Servitude, en tout cas, a été aneantie par le retour de ces Païs sous la Domination du Roi Philippe IV. suivant la Maxime de Droit tirée *ex leg. ff. quemadmodum serv. amit. servitutes prædiorum confunduntur, si idem utrinsque prædii Dominus esse cœperit & ex l. 26. ff. de serv. præd. urb. nulli enim res sua servit.*

3. Parce que la défense, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'an 1640. par le Roi Philippe IV. son petit-fils pour beneficier ses bons & fideles Sujets par deça, leur ayant fait ouverture du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce son Auguste Predecesseur ne leur avoit pu défendre legiti-

ANNO 1724.

girimement en sa qualité de Duc de Brabant, & Comte de Flandres.

4. Parce qu'au tems, que la susdite Condition fut stipulée par le Roi Philippe II. qui soutenoit d'avoir acquis les Indes pour lui même, & pour ses Sujets Castillans contre ses Sujets des Païs-Bas, les Etats & Habitans de la Province de Hollande étoient encore comptez au nombre de ces derniers, nonobstant qu'ils se fussent détachez de l'Union des autres Provinces obéissantes, étant notoire qu'avant la Trêve conclue pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi d'Espagne, & les Archiducs Albert & Isabelle d'une part, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part, les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la susdite Condition pourroit encore servir à priver les Brabançons, & les Flamands de la Navigation & du Commerce aux Indes Orientales, il s'ensuit au contraire, que puisqu'ils n'ont jamais, sous la Domination des Rois Catholiques, pu jouir du Commerce aux Indes reservé pour les Castillans dans le District des Indes Espagnoles, ils ne peuvent être censez d'avoir été compris dans les Articles 5. & 6. du Traité de Paix conclu à Munster en 1648. lesquels contiennent une reciprocité entre les Castillans, & les Sujets des Provinces-ces-Unies, independamment des Brabançons, & des Flamands; ayant été convenu par ces Articles en termes bien exprès, que, suivant la repartition des Districts y mentionnez, les Castillans & Espagnols se borneroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils avoient pour lors aux Indes; sans qu'il leur fût permis de l'étendre plus avant de leur côté, & que reciproquement les Sujets des Provinces-Unies seroient obligez de ne plus frequenter les Places, que les Castillans occupoient dans les Indes.

En effet, si les Habitans de ces Païs presentement Autrichiens n'ont eu aucune part à l'avantage, & au Droit stipulé par ces deux Articles en faveur des Castillans, par raport à leur Navigation aux Indes; Ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défense reciproque stipulée par ces mêmes Articles en faveur des Sujets des Provinces-Unies par raport à leur Navigation aux Indes de leur District, & par consequent, puisqu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractantes auxdits Articles, ils n'ont pas été compris, ni envelopez dans cette Convention reciproque, laquelle avoit pour objet le Commerce des Castillans d'une part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre part, afin que les uns & les autres auroient continué à jouir librement de leur Commerce dans les Limites, Villes, Forts, Loges, Habitations, & endroits, qui se trouvoient situez dans leurs Districts respectifs, sans que les uns puissent aller négocier dans les Limites des Districts des autres; le tout reciproquement.

Sans cela cette Convention auroit blessé l'équité naturelle, & auroit été de la nature d'une societé leonine, par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une, & tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'est pourquoi les Habitans de ces Païs-Bas, & singulierement les Brabançons, soutiennent qu'à leur égard il n'y a jamais eu aucun Traité concernant le Commerce aux Indes, & que partant la raison, & le Droit des Gens d'aujourdhui dictent, que la Navigation, & le Commerce par Mer sont demeurez licites, communs, illimitez, ouverts, & libres pour la Nation Brabançonne, aussi bien que pour toutes les autres Nations de l'Europe, qui sont toutes d'une même condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Trêve pour douze ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe III. (de glor. mem.) n'accorda par l'Article 4 de ce Traité aux susdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Sujets d'autre pouvoir au regard du Trafic aux Indes, & hors de l'Europe, que celui, qui leur apartenoit par le Droit de la Nature & des Gens, de faire ledit Trafic, s'ils le trouvoient bon, aux Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur voudroient permettre, avec promesse, que ni Sa Majesté, ni ses Officiers & Sujets ne leur causeroient aucun trouble, ni empêchement en ce Trafic hors de l'Europe.

Bien pourront-ils (porte cet Article) *faire ledit Trafic, si bon leur semble, és Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui leur voudront permettre, même hors lesdites limites, sans que ledit Seigneur Roi, ses Officiers & Sujets, qui dependent de lui, donnent aucun empêchement à cette occasion auxdits Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni pareillement à eux ou aux particuliers, avec lesquels ils ont fait & feront ledit Trafic.*

ANNO 1724.

Sur lequel principe du Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, les Brabançons fondent leur Systême, d'avoir conservé sans atteinte ni restriction la faculté de naviguer, & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement.

Bien loin, qu'ils seroient dans la pensée, que par le changement de Maître, ils auroient acquis un nouveau Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils se trouvent heureusement débarrassez de deux obstacles accidentels *Facti, non Juris*, qui leur avoient empêché l'exercice de la même Navigation, l'un provenu autrefois de la prohibition & défense, que leur Prince Souverain comme Roi d'Espagne leur avoit faite de naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des Castillans, & l'autre consistant en ce qu'ils n'avoient jamais pu obtenir de Sa Majesté Catholique la protection, dont ils avoient besoin pour soutenir cette Navigation aux Indes Orientales; protection qu'il a plu à Sa Majesté Imperiale & Catholique leur Auguste Souverain, par un effet singulier de sa gracieuse bonté, & affection paternelle, de leur accorder recemment de sa Puissance, & de l'autorité lui apartenante par le Droit de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des Gens avec promesse de les défendre envers & contre tous ceux qui les attaqueront injustement

Cet ancien Droit fut reconnu même sous le Regne du feu Roi Charles II. (de glor. mem.) par l'Octroy accordé en son Nom Royal le 7. de Juin 1698. à la Requête & Suplication des Ecclesiastiques & Membres de Flandre par avis de ses Conseils d'Etat & Privé, à la déliberation de l'Electeur de Baviere pour lors Gouverneur Général de ces Païs-Bas, par lequel Octroy Sa Majesté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie Royale pour négocier aux Places, & Lieux libres dans les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Octroy n'eût pas le succès, qu'ils en devoient attendre, l'on sçait que ce ne fût pas à cause de quelque empêchement legitime, mais par le manquement de la protection Royale, à cause du facheux contre-tems de la mauvaise santé du feu Roi, qui pendant tout le cours des années 1699. & 1700 fit aprehender les suites funestes de sa mort, & donna lieu à divers ménagemens, dont il ne convient pas de rapeller la memoire.

Que si depuis ce tems-là Sa Majesté Imperiale & Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par l'Article 26. du Traité de Barriere conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Païs-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, demeureroit en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648 concernant le Commerce, cette promesse est relative aux Articles dudit Traité de Munster, par lequel le Commerce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre a été reglé dans lesdits Païs-Bas, & ne regarde nullement la Navigation, ni le Commerce aux Indes, dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité de l'an 1715. ni dans le Traité posterieur, qui a été fait à la Haye le 22. Decembre 1718. pour faire cesser les plaintes, que les Etats de Brabant, & de Flandres avoient portées par deux Deputations Extraordinaires à Sa Majesté Imperiale & Catholique au sujet des Articles dudit Traité précédent, lesquels ne pouvoient s'accorder avec leurs anciens Droits, Privileges, & Libertez.

Ce qui plus est, les Brabançons ne peuvent s'empêcher de faire connoitre avec tout le respect, qu'ils ont eu, & auront toujours pour l'Autorité Souveraine de leurs très-Augustes Princes, qu'il n'a jamais été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de conclurre aucun Traité au préjudice des anciennes Libertez, & Loix fondamentales de leur Païs de Brabant, ne fut du consentement des Etats du même Païs.

Les Chartres de leur Joyeuse Entrée, jusques & y comprise celle de Sa Majesté Imperiale & Catholique Regnante, servent de preuve incontestable de cette

ANNO 1724.

Verité, portant Article 3. que Sa Majesté Imperiale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagere jamais à entrer en Guerre, ne fût per le Conseil, la volonté, & le consentement de ses Villes, & de son Païs de Brabant, & qu'elle ne promettra aucune chose par ou, aucun de leurs Droits, Libertez, & Privileges, seroit préjudicié ou diminué en maniere quelconque.

Et à l'Art. 5., que Sa Majesté ne permettra pas que ses Païs, Villes, Gens, Rentes ou Droits Seigneurieux soient engagez, hypothequez, vendus, alienez, diminuez, charges, affectez, cedez, ou remis en aucune maniere, que du consentement de sesdits trois Etats.

Comme aussi Art. 13. tiré de mot à autre de la Joyeuse Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de glor. mem. que Sa Majesté maintieudra tous ses Sujets & bonnes Gens de Brabant & d'Outremeuse, dans la libre & tranquille Navigation, non seulement aus Païs de Hollande & de Zelande, mais aussi dans tous les autres Païs.

Tellement que cette libre Navigation dans tous les Pais, où il est licite aux autres Nations de trafiquer, ne se trouve pas seulement fundée sur le Droit de le Netnre, & le Droit des Gens ancien & moderne, ensemble sur le principe, dont les Habitans de Hollande se sont prévalus autrefois contre la Couronne d'Espagne, mais specialement en faveur des Brabançons sur l'une des Loix foudamentales de le Joyeuse Entrée des Ducs de Brabant renfermant *Pacta conventa inter Principem & Populum*, dont les Etats & Peuples de cette Provinee ont certainement merité la confirmation & conservation inviolable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidelité à toute épreuve pour le service de leurs Augustes Souverains.

Car pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenses de tant de Biens, que lesdits Directeurs reclament d'avoir été faits par Leurs Hautes Puissances pour contribuer à la reduction des Païs-Bas Espagnols sous l'obéissance de Sa Majesté Imperiale & Catholique Regnante, & que partant elles ne devroient pas être exposées à une si grande dureté que de voir, que les mêmes Peis-Bas on leurs Habitans pourroient entreprendre présentement contre Leurs Hautes Puissances, on contre Leurs Sujets, ce qui non seulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par un Traité solemnel.

On avouë le premiere, mais nullement le seconde Partie de cette objection, & pour en retorquer l'argument contre lesdits Directeurs, & tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, on les prie de vouloir se souvenir à leur tour de tous les efforts & dépenses extraordinaires faits par les Etats, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de le derniere Guerre pour le soutien de le cause commune, singulierement dans le situation dangereuse où l'Armée des Hauts Alliez se trouvoit reduite en 1708. par les mouvemens de l'Armée de France sous le commandement du Due de Bourgogne en personne, & par la perte inopiuée des Villes de Gand & de Bruges, laquelle aparemment aurnit entrainé celles des autres Places capitales, & peut-être de ces deus Provinces entieres de Brabant & de Flandres, sans le Secours du Corps des Troupes Imperiales, que feu l'Empereur avoit envoyé en ces Peis-Bas sous la conduite heroique de son premier & invincible Général le Prince Eugene de Savoye.

Or par qui est-ce que ces Troupes y ont été entretenues? Leurs Hautes Puissanees sçavent, & personne ne l'ignore que ce fût par les Subsides estraordinaires que les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournitent à cet effet, & par le Secours des Deniers levez & hypothequez sur les Domaines & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les Etats de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuvent ajouter, que, si après le surprise de Gand, & de Bruges, le France étant encore en possession des Villes de Mons, de Namur, & de Charlerol, ils n'avoient témoigné une fidélité inébranlable pour Sa Majesté au Siége de cette Ville principale de Bruselles, (soit dit sans manquer à la reconnoissance qui est dûë aux Haets Alliez) il étoit è craindre qu'ils n'eussent perdu en une seule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorieuses avoient remportes depuis le commencement de la derniere Guerre, laquelle, suivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 1702. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraus des Provinces-Unies, ils entreprirent pour reprendre les Provinces-Unies du Païs-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles serviroient de Digue, de Rempart, & de Barriere pour separer, & éloigner la France des Provinces-Unies, lesdites Provinces du Païs-Bas devant faire la sûreté desdits Etats Généraux.

ANNO 1724.

On passe sous silence (pour ne pas remonter trop haut) les calamitez, les pertes, & les miseres, que les mêmes Provinces ont souffertes durant la Guerre ruïneuse, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre feu le Roi d'Espagne, & lesdits Etats Généraux, par lequel Traité Leurs Hautes Puissances reconnurent les obligations extraordinaires, qu'elles avoient à Se Majesté Catholique, & par consequent à ses Sujets des Païs-Bas, pour le Secours, que Se Mejesté leur avoit fait, comme un Prince qui s'étoit exposé avec tant de constance à la ruine manifeste, dont elles étoient si fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement que retournant à la premiere partie de cette objection, il y auroit une extrême dureté, pour ne pas dire une violence, & injustice manifeste, d'exclure les Habitans desdits Païs-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouïssent paisiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privileges, dont Leurs Hautes Puissances de même que feu Se Majesté la Reine de la Grande-Bretagne de glor. mem. se sont renduës les Garans par le Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Deputez de Leurs Hautes Puissances ont écrite aux Etats de Brabant le 26. May 1706. pour les assurer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs Etats Généraux, que Sa Majesté le Roi notre Auguste Monarque les maintiendroit dans l'entiere jouïssance de tous leurs anciens Droits & Privileges.

Et les Etats de Brabant ont d'autant plus de sujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par raport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & Justice de Leurs Hautes Puissances en considetation de l'interêt notoire, qu'elles ont à le conservation & à le sûreté des Peis-Bas, l'avant-mur & le rempart de leur République contre la France, pour le soutien de sûreté, qui fait le commun objet du susdit Traité de Barriere, étant de le derniere importance que les Places Frontieres, & entres Forteresses en ce Païs soient toujours en état de défense, Sa Majesté Imperiale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 90. de son dit Octroy que tous les Deniers, qui sont levez sur les Marchandises de retour de cette nouvelle Compagnie soient employes principalement à pourvoir lesdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre, ensemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Donc pour recueillir le substance de ce Memoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, que l'Acte de la Cession de ces Païs-Bas faite aux Archiducs Albert, & Isabelle en 1598. lorsque les Habitans des Provinces de Hollande & de Zelande étoient encore censez, & reputez par Sa Majesté ses legitimes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procuré aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéïssantes de ces mêmes Païs

En second lieu, que par le Traité de la Tréve pour 12. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point aquis d'autre titre pour ce Commerce, que celui qui leur apartenoit d'ancienneté par le Droit de le Nature & des Gens.

En 3. lieu, que les Articles 5. & 6. du Traité du Pais fait à Munster l'an 1648. ne renferment qu'une Convention reciproque entre les Castillans & les Espagnols d'une part, & les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, sans enveloper les Sujets de ces Païs-Bas présentement Autrichiens.

En 4 lieu, que le dernier Traité de le Barriere conclu à Anvers en l'an 1715. ne confirme celui de Munster, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Cath. dans les Païs-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y est fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Castillans & Espagnols.

Et que partant les Habitans de ces mêmes Païs, specia-

ANNO 1724.

specialement les Brabançons se sont conservez jusques à présent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, d'exercer le Commerce & la Navigation aus Indes en tous Lieux neutres & independans, où il est libre aux autres Nations de negocier.

Etant incontestable que les Peuples desdits Païs par le non usage du susdit Droit, n'en ont rien perdu, suivant la Jurisprudence tirée de la Loi 22. *ff. de viâ publicâ, Viam publicam populus non utendo amittere non potest.*

XXVI.

26. Avril. *Representations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *presentées à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le 26. Avril 1724.*

LEs Rois d'Espagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en possession d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Espagne.

Par consequent, les *Habitans des Païs-Bas* en étoient exclus, aussi bien que les autres. Les Rois d'Espagne ont maintenu ce Pouvoir dans les Négociations des Traitez de Paix ou de Trêve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont consenti par le Traité de Munster; de sorte que le partage des Indes étant reglé, les deux Parties étoient obligées de s'abstenir de naviguer dans les limites l'une de l'autre.

Il s'ensuit donc, que les Provinces-Unies s'étant obligées de ne pas naviguer aux Indes d'Espagne, *ont acquis en même tems le* DROIT D'EXCLURE *les Sujets des Etats d'Espagne*, COMME AUSSI CEUX DES PAIS-BAS ESPAGNOLS, *de naviguer dans leurs limites.*

Les choses étant dans cet état, lorsque les Païs-Bas Espagnols furent cedez à l'Electeur de Baviere, *cette Cession ne pouvoit aporter aucune alteration, ou préjudice* AU DROIT *des Provinces-Unies*, parce qu'il n'y a pas d'aparence que l'intention du Roi d'Espagne fut de se priver de son Droit, en laissant auxdits Païs-Bas cedez, la liberté de naviguer aus Indes.

La Cession que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Espagne, *étoit sur le même pied.* La France s'étant engagée à faire ceder lesdits Païs-Bas, par l'Electeur de Baviere, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche; & cette Cession n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremise des Etats Généraux, comme il paroit par le Traité de Paix entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., *l'intention n'étoit pas de faire tort, en aucune maniere, auxdites Provinces-Unies*, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la *Maison d'Autriche rempliroit les conditions qui étoient déja stipulées:* il est évident que le Roi de France s'interposant pour le Roi d'Espagne, son petit-fils & son Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Espagne, en faveur de la Maison d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Outre tout cela, *le 23. Article dudit Traité fait assez voir que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes* DEMEURAT SUR LE MEME PIED *qu'elle étoit auparavant.*

C'est ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Espagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 30. le Traité de Munster est posé pour baze, plus particulierement par le 33. & le 34. Articles, par raport aux Indes.

Si après tout ce qui a été représenté à Sa Majesté Imperiale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, secondez de la maniere la plus forte par les hauts Alliez, *la Cession des Païs-Bas, devoit être confirmée par l'Espagne*, SANS SE RESERVER EXPRESSEMENT LE DROIT EXCLUSIF *sur la Navigation des Indes en général & sans exception*, il s'ensuivroit que les Etats Généraux pourroient A JUSTE TITRE *demander satisfaction à l'Espagne*, pour avoir par là *fait une grande infraction au Traité de Munster:* outre que se trouvant privez des effets dudit Traité, ils seroient dispensez de l'obligation reciproque, de s'abstenir de la Navigation des Indes d'Espagne.

De plus, l'avenir importe du moins autant à l'Espagne, qu'aus Provinces-Unies; car sur les fondemens posez par l'Empereur, les Habitans de ses Païs-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Espagne, que dans celle des Provinces-Unies.

Il ne faut que reflechir, d'un côté, sur l'ample permission accordée par les Octrois à la Compagnie d'Ostende, avec la maniere dont l'Empereur s'est expliqué touchant la liberté prétenduë, & de l'autre, sur la vaste étenduë des Indes d'Espagne, pour être convaincu, combien il est nécessaire d'empêcher que des Negocians soutenus de la sorte, n'y fassent des établissemens, qui avec le tems pourroient ruiner ceux d'Espagne.

XXVII.

14. Mai. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations donnés par* LOUIS XIV. *son Predecesseur contre ses Sujets de la Religion Reformée, voulant que la seule Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigoureuses peines contre ceux qui refuseront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724.* [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre & Privilege du Roi in 4.]

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. De tous les grands desseins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul a formez dans le cours de son Regne, il n'y en a point que Nous ayons plus à cœur de suivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçû d'éteindre entierement l'Héresie dans son Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de sa vie. Dans la vûë de soutenir un Ouvrage si digne de son zele & de sa pieté, aussi-tôt que Nous sommes parvenus à la Majorité, notre premier soin a été de Nous faire représenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil qui ont été rendus sur ce sujet, pour en renouveller les dispositions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire observer avec la derniere exactitude; Mais Nous avons été informez, que l'exécution en a été ralentie depuis plusieurs années, sur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans lesquelles il se trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont ci-devant fait profession de la Religion prétenduë Réformée, par les fausses & dangereuses impressions que quelques-uns d'entr'eux, peu sincerement réünis à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & excitez par des mouvemens étrangers, ont voulu insinuer secretement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet si important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui se sont glissez, & qui demandent un plus prompt remede, regardent principalement les Assemblées illicites, l'Education des Enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célébration des Mariages: surquoi, Nous avons résolu d'expliquer bien disertement nos intentions. A ces Causes, de l'avis de notre Conseil & de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, soit seule exercée dans notre Royaume, Païs & Terres de notre obéïssance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine contre les Hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les Femmes d'être rasées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges estimeront à propos, avec Confiscation des Biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui se sont assemblez en armes.

II. Etant

ANNO 1724.

II. Etant informez qu'il s'est élevé, & s'éleve journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicans, qui ne sont occupez qu'à exciter les Peuples à la Revolte, & les détourner des Exercices de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui y auront convoqué des Assemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, soient punis de mort, ainsi que la Déclaration du Mois de Juillet 1686. l'ordonne pour les Ministres de la Religion prétenduë Réformée, sans que ladite peine de mort puisse à l'avenir être reputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Ministres ou Prédicans, de leur donner retraite, secours & assistance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux: Enjoignons à ceux qui en auront connoissance, de les dénoncer aux Officiers des Lieux, le tout à peine, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galeres à perpetuité, & contre les Femmes, d'être rasées & enfermées pour le reste de leurs jours dans les Lieux que nos Juges estimeront à propos, & de Confiscation des Biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétenduë Réformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, de faire baptiser leurs Enfans dans les Eglises des Paroisses où ils demeurent, dans les 24. heures après leur naissance, si ce n'est qu'ils ayent obtenu la permission des Archevêques ou Evêques Diocesains de differer les céremonies du Baptême pour des raisons considerables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres personnes qui assistent les Femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curez des Lieux de la naissance des Enfans, & à nos Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Justice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, suivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Education des Enfans de ceux qui ont ci-devant professé la Religion Prétenduë Reformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, voulons que l'Edit du Mois de Janvier 1686., & les Déclarations des 13 Decembre 1698., & 16. Octobre 1700., soient exécutées en tout ce qu'elles contiennent; & en y ajoûtant, Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfans hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en ayent obtenu de Nous une permission par écrit signée de l'un de nos Secretaires d'Etat, laquelle Nous n'accorderons qu'après que Nous aurons été suffisamment informez de la Catholicité des Peres & Meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle sera reglée à proportion des Biens & Facultez des Peres & Meres desdits Enfans, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de six mille Livres & sera continuée par chaque année que leursdits Enfans demeureroient en Païs étrangers, au préjudice de nos défenses; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il soit établi, autant qu'il sera possible, des Maîtres & des Maîtresses d'Ecole, dans toutes les Paroisses où il n'y en a point, pour instruire tous les Enfans de l'un & de l'autre sexe, des principaux mysteres & devoirs de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les conduire à la Messe tous les jours ouvriers, autant qu'il sera possible, leur donner les instructions dont ils ont besoin sur ce sujet, & avoir soin qu'ils assistent au Service Divin les Dimanches & les Fêtes, comme aussi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir besoin, le tout ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Edit de 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puisse être imposé sur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établissement desdits Maîtres & Maîtresses jusqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Maîtresses, & que les Lettres sur ce nécessaires soient expediées sans frais, sur les avis que les Archevêques & Evêques Diocesains, & les Commissaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, Nous en donneront.

VI Enjoignons à tous les Peres, Meres, Tuteurs & autres personnes qui sont chargées de l'éducation des Enfans, & nommément de ceux dont les Peres ou les Meres ont fait profession de la Religion prétenduë Reformée, ou sont nez de Parens Religionnaires, de les envoyer aux Ecoles & aux Catechismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui sont au-dessus de cet âge jusqu'à celui de vingt ans, aux instructions qui se font les Dimanches & les Fêtes, si ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent & qu'elles doivent les faire instruire chez elles, ou les envoyer au College, ou les mettre dans des Monasteres ou Communautez regulieres; enjoignons aux Curez de veiller avec une attention particuliere sur l'instruction desdits Enfans dans leurs Paroisses, même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles: Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques de s'en informer soigneusement; ordonnons aux Peres & autres qui en ont l'éducation, & particulierement aux Personnes les plus considerables par leur naissance ou en leurs Emplois de leur représenter les Enfans qu'ils ont chez eux, lorsque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs visites, pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçûë touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute-Justice, de faire toutes les diligences, perquisitions, & Ordonnances nécessaires pour l'execution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui seroient négligens d'y satisfaire, ou qui auroient la témerité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puisse être, par des condamnations d'amende qui seront exécutées par provision, nonobstant l'appel, à telles sommes qu'elles puissent monter.

VII. Pour assurer encore plus l'exécution de l'Article précedent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs Hauts Justiciers se fassent remettre tous les Mois par les Curez, Vicaires, Maîtres ou Maîtresses d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de tous les Enfans qui n'iront pas aux Ecoles, ou aux Catechismes & instructions, de leurs noms, âges, sexes, & des noms de leurs Peres & Meres, pour faire ensuite les poursuites nécessaires contre les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargez de leur éducation, & qu'ils ayent soin de rendre compte, au moins tous les six Mois, à nos Procureurs Generaux, chacun dans leur Ressort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les instructions nécessaires.

VIII. Les secours spirituels n'étant en aucun tems plus nécessaires, sur tout à ceux de nos Sujets qui sont nouvellement réunis à l'Eglise que dans les occasions de Maladies où leur Vie & leur Salut sont également en danger, voulons que les Medecins, & à leur défaut les Apoticaires & Chirurgiens qui seront appellez pour visiter les Malades, soient tenus d'en donner avis aux Curez ou Vicaires des Paroisses dans lesquelles lesdits Malades demeureront, aussi-tôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse, s'ils ne voyent qu'on les y ait appellez d'ailleurs, afin que lesdits Malades, & nommement nos Sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles dont ils auront besoin, & le secours des Sacremens, lorsque lesdits Curez ou Vicaires trouveront lesdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Parens, Serviteurs & autres Personnes qui seront auprès desdits Malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienséance convenable à leur caractere; & voulons que lesdits Medecins, Apoticaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui est de leur devoir à cet égard, & pareillement les Parens, Serviteurs & autres qui sont auprès desdits Malades, qui auront refusé ausdits Curez ou Vicaires, ou Prêtres envoyez par eux, de leur faire voir lesdits Malades, soient condamnez en telle amende qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout suivant l'éxigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curez, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de visiter soigneusement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils soient, notamment ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétenduë Reformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, de les exhorter en particulier & sans témoins, à recevoir les Sacremens de l'Eglise, en leur donnant à cet effet toutes les instructions nécessaires, avec la prudence & la charité qui convient à leur ministere, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis salutaires, lesdits Malades refusent de recevoir les Sacremens qui leur seront par eux offerts, & déclarent ensuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétenduë Réformée,

& qu'ils

ANNO 1724.

& qu'ils perſiſtent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur Maladie, voulons que s'ils viennent à recouvrer la ſanté, le Procès leur ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils ſoient condamnez au banniſſement à perpétuité, avec confiſcation de leurs Biens & dans les Païs où la confiſcation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs Biens; ſi au contraire ils meurent dans cette malheureuſe diſpoſition, Nous ordonnons que le Procès ſera fait à leur mémoire par noſdits Baillifs & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme preſcrite par les Articles du Titre XXII. de notre Ordonnance du Mois d'Août 1670. pour être leurdite mémoire condamnée avec confiſcation de leurs Biens, dérogeant aux autres peines portées par la Declaration du 29. Avril 1686. & de celles du 8. Mars 1715., leſquelles ſeront au ſurplus exécutées en ce qui ne ſe trouvera contraire au préſent Article; Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait ſera arrivé, nos Prevôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute Juſtice, en informeront & envoyeront les informations par eux faites aux Greffes de nos Bailliages & Sénéchauſſées d'où reſſortiſſent leſdits Juges, ou qui ont la connoiſſance des cas Royaux dans l'étenduë deſdites Juſtices, pour y être procedé à l'inſtruction & au Jugement du Procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X. Voulons que le contenu au précedent Article ſoit exécuté ſans qu'il ſoit beſoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacremens de l'Egliſe offerts par les Curez, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci deſſus, & ſera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la dépoſition deſdits Curez, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été préſens lors de ladite Déclaration, ſans qu'il ſoit néceſſaire que les Juges du lieu ſe ſoient transportez dans la Maiſon deſdits Malades, pour y dreſſer Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & ſans que leſdits Curez ou Vicaires qui auront viſité leſdits Malades, ſoient tenus de requerir le transport deſdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1686. & 8. Mars 1715., en ce qui pourra être contraire au préſent Article & au précedent.

XI. Et attendu que Nous ſommes informez, que ce qui contribuë le plus à confirmer ou à faire retomber leſdits Malades dans leurs anciennes erreurs, eſt la préſence & les exhortations de quelques Religionnaires cachez qui les aſſiſtent ſecretement en cet état, & abuſent des préventions de leur Enfance & de la foibleſſe où la maladie les reduit, pour les faire mourir hors du ſein de l'Egliſe, Nous ordonnons que le Procès ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, à ceux qui ſe trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute Juſtice dans les Lieux où le fait ſeroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchauſſée Royale dans leſdits Lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme ci-deſſus, pour être les Procès continué par nos Baillifs & Sénéchaux, & les coupables condamnez; ſavoir, les Hommes aux Galeres perpetuelles ou à tems, ſelon que les Juges l'eſtimeront à propos, & les Femmes à être raſées & renfermées dans les Lieux que nos Juges ordonneront, à perpetuité ou à temps, ce que Nous laiſſons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons que ſuivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédeceſſeurs, & l'uſage obſervé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçû en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Bailliages, Sénéchauſſées, Prévôtez & Juſtices, ni dans celles des Hauts Juſticiers, même dans les Places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville ſoit qu'ils ſoient érigez en titre d'Office, ou qu'il y ſoit pourvû par élection, ou autrement, enſemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huiſſiers & Sergens de quelque Juriſdiction que ce puiſſe être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, ſoit en titre ou par commiſſion, même dans les Offices de notre Maiſon & Maiſons Royales ſans avoir une atteſtation du Curé, ou en ſon abſence, du Vicaire de la Paroiſſe, dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie & mœurs, enſemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine.

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puiſſent être accordées dans les Univerſitez du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Medecine, que ſur des atteſtations ſemblables que les Curez leur donneront, & qui ſeront par eux repréſentées à ceux qui leur doivent donner leſdits Licences; deſquelles atteſtations il ſera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur ſeroient expediées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins aſſujettir à cette regle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des dégrez dans les Univerſitez de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Fevrier 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les dégrez par eux obtenus ne pourront leur ſervir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apoticaires & les Sages-Femmes, enſemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être auſſi admis à exercer leur Art & Profeſſion dans aucun Lieu de notre Royaume, ſans rapporter une pareille atteſtation, de laquelle il ſera fait mention dans les Lettres qui leur ſeront expediées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédeceſſeurs ſur le fait des Mariages, & nommément l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 15. Juin de la même année ſoient exécutez ſelon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'obſerver dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les ſolemnitez preſcrites tant par les Saints Canons, reçûs & obſervés dans ce Royaume, que par leſdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout ſous les peines qui y ſont portées & même de punition exemplaire, ſuivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfans Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs ſont ſortis de notre Royaume & ſe ſont retirez dans les Païs étrangers pour cauſe de Religion, pourront valablement contracter Mariage, ſans attendre ni demander le conſentement de leurſdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs abſens, à condition néanmoins de prendre le conſentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; ſinon, il leur en ſera créé à cet effet, enſemble de leurs Parens ou Alliez, s'ils en ont, ou au défaut des Parens & Alliez, de leurs Amis ou Voiſins: Voulons à cet effet qu'avant de paſſer outre au Contrat & celebration de leur Mariage, il ſoit fait devant le Juge Royal des Lieux ou ils ont leur domicile, en préſence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire deſdits Lieux, le Procureur Fiſcal de la Juſtice preſent, une aſſemblée de ſix des plus proches Parens ou Alliez, tant Paternels que Maternels, faiſans l'exercice de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur deſdits Mineurs; & au défaut de Parens ou Alliez, de ſix Amis ou Voiſins, de la même qualité, pour donner leur avis & conſentement, s'il y échet, & ſeront les Actes pour ce néceſſaires expediez ſans aucuns fraix, tant de Juſtice que de Sceau, Contrôle, Inſinuations ou autres: & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere deſdits Mineurs qui ſoit ſorti du Royaume, il ſuffira d'aſſembler trois Parens ou Alliez du côté de celui qui ſera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois Voiſins ou Amis, leſquels avec le Pere ou la Mere qui ſe trouvera préſent, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & conſentement, s'il y échet, pour le Mariage propoſé, duquel conſentement dans tous les cas ci-deſſus marquez, il ſera fait mention ſommaire dans le Contrat de Mariage, qui ſera ſigné par leſdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Parens, Alliez, Voiſins ou Amis, comme auſſi ſur la régitre de la Paroiſſe, où ſe fera la célebration dudit Mariage; le tout ſans que leſdits Enfans audit cas puiſſent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfans de Famille qui ſe marient ſans le conſentement de leurs Peres & Meres; à l'effet dequoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard ſeulement auſdites Ordon-

ANNO 1724. Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs Enfans & ceux dont ils seront Tuteurs ou Curateurs se marient en Païs étrangers, soit en signant les Contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits Mariages, soit par Acte anterieur ou posterieur, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sans notre permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galeres à perpetuité, contre les Hommes, & de bannissement perpetuel contre les Femmes, & en outre de confiscation des Biens des uns & des autres, & où la confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs Biens.

XVIII. Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des Biens de ceux qui l'auront encouruë, suivant les differentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que sur les Biens situez dans les Païs où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux non sujets à confiscation ou qui ne seront pas confisquez à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits Biens, laquelle amende tombera ainsi que les Biens confisquez, dans la régie des Biens des Religionaires absens, pour être employez avec le Revenu desdits Biens à la subsistance de ceux de nos Sujets nouvellement réünis qui auront besoin de ce secours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier & régitrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724, & de notre Régne neuviéme. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, PHELYPEAUX. Et seellée du grand Sceau de cire jaune.

Regitrées, ouï & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour être lûës, publiées & régitrées: Enjoint aux Substituts du Procureur Géneral du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 31. Mai 1724.

Signé, YSABEAU.

XXVIII.

1. Juill. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la supression d'un Livre écrit & publié en Langue Françoise pour le soutien de l'*Infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette suppression. A Paris le 1. Juillet 1724.* [Copie imprimée.]

CE jour, les Gens du Roi sont entrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, a dit:

MESSIEURS,

NOUS sommes informez, qu'il se répand dans le Royaume, & à *Paris* même, un Livre intitulé, *Traité Théologique sur l'Autorité & l'Infaillibilité des Papes*, qui paroît imprimé depuis peu à *Luxembourg*, sous le nom de Frere *Mathieu Petitdidier*, Religieux Benedictin de la Congrégation de *St. Vanne*.

A la vûe de cet Ouvrage, il ne nous est pas permis de demeurer dans le silence. Tout ce qui s'éleve contre les Maximes consacrées sur cette matiere par nos Loix, exige notre vigilance & notre zele, & vous verrez, *Messieurs*, par la nature du nouvel Ecrit que nous venons vous déferer, qu'il n'y en eut jamais de plus digne de votre Censure. ANNO 1724.

Son objet est d'établir les principes les plus opposez à la Doctrine de la *France*; l'Infaillibilité des Papes dans les décisions sur les Matieres de Foi, leur pleine Puissance, leur Souveraineté sur toute l'Eglise, leur Superiorité sur les Conciles generaux, leur Empire sur les Evêques, qui selon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'est la Doctrine que l'Auteur propose par tout, & peut-être voudroit-il en inspirer une encore plus dangereuse. En plus d'un endroit il semble insinuer le Pouvoir du Pape sur le Temporel, soit en abusant des expressions d'un Pere de l'Eglise pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné *un Royaume* à *St. Pierre*, soit en rapportant sans limitation & sans correctif les paroles d'un Auteur trop prévenu pour la Cour de *Rome*, qui portent (du moins dans sa Traduction) que *St. Pierre* a reçû de JESUS-CHRIST *l'Empire du Ciel & de la Terre.*

Ce n'est pas un simple Traité Théologique comme le titre l'annonce d'abord. C'est une attaque de dessein formé contre nos Maximes, un Ouvrage composé expressement contre l'Eglise Gallicane & contre la *France*: jusques-là que l'Auteur se fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a professée lui-même, & qui de son aveu est regardée parmi nous *comme une Loi de l'Etat*.

C'est en vain qu'encore plus éloignez de la Revolte des Sectaires que de la Servitude des Ultramontains, nous révérons dans le St. Siege les prérogatives d'une juste Primauté, le centre de l'Episcopat, le lien inviolable & permanent de l'Unité, fondé sur l'Institution de Dieu même; & qu'en la Personne du Pape Nous reconnoissons avec respect le Successeur de *St. Pierre*, le Chef des Evêques, entre lesquels il tient le même rang que *St. Pierre* entre les autres Apôtres. Cet Ecrivain passionné daigne à peine nous souffrir au nombre des Orthodoxes, si nous ne souscrivons à l'Infaillibilité & à la Monarchie absoluë du Pape. *On ne peut*, ce sont ces termes, *rejetter ce sentiment ni le contredire, sans tomber dans une Erreur contre la Foi*, & si l'on ne doit pas traiter d'Hérétiques ceux qui le combattent, c'est seulement parce que le Dogme n'a pas encore été expressément décidé.

Si on l'écoute, la Doctrine de l'Infaillibilité est celle *de tous les Païs & de tous les Siecles. Les Grecs l'ont professée comme les* Latins, *les* François *comme les* Italiens . . . *en un mot, c'est la Doctrine de toute l'Eglise.* Elle est fondée sur l'Ecriture, elle est claire dans toute la suite de la Tradition, à commencer dès le tems des Apôtres: Elle éclate dans les monumens des premiers Siecles, & entr'autres dans les Actes des premiers Conciles generaux. Si les Papes ont assemblé des Conciles, *ce n'a pas été*, dit-il, *pour persuader les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Hérétiques qui ont accoûtumé de reclamer les Conciles generaux lorsque le St. Siege les a condamnez.* C'est *pour y porter la Loi* que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces saintes Assemblées. *Le* sentiment de la *France* est un sentiment nouveau, inconnu à toute l'Antiquité. Les Evêques de *France* qui ont composé l'Assemblée de 1682., ont abandonné sur ce point l'ancienne Tradition de leurs Eglises.

Mais de quelle maniere essaye-t-il de prouver des Propositions si hardies? C'est tantôt en donnant pour preuve ce qui n'établit rien moins que ce qu'il avoit avancé, tantôt en éludant par quelques vains détours les conséquences les plus claires de ce qu'il ne peut contester, & tantôt en forçant le sens d'une foule de Passages qu'il altere & qu'il déguise sous prétexte de les expliquer. Quelquefois il passe sous silence l'objection qu'il ne peut résoudre, & quelquefois il affecte de la négliger après qu'il se l'est opposée. Il fait plus, il méprise ses Lecteurs jusqu'à appuyer son Systême sur des Témoignages formels contre lui. Nous ne disons rien qu'on ne puisse découvrir par une Lecture attentive.

L'imprudence & l'indiscretion sont repanduës dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de scrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Hérésie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ses sentimens. Sous prétexte de terminer les dernieres Divisions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aigrir le mal par le remede. Ne pouvons-nous pas ajoûter qu'il compromet les Droits Sacrez du

ANNO 1724. du St. Siege, en les confondant témerairement avec les prétentions ambitieuses de ses Partisans trop zelez?

Mais, plus il affecte de les confondre, plus nous devons les distinguer. Si nous opposons à l'excès des Opinions Ultramontaines, la Barriere des saines Maximes conservées fidellement par nos Peres; Nous faisons gloire à leur exemple d'un attachement éclairé & d'un zele religieux pour les justes prééminences du St. Siege. C'est par cette conduite que la *France* s'est distinguée de tout tems. Son respect augmenteroit, s'il étoit possible, sous un Pape dont l'exaltation fait en ce moment la joye de l'Eglise, & dont les Vertus reverées de tous les Fideles répondent de l'usage légitime & des salutaires effets de son Pouvoir.

C'est, *Messieurs*, sans perdre de vûe ces sentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témerité n'est propre qu'à inquieter les Esprits, qu'à semer d'immortelles Divisions, & qu'à faire éclore des Nouveautez dangereuses. C'est l'Esprit des Conclusions que nous avons prises, & que nous laissons à la Cour avec un Exemplaire dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

LA COUR *ordonne que ledit Livre sera supprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent servir de Regle à la distinction de la Puissance Ecclésiastique & de la Puissance Séculiere, & à l'Ordre Hierarchique, comme scandaleux, séditieux, téméraire, contraire à l'Autorité Royale, & injurieux au Clergé de* France: *Enjoint à tous ceux qui en auroient des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être supprimez: Fait défenses à toutes Personnes de les retenir, vendre & acheter: Permet au Procureur-Général du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Distributeurs, par devant Maître Guillaume Meigny, Conseiller, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de Paris, & par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, poursuite & diligence des Substituts du Procureur-Général du Roi esdits Sieges, pour les informations faites & rapportées, & communiquées au Procureur-Général du Roi, être ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que le présent Arrêt sera lû, publié & affiché par tout où besoin sera, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lûes, publiées, enregitrées & affichées: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois. Fait en Parlement le premier Juillet 1724.*

Signé, DUFRANC.

XXIX.

6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux instances du Conseil Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre 1724.* [Simple Copie & Traduction.]

AYant fait attention à tout ce que le Conseil Royal de Castille m'a representé par la supplique qu'il vient de me faire & par celle qu'il m'a remis le 4 de ce Mois; quoi que j'eusse pris une ferme resolution de ne point quiter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pû resister aux instances que m'a faites ce Conseil, pour me determiner à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a representé que j'étois indispensablement obligé de le faire par des raisons de Justice & de conscience, j'ai resolu tant à cause du cas que je fais de ses Avis, qu'à cause du Zele sincere & constant des Ministres qui le composent, de me sacrifier au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Sujets, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me reservant, si Dieu me conserve la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Asturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge competent, & la capacité suffisante pour en estre chargé, pourvû qu'il n'y ait point alors de raisons assez fortes pour retarder ou empêcher mon abdication. Je consens aussi que l'on ANNO 1724. convoque incessamment les Etats pour y reconnoître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Asturies, & pour lui faire les Sermens accoutumés comme Heritier présomtif de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

Decretum S. R. Majestatis POLONICÆ *Assessoriale, contra Magistratum, & Communitatem Civitatis* THORUNENSIS, *quò in reparationem variorum Excessuum in Collegio Patrum Jesuitarum per Plebem licentiosam perpetratorum, cum effractione forium, subversione Cathedrarum, Sellarum, Foraucum, immo & Altarium, nec non dilaceratione & combustione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præsidens ac* ZERNEK *Vice-Præsidens Thorunenses ad ultimum supplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia supplicia destinantur. Templum insuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea possessum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magistratus Civitatis dimidiatim in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varsoviæ sub tempus Comitiorum Regni Generalium, feria secunda post Festum SS. Simonis & Judæ Apostolorum, die 30. Mensis Octobris Anno Domini 1704. Regni vero* XXVIII. 30. Oct.
[Sur la Copie imprimée à Varsovie.]

AUGUSTUS SECUNDUS, Dei gratia REX Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernichoviæque nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps ELECTOR.

Significamus præsentibus Literis Nostris quorum interest Universis & singulis: Intercessisse antea Decretum Nostrum Assessoriale, inter Generosum Instigatorem Regni ejusque Delatores, Religiosos Casimirum CZYZEWSKI Rectorem, Laurentium Marczewski Vice-Rectorem, Casimirum Klimecki, Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolánski, Fratres, & totum Collegium Societatis JESU Thorunense Actores ab una, atque Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgravium, Godefredum Resner Præsidem, Proconsules, Consules, & Ordines, totumque Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis, Citatos parte ex altera, Idque in Causa & actione ipsis instituta pro eo: Quia illi malevolo animo, odioque Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, in Regno Nostro Catholicissimo degentes, contra Leges Divinas & humanas, Constitutionesque ejusdem Regni Nostri procedendo, non contenti anterioribus actibus violentis, recenter nacti occasionem, quòd sub tempus Processionis cum Venerabili Sacramento, in Festo Beatissimæ MARIÆ Virginis, de Monte Carmelo, in Cæmeterio Ecclesiæ Sancti Jacobi Apostoli, Deo dicatarum Virginum Ordinis Sancti Benedicti, ipso die Dominico Thorunii celebratæ, cuidam Puero Diffidenti Ceremonias Ecclesiæ irridenti, irreverenterque se gerenti, galerum Polonus Studiosus, zelo cultus Divini ductus dejecerit, statim absoluta Processione in Cæmeterio per licentiosos Cives enormiter idem Studiosus converberatus, & obsanguinolatus, est tandem ex Loco Sacro violenter, & jam per Milites extractus, per plateas ductus, & Carceri ac Custodiæ Militari, ubi & postridie alter innocens Studiosus Polonus mancipatus, & injectus est, & cùm ad plura postulatata Juventutis Polonæ neuter libertati redderetur, imò contumeliosissimè ambo tractarentur, Gymnasista quoque heterodoxæ fidei in recompensam Captivorum duorum prædictorum Studiosorum ad Scholas, insciis Religiosis Actoribus, non tamen cum tumultu, neque cum ignominia nociva, à Studiosis Polonis introductus esset, plebem licentiosam ut cum armis variis & Bombardis parati essent, turmatim sub pœnis pecuniariis convocari fecerunt, in quem finem & Portas Civitatis solito citiùs tempore claudi jusserunt,

Anno 1724.

runt, & qualiter Plebs procedere deberet, ad inferendam illam Spirituali, & locis Privelegiatis, utpote Cæmeterio, Scholis, & Collegio, prædictorum Actorum, violentiam malitiosè instruxerunt, unde factum est, quòd eadem licentiosa & seditiosa Plebs, taliter in depressionem status Spiritualis, & violationem immunitatum instructa, Citatorum sciru, jussu, Mandato, & subordinatione nec non conniventia, animo feroci atque crudeli, (etsi jam ad requisitionem Secretarii Civitatis, Gymnasista ex Schola liberè dimissus fuerit) eò ferventiùs, quia Sol ad occasum vergere & tenebræ sceleri patrocinari videbantur, pene ad vim inferendam & patrandum nefandum ausum armata, tota mente & corpore pro tunc furorem spirans, post egressum Secretarii, simul cum Gymnasista (nam eidem ad manus redditus) plane ex condicto & de industria, magno cum impetu in assistentia Militum Civitatis & explosione Bombardarum, pro securitate sui criminis majorique facilitate ad invadendum & deprædandum, foribus primò Scholarum securibus excisis, ac effractis, catervatim armataque manu aggressi Scholas omnes & Aulam publicam invaserunt, omnia funditus inverterunt, scamna, cathedras, sellas, furnaces, fenestras, fores ad ultimam particulam concusserunt, confregerunt, dissecuerunt, & globis plumbeis trajecerunt, quod autem magis execrandum est, nec Imaginibus Christi Crucifixi, ac DEIPARÆ, nec non aliorum Sanctorum, pepercerunt, & quod nec Barbari nec Ethnici facerent, id Thorunenses in Regno Catholicissimo implè facere ausi sunt, in honorem DEI, Beatissimæ, & Sanctorum sacrilegè sæviendo, pedes Crucifixi amputando, Altaria duo, unum Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ MARIÆ Virginis, affabre & de novo elaboratam extructumque in Congregatione Minori Sodalium, alterum Annuntiatæ Virginis in Congregatione Majori, in partes securibus & asciis scindendo, ita ut vix locus superfit, ubi altare secundum fuerit, Icones plurimas Christi Crucifixi, Beatissimæ MARIÆ Virginis, & Sanctorum, alias dilacerando, alias gladiis confodiendo, alias securibus scindendo, & ne impia crudelitas Sacrilego ausui finem imponeret, (licetsi manus scribendo tremat, & ambæ ad auditum tinniant aures) Imagines Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ MARIÆ Virginis, Sancti Francisci Xaverii & aliorum Sanctorum, in publicam Plateam insolenter ac temerariè exportârunt cum subsannationibus, illusionibus, vociferationibus & blasphemiis, linguâ procaci effrenatis in omnem malitiam plenis buccis ac rodentibus Theoninis dentibus, acsi caninis lædendo, carpendo, & contaminando, hoc est contra honorem DEI, DEIPARÆ & Sanctorum Conjurati, tumultuosi Aggressores, persecutores Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, Terræ alliserunt, circaque Imagines illas in Terra prostratas, incendio facto, saltus indecentes ad normam Paganismi exercendo, blasphemando in DEUM & Beatissimam, malitiosissimi Tumultuarii, plurimas easdem Imagines, vesanis addixerunt flammis & concremarunt, cum Summa injuria Honoris DEIPARÆ, blaterando, inter cætera *Brenze fiæ teraz Dziewczko* Vivat MARIA &c. nec his contenti, ausum ausui, scelus sceleri addiderunt, dum eodem cum furore ac omni genere Armorum violenti Aggressores, hostiliter excisis & effractis foribus, seu Januâ Collegii, in ipsum Collegium jam profunda nocte tumultuatim irruerunt, cum strictis acinacibus, securibus, asciis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, facibus & candelis accensis cum periculo incendii, bis de industria intentati, ibidemque in parte inferiori Collegii, omnes fenestras, tam Ambulacri, quàm Cubiculorum uti & fornaces, fores, concusserunt, cubicula Suppellectili, ac re vestiariâ fermè totâ, imò & pecuniâ spoliarunt, in vimque prædæ ac turpis lucri, eandem retinuerunt & retinent, Imagines plurimas Christi Domini, DEIPARÆ, ac Sanctorum in circuitu Curritoriorum, signis illicitis despexerunt, aliquas in partes lacerarunt, aliquas gladiis confixerunt, alias securibus & asciis secuerunt, alias globis de sclopetis trajecerunt, alias Pedibus conculcarunt, & in minutissimas attriverunt partes, Oratorium in superiori parte Collegii, ejusque sculptoriam elegantem structuram, multas in partes sciderunt, secuerunt, & detruncarunt, ipsum Venerabile ex Tabernaculo in summum opprobrium Fidei Nostræ jam ejiciendum erat à Tumultuariis, nisi cujusdam Religiosi precibus flecterentur, quem tamen, & alios Religiosos violenter concusserunt, & sauciarunt, Hypocaustum commune uti & aliqua superiora Cubicula, effractis foribus vastarunt, fenestras exsecuerunt, fornaces & fores globis trajecerunt, Milites Nostros Præsidiarios supervenientes pro sedando Tumultu, cum armis aggressi sunt, eosque lethaliter convulnerarunt, etiam & quendam Religiosum Ordinis Sancti Dominici, ad initium tumultûs, veniente ad Collegium Secretario Civitatis, converberarunt, hæc alia & ad propè mediam noctem inaudito exemplo & nefando ausu, ac impio & sacrilego facinore patrarunt, desolatamque Arabiam, tam in Scholis quam in Collegio, jussu & consensu citatorum ac supina conniventiâ mediante, reliquerunt, exindeque pœnas Legum Regni Criminalissimas succubuerunt, pro quibus decernendis, tum & pro statuitione Principalium, ac Complicum, tantorum scelerum, Blasphemorum & sacrilegorum, atque ablatorum restitutione, damnorum litisque expensarum refusione, citati sunt, Citatione Originali ejusque Relatione, tum Propositione oretenus facta, ac Visione Officiosa per Ministerialem Combustionis Imaginum & desolationum, ac damnorum in Collegio & Scholis actorum, in Præsentia Nobilium & Officialium, coram Actis Castrensibus Kovalevlensibus Palatinatûs Culmensis, Feriâ Quartâ post Festum Beatissimæ Virginis MARIÆ Scapularis, anno nunc currenti facta, & inscripta, in se latioribus existentibus, de Actu Varsaviæ Feriâ Sextâ in Crastino Festi Sancti Laurentii Martyris & Levitæ, die undecima Mensis Augusti. Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quarto prolatum. QUO DECRETO NOSTRO necessariam esse hac in Causa Commissionem & Inquisitionem adinveneramus, eamque decreveramus, ad quam expediendam Commissarios Nostros Reverendos in Christo Patres, Dominos CHRISTOPHORUM in Slupow SZEMBEK Uladislaviensem & Pomeraniæ, ANDREAM ZALUSKI Plocensem Episcopos, Magnificos STANISLAUM CHOMENTOWSKI Masoviæ, JACOBUM Sigismundum RYBINSKI Culmensem, IGNATIUM DZIALYNSKI Pomeraniæ Palatinos, ADAMUM PONINSKI Gnesnensem, ANDREAM DAMBSKI Brestensem Cujaviæ, PETRUM CZAPSKI Culmensem, Castellanos; Generosum GEORGIUM LUBOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem Dominum SIENINSKI Decanum Gnesnensem, Præpositum Cracoviensem ad Ecclesiam Sancti MICHAELIS Officialem Generalem Gedanensem, Generosum JACOBUM DUNIN Regentem Cancellariæ Majoris Regni, Venerabilem MICHAELEM WÆZYK Archidiaconum & Officialem Generalem Varsaviensem, Prælatum in Cathedra Posnaniensi, Generosum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Posnaniensem, Venerabilem ALOISIUM HUMANSKI Ecclesiæ Cathedralis Culmensis & Insignis Collegiatæ Varsaviensis Canonicum, Secretarium Nostrum Judiciique Assessorem, Generosum JOANNEM KZEWSKI Succamerarium Mariæburgensem, JOSEPHUM NAKWASKI Capitaneum Ciechanoviensem, PAULUM JAROSZEWSKI Vexilliferum Plocensem, FRANCISCUM PONINSKI Dapiferum Posnaniensem, JOANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWSKI Plocensem, MICHAELEM KALSZTEIN Mariæburgensem, Judices Terrestres, IGNATIUM DAMBSKI Juniviadislaviensem, JOANNEM PIWNICKI Culmensem Notarios Terrestres, CASIMIRUM PIWNICKI Ensiferum Livoniæ deputaveramus: iisdemque commiseramus, utsi ex Scrutinio aliqui Principales motores Tumultûs & violentiarum illatarum Combustionisque Imaginum & blasphemiarum apparerent esse rei, tales stricto Arresto & Sequestro, apud Nobilem Magistratum Thorunensem detineri mandarent, eosque ad parendum judicato, pro sumendis pœnis idem Magistratum Thorunensis statuere teneretur, ipsi injunxeramus, Terminumque Partibus post expeditam nec ne Commissionem præfatam coram Nobis Judicioque Nostro conservaveramus peremptorium. *Qui Commissarii supra specificati* cùm ad Civitatem Thorunensem condescenderent, ibidemque in Prætorio Jurisdictionem suam Commissorialem fundarent, & post inscriptam Partium Comparitionem, ad excipienda Confessata libera nonnulliorum Inculpatorum, demum ad Inquisitiones auscultandas processerunt, Juramenta super incorruptos Testes Partibus præstare demandarent, quæ de facto ab ipsis sunt præstita, postque præstita, Testes Oculatos Speciali Regestro connotatos ac Partibus adinvicem communicatos, inducere injunxerunt, quos Testes ex Parte Actorea Viginti Sex, & ex Parte Citata itidem Viginti Sex inductos, pravils juramentis super fideli depositione, cum Monitione de perjurio, juxta Interrogatoria a Partibus porrecta, & ad invicem Parti per Partem communicata examinarunt, auscultarunt,

ANNO 1724. runt, Testimoniaque eorum connotaruut, post quas Inquisitiones per Partes eductas, quoniam ex iisdem Inquisitionibus eductis nonnulli Principales Motores tumultûs & violentiarum Combustionisque Imaginum ac blasphemiarum redarguerentur esse rei; ideo inculpatos, utpote Graurok Capitaneum Militiæ Civilis Thorunensis, Famatum Zylber Civem Apothecarium & Capitaneum Divisionis Veteris Civitatis Thorunensis, Famatos Walter Civem & Capitaneum Divisionis Plateæ Pontalis Civitatis Thorunensis, Macieiowski & Westphal Famulos Vice-Præsidis, Swiderski Famulum Præsidentis, Joannem Kall Wach-Magistrum Militiæ Civitatensis, Katwiza Civem & Lanionem Novæ Civitatis Thorunensis, Haffi Civem & Pistorem, Schultz Acoarium, Hertell Coriarium, Mohapt Civem & Propinatorem liquorum, Joannem Mersz, Joannem Wæz Cives & Sutores Thorunenses, Westphal Studiosum Gymnasii, pro majori & sufficientiori informatione Criminumque perpetratorum enucleatione; siquidem nonnulli ad Corporales Inquisitiones destinari deberent, ad Nos Judiciaque Nostra remiserant. Quos modo præmisso connotatos Inculpatos, Nobili & Spectabili Magistratui Thorunensi in Sequestrum tradideraut, utque eosdem coram Judicio Nostro statueret, eidem Magistratui mandaverant, idque sub onere Causæ & Criminali pro non statutis responsione, alios vero Inculpatos, videlicet Leban, seu Falsbakier, Jarka Teyblingier Oberkram, Scribam Famati Zylber Apothecarii, Scribam Famati Kleybe, Ernestum Turkowski, Scribam Famati Heyna, Marifabrum aliàs Mularczyka, Civitati Thorunensi meliùs notos, Lignifabrum aliàs Ciesielczyka, Guttbrodt Lignifabrum, Fick Aurifabrum, Nagorny, Conradum Grunau, Godefredum Krygier, Gymnasii Thorunensis Studiosos, Alexandrum Civem Chirurgum, Bazylei Sutorem Germanicum, Doliatorem alias *Bednarczyka*, in Platea Carnificis apod Viduam Magistram famulantem; Krauza, Berent, *Bedka* Cives Laniones, Christianum Sartoreæ Artis Socium seu Famulum Famati Kraux, Famulum Famati Szalkoser Civis Perukarii, sub signo Aurei Cervi manentis, Klebera strangularium, alias *Powroznika*, Famulum Famati Berkla Mercatoris, Jacobum Malou, Scribam & puerum ignotum, Famulos Famati Tesmer, nonnullos jam Arresto præventos, cæteros captivandos, & strictiori Carceri mancipandos censuerant, eosdemque arctæ Custodiæ Nobilis & Spectabilis Magistratûs Thorunensis, usque ad finalem decisionem Causæ tradideraut, sub rigore superiùs expresso. Reliquos quoque Inculpatos videlicet Famatum Heyna Apothecarium, Godefredum Pantel Civem, Aurigam seu famulum Famati Heyna Acatholicum, Scribam Famati Fengier, Nathanaelem Blumszwei, Samuelem Werner, Scribam Famati Daukmacer, Christianum Kranz, Famatum Szweyeman Scribam, puerum sub signo Albi Equi, Famati Posina Perukarii Famulum, Famulum Hannau, Viduæ Filium, Studiosum Scribam Helszt, Famati Resteusecher, puerum Famati Fengier Godefredum, Ludovicum famulum Nobilis & Spectabilis Schultz Proconsulis, Gryffald puerum Famati Reycha, Andream Famulantem ad Officinam librariam Civitatis, Artis Mensaturiæ famulum vulgo *Stolarczyka*, Honesti Kinast Magistri, Filium Juniorem, Famati Raufihowa, Studiosum Gymnasii, Gottlibum Filium de Villa Lubicz artis papyraceæ Magistri, Coriarium *Nosek*, ex Nova Civitate, Scribam Famati Szterna, Famulum Lanionis habitantem versùs Ecclesiam Sanctæ MARIÆ Matris DEI, Wluter Nobilis Præsidentis, Cornelium Civitatis Famulos, Bebier *Perukarza*; Joannem foralium Civitatis Thorunensis Exactorem vulgo Szarpacz dictum, inhærendo Decreto Nostro præfato, stricto Arresto & Sequestro apud Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunensem detinendos & si opus fuerit ibi ubi de Jure venerit pro pœnis de iisdem sumendis, statuendos, sub rigoribus superiùs expressis sententiaverant. Famatus verò David Heyder Civis & Mercator Novæ Civitatis Thorunensis licèt quidem a Parte Actorea inculparetur & ex educto Scrutinio Immunitatis Ecclesiasticæ per eundem violatæ redargueretur esse reus, verùm quoniam in Tractu Commissionis præfatæ sponte & liberè Fidem sacram Catholicam Orthodoxam, in Ecclesia Thorunensi Sancti JOANNIS amplexus esset, idcirco Parte Actorea pro eodem instante, eundem in Fidejussionem Partis Actoreæ Venerabilis Collegii Thorunensis Societatis JESU relinquendum esse censuerant, usque ad ulteriorem Causæ præsentis decisionem, cum hac adjecta declaratione ut liberum esset Famato Heyder absque ulla molestia, per omnes Civitatis Ordines inferenda, Commercia sua tractare, Bonis & fortunâ suâ uti, frui, & ad velle ac beneplacitum suum iisdem disponere, sub pœna seorsiva ANNO 1724. super refragarios præfatæ Declarationi Commissariorum Nostrorum per Judicium nostrum irroganda, & extendenda. Nihilominus is idem Famatus Heyder, quoniam Supplicationem per Partem Actoream Fidejussoriam ad Judicium Commissariorum interponeret, idque pro eo, quatenus Famatus Radzki Civis & Mercator Thorunensis, Filium ejus in Tractu Commissionis apud se existentem sibi Patri extraderet, Ille verò in contrarium Fidei Orthodoxæ procedendo, verius ne pietate Patris permotus fidem Sacram Orthodoxam amplexaretur, eundem extra fines Regni malitiosè evexit, ucque evectum post trinas Declarationes Judicii præfati Commissorialis, Patri suo restitueret; Idcirco habita ratione postpositionis Authoritatis Commissorialis, tum & Paterni Juris Naturalis convulsionis, eundem pro sumendis pœnis de ipso ad Nos Judiciaque Nostra remiserant. Porro quoniam ultra superiùs expressos Inculpatos ex Scrutinio coram Judicio Commissoriali expedito, compertum esset Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgrabium Nostrum, Joannem Godefredum Resner Præsidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præsidentem Jacobum Meysner, Andream Cymermam Consules Thorunenses inter inculpatos intrâsse, tamen habita ratione Regiminis & dispositionis totius Civitatis Nobilibus & Spectabilibus Gerhardo Thomas Burgrabio, uti senio grandi provecto, atque Nobili Jacobo Meysner Consuli prædicti Nobilis Burgrabii (in casu debilitatis) Officii Adjutori Cautionem juratoriam observata Juris jurandi solennitate, coram Imagine Crucifixi Domini Nostri JESU Christi in eam juramenti rotham; prout Juri & Judicato Nostro post finalem decisionem Causæ parebunt, neque se à Regimine Civitatis Thorunensis alienabunt, neque ab executione Decreti disparebunt, Ita eos DEO Omnipotente & Sancta JESU Christi Passione adjuvante, præstare demandaverant, quam Cautionem de facto præstiterunt. Quantum attinet Nobiles & Spectabiles Godefredum Resner Præsidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præsidentem & Andream Cymermam Consulem Civitatis Thorunensis eosdem detineri a tribus Ordinibus Civitatis prædictæ usque ad finalem Causæ decisionem Decretique Nostri Executionem injunseraut, sub rigore supra expresso, Nobilem verò Vedemeier Secretarium Civitatis similiter inculpatum, quoniam pro eodem cautio Literatoria à Tribus Ordinibus Civitatis Thorunensis Intercederet, ideo eundem unà cum aliis Varsaviam remittendis inculpatis, sistendum se se, sive statuendum coram Judicio Nostro mandaverant, iisdem sub Rigore supra expresso. Quo peracto iidem Commissarii Nostri, ad visionem desolationis ab intra & ab extra Collegii Thorunensis Societatis JESU, & Scholarum, per Tumultum impium Civitatis Thorunensis factæ & perpetratæ, ad Instantiam Partis Actoreæ se se contulerant, ac juxta officiosam ante Terminum Commissionis per Partem Actoream conscriptam in plenissima forma Juris Visionem, viderunt & optimè animadverterunt omnia taliter nefariè facta, & per Tumultum perpetrata esse, prout in conscripta officiosè visione continebatur. Quâ taliter facta personali visione ad enixam Supplicationem Incolarum Catholicorum utriusque sexus, tum & apud Cives Thorunenses Dissidentes famulantium, ne iniquis extorsionibus, post expeditam Commissionem a Superioritate Civitatis Thorunensis aggraventur, & angariaentur, præcipuè in expensas causæ præsentis erogatas & erogandas, quoniam in illas violentias & Crimina per Tumultum Dissidentium perpetrata, nullatenus influerent & se immiscerent; idcirco eosdem ab omnibus extraordinariis sub prætextu Ordinariæ Contributionis exactionibus extorsionibus & injuriis liberaverant, sub seorsiva animadversione Judicii Nostri, quantum attinet Ephraim Olloff Ministrum Augustanæ Confessionis Civitatis Thorunensis, quoniam primo ad Judicialem Commissionis requisitionem, secundariò ad Juridicam Termino tacto ex mente Judicii Commissorialis Citationem, contumacem se se præberet, neque ad præstandam Informationem tam ratione Gymnasistarum, in sæpenominatum Tumultum intrantium quàm & ratione Scripti Pasquinosi foribus Collegii Thorunensis Societatis JESU affixi, tum & ad dandam justificationem ex Persona sui in Puncto objectæ sibi certæ cum vicinis Civitatibus Acatholicis correspondentiæ; & factionis, in præjudicium Fidei Orthodoxæ & Personarum Catholicarum Thorunii, in Obsequiis variis existentium coram Judicio Commissoriali comparere renueret, Christophorus quo-

Anno 1724.

quoque Giereth Senior Minister Thorunensis Augustanæ Confessionis quoniam Scriptum certum læsivum Typo Civitatis Thorunensis impressum, varias calumnias contra Sacram Sedem Apostolicam, Fidem Orthodoxam tum & statum Reipublicæ in se continens Nobili & Spectabili Jacobo Meysner Consuli Præsidi Cameræ & Scholiarchæ Gymnasii, in applausum Fœderis Conjugalis & contemptum durantis Commissionis dedicare, ac varia per loca plurima offerre exemplaria, variis Personis ausus esset, & temerè præsumeret, neque ad justificationem Scripti sui læsivi & calumniosi, licèt multoties per Secretarium Civitatis Thorunensis vocatus, coram Judicio Commissoriali comparere vellet, imò se a Comparitione abstraheret, Idcirco utrosque pro disjudicatione ratione præmissorum omnium, ad Nos Judiciaque Nostra remiserant & comparere sub rigore pœnarum contra Calumniatores Legibus Regni descriptarum mandaverant. Ad extremum Indicentes omnes, videlicet Conventum Thorunensem Sanctimonialium Ordinis Sancti Benedicti, Conventum Thorunensem Ordinis Prædicatorum Sancti Dominici, Venerabilem Severinum Szczuka Episcopum Joppensem Suffraganeum Archidiaconum & Officialem Generalem Culmensem Præpositum Ecclesiæ Parochialis Thorunensis Sancti Joannis, singulos pro suo Interesse, atque Conventum Ordinis Sancti Francisci, ratione proprietatis Ecclesiæ Beatissimæ Mariæ Virginis nullitèrque ejusdem Ecclesiæ per Acatholicos Civitatis Thorunensis ac Monasterii sui, per eosdem, in Gymnatium conversi, Possessionis, quoniam Pars Citata eisdem Indicentibus se se opponeret, licèt connexionem cum causa præsenti habere nonnullæ Indictiones viderentur, ne tamen Parti Citatæ aliquod præjudicium inferretur, ad Nos Judiciaque Nostra pro disjudicatione & Partes cum paratis Inquisitionibus remiserant, conservando iisdem Terminum Peremptorium, à qua Sententia Commissoriali Appellationem Citata Pars ad Nos Judiciumque Nostrum interposuerat, eamque non admissam, extraditis Citationibus Prosecutorialibus prosecuta est, Decreto Nostro supra de Actu specificato, & Actu Commissoriali Sabbatho post Festum Exaltationis Sanctæ Crucis, proximo Anno præsenti, Millesimo Septingentesimo Vigesimo Quarto expedito, tum Citationibus Prosecutorialibus in se latius præmissa enarrantibus. *Quo in Termino* ex præfata Remissa conservato, & ex Prosecutionibus per Citatos extraditis, provenienti, dum Partes hic Varsaviæ Feria Quinta ante Festum Sanctorum Simonis & Judæ Apostolorum proxima, die Vigesima Sexta Mensis Octobris Anno præsenti, & quidem Actorea Generosus Wyrozembski Instigator Regni personaliter. Religiosi Casimirus Czyzewski Collegii Thorunensis Rector, Matthias Przanowski Presbyter, Jacobus Piotrowicz, Martinus Wolanenski Fratres Societatis Jesu personaliter, suis & aliorum Nominibus cum Nobilibus, Michaële Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citata verò Pars per Nobilem Christianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunensis personaliter, cum Nobilibus Chrysosthomo Boguszewski & Francisco Cygler, judicialiter additis Defensoribus, coram Nobis Judicioque Nostro comparerent, eundemque Terminum attentarent & secum de admissibilitate & Prosequibilitate Appellationis, legalitateque nec ne Sententiarum Commissorialium controverterent, atque Venerabilis Antonius Donacki Ecclesiæ Sancti Laurentii extra Mœnia Thorunensis Præpositus, uti Venerabilis Severini Szczuka Suffraganei Culmensis, & Præpositi Ecclesiæ Sancti Joannis Thorunensis, & simul Communitatis Catholicæ Thorunensis Plenipotens, personaliter tum Nobilis Albertus Wiuszkiewicz Plenipotens Pellionum Catholicorum Thorunensium & Venerabilis Michaël Hankiewicz Plenipotens Venerabilis Abbatissæ Deodicatarum Monialium Regulæ Sancti Benedicti Conventûs Thorunensis personaliter, nec non Religiosus Bonaventura Murczynenski Ordinis Sancti Francisci de Observantia, tum ejusdem Nominis Religiosus Kopaczewski Commissarius Terræ Sanctæ Ordinis ejusdem Conventûs Varsaviensis, suis ac totius Provinciæ suæ Nominibus personaliter, cum Nobili Antonio Cieszkiewicz ad Causam præsentem cum Juribus suis ad Ecclesiam Beatissimæ Mariæ Virginis Thorunensem, habitis intervenirent, & se indicerent, *Nos cum Consiliariis & Jurisperitis* Nostris Causam præsentem ad Feriam Secundam proximè futuram rejecimus Terminum Partibus conservando, pro quo Termino Partibus Utrisque Inquisitiones in Judicio nostro reponere mandavimus sub onere Causæ. *In Termino itaque hodierno* ut supra ex Rejectione conservato, legitimè adpræsens provenienti & hucusque continuato Partibus prænominatis, Generosis Uladislao Wyrozembski Instigatore Regni, & Adamo Dorægowski Vice-Instigatore Regni, tum Religiosis Casimiro Czyzewski Rectore, Matthia Przanowski Presbytero, Jacobo Piotrowicz, & Martino Wolanenski Fratribus Societatis Jesu personaliter, suis & aliorum, totius Collegii Thorunensis Societatis Jesu Nominibus cum Nobilibus Michaële Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citatis verò & incarceratis, per Nobilem & Spectabilem Joannem Fridericum Hawensztеyn Consulem, Honoratos Godefredum Augsztyn Scabinum, Jacobum Gemeyner, & Andream Kircheysen, Sexaginta Viros, atque Nobilem Christianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunensis, suis & aliorum Nominibus personaliter, cum Nobilibus Chrysosthomo Boguszewski & Francisco Cygler Defensoribus judicialiter additis, coram Nobis Judicioque Nostro comparentibus eundemque Terminum attentantibus, & Actoribus quidem scilicet Rectore totoque Collegio Thorunensi Societatis Jesu, ex Citatione sua tum Protestatione, coram Actis Castrensibus Kovalevienfibus Feria Quarta in Vigilia Festi Sancti Laurentii Martyris, anno nunc currenti facta proponentibus, exhibitisque visione per Providum Albertum Kupczewicz, Ministerialem Regni Generalem in Præsentia Generosorum Officialium Terrestrium, Collegii & Scholarum Thorunensium, desolationum bene & diligenter in loco Loci, in recenti conscripta, & eorundem Generosorum Officialium Terrestrium, ibidem præsentium Manibus subscripta, & per oblatam circa ipsius recognitionem, ad præfata Acta Castrensia Kovaleviensia, Feriâ Quarta post Festum Beatissimæ ac Gloriosissimæ Virginis Mariæ Scapularis, proxima, Anno itidem currenti, porrectæ, nec non obductione sub eodem Actu Vulnerum lividorum, converberationum, obsanguinolationum, Religioso Casimiro Czyzewski, & Fratribus Andreæ Gaykowski ac Josepho Rozanski ejusdem Collegii Societatis Jesu Thorunensis circa violentam, per Guerrham tumultuariam Plebis Communitatis Thorunensis Collegii præfati Invasionem inflictorum facta, tum Arresto officiosè imposito, super Personis Davide Heyder, Leban Falsbakier, & aliis violentiarum & Criminum in Citatione & Protestatione Specificatorum Patratoribus, in Relatione ejusdem Arresti, coram Actis Podgoriensibus, die Sexta Mensis Septembris, per Providum Albertum Kupczewicz Ministerialem Regni Generalem recognita, expressis, iisdemque productis, & Actu Commissariorum Nostrorum suprаspecificatorum judicialiter perlecto, Remissas præfati Judicii Commissorialis ad nos & Judicium Nostrum factas expediri, & contenta suæ Citationis decerni petentibus, Generosis verò Joanne Uladislao Wyrozembski Instigatore & Adamo Dorengowski Vice-Instigatore Regni, pro tantis sceleribus in Deum & Beatissimam Virginem Mariam & Sanctos, ac fidem & Religionem Catholicam Romanam in hoc Regno Dominantem, perpetratis, tam Præsidentem, quàm & totum Magistratum ac Plebem Acatholicam tumultuantem pœnis Criminalissimis, toto Christiano Orbi exemplaribus, nempe Concremationis in vivis circa extractiones linguarum a tergo, per Executores Justitiæ affici, Fana eorum Lutheranica, Gymnasium, & Thypographiam totamque mobilem & immobilem cujusvis substantiam confiscari, Ecclesias antiquitus Catholicas, per eosdem inde possessas, anteactis Possessoribus Catholicis adjudicari, & ne quispiam Lutheranus in futurum in Murata Civitate Thorunensi habitare, vel pernoctare audeat, severè prohiberi, postulantibus. Jam verò eorum specialibus Delatoribus, Religiosis Fratribus Martino Wolanski, & Jacobo Piotrowicz, ob non statuitionem Inculpatorum Arrestatorum Principalium & Comprincipalium, ac Complicum, in sequestro Nobilis Magistratûs Thorunensis, ad Tenorem Decreti Nostri per idem Judicium Commissoriale relictorum, sub onere Causæ, & Responsionis in ordine ad examen illorum Judiciale, & destinationem nonnullorum ad Inquisitiones corporales, injunctam & demandatam, pœnas Contraventionis tam super Nobili Magistratu, quàm Ordinibus Civitatis extendi, & nihilominus quatenus Domino Nostro & Commissoriali in instanti satisfaciant eosdemque Inculpatos Arrestatos, & sequestratos, tum Filium Famati Heyder Civis Thorunensis, noviter Catholici facti,

coram

Anno 1724.

coram Judicio Nostro sub forti eaque Militari Executione, & onere Causæ, statuant, ante omnia decerni, & circa Decreta Commissorialia se Actores conservari petentibus: Tandem in ulteriori tractu eadem Parte Actorea Inquisitiones coram Judicio Commissoriali expeditas, in occlusis & sigillatis Rotulis, satisfaciendo Decreto Nostro producente, & in Judicio reponente, ad lectionemque earundem Inquisitionum condescendi ac Remissionem expediri, & pœnas ut supra tum & ratione Contraventionis Decreto Commissoriali seorsivas decerni postulante. *In contrarium* Parte citata & Prosecutionum Actorea, Appellationem à Sententia Commissoriali ad Nos Judiciumque Nostrum interpositam, admissibilem fuisse, & ad præsens prosequibilem esse Sententiamque eandem Commissorialem cassari, statuitione Inculpatorum Varsaviæ coram Judiciis Nostris injuncta, se liberari supplicante, atque contra Testes nonnullos exceptiones suis in Scripto producendo tum & Rotulum inquisitionis suæ eductæ, occlusum & obsigillatum reponente. *In oppositum* Actorea Parte, locum prætensæ admissibilitatis & Prosequibilitatis appellationis non esse, nec à pœnis Contraventionis Decreto Nostro & Commissoriali ipsos liberari posse, propterea: Quia vigore Juris Culmensis & Saxonici, stante pede a Decretis Commissorialibus non appellarunt, neque intra decennium juxta observationem Reverendissimi Lipski & continuam Curiæ Nostræ Praxim, extraordinariè de prosequenda protestati sunt, imò eadem Decreta per Juramenta super incorruptione Testium, tum de stando Juri, & parendo judicato in Actu Commissoriali præstita, acceptarunt, Testesque quos inducere voluerunt & Notulam ipsorum subscripserunt ad Interrogatoria ipsorum examinari & Interrogatoria Partis Actoreæ ipsis communicata fuerint, nullumque gravamen eis illatum sit, & quia ab accessoriis & in Puncto Statuitionis, Vigore Constitutionis Regni Anni Millesimi Sexcentesimi Septuagesimi, Appellationes prætensæ admissibiles & prosequibiles non sint, sitque ejusmodi petitio præpostera, uti post Decretum Judicii Nostri demandatæ repositionis Inquisitionum, excipiendo, dicente, ac ideo cum non constet de gravamine, assertam appellationem improsequibilem esse inferente, interveniente quoque ad Causam præsentem Religioso Provinciali Ordinis Sancti Francisci Minorum Conventualium & interventionem suam admitti, atque se circa Jura sua ad Ecclesiam Beatissimæ Mariæ Virginis habita, conservari, Religiosorum verò Bernardinorum interventionem ad Ecclesiam eandem factam, rejici supplicante. Interveniente quoque Religioso Rectore totoque Collegio Plocensi Societatis Jesu, per Religiosum Andream Rudkowski Societatis Jesu, ratione Juris & Prætensionis, ad eandem Civitatem habita, interventionemque suam admitti postulante. *Nos cum Consiliariis & Jurisperitis Nostris*, auditis Partium Controversiis, allegationibus & defensis, suspensa cognitione Admissibilitatis & Prosequibilitatis Appellationis, legalitatesque nec ne Sententiarum Commissorialium ad lectionem Inquisitionum per Partes repositarum, Juramento comprobatarum, condescendimus. Quibus lectis & per omnes circumstantias matura Deliberatione discussis, siquidem Judicio Nostro patet & sufficienter deductum est, quòd in Civitate Thorunensi, (quæ olim tota fuit Catholica) Cives, Incolæ & Populus Augustanæ Confessionis Acatholicæ, abutendo Beneficio Reipublicæ, Religionem ipsorum hoc in Regno Catholico tolerantis, aliquoties jam (uti Acta restantur) insolenter & violenter tumultus & Seditiones contra Catholicos & Spirituales Personas excitavit, & nunc recenter, in contemptum ejusdem Fidei Orthodoxæ Romanæ, perturbationemque Pacis & tranquillitatis Publicæ, ac in Convulsionem Legum & Constitutionum Regni præcipuè Anni Millesimi Sexcentesimi Septimi, quæ Religiosis Societatis Jesu, & Studiosis Scholaribus in Civitatibus Terrarum Prussiæ, singulariter in eadem Civitate Thorunensi, omnem præcavit securitatem, improbâ temeritate & audacia ducti, ex levi causa dejectionis videlicet galeri de capite cujusdam Acatholici irreverenter Processionem cum Sanctissimo Sacramento, in Solennitate Festi Sacratissimi Scapularis Beatissimæ Mariæ Virginis per Cæmeterium Ecclesiæ Sancti Jacobi, Religiosarum Monialium Ordinis Sancti Benedicti, Anno præsenti celebratam, propè stando intuentis, per Studiosum Catholicum Zelo cultûs Divini ductum, factæ, eundem Studiosum in Cæmeterio Ecclesiæ præfatæ sprêtâ illius immunitate, Famatus Heyder colaphisavit, & cum Famato Karviza aliisque Concivibus suis, ex Cæmeterio violenter extraxit, ac Custodiæ Militari Civili tradidit, ad postulationemque Studiosorum, tam idem Heyder quam Nobilis & Spectabilis Resner Præsidens, eundem Studiosum ex Carcere dimittere noluerunt, imò in Crastino alterum Studiosum propterea acsi quòd precibus suis tam eidem Famato Heyder, quàm & Nobili ac Spectabili Resner Præsidenti molestus esset, incarcerari fecerunt; talique incarceratione & ad crebras preces Studiosorum denegata illorum excarceratione, eosdem Studiosos Catholicos Polonos, ad abducendum vicissim Gymnasistam Acatholicum, ad suos Scholas provocârunt, tumnitumque & guerrham iidem Acatholici excitârunt, quem tumultum Nobilis & Spectabilis Præsidens (sub cujus Potestate Populus Thorunensis erat) prout ad initium non compescuit, ita postea, cùm idem tumultus invalesceret nullum Consilium cum Civitatis hujus Consulibus, de sedando tumultu fecit, qui tumultuans Populus, dimissione Gymnasistæ Acatholici Studiosi non contentus, animis ferocibus & magna vi ac impetu cum Armis primò Scholas, demum & Collegium Religiosorum Actorum effractis & exsecatis foribus invasit, Hypocausta Cubicula, Scamna, Sellas, Cathedras, fornaces, fenestras, Sacellum, Congregationes binas Beatissimæ Virginis Mariæ, & in iis Altaria duo in particulas securibus confregit, tandem & Imagines Crucifixi Salvatoris Nostri, Deiparæ multorumque Sanctorum dilaceravit, acinacibus confodit, dissecavit, & nonnullas imagines statuamque Deiparæ, & Sanctorum Regni hujus Patronorum, ac aliorum exportando accenso igni in platea ante Domum Nobilis & Spectabilis Zerneke Vice-Præsidis imposuit, & combussit, & per hunc ignem Imagines cremantem saltando, varias blasphemias, effrenatis in omnem licentiam linguis, effutire præsumpsit, Religiosum Rectorem & duos Confratres ejusdem Societatis Jesu convulneravit, converberavit (uti obductiones loquuntur) ex quibus unus concussus, de vita periclitatur, ac post cessatum (quinque circiter horis) durantem tumultum in sceleratos tumultuantes Cives & Incolas, præfatus Nobilis & Spectabilis Resner Præsidens advertere, & inquirere tanta Crimina neglexit, impunitaque reliquit, & apertè se conniventem huic tumultui contra paucos Studiosos, ex Minoribus Scholis, (ex Majoribus enim jam vacabant) circa Collegium commorantes, & contra Actores excitato, reddidit, Nobilis quoque & Spectabilis Zerneke Vice-Præses ex vicina Scholis & Collegio Actorum Domo sua lapidea, per fenestram aspiciendo, tumultuantes Cives ad sedandum hunc tumultum (uti ex Officio suo tenebatur) se non applicavit, imò ut Milites, & Cives, Bombardas ad Studiosos exploderent, mandavit, ignemque ante suam Domum lapideam & in eo Combustionem Imaginum passus est, & nisi ad finem tumultûs eum extingui curavit. Ideo ex præmissis & aliis rationibus Judicialiter illatis, & deductis, memoratos Nobiles & Spectabiles Resner Præsidem & Zerneke Vice-Præsidem Thorunenses, pœnas Criminales succubuisse adinvenimus, & decernimus, Quatenus Religiosi Actores, per Religiosos Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski Fratres Societatis Jesu, vel unum ex illis, eosdem Nobiles & Spectabiles Resner & Zerneke, cum sex Testibus sibi genere similibus, Secularibus Personis, Juramento coram Commissariis Nostris ad Executionem Decreti Nostri præsentis assignatis, convincant, & quidem Nobilem & Spectabilem Resner Præsidem in eam Rotham. Quia ipse per carcerationem Studiosorum, ex levi causa, & non dimissionem eorum, ad preces Studiosorum, occasionem tumultûs dedit eumque tumultum sedare potuit: & non sedavit, imò propter non adhibitum Consilium Magistratûs, & per Mandatum Militibus ac Decurionibus datum, tumultum eundem auxit, & culpa ejus invasio & devastatio Collegii & Scholarum ac Sacrarum Imaginum dissectio, & combustio à tumultu facta est, pœnasque Criminales promeruit. Jam verò Nobilem & Spectabilem Zerneke Vice-Præsidem in eam Rotham: Quia ipse quoque ad tumultum sedandum ex Officio se non applicavit, eumque per data Mandata ad explodendas Bombardas, ad Studiosos Catholicos in Cæmeterio & in Scholis se continentes auxit, Combustionemque Sacrarum Imaginum ante suam Domum conniventer passus est, & dissimulavit, ac pœnas Criminales promeruit, ita illos vel illum & Testes Deo & Passione Christi adjuvante, quod Juramentum postquam Actores præstiterint, ex tunc utrosque tam Resner Præsidem quàm Zerneke Vice-Præsidem Thorunenses, Capite plectendos esse sententiamus, Bona-

Anno 1724.

ANNO 1724.

que Resner Præsidis omnia confiscamus, Actuales antem Cæmeterii Scholarum & Congregationum, ac Collegii Thorunensis Societatis JESU Invasores, violentiarum manuales Patratores, & Principales hujus tumultus Authores quos Inquisitiones eductæ arguunt esse reos, utpote Heyder, Mochaupt, Hertel, Hans Krysztoff *Malarczyk*, *Cieslelczyk* ignoti Nominis, Bekier *Guzikarz*, *Mersz. Wyz.* Sutores. capitibus plectendos esse statuimus, tum & alios non solum Invasores, sed & blasphematores, Imaginum Combustores, & quidem Karwiza Lanionem, Schultz, *Igiarz*, Hafft, *Piernikarz* prævia amputatione manuum dextrarum, nec non Gutbrodt, capitibus similiter plecti debere, idque in Foro publico Civitatis Thorunensis vel alio ibidem suppliciorum loco solito in Theatro, sententiamus, prævia tamen simili horum Omnium supraspecificatorum per Religiosos Actores prænominatos, ut supra juratoria Convictione, prout objectorum Criminum sunt rei, & ejusmodi pœnas promeruerunt, Corpora eorum & quidem Corpus Karwizy in quatuor Partes dilaniatum, & aliorum blasphemorum Szultza Haffta, Gutbrota, extra Civitatem rogo imponantur & comburantur. Jam vero Nobilis & Spectabilis Gerhardus Thomas Burgrabius, & Cymerman Consul prædictæ Civitatis Thorunensis, tumultûs Spectator, qui ad sedandum hunc tumultum (uti ex Officiis suis tenebantur) non concurrerunt, tam à Burgrabiali, quàm Consulari Officio utrosque removemus, ac privamus, & inhabiles horum Officiorum esse declaramus, & præterea, quatenus sessionem turris Civilis Thorunensis, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediantur, eandemque Cymerman per spatium dimidii Anni, & Gerhardus Thomas per duodecim Septimanas contineant, & expleant, decernimus sub pœna Infamiæ inibidem coram Commissariis Nostris sive in Judicio Nostro publicanda. Quò ad Personas Nobilium & Spectabilium Meysner Consulis, & Wedemeyer Secretarii, propiores eosdem Citatos ad evasionem juratoriam adinvenimus, idque in eam totham Nobilem Meysner; Quia de tumultu inchoato nescivit, & ad finem ejus domum veniendo, media sedandi illius non habuit, jam autem Wedemeyer: Quia lapidem contra Collegium Actorum (uti ipsi objicitur) non projecit, neque tumultum & violentias Actoribus illatas cooperatus est, idque cum tribus quisque Testibus, sibi genere similibus Possessionatis, Quibus juramentis præstitis, liberos fore debere à pœnis pronuntiamus. Quò ad Personas Graurok Præfecti Militiæ Civilis, & Famati Zylber Apothecarii Ductoris unius Quartieræ, quoniam ipsi manum fortem habentes, eundem tumultum non sedârunt, imò contra Studiosos Catholicos, Scholasque eorum, non autem contra tumultuantes Bombardas exploserunt, & per recessum suum à Scholis easdem & Collegium indefensum injuriæ Populi tumultuantis reliquerunt, idcirco licèt pœnam Capitis jure merito succumbere deberent, quia tamen id ex Mandato Præsidis factum fuisse dignoscitur, (quod aliàs in tali casu attendere non debuerunt) ad minores descendendo, decernimus quatenus uterque redimendo caput, fundum Turris Civilis Thorunensis in una ab Actu inchoatæ futuræ Commissionis Septimana ingrediantur. ejusque Sessionem per Annum & sex Septimanas contineant, & expleant & in egressu de eadem Turri Zylber centum Aureos, Graurok verò Quinquaginta in vim Mulctæ Actoribus solvant, statuimus Facturi sunt Præmissa iidem Citati sub pœna Infamiæ, & colli, ac libera captivatione, in ibidem coram Commissariis Nostris, sive in Judiciis Nostris in casu contraventionis huic Decreto publicanda. Reliqui autem Citati, quos Inquisitionis eductæ circa invasionem Actorum præsentes fuisse, & tumultui se cum Armis immiscuisse demonstrant, licèt tanquam Complices tantorum scelerum eadem pœna quâ Principales criminali puniri deberent, quia tamen de Personali seu Manuali eorum excessu luculenter non constat; ideo decernimus, Quatenus ipsi, videlicet Feyblinger & Leban. Turkowski, Pisareb Famat. Kleyba, Macieiowski, Nagotoy, & Grunau Gymnasistæ, Bednarczyk, redimendo capita fundum Turris, seu Carceris per Commissarios designandi, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediantur, ejusque Sessionem itidem per Annum & sex Septimanas, jam verò Jarka & Pisarek seu Famulus Zylbera per dimidium Anni, Walter Civis Heyna Pisarek seu Famulus longo Janka, Godfrid, Pantel, Westphal, & Krigier Gymnasistæ, Pisarek seu Famulus Famatum Proba Vinopola, Samuel Werner, Famulus Dankmajera Mercatoris Famulus seu Pisarek Szweycmana, Nathanael Pisarek Fengiera, Helszt, Pisarek Rozdayeera, Gryffald Famulus Reych, Filius Hannaowy Viduæ, Alexander Balwierz. Kallwach Magister. Tuchel, Perukarczyk, Famulus Pezyna, Filius Rauzowy Viduæ, Christianus Famulus Krauzy, Perukarczyk sub signo aurei cervi existens, Kleber Pisarek seu Famulus Teysmera, Bedka, Krauz, Berendt Laniones, Pisarek Sztyeny Nosek Bioloskornik, per unum Quartale anni, Carceres Civiles subeant, contineant, & expleant, sub pœna infamiæ & Libera Captivatione, & in egressu de Turri, Famatus Teyblingier, & Leban, tanquam Cæmeterii Ecclesiæ S. Jacobi Invasores, immunitatisque ejus violatores, quisque ex Persona sua, Quinquaginta aureos, & Jarka viginti quinque aureos, Religiosis Monialibus ad dictam Ecclesiam existentibus, alii verò supraspecificati Cives & Famuli Civium Pitarkowie dicti, seu eorum Domini, pro incontinentia ipsorum, quisque ex Persona sua per viginti quinque aureos, Walter verò & Heyna tum & Hannowa Vidua pro Filio suo per quinquaginta aureos, similiter quisque ex Persona sua, in vim mulctæ pro extruenda Columna, & Statua marmorea Beatæ MARIÆ Virginis, in loco, in quo Statua ejusdem Beatæ MARIÆ Virginis & aliæ imagines Sanctorum combustæ sunt (si commodè fieri poterit) aut ei vicino propè Collegium situanda applicandos, ad manus Religiosi Rectoris ejusdem Collegii Societatis JESU solvant, sub similia pœna Infamiæ, in ibidem coram Commissariis Nostris sive in Judiciis nostris publicanda, & ipsa Captivationis pœna, reliquos Famulos scilicet Westphal. Ludovicum Swiderski, Exactorem Szarpacz nuncupatum, tum & pueros seu Tyrones Sweycmana, Fengieraz Podbialego konia. aurigam Heyny, flagellis coercendos & puniendos esse censemus, resolvendoque suspensam in alterius factam & remissam expediendo, appellatione inadmissibili nec prosequibili à Sententia Commissariorum Nostrorum adinventa, Partes circa Sententiam eandem Commissariorum Nostrorum conservamus, cum ea declaratione, quòd non coram Judicio Nostro, sed coram Commissariis infra nominatis, omnes eosdem carceratos, arrestatos, & sequestratos, pro sumendis pœnis, Decreto Nostro præsenti assignatis, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis, sistere teneantur, sub rigore in præfata Sententia Commissoriali expresso. Et quoniam frequenter hi tumultus præ potentia Acatholicorum in Civitate Thorunensi fiunt, eosdemque Magistratus Acatholicus sedare & compescere negligit, imò conniventer se habere in illis consuevit; ideò ad coërcendam faciliùs insolentiam, & licentiam populi Acatholici, tumultibusque ulterioribus contra Catholicos usu jam ferme receptis, in futurum obviando, atque Constitutionem Regni Anni 1638. ad Executionem deducendo, & statuimus, & ordinamus, quatenus abhinc. in futurum in Magistratu Consulari Scabinatu. & sexaginta viratu, ac in Officio Secretariorum, sit medietas Catholicorum, idque per Electionem justa præscriptum Jurium Civitatis (quæ illæsa esse volumus) procedendo in locum demortuorum, vel post ascensum, aut resignationem Acatholicorum ad eadem Officia assumendorum, incipiendo statim post remotos præsenti Decreto à suis Officiis, quos Catholicos in præsentia Commissariorum ad Executionis præsentis Decreti Deputatorum eligent, pariter ad Jus Civile suscipiendum, Contuberniaque sua & Officia Catholicos sine cunctatione admittant & in servitio Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem militum Catholicos semper habeant, idque sub pœna quingentorum aureorum, memorata Constitutione Regni Anni 1638. vallata per Generosum Instigatorem Regni in Judiciis Nostris vindicanda, & sub nullitate Electionis in contrarium præsenti Decreto peractæ. Ut autem cultus Divinus augeatur, & honor læsus DEIPARÆ per Combustionem illius statuæ, & Imaginum Sanctorum, reparetur, Fidesque Catholica in eadem Civitate depressa reflorescat. & propagetur, admissa interventione Religiosorum Ordinis S. Francisci de Observantia, qui soli in Regno Nostro Bernardini vocantur, Ecclesiam Beatissimæ Virginis, antea in Possessione eorundem Religiosorum Ord. S. Francisci de Observantia existentem, tanquam Proprietariis, & ultimis ante occupationem per Acatholicos hujus Ecclesiæ Possessoribus, cum suppellectili Ecclesiastica, & Bibliotheca quæ & qualis intercepta est, & ex Inventario antiquitus conscripto per Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunensem producendo, Ejusdem Ecclesiæ propria esse apparuerit, & Gymnasium, quod ex Monasterio

ANNO 1724.

ANNO 1724.

nasterio eorum Acatholici sibi fecerunt, iisdem Religiosis Bernardinis adjudicamus, ut ipsos Commissarii Nostri ad executionem Decreti nostri præsentis deputati, reinducant, illis committimus, quàm reinductionem Nobilis & Spectabilis Magistratus, & Ordines, & nemo ex Populo Acatholicus Civitatis Thorunensis, seu quævis Persona impugnare audebit, sub pœna Infamiæ, quam decernimus, & Terminum publicandæ coram iisdem Commissariis Nostris, conservamus, Processiones quoquè publicas statis temporibus cum Sanctissimo SACRAMENTO, juxta morem & institutum Ecclesiæ Catholicæ, tum sepulturas processionaliter publicas Catholicorum (sicut olim fuerant) Acatholici impedire & interturbare in eadem Civitate ne audeant, prohibemus & pœnam quingentorum aureorum, aliasque per Judicium nostrum decernendas & extendendas interponimus. Scripta Typis impressa, sarcasmos & convitia in ludibrium & contumeliam Fidei Catholicæ, Ecclesiæque Orthodoxæ, continentia, uti & hymenæa per Giereth Prædicantium Sacra miscendo profanis concepta cassamus, & ad rogum, per Executorem Justitiæ comburenda damnamus, ipsumque Giereth & Olloff Prædicantes, ob non comparitionem coram Commissariis nostris, & in Judicio nostro, non datamque in objectis sibi justificationem, Infames & Proscriptos esse de Regno declaramus, & ut reliqui Prædicantes Thorunenses modeste se gerant, fidem Catholicam & Spiritualem Statum, dictis & scriptis suis famosis non lædant, & Typographia Thorunensis nullos libros & scripta sine facultate Loci Ordinarii & Censura Theologi ab eo constituti imprimere audeat, severè & sub confiscatione Typographiæ interdicimus. Et siquidem ex occasione binorum Studiorum, & Studiosorum, Catholicorum videlicet & Acatholicorum in Civitate eadem Thorunensi, tranquillitas publica sæpiùs turbari solet; Idcirco discrimina quævis turbasque & rixas amovendo, Scholam seu Studium Acatholicum in Civitate tam nova quam Veteri Thorunensi habere interdicimus, ad aliquam tamen Villam viciniorem Civitatis, vel locum extra Civitatem separatum, Scholam seu Studium transportare Acatholicis permittimus, damna causata litisque expensas ad triginta quatuor millia sexcentos bonæ monetæ in Prussia Currentis, per Actores liquidata, prævia realitatis eorum per Religiosum Rectorem coram Commissariis nostris infrascriptis juratoria comprobatione, quatenus Civitas Thorunensis durante Commissione futura Actoribus solvat, demandamus, idque sub Intromissione in Bona huic Summæ adjudicatæ proportionata, Civitatis Thorunensis Patronimica, in præsentia Commissariorum eorundem Nostrorum, per Ministerialem & Nobiles conferenda, quæ Bona per Intromissionem tradita, Religiosi Actores usque ad exolutionem supra specificatæ Summæ, possidere, & usus fructus ex illis percipere debebunt, à cujus Summæ solutione & quavis in litem præsentem Contributione, Catholicos liberamus, confiscataque Bona Resnera Civitati Thorunensi damus & adjudicamus. Religiosos quoque Actores Societatis JESU, nunc & pro tempore existentes, præmonemus, ut Studiosos Scholas suas frequentantes, in modestia, disciplinaque debitâ contineant illosque coërceant, & advertant, ne injuriis, contumeliis, & violentiis, Acatholicos afficiant. Alios autem Indicentes supra specificatos, cum suis querelis, & prætentionibus, ad Commissarios eosdem remittimus, intervenientibus tamen Pellionibus Catholicis, quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunensis, Decreti nostri cum Acatholicis Pellionibus lati satisfactionem injungat, illudque durante Commissione exequatur, ipsi demandamus. Ad extremum Famatus Radzki, qui Filium Acatholicum Heydera (postquam Pater Heyder Catholicus factus est:) de Civitate Thorunensi ad exteros expedivit, coram Commissariis iisdem statuat; ipsi sub pœna mille Talerorum injungimus. Pro cujus Decreti nostri Executione Commissarios nostros, utpote: Magnificos Jacobum Sigismundum Rybinski Culmensem, Ignatium Dzialynski Pomeraniæ Palatinos, Adamum Poninski Gnesnensem, Andream Dabski Brest. Cujaviensem, Casimirum Rudzinski Czernensem, Petrum Czapski Culmensem Castellanos, & Generosos Georgium Lubomirski, Succamerarium Regni, Franciscum Aloisium Loski Varsaviensem, & Minoris Cancellariæ Regni Regentem, Felicianum Grabski Lanciciensem, Antonium Trypolski Kijoviensem Adamum Wilkowski Sochaczoviensem, Succamerarios, Josephum Nakwaski Capitaneum Ciechanoviensem Uladislaum Wyrozembski Instigatorem Regni, Paulum Jarosewski Plocensem Franciscum Czarazowski Varsaviensem, Vexilliferos Franciscum Plonioski Dapiferum Posnaniensem, Josephum Styrocki Siradiensem, Ludovicum Borucki Brestensis Cujaviensem Pocillatores, Casimirum Polanowski, Subdapiferum Buscensem, Joannem Piwnicki Notarium Terrestrem Culmensem, Franciscum Lopacki assignamus, & deputamus, iisdemque committimus, quatenus prævis innotescentiarum suarum Literis, quibus Septimanis ante terminum ponendis, ad Civitatem nostram Thorunensem condescendant, ibidemque absentia nonnullorum non obstante, modò quinque adsint, Jurisdictione sua Commissoriali in Prætorio vel alio loco qui ipsis commodior videbitur fundata, acclamatisque ad præsentiam sui per Ministerialem Partibus, in præsentia earum, tum & Incarceratorum & arrestatorum statuendorum, Decretum præsens nostrum publicari faciant, illudque in omnibus contentis, Punctis, non attentis quibusvis citatæ & jure victæ Partis oppositionibus, rescriptis, appellationibus, citationibus, prosecutionibus, Mandatis, nostris, exportatis vel exportandis, ad Executionem, adhibita etiam forti Militari manu deducant, & deduci curent; quam Executionem, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis & nemo irritare audebit, sub pœnis Legum contra Convulsores Decretorum nostrorum sancitis, & ipsa pœna perduellionis; demum indicentium seu intervenientium ad præsens, prætentiones exaudient, cognoscent, ac pro Jure Justitia & æquitate decident, sopient, vel si complanare poterunt complanabunt, moderabunt, appellatione à sola deffinitiva Sententia, in his duntaxat Indictionibus, Partibus se gravatas esse sentientibus ad Nos Judiciaque nostra salva manente. Actum Commissionis, quo ad indicentium & Intervenientium prætensiones expeditæ, in aperto, Inquisitiones verò si quæ eductæ fuerint in occluso Rotulo Partibus extradent, postquam taliter in rem Indicentibus expeditam Commissionem, Terminum coram Nobis Judicioque nostro comparentibus iisdem Indicentibus conservamus peremptorium, Decreti præsentis vigore. In cujus rei fidem præsentibus Sigillum Regni est appressum. Actum Varsaviæ sub tempus Comitiorum Regni Generalium Feria secunda post Festum SS. Simonis & Judæ Apost. proxima, die 30. Mensis Octobris Anni Domini 1724. Regni verò Nostri 28. Anni Illustriss. & Excellent. Domini, JOANNIS in Slupow SZEMBEK Supremi Cancell. Lomzensis Grauden. Capitanei.

ANNO 1724.

JOANNES SZEMBEK (*L.S.*)

Supremus Regni Cancellarius.

SEBASTIANUS RYBCZYNSKI (*L.S.*)

Decretorium Curiæ Regni Notarius. *Correctum.*

DECRETUM *Inter Coll. Soc.* JESU *Thorunensis,*
Actum Magistr. & Communitatem Thorunen. Civit.

XXXI.

Tractatus sive Conventio inter BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctissimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum pro Dimissione ad Sanctum Sedem* Comacli, *salvis Juribus Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domûsque Attestinæ omnibus tum respectu Possessorii, quàm Petitorii. Actum Romæ 25. Novembris 1724.* Cum PLENIPOTENTIIS, & RATIFICATIONIBUS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale à Vienne.] 25. Nov.

CUm saluti publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, & Cæsaream Aulas Concordiam servari, colique, & post occupatum casu Comaclum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuò institerint, dictum Comaclum in eum in quo prius erat, statum restitui, nec anteà Pacem, Concordiamque futuram: Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cogon-

ANNO 1724.

cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versatu fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse, ea propter momentosum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiario Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas, munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut suprà in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comacli, salvo cujuscunque Jure, convenerunt, videlicet:

Primò, Promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolicâ, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacli sive ante, sive per, sive etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacrâ Cæsareâ Majestate, Serenissimâque Domo Austriacâ quidpiam postulaturos, neque etiam à Subditis, & Incolis Comaclensibus eo nomine ullos indemnitatis, aut reparationis sumptus exacturos, quinimò vi hujus Articuli omnes illas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitùs sublatis perpetuò habendas esse.

Secundò, Possessionem Comacli à Sacrâ Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restituatur ut priùs, itâ scilicet, ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio, vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia tam respectu Possessorii, quàm Petitorii salva remaneant, nemini que ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Convenisse de Amnestia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comaclensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam anteà suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiariter testati vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusve Administros ablegati fuerunt, ac proinde vigore hujus Amnestiæ prædictis Subditis, & Incolis Comaclensibus nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex prænemoratis, aliisve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum esse. Porrò sarta tecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comaclenses ante supradictam occupationem usi, & potiti sunt, vel uti, aut potiri debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitorialium die 22. Julii nuperi institat, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiam cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Cameræ Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo priùs erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro plena atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intrà tres Menses à die Ratihabitionis computandos à dictâ Civitate Comaclensi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem liberè, ut priùs exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentissimi & Reverendissimi DD. Cardinales, omnium & singulorum, quæ in præsentis Instrumenti Articulis contenta sunt, Ratihabitionem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secututam esse.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentissimis & Reverendissimis DD. Cardinalibus Plenipotentiariis tactâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præsentis Instrumenti mutuæ Conventionis subscripsit, & signavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentissimum Plenipotentiarium Pontificium, & alterum penès dictum Eminentissimum Cienfuegos existat. Actum Romæ vigesimâ quinta Novembris Anno Millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L.S.) *Ego Fabritius Episcopus Portuensis S. R. E. Cardinalis Paulutius Sanctitatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

(L.S.) *Ego Albarus Tit. S. Bartholomei in Insulâ S. R. E. Cardinalis Cienfuegos, Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R. E. Cardinali Paulutio nuncupato, Benedictus Papa Decimus Tertius.

VEn. Frater Noster salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad ineundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolica dimissionem, & possessionem Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacli, ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub anulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(L.S.) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cataniensem S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotentiarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufino Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque sollitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comacli uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique, verbo nostro Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmumque habituri simus, in quorum fidem, ac robur

hasce

ANNO 1724. hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L. S.*)

Vt. JOANNES GUILIELMUS *Comes de* WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium B. *W. Nob. Dom. de* GEORGENTHAL.

Tenor Ratibabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS *PP.* XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiæ hujusmodi tenor est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabili, perpetuâque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine Capitulationes præinsertas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentes Literas nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore, suosque plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris ad præmissorum effectum specialiter & expreſsè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L. A. P.) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratibabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. pleno Tit. Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cùm inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Status Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cataniensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plenâ cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens Conventio inita, & conclusa fuerit, quæ incipit. ANNO 1724.

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam Conventionem sic initam, & conclusam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali: Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum majorem fidem, & testimonium præsentes ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L. S.*)

Vt. Frid. Car. Com. de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

Acta THORUNENSIA *in Executione Decreti. S. R. Majestatis Polonicæ Assessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatissimæ Virginis* MARIÆ *Thorunensi, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majestatis Thorunensi, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertiâ ante Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis* MARIÆ *proximâ, Anno Domini* 1724. 5. Dec.
[Sur l'Imprimé à Varsovie in fol.]

COram Illustribus & Magnificis JACOBO SIGISMUNDO in Rybno RYBINSKI Palatino Culmensi Generali Artilleriæ Regni, Covaleviensi, Lipinensi, Vislicensi &c. Capitaneo, Mareschalco Tribunalis Regni; Adamo à Ponin Poninski, Gnesnensi, Babimostensi, Capitaneo; Andrea à Lubraniec Dambski Brestensi Cujaviæ, Casimiro à Rudno Rudzinski Cersensi, Colonello Exercitus R. S. Majestatis & Reipublicæ, Petro Czapski Culmensi, Knyszynensi, Radzinensi, Soboviensi Capitaneo, Castellanis, Georgio S. R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wisnic Lubomirski Supremo Regni, Casimiriensi, Olrtynensi, Janoviensi, Capitaneo Generali Exercitus S. R. Majestatis & Reipublicæ, Feliciano Grabski Lanciciensi, Antonio Trypolski Kosoviensi, Francisco Loski, Varsaviensi, Regente minoris Cancellariæ Regni, Adamo Wilkowski Sochacoviensi, Succamerariis, Josepho in Krysk Nakwaski Capitaneo Ciechanoviensi, Uladislao Wyrozebski Instigatore Regni, Paulo Casimiro in Jaroszewo Jaroszewski Plocensi, Judice & Vice-Capitaneo & Terræ Wissogrodiensis Francisco Constantino Mokronowski Judice Terræ ejusdem Varsaviensis & Mareschalcali Vexillifera, Francisco Poninski Dapifero Posnaniensi, Capitaneo Copanecensi, Josepho Wysocki Siradiensi, Ludovico Borucki Brestensi Cujaviæ Pocillatoribus Casimiro Polanowski Subdapifero Buscensi, Joanne Piwnicki Notario Terrestri & Vice Palatino Culmensi, Francisco Lopacki Subdapiferida Ciechanoviensi, S. R. Majestatis Commissariis, In præsentia Illustrium Magnificorum ac Generosorum & Nobilium Henrici Krokowski Gedanensis, Capitanei Parchoviensis, Stanislai Garczynski Bidgostiensis Castellanorum; Svietoslai Radowicki Vexilliferi Pomeraniæ, Alexandri Wolski Terrestris & Castrensis Bidgostiensis, Francisci Roscißewski Castrensis Judicum; Ignatii Dabski Notarii Castrensis, Casimiri Piwnicki &

ANNO 1724

ex eodem Palatinatu Joannis Kulsztyn ex Margeburgensi, Sikorski ex Pomerania, ad Tribunal Regni Judicum Deputatorum, Bajerski Judicis Terrestris Michaloviensis, Joannis Cantii Rychlowski Dapiferi Siradiensis, Josephi Wagrodzki Pocillatoris, Jacobi Milewski Tribuni Zacrocimensis, Francisci Rnserszewski Subdapiferi Terræ Dobrinensis, Joannis Slubicki Venatoris Juniviadislaviensis, Petri Sokolnicki Pincernæ Schovensis, Colonelli S. R. Majestatis, Adami Pilichowski Thesaurarii Terræ Vissogrodiensis, Joannis Nakwaski Capitanei S. R. Majestatis, Antonii Zakrzewski Judicidæ Terræ Plocensis, & aliorum plurimorum Nobilium nec non Ministerialis Regni Generalis Providi Alberti Kupczewicz ad Actum præsentem assumpti.

NOs Commissarii S. R. Majestatis in Actu superiùs specificato, inhærendo Decreto Assessoriali S. R. Majestatis inter Partes infrascriptas Varsaviæ sub tempus Comitiorum Generalium Regni, Feriâ secundâ post Festum Sanctorum Simonis & Judæ Apostolorum proximâ, die 30. Octobris Anno præsenti prolato, vigore Literarum Innotescentialium ad mentem præfati Decreti, tempestivè scilicet duabus septimanis ante præsentem Terminum & Actum editarum, publicatarum & coram Actis Castrensibus Cnvaleviensibus, feriâ tertiâ ipsi die Festi Præsenta: Beatissimæ Virginis MARIÆ inscriptarum, ad Prætorium Thorunense, die hodierna in Actu contenta condescendimus, Jurisdictionem Nostram Commissorialem fundavimus, Pacem & securitatem Publicam Legibus & Constitutionibus Regni præscriptam & Actibus similibus observari solitam voce supra scripti Ministerialis publicari & præcustodiri fecimus, Partesque in Decretum præfatum intrantes, voce suprascripti Ministerialis, ad Judicium nostrum acclamare demandavimus. Quo in Termino Partibus utrisque Venerabili Collegio Thorunensi Soc. JESU Actoribus, per Religiosum Fratrem Martinum Wolanski suo & totius Collegii Nomine, per Nobiles & Spectabiles Andream Saulc Proconsulem & Joannem Fridericum Hawensztein Consulem Personaliter; ex Scabinatu per Spectabiles Carolum Godefredum Hukszteyn Veteris Civitatis, & Joannem Sigismundum Haderszteyn Novæ Civitatis Thorunensis Scabinos, et Communitate per Spectabiles Davidem Braur & Joannem Hube Scabinos Suburbanos, suis & Magistratûs, Scabinatûs, & totius Communitatis Thorunensis Nominibus Personaliter, admodum Reverendo Domino Matthæo Donacki Præposito ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thorunensis suo & Illustrissimi ac Reverendissimi Severini Szczuka Episcopi Joppensis, Suffraganei Archidiaconi & Officialis Generalis Culmensis, Ecclesiæ S. Joannis in Veteri Civitate Thorunensis Præpositi, Indicentibus & Actoribus personaliter, Venerabili Collegio Plocensi Soc JESU per Religiosum Andream Rurkowski Regentem Seminarii, suo & ejusdem Collegii Nomine personaliter; Religiosis ac Deo dicatis Monialibus Ord. S. Benedicti Conventûs Thorunensis Indicentibus & Actricibus; per admodum Reverendum Hankiewicz Plenipotentem inscriptum; Conventu Thorunen. Ord. Prædicat. Indicente & Actore per Religiosum Patrem Reptowski Priorem Conventus ejusdem, & Fratrem Joannem Professum personaliter Illustribus & Magnificis Sendicis Conventuum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ per Religiosum & admodum Reverendum Seraphinum Gamalski Provincialem personaliter; Famatis Pellionibus Catholicis, Civitatis Thorunen. Indicentibus & Actoribus per Famatum Andream Gurowski, suo & aliorum Nomine personaliter; Famato Antonio Kronikowski, ante hac Cive Thorunen. Indicente & Actore personaliter, Magnifico Antonio Boguslawski Capitaneo Plocensi Indicente & Actore per Generosum Andream Chwalkowski Regentem Castrensem Junivladislaviensem, Magnifico Josepho Kretkowski Indicente & Actore personaliter; admodum Reverendo Zrzelski Parocho Dlutoviensi Indicente & Actore per Generosum Joannem Zalewski inscriptum Plenipotentem, Generoso Josepho Rembelinski Indicente & Actore personaliter; Magnifico Michàële Zalewski Subdapifero Mielnicensi, per Generosum Andream Chwalkowski: Magnifico Gurski Notario Terrestri & Castrensis Ciechanoviensis per Generosum Joannem Orlewski, Successoribus olim Generosi Jacobi Suski Indicentibus per Generosum Adamum Morzynowski suo & aliorum Nomine personaliter, Generosis Karwosieckie Conjugibus Indicentibus & Actoribus per Generosum Joannem Karwosieckie Burgrabium Castren. Plocen. Maritum suo & Consortis suæ Nomine personaliter, Nobili Cimatio de Wolson Indicente per Ingenuum Adamum Lapczynski personaliter; Spectabili Michàële Zybert per Generosum Andream Chwalkowski Perillustri & admodum Reverendo Josepho Bratkowski Canonico Cathedrali Posnaniensi Indicente & Actore per eundem Generosum Chwalkowski; Generoso Andrea Daniszewski Indicente personaliter, Incolis & Subditis S. R. Majestatis Mokrensibus per Honestos Petrum Saynal & Laurentium Piatek suo & aliorum Incolarum Mokrensium Indicentium & Actorum Nomine personaliter.

ANNO 1724.

Coram Judicio Commissoriali comparentibus & Judicialiter Controvertentibus. Quarum Controversiis nos Commissarii coram se inductis & exauditis ac consideratis, ad Executionem Decreti S. R. Majestatis Assessorialis de Actu superiùs expressi accedentes. Ante omnia incarceratos & arrestatos, ut in præsentia omnium Decretum præfatum publicetur, sub custodia Militari adducere & statuere coram Judicio nostro instantanеè demandamus. Et quoniam Joannes Godefredus Rezner Præses, Jacobus Hendricus Cernik Vice-præses, Simon Mosbt, Christophorus Hertel; Christophorus Ciesielczyk Gutbort, Joannes Bekier Guzikarz, Joannes Georgius Merez, Georgius Wæz Sutor, Christophorus Karusza Lanio, Jacobus Szultz Iglarz, Joannes Christophorus Hast Piernikarz, nec non Nobiles & Spectabiles Gerardus Thomas Burgrabius, Hendricus Cymerman Consul, Gawrok, & Zybler Capitanei Thorunenses & alii sub Custodia Militari coram Judicio nostro Commissoriali sunt adducti & statuti: Idcirco denuo acclamaris voce Ministerialis ad Judicium nostrum Commissoriale Partibus, apertis stubæ Judicialis foribus, in præsentia omnium, Decretum supra recensitum Assessorialis S. R. Majestatis publicari fecimus; tandem post Publicationem, ad Executionem Decreti ejusdem processimus, decernendo. Quatenus Religiosi Fratres Jacobus Piotrowicz & Martinus Wolanski sive unus ex eis, satisfaciendo sæpe nominato Decreto, tam Rezner Præsidem, quàm Cernik Vice Præsidem criminaliter convincant instantaneè; additur Ministerialis ad pronuntiandam Rotham. Quo ad Personam Rezner Præsidis, ex Decreto præfato excerptam præstitit Religiosus Martinus Wolanski, additur quoque Ministerialis Testibus Nobilibus Jacobo Rabczynski, Casimiro Zielenowski, Joanne Bartkiewicz, Martino Sklbinski, Joanni Biernacki, Joanni Sosnowski, præstiterunt. Additur quoque idem Ministerialis, quo ad Personam Cernik, Vice Præsidis, ad pronunciandam seortivè Juramenti Rotham ex eodem Decreto depromptam prænominato Religioso Martino Wolanski, & Testibus, præstitit unà cum sex Testibus superiùs expressis. Additur denuo idem Ministerialis eidem Religioso Wolanski ac Testibus, ad pronunciandam Juramenti Rotham, in Decreto præfato expressam. Quo ad Personas Simonis Mohabt, Heyder, Christophori Hertel, Hans, Krzysztof Mularczyk, Krzysztof Gutbort, dicti Ciesielczyk, Joannis Bekier Guzikarz, Joannis Georgii Merez, Georgii Wæz Sutoris, Christophori Karwiaa Lanionis, Jacobi Szultz Iglarz, Joannis Christophori Hawt Piernikarz, præstitis unà cum Testibus ejusdem supra scriptis juxta Rotham ex eodem Decreto ipsi pronunciatam, (excepto Heydera profugo, qui fidem Catholicam ante fugam amplexus est.) Post quæ Convictionis Juramenta eosdem omnes criminaliter convictos superiùs expressos (excepto Heyder Neo-Catholico profugo non convicto) pro Executione de Personis eorum juxta præscriptum præfati Decreti S. R. Majestatis Assessorialis sumendu ad Executorem Justitiæ sub custodia Militari remitti demandamus. Actumque nostrum occupantibus tenebris, imminente Festo crastina die S. Nicolai Episcopi, ad feriam quintam sequentem, voce suprascripti Ministerialis reclamari jussimus.

Tandem feriâ quintâ, in Vigilia Festi Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, post subsecutam institutionem & supplicium de Personis Præsidis & supra scriptorum convictorum (excepto Cernik Vice-Præside) reassumpta Jurisdictione nostra Commissoriali, voceque Ministerialis publicata & proclamata, Partibus ut supra comparentibus, conscriptionem Inventarii substantiæ mobilis & immobilis, olim Præsidis Rezner per Decretum S. R. Majestatis Assessoriale confiscatæ, per Delegatos ex Magistratu in præsentia Magnificorum Commissariorum ex Stuba nostra Dele-

ANNO 1724.

Delegatorum, propter majorem securitatem injunximus, ea qua Fortuna olim Prændis Rezner confiscata, & Civitati S. R. Majestatis adjudicata, Nobilis ac Spectabilis Magistratus, Creditoribus omnibus ad Substantiam eandem confiscatam, signanter Generoso Bonafuss Colonello Quardiæ S. R. Majestatis, cum Juribus concurrentibus pro justo & æquo, ut satisfactionem decernat & injungat, ac præster demandamus. Et quoniam super Vice-Præsidis Cernik Venerabiles Patres Soc. JESU Actores Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro libertate & vita ipsius maximè instant, Senatores quoque, Officiales Terrestres, atque Nobilitas proximorum & contiguorum Palatinatuum, nec non Spirituales Personæ, tam sæcularis quàm Religiosi Ordinis; insuper Populus Catholicus utriusque Sexûs die hesterna ad Ecclesiam S. Joannis in Festo S. Nicolai catervatim congregatus, pro eodem Cernik, semper sibi eundem Catholicis cum fuerit in Magistratu Civitatis hujus constitutus addictum, rectum, in facilitandis Negotiis promptum, commendando & testando, lachrymabili voce, & penetrabili ejulatu ad nos Commissarios emisso intercedit, ac per amorem Christi & Fidei Orthodoxæ, ut eorum Vota & gemitus exandiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos verò Commissarii licèt si ad præmissas instantias, magis tamen non urgente Parte Actorea Executionem Criminalem inclinari vellemus. Nihilominus siquidem Executio tantùm Decreti S. R. Majestatis est nobis concessa; idcirco Rationibus supra expressis permoti, eo etiam non considerato, ut confidentia & amicitia inter Catholicos ad Magistratum juxta mentem Decreti præfati Assessoriales accedentes, & Acatholicos concilietur, recepta priùs à Magistratu & Ordinibus Civitatis Thorunensis Fidejussoria cautione, & data judicialiter sponsione, sæpe memoratum Cernik ad impetrandam Clementiam S. R. Majestatis Judiciumque & Decisionem ejus remittimus. Tandem quò ad Personas Nobilis & Spectabilium Jacobi Meyner, Consulis, & Joanuis Hendrici Withmeyer Secretarii decernimus. Quatenus uterque eorum Decreto memorato S. R. Majestatis Assessoriali Evasionis Juratoriæ satisfaciant, idque instantaneè. Additur Ministerialis ad pronunciandam Juramenti Rotham, ex Decreto depromptam, tam eidem Nobili & Spectabili Meyner quàm Testibus; præstitit cum Testibus Spectabilibus, Martini Gondlich, Jacobo Stark, Scabinis, Joanne Wonchausen Aurifabro; Additur quoque Spectabili Withmeyer Secretario, præstitit cum Testibus, Famatis Christiano Preiis, Cornelio Elerd, Michaële Fryc de Consensu Partis Actoreæ, admissis similiter juxta Rotham in Decreto contentum. Qua Juratoria Evasione attenta, Eosdem juxta Resonantiam Decreti præfati à Termino, & Causâ liberos declaramus. Jam autem Westfal Szarpacza, tum pueros Szfeemana, Fengiera, zpod bialego konia, aurigam Heyny ante Prætorium, ad mentem prænominati Decreti flagellari demandavimus. Post quam perpessam pœnam liberos mittere jussimus. Porro propter specialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, in Vigilia Festi Immaculatæ Conceptionis Ejusdem ad Cathegoriam & Indictionem Religiosorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ condescendendo, ac inhærendo sæpefato Decreto Assessoriali S. R. Majestatis, ad Reinductionem in Ecclesiam Beatissimæ Virginis MARIÆ, atque Gymnasium quod olim Monasterium Eorundem PP. Bernardinorum fuerat processimus, & in eandem Ecclesiam atque Gymnasium cum attinentiis juxta antiquas Fundationes & Jura, receptis priùs à Nobili & Spectabili Magistratu clavibus, Præfatos PP. Bernardinos reinduximus, eandemque Reinductionem voce suprascripti Ministerialis publicari fecimus, tradidimus, Possessionemque pacificam ad Majorem DEI Gloriam & Beatissimæ Virginis MARIÆ ac omnium Sanctorum Honorem assignavimus & eos reliquimus. Interea nocte instante Actum Nostrum post Festum Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIÆ voce Ministerialis reclamari demandavimus. Sabbatho itaque in crastino Festi Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIÆ reassumpta denuo Jurisdictione nostra, Partibusque ad Judicium nostrum modo quo supra acclamatis comparentibus & in eadem Cathegoria Controvertentibus & disceptantibus. Nos Commissarii S. R. M. auditis Partibus, disceptationibus, & controversiis decernimus ac demandamus; quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus, satisfaciendo Decreto sæpefato S. R. Majestatis, Inventarium supellectilis ejusdem Ecclesiæ, atque Bibliothecam coram Judicio nostro Commissoriali producat & comportet idque in instanti, & licèt quidem Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis satisfaciendo Decretis tam S. R. Majestatis, quàm nostro, antependia antiqua bina, candelabra majora duo, minora duo, Patribus Bernardinis in Ecclesia reliquit, Bibliothecam verò Magnificis Commissariis ex Stuba nostra Deputatis sine Inventario seu Regestro tradidit, verùm quoniam inventarium supellectilis Ecclesiasticæ, præsertim in argento atque Bibliothecæ apud Magistratum extare esse, Rationibus probabilibus supponitur. Idcirco suspensa tantisper decisione præsentis Cathegoriæ decernimus & demandamus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Inventarium supellectili Ecclesiasticæ atque Bibliothecæ sufficientiùs comportet idque instantaneè. Tandem quoniam loco comportationis sufficientioris supellectilis Ecclesiasticæ & Bibliothecæ, Partes pro Summa mille ducentorum tynfonum Polon. composuerunt, proinde approbata ejusmodi complanatione Judicialiter facta: Resolvendo superiorem suspensionem decernimus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus ad manus sæcularis Catholicæ Personæ, quam Venerabiles Patres Bernardini designaverint, Summam eandem in spatio quatuor septimanarum coram Officio Castrensi Covaleviensi realiter & effectivè solvat, sub pœna Banitionis quæ decernitur, & terminus publicandæ in ibidem circa Manifestationem conservatur peremptoriùs. Quantum attinet Privilegium Divæ olim memoriæ Serenissimi Sigismundi Regis Poloniæ, coram Actis Castrensibus Junivladislaviensibus in Vigilia Festi S. Thomæ Apostoli 1658. Anno per oblatam porrectum, ad præsens in Judicio nostro per Patres Bernardinos productum, hoc in Puncto causam pro cognitione ejusdem Privilegii ad Judicia Assessorialia S. R. Majestatis remittimus; conservando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum peremptorium. Nihilominus pro Justitia & Pietate decernimus ac mandamus, ut Nobilis ac Spectabilis Magistratus & Civitas Thorunensis per se seu subordinatas Personas, accidentiam vulgò Akzyzy ab invecta rerum comestibilium & potabilium, ex eleemosyna per eosdem Patres Bernardinos collectarum, semper quoties opus fuerit, ab eisdem Patribus Bernardinis non exigat nec exigi demandet, aut permittat; idque sub pœna in foro competenti vindicanda, & ne eosdem Patres ad Ecclesiam prænominatam, atque Monasterium cum accidentiis modo quo supra reinductos, quovis modo vel prætextu interturbare audeat demandamus. Idque sub pœnis contra convulsores Decretorum S. R. Majestatis Legibus Regni sancitis. Eodem Actu scilicet Sabbatho in crastino Festi Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, satisfaciendo Decreto præfato S. R. Majestatis, scripta quævis Typis impressa, sarcasmos & convitia in contumeliam fidei Ecclesiæque Orthodoxæ continentia, per Prædicantios concepta, per Executorem Justitiæ, ad sonum Tubæ comburi demandavimus. Tandem feriâ secundâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ reassumpta, iteratò Jurisdictione nostra, vigore nuperæ ad diem hodiernam reclamationis Partibusque voce Ministerialis acclamatis, modo quo supra comparentibus ad Executionem ulteriorem Punctorum Decreti S. R. Majestatis Assessorialis procedendo. Quantum attinet personas Famati Heyder & ejus Filii per Famatum Racki avocati & ad exteros expediti, atque seorsivè Personam Hans Krzysztofa Mularczyka, siquidem Famatum Heyder, qui Catholicus factus, Pars Actorea criminaliter non convicit, proinde eundem à pœnis Criminalibus liberum pronunciamus. Nihilominus decernimus & mandamus: Quatenus tam Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunensis prædictum Hans Krzysztof Mularczyk, atque distinctim Famatus Racki Filium Heydera statuant idque instantaneè. Tandem quo ad Personam Mularczyka tradente se Nobili & Spectabili Magistratu ad evasionem Juratoriam admissibilem & propiorem ad evadendum adinvenimus, decernendo quatenus, bini ex Magistratu Consules evadant in eam Juramenti Rotham, quòd de fuga præfati Mularczyk Magistratus cum suis Ordinibus nescivit, neque causa vel occasio fugæ ipsius fuit, nec scit ubi commoratur, nec copiam ullam ejusdem Stationis habet, idque instantaneè præstiterunt Nobiles ac Spectabiles Jacobus Bema, & Joannes Christophorus Elzner Consules; quo attento Nobilem ac Spectabilem Magistratum liberum à Termino & quavis impetitione declaramus. Nihilominus prædictum Mularczyk criminaliter convictum, ubicunque locorum capi vel pro-

ANNO 1724.

præveniri poterit in fundamento Decreti S. R. Majestatis capite plectendum esse sententiamus, & pro Executione ad quævis Officia per Executorem Justitiæ de persona ipsius faciends remittimus. Quo ad Personam Filii Heydera Nomine Christiani, siquidem eundem Famatus Racki Judicialiter statuit, quem Pars Actorea Venerabiles Patres Soc JESU in Fidejussionem receperunt, proinde eundem Famatum Racki satisfecisse Decreto præfato S. R. Majestatis, Assessoriali & Nostro adiovenimus & liberum facimus, Actumque nostrum ad diem crastinum scilicet Feriam tertiam Apparitori Judicii nostri reclamari demandavimus. Tandem Feriâ tertiâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ reassumpta solito modo & forma Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem & acclamationem Ministerialis ut supra comparentibus, & secum Judicialiter controvertentibus. Quarum controversiis diligenti trutina exceptis & consideratis. Quod spectat Punctum seu Cathegoriam Decreti prænominati Electionis in Magistratu, Scabinatu Sexaginta Viratu, ac Secretariatu medietatis Catholicorum decernimus ac injungimus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thoruneusis cum suis tribus Ordinibus ad Electionem eandem; inhærendo Decreto memorato S. R. Majestatis accedat, eandemque juxta præscriptum Jurium suorum, ac Decreti præfati faciat, idque in instanti. Et quoniam prænominatus Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus stante spacio & rejectione ejusdem Cathegoriæ per aliquot dies ad Officia Consularis Nobiles ac Spectabiles Thomam Skomorowski, Joannem Rubinkowski, Constantinum Maryanski, Carolum Ludovicum Sferstman; ad Scabinatum verò Wilbelmum Ludovicum Faust, Bartholdum Laurentium Lyer Catholicos in locum demortuorum & remotorum Acatholicorum elegerunt, idcirco satisfecisse eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum cum suis Ordinibus Decreto S. R Majestatis & nostro Commissoriali in parte adinvenimus. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus satisfaciendo eidem Decreto S. R. Majestatis, illudque per omnia observando numerum medietatis Catholicorum in Proconsulatu, Scabinatu, Sexaginta Viratu, Secretariatu, Tribubus in Electionibus suis statis & consuetis temporibus incidentibus, incipiendo statim ab imminenti proximè in Anno Deodante futuro millesimo septingentesimo vigesimo quarto Electione, quæ vocatur Kira adimpleat, & donec numerus medietatis Catholicorum adimpleatur, hucusque Acatholicos suos circa omnem controversiam vel cunctationem, aut quovismodo ad inventum sive ad inveniendum medium vel colorem ne eligat Ipsi demandamus. Insuper eosdem Catholicos ad Jus Civile, Contubernia, Opificia, Commercia, coemptiones domunm Lapidearum, Fundorum, granariarum admittat, nec ullo modo ad id impediat, neque interturbet; in servitio autem Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem Catholicos ad mentem prænominati Decreti S. R. Majestatis incipiendo statim ab Actu præsentis Commissionis nostræ semper habeat, idque sub pœna & rigore in eodem Decreto S. R. Majestatis expresso per contravenientem Nobilem ac Spectabilem Magistratum atque Ordines Civitatis Thorunensis irremissibiliter succumbendo, & per quamcunque Personam ex Catholicis in foro competenti vindicando. Porro Feriâ quartâ post Festum Conceptionis Immaculatæ Gloriosissimæ Virginis MARIÆ vigore hesternæ ad diem hodiernam voce Ministerialis Actus Judiciorum nostrorum reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque modo solito ad Judicium nostrum acclamatis, prout supra comparentibus & controvertentibus. Quantum attinet damna ac litis expensas per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen. Actores ad Summam triginta quatuor Millium sexcentorum Florenorum Pruthenicalium liquidatam & per Decretum prænominatum S. R. M. prævia comprobatione per admodum Reverendum Rectorem Collegii ejusdem adjudicata. Quoniam Partes scilicet tam Actorea Venerabiles PP. Soc. JESU, quàm citata Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis, loco præstandi Juramenti, per admodum Reverendum Rectorem, aliàs sistendo Juramentum hocce, ad interpositionem dignorum amicorum pro Summa viginti duorum millium Florenorum Pruthenicalium composuerunt, ex qua Summa Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunen., cum suis Ordinibus Summæ octo millium Florenorum Pruthenicalium instantaneam solutionem offert; jam verò in Summa quatuordecim millium Pruthenicalium Bona sua Patronimica Lazyn & Wagorzyn modo obligatorio, durante præsente Commissione in præsentia Nobilium & Ministerialis officiosè conducendorum dimissurum se usque ad Exemptionem declarat. Idcirco nos Commissarii approbata ejusmodi complanatione inter Partes benevolè inita decernimus. Quatenus Summam præfatam octo millium Florenorum Pruthenicalium, prout se Nobilis ac Spectabilis Magistratus Judicialiter offert, instantaneè solvat sub pœna Banitionis, quæ decernitur, additur & remittitur. Jam verò in Summa quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium Bona memorata Lazyn & Wagorzyn cum omnibus accidentiis & pertinentiis, in Præsentia Nobilium & Ministerialis officiosè durante Commissione, conducendorum, prævia in iisdem bonis conscriptione Inventarii idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus prædicto Collegio Thorunensi dimittat & Actualiter tradat, cum ea Judiciali de consensu Partium declaratione. Quodsi præfatam Summam Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis, in Exemptionem Prædictorum Bonorum provenientem, pro crastino Natalis S. Joannis Baptistæ proximè in Anno Deo dante venturo coram Officio Castrensi Covalevicosi non exolverit, extunc Pars Actorea scilicet Collegium Thorunense de Anno ad Annum usque ad Exemptionem pacificè Bona eadem tenebit & possidebit. Quodsi verò Nobilis ac Spectabilis Magistratus Summam præfatam quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium, in crastino Festi Natalis S. Joannis Baptistæ proximè venturo, seu in defectu pro tunc Exemptionis, quocunque alio cujuslibet Anni crastino Natalis S. Joannis Baptistæ, præfato Collegio coram Officio Castrensi Covaleviensi prævia tamen à Visitatione duabus septimanis præcedenda coram eodem Officio, exolverit deposuerit. Extunc Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen., Summam eandem levare, ac de Bonis condescendere, ut eadem in eodem statu prout ad præsens recipient, Nobili ac Spectabili Magistratui in una septimana, post levatam Summam tradere tenebuntur, & debebunt. Facturæ sunt Partes utræque sub pœna Banitionis, quæ decernitur, & Terminus publicandæ in primis Castrensibus Covaleviensibus Terminis post Contraventionem celebrandis conservatur peremptorius. Et quoniam in Fundamento ejusdem Decreti & compositionis Venerabiles PP. Soc. JESU Collegii Thorunen. tam Summam octo millium Florenorum Pruthenicalium, à Nobili & Spectabili Magistratu instantaneè enumeratam, quàm Bona durante præsenti Commissione nostra receperunt: Idcirco prænominatum Nobilem ac Spectabilem Magistratum satisfecisse Decreto Judicii nostri & compositioni cum Parte initæ adinvenimus. Eodem Actu ad Decisionem Indictionum descendendo. Quo ad Interventionem seu Indictionem Famatorum Pellionum Catholicorum Controversiis Partium seorsivè indictis, auditis, adhærendo Decreto S. R. M. Assessorialibus binis, primo quidem Varsaviæ Feriâ 2dâ post Festum S. Lucæ Evangelistæ, in Anno 1715. cum Acatholicis, quàm ultimario de Actu superiùs recensito prolatis decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis præfato Decreto Anni 1715. satisfactionem durante nostra præsenti Commissione in omnibus Punctis injungat. Idque sub pœnis contra Convulsores Decretorum S. R. M. in Legibus Regni descriptis. Et licèt quidem Nobilis & Spectabilis Magistratus Decretum suam inter eosdem Famatos Pelliones Catholicos & ex altera Parte Acatholicos in Puncto solo admissionis eorundem ad Contubernium durante Commissione protulit. Verùm quoniam iidem Pelliones Catholici sentientes se per Sententiam eandem gravatos & injuriatos, appellationem ad Judicia S. R. M. interposuerunt. Idcirco pro cognoscenda contraventione, causam & negotium totum eorundem Pellionum ad eadem Judicia S. R. M. Assessorialia remittimus. Conservando Partibus in eisdem Judiciis sine quavis adcitatione Terminum peremptorium. Eodem Actu & die ad disjudicationem Indictionis & Cathegoriæ Illustrissimi Szczuka Suffraganei Culmensis, Præpositi Thorunen. descendendo, Controversiis Partium prout supra comparentium, ac disceptationibus, hac in Cathegoria inductis, trutinatis, & debitè consideratis decernimus & mandamus. Quatenus Partes secum agentes, scilicet Illustrissimus Actor & indicens, cum Nobili ac Spectabili Magistratu Calculationem tam intuitu census annualis retenti, ad Ecclesiam Parochialem Tituli S. Joannis spectantis, quàm respectu Summæ ex Bonis Siemonie ad eandem Ecclesiam pertinentibus, vigora

ANNO 1724.

vigore Conventionis ultimariæ in Anno 1701. die quintâ Januarii inter Partes constitutæ, faciant idque in instanti. Tandem post expeditam eandem Calculationem, ulterioribus Partium Controversiis exceptis, ac discussis decernimus. Quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Summam nongentorum sexaginta Florenorum Pruthenicorum Calculatione per Partem agnitam & moderatam, non computando nihillominus litis expensas & in sublationem processûs pœnas, à quibus, attentis Annis calamitatis & hostilitatis, Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunensem ex moderamine nostro liberamus, & processum cassamus. Pro crastino Natalis St. Joannis Baptistæ proximè in Anno Deodante futuro coram Officio Castrensi Kovaleviensi realiter & effectivè Illustrissimo Actori seu ejus Plenipotenti, prævia manuali etiam de eadem Summa quietatione solvat sub pœna Banitionis, in ibidem circa Manifestationem publicanda. Quantum attinet Summam ex præfata Conventione seu contractu de Bonis Siemonie Ecclesiam prænominatam S. Joannis Parochialem quot annis concernentem, decernimus & mandamus. Quatenus Partes utræque eidem Conventioni seu Contractui in omnibus Punctis usque ad determinatum in eadem Conventione Terminum ab utrinque satisfaciant, idque sub pœna Banitionis, quæ interponitur. Appellat Pars citata ad Judicia post curialia S. R. M. adhærendo Decreto superius nominato S. R. M. admissa, cum conservatione Termini Parti utrique in eisdem Judiciis peremptorii. Post cujus Indictionis seu Cathegoriæ decisionam, Actu Judiciorum nostrorum, ad diem crastinam voce Ministerialis reclamato, ac denuo vigore ejusdem reclamationis Feriâ quintâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIA sequenti Jurisdictione nostra, Judicialiter reassumpta, acclamata, Partibusque ut supra comparentibus. Et quo ad Cathegoriam & Indictionem Religiosarum ac Deodicatarum Monialium Conventûs Thorunen. Ord. S. Benedicti Judicialiter disceptantibus, quarum disceptationibus & Controversiis maturâ Judicii sui trutinâ libratis ac diligenter pensitis, suspensa tantisper Decisione totius Negotii: necessariam esse Condescensionem ad fundos & loca controversa Illustris & Magnificorum Casimiri Rudzinski Castellani Cernensis, & Francisci Loski Succamerarii Varsaviensis, ex Stuba nostra Judiciali Delegatorum in instanti censemus. Qui Illustris & Magnifici Commissarii condescendendo, Jura Partium ad Fundos controversos se regulantium connotabunt, Fundos eosdem controversos revidebunt, cognoscent, mensurabunt, Inquisitiones si opus fuerit ex Testibus fide dignis expedient, Partes si potuerint complanare complanabunt, seu cum connotatione sufficienti Actus totius, ad Judicium nostrum Commissoriale pro Decisione remittent. Post quem expeditum Actum per Illustrem & Magnificos Commissarios Delegatos Condescensionis, per eosdem ad Judicium Nostrum factam remissionem, Partibus denuo nostro coram Judicio Comparentibus & Controvertentibus. Quarum controversiis iteratò exauditis, Actuque præmissæ Condescensionis lecto & bene considerato, siquidem in Actu præmissæ Condescensionis, Religiosæ ac Deodicatæ Moniales Conventûs Thorun. Jura quibus proprietatem Fundorum hucusque Controversorum petunt, coram Illustri & Magnificis Commissariis produxerunt, suntque debitè connotata. Quorum fundorum ex re oculis subjecta revisio, atque justa dimensuratio in præsentia, tam Plenipotentis Religiosarum Monialium, quàm ex Nobili & Spectabili Magistratu Delegatorum intercessit eandemque dimensurationem, utræque Partes acceptarunt. Quod spectat Fundum Golubski dictum in Villa dicta Mokre situm, prædicti Illustris & Magnifici Commissarii Delegati, ex justo itidem & æquo proprietarium esse Religiosarum ac Deodicatarum Monialium agnoverunt. Idcirco resolvendo tam anteriorem Judicii nostri suspensionem, quam Illustris & Magnificorum Commissariorum Delegatorum ad Judicium nostrum remissionem approbato ejusmodi Actu Condescensionis decernimus. Quatenus utræque Partes dimensionem eandem Fundorum de consensu benevolo Partium utrarumque subsecutam observent & in perpetuum manuteneant. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubski dictum proprietatem ejusdem Religionis ac Deodicatis Monialibus adjudicamus, decernendo quatenus ademptam Particulam Fundi in eodem Actu Condescensionis connotatam ad Fundum eundem Principalem spectantem in præsentia Nobilium & Ministerialis ab Actu præsentis Decreti in octodecem septimanis officiosè conducendorum, idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus restitui & applicari curet, ac de facto restituat & applicet. Facturæ præmissæ utræque Partes sub pœna Banitionis in Foro competenti super Partem contravenientem decernenda & publicanda. Quod verò spectat prætensam Cassationem inscriptionis super Summam duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, per Religiosas ac Deodicatas Moniales Conventus ejusdem Thorunensis, in rem Nobilis ac Spectabilis Magistratus in Anno 1704. die 19. Martii coram Actis Civilibus Thorun. recognitæ, siquidem eadem inscriptio liberè & benevolè in assistentia Plenipotentis, per Illustrissimum Loci Ordinarium approbari subsecuta esse deducitur, proinde incompetenter egisse easdem Moniales intuitu Cassationis ejusdem inscriptionis adinvenimus, & ejusdem inscriptionis robur habere declaramus. Porro quod spectat prætensiones earundem Religiosarum Monialium, intuitu Provisionum à Summa decem millium Florenorum Pruthenicalium, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunen olim Generoso Stanislao Hoynacki die 15. Junii in Anno 1700. inscripta, & per eundem olim Generosum Hoynacki prædictis Religiosis ac Deodicatis cessam retentarum, Provisiones easdem a Summa præfata decem millium Florenorum Pruthenicalium, pro Annis retroactis retentas salvis quietationibus si quæ justæ & reales apparuerint, per Religiosas Moniales acceptandis, ex Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, pro cæteris inscriptione superius de Actu recensito, Nobili ac Spectabili Magistratui, ab iisdem Religiosis ac Deodicatis Monialibus proveniente (non agnita vicissim ab eadem Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium Provisione) uti in eadem inscriptione Originali defalcandas & excludendas, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum esse censemus. Quantum insuper attinet prætensionem, earundem Religiosarum Monialium, intuitu Summæ quinquaginta Florenorum Pruthenicalium ex lacu dicto Glæbocack quotannis provenientis, siquidem quietationes usque ad Annum præsentem 1724 ab eisdem Religiosis Monialibus de Summa hac producuntur: Idcirco non posse prætensionem eandem obstantibus quietationibus subsistere declaramus, imò ab eadem Nobilem ac Spectabilem Magistratum liberum pronunciamus. Nihilominus ut idem Nobilis & Spectabilis Magistratus fæces & fimos ex Fundo post mœnia Civitatis hospitali Sancti Spiritus spectante, earundem Religiosarum Monialium propriè expurgare in spatio sex septimanarum demandet injungimus. Appellant utræque Partes ad Judicia Assessorialia, S. R. M. admissa, cum conservatione Termini ibidem peremptorii. Tandem Actum Judiciorum ad diem crastinum reclamari Ministeriali demandamus. Feriâ sextâ post Festum S. Luciæ Virginis & Martyris, vigore hesternæ reclamationis, reassumpta denuo Jurisdictione nostra; Partibusque modo quo supra acclamatis comparentibus, & quo ad Inductionem Venerabilis Coll. Plocensis Soc. JESU controvertentibus, quarum controversiis solitâ & debitâ attendentiâ auditis ac intellectis Documentis quoque Literatoriis præfati Venerabilis Collegii Plocensis, visis, lectis & diligenti trutina ponderatis. Quandoquidem prædictum Coll. Plocense Jus petendi sufficiens & evincens ad Summam quinque millium Florenorum Pruthenicalium in Testamento olim Generosi Alberti Peplowski Rothmagistri S. R. M. apud Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunen. specificatam ad præsens non producit. Idcirco non posse hocce Collegium vindicare Summam eandem adinvenimus. Et eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunensem à solutione Summæ prætensæ quinque millium Florenorum Pruthenicalium cassato Processu in Judiciis Castrensibus Kovalevien. respectu ejusdem Summæ indebitè obtento liberos esse declaramus. Appellat Religiosus comparens, à Venerabili Coll. Plocensi Indicente ad Judicia Assessoriali S. R. M. admissâ, cum conservatione eisdem Judiciis Termini Partibus peremptorii. Postquam decisam indictionem, Actu Judiciorum nostrorum ad cras reclamato, Sabbatho denique post Festum S Luciæ Virginis & Martyris, reassumpta exclamatione hesterna ad diem hanc Jurisdictione nostra, Partibus simili modo post acclamationem & publicationem Actûs comparentibus & in Cathegoria Indictionis admodum Reverendi Mathæi Donacki Præpositi ad S. Laurentium extra mœnia Civitatis Thorunensis Controvertentibus, Quarum Controversiis & disceptationibus exceptis & maturè intellectis, quo ad Principalem Cathegoriam prætensæ Dotis ad Ecclesiam S. Laurentii, siquidem admodum Reverendus, Indicens nec origi-

ANNO 1724.

originalem erectionem, nec in viſitationibus Judicialiter productis, ullam Dotem prædictæ Eccleſiæ eſſe demonſtrat. Idcirco tam Cathegoriam hanc Principalem ad Judicia Aſſeſſorialia S. R. Majeſtatis uti Summi in Regno Eccleſiarum Tutoris & Protectoris, quàm alias ſimiliter conſequentes Cathegorias per admodum Reverendum Inducentem prolixè inductas, ad eadem Judicia remittimus, conſervando utriſque Partibus in iiſdem Judiciis Sæ. Ræ Mtis Terminum Peremptorium. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis cum ſuis Ordinibus Apoſtatas in Civitate & Juriſdictione degentes Regeſtro Judicialiter producto manu Illuſtris & Magnifici Mareſchalci Tribunalis Regni & Commiſſionis præſentis ſubſcripto ſpecificatos, ad Deciſionem in Judiciis S. R. M. cauſæ detineat. Idque ſub pœnis per Judicium hocce S. R. M. decernendis & irrogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus & nemo ex Ordinibus ac Communitate Perſonas Catholicas apud ſe in ſervitio exiſtentes, ad violanda Feſta per labores, Sanctæ Eccleſiæ Romano-Catholicæ adigat, neque ad frequentandas pro devotione Eccleſias quovis modo impediat, idque ſub rigore ſupraſcripto. Actumque noſtrum ob necdum concluſam Commiſſionem ad Feriam ſecundam proximam voce ſupraſcripti Miniſterialis ſolito modo reclamandam eſſe juſſimus. Itaque Feriâ ſecundâ ante Feſtum S. Thomæ Apoſtoli vigore nuperæ reclamationis reaſſumpta Juriſdictione noſtra, Partibusque poſt publicationem Actus acclamatis prout ſupra comparentibus. Ex quo ad indictiones aliàs in Actum Commiſſionis præſentis intrantes Controvertentibus. Quarum Controverſiis attentis & bene conſideratis, ſiquidem in Decreto prænominato S. R. M. Aſſeſſoriali, cujus Executio nobis Commiſſariis incumbit, prædictæ omnes Indictiones non ſunt ſpecificatæ, neque noſtro Judicio ad diſjudicandum commiſſæ. Idcirco easdem omnes Indictiones ad præſens non deciſas ad Judicia Aſſeſſorialia S. R. M. cum toto earum effectu remittimus, conſervando Partibus utriſque in eiſdem Judiciis terminum ſine quavis adcitatione comparendi peremptorium. Ad extremum in felici Coronide ac concluſione Actus Commiſſis noſtræ, ſæpe memoratum Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum & omnes Ordines circa Immunitatem Jurium, prærogativarum & Privilegiorum, inhærendo Decreto prænominato S. R. M. pro Authoritate noſtra, quâ à Sacra R. M. fungimur, conſervamus, & eadem Jura illæſa declaramus, & præcuſtodimus, claveſque ad Portas utriuſque Civitatis per Generoſum Commendantem Præſidii, Nobili ac Spectabili Magiſtratui reddendas eſſe cenſemus; hoc loco in virtute & Fundamento præinſerti Decreti S. R. M Venerabiles PP. Soc. Jesu præmonitos relinquimus, ut amovendo in poſterum omnem occaſionem mali, Decreto prænominato S. R. M. in continenda Juventute Studioſorum ſatisfaciant,& illud per omnia obſervent. Hicque in continenti perſonaliter comparens Religioſus & admodum Reverendus in Chriſto Pater Caſimirus Czyzewski Rector Collegii Thorun. Soc. Jesu, ſuo & ejuſdem Col. nomine manifeſtatus eſt contra Famatos Weſcfal, Kryglel, Gymnaſiſtas Famatorum Probii, Fenglera, Szteczmana, Sztermy, Krauzy, Piſarkow, Grunal Gymnaſiſtam idque ideo: Quia ipſi contraveniendo Decreto prænominato S. R. M. Turres ſeu carceres Civitatenſes pro demerito conſuetos in Termino per idem Decretum præfixo ſcilicet Feriâ tertiâ proximè præterita non ſunt ingreſſi, ex indeque pœnæ infamiæ, per Publicationem Decreto prænominato interpoſitam ſuccubuerunt, quam quidem pœnam Infamiæ Miniſterialis Regni Generalis in Actu ſuperiùs ſpecificatus Providus Albertus Kubczewicz, ex Mandato Judicii noſtri publicavit, de quo idem Miniſterialis fecit ſuam relationem. Nihilominus decernimus & mandamus. Quatenus ſatisfaciant ſæpefato Decreto S. R. M., Domini pro Famulis ſuis in Decreto eodem ſpecificati mulctas pecuniarias, per Decretum hocce aſſignatas in Termino per hocce Decretum præfixo, cui vigore ejuſdem Decreti competit ſolvant, ſub rigore in eodem Decreto expreſſo. Ad perpetuam autem memoriam inhærendo prænominato Decreto S. R. M. Aſſeſſoriali; locum competentem pro extruenda per Venerabiles PP. Soc. Jesu Coll. Thorun Statua Marmorea in Honorem Beatiſſimæ & ſemper Glorioſiſſimæ Virginis Mariæ, in cornu penes murum Cæmeterii Eccleſiæ S. Joannis ab extra et oppoſitè lapideæ Nobilis ac Spectabilis Rubinkowski Conſulis, incipiendo à muro Cæmeterii in latum octo ulnarum, totidemque in longum in lapidea pro Fundamento prædictæ Statuæ, in Præſentia & conſenſu Deputati ex Nobili ac Spectabili Magiſtratu aſſignamus, & ſignis annotare demandavimus. Ne autem canale per decurſum aquæ Fundamentis ejuſdem Statuæ noceat, prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, hocce canale alio decurſu aquæ avertere ſe obligavit. Quibus omnibus ad laudem Omnipotentis Dei, ſub feliciſſimis auſpiciis Sereniſſimi ac Potentiſſimi Augusti II. Regis Poloniarum, nec non Hæreditarii Ducis Saxoniæ, Principis & Electoris peractis & confectis, Actum Commiſſionis præſentis concluſimus, & manibus noſtris circa appenſionem Sigillorum noſtrorum ſubſcripſimus.

ANNO 1724.

Actum in Caſtro Junivladislavienſi in Vigilia Feſti S. Thomæ Apoſtoli Anno Domini 1658.

AD Officium & Acta præſentia Caſtrenſia Capitanealia Junivladislavienſis perſonaliter venientes Religioſi PP. Antonius Bakowicki Sacræ Theologiæ Doctor, & Guardianus Conventus Junivladislavienſis Ordinis *S. Franciſci Minorum Conventualium, & Auguſtinus Jarocki Concionator Ordinarius itidemque ejuſdem Conventûs, Ordinis S. Franciſci Conventualium, Nominibus* obtulerunt ad Acticandum & Actis hiſce ingroſſandum, Literas Privilegii Pargamenſis infraſcriptas, manu *Sereniſſimi Sigiſmundi Regis ſubſcriptas*, cum Sigillo appenſo cereo Cancellariæ Regni minoris communitas, & manu Generoſi Stanislai Cemma Secretarii S. R. M. ſubſcriptas, ſalvas, & illæſas, omnique ſuſpicionis notâ, ut ex eis apparebat carentes. Quarum Literarum ſequitur eſtque tenor talis. *Nos Sigiſmundus* Dei *Gratia Rex Poloniæ*, Magnus Dux *Lithuaniæ*, nec non Terrarum *Cracoviæ, Sandomiriæ, Siradiæ, Lanciciæ, Cujaviæ, Ruſſiæ, ac omnium Terrarum Pruſſiæ, Pomeraniæ Dominus & Hæres.* Significamus tenore præſentium quibus expedit ſingulis & Univerſis, harum notitiam habituris, monſtratum Nobis eſſe in membrana antiquum Privilegium Sacræ Memoriæ Racibori quondam Pomeraniæ Ducis Prædeceſſoris noſtri manu Sigilloque ſignatum, in ſe continens Fundationem Monaſterii ac Templi Beatiſſimæ Virginis Mariæ Naſcentis in Civitate noſtra Thorunenſi ſitum, in quo Monaſterio, ac Templo Venerabiles Monachi Ord. S. Franciſci, à principio Fundationis conſtituto Devotionem exhibere ſunt ſoliti, Authoritate igitur noſtra Regia uti ex aſſenſu Conſiliariorum noſtrorum Regiorum Privilegium iſtud approbamus confirmamusque memoratis Monachis Ord. S. Franciſci, relinquentes ipſis & concedentes perpetuum Jus Hæreditarium ſuper Monaſterio & Templo iſto ſupradicto, in quo conſuetum Devotionis exercitium perpetuis temporibus continuabunt, confirmamus; ipſis quoque perpetuam Hæreditariam Poſſeſſionem Templi & Monaſterii iſtius, uti & totius areæ circa Templum muris comprehenſæ, cum omnibus Manſionibus & areis inteſtinis, quemadmodum & braxatorio, quæ omnia unius formæ lateritiæ extructa, ab antiquo in unum ſpectantia, ſolis Venerabilibus Monachis iſtis, legitimiſque eorum Succeſſoribus, perpetuò permanebunt; nulla ipſis obſtante injuria ſeu detractione à Republica noſtra. Thorunenſes Pannifici Civitaten. ſecundùm Conſtitutionem antiqui Privilegii ſingulis annis decem poſituras Panni Venerabili Conventui ad veſtitum reddere tenebuntur perpetuò, quod ne intermittatur Senatus noſter Thorunenſis curabit. Littus magnitudine quinque morgarum ab antiquo ad Monaſterium ſpectabit, ligna ex ſylvis Civitatenſibus moræ ſine obſtantia ſine interdictione Civitatis liberè evehentur, perpetuò molitio quorumvis frumentorum tàm ad uſum Panis, quam cereviſiæ in molendino Civitatis Lubicz dicto remanebit ſalva Monaſterio ſæpe dicto, nullâ redditâ menſurâ, ſeu ſtatione perpetuâ. Ex quo molendino Senatus Thorun. ſecundùm Ordinationem antiquam Conventui præfato Siliginis centum modios, tritici ſexaginta, mallæ centum & viginti ſingulis annis dare tenebitur, perpetuis temporibus. Quæ omnia & ſingula præmiſſa quemadmodum in antiquo Privilegio Fundationis ſutè ſcripta, in omnibus Punctis, Clauſulis, Articulis, concluſionibus approbamus, & confirmamus, atque perpetuum firmitatis robur præſentibus mediantibus obtinere decernimus. Quibus in fidem ac robur præſens manu noſtrâ ſubſcripſit, Regnique noſtri Sigillo firmat. eſt. Cracoviæ in Vigilia S. Franciſci Anno Domini 1507. Sigiſmundus Rex. Appenſio Sigilli in Cera expreſſi, Stanislaus Cemma Secretarius S. R. M. manu propria. Quarum quidem Literarum ſeu Privilegii ſupra-

Anno 1724. suprascripti Originale iidem offerentes ab Officio præsenti receperunt de quo Officium præsens & ejus Cancellariam quietaverunt, quietantque Præsentibus.

Ex Actis Castrensibus Capitanealibus Junivladislaviensibus Extractis.

(L.S.) Correxit MAKARSKI, mpp.

XXXIII.

6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de Succession, & Union indivisible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats Héréditaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. de Decembre 1724.*

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Isles de terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & basse Silesie, d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Burgau, de Moravie, de la haute & basse Lusace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Roussillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alsace, Marquis d'Oristan & Comte de Goceano; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faisons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres se sont donnez par un effet de tendresse Paternelle, & par une prevoyance de sagesse, beaucoup de soins, pour établir dans notre Auguste Maison une regle & forme de Succession pour y être à perpetuité immuablement suivie & observée par toute leur posterité de l'un & de l'autre sexe, dans tous les évenemens, que la Providence Divine pourroit faire naitre dans la suite des tems. Que l'Ordre pour cette Succession dans toute l'étenduë de nos vastes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en général qu'en particulier & en toutes inseparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembremens & la division entre les Héritiers de notre Auguste Maison. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre tres-honoré Bisayeul de glorieuse Memoire par son Testament de 10 de May 1621. confirmé par ses Codiciles de 8. Août 1635. a reglé l'ordre de Succession entre les Archiducs ses Fils & leurs Descendans Mâles par forme de Fidel-commis perpetuel, appellé communement Majorat, en ordonnant, que les Filles renonçassent à l'Héredité, & se contentassent de leur Dot, sauf toutes fois *leur Droit de retour*, que le même Ordre a éte suivi par feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuse Memoire, lequel comme Chef de notre Auguste Maison, & seul en droit de disposer de ses Royaumes & Provinces Héréditaires, a établi le même Majorat *par le partage, qu'il a fait le* 12. *de Septembre* 1703. entre notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur Joseph d'heureuse Memoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ses Royaumes & Etats situez tant en ses Pays, que dans la Monarchie d'Espagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de Succession en un vrai Droit de Primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de sureté il ajouta à ce Traité de très-solemnels Pactes de Succession, ou de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties Contractantes de part & d'autre & dans lesquels, après que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui se devoit observer entre ledit Empereur Joseph notre Frere & nous, & nos Descendans, ou celui des deux, qui surviroit à l'autre & sa posterité, dans la maniere de succeder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Espagne, & les Païs, qui la composent, a été aussi principalement convenu & disposé, que les *Hoirs Mâles*, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'ainé exclura aussi tous ses autres Freres puinez de toute l'Héredité, de sorte que la Succession à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils soyent, demeurera toute entiere, & en indivis attachée inseparablement à l'ainé des Mâles, selon l'Ordre de la primogeniture; dans lequels susdits Pactes & Conventions de Succession a été aussi disposé & reglée la maniere, dont les Archiduchesses se doivent succeder au défaut des Mâles, si le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaise. Après la mort de l'Empereur Joseph notre très-cher & très-aimé Frere, étant aussi devenu l'unique Successeur & Héritier, tant de notre propre Chef, que par le Droit du sang, & en vertu des dispositions faites par nos Augustes Ancètres de tous les Royaumes & Etats Héréditaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le seul Maitre absolu, avons, par notre Déclaration & Disposition publiée le 19. Avril 1713 en présence d'un grand nombre de nos Conseillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Présidens de nos Provinces, & de nos autres Ministres, renouvellé non seulement le Droit de Primogeniture, déja si fortement établi & enraciné dans notre Auguste Maison; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puissance, & selon l'exigence de l'état de nos affaires érigé en forme de Pragmatique Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce Droit de *Primogeniture & de Succession* plus clairement établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguste Maison, & au défaut d'iceux étendu en sa maniere aux Archiduchesses: Nous avons declaré en des termes intelligibles & exprès, qu'au defaut des Mâles la Succession échoira, en premier lieu aux Archiduchesses nos Filles, en second lieu aux Archiduchesses nos Nieces, Filles de notre Frere; & en troisième lieu aux Archiduchesses nos Sœurs, & enfin à tous les Héritiers Descendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de Succession lineale, tel qu'il est marqué dans notre susdit reglement, lequel se trouve entierement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, selon *le rang de la Primogeniture* & Succession lineale. En consequence & en execution de cette Sanction, la Serenissime Archiduchesse Marie Josephe, née Princesse Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, à présent Epouse du Serenissime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non seulement, avant ses nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguste Maison, & le susdit Ordre prescrit pour la Succession lineale confirmant son acceptation par son Acte de Renonciation formelle, & par son Serment, mais Elle l'a aussi ratifié par semblable Serment, qu'Elle a reiteré après son Mariage, & avec Elle le Serenissime Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie Electeur de Saxe, son Beau-Pére, comme aussi le Serenissime Prince Royal & Electoral son Mari ont reconnu, & se sont obligez, par Serment solemnel en termes formels d'observer ledit Droit de Primogeniture, & le susdit Ordre de Succession. C'est aussi en conformité desdites dispositions que dans le même par une Déclaration & stipulation également solemnelle, il a été reservé à cette Serenissime Archiduchesse & à ses Descendants de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de succeder aux Royaumes de ses Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la regle établie, arrivant le defaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise jamais. La même chose a été observée ensuite avec la Serenissime Archiduchesse, Marie-Amelie, née Princesse Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, Epouse du Serenissime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ses nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguste Maison & le susdit Ordre prescrit pour la Succession lineale, confirmant son acceptation par son Acte de Renonciation formelle & par son Serment, l'ayant de même ratifié par semblable Serment, qu'Elle a reiteré après son Mariage & avec Elle le Serenissime Electeur de Baviere, son Beau-Pere, comme aussi le Serenissime Prince

Anno 1724.

Prince Electoral son Mari ont reconnu & se sont obligez par Serment solemnel en termes formels, d'observer ledit Droit de Primogeniture & le susdit Ordre de Succession, en consequence des prédites dispositions par une Declaration & stipulation pareillement solemnelles; il a été dans le même tems reservé à cette Serenissime Archiduchesse & à ses Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de *succeder aux Royaumes* de ses Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la regle établie, arrivant *le defaut d'Archiducs*, ce qu'à Dieu ne plaise. Et considerant qu'il est très-important pour la sûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous possedons dans les Païs Bas, que ledit Ordre & regle de Succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires situées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogeniture établi dans notre Auguste Maison soient reçus, introduits, établis & promulguez dans nosdites Provinces de Païs-Bas, pour Sanction Pragmatique & Loi perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi soit dérogé à celle touchant la Succession du Prince desdites Provinces établie dans nos Païs Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predecesseur, par sa Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1549 reçuë, par chacun de leurs Etats dans leurs Assemblées & jusques à présent y restée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant seulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne seroient pas conformes aux susdits Ordre & regle de Succession, lesquelles en tous autres cas seront entretenues & observées comme du passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux Etats respectifs de nos Provinces desdits Païs Bas, afin qu'ils voulussent se conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de Succession indivisible, & tous les Etats ayant sur ce meurement deliberé dans leurs respectives Assemblées & specialement reflechi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y sont unanimement & volontairement conformez, & ont, en tout respect & soumission & avec une extreme reconnoissance, accepté la susdite Pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de Succession & Union indivisible & tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de Succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indivisible de tous nos Païs & Etats Héréditaires, consentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquiéme, de glorieuse Memoire, entant qu'elle n'est pas conforme à notre susdite Sanction Pragmatique, concernant la Succession à la Souveraineté desdits Païs-Bas, & Nous ont supplié très-instamment, de faire publier nôtre dite Pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il soit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héréditaires à toujours observé en Loy irrevocable & inalterable, ainsi qu'il en conste par les Actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Païs, & ouï sur le tout notre Conseil suprême établi auprès de notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Païs, avons, conformement à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Païs-Bas & à leur requisition, de nôtre certaine science, autorité & puissance absoluë, qui peut Nous competer comme Souverain Prince & Seigneur desdits Païs ordonné, statué & decreté, ordonnons, statuons & decretons par ces présentes la susdite Pragmatique Sanction, Reglement de Succession & Union indivisible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Païs-Bas, & qu'en consequence d'icelles la Succession de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Païs, *en une masse & indivisiblement*, échoira doresnavant, selon ledit Droit de Primogeniture & Ordre de Succession lineale, & restera à nos Descendans Mâles tant qu'il y en aura aucun: *& au defaut de ceux-ci*, ce que Dieu ne veuille, aux Archiduchesses nos Filles, toujours suivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, sans le pouvoir jamais partager; & qu'au defaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendans de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux Princesses Filles de nôtre Frere l'Empereur Joseph, de glorieuse Mémoire, & à leurs Descendans, de l'un & de l'autre Sexe, selon ledit Droit de Primogeniture; & qu'arrivant l'extinction de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire sera entierement reservé aux Princesses nos Sœurs & leurs Descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & successivement à toutes les autres Lignes de l'Auguste Maison, à chacune selon le Droit de Primogeniture & suivant le rang qui en resultera, & ce nonobstant le Reglement & ancienne Loi, touchant la Succession de Prince desdits Païs-Bas, établie dans lesdits Païs par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquieme, du quatrieme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes Coûtumes d'aucunes de nosdites Provinces, auxquelles, pour les causes & considerations susdites avons de notredite autorité & pleine puissance derogé & derogeons, en ce que la susdite Sanction & Coutumes ne seroient conformes à notre présente Disposition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & soient entretenuës & observées.

Anno 1724.

Si donnons en Mandement à notredit Conseil d'Etat établi dans nos Païs-Bas, President & Gens de notre grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil de Brabant, Gouverneur, President & Gens de notre Conseil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conseil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Fauquemont & Daelhem & d'autres nos Païs d'Outre-Meuse, President & Gens de notre Conseil en Flandres, grand Bailly, President & Gens de notre Conseil de Namur, Bailly de Tournay du & Tournesis, Presidens & Gens de nos Chambres des Comptes, Ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Justiciers, Serviteurs, Vassaux & Sujets, présens & à venir & chacun d'eux en son regard, que cette notre présente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction Pragmatique ils retiennent & observent & fassent retenir & observer inviolablement & à toujours pour Loi perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours souveraines & desdites de nos Comptes à l'enterinement de cesdites présentes, & les faisant enregistrer pour l'entier accomplissement d'icelles au tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au Vidimus desdites présentes, depêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi soit ajoutée par tout, où il en aura besoin. Car ainsi Nous plait-il. Et afin que ce soit *chose ferme & stable* à toujours, Nous avons signé cesdites présentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Résidence Imperiale de Vienne en Autriche le sixieme jour du Mois de Decembre, l'an de grace mil sept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Espagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme aussi le treizieme.

CHARLES,

Prince de Cordonnn P. V.

(L.S.) *Par Ordonnance de Sa Majesté,*

A. F. DE KURZ.

XXXIV.

Edit du Senat, du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decez du Czar* PIERRE, *la Czarize* CATHERINE ALEXIEWNA *son Epouse est demeurée Imperatrice & Souveraine absoluë de toutes les Russies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10 *Fevrier* 1725. *Avec le* SERMENT DE FIDELITE *prêté en consequence, par tous les Senateurs, Ministres, Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouverent presens à St. Petersbourg; comme aussi par les Bourgeois de la Ville le* 13. *Fevrier* 1725. [Feuille volante imprimée.] 1725. 13. Fevr.

ON fait savoir à tous, & à un chacun par ces présentes, qu'il a plû à Dieu Tout-Puissant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Serenissime, & Très-Puissant Prince Pierre le

Grand

Anno 1725.

Grand Empereur, & Souverain absolu de toutes les Russies, Pere de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succession à l'Empire Russien a été réglé par Sa Majesté imperiale, de très-glorieuse Memoire, dans sa Declaration du 5. Fevrier 1722., qui a été publiée à toute la Nation, & confirmée avec Serment par tous les Etats assemblez; savoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majesté Imperiale de choisir pour cela, lui succederoit. Ensuite de quoi Elle a voulu que l'année derniere 1724. sa chere Epouse, notre très-gracieuse Imperatrice & Dame, Dame Catherine Alexiewna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, à cause des innombrables, grands, & importans Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Russien; ce qui a été suffisamment, & amplement déduit dans la Declaration du 15. Novembre 1723.

A ces causes, le Senat ou Conseil de Regence, & le Sacré Synode conjointement avec la Generalité ont unanimement ordonné, & font notifier par la presente Declaration imprimée, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance, que tous, & un chacun soit Ecclesiastiques, soit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils soient, d'être soumis, & fidelles à la Très-Serenissime, & Très-Puissante Imperatrice, & Dame, Dame Catherine Alesiewna Souveraine absolue de toutes les Russies.

L'Original a été signé par le Senat ou Conseil de Regence, par le Sacré Synode, & par la Generalité.

Serment de Fidelité.

QUoique j'aye déja prêté Serment tant au Très-Serenissime, & Très-Puissant Monarque de toutes les Russies, Pierre le Grand de glorieuse Memoire, qu'à la Très-Serenissime, & Très-Puissante Grande Dame l'Imperatrice Catherine Alexiewna, je confirme néanmoins ma très-soumise Fidelité envers la Très-Serenissime & Très-Puissante Grande-Dame, l'Imperatrice Catherine Alesiewna Souveraine de toutes les Russies &c. conformement au Reglement, & Statut de Sa Majesté Imperiale, de glorieuse Memoire. Ainsi je soussigné promets à Dieu Tout-Puissant, & jure sur son Saint Evangile, que je veux, & suis obligé de reconnoitre Sa Majesté ma Legitime Grande Dame, & Imperatrice, & après elle les Hauts Successeurs de Sa Majesté, qui suivant le bon plaisir, & la Souveraine Puissance Imperiale que Dieu a accordée seront établis & jugé dignes d'occuper le Trône de Russie: Que je serai un fidelle, sincere, & soumis Serviteur, & Sujet de Sa Majesté: Que j'employerai toutes mes facultez spirituelles, mes Biens, & même ma Vie, s'il est necessaire pour le maintien & la defense des Droits, & Prérogatives de la Haute & Souveraine Puissance, & Autorité de Sa Majesté, déja statues ou à statuer dans la suite: Enfin, que j'aiderai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occasion, au service de Sa Majesté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une maniere que je puisse en repondre devant Dieu, & son jugement severe: Ainsi, Dieu me soit en aide, tant pour l'Ame, que pour le Corps; & pour affirmer mon Serment, je baise la Parole de Dieu, & la Croix de mon Redempteur: Amen. A St. Petersbourg le 13. Fevrier 1725.

XXXV.

20.Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter summum Pontificem* BENEDICTUM XIII. *& Invictissimum* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimissione Urbis Comaclensis factæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ab eodem Augustissimo Imperatore.*

QUum composita ac conventa fuerint inter Partes, quæ Cameræ Cæsareæ rationes respiciebant, pro implemento jam stabilitæ evacuationis & dimissionis, & pro istarum actu perficiendo & explendo præstituta fuerit proxima posterior dies vigesima mane, destinato ad hunc effectum Loco, nempe Aulâ magnâ, in qua convocari solent Consilia hujus Illustrissimæ Civitatis.

Anno 1725.

Quumque proinde condictis hora & Loco præcedenter convenerit, ut inchoaretur præordinata solemnitas, Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Commissarius Cæsareus, jam ibidem convocato Reverendissimo Capitulo & Clero, & convocatis universis Civium & Populi Ordinibus, iterum illis palàm & solemniter enunciavit causam sui adventus, Cæsareamque Commissionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Kesler alta & intelligibili voce publicari fecit Articulos Pontificium inter & Cæsareum Dominos Plenipotentiarios stabilitos, & Apostolica Imperialique Ratihabitionibus confirmatos; iidemque publicati Articuli mihi Notario infrascripto traditi fuere per dictum D. Kesler, ad effectum eos hic inserendi, & sunt tenoris sequentis.

Articuli publicati.

Primò, promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus, Sedeque Apostolica, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacli, sive ante, sive per, sive etiam post aprehensam à Copiis Cæsareis ejus possessionem, Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis quocumque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacra Cæs. Majestate, Serenissimaque Domo Austriaca quidquam postulaturos, neque etiam à Subditis & Incolis Comaclensibus eo nomine ullos indemnitatis aut reparationis sumtus exacturos, quin immo vi hujus Articuli omnes istas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitus sublatis perpetuò habendas esse.

Secundò, possessionem Comacli à Sacra Cæs. Majestate eo dumtaxat Pacto dimitti, ut in eamdem Sedes Apostolica restituatur ut prius, ita scilicet ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio vel Domui Atestinæ quidpiam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæs. Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia, tam respectu possessorii quam petitorii, salva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Convenisse de Amnestia generali pro omnibus Subditis & Incolis Comaclensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea, suam erga Cæsaream Majestatem & Imperium devotionem peculiariter testati, vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusque Administros ablegati fuerunt.

Ac proinde vigore hujus Amnestiæ, prædictis Subditis & Incolis Comaclensibus, nec quoad personas, nec quoad bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis, quidquam molestiæ aut impedimenti directè vel indirectè inferendum esse. Porro sarta tecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates & Prærogativas, quibus Subditi & Incolæ Comaclenses ante supradictam occupationem usi & potiti sunt, vel uti aut potiri debuissent.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis & Cameræ Pontificiæ recipit & pro recepta ex nunc haberi vult restitutionem realis possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum & pertinentiarum, in eo in quo prius erant statu juxta præsentis Conventionis modum & Articulos præinsertos, acceptat, eodem etiam nomine promittens ea quæ à Summo Pontifice præstanda in præmissis Articulis continentur.

Insuper Eminentissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis Alvarus Cinfuegos, nomine quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis & restitutionis, præsidia Cæsarea eorumque milites, intra tres Menses à die Ratihabitionis computandos, à dicta Civitate Comaclensi, locisque occupatis recessuros, ac tam Militares quam civiles cujuscumque generis Officiales, juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Naviglis, vel Curribus & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut integrum liberumque Summo Pontifici sit præsidium suorum Militum inducere & collocare, ibidemque potestatem libere, ut prius, exercere.

A tergo: Extractus ex Ratificatione Tractatus Pontificio-Cæsarei super dimissione Comacli, Viennæ 11. Decembris 1724.

ANNO 1725.

Et de prædicta Lectura, publicatione & insertione ipse solus rogatus extiti sicuti etiam de Antecedentibus Actis secutis ante adventum præfati Illustrissimi & Reverendissimi Domini Commissarii Pontificii.

Ego J. C. Antonius Maria Auregius, Filius quondam Domini Johannis Baptistæ, Causidicus Collegiatus Mediolani &c.

XXXVI.

30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni* 1718. *pro basi & fundamento hujus statuto, Regna Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO; *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanicâ in Italiâ & in Belgio actu possidet, suæ Sacræ Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi Secundo genito Serenissimæ Hispaniarum Reginæ Filio destinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum* CAROLI *Cæsaris Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici, Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Maii* 1725. Sequuntur LITERÆ *Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *Jean Pierre van Ghelen*, Imprimeur de la Cour; avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

NOtum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest.

Postquàm sub finem Anni Millesimi Septingentesimi, quo Rex Hispaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclytæ Memoriæ, improlis è vita decessit, cruentum, diuturnumque Bellum super Successione in ejusdem Regna, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Austriæ, &c. Plantissimæ recordationis ex una: & inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in assistentia Serenissimi & Potentissimi in Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Serenissimus quoque & Potentissimus Magnæ Britanniæ Rex GUILIELMUS, Ejusque in Regno Successor Serenissima & Potentissima Domina ANNA, Celsique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii accesserunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter Istos facta, Bellum, quod tunc inter Serenissimam & Potentissimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsecutam Anno 1714. Pacem Badensem quoque deletum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altefatam inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc fervebant, per Accessionem ad Tractatum Londini die $\frac{2.\ Aug.\ St.\ n.}{22.\ Julii\ St.\ v.}$ 1718. initum, acceptationemque Conditionum utrique eorum, prout & Regi Sardiniæ in eo propositarum felici quoque Numine sedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhucdum controversis ad particularem Congressum subinde in Urbe Cameraci institutum remissis, sub Amicis Mediatoriis Officiis Serenissimi & Potentissimi Regis Galliarum LUDOVICI XV. ac Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britanniæ GEORGII definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus Partibus eò missos sub præfata Mediatione à triennio abhinc operosè quidem, verùm ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipsum, cùm & spes nulla felicioris in futurum successûs affulgeret, in causa erat, quòd Serenissimus Hispaniarum Rex Catholicus Consilium ceperit, dicta adhuc controversa Puncta cum Sua Majestate Cæsarea & Catholica in ipsa Urbe Viennensi per Ministros utrinque ad id opus cum plena potestate munitos amicè definiendi: ad quod Sua Majestas Cæsarea Catholica Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium actualem Intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallum, ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Selovitz, Porlitz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, actualem Consiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaecarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Stathenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsee, Senffienberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hæreditarium: Sua Majestas verò Regia Catholica Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Eugelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiis.

ARTICULUS PRIMUS.

PAx sit Christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæsaream Catholicam Majestatem, & inter Regis Hispaniarum Catholicam Majestatem, utriusque eorundem Hæredes, & Successores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Basis, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die $\frac{2.\ Aug.\ St.\ n.}{22.\ Julii\ St.\ v.}$ Anni 1718., propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majestate Cæsarea Catholica eâdem ipsâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die 7. Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitam turbata fuerunt, actu restituit Suæ Majestati Cæsareæ Insulam & Regnum Sardiniæ in eo statu, quo erat tunc, cùm illud occupavit: Renuntiavitque Suæ Majestati Cæsareæ omnia Jura, Prætensiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majestas Cæsarea de illo ceu de re sua plenè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro regula statuatur, nè Regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, unirique possent, istæque duæ Monarchiæ perpe-

ANNO 1725.

perpetuis futuris temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò necessariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni è duobus pro se, totaque sua Posteritate solenniter renuntiaverint, adeò ut ista utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem abierit in Comitiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectensis die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi adeò necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistræ suspicionis ansam tollere, tranquillitatique publicæ consulere volens, acceptat, & consentit in ea, quæ in Tractatu Trajectensi super Jure, & Ordine Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro se, quàm pro suis Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum Prætensionibus quibuscunque, nullâ penitùs exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenses agnitus fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Suæ Majestati Catholicæ, Partibusque Compaciscentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Majestas Cæsarea amore Universæ Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit, quòd Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea Conditione renunciaverit, nè Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, sinet prætereà eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renunciatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renuntiat, tam suo, quàm Suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum Marium & Fœminarum Nomine, Suæ Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque, nullâ penitus exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatûs Londinensis obveniunt, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713. . . . . . . cessus, disertè quoque comprehensus intelligatur, super quo solennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac super his Instrumenta consueta Suæ Majestati Cæsareæ, & Partibus compaciscentibus extradidit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Siciliæ reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætensionibus, quarum prætextu Suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes, & Successores, directè, vel indirectè tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

VI. Sua Majestas Cæsarea in contemplationem Serenissimæ Hispaniarum Reginæ consensit jam sub reservato Imperii consensu, eoque subinde obtento iterum consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita à Partibus compaciscentibus in Tractatu Londinensi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia Sexûs Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginæ Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati: iisque deficientibus, secundo-aliique Postgeniti ejusdem Reginæ Filii pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis Jure perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac consuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem Sua Majestas Cæsarea præfatis Principibus promissas Literas Expectativas Eventualem Investituram continentes stilo solito actutum expediri, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, salvâque illorum per omnia quietâ possessione.

Placuit tamen Oppidum Liburni in perpetuum esse, & deinceps permanere debere Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quòd Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Reginæ Filio cedet, tradetque, quamprimùm iste tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatûs possessionem pertingat.

Abdicatque à se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex prætactis Ducatibus quicquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quin nec Tutelam Principis, cui illi Ducatus obvenient, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bonâ fide se religiosèque observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductitio milite acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundùm Literas Investituræ Eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Hæredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ sibi reservato, Literasque . . . . vocatas, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cum Instrumento Ratificationis illius Tractatûs bonâ fide extradet: salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardiniæ juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ sibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Defensionem, seu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad illos vigore Tractatûs Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, scriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè seu indirectè, gesta, aut patrata fuerunt; Gaudeantque istâ generali Amnestia, & Abolitione omnes & singuli utriusque Subditi cujuscunque Statûs, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs sint, tam Ecclesiastici, quàm Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt, vigore cujus universis & singulis permissum, & licitum sit, recipere plenariam Possessionem, & usumfructum suorum Bonorum, Jurium, Privilegiorum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhærere cœperunt, gavisi, & fruiti fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, & Abolitionis omnibus & singulis Subditis, qui unam alteramve Partem secuti sunt, fas, liberumque erit, Patriam suam repetere, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datâ eis omnimodâ facultate, dicta bona sua sive per se, si iis presentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro lubitu suo disponendi, ad eum omninò modum, quo ante cœptum Bellum de iis disponere valuêre: Dignitates quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permaneto, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ sunt, controversias, placuit, ut Sacra Cæsarea Catholica Majestas CAROLUS VI Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majestas Hispaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Titulis

talis utrinque assumptis imposterum vitâ utrinsque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Successores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt, assumant, aliis verò abstineant.

XI. Dux Parmæ conservetur, & manuteneatur in Possessione omnium suorum Statuum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis fuit; Quæ verò cum finitimis Suæ Majestatis Cæsareæ Provinciis subvertunt controversiæ, eæ per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabiliter decidantur.

XII. Sua Majestas Cæsarea adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectensem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis subsecutas, nec non per præsens Pacis instrumentum confirmatum, tueri se, Guarantiamque desuper præstare, &, quoties opus, manutenere velle; vicissim Rex Hispaniæ tueri, & guarantigiare quoque spondet, eum Succedendi ordinem, quem Sua Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilis, ac Inseparabilis Fidei-Commissi Primogenituræ affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, ac grato, submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus, Serenissimarum Infantum MARIÆ, & MARGARITÆ, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constitutæ pro illis Hypothecæ, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu usuræ annuæ pro ratione sortis stipulatæ perci, iebantur, restituatur, vel loco illarum Dotium, & Hypothecæ sors ipsa in ære parato semel pro semper unà cum fructibus tam antè obitum Regis CAROLI II. quàm post acceptatum Tractatum Londinensem ex iis perceptis Suæ Majestati Cæsareæ persolvantur.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalaunia à se, vel ejus Nomine contracta, exsolvit, & quæ adhuc liquidò extant, persolvenda in se recipit; ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Suæ Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majestas Regia exsolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimestre à subscripta Pace ab utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis . . . . ntium variè actum sit, tandem super iis ità transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comi . . . extans cum Viennensi compensetur. Pro Palati . . Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvet.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui intrà unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt Commissarii Cæsarei, & Regius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hic mutuò placitam ratihabitum, & Ratificationum Instrumenta intrà bimestre spatium, aut citiùs si fieri possit, hic reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porrò cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprà frequentior mentio facta est, partem istius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in solenni forma utrinque ratihabitæ plenam robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annectere placuit.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis* CAROLI II. *Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diù, fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ, ac discussâ, die secundâ Mensis Augusti hujus Anni 1718. Londini Nos inter, & Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *sub Tutela Serenissimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentiæ agentem: nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsuico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerint, eò unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc diffident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantùm Pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, iisdem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatûs possidere debemus, denuò immutabili Lege (cùm salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stata inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum à Nobis facienda. Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni alia ratione potentiorem, atque omnem à Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Nostros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis unionum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quòd per illam ea quoque Renuntiatio, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps PHILIPPUS QUINTUS *Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub 5. Novembris Anno 1712. in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque ea Hispania in legem abiit, nostraque eâ conditione innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis 24. Die Mensis Novembris Anno 1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die 19. ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerant, & per Trajectenses 11. die Mensis Aprilis Anno 1713. confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.*

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in hâc ista Renuntiatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hoc præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessa, competunt, aut competere possent, idque omne jus Nostrum in modò dictum

ANNO 1725.

dictum Serenissimum Principem PHILIPPUM *Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores, Mares & Fœminas, his verò quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam juxta præfati Tractatûs tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontis Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina in Principem Amadeum à Carignano ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos & deficiente quoque hujus progenie Masculinâ, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, seu ab Infante Catharina Regis* PHILIPPI II. *Filia oriundos, ex certa scientia sponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Nostris Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostris omnibus rationibus, & Juribus, quæ Nobis aut Ipsis, in dicta Regna quomodocunque, sive jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quâcunque ratione possent.*

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes, ac statuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expressè derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, styli & observantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, sponte, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, seriò, sancteque spondentes, Nos sæpèfatum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, & Successores in tranquilla & pacifica possessione dictorum Regnorum esse permissuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod Ipsis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, Bellum econtra quod Nobis ab Ipsis, aut Ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum Successionem vocati sunt, defendendi sui causâ inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quòd si fortè ad hunc Renunciationis Nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novissimè inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo Nostro Cæsareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Cessionis Abdicationis, & Renunciationis Instrumento continentur, Sanctè, Religioseque observaturos cùm Nos, tùm à Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præsentia Testium infrà scriptorum firmavimus, præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo ipso Tractatu præscriptis, extradendum. Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Nostrorum R... Septimo, Hispaniarum Decimo Sexto, Hungarici verò & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præsentes fuêre Celsissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthson, Comes de Falkenstein, Liber Baro in Sprechen - & Schrottenstein, Dominus in Martinitz, Krayiowitz, Tschechitz, Kraysaudon, Hammerstan, Geblou, Zahradka, Neuschlos, & Bohemo-Rudoletz, Goldegg, Pielhag, Friesing, & Oppidi Aggspach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Austriæ, & Hæreditarius Mareschallus Comitatûs Tyrolensis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Thesaurarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowitz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præcisor in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarius Pincerna in Austria ad Anasum, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, & Aulæ Cæsareæ Cancellarius.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Gundaccarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Dominus Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Ober-Wallsée, Senftenberg, Bottendorff, & Hattwan, aurei Velleris Eques, Sac. Cæs. Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallus Hæreditarius.

Reverendissimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Episcopus Valentinus, Consiliarius actualis Statûs Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis, & Supremi Hispaniarum Consilii Præses.

Excellentissimus item & Illustrissimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Statûs, supremique Hispaniarum Consilii Consiliarius.

Et quia Ego infrascriptus Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, authoritate Cæsareâ atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc sort Præsens audivi, & vidi; Ideò in fidem veritatis nomen meum subscripsi, & Sigillum meum apposui. Anno & die ut suprà.

(L. S.) JOANNES GEORGIUS BUOL,
S. R. I. E.

NOS PHILIPPUS *Dei gratiâ Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcellonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis* CAROLI II. *Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diù, fœdeque afflixit, neque componendis hisce, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badaque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ, die secundâ Mensis Augusti Anni 1718. Londini inter Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *sub Tutela Serenissimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvici-Luneburgensem, Sac. Rom. Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluti, signatique fuerunt, eò unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis, semperque magis firmetur, inter eos verò, qui adhuc dissident, quamocyus reducatur, ac refloreseat, atque adeò hoc tantum Pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ communiter tandem reddatur: ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quàm per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Hispaniæ & Galliæ, denuò immutabili lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes rerum æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque socii sunt, aut iis accesserint, afferere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

Anno 1725.

Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obvenient, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerint, à Nobis facienda.

Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem animo altè conceptum, & ad quamcumque potentiorem, atque omnem à Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatuum die 26. Januarii nuperi Madriti cùm ipsi acceptaverimus, tùm à Plenipotentiario Nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & Die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solemniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederimus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quod per Cæsaris in Hispaniarum, Indiarumque Regna Renunciationem jam ea quoque Renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis, nostrisque posteris sub quinta Novembris Anno millesimô septingentesimô duodecimò in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationes, quas Serenissimi olim Dux Bituricensis vigesimâ quartâ die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Marlis, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecimâ Die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeo perpetua, & immutabilis jam lege stantum, sanctumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

Hic igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in hac ista Renunciatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato, ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibusque & Posteris Nostris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus, & Pretensionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones, ac Provincias à Sua Majestate Cæsarea in Italia, & Belgio in præsens possessa, & vi præsentis Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finaliensem à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, disertè quoque Regna Siciliæ, atque Sardiniæ juxta Leges in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores, ac Posteros perpetuis futuris temporibus sublato penitùs omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ remaneat: Regnum & Insula verò Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi, & tradi, reservato in illud, quando Posteritas, atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniæ Regis, deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat: Idque omne Jus Nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majestate Cæsarea possessa, & possidenda, in modò dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, ac Posteros, Mares & Fœminas, ex certa scientia, spontè, liberèque horum vigore transferimus, & abdicamus. Renunciantes pro Nobis, Nostrisque Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris omnibus rationibus & Juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocumque, sive Jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum & Provinciarum Subditis, speciatim ab Ordinibus Regni, quos vulgò las Cortes appellant, accipiatur, Executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expressè derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris, & Facti, Styli, & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis, & enormissimæ, eis & quibus omnibus deliberatè, sponte & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, serio, sanctèque spondentes, nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majestate Cæsarea actu jam possidentur, vel quæ, & quas vi Tractatûs ei cessimus, aut cedere debemus, esse permissuros, neque eos vi Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis, aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injustum, Bellum econtra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendæ suæ causâ inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis Nostræ actum, aliquid ampliùs quàm hic expressum est, desideraretur, id omne ex prædicto Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, supplere, ac pro supplete haberi volumus, Verbo Nostro Regio promittentes ea omnia, quæ in hocce Cessionis Instrumento continentur sanctè, religiosèque observaturos, tùm à Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari.

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, & Renunciationis Actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangeliis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus. Præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coram infrascripto Nostro Statûs Secretario, & ad hunc actum authoritate Regiâ Notario-Publico creato, Regioque Nostro Sigillo munivimus, in præsentia Testium, scilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Nostri Capellani & Elemosinarii. D. Restaym Cantelmi Ducis de Populi, Velleris aurei insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, nostrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò Guardias de Corps Præfecti. D. Alvari Bazan & Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Serenissimæ Reginæ Domûs Moderatoris. D. Ildefonsi Manrique Ducis del Arco pariter Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris. D. Victoris Amadei Ferreri Fieschi Principis de Masserano, insignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Suæ Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesimâ secundâ Junii Anno millesimô septingentesimô vigesimô.

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joseph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinis Sancti Jacobi Eques, Rivera & Arenchal in dicto Ordine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimus Cubicularius, Primus Statûs Secretarius, ac universalis Speditionis, nec non Referendarius ac Notarius Publicus, præsens sui Signaturæ hujus Instrumenti, & omnibus, quæ in ea expressa sunt. In quorum fidem meo proprio nomine subscripsi, in Monasterio Regio Sancti Laurentii Die vigesimâ secundâ Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

JOSEPH DE GRIMALDO.

XIX. In quorum fidem, roborque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

NB.

ANNO 1725.

NB. *Cùm Literæ Reversales, quæ suprà in Articulo VII. à Duce Sabaudiæ nunc Rege Sardiniæ Regi Hispaniarum anno 1713., quo Regnum Siciliæ illi cessit, supponebantur fuisse extraditæ, juxta testimonium Regis Catholici asserantur nunquam fuisse confectæ, nec etiam ullibi existere, hinc locò dictarum Reversalium præfatus Hispaniarum Rex sequentem Declarationem Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ extradidit.*

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galletiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum & Continentis, Maris Oceani, Rex: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ, & Molinæ, &c. &c. Cum per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitiæ, inter Serenissimum, & Potentissimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus solenniter conclusi, per utriusque Partis Ministros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Viennæ in Austria die trigesimâ Aprilis Anno inferiùs notato, percussi, atque subscripti, & à Nobis novissimâ die vigesimâ quintâ Mensis Maji, in Regia Nostra Aranjuez dicta secundùm ipsius Tenorem, & formam ex animi sententiâ acceptati, approbati, & ratihabiti; Enuncietur, proponatur, & asseratur, quòd Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Nostrisque in Regno Successoribus & Hæredibus, Posteris item Nostris utriusque Sexûs in perpetuum Juri Reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reservato, renunciamus, Litterasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cùm Instrumento Ratihabitionis istius Tractatûs bonâ fide extraditurі, &c. Nobis planè necessè visum est, his præsentibus notum facere, & aperire, sicut re ipsâ notum facimus, aperimus, & declaramus, asserimus, & asseveramus, quòd quamvis Nos, cùm Serenissimo Principi Sabaudiæ Duci, nunc Sardiniæ Regi Regnum Siciliæ cessimus, Jus ipsius Reversionis ad Coronam Hispaniæ Nobis reservavimus, nihilominùs Litteras, ut vocant Reversales, desuper conficiendas, & expediendas, confectas umquam, aut expeditas fuisse, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, asseritur, usque adhuc pœnitùs nescimus, & ignoramus, & si reapsè confectæ, absolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem prorsùs Nobis latet, nunquam nobis traditæ sunt, ipsasque nec accepimus, in potestate Nostra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistentia adimplere vetat, prout fas Nobis est, excusatam haberi à Sua Cæsarea Catholica Majestate ingenuè cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque suadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quòd si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, si Nobis inscii in nostra potestate sint, bonâ fide, abjectâ omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si fortè in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & conatibus Nostris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes, spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tùm pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Nostræ voluntati subjaceat. In quorum fidem & validitatem præsentes Nostras Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Nostrâ subscriptas, Sigillique Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Statûs Secretarii Nostri refrendatas. Datum in Regia hac Nostra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigesimâ quintâ Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Cæsarearum.

NOS CAROLUS *Sextùs Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolиæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, testatumque facimus. Cùm Serenissimo Hispaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *visum sit, eos inter Nos utrosque adhuc pendentes Controversiarum Articulos, qui in Tractatu Londinensi de Anno 1718. ad peculiarem Congressum definiendi remissi fuerunt, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, postquàm super iis Cameraci loco ad istum Congressum subinde destinato sub Mediatione Serenissimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regio jam à triennio ab hinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Ministrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato instructum Illustrem & Magnificum Joannem Guiglielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & Campen miserit, qui exhibitis Plenipotentiæ suæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commissum sibi hocce negotium sufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos tam pio consolidandæque universæ Europæ quietis proficuo Consilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum usu Illustrissimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, Consilii Aulico-Bellici Præsidis, Nostrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi Mareschalli, ac Nostrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illustris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Thesaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernstbrunn, Domini Dynastiarum Gföll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Pincernæ in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illustris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus Oberwalsée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschalli Hæreditarii: plurimùm confisi, Eos ad tractandum, concludendum & signandum Nostro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propositos Pacis Articulos, & si quæ alia fortè, ad quæ specialiori Mandato opus esset, tractanda occurrerent, Commissarios Nostros tanquam Legatos Nostros Extraordinarios nominaverimus, & constituerimus, prout eos vigore harum nominamus & constituimus: Dantes eis plenam & omnimodam potestatem, authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & si quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & signandi, desuper Instrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, si rem Ipsi tractaremus, agere, facereque possemus. Verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Nostros Commissarios tanquam Legatos Nostros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum absentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta conclusa & signata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Nostraque Ratificationum Instrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros esse. In quorum fidem, majusque robur præsentes manu Nostrâ subscriptas Sigillo Nostro appenso muniri jussimus. Datat ex Arce Nostra Luxemburgi die 28. Mensis Aprilis Anno 1725. Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto, Hispaniarum vigesimo secundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Tenor

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Hispanicarum.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Absburg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deseando dar à mis Pueblos y Vassallos el consuelo, y alivio de una Pax universal, he solicitado por medio del Congresso de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y haviendo manifestado la experiencia de estos ultimos quatro años, quanto se dilata el logro de esta importancia, que siempre mas procuro, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos los medios possibles, y queriendo usar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reservada-y secretamente, una Persona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deseos, y anelos de establezer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda consideracion. Por las experiencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humsterlant, y de Campen, he resuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, passeix al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es necessario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y representando mi propria Persona, podais proponer, ofrezer, oyr, consentir, asentir, y capitular con el expressado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, y os diputare para este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que deseo, de la union, buena correspondencia, y alianza que solicito establezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à esto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque sea de tal calidad que requiriese otro mas espezial Poder, y commission, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expressado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo consiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à estar y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y assi mismo me obligo à que dentro de el termino, que se señalare, segun se estila, aprobare, y ratificare en espezial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requisitos necessarios, y acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder se concluyere, y asentare, general-e individualmente, paraque sea valido, y establezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello secreto, y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SE✠LLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Suæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet potest. Postquàm Pace Universali per Conditiones in Tractatu Londinensi die $\frac{2. \text{ August.}}{22. \text{ Juli.}}$ Anni 1718. iis Principibus, quos inter tunc Bellum adhuc perdurabat, propositas, & ab iis successivè acceptatas in Orbem Christianum revocatâ, illi controversiarum Articuli, qui Nos inter & Serenissimum Potentissimumque Principem PHILIPPUM V. Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum peculiariter adhuc pendebant, in Congressu Cameracensi sub Mediatione Serenissimorum Potentissimorumque Principum LUDOVICI XV, Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britanniæ Regum diù frustrà tentati, annitente modòfato Rege Catholico, hic Viennæ per Legatos Extraordinarios ad id cum plena Potestate utrinque instructos die 30. Aprilis infrascripti Anni per Conventionem particularem amicabiliter transacti, atque in sequentes conditiones concluti ac signati fuerint,

Hic Loci insertus fuit Tractatus Pacis.

Quòd Nos hæc omnia & singula à præfatis Nostris Ministris acta, conclusa & signata, utpotè voluntati mandatoque Nostro consona, præhabitâ maturâ diligentique consideratione ex certa Nostra scientia approbaverimus & ratificaverimus, prout hiscè ea approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, verboque Cæsareo Regio atque Archiducali pro Nobis, Nostris Successoribus, & Hæredibus promittimus & juramus supràdescriptos Articulos, & quidquid in hac Pacis particularis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, neque ut ab ullo ex parte Nostra iis contraveniatur, unquam esse passuros. In quorum omnium testimonium & fidem Sigillum Nostrum Cæsareum Regium atque Archiducale huic Diplomati manu Nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum ex Arce Nostra Laxenburgi die XVI. Mensis Junii Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæs. & Cath. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratificatio Suæ Majestatis Regiæ Catholicæ.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallecia, Majoricæ, Hispalis Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Gienuæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Quandoquidem in Urbe Viennensi Tractatus Pacis, & Amicitiæ à Ministro Nostro*

ANNO 1725. *Nostro apud Cæsaream Majestatem Legato Extraordinario & Plenipotentiario, & ab ipsius Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiariis, conventus, conclusus, & subscriptus fuerit, cujus tenor ad pedem Litteræ infrà inseritur, & ut sequitur, est de Verbo ad Verbum.*

Hic loci fuit insertus Tractatus Pacis.

Nos verò tam sinceram inter Nos & Serenissimum & Potentissimum Imperatorem Pacis & Amicitiæ Conventionem consolidare, prædictisque omnibus & singulis in præinsertis Capitulis, sicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis, conventa, inita, transacta, promissa & firmata sunt, robur & munimen Nostræ Regalis Auctoritatis adjicere cupientes, ea omnia & singula, prout superiùs insertis Litteris contenta, perspicaciter intuentes, Nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus, de Nostraque certa scientia, & voluntatis plenitudine, maturaque & digesta deliberatione pro Nobis, Successoribus Nostris, sive Regnorum Nostrorum Hæredibus natis, vel nascituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis & Adhærentibus Nostris, ac omnibus aliis, quorum interest aut interesse poterit, prout & quemadmodum superiùs inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac de novo, quatenùs opus est, per præsentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de verbo ad verbum præinserta manent, & à præfatis utriusque Partis, nempe Nostræ, & prælibatæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Oratoribus Extraordinariis & Plenipotentiariis promissa, & subscripta fuerunt; semper & omni tempore custodire & custodiri, manutenere & manuteneri; ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque umquam per Nos vel alium seu alios, publicè vel occultè, directè aut indirectè aut alio quovismodo, aliquâ ratione, causâ vel occasione contra facere aut venire pollicemur, promittimus, & juramus; & solenniter expromittimus & facimus Sacramentum in verbo & fide Regia; & si ab aliquo in supradicta omnia & præinserta, vel eorum singula imminutio, aut Pactorum diminutio, seu Contraventio, quomodocumque fit aut esse possit, same agetur aut patraretur; is profectò audaciæ & inconsiderantiæ suæ, pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum fœdus; & abjectâ omni cunctatione & procrastinatione restituere faciemus; pro quibus omnibus & eorum singulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & supponimus Regna & Bona Nostra ac Hæredum Nostrorum quorumcunque, & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus obligationis & approbationis authoritatem, omnibus & singulis legibus, moribus, cæterisque universis ipsis contrariis renuntiamus. In quorum omnium fidem, robur, & testimonium præsentes Nostras Ratificationis & Approbationis Litteras expediri mandavimus; manu Nostrâ subscriptas, Sigillique Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Secretarii Nostri Status & universalis Expeditionis, vulgò, del Despacho, *dicti, refrendatas. Datum in Regia Nostra, Aranjuez nuncupata, die vigesimâ quintâ Maji, Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXVII.

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, & Sacram Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum, ad mutuam Defensionem & Guarantiam eorum respectivè Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis; tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die 30. Aprilis 1725.* [Tiré de la Chancelerie Imperiale de la Cour à Vienne.].

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit Universis. Quamvis sincera Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Regem, Archiducem Austriæ, Ducem, Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Wurtenbergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alsatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum &c. &c. Nec non Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris, Oceani, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ & Mediolani, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biscajæ & Molinæ &c. &c. per Accessionem ad Tractatum Londinensem à Suâ Majestate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam stabilita, & per solennem Pacis Tractatum hîc Viennæ die 30. Mensis Aprilis anno infrà notato confectum & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad stringendum nihilominùs eò arctiùs hunc pro bono Christiani Orbis tam proficuum Concordiæ nexum, per utrinque eorum Ministros respective Commissarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium Actualem Intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallum ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Thesaurarium Hereditarium Comitem à Sintzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mützig, Loos, Zinn & Droskau, Burggravium in Reineck Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium Actualem Consiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystat, Haus, Oberwallsée, Senftenberg, Bottendorff, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium intimum actualem, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hereditarium: Et pro parte Suæ Majestatis Regiæ Catholicæ per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda. Dominum de Jenxema, Engelenburgh, Poelgeest, Roudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, in præsens peculiare Amicitiæ Fœdus juxtà sequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentiis.

I. Sit maneatque Suam Majestatem Cæsaream Catholicam inter & Suam Majestatem Regiam Catholicam solida sinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut unus alterius commoda ceu sua promoveat, damna verò avertat.

II. Cum verò per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, Restitutionem Gibralterræ cum Portu suo per Regem Magnæ Britanniæ promissam fuisse, & Regem Hispaniæ insistere, ut Gibralterra cum Portu suo & Insula Minorcæ cum Portu suo Mahon Majestati Suæ Regiæ Catholicæ restituantur, ex Parte Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis hisce declaratur, huic Restitutioni, si amicabiliter fieret, sese non oppositurum, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & si Partes id desiderarent, etiam mediatoria adhibiturum esse.

III. Ad contestandam magis sinceram Amicitiam Serenissimus Hispaniarum Rex Philippus V., promittit & spondet, Navibus Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis, & ejus Subditorum tutum, securumque ingressum daturum in omnes suos Portus in Continenti His-

ANNO 1725. paniæ sitos cujuscunque Nationis Imperatori subjectæ sint, ita ut quæstum liberrimum non solum in illis, sed etiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere possint, gaudeantque omnibus Privilegiis & prærogativis, quibus amicissima Natio (uti Galli hucusque fuerunt & Angli adhuc sunt) gaudet ac fruitur, idque statim à die publicatæ illius Pacis, quæ in omnibus Portubus & Locis congruis sine morâ fiet, juxtà ac in Tractatu Commerciorum hodie subscripto conventum est.

IV. Si Naves Subditorum Suæ Majestatis Cæsareæ à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hostiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Suâ Majestate Cæsareâ communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna: Vicissim Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit, si Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majestatis à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hostiliter impeterentur se in eo casu pariter causam cum Suâ Majestate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterum etsi per Quadruplex Fœdus securitas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciscentibus possessarum vicissim per Guarantiam stipulata sit, per hoc Fœdus nihilominus præfatam securitatem uberiùs explicare, Casibusque qui occurrere possunt, satiùs providere placuit. Idcircò ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auspiciis inter Sacram Cæsaream Catholicamque Majestatem, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem Amicitiæ studium, necessarium ac opportunum visum fuit de ausiliis mutuò præstandis, ac per ea debitâ securitate magis firmandâ sequentia statuere. Nimirùm si Imperator, ejus Regna & Provinciæ Hæreditariæ ubicunque sitæ hostiliter impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum casum Rex Catholicus spondet, seseque obligat, quòd Suæ Majestati Cæsareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò Classim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaisseaux de Ligne*, instructam: insuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium submissurus sit, solitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam solvere possit, computatis in singulos mille Pedites viginti quatuor mille Florenis Rhenensibus per ratas mensuales in Urbe Genuâ persolvendis.

Quoad Naves verò, si Rex Hispaniæ eas Imperatori non submitteret, poterit satisfacere mittendo Decem millia Militum: vel loco illorum pecuniam justà calculum suprà factum. Vicissim Sua Majestas Cæsarea spondet ac se obligat, quòd Regi Hispaniarum Catholico, in casum hostilis Aggressionis in Provinciis in Europâ ubicunque sitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò in auxilium submissurus sit triginta millia Militum, scilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, semper in naturâ suppeditandos, & solitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiæ Fœderis promittunt utriusque Partis respectivè Commissarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii à Suâ Majestate Cæsareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majestate ad formam hic mutuò placitam ratihabitum solenniaque Ratihabitionum Instrumenta intrà spacium trium Mensium, aut citiùs si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri. In quorum fidem robureque præfati Ministri Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ Fœderis Instrumentum propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc Viennæ Austriæ die 30. Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.
(L.S) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

XXXVIII.

1. Mai. *Traité* (1) *de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Vienne le 1. Mai 1725.* Avec *les* PLEINSPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilege, in 4.] ANNO 1725.

(1) L'Original du Traité est Latin; mais comme il interesse particulierement les Marchands & les Navigateurs, à qui la Langue Françoise est ordinairement mieux connuë que la Latine, on a cru leur faire plaisir, & à beaucoup d'autres, de le leur donner en cette Langue, d'autant plus qu'on peut assurer, que cette Traduction est fidelle & approuvée. [DUM.]

Au Nom de la Tres-Sainte & indivisible Trinité. Amen.

D'Autant que par la grace de Dieu, tres-Grand & tres-Bon, qui tient les cœurs des Rois en sa main, une ferme & bonne Paix a été concluë entre le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Empereur des Romains Sixieme du Nom, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Basse Silesie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du St. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alsace, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continent de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Royaumes, Etats, Principautez, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir aussi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differents, qui pourroient survenir, étant retranchez, & comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Royaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux affermi. A l'effet de quoi nous soussignez Ministres, & Ambassadeurs Plenipotentiaires, suffisamment authorisés à cet effet, après en avoir plusieurs fois conferé ensemble, & nous être communiquez reciproquement nos Pleinspouvoirs, sommes convenus des Articles suivans.

I. En consequence de la Paix, qui se trouve heureusement établie, entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, il sera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils soient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Païs l'un de l'autre, en toute liberté, sans avoir besoin de Passeport, ou permission particuliere; la Publication de la Paix leur sufira, & ils jouïront respectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouïssent les Sujets naturels, sans aucune crainte, dommage, ou prejudice quelquonque, conformement à ce qui en est convenu par le present Traité.

II. Il sera permis dés à present, à tous les Navires de Guerre & de Marchandises, appartenans aux susdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, sans aucune autre prealable permission. Ils y seront receus librement & amiablement, & on leur fournira à prix raisonnable toutes les choses, dont ils auront besoin, soit pour leur necessaire provision, soit pour la reparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils soient en état de se remettre en Mer, sans qu'on puisse exiger d'eux aucune sorte de Droit, ou Imposition, sous quelque nom, ou titre que ce puisse être. Ce qui est pareillement stipulé, pour les Indes Orientales, à condition neanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir achêter autre chose, que des Victuailles, ou des agrez pour la reparation des Vaisseaux, & de leur Equipage.

ANNO 1725.

III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des sinistres soupçons, elle ne leur sera point permise dans les Ports, & Havres de moindre force & defence, si ce n'est que pour éviter une tempête de Mer, ou la poursuite des Ennemis, ils fussent obligés de s'y retirer; & même en ce cas-là ils en sortiront dès que le danger sera passé, & qu'ils se seront pourvûs des choses necessaires, sans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que le Magistrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choses ils se comporteront d'une maniere à ne pouvoir donner ni crainte ni soupçon, ce qui sera particulierement observé aux Indes Orientales, où la jalousie est ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puissent y conduire en toute seureté les Prises, qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, & les en retirer de même, sans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permission, ils ne voulussent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il sera convenu cy-après pour les Marchandises.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils soient, qui ne seront pas destinés pour un Port, & qui neanmoins y seront entrés par peril de Mer, poursuite d'Ennemis, ou par quelqu'autre besoin que ce puisse être, seront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Passeports, ou bien leurs Lettres de Mer, selon le Formulaire cy-aprés inseré, aprés quoi il leur sera libre de sortir & de se remettre en Mer sans aucune moleste, trouble, ni empêchement, & sans qu'on puisse les obliger à rompre leurs charges, ni même à souffrir la visite.

VI. Reservé pourtant le cas, que si quelqu'un de ces Navires, étoit destiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ses Lettres de Mer, qu'il seroit chargé de Marchandises de Contrebande; en ce cas, il seroit obligé de souffrir la visite, laquelle neanmoins, ne se pourra faire, qu'en presence du Juge conservateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Consul, & toujours avec le plus grand ordre, qui soit possible, sans disperser les Marchandises, sans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes qu'on y trouvera, seront confisquées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandises resteront libres, sans qu'on puisse exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux frais de la visite, ou de la procedure faite en cette occasion.

VII. Et pour prevenir toutes les disputes, qui pourroient arriver sur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de declarer, qu'on y comprend toutes sortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui servent à la Guerre, sçavoir les Armes offensives, & defensives, Canons, Mortiers, Fauconneaux, Pierriers, Petards, Saucisses, Bombes, Grenades, Boulets, Bales, Fusils, Mousquets, Pistolets, Epées, Bayonnetes, Casques, Cuirasses, Bandolieres, Poudre, Salpetre, Bois de Charpente servant aux Navires, Voiles, Poix, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il seroit destiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire seroit obligé d'exhiber ses Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les Marchandises du Païs, dont la sortie seroit absolument defendue: Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Commestibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui sert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fussent des Montures entieres de Regiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaisseau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement si un Vaisseau de Guerre de Sa Majesté Catholique fait rencontre d'un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, le Navire de Guerre ne l'aprochera point de plus prés que la portée du Canon, mais il y envera sa Chalouppe, avec deux ou trois Hommes seulement, auxquels le Maître du Navire Marchand montrera ses Lettres de Mer, par lesquelles on pourra connoitre de quel lieu il est, à qui il appartient, en quoi consiste sa Carguaison, & si entre les Marchandises, dont il est chargé, il y en a de Contrebande, destinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaisseau de Guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles seront judiciairement confisquées; mais le Navire, les Personnes, & les autres Marchandises seront libres. On sera obligé aussi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui seront representées par le Maître du Navire Marchand, & si cela est jugé necessaire, on conviendra de certaines contremarques, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus autentiques.

IX. On est convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, sera si pleine & si entiere, que bien que l'un des Serenissimes Contractans, vint à entrer en Guerre, avec un ou plusieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Serenissime Contractant, pourront neanmoins en toute seureté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, soit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, alant, venant, & retournant, sans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement assiegé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-dessus toute occasion de doute, on est demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne sera tenu pour actuellement bloqué, si ce n'est par deux Vaisseaux de Guerre au moins, ou par une Baterie de Canons, qui étant dressée à Terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, sans essuyer toute la violence de son feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandises appartenantes aux Sujets de l'un des Serenissimes Contractans, qui se trouveront chargées dans un Navire Ennemi, seront confisquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fussent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Serenissimes Contractans, jouiront reciproquement aux Païs l'un de l'autre des mêmes Franchises de Peages, dont ils étoient en paisible Possession du tems du Roi CHARLES II., ce qui neanmoins doit être entendu dans le sens, qui sera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, sera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandises qu'il y voudra decharger & vendre, l'une au Fermier ou Commissaire de la Douanne; l'autre au Juge des Contrebandes; & il ne pourra ouvrir ses Escoutilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permission, & que les Gardes, qu'on lui envera de la Douanne soient venus. Il ne pourra aussi, en quelque tems que ce soit, décharger aucune de ses Marchandises, sans une permission par écrit, de les pouvoir transporter à la Douanne. En échange les Juges des Contrabandes, ni les Officiers de la Douanne, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caisses, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandises, ni dans le Vaisseau, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles soient transportées à la Douanne; & même lors qu'elles y seront arrivées, il ne leur sera pas permis de les ouvrir & visiter, si non en presence du Marchand, ou de son Facteur, afin qu'il puisse veiller à ses interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quitances, refermer ensuite ses Marchandises, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douanne, aprés quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne seront plus sujettes à visitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandises, d'une Maison, ou d'un Magazin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvû que cela se fasse entre les huit heures du matin, & les cinq heures du soir; & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcavalas & Cientos, en quelle veuë cela se fait, & si c'est pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le soient alors, & que si ce n'est pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, selon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'est plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diversité des Impositions, dont on charge quelquesfois les Marchandises, & l'excez des Sommes à quoi elles se montent, Sa Majesté Royale Catholique, desirant remedier à ce mal dans tous ses Royaumes situés en Europe, consentit il y a déja quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les diferens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandises soit à leur entrée, soit à leur sortie, ou qui avoient été imposés depuis la mort du Roi CHARLES II., seroient suprimés, & reduits à une seule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandises, tant

ANNO 1725. pour l'entrée que pour la sortie, sur le pied de leur estimation, ce qui aura lieu non seulement à Cadix, à Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Castille, mais aussi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les seules Provinces de Biscaya & de Guipuscoa, restant exceptées de cette Regle generale, en sorte que les Droits d'entrée & de sortie y seront payez, de la maniere qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui se pratique aujourdhui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela prés, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandises appartiendront, ayant une fois payé les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement sur les Rivieres, dans toutes les Parties de l'Espagne, sans être obligez d'y payer aucun nouveau Droit, Charge ou Imposition en quelque Port ou Passage que ce soit, mais seulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier payement; comme aussi les Plombs, & Marques de la Douanne attachez auxdites Marchandises; à l'exception neanmoins des Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels il avoit été stipulé séparement. Et comme Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, sont expressement convenues, que leurs Sujets jouïront respectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce soit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchises, qui ont été, ou qui seront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favorisées, specialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anseatiques, c'est pourquoi Sa Majesté Catholique declare, & promet, qu'elle fera jouïr pleinement & entierement ceux de Sa Majesté Imperiale de tous les avantages contenus en cet Article, en sorte qu'ils ne seront pas obligez de payer dans toute l'Espagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de sortie, ou de passage, que les dix pour cent marqués cy dessus, & de la même maniere que les Anglois les payent, sauf les Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels on est convenu comme il suit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majesté Imperiale pourront differer le payement des Droits nommés *Alcavalas*, & *Cientos*, aussi long-tems qu'ils laisseront leurs Marchandises deposées dans les Magazins de la Douanne, où elles seront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, soit pour les transporter plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le Lieu, ou pour les emporter chez eux, cela leur sera permis, pourvu qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de payer lesdits Droits dans le terme de deux Mois aprés la vente qui en sera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandises étant marquées & plombées, pourront être transportées, & venduës en gros, en quelque Port, ou lieu que ce soit de la Domination d'Espagne en Europe. Et si quelque Officier employé à la recepte desdits Droits, entreprenoit de les exiger une seconde fois, aprés l'exhibition des Quitances, Marques & Plombs du premier Payement, ou qu'il s'opposât au libre transport desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Tresor Royal: bien entendu neanmoins qu'en tout ceci, il n'est parlé que du Droit de la premiere Vente, & que si le Marchand vouloit vendre ses Marchandises en détail, il payeroit aussi pour le détail, selon les Ordonnances. Au surplus il ne sera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expedition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé cy-dessus.

XV. La même Regle sera observée à l'égard des Droits communement appellés *Millones*, qui s'exigent sur le poisson & autre sorte de Provisions de bouche, c'est-à-dire qu'ils ne seront point exigés à l'entrée desdites Marchandises en Espagne, si long tems que les Proprietaires les voudront laisser en depôt dans les Magasins publics; mais quand ils voudront les en retirer, soit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le lieu, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous caution valable & suffisante, pour le payement desdits Droits de *Millones*, deux Mois aprés le jour de cette Obligation, ensuite dequoi on leur donnera les expeditions necessaires. Et lesdites Marchandises seront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandises pourront être transportées, & venduës dans les Lieux, où la consomption s'en pourra faire, sans être obligés à aucune autre charge, par raport auxdits Droits de *Millones*. Que si quelque Officier, ou Commissaire Receveur des *Millones*, aprés l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'opposer au passage, transport, ou vente desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000 Ecus, aplicable, comme cy-dessus, au Tresor Royal.

XVI. Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne sont pas sujets aux Loix de la Castille, on y observera dans le payement des Droits la Regle prescrite à l'égard des autres Nations, ainsi qu'on en est convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Antênes, & les Bois propres à la construction des Vaisseaux grands & petits, étant une Marchandise trés-necessaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en sera librement permise, sans aucune exaction de Droits, ou Impositions sous quelque nom, ou pour quelque cause que ce soit.

XVIII. Pour prevenir autant qu'il est possible toutes les Disputes, qui pourroient survenir entre les Fermiers de la Douanne, & les Proprietaires des Marchandises, au sujet de l'estimation, qui s'en devroit faire, on est demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle servira de regle entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, & les Fermiers & Administrateurs des Douannes, sur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

XIX. A l'égard des differentes especes, qui pourroient ne se pas trouver exprimées dans le susdit Tarif, on se conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'estimation se fasse par le Fermier de la Douanne, ou par son Commis, à condition, que le Proprietaire puisse lui abandonner la Marchandise, pour le prix qu'il l'a estimée, & qu'il soit obligé de la payer comtant.

XX. Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité sera observée dans les Etats de Sa Majesté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique consent, que les Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalousie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme aussi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puissent y louer des Maisons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandises, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchises, dont jouïssent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majesté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne, en tous ses Etats.

XXII. Entre lesquels Privileges sont specialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, sans en demander permission à personne, & de ne pouvoir être recherchez, visités, ni inquietés dans leurs Maisons & Magazins, à cause de leurs Marchandises, si ce n'est sur des avis & preuves suffisans de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la visite pourra se faire, mais seulement en presence du Consul, lequel y sera expressement appellé, & sans faire d'ailleurs aucun deplaisir au Commerçant, ni à son Commerce; & si le Marchand se trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandises en fraude, elles seront confisquées, & il payera les frais de la visite; mais sa personne & ses autres Marchandises demeureront libres. Sa Majesté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ses Etats aux Sujets de Sa Majesté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits hauts Contractans qui se seront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne seront point contraints de representer leurs Livres de compte à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, & on ne pourra les saisir, ni ôter de leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit. Il leur sera libre aussi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, sans qu'on puisse les obliger à se servir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils soient, ne pourront être arrêtez en leurs personnes ni par les Gouverneurs, ni par les Ministres de la Justice, pour des Dettes particulieres, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes

ANNO 1725.

mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auroient pas expressement répondu. On ne pourra pas non plus saisir leurs Biens ou effets, pour de semblables causes; soit au milieu de la Paix, soit en cas de rupture. Et dans cet Article sont specialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaisseaux grands & petits, avec tout ce qui y sera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires soit de Guerre ou de Marchandises, ou de quelqu'autre espece qu'ils soient, par quelque Mandement general ou particulier que ce puisse être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en servir de Vaisseaux de charge & de transport, si ce n'est en vertu d'un libre & volontaire Contract, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commanderont lesdits Navires, ou avec les Proprietaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quiter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne seroit que pour un peu de tems, & en des Occasions fort pressantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle accordée par le present Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit, si ce n'est de leur franche volonté.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre ceux, qui sont deja établis, & sur leur presentation ils seront acceptés, & qualifiés pour se mêler seuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationnaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouïront de tous les Droits, Authoritez, Libertez, & Franchises, dont jouïssent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulierement authorisés, à connoître arbitralement des differents qui pourroient survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maitres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences ne sera point porté devant les Juges des Lieux; mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les precedents Regnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande consideration, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connoître, & juger seuls de toutes leurs affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que si Sa Majesté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en pourront jouïr de même; & que cependant il sera expressement ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinnires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire executer sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Causes, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imp. soient portez au Conseil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Serenissimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decez soit arrivé, & de quelque Païs ou Province, que lesdits Heritiers soient, euxmêmes leur succederont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, où lesdits Biens se trouveront situés; & en cas de litige entre les deux ou plusieurs Pretendans, ce seront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront jusqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des susdits hauts Contractans, viendra à deceder dans les Etats de l'autre; le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un sur les Lieux, se transportera dans la Maison du defunt, & il y sera l'Inventaire de toutes ses Marchandises, & autres effets, comme aussi de ses Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le decez dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en presence de Témoins, avec le moins de frais qu'il se pourra, & consignera les choses trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Proprietaire de la Maison, afin qu'il les conserve fidellement, aprés quoi il en donnera avis au Ministre public, qui se trouvera pour lors en Cour, ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la Maison & Famille du defunt, afin qu'ils envoyent quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera du.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Serenissimes Contractant, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage sur les Côtes de leur respective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fisc ne pourront y pretendre, ni s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera severement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligés de secourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront soufert le naufrage, & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se poutra du Navire brisé, & à le mettre en seureté; moyennant quoi aussi le Droit de Sauvement leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les depenses faites pour cette œuvre pieuse leur seront remboursées. Mais si le Navire demeure en son entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne soient point peris, ils prendront soin eux-mêmes de ce qui regarde le sauvement, & on leur prêtera toute faveur & assistance, en leur fournissant, à prix raisonnable les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas, que sous pretexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux Marchandises, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majesté Imperiale; mais il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire du Commerce la pourra permettre, liberté de laquelle ses Sujets jouïront pareillement dans les Etats de Sa Majesté Imperiale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Imperiale, viennent à être confisqués, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou personne particuliere, ils lui seront restitués encore même qu'ils eussent été vendus, pourvu que le payement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; Et en cas que semblables Effets ou Marchandises, eussent été seulement deposées chez celui dont les Biens seroient confisqués, & qu'il les auroit vendus sans la permission du Depositeur, la valeur desdites Marchandises ou Effets sera considerée comme un vrai Depôt, & sera payée comme telle au Depositeur par preference.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Imperiale pourront porter, & voiturer, en tous & chacun des Etats du Roi des Espagnes, toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises des Indes Orientales, en faisant apparoître par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes établie aux Païs-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en sont venuës; à l'égard de quoi, ils jouïront des Privileges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cedules Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique declarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas par le Traité de l'an 1648 tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix concluë entre Leurs Majestez.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Canaries, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en jouïront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouïssent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils soient, qui auront été cachés pendant la Guerre pour crainte de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Proprietaires; & personne ne

sera

Anno 1725.

sera inquieté pour les avoir cachés contre les defenses.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, soit pour cause de Commerce, ou autrement, seront entierement payées, à moins que la Confiscation n'y soit intervenuë, sans que la Guerre survenuë entre tems puisse l'empécher; mais il n'en sera point exigé d'Interéts.

XL. Quant aux Marchandises, & autres Effets mobiliers, qui auront été confisqués avant la Conclusion de la Paix, ils ne seront point restitués. On en est convenu ainsi, pour éviter le grand nombre de Procez, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Represailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & Leurs Majestez promettent reciproquement, de n'en plus accorder cy aprés, à la charge des Sujets l'un l'autre, si ce n'est dans le cas d'un manifeste deni de Justice, lequel ne sera point tenu pour verifié sinon aprés un retardement de deux ans, à compter du jour de la premiere complainte, lequel terme de deux ans étant passé, & ledit Complaignant ayant presenté sa Requête à son Prince, pour obtenir des Lettres de Represailles, elle sera communiquée au Ministre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y fera ses affaires, aprés quoi la Sentence definitive sera encore attenduë six Mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Represailles, pourront être enfin accordées,

XLII. Il sera defendu severement aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, & à ceux de Sa Majesté Catholique de prendre des Commissions pour des Armemens particuliers, ni des Lettres de Represailles, de quelqu'autre Prince que ce soit, pour aller en course sur les Sujets de l'une ou de l'autre; & si quelqu'un contrevient à cet Article, il sera poursuivi, & traité comme Pirate, non seulement dans le Païs, contre lequel il aura pris ces sortes de Commissions, en cas qu'il y soit conduit, aprés avoir été fait Prisonnier dans le flagrant de ses Courses, mais aussi dans les Etats du Prince dont il sera Sujet, en sorte qu'il sera procedé criminellement contre lui, jusqu'à l'execution.

XLIII. La volonté de Sa Majesté Imperiale, & de Sa Majesté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié soient cultivées sincerement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de se donner reciproquement toutes les assistances possibles dans les occasions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris sur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majesté Royale Catholique, si la reprise se fait dans les premieres quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquieme partie du Vaisseau & de sa charge apartiendra au Repreneur; & que si la reprise se fait dans les quarante huit heures suivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin si elle ne se fait qu'aprés ces dernieres quarante huit heures, la moitié entiere du Vaisseau & de sa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Proprietaires: Ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaisseau repris se trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majesté Royale Catholique, & que le Repreneur sera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majesté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait sujet d'esperer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majesté Imperiale Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, leurs Successeurs, Royaumes & Seigneuries, sera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y sera donné aucune atteinte; neanmoins, comme toutes les choses du Monde sont sujettes à des changemens imprevûs, on est convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille detourner, il sera donné six Mois aux Marchands & Sujets, qui se trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour se retirer en toute seureté, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandises, y compris leurs Vaisseaux avec tout ce qui y sera embarqué; comme aussi les Maitres, & Officiérs, desdits Vaisseaux, & en general tout ce qui se trouvera leur appartenir, comme aussi les Dettes legitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, sur lesquels on sera tenu de leur rendre bonne & prompte Justice.

XLV. Et afin qu'il ne reste aucun doute sur le sens du precedent Article, on declare, que durant ces six Mois, il sera permis ausdits Marchands de continuer leur Commerce avec la méme liberté que pendant la Paix, de vendre, achéter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandises, comme aussi leurs propres Personnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domestiques, sans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvû qu'ils se comportent paisiblement & modestement, & qu'ils s'abstiennent de toutes entreprises secretes contre l'Etat. Ils pourront aussi durant ces six Mois actionner leurs Debiteurs, & on leur administrera la Justice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des six Mois, la Sentence definitive soit prononcée, & s'il se peut, executée. Cependant si malgré tout le soin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit étre renduë, ou mise en execution dans ledit terme, il sera permis auxdits Sujets, qui se retireront, de poursuivre leur Droit par Procureur, soit qu'ils y soient Acteurs ou Defendeurs, comme aussi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence renduë, sans qu'on puisse l'empécher sous pretexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puissances.

XLVI On est aussi convenu touchant lesdits Sujets respectifs Marchands & autres, qui devront se retirer dans ledit terme de six Mois, qu'on leur accordera des Passeports, lorsqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur depart, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Personnes, & la Specification de leurs effets, lesquels Passeports seront respectez par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel sera étendu au double de celui qui seroit autrement necessaire pour passer du lieu du depart au lieu de la destination, si l'on étoit seur de n'y rencontrer aucune cause de retardement; & semblables Passeports seront donnés aux Navires, qui se trouveront dans les Ports, afin qu'ils puissent retourner chez eux en seureté avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on est convenu, que tout ce qui a été stipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du 13/23. Mai 1667. & 8/18. Juillet 1670., comme aussi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention posterieure, & qui ne se trouvera pas exprimé, ou suffisamment expliqué en celui-cy, y sera tenu pour expressement inseré en faveur des Sujets de Sa Majesté Imperiale, pour autant qu'il leur sera applicable, de méme que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munster en 1648., par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En sorte que pour sçavoir ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majesté Imperiale, dans tous les Cas oubliés ou obmis au present Traité, il ne faudra que se regler, sur ce qui a été accordé aux susdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majesté aujourdhui regnante, sous les Dates cy-dessus mentionnées.

Le present Traité sera ratifié par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majesté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications se fera dans trois Mois, ou plûtôt si faire se peut. En foi de quoi nous Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de Sa Majesté Royale Catholique, avons signé de nôs mains le present Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

EUGEN. DE SAVOYE. J. G. Baron de *Ripperda.*

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUÏS Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACCER Comte de STARHEMBERG.

(L.S.)

Teneur

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Imperiale.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, testatumque facimus. Cùm Serenissimo Hispaniarum Indiarumque Regi Catholico PHILIPPO V. visum sit, eos inter Nos utroique adhuc pendentes Controversiarum Articulos, qui in Tractatu Londinensi de Anno 1718. ad peculiarem Congressum definiendi remissi fuerant, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, postquàm super iis Camerati loco ad istum Congressum subinde destinato sub Mediatione Serenissimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regum jam à triennio abhinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; cumque in finem ad Nos Ministrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato instructum Illustrem & Magnificum Joannem Guilelmum Liberum Baronem à RIPPERDA, Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & Campen miserit, qui exhibitis Plenipotentiæ suæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commissum sibi hocce negotium sufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos eam pro consolidandæque universæ Europæ quietis proficuo Consilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum usu Illustrissimi Principis EUGENII à Sabaudia & Pedemontio, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, Consilii Aulico-Bellici Præsidis, Nostrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi Mareschalli, ac Nostrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illustris item & Magnifici PHILIPPI LUDOVICI Sac. Rom. Imperii Thesaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernstbrunn, Domini Dynastiarum Gföll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mölekz, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Rineck, Supremi Hæreditarii Scutiferi ac Præcisoris in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarii Pincernæ in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illustris & Magnifici GUNDACCARI THOMÆ Sac. Rom. Imperii Comitis de STARHENBERG in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Hans Oberwalsée, Seufftenberg, Bodendorff, Hetwen, Aurei Velleris Equitis, Nostri Consiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschalli Hæreditarii: plurimùm confisi, Eos ad tractandum, concludendum & signandum Nostro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propositos Pacis Articulos, & si quæ alia fortè, ad quæ specialiori Mandato opus esset, tractanda occurrerent, Commissarios Nostros tanquam Legatos Nostros Extraordinarios nominaverimus, & constituerimus, prout eos vigore harum nominamus & constituimus: Dantes eis plenam & omnimodam Potestatem, Authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & si quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & signandi, desuper Instrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, si rem Ipsi tractaremus, agere, faceréque possemus. Verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Nostros Commissarios tanquam Legatos Nostros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum absentibus vel impeditis, duos aut demque unum illorum ita acta conclusa & signata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Nostraque Ratificationum Instrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros esse. In quorum fidem, majusque robur præsentes manu Nostrâ subscriptas Sigillo Nostro apponso muniri jussimus. Datas ex Arce Nostra Luxemburgi die 28. Mensis Aprilis Anno 1725. Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto, Hispaniarum vigesimo secundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Teneur de la Plenipotence Espagnole.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Absburg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deseando dar à mis Pueblos y Vassallos el consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado por medio del Congresso de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y haviendo manifestado la experiencia de estos ultimos quatro años, quanto se dilata el logro de esta importancia, que siempre mas procuro, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos los medios possibles, y queriendo usar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reservada- y secretamente, una Persona de entera Confianza, que haga notorios el Emperador mis buenos deseos, y anelos de establezer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda consideracion. Por las experiencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humsterlant, y de Campen, he resuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, passeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es necessario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y representando mi propria Persona, podais proponer, ofrezer, oyr, consentir, asentir, y capitular con el expressado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, y os diputare para este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que deseo, de la union, buena correspondencia, y alianza que solicito establezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à ello podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque sea de tal calidad que requiriese otro mas especial Poder, y comission, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expressado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo consiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à estar y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual- y exactamente: Y assi mismo me obligo à que dentro de el termino, que se señalare, segun se estila, aprobare, y ratificare en especial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requisitos necessarios, y acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder se concluyere, y asentare, general- e individualmente, paraque sea valido, y establezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello secreto, y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

Lugar del Se✠llo.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Rati-

ANNO 1725.

Ratification de Sa Majesté Imper. & Cathol.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet potest. Cùm Paci Nos inter & Serenissimum & Potentissimum Principem PHILIPPUM hujus Nominis Quintum Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum die trigesimâ Mensis Aprilis proximè præteriti felicibus auspiciis hîc Viennæ initæ alium Navigationis & Commerciorum Tractatum addere è re communi visum sit, ex quo Regna quoque utriusque Nostra & Subditi tam lætæ Pacis fructus, commoda & emolumenta itidem sentirent, isque Tractatus per Legatos utrinque Extraordinarios (quorum nomina subjecto Conventionis Instrumento inserta leguntur) cum amplo Mandato munitos die & anno infrascripto in sequentes conditiones & Articulos conclusus, subscriptus ac signatus fuerit.

Hic loci insertus fuit Tractatus Commerciorum & Navigationis.

Quòd Nos visis & examinatis istis Articulis eosdem in omnibus suis Capitibus & Conditionibus universim approbaverimus ratificaverimus, & confirmaverimus, prout & eosdem vigore præsentium approbamus, ratificamus & confirmamus, Verbo Cæsareo, Regio atque Archiducali pro Nobis, Successoribus & Hæredibus Nostris spondentes, Nos, quæ ita in hocce Navigationis & Commerciorum Tractatu conventa, pacta, & à Nobis modò approbata fuerunt, sub Juramento observaturos, & ut à Subditis Nostris pariter observentur, curaturos: neque ut à quopiam ullâ ratione violentur, quantum in Nobis est, unquàm admissuros esse. In quorum robur ac Testimonium præsentibus Nostrâ manu subscriptis Sigillum Nostrum appendi jussimus. Dabantur ex Arce Nostra Laxemburgi die XVI Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.
JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæs. & Cath. Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratification de Sa Majesté Cathol.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hispalis Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm haud multò post Nostram ad fastigium hujus Hispaniarum Monarchiæ promotionem,* DEUS *ob inscrutabilia Suæ Altissimæ Providentiæ judicia perurentum Bellum, quod tot annis Europam vexavit, sed nominatim, tam Nostri, quàm Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris Subditos, ac Vasallos afflixit, dum præcipuè in reciproci Commercii usu & libertate, nun profectò ex præstantioribus concordiæ fructibus orbavit; inter Nos Serenissimumque & Potentissimum Romanorum Imperatorem accensum fuisse, permiserit: Idcirco cùm denique* DEO *Pacem jam diù interruptam, inter Nos & jam præfatam Cæsaream Majestatem feliciter conclusam, & solidè restabilitam fuisse placuerit, perutile peculiarem Navigationis, & Commerciorum Tractatum constituere visum fuit, per quod bonorum communio, quæ quidem potius ingenuæ amicitiæ pignus est, magis atque magis firmetur, & stabiliatur, quâ ea usu tam Nostri, quàm altefatæ Cæsareæ Majestatis Subditi initium duxerunt, & perfruendis Pacis uberrimis beneficiis operam navent, & in hunc finem cùm Ministri Plenipotentiarii, videlicet ex Nostra parte Dominus Joannes Guilielmus Baro de* RIPPERDA, *Dominus de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Kaudekente, & Ferwert, Judex Hæreditarius de Humsterlant, & Campen, ad tractandam, firmandam & concludendam Pacem jam suprafatam, & Tractatu die trigesimâ Aprilis proximè lapsi Viennæ subscripto, Nutu* DEI *conclusam, ad omneque ipsam spectans stipulandum, & concludendum, Minister Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius à Nobis apud Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem constitutus: & ex parte Suæ Majestatis Cæsareæ Eugenius Sabaudiæ & Pedemontium Princeps altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Consiliarius Actualis Intimus, Consilii Aulico-Belgici Præses, summusque Locumtenens Generalis, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallus, ac ejusdem Statuum per Italiam Vicarius Generalis, Aurei Velleris Eques: nec non* PHILIPPUS LUDOVICUS *Sacri Romani Imperii Thesaurarius Hæreditarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus Dynastiarum Gfoll, Superioris Selovitz, Porlitz, Saboe, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravius in Reineck, Supremus Hæreditarius Scutiferus ac Præcisor in Superiori & Inferiori Austriâ, Hæreditarius Pincerna in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, ac Primus Aulæ Cancellarius; ac* GUNDACCARUS THOMAS *Sacri Romani Imperii Comes de* STARHENBERG, *in Schaumburg & Waxemberg, Dominus Ditionum Eschelberg, Lichtenhag, Rottenegg, Freystat, Haus, Oberwalsee, Senftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, Archi-Ducatûs Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallus Hæreditarius, quos ad eumdem finem & in ipsa Civitate Viennensi sua ipsa Majestas Cæsarea Plenipotentiarios designaverat, colloquium instituerent, uno denique animo atque consensu in sequentem Navigationis, & Commerciorum Tractatum convenerunt, ipsumque subscripserunt vigore Plenipotentiarum respectivarum, quæ quidem priùs commutatæ fuerunt, cujus Tractatûs tenor, & forma est, ut sequitur de verbo ad verbum.*

Hic loci fuit insertus Tractatus Navigationis & Commerciorum.

Nos verò tam sinceram inter Nos & Serenissimum & Potentissimum Imperatorem & utraque Regna, Ditiones & Gentes Conventionem & Commerciorum, nec non Navigationis Tractatum, qui quidem suâ vetustate pariter & integritate meruit conservari, grandique sedulitate fovere, consolidare, prædictisque omnibus & singulis in præinsertis Capitulis, sicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis conventa, inita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen Nostræ Regalis Authoritatis adjicere cupientes, ea omnia & singula, prout superiùs insertis Literis contenta perspicaciter intuentes, Nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus, de nostraque certâ scientiâ & voluntatis plenitudine, maturaque, & digesta deliberatione pro Nobis, Successoribus nostris sive Regnorum nostrorum Hæredibus natis vel nasciturис, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus nostris, ac omnibus aliis, quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodùm superiùs inserta sunt, Laudamus, Ratificamus, Approbamus, Acceptamus, ac de novo, quatenùs opus est, per præsentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de Verbo ad Verbum præinserta manent, & à præfatis utriusque partis nempè Nostræ & prælibatæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Oratoribus Extraordinariis promissa & subscripta fuerunt, semper & omni tempore custodire & custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque unquàm per Nos vel alium, seu alios publicè vel occultè, directè, aut indirectè, aut alio quovis modo aliquâ ratione, causâ, vel occasione contrafacere aut venire pollicemur, promittimus & juramus, & solenniter expromittimus & facimus Sacramentum in Verbo & fide Regiâ, & si ab aliquo in supradicta omnia

&

ANNO 1725. *& præinserta, vel eorum singula imminutio, aut Pactorum diminutio, seu contraventio quomodocunque fit aut esse possit, temerè ageretur aut patraretur, is profectò audaciæ & inconsiderantiæ suæ pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum sedulò & abjectâ omni cunctatione & procrastinatione restituere faciemus, pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus & supponimus Regna & bona nostra ac Hæredum nostrorum quorumcunque; & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus Obligationis & Approbationis Authoritatem omnibus & singulis legibus, moribus, cæterisque universis ipsi contrariis renunciamus, ipsisque desistimus, & si talia essent, ut specialem & destinatam mentionem postularent, & in hocce Instrumento formaliter & expressè inseri deberent, siquidem omnia & eorum singula pro hic expressis & formaliter nominatis, prout si de Verbo ad Verbum inserta adessent, Volumus, & sit animus Nobis inest, ut habeantur & teneantur. In quorum omnium fidem, robur & Testimonium præsentes Nostras Ratificationis & Approbationis Literas & Instrumenta fieri & expediri mandavimus Manu nostrâ subscriptas, & Sigilli Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Secretarii Nostri Statûs & Universalis Expeditionis vulgò* del Despachn *dicti refrendadas: Datum in Regia hac Nostra Aranjaez nuncupata vigesimâ quintâ Maji Anno à Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem* CAROLUM VI *Romanorum Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte conclusa Viennæ 7. Junii 1725.* Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc spectantibus.* [Sur la Copie imprimée à Vienne par Authorité Imperiale.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest.

Cum Bello, quod præmatura Mors Serenissimi quondam Hispaniarum Regis Caroli Secundi per universam ferè Europam super Successione in ejus Regna, excitavit, cum Sacra Cæsarea Majestate Sacrum quoque Romanum Imperium accesserit; Pace porrò per Tractatus, inprimis Trajectensem: deinde Badensem, tandem per eum, qui Londini $\frac{2\ Augusti}{22\ Julii}$ Anno millesimo septingentesimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes majori ex parte reductâ id unum superesset, ut inspirante Deo, in cujus manu sunt corda Principum, Pax quoque inter Sacram Majestatem Cæsareo-Catholicam, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ: Sacramque Majestatem Regio-Catholicam ex altera parte restabiliretur, Tractatus verò Cameracensis, ob varias rerum vicissitudines ad optatum finem deduci hucusque non potuerit; ideoque modo fatus Rex Hispaniarum ad conficiendum magnum hoc cum Majestate Cæsarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum suum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Hispanicum sufficienter instructum, ad Aulam Imperialem miserit, & in hunc finem, ac opus, Orbi Christiano tam salutiferum, tamque necessarium Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro sincero suo in communem Europæ salutem amore, ac studio promptas suas aures præbuerit, atque suo Cæsareo, Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiæ, ac requisitionis Statuum Imperii de die unâ Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi Consiliarios suos Statûs Intimos, nempe

Celsissimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Ducem, aurei Velleris Equitem, Consilii sui Aulico-Bellici Præsidem, & Locumtenentem Generalem suum, ac Sacri Imperii Campi Mareschallum, Regnorumque ac Statuum suorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem.

Atque Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Glöll, Superioris Selowiz, Porlia, Sabor, Mützig, Loos, Zaan, & Droskau; Burggravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapiferum in Archiducatu Superioris & Inferioris Austriæ, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Provinciarum Austriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starnenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freystatt, Haus, Oberwallce, Senfftenberg, Bodendorff, Harwan, aurei Velleris Equitem, Archiducatûs Austriæ Superioris, & Inferioris Mareschallum Hæreditarium Supremum.

Ernestum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windischgraz, Liberum Baronem de Wallenstein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Insulâ, Roten-Lotha, & Leopoldsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Consilii sui Imperialis Aulici Præsidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schönborn Bucheimb, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelsberg, & Heppenheimb, & Comitem in Wisentheid, Dominum in Göllersdorff, Schönborn, Aspersdorff, Welsburg, & Parschenbrunn, Weiter, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Austriæ infra & supra Anasum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadjutorem, Majestatis Cæsareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæsareos cum sufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, signandique nominaverit, ac instruxerit:

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majestas suum Hispanum Legatum Extraordinarium,

Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Enghelenburg, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & de Campen.

Itidem cum sufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, signandique nominavit, ac instruxit:

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii commutatis Mandatorum Tabulis, habitisque inter se colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis, qui sequuntur, convenerunt.

Articulus Primus.

PAx sit constans, perpetua, & universalis, ac amicitia vera inter Sacram Cæsaream, & Catholicam Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium, omnesque ejusdem, ac singulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vasallos, Clientes, & Subditos ex unâ: & Sacram Regiam Majestatem Catholicam, ejusque Hæredes, Successores, Clientes, & Subditos ab alterâ parte: eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimentum, sub qualicunque prætextu, vel prætensione quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præstare possit, aut debeat; sed potiùs utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum seriò promoveat, non obstantibus quibuslibet in contrarium fortè Pactis, vel Fœderibus, quando & quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amnestia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione

Q Belli

ANNO 1725.

Belli hostiliter acta sunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ alter alteri quicquam molestiæ directè, vel indirectè, viâ facti, vel sub specie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amnestia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vasalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio ratione Principum, Vasallorum, & Subditorum Imperii in Italia statuta, & in Pace Badensi Articulo trigesimo cum Rege Galliæ inita confirmata fuerint, in præsenti Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte inviolatè observentur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè restituantur, & restituta sunto à subscripta Pace, Commercia inter Sacræ Cæsareo-Catholicæ Majestatis, Imperiique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majestatis, Regnique Hispaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives, & Incolæ Terra, Marique plenissima securitate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum fruiti sunt.

Articulus Quartus.

Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro se, & Sacro Romano Imperio consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriæ aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu in Tractatu Londinensi Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, ad pristina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciscentibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Posteritatis Masculinæ vacare contingeret, Filius Serenissimi Hispaniarum Regis ex Regina vivente, nata Principe Parmensi Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundus, aut alii postgeniti ejusdem Regis, Reginæque Filii, pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut nasciturís, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis, juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Investituram continentes succedant:

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc est, perpetuò permanente.

Promittit insuper Rex Catholicus, quòd eveniente præmemorato casu Urbem Portûs Longi, unà cum Parte insulæ Ilvæ, quam in illa possides, Principi Infanti filio suo cedet.

Neque ipse aut alius ejus in Regno Hispaniæ Successor Tutelam Principis, qui istos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum possidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam sibi acquirere retinere, aut possidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinensis cauta sunt, religiosè observare velit, ità tamen, ut si quando casus aperturæ unius, vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carolus secundùm Literas Investituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, & conditionibus hic pro repetito, ac plenè inserto habetur, ejusdem possessionem apprehendere possit.

Articulus Quintus.

Huic Paci includentur omnes illi, qui post permutatas ejusdem Ratihabitionum Tabulas intra sex Menses ab una vel altera Parte ex communi consensu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati Cæsarei, & Regius Hispanus ad formam hic mutuò conditam, à Sua Majestate Cæsareo-Catholica & à Sua Majestate Regio-Catholica ratihabitum, & publica Ratificationum Instrumenta intrà trium mensium spatium ab hodierna die computandorum, aut citiùs, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur supranominati Legati Plenipotentiarii Cæsarei, & Regio-Hispanicus Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & sigillis suis munìverunt. Acta hæc sunt Viennæ in Austria die septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

ANNO 1725.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Articulus Separatus.

PEr Articulum hunc Separatum placuit, & conventum est; Titulos hoc in Tractatu ab utraque Parte assumptos Neutri præjudicio ulli haud fore: Huicque Articulo Separato eam vim esse, ac si Ipsimet Tractatui insertus fuisset, pari etiam modo ratihabendus. In quorum fidem supranominati Plenipotentiarii hunc Articulum Separatum itidem subscripserunt: Actum Viennæ die septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Plenipotentia Cæsarea.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliziæ, Majoricarum, Sevilliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum, & Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Arthesiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristani, Goziani, Namurci, Rossilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, Biscaiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. Notum, testatumque facimus: Cum Serenissimus, & Potentissimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hispaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro ingenti illo Pacis universalis opere, quod aliquot abhinc annis Cameraci pendet, quovis possibili modo, & medio perficiendo, stabiliendoque, ad Aulam nostram Cæsaream Legatum suum extraordinarium, plenâ Potentiâ instructum, nuper miserit; quod proinde & Nos pro nostro in salutem, ac quietem publicam solito amore, & studio, Pacem, quæ Nos & Sacrum Romanum Imperium inter, nec non Coronam Hispaniæ pro communi universæ Europæ tranquillitate reparandâ superest, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Consensûs ac requisitionis de dato Ratisbonnæ diei nonæ Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi assertam omnino, lubenterque cupientes, consideramus de prudentia, & experto rerum tractandarum usu, fide, ac dexteritate Nostrorum Consiliariorum Cæsareorum Intimorum, Illustrissimi Eugenii Principis Sabaudiæ, & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Consilii nostri Aulico-Bellici Præsidis Locum-

ANNO 1725.

Locumtenentis Generalis nostri, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareschalli, Consanguinei & Principis nostri Charissimi &c. nec non Illustrium, & Magnificorum Nostrorum, Sacrique Imperii Fidelium dilectorum Philippi Ludovici Comitis & Domini de Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Thesaurarii Hæreditarii, Provinciarum nostrarum Austriacarum Cancellarii Aulici, aurei Velleris Equitis &c. Gundaccari Thomæ Comitis & Domini à Starhenberg Ministerialis Nostræ-Banco Deputationis Præsidis, aurei Velleris Equitis &c. Ernesti Friderici Comitis de Windischgraz, Consilii nostri Imperialis Aulici Præsidis, aurei Velleris Equitis &c. & Friderici Caroli Comitis à Schönborn, Puchaim, Wolffsthall, nostri & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarii, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadjutoris &c. eosdem deputaverimus, nominaverimus, & constituerimus, prout tenore harum deputamus, nominamus, ac constituimus Legatos nostros Imperiales Extraordinarios, & Plenipotentiarios benignè committentes ipsisdem, ac specialiter mandantes, dantesque desuper vigore præsentium plenam ipsis potentiam, authoritatem, & facultatem omnimodam con- vel disjunctim prædictum in finem cum præfato Legato Extraordinario, ac Plenipotentiario Regio-Hispanico, Legitimè sufficienterque instructo, conferendi, ac pro Nobis, Sacroque Romano Imperio, ac nostro Cæsareo & Imperii Sacri nomine in vim supradicti consensûs Tractatum Pacis ineundi, concludendi, & signandi, atque necessaria desuper Instrumenta conficiendi, tradendi adeoque omnia, & singula agendi, stipulandi, promittendi, concludendi, signandique Acta, & eorum Declarationes, confecta Pactorum Instrumenta commutandi, cæteraque omnia, quæcunque hunc ad Tractatum pertinere noscuntur, æquè liberè faciendi, ac nosmet ipsi præsentes id faceremus, aut facere possemus, etiamsi Mandatum specialius vel expressius requiri videretur; spondentes præterea, ac declarantes verbo nostro Cæsareo, ac nostro, totiusque Sacri Romani Imperii nomine, ut supra, nos firmum, ratum, & gratum omnino habituros, quicquid per præfatos nostros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæsareos con- aut disjunctivè, altero eorum legitimè impedito, actum, conclusum, signatum, extraditum, commutatumque fuerit, Nos per præsentes has verbo & Nomine, quibus supra, insuper obstringentes ad Imperiale Ratificationis nostræ Diploma in consuetâ formâ super omnibus iis, quæ sic acta, conclusa, atque signata fuerint, eo, quo conventum fuerit, tempore expediendum: In quorum omnium robur, ac fidem dabamus præsentes, manu nostrâ Cæsareâ subscriptas, quas Sigillo nostro Imperiali firmari jussimus. Datum in Arce nostrâ Laxiburgi die 15. Mensis Maji Anno 1725. Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum 22. Hungarici & Bohemici verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L. S.)

VI. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

PHILIPPUS WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Conclusum Imperii sive

Reichs-Gutachten.

DEr Römisch. Kays. Majestät zu gegenwärtig allgemeiner Reichs-Versammlung Gevollmächtigten Höchst-ansehnlichen Principal-Commissario, und Kays. würcklichen Geheimben Rath/ Ihrer Hoch-Fürstlichen Eminentz und Durchleucht/ Herrn/ Herrn Christian August der Römischen Kirchen Priestern/ Cardinalen/ Nationis Germanicæ Protectori, Ertz-Bischoffen zu Gran/ des Stuhls zu Rom Legato nato, des Königreichs Ungarn Primati, und Obristen Geheimben Cantzlern/ Administratori des Bisthumbs Raab/ wie auch der Gran/ und Raaberischen Gespanschafften Obergespan/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ und Berg auch Engern/ und Westphalen/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Lausnitz/ gefürsteten Grafen zu Henneberg/ des Hohen Ertz- und Chur-Fürstlichen Domb-Stiffts zu Cölln Domb-Probst/ und Thesaurario, Graffen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zu Ravenstein/ der Vallen Thüringen Stadthaltern etc. bleibt unverhalten: Nachdeme man in allen dreyen Reichs-Collegiis das am 9. Septembris des 1720. Jahrs per Dictaturam publicam Statibus communicirte Kayserl. Commissions-Decret, den erforderlichen/ und in der Anno 1718. geschlossenen Quadrupel-Allianz Articulo quinto stipulirten Reichs-Consens zu der darin benanten exspectativ, und eventual belehnung mit denen respectivè Groß- und Hertzogthümern Florentz/ Parma/ und Placentia betreffend/ durch ordentlichen Vortrag in behörige berathschlagung gezogen; So ist der sachen wichtigkeit/ und allen dabey vorkommenen umbständen auch deren reiffer erwegung nach/ darfür gehalten/ und geschlossen worden/ daß Ihrer Kays. Majest. von Reichs wegen nicht allein für dero hierin angewendete Reichs-Väterliche Sorge der schuldigst allerunterthänigste danck (wie hiemit beschiehet) zu erstatten/ auch Ihro der allergnädigst verlangte consensus Imperii zu der in obgedachtem Articulo quinto der Quadrupel-Allianz begriffene exspectantz und Eventual-belehnung des Erstgebohrnen Spanischen Printzens zweyter Ehe/ und dessen Ehelicher und Männlicher Descendentz, auf deren abgang aber des zweyten/ oder anderen nachgebohrnen Printzen/ und deren Ehelichen Männlicher Descendentz, mit erstgemelten Florentinisch- und Placentinischen respectivè Groß- und Hertzogthumb als ein unveränderliches Reichs-Mann-lehen/ nach Aus- und Abgang des jetzt regierenden Mediceisch- und Farnesischen Mannes-Stammens zu ertheilen/ und dieselbe anbey allerunterthänigst (wie hiemit beschiehet) zu ersuchen wäre/ sie allergnädigst geruhen mögten/ allein auf jetzt gedachten fuß des Articuli quinti der Quadrupel-Allianz auch nomine Imperii den Frieden mit der Cron Spannien zu schliessen. Womit dem Kayserl. Herrn Principal-Commissario, Ihrer Hoch-Fürstlichen Eminentz und Durchleucht zu Sachsen/ der Chur-Fürsten/ Fürsten/ und Standen des Reichs anwesende Räthe/ Botschafften/ und Gesandte geziemend empfehlen. Signatum Regenspurg den 9. Decembris 1722.

(L. S.)

Chur-Fürstl. Mayntzische Cantzley.

Plenipotentia Regis Catholici.

DON PHELIPE por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Lerdenna, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme, de el Mar Oceano, Archi-Duque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto deseamos viva- y sinceramente contribuyr por todos los posibles medios, à establecer y enteramente perfecionar la grande, y importante obra de la Paz General, despues de tanto tiempo pendiente en el Congresso de Cambray combocado à este fin. Y anelamos a que sin mas dilaciones se ajusten y se combengan todas las dependencias y intereses del Serenissimo y Potentissimo Emperador de Romanos Carlos Sexto, y del Sacro Romano Imperio con Nos y nuestros Dominios, Por tanto considerando, quanto se asegura este comun beneficio por una Paz particolar; Hemos tenido por combeniente nombrar con toda authoridad y Plenipotencia par ello à Vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda Señor de Jensema, Enghelenburgh, y Fervert, Juez Hereditario de Humsterland, y de Campen, con el grado de Nostro Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, por la entera satisfacion y confianza, con que Nos hallamos de Vostra persona, y concurrir en ellas las combenientes circunstancias de intelligencia, celo, y fedelidad à Nostro Real servicio, que pide negociado de tal importancia para conferir, negociar, y tratar con los Embaxadores, y Plenipotenciarios authorizados de plenos poderes en buena forma por parte del Serenissimo y Potentissimo Emperador de Romanos, y concluyr efectuar y asegurar una buena, firme y inbiolable Paz, y de reciproca combeniencia de los Vasallos de estos, y a quellos Dominios, prometiendo como prometemos por la presente en Fee y palabra Real, que pasaremos, y compliremos para siempre Nos y Nuestros Successores todo lo, que estipulareys, concluyreys, y efectuareys con los mencionados Embaxadores, Plenipotentiarios ò Ministros del Emperador, como va expresado, y que lo observaremos exactamente, y haremos que se observe sin contravenir, ni consentir, que se contra-

Anno 1725.

benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, pues para todo ello, y lo demas, que fuere necessario, os damos y concedemos todo el poder authoridad, y facultad, que le requiere, y que lo aprovaremos, y ratificaremos dentro de el termino, que reciprocamente se con biniere para ello, prometiendo Nos assi mismo en fée y palabra Real de pasar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demas requisitos devidos En testimonio de lò qual mandamos despachar, y despachamos la presente firmada de nuestra mano, sellata con nuestro Sello secreto, y refrendada de nuestro infra escripto Secretario de Estado y de el despacho. Data en Buenretiro à dos de Abril de mil sete cientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Cæsarea.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevillæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wittembergæ, Superioris, & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris, & Inferioris Lusatiæ, Comes Hapspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Arthesiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Gotiani, Namurci, Rossilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscajæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenerit: Divinâ favente clementiâ factum esse, quòd super Bello, quo propter Successionem Hispanicam universa propemodum Europa involuta fuit, nunc Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Philippum quintum Hispaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate nostra Vienna, per constitutos utrinque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper initus, & conclusus, atque solemne desuper Instrumentum confectum, subscriptum, & signatum fuerit, formâ, modo, & tenore sequenti.

Locus inserti Tractatûs.

Cum igitur omnia, & singula, quæ publico huic Instrumento inserta leguntur, nostro Cæsareo, & Sacri Romani Imperii nomine, per Nostros Cæsareos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios supra nominatos gesta, acta, & conventa fuerint; Hinc Nos præhabitâ maturâ, & deliberatâ consideratione, accedente communi omnium Imperii Statuum consensu de vigesimâ Julii nuperi, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & singulis punctis ratum, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex certâ nostrâ scientiâ, & Cæsareæ Majestatis plenitudine ipsum approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, rataque perpetuò, & firma esse, ac fore prætacta omnia, virtute præsentium, statuimus, & declaramus, verbo Nostro Imperiali promittentes, pro Nobis, Nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & singulos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, plenæque executioni mandaturos, nec ullâ unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contraventuros, aut, ut per alios contraveniatur, quocunque modo permissuros esse, omni dolo, & fraude remotis: In quorum omnium testimonium, robur, ac fidem Sigillum Nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto, appendi jussimus. Datum in Civitate nostrâ Viennâ vigesimâ nonâ Augusti Anno millesimo, septingentesimo, vigesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Bohemici verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L.S.)

VT. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

PHILIPP. WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Ratificatio Hispanica.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Iudiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c

Cum Divina favente clementiâ, Nos inter, & Serenissimum, atque Potentissimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Ministros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios amplissimis Mandatis ad id nominatim pro utrâque parte instructos, quorum nomina in ipso Conventionis Instrumento inserta leguntur, conclusus, subscriptus, & signatus fuerit formâ, modo, & tenore sequenti.

Locus inserti Tractatûs.

Nos eadem omnia & singula præhabitâ, maturâ, & diligenti consideratione, ex certâ nostra scientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse, & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus, pro Nobis, nostrisque Successoribus, Regnis, & Subditis, Nos, omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quidquid totâ hac in Pacis conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex nostrâ parte, vel per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri posset, omni dolo, & fraude exclusis. In quorum omnium fidem, robur, & testimonium, præsentes nostras Ratificationis Literas expediri mandavimus, manu nostrâ subscriptas, & Sigilli nostri secreti appositione roboratas, nec non infrascripti Secretarii nostri status & universalis expeditionis chirographo referendatas. Datum in Regia hac nostra apud Sanctum Ildephonsum, die Julii vigesimâ primâ, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

Ratificatio Hispanica Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ utriusque Siciliæ Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Instrumentum Pacis Nos inter & Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium conclusum à Nobis jam ratihabitum,

ANNO 1725. tum, etiam in Articulum sequentem per Ministros ab utraque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios conventum fuerit juxta subinsertum tenorem:

Locus Articuli Separati.

Nos autem pariter ratum, & firmum habere volentes, hisce ipsum confirmamus, approbamus, & ratihabemus, verbo Regio promittentes: nos eundem accuratè observaturos, nec unquam ipsi quavis ratione, prætentione, seu prætextu contraventuros, aut infracturos; in quorum fidem, robur, & testimonium præsentes approbationis, & [illegible]ficationis Literas, vel Instrumentum, manu propriâ subscripsimus, & Sigilli nostri secreti appositione expediri, & muniri mandavimus, nec non infrascripti Secretarii Nostri Statûs, & universalis Expeditionis chirographo roborari. Datum in Regiâ hac Nostra apud Sanctum Ildephonsum die Julii vigesimâ primâ Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

XL.

Juin. *Edit de* LOUÏS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extention de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedents. Donné à Versailles au Mois de Juin* 1725. [Sur la Copie imprimée à Paris.]

LOUÏS, &c.: A tous présens & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avenement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717., créé & établi une Compagnie de Commerce Maritime, sous le nom de *Compagnie d'Occident:* Depuis cela ayant reconnu que diverses autres Compagnies de Commerce, établies sous le Regne du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantissement, que nos Sujets étoient obligez de tirer des Etrangers, les Marchandises que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de réünir les differens Privileges de Commerce exclusif, ci-devant concedez à ces Compagnies particulieres, à celle d'*Occident* que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties réünies pûssent respectivement se soûtenir; & Nous avons la satisfaction de voir l'utilité de cette réünion, par la situation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien differente de ce qu'elle étoit lors de leur division; reconnoissant d'ailleurs qu'il est de notre Justice d'assûrer la fortune d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui se trouvent interessez dans la *Compagnie des Indes*, par les engagemens qu'ils n'ont pû se dispenser de prendre dans les differentes operations dont elle a été chargée pendant notre Minorité; Nous avons fait examiner en notre Conseil les moyens d'affermir & soûtenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus autentique les Privileges exclusifs de differens Commerces que Nous lui avons concedez jusqu'à-présent, qui sont de nature à ne pouvoir être utiles s'ils étoient libres, sans que ladite Compagnie puisse en prétendre aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Negocians particuliers, & sans pouvoir s'immiscer en aucun tems dans nos Finances; en établissant pour toûjours le gouvernement & l'administration des affaires de cette Compagnie, de maniere que nos Sujets ayent une entiere confiance à un Etablissement que Nous sommes resolus de soutenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c. Nous avons par le présent Edit perpetuel & irrevocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la Compagnie des *Indes* créée sous le nom de Compagnie d'*Occident* par nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717. jouïsse à perpetuité des Concessions & Privileges que Nous lui avons accordez, tant par lesdites Lettres Patentes, que par nos Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus depuis en sa faveur; desquelles Concessions & Privileges Nous voulons que ladite Compagnie jouïsse de la maniere que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privileges, en ont joui ou du jouir, sauf les Articles auxquels il sera dérogé, ou qui seront plus amplement expliquez par le présent Edit. ANNO 1725.

II. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege exclusif du Commerce dans toutes les Mers des *Indes*, & au delà de la Ligne, des Isles de *Bourbon* & de *France*, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les differens Etats d'*Asie* & de la Côte Orientale d'*Afrique*, depuis le *Cap de Bonne Esperance* jusqu'à la *Mer Rouge*, ainsi qu'en ont joui ou dû jouir la Compagnie des *Indes-Orientales*, établie par Edit du Mois d'Août 1664. pour 50. années, dont les Privileges ont été confirmez & augmentez par la Déclaration du Mois de Fevrier 1685., & prorogez pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1715. par Déclaration du 29. Septembre 1714., & autres Déclarations & Arrêts; ensemble des Privileges accordez à la Compagnie particuliere de la *Chine*, par Arrêt de notre Conseil du 28. Novembre 1712. & Lettres Patentes expediées en conséquence le 12. Fevrier 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans lesdites Mers & Païs de la Concession de la Compagnie des *Indes*, à peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun Interêt dans des Armemens particuliers qui pourroient se faire pour lesdites Mers & Païs, même sous le Passeport & Banniere d'aucun Prince étranger, à peine de désobéïssance.

III. Ladite Compagnie jouïra du Commerce exclusif de la Traite des Negres, Poudre d'or, & autres Marchandises à la Côte d'*Afrique*, depuis la Riviere de *Serre-Lionne*, inclusivement, jusqu'au Cap de *Bonne Esperance*, ainsi qu'en a joui ou dû jouir la Compagnie de *Guinée*, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1685., & conformement aux Arrêts de notre Conseil des 27. Septembre 1720., & 14. Decembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquis le 15. Decembre 1718., le Privilege & les Effets de la Compagnie du *Sénegal*, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1696., elle jouïra seule du Commerce de la Traite des Negres, Cuir, Morphil, Poudre d'or, & autres Marchandises, depuis le *Cap Blanc* jusqu'à la Riviere de *Serre-Lionne*, exclusivement, ainsi & de la même maniere que ladite Compagnie du *Sénegal* en a joui ou dû jouir.

V. Jouïra pareillement ladite Compagnie, de la Concession de la Colonie de la *Louisianne*, & du Commerce exclusif du Castor, conformement à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717, & Edit du Mois de Decembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege du Commerce de la Côte de *Barbarie*, ainsi & de la même façon qu'en ont joui les Compagnies auxquelles elle a été subrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Occident*, devenuë depuis Compagnie des *Indes*, ayant porté en notre Trésor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premieres Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargez de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Edit du Mois de Decembre 1717., enregîtré en notre Cour de Parlement le 31. du même Mois, Nous avions affecté sur nos Fermes du Controlle des Actes, du Tabac & des Postes; & depuis ayant jugé que la jouïssance du Privilege exclusif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabacs qu'elle peut tirer de ses Plantations, que pour la facilité que lui donne son Commerce, de faire venir ceux qui sont nécessaires pour l'exercice de ce Privilege; Nous aurions dans cette vûë accordé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Occident*, par résultat de notre Conseil du premier Août 1718. sous le nom de *Jean l'Amiral*, qui auroit continué d'en jouir, tant sous le nom de Compagnie d'*Occident*, que sous celui de Compagnie des *Indes*, mais cette jouïssance ayant été interrompuë pendant la Régie des Commissaires de notre Conseil,

ANNO 1725.

ordonnée par Arrêt de notre Conseil du 15. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ses Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait cesser ladite Régie, & rétabli ladite Compagnie dans la jouissance de ses Effets; Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. dudit Mois de Mars 1723, abandonné la jouissance du Privilege exclusif de la vente du Tabac, à la Compagnie des *Indes*, pour être quitte envers elle de deux Millions cinq cens mille Livres de Rentes, à compte de trois Millions, à quoi Nous avions reduit par Arrêt de notre Conseil du 19. Septembre 1719, les quatre Millions de Rentes constituées à la Compagnie d'*Occident*, en consequence de notre Edit du Mois de Decembre 1717. Et depuis, voulant assurer pour toûjours à ladite Compagnie des *Indes* la jouissance dudit Privilege exclusif, tant pour encourager les Plantations de Tabac dans les Colonies de la Concession, que pour assurer de plus en plus l'état & la fortune des Actionnaires; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conseil du premier Septembre 1723., que par des Commissaires de notre Conseil, il seroit passé à la Compagnie des *Indes*, ses Directeurs stipulans pour elle, un Contract d'alienation à titre d'engagement, du Privilege exclusif de la vente du Tabac, pour en jouir ainsi qu'en a joui ou dû jouir Verdier, dernier Fermier de la vente exclusive, à commencer la jouissance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quitte par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions sur ladite Somme de cent Millions, qui sont l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle porté en notre Trésor Royal en execution de l'Edit du Mois de Decembre 1717. Et d'autant que Nous reconnoissons de plus en plus, que si ce même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui est le patrimoine des Actionnaires, étoit resté dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui auroit produit annuellement de bien plus grands bénefices, que ne peuvent être ceux de la vente exclusive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puissent monter, & que par cette raison, & autres grandes & importantes considerations à Nous connuës, il est de notre Justice d'assurer à ladite Compagnie en la meilleure forme & maniere, ledit Privilege de vente exclusive: Nous avons par le présent Edit perpetuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'alienation faite en consequence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commissaires de notre Conseil, par Contract passé le 19. Novembre ensuivant, à ladite Compagnie des *Indes*, du Privilege de la vente exclusive du Tabac dans l'étenduë de notre Royaume, Pais, Terres & Seigneuries de notre obéïssance, sans que sous quelque prétexte que ce soit, elle puisse être troublée en la jouissance dudit Privilege.

VIII. La Compagnie des *Indes* exercera le Privilege exclusif de la vente du Tabac, en son nom, comme chose à elle appartenante en pleine proprieté, sans qu'il soit besoin qu'elle y soit autorisée par aucun Arrêt de prise de possession; elle en jouïra ainsi qu'elle en jouit ou doit jouir actuellement, en consequence de l'Arrêt de notre Conseil du 1. Septembre 1723, sans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contraventions audit Privilege seront punies conformement à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus sur cette matiere, ainsi & de la même maniere que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Interêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons soûtenir les Privileges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Caffé étant du crû & culture des Pais de la Concession de la Compagnie des *Indes*, le Privilege exclusif de l'introduction & vente de cette Marchandise lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des *Indes-Orientales* en avoit négligé la Traite, nous en avons accordé nommément le Privilege à la Compagnie des *Indes*, par les Arrêts de notre Conseil du 31. Août & 12. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutez, en confirmant ledit Privilege à la Compagnie des *Indes* en tant que besoin est, à condition qu'elle ne pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend présentement, & sans déroger au Privilege de la Ville de *Marseille* à cet égard, dans lequel nous l'avons maintenuë par Arrêt de notre Conseil du 8 Fevrier 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des *Indes* exerce ledit Privilege exclusif de la vente du Caffé dans l'étenduë de notre Royaume, en la même forme portée par l'Article VIII. du present Edit pour le Privilege du Tabac, & que les fraudes & contraventions qui pourroient y être commises, soient jugées par les Juges à qui la connoissance en est attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., registrée en nos Cours des Aides, & conformement aux dispositions de ladite Déclaration.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des *Indes* dans des Privileges de Commerce, qui ne peuvent se soûtenir & réüssir à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils seront exclusifs ainsi qu'ils l'ont toûjours été, & qu'ils seront gouvernez par le même esprit: Notre intention est que cette Compagnie serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Négocians particuliers: Nous déclarons qu'à l'avenir elle ne pourra prétendre aucun autre Privilege exclusif, tel qu'il puisse être, que ceux qui lui sont confirmez par le présent Edit. Et attendu que l'experience Nous a fait connoître qu'autant l'établissement de cette Compagnie est utile & nécessaire, lors-qu'elle est uniquement occupée du soin des Colonies importantes & des Parties de Commerce considerables que Nous lui avons concedées, autant il est contre le bon ordre & contre nos Interêts, & ceux même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances: Nous lui défendons tres-expressement de s'immiscer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances: Voulant qu'elle soit & demeure conformement à son institution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à soûtenir celui qui lui est confié, & à faire valoir avec sagesse & œconomie le bien de nos Sujets qui y sont interessez, sans que les fonds de la Compagnie des *Indes* puissent être en aucun cas employez à autre usage qu'à son Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723. ordonné, qu'il seroit passé à la Compagnie des *Indes* un Contract d'alienation à titre d'engagement, des Droits composans notre Domaine d'*Occident*, pour demeurer quitte envers elle de la Somme de trois Millions trois cens trente trois mille trois cens trente-trois Livres six Sols huit Deniers, à imputer sur les cent Millions par elle portez en notre Trésor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'*Occident* ne fût point séparé de nos Fermes Generales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure revoqué & comme non avenu, déchargeons ladite Compagnie des engagemens & conditions y contenuës: Et à l'égard des dix Millions restans des cent Millions portez en notre Trésor Royal par ladite Compagnie, deduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous nous sommes acquittez envers elle par l'alienation du Privilege exclusif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continue de jouïr de la Rente du principal desdits dix Millions de Contracts, à raison de trois pour cent, conformement à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrerages, de six Mois en six Mois, sur ledit pié.

XIII. Le Privilege exclusif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des *Indes* par Arrêt de notre Conseil du 15. Fevrier 1724., demeurera éteint & supprimé: N'entendons néanmoins priver ladite Compagnie de la liberté de faire à l'avenir des Loteries, en prenant nos permissions particulieres.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante-six mille le nombre des Actions de la Compagnie des *Indes*; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à son profit un nombre considerable, Nous voulons que les Actions retirées par la Compagnie, soient annullées & brûlées en presence des Actionnaires, au jour qui sera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du présent Edit, dont il sera dressé Procès-Verbal inseré dans le Regître des deliberations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie se trouvant chargée de Rentes viageres constituées en exécution de l'Arrêt de notre Conseil du 20. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Billets de Loterie dont la Compagnie a reçû la valeur en Argent ou en Actions par elle retirées: Nous voulons que ledit Arrêt soit exécuté selon sa forme & teneur, & que les Rentes constituées en conséquence soient exactement payées: lequel payement devant être fait du même fonds affecté au payement du dividende des Actions retirées, & considerant d'ailleurs les inconveniens qui ont resulté ci devant de la multiplication

ANNO 1725. tion des Actions, qui ne peut être faite qu'au grand préjudice des premiers Actionnaires, Nous défendons à la Compagnie des *Indes* de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour être éteintes, annullées & brûlées en présence des Actionnaires convoquez, dont sera dressé Procès-Verbal, afin que le nombre effectif d'Actions qui subsisteront, soit toûjours connu des Actionnaires.

XVI. Il sera tenu tous les ans dans le courant du Mois de Mai, au jour indiqué, une Assemblée generale des Actionnaires, dans laquelle sera lû & rapporté le Bilan general des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende sera déclarée.

XVII. Tout Actionnaire qui aura déposé 25. Actions à la Caisse generale de la Compagnie, dans le terme prescrit par l'affiche d'indication de l'Assemblée generale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que plusieurs Particuliers peuvent avoir employez en Actions de la Compagnie des *Indes*, des fonds provenant de remboursement d'Effets qui leur tenoient nature de propres; considerant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds considerables en Actions, qu'ils ne se dissipent par la facilité qu'il y a d'en disposer, Nous voulons qu'il soit libre à l'avenir à tous Proprietaires d'Actions, de les déposer, avec telles conditions & restrictions qu'il jugera à propos, à la Caisse generale de la Compagnie, où il sera tenu par le Caissier general & de sa main un Regître secret de compte ouvert desdites Actions déposées, tant pour le principal que pour les dividendes, & qu'il soit delivré par ledit Caissier general un Acte dudit dépôt, qui sera passé devant Notaire, contenant les conditions & restrictions stipulées par l'Actionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caissier general sera tenu de se conformer.

XIX. Conformement à l'Article XVI. de nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., portant le premier établissement de la Compagnie des *Indes*, sous le nom de Compagnie d'*Occident*, tous Procès qui pourroient naitre en *France* pour raison des affaires d'icelle, seront terminez & jugez par les Juges Consuls à *Paris*, dont les Sentences s'exécuteront en dernier ressort jusqu'à la Somme de quinze cens Livres & au-dessous par provision, sauf l'appel à notre Cour de Parlement de *Paris*: Et quant aux matieres criminelles dans lesquelles la Compagnie sera Partie, soit en demandant, soit en défendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à *Versailles* au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

XLI.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majestés* BRITANNIQUE TRE'S-CHRETIENNE & Prussienne, *à Hanover le 3. Septembre 1725.* Avec TROIS ARTICLES *separés, concernant l'Affaire de* Thorn, *& le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le 3. Septembre 1725.* [Simple Copie, mais sûre.]

LEURS MAJESTEZ le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrêtien*, & le Roi de *Prusse* ayant vû avec plaisir combien l'Union étroite qui subsiste entr'Elles, a contribué non-seulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais aussi au Bien & à la Tranquillité publique; étant persuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evenemens qui pourroient naitre, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indissoluble; Et ayant réflechi mûrement sur tous les Traitez qui subsistent entre Leursdites Majestez, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le présent Traité, déroger en aucune maniere,) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'*Europe*, en convenant entr'Elles de ce qui seroit nécessaire, non-seulement pour la Sûreté & les Interêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces considerations, & dans cette vûë, Leursdites Majestez Britannique, Très-Chrêtienne & Prussienne ont donné leurs Plein-Pouvoirs; savoir, S. M. Britannique au Sieur *Charles* Vicomte de TOWNSHEND, Baron de *Lynn*, son Lieutenant dans le Comté de *Nortfolk*, Chevalier de l'Ordre de la Jartiere &c., & son Secretaire d'Etat; S. M. Très-Chrêtienne au Sieur *François*, Comte de BROGLIO, Lieutenant-General de ses Armées, Directeur-Général de sa Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de *Mont Dauphin*, & son Ambassadeur auprès dudit Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne*; & S. M. Prussienne au Sieur *Jean-Christophle* de WALLENRODT, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne*: Lesquels, en vertu desdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du présent Traité,) ayant pesé avec toute l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majestez se proposent, sont convenus des Articles suivans. ANNO 1715.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus sincere & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre lesdits trois Serenissimes Rois, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Etats, Païs, & Villes situées sur leurs Terres respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant dedans que dehors l'*Europe*; & ils seront conservez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puissent avancer fidelement leurs Interêts & Avantages réciproques, & prévenir & repousser tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puissent trouver.

II. Comme c'est le véritable but & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conserver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes respectifs, Leurs Majestez susdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour proteger & maintenir generalement tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans que dehors l'*Europe*, dont chacun des Alliez sera actuellement en Possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que les Droits, Immunitez & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont lesdits Alliez jouissent, ou doivent jouïr respectivement: Et pour cette fin, lesdits Rois sont convenus que si, en haine de cette Alliance, ou sous quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hostilement, ou qu'il souffrit quelque tort dans les choses ci-dessus spécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raison à la Partie lezée, & pour porter l'Aggresseur à s'abstenir d'aucune hostilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas susdits, & que les bons Offices ci-dessus mentionnez ne fussent pas assez efficaces pour procurer une juste satisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lezée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requisition leur aura été faite, fourniront les Secours suivans: C'est-à-dire,

S. M. le Roi de la *Grande-Bretagne* donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi *Très-Chrêtien* fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000 Chevaux.

Et S. M. le Roi de *Prusse* fournira aussi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux

Mais si la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaisseaux de Guerre & de Transport, ou même des Subsides en Argent, ce qu'on laissera toûjours à son choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaisseaux ou de l'Argent à proportion de la dépense des Troupes à donner comme ci-dessus: Et pour ôter toute sorte de doute par rapport à cette dépense, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié seront évaluez à 10000. Florins de *Hollande* par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, aussi par Mois; & l'on fera le calcul pour les Vaisseaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci dessus specifiez ne suffisent pas pour faire faire Justice à la Partie lezée, alors les Parties Contractantes conviendront ensemble des Forces ulterieures

Anno 1725.

rieures à être fournies: Et enfin, en cas de nécessité, lesdits Alliez assisteront la Partie lezée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Aggresseur.

IV. Et comme lesdits trois Serenissimes Rois sont résolus de resserrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques possibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils sont convenus reciproquement, non-seulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entre-communiquer fidellement les Propositions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre sur ce qui leur seroit proposé, aucune Resolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui seroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'*Europe*, qu'il est si nécessaire de conserver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne, interessée particulierement par sa qualité de Garant des Traitez de *Westphalie*, au maintien des Privileges & Libertez du Corps *Germanique*, & Leurs Majestez Britannique & Prussienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des semences de Division, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embrasseroit toute l'*Europe* par les suites funestes qui en resulteroient; Leursdites Majestez étant toûjours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'*Empire* en particulier, & celle de l'*Europe* en général, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant statué sur les Affaires de l'*Empire*, sont regardez comme la Base & le fondement de la Tranquillité du Corps *Germanique*, & le soûtien de ses Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs susdites Majestez désirent véritablement de pourvoir d'une maniere solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au présent Traité; & Elles sont convenuës dès à présent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Generaux des *Provinces-Unies*.

VIII. Ce présent Traité sera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrétien* & le Roi de *Prusse*, & les Ratifications seront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plûtôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER *le 3. Septembre* 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

COMME l'Affaire arrivée dernierement dans la Ville de *Thorn*, & ce qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'*Oliva*, il n'arrive à cette occasion des Troubles, non-seulement dans la *Pologne*, mais aussi dans les Païs voisins, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne, qui comme Garantes du susdit Traité d'*Oliva*, sont interessées à ce qu'il soit maintenu & observé dans toute son étenduë, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'*Oliva*; & pour cet effet, Leursdites Majestez s'instruiront, de concert, par leurs Ministres en *Pologne* des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'*Oliva*, & des moyens d'y remedier d'une maniere qui assure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée, si un Traité aussi solemnel que celui d'*Oliva* souffroit quelque atteinte.

Cet Article separé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le 3. Septembre* 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Prussienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient souffrir dans les Etats qu'Elles possedent, l'*Empire* déclarât la Guerre à Sadite Maj. Très-Chrétienne; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Serenissime Roi de la *Grande-Bret.* & le Serenissime Roi de *Prusse*, dont les Interêts auroient été l'occasion de la Guerre, que S. M. Très-Chrétienne auroit à soutenir; non-seulement ils ne fourniroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majestez Britannique & Prussienne ne seroient pas comprises & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'*Empire* feroit à la *France*; mais même Elles agiroient de concert avec S. M Très-Chrétienne, jusqu'à ce que la Paix troublée à cette occasion fut rétablie; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs specialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclu avec S. M. Très-Chrétienne, laquelle de son côté promet de les observer fidellement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le 3. Septembre* 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

TROISIEME ARTICLE SEPARÉ.

S'il arrivoit que nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Chrétienne, d'observer exactement tous ses Traitez à l'égard de l'*Empire*, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le présent Traité, l'on voulût, de la part dudit *Empire*, prendre quelque résolution contre la *France*, au préjudice de la Garantie generale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourdhui; S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, soit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diete, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire: Mais, si contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la *France* de la part dudit *Empire*, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défensive, Elles ne seroient pas obligées, suivant les Constitutions, de fournir aucun Contingent: Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majestez, si elles croyoient ne pouvoir se dispenser de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majestez Britannique & Prussienne se reservent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestez Britannique & Prussienne, à raison de leur Contingent ainsi fourni, soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourdhui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrétienne, que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû,

ANNO 1725.

prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majesté Très-Chrétienne, laquelle de son côté ne pourra pour raison dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Serenissime Roi d'*Angleterre* & dudit Serenissime Roi de *Prusse*, dans l'*Empire*, ou ailleurs, aucune Hostilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Passages, ou autres choses à la charge desdits Païs & Etats, sous quelque prétexte que ce soit; & de même lesdits Etats, Places, Lieux, & Sujets ne pourront aussi fournir aucunes desdites choses aux Ennemis de S. M. Très-Chrétienne, laquelle s'oblige aussi & promet de son côté que si dans l'*Empire* on venoit à prendre des Résolutions pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la *Grande Bretagne* & de *Prusse*, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les assister avec toute la vigueur nécessaire, en conformité de ce Traité, jusqu'à-ce que les Troubles, Torts & Infractions cessent entierement.

Cet Article separé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

XLII.

23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majesté* IMPERIALE *& Catholique par les Commissaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commissaires Ottomans, sur la libre Navigation, abstractivement de tout Commerce. A Tunis le* 3. *Septembre* 1725. [Copie Originale.]

I. IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courses, & Actes, d'hostilité cesseront tant par Mer, que par Terre, entre les Vaisseaux, & Sujets de Sa M. I. & Cathol., & les Vaisseaux, & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitième du present Mois de Septembre 1725. ensuite de la parole irrevocable de suspension d'Armes solemnellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en presence de tous les Ministres, & des Seigneurs Commissaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique par les soussignez Commissaires, & en cas de Contravention, restitution sera faite, de ce qui aura été pris, soit Vaisseau, Esclaves, & tout autre chose *cum omni causa*, & les dommages reparez sans aucune reserve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Pascha, Bey, Dais & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets une seureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivieres, abstractivement de tout Commerce & sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependences respectives; Et sous le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique sont compris les Allemands, les inhabitans des Païs-Bas Autrichiens à l'Ocean, Siciliens, Napolitains, Calabrois, & leur dependences, & ceux de Fiume & de Trieste situés dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils soient. Mais si quelques Vaisseaux furent forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une necessité absolue, dans ce cas seulement, ils seront reçûs dans les Rades, & Ports respectifs & defendus, & protegés par les Châteaux, & Fortéresses, & les Commandants desdits Châteaux pourront retenir, & arrêter 24. heures les Vaisseaux de Guerre, qui y auront relâché, jusques à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis seront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute seureté dans les Ports.

III. Les Vaisseaux de part & d'autre, qui auront été dans la necessité de se sauver dans les Rades, & Ports des deux Puissances, comme il est expliqué dans l'Article precedent, le Commandant tâchera de les defendre, mais s'ils y sont pris, ou enlevés par Stratageme de son Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en serons pas responsables.

IV. Les Vaisseaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigeant sous le Pavillon, & Passeport de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui sera transcrite à la fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainsi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chalouppe, outre le nombre necessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la permission expresse du Commandant, & reciproquement les Imperiaux en useront à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul Imperial établi à ladite Ville, duquel Certificat la Copie sera pareillement jointe à la fin du present Traité, & il ne sera pas permis de donner des Passeports à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & seulement.

V. Tous les Sujets Imperiaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas, que les Vaisseaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains missent à Terre des Esclaves Imperiaux.

VI. Les Etrangers Passagers trouvés sur les Vaisseaux de Sa Majesté, ni pareillement les Sujets de Sadite Majesté pris sur les Vaisseaux étrangers ne pourront être faits Esclaves sous quelque pretexte, que ce puisse être, quand même les Vaisseaux, sur lesquels ils auroient été pris se seroient defendus, ni moins leurs effets, & Marchandises retenuës, & la même chose se pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne sera donné aucun Secours, ni protection aux Vaisseaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auront armé sous leur Commission, & seront lesdits Paschx, Bey, Dais & Divan defense à tous leurs Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince, ou Etat Ennemis de la Couronne Imperiale, comme aussi empêcheront, que ceux, contre lesquels ledit Empereur est, où sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets, & il ne sera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majesté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M. Imperiale, & Catholique un Consul dans la Royaume de Tunis pour distribuer les Certificats predits, & juger les differens entre les Sujets de S. Majesté, sans que les Juges du lieu s'en puissent mêler, & veiller generalement à toute affaire de sa charge, & jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés, & Exemptions, dont jouïssent tous les Consuls des autres Nations, nulles de reservées, & aura la preseance sur ceux, comme il se pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque different entre un Sujet de Sa Majesté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdit Pascha, Bey, Dais, Divan, où par les Commandans dans les Ports où les differens arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majesté, qui auront frappé un Turc, ou Maure ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeller le Consul pour defendre la cause desdits Sujets, & en cas, qu'ils se sauvent, ledit Consul n'en pourra être responsable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au present Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un deni formel de Justice.

XII. Si quelques Vaisseaux des deux Parties Contractantes se font du tort, les uns aux autres dans la Mer, les Contraventeurs seront très-severement punis, & les Armateurs responsables.

XIII. Si le present Traité venoit à être rompu, il sera permis au Consul Imperial, & à tous ceux, qui sont de sa suite, de se retirer dans leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles sera rati-

Anno 1725. ratifié par Sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & signé ce jourdhui par le Pascha, Bey, Dais, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part, Et par les Commissaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique ensuite de leur Plein Pouvoir de l'autre part, & sera confirmé par les Commissaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne pretexte aucune cause d'ignorance, ce present Traité, sera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement observé par leurs Sujets.

Ainsi fait, conclû, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Françoise, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & souscrit de Nos noms, & y fait apposer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L. S.) JEAN DE SCHONAMILLE Escoyer.

(L. S.) NICOLAS DE THEYLS.

XLIII.

1726. 16. Avril. *Acte d'Accession de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance* [a] *conclu entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE *le 22. Fevrier* 1724. *Fait à Vienne le* 16. *Avril* 1726.

Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit.

SOit notoire à tous & un chacun à qui il apartient ou peut apartenir.

Qu'un Traité d'*Alliance défensive* entre les Cours de Suède & de Russie, ayant été signé à Stokholm le 22. de Fevrier de l'an 1724. les Ministres de ces Cours residans alors à la Cour Imperiale ont invité Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la tranquilité publique & la Paix; & d'assister lesdits Alliez de ses secours & Conseils. Sa Majesté Imperiale & Catholique ayant toûjours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoit resolu il y a déja long-tems d'entrer dans cette *Alliance défensive*; ainsi Sa Majesté Imperiale & Catholique portée par son attachement & son attention sincère aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, ensorte que depuis long-tems elle a résolu d'acceder au susdit Traité comme si elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs nécessaires, les soussignez les Conseillers Privez, pour traiter, conformement à cette résolution, de cette accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Instructions & Plein-Pouvoirs nécessaires, & ce en consequence pour dresser un Instrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires respectifs sont convenu ainsi qu'il s'ensuit, après avoir conferé ensemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique déclarent, certifient & promettent en son nom que Sa Majesté Imperiale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers legitimes & ses Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stokholm & dans l'Article secret; que Sa Majesté Imperiale & Catholique comme *Pars compaciscens* se joint & s'allie par le present Acte d'Accession avec Leurs Majestez confederées de Suède & de Russie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs legitimes Heritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & executer les conditions, clauses & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Païs & Seigneuries qu'elle possede: & si le *casus fœderis* ou quelque cas demandant l'execution de sa promesse & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie & 4 mille de Cavalerie, & quant aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une compensation; tout ce que Sa Majesté Imperiale & Catholique promet d'exécuter de la même manière & avec la même fidelité, exactitude & sincerité que si elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avoit conclu, arrêté & signé lesdites Conditions, Promesses & Articles avec lesdites deux Puissances alliées ou avec chacune d'elles separement. Anno 1726.

De même, d'autre part les Plénipotentiaires de Leurs Majestez de Suède & de Russie ont en leur nom admis, reçu & compris Sa Majesté Imperiale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité Ils y admettent, reçoivent & comprennent Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesdites deux Majestez & chacune d'elles en particulier, feront jouir ensemble ou en particulier, Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses & promesses en général & en particulier contenu dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Imperiaux & les Ministres Plénipotentiaires Suèdois & Czariens, promettent que le présent Instrument & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission & d'acception dressé dans la forme dont on est convenu, sera ratifié par Sa Majesté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majestez Suèdoise & Czarienne & que les Actes publics de Ratification seront échangez ici à Vienne dans trois Mois, ou plûtôt si faire se peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1716.

Articles Séparés de la Ratification Suèdoise de l'Accession de l'Empereur des Romains au Traité de Stokholm du 22. Fevrier 1724.

ARTICLE PREMIER.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance defensive conclu le 22. Fevrier 1724 entre la Suède & la Russie (auquel il a plû à Sa Majesté Imperiale & Royale Catholique d'acceder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci dessous par les Ministres Imperiaux, de même que par les Ministres Plénipotentiaires de Suède & de Russie) il soit stipulé eu égard à la Paix & à la tranquilité publique, que si après la conclusion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Païs, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été réquis, seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis, aux conditions & en la maniere dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivans: néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & Sa Sacrée Majesté Imperiale, par cet Article Séparé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & son Royaume ne feront point obligez d'y prendre part, ni d'envoyer en des Païs si éloignez les secours stipulez d'ailleurs par le susdit Traité.

Pareillement, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ostende, il est expressément reservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance defensive, conclue le 22 Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie, & à laquelle Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique accede aussi présentement, il est stipulé & pourvû au §. 16. que les précédens Traitez doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins fortement à cœur que Sa Majesté Imperiale & Catholique, de rendre soin que les Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva subsistent toûjours en leur entier sans aucune infraction: pour

[a] Voyez ce Traité ci-dessus No. XXIII. p. 76.

Anno 1726. pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de declarer & de stipuler expressément, qu'au cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement observez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devront en aucune manière être regardez, & encore moins soutenus, comme compris dans cette Alliance.

XLIV.

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diete du Païs. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.* [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Le Noble Casimir-Christophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varsovie, d'où il est revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Assemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'est passé à Varsovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons consenti, & avons fixé l'ouverture de cette Assemblée au 26. Juin de la presente année: Exhortant l'Etat de la Noblesse de munir ses Deputez d'Instructions necessaires, tant pour assister au rapport du Sr. de Brakel, que pour deliberer avec Nous sur les moyens de conserver à perpétuité la Province dans ses Immunitez & Libertez, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'Etat Ecclesiastique & Civil, sous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très-Clement Seigneur, & de la Serenissime République, suivant les Conventions de dependance; afin que Nous puissions ensuite procurer & arrêter de concert, ce qui sera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Successeurs.

Nous ne celons pas à l'Etat de la Noblesse, que Mr. de Karp, Commissaire-General des Guerres du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ses Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'assistance requise pour la conservation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établirons avec l'Etat de la Noblesse, tant pour les affaires publiques & particulieres, que par rapport à la Succession Eventuelle, sur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.

Signé, BRINKEN KEYSERLINK VANDER BRAGOEM.

Autres Universaux par lesquels du Duc de COURLANDE, *desavouë les precedents, & declare qu'on y a abusé contre lui-même, & contre ses Droits, de son nom, de ses Titres & de son Sceau. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.* [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Nous nous sommes gracieusement confiez jusqu'à present, que nos principaux Conseillers, Officiers & Ministres, qui par leur Serment sont engagez, à veiller à notre Interêt Ducal & au bien de la Province, ne s'ingereroient point dans les Droits Régaliens réservez à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'entr'eux ayant manqué au devoir de leurs Charges, travaillent à l'accroissement de leur autorité & puissance privée, au prejudice des Droits & Prérogatives de leur Seigneur, Nous avions eu confiance, que l'Etat de la Noblesse, qui Nous a toûjours été très-cher, rentrant enfin en lui-même, envisageroit son véritable interêt, & ne souffriroit jamais qu'on se servît abusivement de son crédit pour exercer une puissance plus que Ducale. Anno 1726.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Conseillers s'est augmentée à tel excès, que par divers artifices ils ont induit l'Etat de la Noblesse à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entreprises contraires aux Loix de la Province, &, ce qui est sans exemple, à abuser contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Seau.

En sorte qu'aprés Nous être flatez que tant de braves Compatriotes, qui ont reçû de Nous & de nos Prédecesseurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'opposer à ces differens efforts, tendans à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons nonobstant notre grande moderation & nos intentions favorables, été également frustrez dans notre attente.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occasion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Assemblée Provinciale pour le 26. de ce Mois, afin de recevoir son rapport, d'expedier des Affaires Capitales qui doivent nous regarder seuls, & de deliberer sur les pretenduës Propositions faites par le Palatin de Vilna, Grand Géneral des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous persuader, que des Hommes de bien puissent entreprendre un tel Acte. C'est pourquoi nous laissons juger tant à nos Conseillers qu'à notre Fidelle Noblesse en particulier, s'il est raisonnable que ce Brakel, qui, independamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varsovie pendant l'espace de 2 ans, & y a publiquement négocié contre Nos interêts, entreprenne de former, sous notre nom & par Nous-mêmes une Conspiration contre Nous; oubliant que Nous sommes son naturel & legitime Seigneur, & que l'élevation de sa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reste, Nous esperons que l'Etat de la Noblesse ne présumera pas, de rien statuer contre nos ordres, ou sans notre participation, sur tout en des affaires qui ne peuvent avoir aucun effet sans notre Approbation: Cependant, afin que nos Conseillers fassent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Noblesse ne s'écarte point du dévouëment qui nous est dû, Nous les avertissons en notre Affection Paternelle, de prévenir l'effet de la Puissance Ducale; & de plein Droit, Nous leur defendons & interdisons d'attenter la moindre chose en l'abus de notre Nom, & d'assister à cette Assemblée, dont la convocation est nulle de fait & de Droit.

Notre intention est de pourvoir tellement à toutes choses; qu'au tems de notre retour elles soient entierement retablies selon l'ancien cours: Ainsi que chacun ait à se comporter conformement aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardiesse de former ouvertement des entreprises qui tendent au renversement de l'Etat.

Souhaitant par ces presentes, tant à nos principaux Conseillers qu'à tout l'ordre de la Noblesse en général, la Protection Divine & de plus sages Conseils, Nous les assurons de notre faveur. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.

XLV.

Traité d'Alliance defensive entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Russie signé à Vienne le 6. Août 1726. 6. Août.

AU NOM DE DIEU, Amen.

COmme le Repos public & le bien de toute l'Europe requiérent, que l'ancienne amitié qui a constamment regné entre les Prédecesseurs de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvellée & resserrée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'est pour cela que S. S. Maj. Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héreditaires, & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si salutaire, ont choisi leurs Ministres Plenipotentiaires ci-dessous signez, savoir Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique Son Altesse le Prince *Eugene de Savoye* & de Piemont, Conseiller actuel & Intime

ANNO 1726.

intime de Sadite Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, Président de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ses Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toison d'Or; l'Illustrissime & Excellentissime *Philippe Louis*, Tresorier Héreditaire du St Empire Romain, Comte de *Sinzendorf*, Baron d'*Ernstbrunn*, Seigneur de *Gföell*, *Selowitz*, *Poulitz*, *Coriswald*, *Stecken*, *Shrisenz* &c., Burgrave de *Rheineck*, Grand Ecuyer Héreditaire & Echanson de la Haute & Basse-Autriche, *Pincerne* Hereditaire de l'Autriche sur l'Anase, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Grand Chancellier de la Cour; l'Illustrissime & Excellentissime *Gundacre-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxemberg* &c., Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, Maréchal-Héreditaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche; l'Illustrissime & Excellentissime *Ernest de Windisgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Walenstein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Héreditaire de Stirie, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire; & l'Illustrissime & Excellentissime *Frederic-Charles*, Comte de *Schonborn*, *Bucheim* & *Wolffsthall*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelberg*, & Comte de *Wiesentheid*, Grand Echanson Héreditaire de la Haute & Basse-Autriche, au delà & en deça de l'Anase, Conseiller actuel & intime de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-Illustre *Louis Lanczinski*, son Chambellan & son Ministre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une Alliance proposée; lesquels, aprés avoir tenu des Conferences, deliberé des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, sont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpetuelle & constante, & elle sera si sincerement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & tourneront toutes leurs vûës, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe, y soit conservée & maintenuë.

II. D'autant que Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique a accedé au Traité de Paix, conclu à *Nieustad* le 30. Août 1721., entre les Couronnes de Russie & de Suede; de même qu'à l'Alliance concluë à Stokholm le 22. Fevrier 1725. Et les Parties Contractantes se proposant de resserrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la présente Alliance; c'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accede au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & le Serenissime Roi des Espagnes *Philippe* V. & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possedez actuellement par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En sorte que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix concluë avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit; ou que l'on entreprît quoique ce soit à son préjudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, non seulement les Secours promis ci-dessous dans l'Article VI de cette Alliance, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggresseur, d'agir de concert contre ledit Aggresseur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injustices & dommages, & sans un entier consentement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement, & prend sur soi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, possedez en Europe par Sa Majesté de toute la Russie; &, si Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est attaquée hostilement par qui que ce soit, alors Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement, non seulement de lui envoyer exactement les Secours ci-dessous stipulez dans l'Article VI. de ce Traité; mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggresseur, d'agir d'un commun consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir tiré raison des dommages, & sans une entiere approbation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie.

IV. En vertu de cette Conféderation & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entre-aider conjointement à soûtenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un éfort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vassaux Rebelles; &, si l'une vient à découvrir quelques desseins ou machinations, qui se trameront contre l'autre à son desávantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière dûë & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les éforts de l'Alliance à les prévenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner; on est convenu que l'Empereur, en cas que qui ce soit, sous quelque prétexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, dans ses Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle posséde en Europe, lui enverra un Secours de 30 mille Hommes; savoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavallerie, à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des susdites Troupes Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendroit aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on déliberera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la résolution d'équiper une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du consentement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flote, non seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Ocean que dans la Mediterranée, au nom du Serenissime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet éfet ses Instructions à son Ministre résidant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera, du consentement des Serenissimes Contractans, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entierement bien afermie, (ce qui cependant se peut faire par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie) Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique travaillera & employera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entierement accompli par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de Nieustad.

XII. A l'égard du Serenissime Prince, le Duc de *Sleswyk-Holstein*, Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Altesse Royale souhaite, & à quoi elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de *Travendahl*, tant par rapport au Serenissime Roi de Dannemarc & de Norvegue,

Anno 1726. vegue, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui se sont chargez de la même Garantie du susdit Traité: Et comme il s'est fait sur ce sujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle sera tenoë comme inserée dans le présent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le présent Traité sera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. Mois, & les Ratifications seront changées ici à Vienne en la manière accoutumée.

En foi de quoi les susdits Ministres Plénipotentiaires ont signé de leurs propres mains le présent Acte expedié sur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont aposé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août 1726.*

(*Signé.*)

Eugene de Savoye.
(L.S.)
Philippe-Louïs, Comte de Sinzendorff.
(L.S.)
Gundacre, Comte de Staeremberg.
(L.S.)
Ernest Comte de Windisgratz.
(L.S.)
Frederic-Charles, Comte de Schonborn.
(L.S.)
Louïs Lanczynski de Lanczyn.
(L.S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Accession des* Provinces-Unies *au Traité d'Alliance Defensive signé à Hanovre, le 3. Septembre 1725.*

Au nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité.

COmme leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la seureté de leurs propres Royaumes & Etats, aussi-bien que pour la Conservation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles séparés, lesquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambassadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats Generaux d'acceder à ce Traité & aux Articles séparés, conformement à ce dont ils étoient convenus dans le septième Article du même Traité, lequel avec les Articles séparés sont ici de mot à mot inserez.

Fiat insertio.

Et comme lesdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ses Articles séparez, ont témoigné qu'ils sont entierement sensibles à l'honneur que leursdites Majestez leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'acceder à cette Alliance & qu'ils reconnoissent en même tems les soins qu'elles ont eû en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur République ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister, & comme ils ont ajouté qu'ils sont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précedente contractée soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats: mais que plûtôt l'intention est de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que des Droits, Immunites & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Accession. Anno 1726.

De plus lesdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme persuasion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Traitez de Westphalia & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles séparez, à laquelle Garantie generale, ils ne se sont jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits possessions & Droits, & que c'est là l'intention de Leurs Majestez.

Quant aux Affaires de Thorn dont il est fait mention dans le premier des Articles séparez du Traité d'Hanovre ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & reparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fussent sans effet & qu'on trouvât nécessaire de faire quelque chose de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs déliberations, sans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau consentement.

Enfin puisque cette Alliance entr'autres a pour but l'établissement d'une entiere confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs Etats Généraux supposant que les Alliez se communiqueront mutuellement en toute confidence leurs pensées sur les voyes & moiens qu'on jugera les plus efficaces en cas de besoin, pour conserver & maintenir les possessions & Droits susmentionnez, tant par raport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme Confiance que c'est là le véritable but & intention de Leursdites Majestez, lesdits Seigneurs Etats Généraux pour donner une marque de leur desir de s'unir étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont résolu d'acceder au Traité & aux Articles séparez ci-dessus inserez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Esse, Baillif de Lochum & Drossart de Bedevors: Aroolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemaître & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaft de Schieland: Isaac van Hoornbeeck Conseiller Pensionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Westfrise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaître de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemaître & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouse Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Lambert Heuel Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Accession avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynhertzhagen Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Lesquels ayant conferé ensemble sont convenus de la manière suivante. Que lesdits Seigneurs Etats Generaux accederoient (ainsi que lesdits Srs. Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'acceder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles séparez:) les obligeans envers Leursdites Majestez à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majestez avoüant leur but & intention être tels qu'il est exprimé ci-devant, accepteront l'Accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que lesdits Srs. Ambassadeur, Ministres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majestez cette Accession, les obligeant envers Leurs Hautes Puissances à

 tout

ANNO 1726.

tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, tout de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être reglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article sixième du Traité, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précedens qui subsisteront entre les Hauts Contractans & specialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des Etats Généraux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plûtôt s'il est possible : en foi de quoi nous soussignés constituez Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleinspouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Etoit signé)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(L.S.) *C. C. de Lintelo.*
(L.S.) *A. v. Zuylen van Nyvelt.*
(L.S.) *If. van Hoornbeeck.*
(L.S.) *N. J. H. Noey.*
(L.S.) *A. v. Schurman.*
(L.S.) *Everard Rouse.*
(L.S.) *L. H. Emmer.*

ARTICLE SEPARÉ ET SECRET.

Les Seigneurs Etats Généraux ayant représenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Accession signée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils seroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défense, & qu'alors le tems nécessaire pour attendre le succès des offices qui auront été employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur fournir les secours stipulez par l'Article troisième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur causer un préjudice considerable, & les laisser exposez aux attaques les plus vives sans les secours des Princes leurs Alliez, Leurs Majestez Très-Chrétienne, Britannique & Prussienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conservation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui mettroient ladite République dans un danger évident; elles fourniront les secours stipulez par l'Article troisième sus-mentionné, même sans attendre le succès des offices & des Instances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Aggresseur pour procurer la satisfaction ou réparation réquise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye* le 9. *d'Août* 1726.

(Signé)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit signé par les mêmes Deputez qui ont signé l'Acte d'Accession.)

DECLARATION.

Comme dans le quatrième Article du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est nécessaire de conserver pour le bien de la Paix en general, les Députez des Etats Généraux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres de trois Puissances Contractantes, ont reservé que Leurs Majestez venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Généraux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont euë avant leur Accession audit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Déclaration sera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles du Traité de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé la présente Déclaration, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Signé)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit signé par les mêmes Deputez qui ont signé l'Acte d'Accession.)

Article séparé touchant le Commerce des Païs-Bas Autrichiens aux Indes.

Quoi qu'il soit clair & incontestable que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs Bas, par le cinq & sixième Articles du Traité de Munster de l'an 1647. entre l'Espagne & la République des Provinces-Unies ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Octroi que lesdits Seigneurs Etats Généraux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par consequent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez se sont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins pour ôter là-dessus tout sujet de doute & de scrupule, les sous-signez Ambassadeurs, Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, à la requisition des soussignez Députez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces présentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le susdit Droit résultant des Articles cinquième & sixième du Traité de Munster, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre; & que si à cause de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, voulût suspendre ou retenir le payement des Subsides dûs à la République pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Intérêts & Capitaux hypotequez sur divers fonds assignez par Sa Majesté Imperiale pour la sûreté de ce payement, ou voulût user de quelque sorte de représailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majestez est, que les Alliez protegeront & maintiendront lesdits Seigneurs Etats Generaux, conformement à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & se concerteront sans aucun retardement sur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir lesdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les suites qui en pourroient resul-

ANNO 1726. resulter, sans pourtant que l'on puisse proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Ostende dans les Indes où ailleurs, avant que ses Puissances Contractantes de cette Alliance se soient concertées là dessus. Cet Article separé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même maniére, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(*Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-dessus.*)

Declaration.

Les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, la resolution prise par Leurs Hautes Puissances d'acceder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Srs. Députez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparez, dressez sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & le Sr. Fluch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils etoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrêtienne & Britannique, comme aussi les Députez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-desavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse, n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparez; C'est par cette considération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du présent Traité & des Articles séparez, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution, ledit Traité & les Articles séparez ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la maniére qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(*Etoit signé par les Ministres & Députez comme ci-devant.*)

XLVII.

10. Août. *Article secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse le 10. d'Août 1726.*

Sa Majesté Imperiale de Russie déclare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Hulstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usurpé sur lui depuis plusieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par consequent elle songe absolument de quelle maniére remplir effectivement cette obligation où Elle se trouve. ANNO 1726.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bien-aise à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de delai, délivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Aussi employera-t-Elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plûtôt possible à un Accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but desiré par des représentations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera une exacte Neutralité, & ne se declarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne point insister davantage sur cette Reservation qu'Elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujet de l'Investiture du District de Stettin, mais plûtôt à s'en desister entiérement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article separé, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement ladite Reservation.

En foi de quoi on a expedié, signé, scelé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inseré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. *Fait à St. Petersbourg le 10. d'Août 1726.*

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence de Tripoli, conclu en 1726.

I. On est convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ses Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hostilitez cesseront de part & d'autre, & que s'il arrive que doresnavant quelques Vaisseaux, Personnes ou Effets sont pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura doresnavant une entiere liberté & sûreté de Navigation tant par Mer que sur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemans, mais aussi ceux des Païs-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, & autres Païs contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dependantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnisation, pourvû qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Imperiaux observeront la même chose à l'égard des Bâtimens Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduisissent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prenoent quelque Bâtiment où il se trouveroit des Sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même

chose

ANNO 1726. chose sera observée à l'égard des Passagers Tripolitains que les Imperiaux prendroient dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour ses Sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune manière, bien loin de là, il sera défendu expressement à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectifs quels qu'ils soient.

VIII. Sa Majesté Imperiale établira un Consul à Tripoli, qui aura la préséance sur tous les autres Consuls, & jouira de tous les Droits, Privileges, & Franchises usitées, il aura pouvoir de donner des Passeports, & de juger de tous les différens qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient survenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en seront les Juges, & quant à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugez par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur bâtit un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été averé; mais si le coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne sera point rompuë pour quelque infraction ou contrevention qui pourroit être commise, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni, ce qui auroit été pris, sera restitué & le Capitaine cassé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompuë, il sera accordé un terme de trois Mois au Consul & à ses Gens pour se retirer, sans leur causer le moindre dommage.

XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le 8. Sept. 1726. selon l'Ere Chrêtienne, & le 11. de la Lune de Muharan 1139. selon l'Ere de l'Hegire.* [Copie imprimée.]

I. ON est convenu, qu'il y aura dès à présent & à l'avenir une Paix stable & sincère entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & l'Illustrissime, Magnifique, Sage & Vertueux *Abdy*, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdites Puissances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir se causer aucun dommage ou préjudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité possible, sans rien prétendre les uns des autres *Fait en l'année* 1139 *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

II. Nous sommes convenus, en vertu de la présente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandises qui seront aportées par les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant à *Alger* que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposées en vente, d'en reduire le Droit d'Entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pû être venduës, seront rembarquées à bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandises de Contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Charpente pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & autres choses propres à la Guerre; les Habitans desdits Païs-Bas ne seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble, ils devront se séparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui seront à leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestez tant en leurs Personnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne sera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de se causer aucun dommage de part ni d'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être. *Fait en l'an* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de Leurs Hautes Puissances, soit petit ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Personnes; & étant arrivez audit Vaisseau, il ne pourra y monter que deux Hommes sans la permission du Capitaine; lequel ayant produit son Passeport, la Chaloupe devra se retirer d'abord, sans que le Vaisseau puisse être retenu ni détourné de poursuivre son voyage: Et lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien, soit de Guerre ou Marchand, muni d'un Passeport du Dey d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y réside, on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune manière, mais il continuera son voyage en toute sureté. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune manière. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

VI. Les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage sur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le secours possible, pour sauver leurs Personnes & leurs Effets. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8 *Septembre* 1726

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vûë de quelques Places, Forts ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au préjudice de la Paix. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

IX. Il ne sera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes, ou Marchandises apartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances amenent dans les Havres ou Dépendances d'Alger, quelques Prises ou Marchandises d'icelles, on ne pourra y aporter aucun empêchement; mais il leur sera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les susdits Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Provisions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances viendront jetter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Presens ou Rafraichissemens accoûtumez; & si quelque Esclave se sauve à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous prétexte qu'ils ne l'ont

ANNO 1726. l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'Année* 1130. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être pris, vendus ou faits Esclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la présente Paix, personne ne sera tenu d'acheter aucun Esclave contre son gré, quand même il seroit de sa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on sera convenu, & aux termes stipulez. Les Patrons ne seront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, soit Esclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière usitée par les autres Nations. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puissances venant à décéder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dépend, le Dey ni aucune autre Personne ne pourront mettre la main sur ses Effets. Si le Défunt a institué un Héritier ou Exécuteur, celui seul, en cas qu'il soit sur les Lieux, se chargera des Effets, en dressera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, sans que Personne puisse y aporter aucun empêchement: mais si quelqu'un desdits Sujets meurt subitement sans faire de Testament, & que le légitime Héritier n'y soit pas present, en ce cas, le Consul Hollandois se chargera de ses Effets sous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçû sur ce sujet les ordres du Païs du Défunt. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandises contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaisseaux sans leur consentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puissances, ait contracté des Dettes qu'il ne seroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu sa Caution librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances vient à avoir quelque dispute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Païs-là, l'affaire sera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque different, l'affaire sera portée devant le Consul, qui en decidera. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puissances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à blesser ou tuër l'autre, cette affaire sera poursuivie suivant les Loix du Païs, & l'on donnera la satisfaction accoutumée; mais si un Sujet de Leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se sauver après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté, on ne poura à cette occasion inquieter ni molester le Consul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de rétablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre, qui puisse causer des brouilleries, le Consul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances qui se trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, soit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtez, & il leur sera libre de s'embarquer sous quel Pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher, ou retenir en chemin, tant leurs Personnes, que leurs Effets & leurs Domestiques.

Item, le Consul pourra tenir en sa Maison un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrêtienne Réformée; & les Esclaves qui voudront assister à ce Service Divin, ne pourront en être détournez aux jours destinez pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils apartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Le Consul qui se trouvera ici actuellement ou dans la suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute sureté & liberté, & personne ne pourra l'inquieter ni molester, soit en sa Personne ou en ses Effets: Il lui sera libre de faire le choix de son Truchement & Courtier; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, personne ne pourra y aporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement dans sa Maison la Religion Chrêtienne Reformée. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726. ANNO 1726.

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être molesté, soit en sa personne, son Argent, ses Effets, ou ses Domestiques: Pareillement, si un Algerien se trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un qui soit en Guerre avec Leurs Hautes Puissances, on ne pourra non plus le molester, ni en sa Personne, son Argent, ses Effets, ni ses Domestiques. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Consul, le Dey le fera saluër par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XXI. La présente Paix étant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquisition de tout ce qui s'est passé durant la Guerre: Et la présente Paix sera perpetuelle, stable & sincère.

En cas que l'on fasse quelque Prise sur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la conclusion de cette Paix, on sera obligé de restituer ladite Prise ou la valeur. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XXII. S'il se passe à l'avenir quelque chose contre cette Paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pourra à cette occasion se faire la Guerre; mais celui qui sera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable sera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Passeports seront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XXIII. Les Prises que les Marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en Mer de quelque Corsaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, lesdites Prises étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être molestées par ceux-ci qui sur ladite Déclaration les laisseront passer librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui est le* 8. *Septembre* 1726.

XXIV. *Conclusion.* Loué soit la Majesté de Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix est renouvellée & scellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jésus-Christ, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzième jour de la Lune de *Muharan*.

Etoit signé,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Janissaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L.S.) ABDY BEN MAHOMET, *Bacha, Maître du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Lettre écrite par ABDI *Pascha Dei d'Alger à Leurs Hautes Puissances, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *au sujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le* 13. *jour du Mois de Muharrem* 1139. *E-* 10. Sept.

Anno 1726.

re de l'Hegire & 10. Septembre 1726. Ere Chrêtienne. [Copie imprimée.]

LE Prince des Princes ABDI BACHA, General du Pais Occidental d'*Alger*, aux REGENS DE HOLLANDE nos Grands Amis, Salut.

Après le précedent souhait d'amitié & la chere Salutation de la part de S. Exc. *Abdi Bacha*, dont Dieu fasse prosperer les desirs, General & Regent de l'Arsenal des Exploits Militaires du Pais Occidental d'*Alger*, l'un des Royaumes conservez sur les dernieres Frontieres de S. H. notre très-grand & très-puissant Empereur le Sultan *Achmet-Cham*, par l'aide de Dieu & le secours du Tout-Puissant, Empereur & Refuge du Monde, dont le Dieu adoré & très-haut rende le Regne de longue durée jusqu'au jour du retour: que le Grand Dieu très-haut nous fasse tous prosperer dans le bien! Amen.

GRANDS AMIS,

Comme il est entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'*Alger* 8. Vaisseaux de Guerre pour changer l'inimitié qui étoit entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janissaires, de la Puissance de Guerre benie de Dieu, & d'autres sages & vaillans Commandans, de faire la Paix avec Vous, nos bons Amis.

Notre Paix & amitié est donc concluë avec Vous sur les Articles stipulez ci-devant par feu *Ali Bacha*, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainsi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que la Paix & amitié puisse aussi de votre côté être durable! Amen.

Ecrit dans la Residence conservée d'*Alger* le 13. jour de la Lune du Maharam-Elaram de l'année 1139. de l'Egire, & de l'Era de Jesus, sur qui soit Benediction, 1726.

L.

Octobr. *Diplome d'Asseurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats assemblés de la* REPUBLIQUE, *sur l'Affaire de* COURLANDE *portant promesse de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Païs. Avec le* PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* [Simple Copie & Traduction.]

AUGUSTE II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toûjours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus solide Fondement de nôtre Régence, & que Nous avons tâché & tâchons encore d'étendre les Frontieres de la Républiqua, & d'y rejoindre les Païs démembrez: A ces Causes, & pour prévenir tous les prétextes qui pourroient causer quelque méfiance entre la Majesté & la Liberté, en consequence des *Pacta Conventa* & de notre précedent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous ne permettrons à qui que ce soit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, auquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Pacta* ou Conventions de Soumission, doit rentrer sous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort du Duc *Ferdinand* sans Enfans mâles.

Dans cette vûë, & pour ôter toute esperance à ceux qui aspirent à cette Succession, Nous déclarons que Nous n'accorderons jamais l'Investitura à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats.

Nous ne donnerons non plus aucun secours à qui que ce soit, directement ni indirectement: Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte Maurice de Saxe, de se retirer incessamment du Duché de Courlande, sans pouvoir y retourner, ni y prendre interêt, sous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puisse être.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Instrumens & Actes, qui ont été faits en sa faveur dans une Assemblée défenduë, pour les remettre aux Etats de cette République actuellement assemblez en Diete, comme étant de nulle valeur; & les Courlandois qui ont été les Auteurs de ces Instrumens & Actes, seront jugez devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le présent Diplôme, signé par Nous, & scellé du Sceau de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, soit remis entre les mains du Maréchal de la Diete, & inseré non seulement dans le Livre des Loix, mais aussi dans la Matricule de chaque Palatinat, &c.

PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.*

D'Autant que l'experience fait voir, que les Etats & les Nations qui sont reünis sous un Chef & une seule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puissant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils sont partagez, ou desunis; & que Nous nous en tenons aux Pactes & Engagemens éternels de Soumission & d'Incorporation, conclus librement & sans aucune restriction, & confirmez par Serment, de même qu'à la Constitution ou Etablissement de l'Année 1589., au défaut des Hoirs Mâles du présent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Ketlers*, conservant tous ses Droits, Possessions & Libertez pendant sa Vie; l'exemptant, eu égard à son grand âge & aux services qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Personne prêter Serment & faire Hommage, suivant le contenu de la Constitution de 1683; & lui permettant de s'en acquitter par un Envoyé.

A ces Causes, Nous réünissons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigale, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même maniere qu'ils ont ci-devant été réünis & incorporez au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainsi qu'ils ont été reçûs ci-devant, avec les Droits, Libertez & Privileges qui leur ont été accordez. Nous leur promettons de les assister & défendre avec les Armées de la République, contre toute Possession injuste, & contre toute invasion des Ennemis.

En excluant, rejettant & abolissant à perpetuité toute Substitution ou Investiture d'un nouveau Successeur, après la mort du présent Duc Ferdinand; Nous rompons & annullons en même tems toutes les entreprises & Pratiques qui ont été faites injustement contre les Mandats, Ordres, & Defenses, & particulierement la derniere Assemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dressez touchant une prétenduë Succession éventuelle: Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puissance immediate de la République, Nous déclarons par une Loi perpetuelle & irrevocable, toutes ces Entreprises, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & insubsistans, sans qu'on en puisse jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demandes & Representations des Etats de la Province de Courlande, au sujet des affaires Domestiques, & des arrangemens pris pour l'affermissement du Bien interieur & de la Régence puissent être expediées & terminées plus promtement, à l'avantage d'un chacun; Nous nommons, du consentement de tous les Etats de la République, pour Commissaires, de la part du Senat, Messieurs N. N.; & de la part de l'Ordre de la Noblesse, Messieurs N. N., non seulement pour écouter & examiner lesdites Demandes & Representations, mais aussi pour faire sur tout les Reglemens de cette Province, & en consequence, ajuster tous les Differends, & toutes les prétentions Domestiques & étrangeres; avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diète.

Nous donnons pouvoir auxdits Commissaires de juger promtement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'opposer ou se rebeller contre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commissaires & de la présente Constitution: Enjoignant avec l'Autorité de la

ANNO 1726.

la présente Diète, aux Généraux des deux Nations, de les assister de Troupes, lorsqu'ils en seront requis; & voulant que lesdits Commissaires ayant fixé le tems de la Commission par des Lettres circulaires, ils l'exécutent aussi promtement qu'il sera possible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la présente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigale, & du Territoire de Pilten, soit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correspondance, Négociation ou liaison avec les Ministres Etrangers; de faire quelques nouveautez, ou de fomenter des Entreprises préjudiciables aux Droits de la République, soit directement ou indirectement, sous quelque titre, apparence ou lueur que ce puisse être; sous peine de Crime de Leze-Majesté & de Haute-Trahison, & de toute autre punition suivant la rigueur des Loix: à quoi seront aussi sujets tous ceux qui seront découverts dans la suite être les Fauteurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformement aux Loix établies par le Traité de Varsovie, &c.

LI.

12. Oct. *Traité Apocryphe de Wusterhausen entre l'*EMPEREUR *& le Roi de* PRUSSE, *signé le 12. Octobre 1726.*

In Nomine Domini, Amen.

CUm tam justum tamque naturale nihil sit inter Principes quàm acquisita sibi jura possessionesque, Regna insuper, Provincias ac Ditiones, sive armis occupatas, sive successionis vel alio quovis jure possessas conservare, cùmque propterea ad id assequendum nihil magis proficuum utileve esse videatur, quàm Fœdera inire, &c.

ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quàm suorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque securitatem, Principes contrahentes quærunt, nec non totius universæque Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majestas Borussiana pollicetur Suæ Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati manutentionem seu guarantiam quoad ordinem successionis in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus Hæreditariis Domûs Austriæ, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas ordinavit in primo Articulo secreto hujus Tractatûs sive Fœderis, nec aliter, nec alio modo, adeò ut si quis in hoc Suæ Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati quâlibet de causâ armis se opponere tentet, tunc non solùm Sua Sacra Regia Majestas Borussiana auxilia, quæ infrà in Articulo septimo hujus Tractatûs sive Fœderis stipulata sunt, irrefragabiliter præstabit, verùm etiam si res & necessitas postulabunt, Aggressori Bellum indicet eo modo & formâ, & secundum Leges & Conventiones quæ in Articulo secreto hujus Tractatûs seu Fœderis exprimuntur, nec Pacem cum illo inibit, nisi servatis quæ in eodem Articulo declarantur.

II. E contrà Sua Sacra & Catholica Majestas promittit ac pollicetur Suæ Sacræ Majestati Borussianæ guarantiam seu manutentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eâdem Suâ Sacrâ Majestate Borussianâ in Europâ possessarum; adeovè si quis quâcunque de causâ eandem Suam Sacram Borussianam Majestatem armis hostiliterve infestarent, tunc Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas, non solùm auxilia quæ infrà in dicto Articulo septimo ab eâdem promissa sunt, Serenissimo Regi Borussiæ transmittet, verùm etiam si necessitas & res id postulabunt, Aggressori Bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Articulo secreto inter eandem Suam Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem & eundem Serenissimum Regem Borussiæ conventum est, nec Pacem cum illo inibit, nisi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articulo declaratas.

III. Insuper Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit & spondet se omnes curas suas, omniaque studia & officia conversuram, ut nulla supersit suprà Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compescantur, atque, qui impræsentiarum adsunt prætensores omnibus suis prætensis Juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suæ Sacræ Borussianæ Majestati, adeò ut post mortem Serenissimi Electoris Palatini, Serenissimus Rex Borussiæ solus & pacificus possessor dictorum Ducatuum in futurum dicatur & sit, absque eo quod nullus eorum, seu quilibet alius illi imposterum audeat aut possit Berghæ & Juliaci Dominium controvertere & disputare.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas pollicetur se omne studium, omniaque officia apud Excellentissimum Principem de Sultzbach interpositurum, ut spacio sex mensium, à die conclusionis seu Signaturæ præsentis Tractatûs, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætensionibus super Ducatum Berghæ & Ravensthenii in favorem Serenissimi Regis Borussiæ renunciet, adeò ut post mortem præfati Serenissimi Principis Electoris, statim Serenissimus Rex dicti Ducatus liberam & absolutam possessionem absque ullâ difficultate seu impedimento capere possit.

V. Si verò intra dictum spatium sex Mensium Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas efficere non poterit, ut præfatus Excellentissimus Princeps de Sultzbach dictam Cessionem seu Renunciationem in favorem dicti Serenissimi Regis Borussiæ faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit ac se obligat, se liberum Dominium, absolutamque possessionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione ex iis quas ipse impræsens in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii possidet, eidem Serenissimo Regi Borussiæ traditurum.

VI. In compensationem verò omnium quæ à Suâ Sacrâ Cæsareâ & Catholicâ Majestate promittuntur, Serenissimus Rex Borussiæ non solùm ea quæ superius in Articulo primo hujus Tractatûs seu Fœderis promissa sunt, quæque inferiùs in Articulis subsequentibus promittuntur Suæ Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati præstabit, verùm etiam ad omnia ea, quæ in Articulis secretis conventa sunt, se obstringit, & præsertim ad ea quæ in tertio secreto Articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expressè reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter se mutuò præstanda attinet, Sua Sacra Majestas Borussiana promittit ac sese obligat in casu Belli, id est, in casu quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas à quovis quâlibet de de causâ armis infestetur, se eidem Suæ Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati irrefragabiliter transmissuram decem aut duodecim millia Militum, idque secundùm contingentias, occasiones & casus, qui in secundo Articulo secreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo secreto agitur. Eodem modo in casu quo Serenissimus Rex Borussiæ à quovis quâlibet de causâ armis infestetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas eidem Serenissimo Regi Borussiæ juxtà contingentias, occasiones & casus in dicto Articulo secreto expressos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuò invicemque irrefragabiliter præstare spondet. Cæterum Principes Contrahentes, pro eo quod spectat ad sustentationem præfatarum Copiarum auxiliarium, mutuò se obligant ad id quod satis expressè in eodem dicto Articulo secreto conventum est.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas die 6. Augusti hujus anni 1726. Fœdus inivit Viennæ cum Suâ Sacrâ totius Russiæ Majestate, quod pariter totius universæque Europæ bonum respicit, ideò Serenissimus Borussiæ Rex eidem dicto Tractatui seu Fœderi Viennæ inter easdem concluso accedere intelligitur, idque consensu Partium Contrahentium, non secus, nec alio modo, ac si dictus Tractatus de verbo ad verbum præsenti Tractatui insertus foret, volentibus Principibus Contrahentibus, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu seu Fœdere continentur, eandem vim habeant, ac si ad unguem hic expressa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præsentis Tractatus seu Fœderis, Principes Contrahentes spatium sex Mensium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die conclusionis seu Signaturæ præsentis Tractatûs seu Fœderis incipiendum esse, sed solùm à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatam Renunciationem seu Cessionem Jurium in favorem Serenissimi Regis Borussiæ ab altèfato Excellentissimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis seu Cessionis Jurium, à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas tradiderit Serenissimo Regi Borussiæ liberum Dominium, absolutamque Possessionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione in iis quas ipse impræsens in Regnis & Pro-

ANNO 1726. vinciis Sacri Romani Imperii possidet, ut suprà in Articulo quinto hujus Tractatûs expressum est, quo tempore Ratificationum Instrumenta Viennæ commutabuntur. Si verò intra prædictum spatium sex Mensium Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatam Renunciationem seu Jurium Cessionem à dicto Excellentissimo Principe de Sulzbach in favorem Serenissimi Regis Borussiæ reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut suprà dictum est, præstare recusaverit, eo casu Serenissimus Rex Prussiæ declarat & intelligit præsentem Tractatum seu Fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum esse, eodem prorsus modo, ac si nunquam factum, conclusumve fuisset, jamque nunc pro tunc de nullitate præsentis Tractatûs protestatur.

In quorum fidem præfati Ministri Plenipotentiarii præsentem Tractatum seu Fœdus duplici ad amussim Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus subscripserunt, sigillisque appositis muniverunt. *Actum Wusterhusæ die* 12. *Octobris* 1726.

LII.

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence d'Alger, conclu à Constantinople le 8. Mars 1727.*

I. L'An mille cent trente-neuf du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, le cinquiéme, c'est-à-dire, le 26. de Février de l'An du Seigneur mille sept cens vingt-sept, l'on est convenu, que selon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hostilitez par Mer & par Terre cesseront entre les Sujets & Vaisseaux du Senat d'Alger; & si depuis le susdit jour auroit été causé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il sera totalement reparé, & que les Vaisseaux pris & pillez, les Captifs & toutes autres choses quelconques seront entierement restituées.

II. Que le repos & la tranquillité seront à l'avenir conservez entre tous les Ports soumis au Très-Puissant Empereur des Romains, & aussi les Païs-Bas situez à l'Ocean, l'Isle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiome & de Trieste dans la Mer Adriatique, & ses autres Sujets de quelque Païs & de quelque Nation qu'ils soient, de même qu'entre les Sujets du Sénat d'Alger & ses Habitans.

Que l'on observera pareillement toute sûreté entre les Vaisseaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y feront point de Commerce; mais si la nécessité exigeoit que les Vaisseaux de l'une des Parties, à cause de la vehemence de la Tempête ou de la poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils seront arrivez sous le Canon, qu'ils y seront en sûreté & securité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux Marchands, avant que vingt-quatre heures soient passées.

III. Si quelques Vaisseaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par nécessité été contraints de se retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article second, la Garnison des Forts tâchera de les défendre; & si en semblable cas, ils fussent pris par les Ennemis, la restitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaisseaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, sortant en Mer, & rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon Allemand de quelque Païs qu'ils soient, munis de Passeports signez des Gouverneurs desdits Païs, de façon cependant que les Cachets soient pareils aux Passeports, Cachets & Pavillons, qui seront envoyez par le Consul à nommer dans ces contrées, ils les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & les provisions dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs nécessaires pour la conduire, afin de reconnoître & visiter le Vaisseau, & examiner lesdits Passeports; & les ordres seront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront sortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaisseau, à moins que le Commandant n'en donne la permission à plusieurs. ANNO 1727.

Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul Resident à Alger, à la vûe desquels on les laissera partir, & seront assurez que tout traitement favorable leur sera accordé. Ces Passeports ne se donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaisseaux Ennemis des Allemands, menoient quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à Terre; mais s'ils les débarquoient, ils seront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui seront trouvez sur un Vaisseau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvez sur un Vaisseau Allemand, quoiqu'il y eût Guerre entre eux, ne seront point faits Esclaves, & leurs Effets leur seront restituez: la même chose se pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne sera donné aucun secours ni protection aux Vaisseaux Ennemis, & qui sont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'instigation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres seront envoyez aux Ports soumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puissent être, n'équipent des Vaisseaux par le commandement ou sous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui sont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaisseau dans les Ports Algeriens pour courir sur eux, & il ne sera permis aussi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il sera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Passeports; lequel selon l'usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Consuls; & s'il survient quelque different ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouira ledit Consul de toutes les Coûtumes & Franchises dont jouïssent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque differend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très-Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoissance; mais que si tels differens ou Procès surviendroient en d'autres Contrées soumises à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frapé un Musulman, & qu'il seroit pris, le Consul le prendra sous sa protection; mais sa faute étant reconnuë, il en sera châtié en présence du Consul, comme il aura mérité, mais si le coupable d'un crime ne seroit pas pris & se seroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Consul, & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix; & que la Partie lezée en auroit porté ses plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui soit renduë, on n'usera d'aucune vengeance, avant que la plainte en soit manifestement prouvée, & la sureté & la concorde entre les deux Parties ne sera point alterée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie, l'Aggresseur, quel qu'il puisse être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevez seront restituez, & l'Armateur en sera responsable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompuë, il sera permis au Consul Allemand, & à tous ceux qui lui sont soûmis de se retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, & leur sera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles susdits conclus en vertu de mon Pleinpouvoir, par le consentement des deux Parties, & par la Mediation de la respectable Porte, entre le Serenissime & Très-Puissant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auront été reçûs & stipulez, il sera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de se conformer aussi aux susdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité, & de porter l'un à l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucun empêchement, que conformement à l'Original des Articles stipulez, les deux Parties transmettent des Lettres de

Rati-

ANNO 1727.

Ratification cent & cinquante jours après la Souscription & Signature des susdits Articles, & ensuite les Sujets des deux Parties jouïront de tout le repos & de toute la tranquillité possible.

Mais afin que la Paix susmentionnée contenant treize Articles soit religieusement observée, le susdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottoman Mustapha Bassa, selon son Pleinpouvoir, ayant donné l'Acte autentique muni de sa Souscription & Signature Turque, j'ai aussi délivré le présent Acte signé de ma main & y ai apposé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Serenissime & Très-Puissant Empereur des Romains. Fait à Constantinople le 15. du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, l'An de l'Hegire 1139., c'est-à-dire le 8. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIRLINGE.

LIII.

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727.

APrès que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Hesse-Cassel, eut été acceptée & approuvée à Cassel le 25. Janvier 1726., par Son Altesse Serenissime, Sa Majesté Britannique ayant approuvé les Conditions specifiées dans la susdite Declaration, a ordonné à son principal Secretaire d'Etat & Conseiller Privé, le Vicomte Townshend soussigné, d'entrer en Négociation avec le Ministre de Sadite Altesse Serenissime, le Major-Général Diemer, & de dresser une Convention en dûë forme sur le pié de ladite Declaration, qui ayant conferé ensemble là-dessus, sont convenus au nom du Roi & du Landgrave susdits, des Articles suivans.

ART. I. Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel tiendra prêt pour le Service de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, savoir 8000. Fantassins & 4000. Chevaux: lequel Corps sera employé, lors que Sa Majesté le requerra, dans tous les Lieux où il en sera besoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Altesse n'a pas présentement un Corps de 12000. Hommes effectifs sur pié, Elle sera obligée de lever immédiatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle sera aussi tenue à maintenir à ses propres frais ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toûjours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majesté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Ministre dudit Landgrave ayant représenté que Sadite Altesse, son Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il est mentionné ci-dessus, seroit obligée de lever au delà de 3000 Fantassins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plûpart des Cavaliers qui n'en sont pas pourvûs; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, en consideration de la très-grande dépense que ledit Landgrave est obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers susdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne sera pas employé dans son Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. Livres Sterling, en deux Payemens; savoir 75000. Livres après la Ratification des présentes Conventions, & 5000. Livres au Mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut besoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Fevrier, Sa Majesté passera à Son Altesse le Landgrave ladite Somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant que lesdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque lesdites Troupes entreront au service de Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, elles seront sous son Commandement & entierement à sa disposition pour être employées là où la necessité de ses affaires & le cas de l'Alliance Defensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subsides, le Payement & l'Entretien des susdites Troupes, lorsqu'elles seront prises au service de Sadite Majesté, comme il est dit cidessus, le tout sera réglé sur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Fevrier 1702.

VII. S'il arrivoit que Sadite Altesse le Landgrave fût attaqué ou inquieté en haine d'avoir fourni le susdit Corps de Troupes, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'assister puissamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou molestation.

VIII. Cette Convention sera ratifiée, & la Ratification d'icelle sera échangée de part & d'autre, aussitôt qu'il sera possible, après la Signature des Présentes.

En Temoignage de quoi nous les Ministres dudit Roi & dudit Landgrave, étant suffisamment autorisez à ce Sujet, avons signé la présente Convention & apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Westmunster le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMAR.

LIV.

14. Mars. *Acte d'Accession de la Couronne de* SUEDE *à l'Alliance de Hanover. Fait à Stockholm le* 14. *Mars. V. St.* 1727.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE'.

NOtoire soit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defensive que Leurs Majestez ont concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles séparez y joints, lesquels, aussi-bien que ladite Alliance auroient uniquement pour objet le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede étant toûjours disposé à concourir à un but si salutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de son Pleinpouvoir en forme duë, ses Commissaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie soussignez, pour entrer en conference avec les soussignez Ministres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majesté, ses Héritiers & Successeurs accedent pleinement à l'Alliance Défensive concluë à Hanovre, & ci-dessus inserée de même qu'aux trois Articles séparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suede; en vertu de cette Accession, se joignent & s'associent, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant lesdites Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, conjointement & separement, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauses, comprises dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & ses trois Articles séparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité, le tout de la maniere & aussi fidélement, comme si Sa Majesté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les susdits Serenissimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leursdites Majestez conjointement ou separement les Articles &

ANNO 1727.

Conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles separez.

Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles separez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, declarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & separement, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & Clauses contenuës dans ladite Alliance Défensive & les Articles separez.

Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an* 1727.

ARTICLES SEPARE'S.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accedent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3 Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulierement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Accession, mais resteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majestez declarent en même tems, qu'Elles sont dès à présent, & seront toûjours dans la ferme Resolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidélement tous les engagemens pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles séparez & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, sous prétexte des Traitez & engagemens anterieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se reservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Pais trop éloignez, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux, conformement à ce qui est reglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par raport aux Actes mentionnez dans le cinquiéme Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & aprouvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent, qu'Elles accedent aux deux derniers Articles séparez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hormis celles qui sont nommement comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, d'engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité, ses Articles separez & secret.

VII. Leurs Majestez Suedoise, Britannique & Très-Chrétienne sont convenuës & s'entrepromettent reciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre pretexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées ou infestées, conjointement ou separement par quelque Puissance que ce fut, Elles feront cause commune contre l'Aggresseur, qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangemens necessaires pour cela pourront être faits; le troisieme, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employez là où les cas d'Alliance le rendront necessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recruës & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors reglées par une Convention particuliere, Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le Droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra necessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles separez & secrets auront la même force, que s'ils avoient été inserez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présens Articles separez & secret. *Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an* 1727.

LV.

Decret Imperial adressé à la Diète de l'Empire & dicté le 17. Mars 1727. 17. Mars.

SElon les Ordres de Sa Majesté Imperiale, Son Altesse le Prince Froben Ferdinand, Landgrave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & de Werdenberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Imperiale, & son Principal Commissaire à la présente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Assemblée des Conseillers, Envoyez, & Députez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit

ANNO 1727.

Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majesté Imperiale, depuis son Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a eu pour nulque but de tous ses soins & de toutes ses démarches, de maintenir non-seulement dans l'Empire, notre chere Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrêtien, la Paix, la Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; jusques-là, que pour y parvenir, non contente de faire diverses avances & offres, Elle a sacrifié ses propres Etats & ses fideles Sujets, sans rien épargner de tout ce qui étoit en son pouvoir: Sur quoi Elle s'en raporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'est caché, & se console dans l'esperance que tout le Monde desinteressé lui rendra la même Justice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puissances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une sorte de Puissance, dont l'Europe n'a peut-être jamais entendu parler: & qui ne sauroit être que très-dangereuse à la Constitution de l'Empire: Ces pratiques, ces menées, tant découvertes que secretes, se continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit inutilement dérober la connoissance au Public; de même qu'on dissimuleroit en vain tout ce que Sa Majesté Imperiale a fait au contraire, pour prevenir un si grand mal par ses soins, sa patience, & sa prévoyance.

Que pour diverses raisons d'Etat très-importantes, Elle se fait jusqu'à présent un scrupule de s'opposer aux Intrigues peu amiables & aux Desseins cachez, qui pourtant sont devenus publics, de ceux qui sont malintentionnez pour Elle, pour son Auguste Maison, & pour le repos & la prosperité du St. Empire Romain; qu'Elle fut plûtôt résoluë d'attendre jusqu'aux dernières extrémitez, en conservant toûjours la moderation & une sincere disposition à la Paix; & qu'enfin, Elle ait cherché à dissimuler ces démarches autant qu'Elle a pû: les choses en sont pourtant venuës à ce point, que dans toutes les Frontieres de l'Empire, jusqu'aux Païs-Bas Autrichiens qui en sont un Fief, & particulierement sur le Rhin & la Moselle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des preparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hostilitez contre Sa Majesté Imperiale, & troubler le Repos de l'Allemagne, sans prétexte ni nécessité.

C'est dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé, à Sa Majesté Imperiale le Mémoire délivré depuis peu à la Diète par M. de Chavigny, Ministre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles finesses, par quels artifices, & à quelle occasion on prétend separer le Chef de l'Empire d'avec ses Membres, & cela par un Nom métaphorique, indecent, inusité; diviser le Corps Germanique d'avec Sa Majesté Imperiale, par un Stile dont on ne s'est jamais servi, représenter le Cercle Imperial de la Basse-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'Interêt, suggerer les mêmes sentimens touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces situées en Païs Etranger, quoique sous la Protection de l'Empire; renverser les uns par les autres; endormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes; & par ce moyen, rendre inutiles les soins Paternels que Sa Majesté Imperiale prend en faveur des Cercles, à cause du Danger pressant, quoiqu'en gardant toute la moderation nécessaire: Car on sait d'ailleurs que le Traité de Bade doit subsister dans toute sa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainsi, à quoi bon cette nouvelle assurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relevent & dans les Païs respectifs, pour le maintien de cette Paix, sans quoi on est déja en Repos & en Sûreté, & sans quoi on y demeuroit constamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats sera sans doute regardée par tous les Patriotes bien-intentionnez, comme indecente dans le fond & dans la maniere, dommageable à la chere Patrie: & tendante à la destruction & au bouleversement de l'Union Germanique; Sa Majesté Imperiale s'assure que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Conseillers, Envoyez & Députez, & generalement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes suites des Conjonctures présentes, & qu'ils prendront en consideration dans cette occurrence, de quelle maniere Sa Majesté Imperiale est offensée en sa Personne, en son Honneur & en sa Dignité, entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne; étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'Infracteur des Traitez, d'une maniere inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puissances qui ne sont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne, quoique purement dans les termes d'une simple Alliance Defensive, est travesti en un Traité de Ligue Offensive, comme si Sa Majesté Imperiale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre.

C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale s'est trouvée nécessairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloise, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien sont mal fondées les imputations contenues dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une suite du Traité conclu à Herrenhausen en 1725., & si Sa Majesté Imperiale, par sa Moderation naturelle & son amour pour la Paix, ne l'a pas encore deferé à l'Assemblée de l'Empire, Elle n'a pas laissé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prevenir tous ces maux: Puisque dans cette vuë, Elle a fait touchant le Commerce d'Ostende, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les mesintelligences dont il étoit l'occasion, ou plûtôt le pretexte; quoi-qu'Elle fut engagée & obligée, non seulement d'établir, mais encore de soutenir de toutes manières ce Commerce, comme il est suffisamment démontré dans les Ecrits publiez sur ce sujet: D'autant que c'est une chose qui saute de soi-même aux yeux d'un chacun, que les Païs-Bas, qui sont incontestablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en font une Partie considerable, ne sauroient sans le Commerce être d'une utilité essentielle à l'Empire; sans compter que ce que Sa Majesté mettroit en doute, & suspendroit à présent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne seroit pas seulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la suite que funeste à d'autres Puissances.

Outre cela, Sa Majesté Imperiale pour parvenir au but mentionné ci-dessus de la conservation de la Paix, ne s'est pas contentée de faire déclarer, il y a longtems, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloir s'obliger de ne laisser aller ses Vaisseaux en aucun Païs ou Loge, comme on les apelle, où les Négocians Hollandois fussent établis, comme cela n'est pas non plus encore arrivé jusqu'à présent de sa connoissance; Elle a de plus fait savoir, qu'Elle consentoit de limiter l'envoi des Vaisseaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui seroient destinez pour la Chine, où l'on sait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Généraux ne trafiquent point.

Sa Majesté Imperiale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année derniere, Elle fit proposer en France un Acte d'assurance de ne se point attaquer de part ni d'autre, afin de détourner les Hostilitez, & pendant cet intervale regler l'Affaire d'Ostende, & ce qu'il reste à negocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on est à la verité convenu, mais qui ne sont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardez comme non aceptables.

Sa Majesté Imperiale ne se rebutant point pour cela, a consenti à une entiere Suspension dudit Commerce d'Ostende pour 3. ans, & a offert de condescendre, sans délai, à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hostilitez déja commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyenner une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à présent aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnoître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majesté Imperiale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient des Loix & des Reglemens de l'Empire, & (ce qui en est nécessairement inseparable) le repos interieur & exterieur de l'Empire, d'une maniere irrégulière & très-dangereuse; par la suite de porter, sans sujet, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maison Archiducale possede comme Fiefs de l'Empire, dans ses autres Royaumes & Etats Héréditaires, de renver-

fer

ANNO 1727.

ser effectivement le Systeme interne de l'Empire, eu préjudice de ses Obligations & des Sermens qu'il e prêtez comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Allience ruineuse, par le Traité de Herrenhausen, d'autres Membres de l'Empire & des Puissances Etrangeres, contre les Constitutions de l'Empire & la teneur formelle de le Paix de Westphalie; d'y interesser les Etats Généraux des Provinces Unies, sous prétexte du Commerce d'Ostende, que Sa Mejesté Imperiale consent néanmoins & est prête de terminer à l'amiable; & sous ce même prétexte, & sous celui d'un prétendu Dessein & Traité fait avec le Couronne d'Espagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloise, qui d'ailleurs est sincerement & notoirement affectionnée à Se Majesté Imperiele, un consentement pour de grosses Sommes, destinées uniquement à servir à l'ambition du Roi & à ses mauvais desseins; d'exciter & d'attirer du Nord sur l'Allemagne toutes sortes de malheurs, de detacher le Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Mejesté Imperiale, pour affermir le repos du Nord, & particulierement de l'Allemagne; & ce qui est encore le plus horrible, de tâcher depuis le Conclusion du Traité de Herrenhausen jusqu'à présent, tant par soi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonstances, d'animer le Porte Ottomane contre Sa Mejesté Imperiale: ce qui ne peut que jetter dans un très grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majesté Imperiale s'assure avec une entiere confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conseillers, Envoyez & Députez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidelité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires présentes, & aideront à contribuër tout ce qui peut servir à maintenir la Personne, l'Honneur & le Dignité de Se Majesté Imperiale outragée à soutenir le gloire du S. Empire & de ses Membres, à entretenir le repos & la Prosperité des Païs & Provinces qui en relevent comme ou e dit: afin que l'on conserve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union eu delà & en deçà des Alpes, aux Païs-Bas & dans le Nord, que l'on repousse toute violence étrangere; que l'on procede selon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'essence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on fesse tout ce qui sera avantageux pour resserrer la liaison intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majesté Imperiale conformément aux Obligations attachées à sa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à son Election, & des Constitutions de l'Empire, est resoluë de contribuer tout ce qui sera en son pouvoir pour la defense & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les mesures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus solidement qu'il est possible à la sureté de sa Personne offensée, à celle de l'Empire, & de ses Royaumes & Etats Héréditaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans le vûe du repos public, de la Prospérité & de la sureté du S. Empire en général, & de chacun de ses Membres en particulier.

Signé,

FROBEN FERDINAND, Prince de Furstenberg.

A Ratisbonne le 17. Mars 1727.

LVI.

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestez les Rois de* FRANCE, *de la* GRANDE-BRETAGNE, *& de* DANNEMARC. *Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.*

COmme Leurs Majestez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, sont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la sureté de leurs Amis & Alliez; & comme Leursdites Majestez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & se disposer à venir attaquer les Etats de Se Majesté le Roi de Dannemarc; soit pour ôter par la force à Sa Majesté Danoise le Duché de Sleswick; ou pour se préparer les moyens d'executer d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Païs qui interessent les Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestes Britannique & Très-Chrétienne sont interessées à se précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant le Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif specialement des Traitez de Westphalie, & à se mettre en état d'exécuter fidélement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendroit pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Mejestez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoise, ont trouvé à propos de donner leurs Pleinpouvoirs, c'est à-dire, Sa Majesté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Mejesté le Roi de Dannemarck; Se Majesté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Mejesté Très-Chrétienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Se Mejesté le Roi de Dannemarck; ainsi que Se Mejesté Danoise à ses Ministres; sçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holstein, Comte de Holstenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; le Sieur Jean George de Holstein, Seigneur de Moltenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conseiller Privé du Conseil, & Gouverneur du Bailliage do Sordern de Sa Mejesté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludowig de Plessen, Seigneur de Fusingoë, Sllsoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant pesé meurement toutes les circonstances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Se Majesté Danoise, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Païs susmentionnez, sont convenus des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Sa Mejesté Danoise étant pleinement persuadée, que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par raport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de le Basse-Saxe, Sa Majesté Danoise, pour concourir à le même fin, promet de tenir sur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'assemblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout où besoin sera, sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces apartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie.

II. Se Majesté Danoise s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à se mettre en marche, elle auroit encore sur pied un Corps de six mille Hommes, lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à present Sa Majesté Danoise à soutenir le dépense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précedens Articles, Sa Mejesté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majesté Danoise un Subside annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du present Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne promet encore, pour soulager Sa Mejesté Danoise d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à sa Solde; en sorte que s'agissant premierement de le défense du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Très-Chrétienne ne les payera que sur le pied de neuf mille

Anno 1727. mille dans la proportion que Sa Majesté Danoise donne à ses Troupes quand elles sont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'État Major General & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens nécessaires pour son service.

V. La Solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne que du jour de la premiere revûe qui se fera devant le Commissaire General de Sa Majesté, lorsque les Troupes seront assemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois sera payé d'avance, & ainsi de Mois en Mois, aussi long-tems que lesdites Troupes seront soldoyées par Sa Majesté Très Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majesté Très-Chrétienne pût prétendre avec justice, que le Subside cesseroit au jour que la Solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette Solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un secours effectif par ledit Subside, Sadite Majesté Chrétienne veut bien consentir à ce que si ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir deux années du Subside, alors elle feroit continuer le Subside autant de tems qu'il faudroit que le Roi de Dannemarck touchât toujours deux années de Subside, compris ce qui seroit échu & ce qui resteroit à écheoir; & si après lesdites deux années lesdites Troupes ne restent plus à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, alors le Subside stipulé dans le troisiéme Article continuera d'être payé à Sa Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre années, qui est le terme du present Traité.

VII. Sa Majesté Très-Chrétienne envoyera sur les Lieux, dès qu'elle en sera requise, un Commissaire pour assister à la revuë qui sera faite desdites Troupes, pour se mettre en marche; le même Commissaire prendra le nom des Regimens, qui passeront ainsi à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne; il examinera s'ils sont duëment équipez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'administration de la Justice se feront, comme auparavant, par Sa Majesté Danoise; le Commissaire General de Sa Majesté assistera à toutes les déliberations pour les operations Militaires; & quoiqu'il ne soit pas possible de statuer d'avance sur le cas non avenu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne sur le pied de neuf mille Hommes, seront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entierement à la Solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majesté Très-Chrétienne ne crût plus avoir besoin pour le secours de ses Alliez, de continuer le payement de ladite Solde, elle sera obligée d'en avertir Sa Majesté Danoise deux Mois auparavant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoises susmentionnées sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puissance que ce puisse être qui viendroit pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Majesté Britannique, qu'étant engagée par le present Traité de faire marcher un Corps de Troupes considerables dans la Basse-Saxe, ses Provinces Maritimes se trouveroient exposées aux entreprises de ses Ennemis, Sa Majesté Britannique étant toujours disposée à pourvoir, selon ses engagemens, en bon & fidelle Allié, à la sûreté des Etats de Sa Majesté Danoise, promet & s'engage d'envoyer au secours de Sa Majesté Danoise, sur les premiers avis des mouvemens de la Flotte Moscovite, qui donneront de justes sujets de crainte, une Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majesté Danoise, & empêcher que les Moscovites ne puissent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne ne soient obligées à aucun secours fixe envers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invasion, dont la suite seroit sans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité d'Hanovre; aussi bien que des Traitez de Westphalie; qui les obligeroient d'aller au soutien de leurs Garanties, & au secours de leurs Alliez, qui seroient attaquez, ou en danger de l'être; à cette fin Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps sera destiné, dès qu'il en sera requis, à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operations nécessaires pour l'avantage commun, & pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majesté Britannique s'engage de tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être destiné de la même maniere à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operations nécessaires pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, selon que le cas l'exigera. Anno 1727.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourront se joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Schleswick, pourront tâcher de passer par les Païs sujets au Roi de Prusse; ce que les Alliez se persuadent que ce Prince ne manquera pas de refuser: En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puissance, qui que ce puisse être, voudroit forcer les passages par le Territoire du Roi de Prusse, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Majesté pourroit faire de laisser passer par ses Païs les Moscovites ou leurs Adherans, comme ci-dessus; alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger cessent, & que tout tort ou dommage soit réparé.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague dans six semaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes

Fait à Copenhague ce seiziéme d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept.

(L.S.) Glenorchy.

Articles Separez et Secrets.

I. Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne puisse justement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à sa Solde lui dûssent prêter Serment; cependant Sa Majesté Danoise ayant résolu de commander en Personne l'Armée combinée; on est convenu, par consideration pour Sa Majesté Danoise, de s'en remettre à sa parole Royale, pour agir conformément aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité signé ce jourd'hui. Mais s'il arrivoit que Sa Majesté Danoise changeât la résolution susdite, & que les Rois Contractans jugeassent à propos de séparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cause commune, alors lesdites Troupes, à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, lui prêteroient le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemarck, Sa Majesté Danoise promet de ne point disposer d'aucune Partie de ses Troupes, soit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majesté Danoise ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ses Troupes à quelque Puissance que ce soit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts desquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant même, de s'opposer par tout où besoin sera, à tout ce qui pourroit être fait, ou projetté de contraire par quelques Puissances que ce soit; ce que Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on est convenu que si Sa Majesté Très-Chrétienne désiroit employer lesdits 12. mille Hommes qu'Elle paye sur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la sûreté du Roi de Dannemarck, n'interesseroient que le bien du service de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au service de Sa Majesté Très-

Anno 1727.

Chrétienne, & dont on conviendroit six semaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que si les Moscovites venoient par Terre pour penetrer dans l'Empire & troubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre passage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne se souvienne encore des desordres qu'y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on est convenu, par le présent Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre aussi de leur côté les mesures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les passages qu'ils voudroient prendre sur les Terres de la Republique de Pologne.

Fait à Copenhague ce seiziéme d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept,

(L.S.) GLENORCHY.

LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

NOtum sit omnibus & singulis, quòd cùm à nonnullo tempore plura successissent, quæ Paci Europæ disturbandæ locum dare potuissent, nisi quàm citius medela allata fuisset, Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, Sua Sacra Majestas Christianissima, Sua Sacra Majestas Britannica, & Celsi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, sese invicem quàm maximè pronos exhibuerint ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes simultates componere possent, & ad hunc scopum attingendum, Plenipotentiarum Tabulis munlverint; nempè Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Dominum Baronem d'Ellonseca, Sua Sacra Majestas Christianissima Dominum Comitem à Morville suum Ministrum ac Statûs Secretarium & Aurei Velleris Equitem; Sua Sacra Majestas Britannica Dominum Horatium Walpole, itidem Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii Dominum Guillelmum Boreel, qui omnes post maturam inter se disquisitionem & communicatis invicem Plenipotentiarum Tabulis, quarum Copiæ infrà transcriptæ reperientur, vigore earundem Plenipotentiarum super subsequentibus Articulis Præliminaribus convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Cùm Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Commercium Ostendanum apud nonnullos finitimos æmulationem atque etiam sollicitudinem excitasse animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis causa consentit, ut Privilegium, vulgò (*Octroy*) Societati Ostendanæ concessum, omneque ex Belgio Austriaco in Indias Commercium per spatium septem annorum suspendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatûs Trajectensis, Badensis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatuum & Conventionum, quæ annum 1725. præcesserunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque Contractantium possessa fuêre, intacta remanebunt, si quid verò super iis immutatum, vel executioni mandatum non fuisse comperietur, juxtà tenorem eorundem Tractatuum ac Conventionum status immotatus aut executioni non datus in futuro Congressu discutietur & decidetur.

III. Consequenter cuncta Commerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglica, Subditique Statuum Generalium Fœderati Belgii, antehac vigore Tractatuum cùm in Europâ, tum in Hispaniâ, prout & in Indiis gavisi sunt, ad eum usum & normam revocentur, secundum quam per Tractatus anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto anteriores cum singulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum respectivè Confœderatis invitabuntur, requirenturque, ut ab omni viâ facti mutuò abstineant, quin potiùs omnia media æquabilia conciliandæ mutuò inter se Pacificationis amplectantur.

Partes verò Contractantes spondent, usque dum Congressus inchoetur (de quo infrà) in quo Partium intervenientium dissidia amicabiliter discutientur, nec directè nec indirectè quocunque sub colore aut prætextu ad ullam viam facti processuras, quo præsens Septentrionis ac Inferioris Germaniæ Status turbari possit, quin seriò promittant omnia se consilia inire velle, quo hostilitates, si quæ fortè intercederent, sopiantur.

Anno 1727.

V. Mox à subscriptis præsentibus Articulis, hostilitates quæcunque, si fortè quæpiam inchoatæ fuissent, cessabunt, & respectu Hispaniæ, octiduum postquam Sua Majestas Catholica hos Articulos subscriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam cessationem Ostendâ in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabellâ quâdam nomine Suæ Majestatis Cæsareæ Regio-Catholicæ conficiendâ declarabuntur, liber tutusque ex Indiis Ostendam concedetur reditus, & si quæ fortè Naves interceptæ fuissent, eæ una cum bonis ac Mercibus eisdem impositis bonâ fide restituentur. Peræquè tutus Navibus illis onerariis (vulgò Galliones dictis) admittetur reditus, in eâ firmâ fiduciâ, Regem Catholicum intuitu oneris seu rerum ac Mercium, tam in majori quàm in minori illâ Classe Hispanâ *Galliones* & Flotilla contentarum, eum ipsum, quo liberioribus anteà semper temporibus usus est, quòd Classis Anglica non solùm à Portubello, omnibusque in Americâ ad Regem Hispaniarum pertinentibus Portubus abscedet, quàm primum fieri poterit, verùm & ejusdem Classis Præfectus Hozier unà cum illâ in Europam revertetur, quo Subditi Suæ Majestatis Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori molestiâ & sollicitudine liberentur. Commercium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Classes Gallorum, Anglorum aut Batavorum, quæ fortè circa littora Hispanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia sese detinere possent, indè omni quâ fieri potest majori celeritate, mox à tempore quo isthæc cessatio hostilitatum inchoabit, sese recipient, ut Accolæ dictorum littorum ac orarum ab omni deinceps sollicitudine ac metu tuti ac liberi sint, nihilque dictis Navibus contra modò memoratos Portus, sive directè sive indirectè moliri licitum esto.

VI. Isthæc hostilitatum cessatio tam diu quàm diu suspensio Privilegii Societati Ostendanæ concessi, nimirum per septem annos durabit, ut intra hoc temporis spatium jura rationesque reciprocæ commodè conciliari, generalisque Pacificatio eo solidius stabiliri possit.

VII. Si fortè post subscriptionem istorum Præliminarium inter Principum Contractantium Subditos, sive in Europâ sive in Indiis, turbas sub qualicunque prætextu moveri aut hostilitatis actus exerceri contingeret, ii damna à suis respectivè Subditis perpessa communi ope reparabunt.

VIII. Secutâ præcedentium Articulorum acceptatione & subscriptione, Congressus intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis computandorum, Aquisgrani instituetur, intra quorum decursum, jura & prætensiones Principum Contractantium, eorumque qui ad dictum Congressum invitati fuerint, examinabuntur, discutientur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiarii nominandi non poterunt nisi solos duos Nobiles, duos Ephebos, & sex famulos seu Pedissequos in comitatu suo habere, quo promptius se ad iter parare possint, & ut omnis æmulatio, luxus ac sumptus evitentur.

X. Ceremoniale nullum observabunt, eamque normam tenebunt quæ in nupero Congressu Cameracensi observata fuit, idque ad declinandas eas difficultates, quæ circa præcedentiam oriri possent, facultate tamen protestandi cuique pro arbitrio relictâ.

XI. Principes suis respectivè Plenipotentiariis seriò demandabunt, ut omnia impedimenta seu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congressum ullo modo possent.

XII. Ratificatio horum Articulorum intra spatium duorum Mensium, aut citius si fieri poterit, à die subscriptionis erga se invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infrascripti Ministri Plenipotentiarii Suæ Sacræ Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis, Suæ Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Suæ Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, hosce Articulos manu nostrâ subscripsimus & Sigillis nostris com-

ANNO 1727. communivimus. Actum Parisiis die ultimâ Mensis Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo septimo.

(*Signatum erat*)

Marcus Baro Deffonseca. (L.S.) *Le C de Morville.* (L.S.) *H. Walpole.* (L.S.) *W. Borcel.* (L.S.)

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carnfolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, Wurtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Absburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretii, Kiburgi, Gortiæ & Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Cùm à tempore non multò abhinc certæ simultates nonnullos inter Europæ Principes exortæ sint, quæ propediem in apertum Bellum erumpere minabantur, & verò inter Regem Hispaniarum, Regemque Magnæ Britanniæ actu eruperunt, iis verò amicabiliter componendis certi Articuli pro parte Christianissimi Regis ejusque Confœderatorum expositi Nobis fuerint, qui ad præparandum Congressum pro Pacificatione generali dissidentium Principum institutum præviè, seu Præliminariter subscribi ac signari debeant; hinc est quòd Magnifico nostro & Sacri Romani Imperii fideli dilecto N. Baroni d'Effonseca potestatem plenam fecerimus, prout hisce facimus, ut præfatos Articulos Præliminares cum Plenipotentiariis Ministris intervenientium Principum, nomine nostro, tanquam Minister noster Plenipotentiarius subscribat & signet; Verbo Cæsareo, Regio & Archiducali promittentes, Nos eos à præfato Plenipotentiario Nostro ita subscriptos & signatos Articulos intra tempus conventum approbaturos & ratificaturos esse. In quorum fidem ac robur præsentes manu nostrâ subscriptas, Sigillo nostro Imperatorio, Regio Archiducali, firmari jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die duodecimâ Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesimo septimo, Regnorum Nostrorum Romani decimo sexto, Hispaniarum 24., Hungarici verò & Bohemici itidem 16.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A ZINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS DE BUOL.

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme il s'est élevé depuis quelque tems des differends qui ont déja donné lieu à plusieurs hostilitez entre quelques Puissances, & qui auroient pu causer un embrasement general dans l'Europe, s'il n'y étoit pourvû sans retardement; ainsi que Nous & Notre très-cher & très-aimé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le desirons avec un égal empressement; Nous avons voulu entrer dans tous les moyens propres à raffermir entierement la Tranquillité générale. & Nous confians en la capacité, experience, zèle & fidelité pour Notre service de Notre amé & feal le Sr. Fleuriau Comte de Morville, Notre Ministre & Secretaire d'Etat des affaires Etrangeres, Chevalier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de Notre main, commettons, ordonnons & deputons ledit Sr. Comte de Morville, & lui avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour conjointement avec les Ministres de Notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, convenir en Notre nom, en qualité de Notre Ministre Plenipotentiaire avec les Ministres Plenipotentiaires de notre très cher & très-aimé Frere, l'Empereur des Romains, & de Notre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi d'Espagne, pareillement munis de Plein-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec lesdits Ministres ensemble ou separement tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sr. Comte de Morville avisera bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y ait quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en lesdits Presens, promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sr. Comte de Morville aura stipulé, promis & signé, en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme pour être échangées dans le tems dont on sera convenu: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 40. Mai l'an de grace 1727., & de Notre Regne le 12. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, LE BLANC.

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Majestatis Britannicæ.

GEORGIUS REX.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunswici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint salutem. Quandoquidem ardentissimo flagrantes desiderio, Pacem & Tranquillitatem totius Europæ communem restituendi conservandique, & Bellorum flammas jam erumpentes, & latius in dies sese sparsuras, extinguendi, Virum quemdam eo negotio parem nominare, atque auctoritate sufficienti instruere duxerimus, qui cum Ministris ex parte Principum Rerumque Publicarum, quorum interesse poterit, ad opus adeò salutare & necessarium deputatis & instructis conferre, & Tractatus aliave Instrumenta conficere possit; Sciatis igitur, quòd Nos fide, industriâ & in rebus magni momenti tractandis usu & perspicaciâ fidelis & dilecti Nobis Horatii Walpole Armigeri plurimum confisi, eundem nominavimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; dantes & concedentes eidem omnem & omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque; nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra) cum Ministris quibusvis, à quocumque Principe vel Republicâ auctoritate sufficienti instructis, congrediendi, colloquendique, ac Tractatus, Conventiones, seu Pacta Conventa, Articulos sive secretos sive separatos, atque Instrumenta demum quæcumque, quæ ad consilium scopumque suprà memoratum faciliùs efficaciusque assequendum facere possint, pertractandi, peragendi, concludendi, conficiendique, atque ea omnia quæ ita peracta, & conclusa fuerint, pro nobis & nostro nomine signandi, eademque mutuò tradendi, recipiendique ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad finem salutarem suprà dictum attingendum, vel quomodolibet opportuna esse judicaverit, tam amplis modo & formâ ac vi effectuque pari ac Nos ipsi, si interessemus, facere ac præstare possemus; spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcumque à dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præsentium transigi, concludi & signari contigerint, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & formâ, quibus conventa fuerint, habituros.

In quorum omnium majorem fidem & robur præsentibus

ANNO 1727. tibus manu nostrâ Regiâ signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi jussimus; quæ dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi 25. die Mensis Aprilis, anno Dom 1727. Regnique nostri 13.

Pleinpouvoir des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces Présentes verront salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conservation de la Paix & de la Tranquillité publique, ne souhaitant rien avec plus d'empressement, sinon que les differends, qui agitent présentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puissent être assoupies par une bonne & prompte conciliation, & qu'à cet effet on puisse convenir au plûtôt de quelques Préliminaires pour poser le fondement à une Négociation ulterieure dans un Congrès général, ou ces differends pourront être discutez plus amplement, & comme Nous connoissons les mêmes sentimens pacifiques dans Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majesté Imperiale, & Sa Majesté le Roi d'Espagne ne soient aussi portez à entrer dans toutes les voyes qui pourront conduire à prévenir la Guerre & à conserver la Paix, si est ce que Nous fians entierement à la prudence, fidelité & experience du Sr. Guillaume Boreel, Nous l'avons nommé, élu & constitué, le nommons, l'élisons & constituons Notre Plenipotentiaire, lui donnant par ces presentes Pleinpouvoir & Mandement tant général que special, pour que conjointement avec les Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, il puisse conferer & traiter avec celui ou ceux qui aura pareillement Pleinpouvoir de Sa Majesté Imperiale, & de Sa Majesté le Roi d'Espagne, sur les Articles Préliminaires qu'on jugera convenables pour préparer un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'arrêter, conclure & signer tous les Articles dont on sera convenu, d'en passer les Instrumens nécessaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pourrions faire si Nous étions présens; promettans sincerement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & stable tout ce que ledit Sr. Guillaume Boreel, en vertu de ce Notre Pouvoir, aura negocié, arrêté, conclu & signé, & que Nous passerons là-dessus Nos Actes d'Approbation & de Ratification en bonne & duë forme. En foi de quoi Nous avons fait munir ces présentes de notre grand Sceau, les signer par le President de notre Assemblée, & les soussigner par notre Greffier. A la Haye le 6. May 1727. (*Etoit signé*) A. VELTERS. *vt. Plus bas*, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

(*Signé*) F. FAGEL.

LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.

COmme la Serenissime Maison de Brunswic-Lunebourg a toujours tâché de conserver & de cultiver une amitié intime entre toutes ses Branches, ce qui a contribué non seulement à la gloire & au bonheur de ladite Serenissime Maison, mais aussi à l'avantage de la Religion Protestante, dont ladite Maison a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il sera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maison, que pour celui de la Religion Protestante, de raffermir l'antique Union par de nouvelles liaisons faites entre Sadite Majesté & Sadite Altesse Serenissime, en vuë seulement de se donner une Garantie reciproque pour leurs propres Païs, & sans le moindre dessein de causer aucun préjudice, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puissance que ce soit: pour cet effet, elles ont muni de part & d'autre de Pleinpouvoir suffisant; c'est-à-dire, Sadite Majesté le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, ses Conseillers Privez, les Sieurs Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonshire, President de son Conseil Privé; Thomas Lord Trevor, Garde de son Sceau Privé; Thomas Hulles, Duc de Neucastle, un de ses principaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townshend, l'autre de ses principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretiere, & premier Commissaire de la Tresorerie: & Sadite Altesse Serenissime le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolffenbuttel, le Sieur Conrad Detleff, Comte de Dehn, son Ministre d'Etat Privé, President de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St Blaise à Brunswic, Echanson Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhausen & Riddaghausen, Chevalier des Ordres Danois, & son Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté de la Grande-Bretagne; lesquels ayant conferé ensemble sur les moyens le plus propres pour parvenir aux buts ci-dessus mentionnez, sans faire tort à personne, sont tombez d'accord des Articles suivans. ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & union sincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Heritiers & Successeurs; laquelle sera si exactement & fidelement gardée, que les Parties Contractantes non seulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais aussi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque l'un de l'autre, & traverseront au possible tout dessein prejudiciable, qui pourra se former contre l'un ou l'autre desdites Parties Contractantes, conformement aux Traitez & Conventions qui consistent déja dans les deux Branches de ladite Serenissime Maison.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, lesdites Parties Contractantes promettent de s'assister mutuellement par leurs Conseils, & par leurs bons offices, par tout où il en sera besoin. Et comme le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne promet de garantir audit Serenissime Duc tous ses Païs & Etats; ainsi ledit Serenissime Duc promet sa Garantie audit Serenissime Roi pour la défense de ses Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ses Païs & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le sixieme de Mai 1671. entre les Serenissimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, oblige déja le Serenissime Duc à maintenir toujours au possible la possession de la Ville & Forteresse de Brunswic, pour la sûreté commune de ladite Maison, Sadite Altesse Serenissime renouvelle ici toute la teneur de cedit Article, & s'engage de ne livrer jamais sadite Ville & Forteresse de Brunswic, en mains, possession, ou pouvoir de qui que ce soit.

III. Qu'en cas que les susdits Païs & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes soient menacées d'une attaque ou invasion, alors elles concerteront ensemble, sans perte de tems, sur les moyens de repousser leurs Ennemis, & regleront d'abord & sans délai, les proportions des secours à se prêter mutuellement, bien entendu que le secours qui devra être fourni à Sa Majesté Britannique de la part dudit Serenissime Duc, selon ledit concert à faire, ne pourra pas être reglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le susdit Serenissime Duc ayant representé au susdit Serenissime Roi, que pour se mettre & se maintenir dans un Etat, & dans une situation à remplir d'autant mieux & plus sûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majesté, il seroit obligé de se charger de grosses dépenses, qu'il faudra faire pour un Corps de Troupes suffisant pour garder son propre Païs, Villes & Forteresses, en cas de danger, & pour aller au secours des Païs & Etats dudit Serenissime Roi, s'il y en aura besoin; Sa Majesté ledit Seigneur Roi, en consideration de ce qui est ci dessus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'espace de quatre ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling sera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce soit, voulût en haine du Traité d'amitié & de défense mutuelle, fait & signé ce jourd'hui, faire quelque insulte aux Païs, Villes & Territoires, apartenans au Serenissime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui causer quelque tort ou dommage, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne promet

Anno 1727.

promet & s'engage de garantir ledit Serenissime Duc de telle insulte, & de faire tout son possible pour faire cesser tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du susdit Traité.

VI. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié sera ratifié en dûë forme par lesdits Serenissimes Roi & Duc, & les Ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi dequoi, nous soussignez, munis des Pleinpouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Duc de Brunswic-Lunebourg Wolfenbuttel, avons ès dits noms signé le présent Traité d'amitié, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Westminster le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille sept cens vingt-sept.

(L.S.) Devonshire P. (L.S.) C. D. Comte de
(L.S.) Trevor C. P. S. Dehn.
(L.S.) Holles Newcastle.
(L.S.) Townshend.
(L.S.) R. Walpole.

Article Separé.

Comme Son Altesse Serenissime le Seigneur Duc de Wolfenbuttel a promis par l'Article troisiéme du Traité signé ce jourd'hui, de fournir à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, au cas ci specifié, un Corps de cinq mille Hommes, & Sadite Altesse Serenissime ayant fait representer les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, si ledit Corps de Troupes devoit être transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne, & de l'Irlande, selon le contenu de l'Article second dudit Traité, ledit Serenissime Roi consent, que les Troupes, que ledit Serenissime Duc doit lui fournir, ne seront pas obligez de passer dans lesdits Royaumes de Sadite Majesté, mais qu'elles seront plutôt employées, ou à remplacer celles qui seroient tirées des Etats de Sa Majesté en Allemagne, ou à être mises dans les Garnisons des Etats Généraux, à la place des Troupes desdits Etats qui pourroient passer dans les Royaumes de Sadite Majesté, selon que le tout sera plus exactement reglé lorsque le cas existera.

Cet Article separé aura la même force que s'il avoit été inseré, de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui, il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous soussignez, munis des Pleinpouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons ès dits noms signé le présent Article separé, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Westminster le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille sept cens vingt-sept.

(L.S.) Devonshire P. (L.S.) C. D. Comte de
(L.S.) Trevor C. P. S. Dehn.
(L.S.) Holles Newcastle.
(L.S.) Townshend.
(L.S.) R. Walpole.

LIX.

1728. Fevr.

Octroi accordé par le Roi de Dannemarc *à la Compagnie de* Tranquebar.

Nous Frederic IV. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc* &c. savoir faisons, qu'aiant été requis de declarer nos intentions sur l'Octroi accordé par notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire à la Compagnie *Danoise* des *Indes*, nous l'avons confirmé dans tous ses points, & y avons ajouté les amplifications qui se trouveront ci-après. (La teneur dudit Octroi est comme s'ensuit.)

Nous Chrétien V. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc*, &c. Savoir faisons à tous & chacun que nous avons prolongé l'Octroi accordé le 28. Novembre 1670. à notre Compagnie des *Indes-Orientales*, établie dans le Fort de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar* sur la Côte de *Coromandel*, pour en jouïr pendant l'espace de 40. ans, à compter de la date dudit Octroi, aux conditions suivantes.

Anno 1728.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre nom, avec les Rois & autres Etats des *Indes*, telles Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme aussi d'employer tels moyens offensifs ou defensifs qu'elle jugera convenables à l'accroissement & à la défense de son Commerce, contre tous ceux qui voudroient le troubler, lui accordant pour cet effet tous les Pleinspouvoirs nécessaires.

Que s'il lui étoit suscité quelque obstacle de la part de quelques Puissances ou Etats *Européens* que ce soit, la Compagnie nous en donnera avis, sans se porter à aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins qu'elle ne fût attaquée ou molestée, auquel cas il lui sera permis de repousser la force par la force.

Promettons de ratifier en tems & lieux toutes les Negociations que ladite Compagnie aura faites avec les Rois & Etats des *Indes*, & de lui procurer telles recommandations qui seront nécessaires auprès des Princes Etrangers pour l'avantage de son Commerce, lui accordant dès à présent le pouvoir d'établir en ce Païs-là telles Forteresses, Loges & Comptoirs dont elle pourra avoir besoin, &c. lesquels lui apartiendront en toute proprieté, à condition néanmoins que si, après l'expiration du présent Octroi, Nous ou nos Successeurs voulions en gratifier une autre Compagnie, celle-ci sera tenuë de s'en désister, &c.

II. Quoique Nous & nos Successeurs tenions en notre nom le Fort de *Dannebourg* & la Ville de *Tranquebar*, les Directeurs & Hauts Participans de ladite Compagnie pourront néanmoins, durant le terme du présent Octroi, choisir & nommer à la pluralité des voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont nous prometrons d'aprouver le choix, à condition que celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains des Directeurs, de défendre ladite Place jusqu'à la derniere goute de son sang, &c. Nous confiant que lesdits Directeurs ne choisiront pour cet emploi que des personnes d'une fidelité reconnuë & d'une experience dans les affaires telle qu'il convient à notre service & à celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandant ou Vice-Commandant faire aucun Commerce pour son compte, non pas même avec la permission du Conseil Privé; mais ils se contenteront des Apointemens accordez à chacun des Directeurs, & ne feront de Commerce que pour le compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie jouïra de tous les revenus de *Dannebourg* & de *Tranquebar*, moyennant quoi elle sera obligée d'y entretenir à ses fraix une Garnison de 200. *Européens* au moins & d'autant de *Negres* qu'il sera nécessaire, comme aussi de payer au Prince de *Tanjour* la Pension annuelle qu'on lui donne, à moins que les Directeurs ne fassent avec lui de meilleures conditions, & qu'ils ne soient obligez de faire pour cela de nouveaux fraix, lesquels leur seront allouez. Permettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Possessions dans les *Indes*, & d'y envoyer tels Officiers qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à personne qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres Sujets, aucun Passeport ou permission de naviger aux *Indes*, tant que durera le présent Octroi; & si quelques-uns de nos Sujets sont surpris en fraude à cet égard, leurs Vaisseaux & Effets seront confisquez au profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en servir, &c.

L'Amplification faite à cet Article par Sa Majesté Regnante est comme il s'ensuit.

Ladite Compagnie aura la même liberté qu'auparavant d'équiper des Vaisseaux qui iront & viendront de notre Résidence Royale de *Coppenhague* en diverses Places des *Indes-Orientales*, comme aussi de les charger & décharger dans tels Ports & Villes de nos Royaumes & Etats qu'elle jugera à propos, moyennant que cela se fasse au nom & pour le compte de la Compagnie *Danoise* des *Indes*, & qu'il n'y sera employé que de nos Sujets préférablement à toute autre Nation.

VI. Les Vaisseaux & Effets de la Compagnie, soit en commun ou en particulier, ne seront jamais arrêtez ni autrement molestez sous quelque prétexte que ce puisse être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, & son Commerce aura toujours un libre cours.

ANNO 1728.

L'Amplification de Sa Majesté Regnante à cet Article est.

QUe tous les Vaisseaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les Effets étrangers qui pourroient y entrer par Association, comme aussi les Capitaux qui auront été mis dans l'ancienne Compagnie des *Indes*, à qui qu'ils puissent apartenir, en tout tems & en tous Lieux, seront exempts de toutes charges & Impôts, (excepté ce qui est stipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) specialement les Capitaux Etrangers, qui seront exempts du 6. & 10 Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie, & ils ne seront arrêtez, ni autrement molestez de quelque maniere que ce puisse être, ni par Nous & nos Successeurs, ni par nos Ministres & Officiers, &c

VII. Quelques Marchandises que ce soit, nulle exceptée, que la Compagnie envoye de nos Royaumes aux Indes, avec ses propres Vaisseaux ou des Vaisseaux Etrangers, & toutes celles qu'elle fera venir des Païs Etrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Negoce, seront entierement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puisse nommer. De même tous les Vaisseaux & Bâtimens qui apartiennent ou qui pourront apartenir à la Compagnie seront aussi exempts de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une spécification exacte de toutes ces Marchandises, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, savoir de ce qui se transporte dans les Païs Etrangers, un pour cent, & demi pour cent de ce qui se consume dans nos Royaumes & Etats.

VIII. Permettons que les Hauts Participans, qui ont voix dans la Compagnie, en puissent nommer les Directeurs, sans que nous ni ceux de notre Maison Royale qui auront part dans ladite Compagnie, puissions aucunement nous en mêler.

IX. Les Directeurs nommez auront pouvoir de choisir & de mettre tous les autres Officiers & Domestiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en *Europe*, qu'aux *Indes*; & ceux-ci seront obligez de se conformer à tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, sous peine d'être punis selon l'exigence du cas.

X. La Compagnie aura sa propre Justice, de maniere que les Directeurs pourront eux mêmes, dans toutes les affaires & differends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domestiques d'icelle, tant qu'ils seront à son service & qu'ils n'auront pas entierement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pourront aussi nommer un ou plusieurs des Participans pour les juger. Leurs Sentences seront sans Appel, à moins qu'elles n'intéressent l'honneur ou la vie de quelqu'un, auquel cas seulement le Condamné pourra appeller au Tribunal Superieur.

XI. La Compagnie aura aussi son propre Poids & sa Balance dont elle pourra se servir en toute occasion, bien entendu qu'ils soient conformes au Poids & à la Balance dont il est ordonné de se servir dans nos Royaumes & Etats.

XII. Les Artisans au service de la Compagnie, aussi bien que les Maitres dans les Corps de métiers, seront obligez de travailler & expedier tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, suivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

XIII. La Compagnie pourra en toutes sortes d'affaires se servir de Papier non marqué, lequel sera reçu dans tous les Tribunaux & tenu pour aussi valable que le Papier marqué.

XIV. Il sera permis aux Directeurs de regler l'interêt des Sommes qu'ils auront empruntées pour le service de la Compagnie, sur le pied dont ils pourront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

XV. Les Directeurs pourront aussi choisir des Personnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Evangelique, tant sur les Vaisseaux qu'aux *Indes*, & pour administrer les Sacremens. Et ces Ministres ainsi choisis seront par Nous confirmez & avancez dans la suite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils menent une vie exemplaire.

XVI. Pourront les Officiers de la Compagnie se servir aux *Indes* de notre Sceau pour toutes les expeditions concernant les affaires de la Compagnie.

XVII. Et comme les Directeurs Nous ont fait savoir qu'à leur Entrée dans le Château de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar*, il n'avoit point été fait d'inventaire, tel qu'il est ordonné par l'Octroi précedent. Nous voulons bien excuser cette négligence & les dispenser d'en faire un à l'expiration du présent Octrol, ne demandant autre chose d'eux sinon que les Fortifications de *Dannebourg* & de *Tranquebar* soient en bon état, bien pourvuës de Canons montez sur les Affuts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb suffisante pour une année.

De plus la Compagnie sera obligée, après la Date de cet Octrol, de faire venir un ou plusieurs Vaisseaux chargez, dont la Cargaison soit estimée plus de 150000. Ecus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpetre dans notre Arsenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpetre sera delivré 8 Ecus à notre Chambre de Finances, sans que les Vaisseaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, soient tenus de payer autre chose: & les années qu'il n'arrivera point de Vaisseaux, ou que leur charge sera estimée moins de 100000. Ecus, ils seront exempts de cet Impôt.

L'Explication donnée par Sa Majesté Regnante à l'Art XVII. est.

QUe lorsqu'il arrivera dans la suite quelque Vaisseau de retour, il sera libre à la Compagnie de payer 8000. Ecus ou de livrer 100000. Livres de Salpetre. Donné à *Coppenhague* le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC Roi.

SAvoir faisons par ces présentes, que notre intention est que le XVII Article ci dessus soit exécuté, c'est à-dire, qu'il soit libre à la Compagnie de livrer 100000 Livres de Salpetre ou de payer 8000. Ecus des Vaisseaux de retour dont la charge montera à plus de 150000 Ecus, soit qu'il en arrive un ou plusieurs, soit qu'ils viennent ensemble ou l'un après l'autre. Fait à *Coppenhague* le 6. Fevrier 1728.

Signé,

FREDERIC Roi.

ENsuite vient la fin de l'ancien Octroi, à quoi il est ordonné que chacun ait à se conformer. Donné à *Coppenhague* le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRETIEN Roi.

La Confirmation de Sa Majesté Regnante en ces termes.

NOus confirmons par ces présentes l'Octroi ci-dessus énoncé, & voulons qu'il soit exécuté dans toutes ses Clauses & Articles. Défendons à tous & un chacun d'y porter aucun obstacle ni préjudice sous peine d'encourir notre indignation. Donné à *Coppenhague* le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC Roi.

Et plus bas,

D. WIEDE.

LX.

Convention entre les Rois d'Espagne & d'Angleterre sur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1728. 6. Mars.

QUandoquidem difficultates quædam subortæ sint super Articulis exequendis, qui Præliminares vocantur, quique Lutetiæ Parisiorum die ultimâ Mensis

ANNO 1728.

Mensis Maji, deindeque Viennæ die decimâ tertiâ Junii anni 1727. à Ministris hinc indè Potestate sufficienti communitis, signati fuêre: Cumque per declarationem quandam à Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobatam, antedictæ difficultates feliciter compositæ fuerint, cujus Declarationis, ejusdemque à Suâ Majestate Catholicâ acceptionis, prout ipsiusmet nomine, & Mandato à Marchione de la Paz exhibita & subscripta fuit, tenor hic sequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'est élevé certaines difficultez entre les Parties Contractantes par raport à la restitution des Prises qui ont été faites de part & d'autre, & nommément celle du Vaisseau le Prince Frederic, & de la Cargaison apartenant à la Compagnie du Sud, saisi & arrêté par les Espagnols à la Vera Crux, lesquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Espagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majesté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui est possible, les choses, & pour lever tous les obstacles qui s'opposent à une Pacification générale, a déclaré, & a donné sa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle envervoit sans délai des ordres à ses Amiraux Wager & Hosier, ou celui qui commandera à sa place, de se retirer des Mers des Indes d'Espagne, qu'Elle consent que l'on discuteroit & décideroit dans le Congrès, les Contrebandes & autres sujets de plaintes, que les Espagnols peuvent avoir par rapport au Vaisseau le Prince Frederic.

Que toutes les prétensions respectives, de part & d'autre, seront produites, débatuës & décidées au même Congrès; Que l'on y discutera & décidera pareillement, si les Prises, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être restituées, & que Sa Majesté Britannique se tiendra à ce qui sera reglé sur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maître, en vertu des ordres & Pleinpouvoirs que j'ai reçu pour cet effet, que cette discussion à faire au Congrès, s'executera fidèlement; Que l'échange des Ratifications se fera sans délai, & que le Congrès s'assemblera infailliblement, & le plutôt qu'il sera possible, selon que les Ministres des Parties Contractantes, qui se trouveront à Paris, en conviendront, si Sa Majesté Catholique veut donner sa Parole Royale

1. De lever incessamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faisant retirer son Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occasion de ce siége, en remettant le tout de part & d'autre conformement au Traité d'Utrecht.

2. D'envoyer sans retard des ordres clairs & précis, pour remettre aussi-tôt le Vaisseau le Prince Frederic & sa Cargaison aux Agens de la Compagnie du Sud, qui sont à la Vera Crux, pour qu'à leur volonté ils le fassent passer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloise aux Indes, selon ce qui est stipulé par le Traité de l'Assiento, & convenu par les Articles 2. & 3. des Préliminaires.

3. De faire-remettre incessamment les Effets de la Flotille aux Interessez, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformement à l'Art. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majesté Catholique s'engage de la même maniere que Sa Majesté Britannique s'y est engagée ci-dessus, à s'en tenir à tout ce qui sera reglé par la susdite discussion & décision du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(*Signé*)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

Yo el infrascripto Marques de la Paz declaro de expressa orden en el Real Nombre del Rey Catholico, mi Amo, y en consequencia de su pleno Poder, que Su Magestad por su siempre constante deseo de facilitar las Negociationes para una Paz universal y permanente ha venido en acceptar, y effectivamente admite y accepta la proposition ultimamente hecha por el Señor Conde de Rotenbourg, Ministro Plenipotentiario de Su Magestad Christianissima, segun queda immediatamente à qui arriva inserta. En fée de loqual firmo la presente Declaration, y la pongo el Sello de mis Armas, el 5. de Marzo 1728.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infrascripti Ministri Plenipotentiarii, debitâ auctoritate sufficienter instructi quo declaratio superscripta vim vigoremque amplissimum obtinere possit, hoc assensûs, confirmationisque speciale instrumentum, nomine & Mandato Dominorum nostrorum respectivè signavimus, eidem Sigilla nostra appoluimus. Actum Pardo die 6. Mensis Martii, anno Domini 1728.

(*Signatum*)

KONIGSEGG (L.S.) KERN. (L.S.) ROTEMBOURG. (L.S.)

El Marques DE LA PAZ. (L.S.) F. VANDER MEER. (L.S.)

LXI.

Copia Reversalium ad implendas conditiones in Literis Investituræ de S. R. I. Ducatibus Hetruria, Parma & Placentia expressas à Rege Hispan. LUDOVICO Madriti 28. Febr. 1724.

LUDOVICUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Majorcarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennii, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Santistevan, nec non Marchio Berreti Landi, nostri in Cameracensi Congressu Ministri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die secundâ Mensis Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini signati, dieque decimâ sextâ Mensis Februarii anni subsequentis millesimi septingentesimi vigesimi à Rege, & Parente nostro Hagæ-Comitis accepti complementum & observantiam acceperint & admiserint Diploma Cæsareum, sive Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus seu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Investituram pro Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Serenissimæque Reginæ Dominæ nostræ natæ Parmensis Ducissæ Filio, ipsiusque Descendentibus, & Successoribus Masculis è Legitimo Matrimonio susceptis, & horum defectu pro cæteris universis ejusdem Reginæ Serenissimæ Dominæ nostræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipsis à Ministris Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis nostræ subscriptum, atquê Sigillo firmatum tradiderant instrumentum quoddam, cujus tenor subsequens adest

Nos infrascripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Ministri Plenipotentiarii recipimus in complementum & satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die secunda Augusti 1718. Londini subscripti, & decima sexta Februarii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæsareum, seu Litteras exspectativæ investituram eventualem continentes Ducatuum, seu Statuum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ pro Serenissimo Infante Carolo Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filio, ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio Natis, aut post decessum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, quod Nobis à Ministris Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis hodie debitè in forma coram Ministris Plenipotentiariis Regum Mediatorum ritè extraditum fuit; Promittimusque nomine Sacræ Catholicæ Majestatis, omnes, & singulas in prædicto Diplomate expressas conditiones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majestate, prout & à Serenissimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Suc-

* Ces Pièces ont été publiées en 1728. & la plûpart delivrées alors quoique signées plûtot.

ANNO 1728.

& Successoribus Masculis, ibidemque recensitis ejus Fratribus sanctè & inviolatè executum & observatum iri, in cujus fidem præsens hoc Instrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majestate nobis concessæ, cujus Apographum ad finem adjunctum est, manu propriâ, Sigilloque nostro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majestate ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, ratihabitionumque Tabulæ intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri potest, Sacræ Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiariis Cameracî extradentur. Actum Cameraci die vigesima quarta Januarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(L.S) El Conte de SANTISTEVAN.

(L.S.) El Marquis BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santistevan, & Marchione Beretti Landi præfati Instrumenti hic supra translati & Inserti exemplar Nobis missum fuerit, postquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo, contentum, & expressum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus universas & singulas conditiones justa tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expressas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmissum est Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Investitura eventualis in ipso contenta, adimplendas, & inviolabiliter observandas erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium tam à Nobis, quàm à Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Hæredibus, atque Successoribus suis Masculis, ex Legitimo Matrimonio prôcreatis, & horum decessu ab ipsius Fratribus in ipsa præfata Investitura recensitis, ad quam Nos, referimus; In cujus fidem & firmitatem præsentes Litteras expedire jussimus, manu nostra subscriptas, Sigillo nostro secreto firmatas, atque ab infrascripto, Sanctioris Consilii commentariensi nostro Chirographo adscriptas, datas Madriti die vigesimâ octavâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(L.S.) YO EL REY.

JOANNES AB ORENDAYN.

Copia Guarantiæ seu Cautionis particularis ad implendas conditiones Litteris Investituræ S. R. I. Ducatuum Hetruriæ, Parmæ, ac Placentiæ insertas à Rege Britanniæ. In Palatio Divi Jacobi 23. st. v. Jan. Anno 172¾.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector &c. omnibus & singulis, ad quos præsentes hæ Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Instrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præstandæ, inter nos & bonum Fratrem nostrum Regem Christianissimum, per Ministros Plenipotentiarios utrinque mandatos, & Authoritate sufficienter munitos Cameraco die vigesimo quarto Mensis præsentis Januarii, styli novi, conclusum, signatumque fuerit, Formâ & verbis, quæ sequuntur. Postquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo sexto Februarii, Anno millesimo septingentesimo vicesimo à Rege Catholico solemni Ratificatione suâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciscentium consensu, pactum definitúmque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo possessi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se ceu Caput Imperii consenserit, ut, si quando casus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præsentis Serenissimæ & Potentissimæ Hispaniarum Reginæ Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu Literas expectativæ Investituram eventualem continentes pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmissum fuit, cujus tenor hic sequitur.

ANNO 1728.

Locus Instrumenti Infeudationis.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinsertarum expectativæ Literarum satisfecisse; ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantiâ obstringunt, omnes & singulas in præinsertis Literis Infeudationis expressas conditiones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiose adimplere debere, ac præsertim, quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps iste casus evenerit ad summum intra annum & diem ab adepta possessione actualem ac proprie sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps cæterique ut supra ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstandis recipere, ac solitum desuper fidelitatis jusjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Britannica & Sua Regia Majestas Christianissima conjunctim & separatim pro se suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantiâ & sponsione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatas agnoscunt se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenerit, seriò manutenere, & Feudum Cæsari & Imperio super præfatos Ducatus constiturum, illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannica & à Sua Regia Majestate Christianissima Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri possit, Suæ Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infrascripti Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministri Plenipotentiarii, & Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministri Plenipotentiarii sufficientibus ad id Mandatis muniti, Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die vigesima quarta Mensis Januarii st. n. Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

POLWARTH. (L.S.)	DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L.S.)
WHITWORTH. (L.S.)	ROTTEMBOURG. (L.S.)

NOs viso & perpenso Instrumento Guarantiæ suprascripto idem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Instrumentum Guarantiæ, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sanctè atque inviolabiliter præstituros & observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi die vicesimo tertio st. v. Mensis Januarii Anno Domini millesimo septingentesimo tertio quarto Regnique nostri decimo.

Acte

Anno 1728.

Acte de Garantie du Roi de France.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre aimé & feal le Sr. de St. Contest, Conseiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien aimé le Sr. Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & signé en ladite Ville de Cambrai le 24/13. du present Mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & avec le Baron de Whitworth Ministres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ses Pleinspouvoirs en bonne forme, l'Acte de Guarantie, dont la teneur s'ensuit.

POstquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti, ac deinde Hagæ-Comitum die decimâ sextâ Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo à Rege Catholico solenni Ratificatione suâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium consensu pactum definitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo, possessi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis; Ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se, ceu Caput Imperii consenserit, ut, si quando casus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præsentis Serenissimæ ac Potentissimæ Hispaniarum Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filius primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ Filii, si qui nascentur, pariter unà cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu, Literas Expectativæ Investituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

Locus Investituræ.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinsertarum exspectativæ Literarum satisfecisse, ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantia obstringunt, omnes & singulas in præinsertis Literis Infeudationis expressas conditiones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiosè adimpleri debere, ac præsertim quod in casu asistentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus evenerit, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione, actualem & propriè sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps, cæterique, ut supra, ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstitis præstandis recipere, ac solitum desuper fidelitatis jusjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Christianissima, & Sua Regia Majestas Britannica conjunctim & separatim, pro se, suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantia & sponsione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatos agnoscunt, se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenerit, seriò manutenere, & Feudum Cæsari & Imperio supra præfatos Ducatus constitutum illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannicâ Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citiùs si fieri possit, Suæ Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiariis Cameraci extradentur. Anno 1728.

In cujus rei fidem nos infrascripti Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, & Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentiarii sufficientibus ad id Mandatis muniti Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die vigesima quarta / decima tertia Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto / tertio.

De Barbarie de Saint Contest. (L. S.)	Polwarth. (L. S.)
Rottembourg. (L. S.)	Whitworth. (L. S.)

NOus ayant agreable le susdit Acte de Guarantie en tous & chacun les points qui y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes signées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le vingt-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille sept cent vingt-quatre, & de nôtre Regne le neuviéme.

LOUIS.

Par le Roi,

Fleuriau.

Copia Plenipotentiæ Cæs. in forma Patenti cum facultate substituendi pro Comite Carolo Borromæo super capessenda possessione Ducatus Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

NOs Carolus Sextus &c. Notum testatumque facimus tenore præsentium universis, quod nos, cum ea, quæ nos inter &c. Sereniss. Potentissimique Hispaniarum Regis Catholici dilectionem Art. 4. Fœderis quadruplicis Anno 1718. Lugduni Britannorum initi, ac postea Tabulis Imperialis nostræ Pacis Viennensis An. 1725. confirmati, ad conservanda pristinæ superioritatis Imperialis Jura circa Magnum Ducatum Hetruriæ, ejusque Successionem, deficiente Domus Medicea stirpe Masculina, in favorem Sereniss. Principis Caroli Hispaniarum Infantis, modernæ Reginæ Elisabethæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ Filii Primogeniti ejusque Descendentium & ultra, annuentibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non convenientibus Galliæ, Angliæque Coronis, suo imposterum ordine ac modo traditis, insuper eventualis Investituræ Literis disposita statuta & sancita sunt, plenæ executioni mandanda statuerimus, Illustrem & Magnificum Carolum Comitem Borromæum &c. cujus fidem, prudentiam atque rerum gerundarum dexteritatem nobis sat probatam novimus, specialiter in nostrum Cæsareum Plenipotentiarium destinaverimus, nuncupaverimus & constituerimus prout ipsum hisce ex plenitudine potestatis & authoritatis nostræ Cæsareæ destinamus, nuncupamus & constituimus cum facultate unum vel plures nostro Imperiali nomine substituendi, quem vel quoscunque integræ ac indubitatæ in nos fidei noverit, eo fine, ut subitò ac ultimi nunc superstitis Sereniss. Magni Hetruriæ Ducis Joannis Gastonis extrema illi innotuerint, se illico nostris Cæsareis Copiis stipatum, habita tamen omnimode exactæ disciplinæ Militaris, conciliandique populorum amoris ratione, in Hetruriæ Ducatum conferat, atque ibidem, simul ac nostram Cæsaream mentem Serenissimi quondam Electoris Principis Viduæ, & Senatui Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipsi Plenipotentiario nostro tradidimus, manifestam fecerit, Mandatum nostrum Cæ-

sareum

sareum ad Hetruriæ Vasallos, Officiales, Milites & Subditos directum ubique Locorum assigi, & publicum reddi curet; juxta ejusdem normam, Juramentum quod à dictis Vasallis, Militibus & Subditis Principi viduæ præstitum fuisse fertur, tamquam nostris, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis totius ferè Europæ suffragiis contrarium, nullum, vanum, & irritum declaret, sicque Vasallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramenti & obligationis vinculo ergo sæpè dictam Principem viduam absolvat, ac denique Nostro Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem sæpefati Principis Caroli Hispaniarum Infantis, tamquam futuri veri & legitimi Domini nostrique Vasalli vigore Tractatuum supra citatorum veram & realem Ducatus Hetruriæ possessionem, cum omnibus ipsi competentibus Juribus & pertinentiis à defuncto Duce tempore Fœderis Londini Britannorum subscripti realiter possessis, capiat, salvis tamen iis, quæ quondam Electoris Palatini Principi viduæ, aut aliis vel Jure allodii aut alio justo Titulo ad Feudum Imperii non spectante appertinere dignoscentur: Cæterum omne id vel ipse, per Legitimum suum substitutum aut substitutos agat & præstet quod ad verè & realiter adipiscendam possessionem de Jure & consuetudine Imperiali fieri potest ac debet. Promittentes & spondentes verbo Nostro Cæsareo, quod nos omnia ea & singula grata firmaque habituri simus. In quorum fidem ac robur hasce manu Nostra subscripsimus & Sigillo Nostro muniri jussimus, quæ dabantur in Civitate Nostra. Viennæ &c.

Copia Rescripti Cæsarei ad Principis Electoris Palatini Viduam, natam Hetruriæ Ducem, de permittenda D. Carolo Hispaniarum Infanti possessione Hetruriæ. Viennæ die 13. *Aprilis* 1728.

CAROLUS SEXTUS &c. Relatum nobis quidem humillimè fuit, Dilectionis Vestræ genitorem Serenissimum quondam Magnæ Hetruriæ Ducem Cosmum hujus nominis tertium, 26. Nov. 1713. prætensam quandam fecisse Dispositionem, vigore cujus Dilect. Vestra in casum, quo & ipse & Filius suus Joannes Gasto absquè naturali Legitimo Hærede Masculo aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Dignitate Magni, sive Magnæ Ducis & earundem pertinentiis succedere possit debeatque; Quemadmodum autem assertus hujusmodi Successionis ordo indubitatæ Nostræ & Sacræ Romani Imperii in Feudalem Nostrum Hetruriæ Ducatum ejusque adhærentias Superioritati Imperiali, quæ non tantum antiquis & novis iisque clarissimis citra omnem contradictionem Juribus firmiter innixa: sed & solemnibus Londinensis Fœderis, Pacisque Viennensis Tractatibus ab omnibus Partibus Contrahentibus jure merito agnita & conclusa atque stabilita est, omnino obversatur, quippe Nobis, quà Romanorum Imperatori & supremo Domino Sacroque Romano Imperio unicè competere in comperto est, ut in memorato deficientis ex Domo Medicæa absque naturali Legitima prole Mascula Linea casu de futuro Nostro & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vasallo dicti Hetruriæ Ducatus benignè disponamus, prout etiam vigore expectativæ vim & robur eventualis Investituræ habentis Serenissimo Principi Carolo Hispaniarum Infanti die 9. Decembris 1723. clementer concessæ jam tum disposuimus. Ita Summo nostræ pro conservandis pristinæ Superioritatis Imperialis Juribus, Cæsareæ potestatis authoritatisque muneri haud deesse possumus quin observemus & promoveamus, quæ eveniente supradicto aperturæ casu pro adquirenda & adipiscenda nostro & Sacri Romani Imperii nomine sæpedicto Serenissimo Principi Carolo, suo respectu libera, quieta & plena dicti nostri Ducatus Hetruriæ possessione justa, æqua & opportuna visa sunt; Ideoque etiam prætensam supradicti Serenissimi quondam Magni Ducis Cosmi Dispositionem, & quæ ad consequendam ejusdem effectum forsitan vi, clam aut precariò machinata sunt, & dicuntur, utpote omnia & singula per se nulla, vana, incompetentia imò & temeraria, etiamsi forsitan Juramentum quoque supervenerit, de Cæsareæ nostræ potestatis plenitudine ex integro cassemus, abrogemus & annullemus, prout eadem omnia & singula speciales per Patentes & Decreta nostra Imperialia cassata, abrogata & annullata declaravimus, hunceque in effectum Cæsareum nostrum in Italia Commissarium & Plenipotentiarium (Tit.) Comitem Borromæum, cum facultate unum vel plures Commissarium sive Commissarios aut Mandatarios nostro Imperiali nomine substituendi benignè instruximus, ut seriam hanc mentem & voluntatem nostram plenariæ & omnimodæ executioni quantocius vel per se vel per alium mandare non supersedeat, Dilectionem vestram paterne benevoleque hortantes, ut à præsumptà sæpedicti Ducis dispositione, & desuper fundanda Successionis prætensione omnino abstineat, atque Deputatum nostrum Commissarium sivè per substitutum ejusdem Commissarium aut Mandatarium ad capiendam dicti Ducatus Hetruriæ, pertinentiarumque possessionem pro tenore instructionis suæ liberè agere sinat, neque in contrarium quidquam attentet, vel attentari curet, hoc enim modo Dilect. Vestra sibi optimè consulet, & Provinciis ac Subditis Hetruriæ contra imminens ingentis ruinæ periculum saluberrimè prospiciet, eâ præsertim habita ratione, quod in Mandato nostro ea quæ Dilectioni Vestræ aut quibuscunque aliis vel Jure allodii aut alio justo Titulo ad Feudum Imperii non spectante, legitimè appertinere dignoscentur, exceperimus, nos quippe sequiorem in casum consentanea Juris Feudalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & prævertere teneremur; meliora de suo in nostras & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obsequii studio à Dilect. Vestra præstolantes, benignum gratiæ & benevolentiæ Nostræ Cæsareæ affectum eidem de reliquo clementer confirmamus. Viennæ 13. Aprilis 1728.

Copia Mandati Cæsarei ad Subditos & Vasallos Hetruriæ, ut D. Carlos pro Domino agnoscant, eidemque præstanda præstent. Viennæ 13. *Aprilis* 1728.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Universis & singulis Nostri Sacrique Romani Imperii Ducatus Hetruriæ, ac singularum Civitatum, Castrorum, Villarum, Terrarumque eò pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, Populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus cunctisque Militibus, & omnibus aliis cujuscunque sunt Præeminentiæ, Dignitatis, Conditionis aut gradus, præsentibus aut futuris notum testatumque facimus.

Postquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Augusti Anno 1718. initi conventum fuit, ut ad pristinæ Superioritatis Imperialis Jura conservanda Status seu Ducatus à Serenissimo Magno Duce Hetruriæ modo possessi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contrahentibus agnoscantur, ac habeantur pro indubitatis S. R. I. Feudis Masculinis: Nos etiam ceu Caput Imperii, annuente Sacro Imperio, consensimus, ut, si quando casus aperturæ dicti Status seu Ducatus, ob deficientiam Hæredis Masculi contingat, tunc præsentis Hispaniarum Reginæ Filius Primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo-genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in dicto Ducatu succedant.

Cum igitur res in eo sit, ut si nobis nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitimè intrantibus, & Sacro Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus Descendentes Masculi, aut ipsius Fratres & eorum Masculi antedicti, omnia & singula debitè faciant & præstent, quæcunque fideles, obedientesque Principes & Vasallos Italicos de jure & consuetudine ex antiquis & continuis Feudorum rationibus sub Throno Imperiali constanter, & per omnia facere & præstare decet, nos in conformitate præmemorati Articuli V., & non aliter, atque in sinceram ejusdem executionem, gratiæ & exspectativæ Investituram eventualem continentis, juxta ritum ac stylum Cæsareum, solitum Diploma Imperiale, eâ, qua conventum est, Lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere ac elargiri promiserimus, eumque in finem pro Nobis & Nostris in Diademate Imperiali Successoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicto Principi Carolo, ejusque Descendentibus, nec non ex dicta moderna Hispaniarum Regina Fratribus, eorumque posteris, ut supra, legitimè natis aut nascituris Masculis, benignissimè concesserimus, & Decreto, ac Diplomate Imperiali de dato 9. Decemb. 1723. expectativam, vim, ac robur eventualis Investituræ continentem clementer elargiti simus, atque eundem Prin-

cipem

ANNO 1728.

cipem Carolum pro se suisque Successuribus Masculis, legitimo ex Matrimonio Descendentibus, nec non pro omnibus & singulis supra recensitis ipsius Fratribus & eorum Masculis ex legitimo Matrimonio natis, & nascituris memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quò scilicet præsens ex Domo Medicea Possessor sine prole legitima naturali Mascula Successionis capace, vivere desierit, de Cæsarea nostræ Potestatis plenitudine, juxta expressum, Legeque Imperiali receptum ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infeudaverimus, & investiverimus de prædicto Magno Hetruriæ Ducatu seu Statu tanquam vero Feudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipsi competentibus Juribus & pertinentiis nunc realiter & legitimè possessis, cujus infeudationis virtute idem Princeps Carolus in casu ut supra, aperturæ dicti Ducatus seu Status, immediatè possessionem omnimodam & administrationem ipsorum asserere sibi, & consequi poterit, nempe Ducatus Statusque nunc ab Hetruriæ Duce possessi, statim ac proles dicti Ducis Mascula Legitima defecerit; Vicissim autem Nobis specialibus Hispanicos per Ministros Plenipotentiarios die 24. Jan. 1724. Cameraci datis, & à Serenissimo quondam Rege Ludovico 28. Febr. deinde ratihabitis Reversalibus, quæ insuper separatis Serenissimorum & Potentissimorum Galliæ Angliæque Regum sponsionum, vulgò Garantiæ Instrumentis iisdem ferè Mensibus & anno, ac solemni denique Imperialis Nostræ Pacis Viennensis Tractatu de Anno 1725, in Articulo quarto expressè confirmata corroborataque sunt, vice ac nomine sæpe dicti Caroli Hispaniarum Infantis, ejusque Fratrum, ut supra disertis Verbis repromissum, ac sponsum, cautumque fuit, modo dictum Principem ejusque Fratres ratione præfati Ducatus seu Status nobis & secuturis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacroque Rom. Imp. perpetuò fideles & obedientes futuros contrà omnes homines, neque scientes unquam fore in consilio seu Tractatu, consensu vel facto; ubi aliquid quocumque modo contra Nos vel personam, honorem, Dignitatem aut statum aut in damnum nostrum vel detrimentum, nostrosve in Imper. legitimos Successores agitur, seu concludetur; quin imò nostrum Cæsareum & S. R. I. honorem & commodum, quantum poterunt adjuturos & promoturos, præterea si intellexerint in nostram Cæsaream personam sinistri quidpiam attentari vel machinari, id ipsum etiam pro viribus impedituros & aversuros, atque ad nostram notitiam deduci curaturos.

In casu realiter existentis aperturæ intrà annum & diem à tempore apprehensæ possessionis, & quoties ille deinceps casus evenerit, realem, actualem, & proprie sic dictam Investituram à nobis, nostris Successoribus Romanor. Imperatoribus & Regibus, memoratum Principem Carolum cæterosque, ut suprà, ipsosmet aut per legitimos, post dispensationem Imperialem pares, & sufficientes Mandatarios, tempore, loco, stiloque consuetis, requisituros, debitum Homagium facturos, ac præstitis quibuscunque penes Consilium ac Cancellarium Imperialem Aulicum præstandis, coràm throno Cæsareo capturos, & solitum desuper subjectionis ac fidelitatis Jusjurandum præstituros, prout in Feudis ac Homagiis Italicis recepti Cæsarei Romano-Germanici Juris & moris est.

Ac denique omnia eo sedulò observaturos, quæ obedientes Principes & Vassalli Nostri, & Sacri Imperii agere & præstare debent & convenit, omni simulatione ac fraude postposita; secus vero si fecerint, in conformitate totius Articuli V. Fœderis Londinensis, Nos nostrosque Successores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacrumque Imperium ad permittendam continuationem Possessionis nominati Ducatus seu Status non obstrictos fore, proinde ea suprema potestate nostra Imperiali Vobis omnibus, & singulis nostri Sacrique Rom. Imp. Magni Ducatus seu Status Hetruriæ ac singularum Civitatum, Castrorum, Villarum, Terrarumque ea pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Militibus, & omnibus aliis, cujuscunque sint præeminentiæ, Dignitatis, conditionis aut gradus, præsentibus & futuris seriò mandamus, ut in antememorato casu, nostrum ad vos destinatum Cæsareum Commissarium Plenipotentiarium, (Tit.) Carolum Borromæum aut ejus Subdelegatum sive Subdelegatos, quem aut quos ad capessendam, nostro Sacrique Rom. Imp. Nomine, in favorem sæpè dicti Principis Caroli Possessionem Magni Hetruriæ Ducatus, & pertinentiarum amplis Mandatis instruximus, atque Plenipotentiâ munivimus, cum subditis sibi Cæsareis Copiis recipiatis, eique in omnibus debitam submissionem & obedientiam præstetis, eâ Lege, ut quandocunque sæpe memoratum Principem Carolum ipsum præsentem ad vos advenire contigerit, eundem tanquam verum & legitimum Dominum ac Principem vestrum agnoscatis, solitum ipsi Homagium, fidelitatis Jusjurandum, Reverentiam & obedientiam præstetis, faciatisque omnia ea quæ fideles & obedientes Vassallos veris & legitimis Dominis & Principibus facere & præstare decet ac oportet, nonobstantibus quibuscunque quæ alias aut aliter observari videntur, etiam Juramento, si quodpiam, ut fertur, Serenissimi quondam Electoris Palatini, Principi viduæ aut quibuscunque aliis hunc in finem præstitum fuerit, quibus omnibus & singulis ex certâ nostra Potestatis plenitudine expressè derogamus, hocque ob notorium, Potestatis defectum, actusque nullitatem, nullum, vanum, irritum, & non obligatorium declaramus, consequenter omnes vos & singulos à quocunque obligationis & Juramenti vinculo vigore harum absolvimus, prout iis derogatum, hocque annullatum, vanum, irritum; & non obligatorium, declaratum, vosque omnes, & singulos absolutos habere volumus, quatenus nostram, & Sacri Romani Imperii gravissimam indignationem, pœnasque ejusdem Constitutionibus insertas evitare volueritis; atque hæc est seria mens & enixa voluntas nostra, harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum, & Sigilli nostri Cæsarei appressione munitarum &c. Viennæ die 13. Aprilis 1728.

Copia Decreti Cæsarei ad Senatum Florentinum de permittenda D. Carolo possessione Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

SAcræ Cæsareæ Majestatis Caroli Sexti Domini nostri Clementissimi nomine, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, & Senatui, Populoque Florentino hisce intimandum.

Supremè fatam Sacram Cæsaream Majestatem indignante animo percepisse, dictum Senatum de indubitata Sacri Romani Imperii Feudali Magni Ducatus Hetruriæ & ejusdem Prærogativarum ac pertinentiarum qualitate haud ignarum, non tamen erubuisse in grave Suæ Cæsareæ Majestatis & pristinæ in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis præjudicium & damnum prætensum quoddam Successionis Decretum in favorem Serenissimi quondam Electoris Palatini Dominæ Viduæ, natæ Hetruriæ Ducis, pro Casu deficientis aliquando absque naturali Legitima prole Masculina stirpis Mediceæ, circà annum 1713. concludere, & concipere, illudque Serenissimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hujus nominis tertio præfatæ Dominæ Viduæ genitori porrigere, atque tradere.

Cum verò eadem Sacra Cæsarea Majestas dictum Decretum pro intrinsèce nullo & irrito semper habuerit, & etiamnum habeat, adeò ut pro abundanti solum ea plenitudine Potestatis Cæsareæ illud hisce cassare, abrogare, annullare, atque cassatum, abrogatum, & annullatum declarare voluerit.

Hinc etiamsi fortitan Juramentum quoque pro illa aut aliis supervenerit, vigore hujus præfatum Consilium ac Senatum seriò adhortari decrevit, ut existente per obitum Serenissimi Domini Joannis Gastonis ultimi Magni Hetruriæ Ducis & possessoris absque prole Mascula casu aperturæ ejusdem Feudalis nostræ Ducatus Hetruriæ, idem ab hujusmodi, & omni alia Machinatione quæ facta jamdum à Cæsarea Sua Majestate in persona Serenissimi Hispaniarum Infantis Domini Principis Caroli Successionis dispositioni quoque modo obversari posset, eò magis abstinere sciat, quò certius aliàs gravissimam ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & insuper mulctam centum Marcarum auri puri irremissibiliter incursurus sit, de qua seria mentis suæ voluntate altissimè fata Sacra Cæsarea Majestas dictum Senatum hocce Decreto suo Imperiali aulico certiorem reddi jussit. Signatum Viennæ sub altissimæ Sacræ Cæsareæ Majestatis sigillo secreto.

ANNO 1728.

Ordre du Conseil Aulique de l'Empire au Gouverneur du Milanez de mettre l'Infant D. Carlos en possession de la Toscane.

SUr la Communication, de la part de la louable Chancelerie de l'Empire du Pleinpouvoir en Date du 13. du passé adressé par S. Majesté Imperiale, à son Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre possession du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vint à mourir inopinement, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majesté Imperiale ait donné à connoitre ses gracieuses intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaun, lui ordonnant d'agir de concert avec le susdit Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratione Militaris assistentiæ*, mais sur tout d'agir en tout ceci avec secret, il est à propos de donner communication au susdit Gouverneur du contenu de l'Ecrit ci-joint.

C'est pourquoi nous envoyons aujourdhui une Copie de la reponse faite à la Chancelerie de l'Empire, qu'il est agreable au Conseil de Guerre Imperial que vous soyez toujours prêt à rendre ledit service.

Ex Consilio Bellico le 1. *Mai* 1728.

A. F. E. Sgr. de POZZO D'HARTENEG. m. pp.

NOn seulement nous nous en raportons à ce que S. M. Imperiale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écrit depuis à Mr. à l'occasion de la mort inopinée du Grand Duc de Florence, mais aussi à la Patente du 13. du passé qui nous a été communiqué par la Chancelerie de l'Empire & dont Copie est-ci jointe par laquelle Sa Maj. Imperiale a donné Pleinpouvoir au C. Charles Borromée pour prendre possession des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr....., pour votre Instruction afin qu'en consequence vous agissiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratione Militaris assistentiæ* vous dirigiez tout avec lui le plus secretement possible, à ce que *eveniente casu* ledit C. Charles Borromée ou son Substitut puisse se servir à propos des secours necessaires pour la prise de possession effective en sorte qu'ils soient envoyés à tems & dans les Lieux convenables sans retardement, ainsi que vous Mr.... trouverez convenir suivant votre grande prudence & votre Experience dans les choses Militaires & pour le service de Sa Maj. Imperiale &c. Vienne le 5. May 1728.

Nomine inclyti Consilii Aulæ Bellici, au Gouverneur du Milanez le Velt-Maréchal Comte D'HOMEN.

LXII.

11. Mai. *Extrait du Contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de* MECKLENBOURG, *publiée par le Conseil Aulique le* 11. *Mai* 1728.

L'Empereur suspend entierement la Régence du Païs de Mecklenbourg apartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de son Frere le Duc Chrétien Louïs, comme l'Héritier présomptif, & le plus proche selon le rang, de la manière détaillée ci-dessous.

I. Le Duc Chrétien Louïs doit prendre sur lui ladite Régence au nom de S. M Imperiale, & la continuer jusqu'à ce que l'Empereur en dispose autrement.

II. La Commission Imperiale en Mecklenbourg absoudra, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conseillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Sermens, par lesquels ils ont été liez au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maitre, & les obligera par Serment jusqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Imperiale & à son Administrateur, leur enjoignant de prêter dûë obéïssance à celui ci.

III. L'Administrateur Imperial nommera & présentera à l'Empereur six personnes bien versées dans les affaires du Païs, d'entre les Etats Principaux, dont S. M. Imperiale choisira deux pour Assistans de l'Administrateur aussi long-tems que l'Empereur le trouvera bon.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Administration, la Commission Imperiale fera souvenir l'Administrateur des Sermens, par lesquels il est obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de se conduire touchant son Administration de la manière, que ses Prédécesseurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformement aux Concordats, Constitutions & Coutumes du Païs, comme aussi aux Ordonnances Imperiales fondées là-dessus, à quoi l'Administrateur s'engagera par une promesse par écrit.

V. L'Administrateur fera ensorte que moyennant l'assistance des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin soit vuidée au plutôt des Troupes du Duc aîné, & qu'une Garnison proportionnée au besoin, y soit mise des Milices du Païs engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à son Administrateur, comme aussi que les fâcheuses Excursions & Vexations, pratiquées jusques ici par la Garnison de Domitz, soient empêchées.

VI. Durant ladite Administration l'Empereur ordonne une competence de quarante mille Ecus, Monnoye courante par an pour le Duc aîné, & vingt-cinq mille pour le Duc Administrateur, outre son Appanage.

VII. L'Empereur notifie ce que dessus par Lettres au Duc aîné Charles Leopold, & lui fait savoir qu'à cause de sa desobéïssance, manque de respect, opiniâtreté, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indispensable de lui ôter l'Administration du Païs, & d'en revêtir provisionnellement son Frere Chrétien Louïs, ordonnant au Duc aîné de s'y soûmettre.

VIII. L'Empereur prend dans sa protection speciale le Duc Chrétien Louïs avec sa famille, comme aussi les Etats du Païs, les Conseillers & autres Serviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toute force & opposition, renouvellant pour cet effet le Conservatoire ou Protectoire du 25. d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Prusse, comme Duc de Magdebourg & Con-Directeur du Cercle de la Basse-Saxe.

IX. L'Empereur notifie la même chose par Lettres au Duc Chrétien Louïs, lui ordonnant de se charger de cette Administration provisionelle, de l'exercer au pied des Instructions & Ordonnances Imperiales, & de se conformer du reste à ce que le Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commissaire Imperial lui annoncera & reglera, & de faire part de tout cela aux Etats de Mecklenbourg, les assurant que l'Empereur pourvoiera, sans délai selon la Justice, sous cette Administration, à leurs Griefs, & les protegera suffisamment contre toute sorte de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Administrateur d'employer conjointement avec les Etats du Païs tous les soins imaginables, à trouver des emprunts pour le payement du reste des frais d'exécution, moyennant des Hypotheques suffisantes, à constituer dans les Gabelles & Bailliages du Duc aîné, sous le consentement & la Garantie Imperiale, & sous une maintenue particuliere à conferer par l'Empereur au Directoire du Cercle de la Basse-Saxe, desquels emprunts la Commission Imperiale sera remboursée & indemnisée de ses Arrerages des frais d'exécution à liquider devant l'Empereur; & les Creanciers de ces emprunts recevront leur satisfaction & remboursement du provenu desdites Gabelles & Bailliages, tant pour les Interêts, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commissaire de l'Empereur, avec ordre:

1. De mettre par autorité Imperiale l'Administrateur en pleine possession & jouïssance de cette Administration.

2. De mettre entre les mains de l'Administrateur une specification complete des affaires de la Commission, & de leur état présent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Administrateur dans l'activité pleniere de son Administration quant aux affaires de Justice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Regence du Païs, en conformité des Conventions, Pactes & Coutumes, & des Ordonnances Imperiales, fondées là-dessus.

3. Im-

Anno 1728. 3. Immediatement là-dessus le Duc de Wolfenbuttel pour éviter des frais & Griefs ulterieurs, congedicra & rapellera la Subdelegation entiere, & les Troupes de la Commission qui se trouvent en Mecklenbourg.

4. Il assûrera en même tems au nom de l'Empereur, la Commission Imperiale, qu'elle obtiendra promptement son dédommagement pour les Arrerages des frais de la Commission, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commission Imperiale aura envoyé à l'Empereur, de la maniere cy-devant pratiquée, les Comptes desdites liquidations, pour être examinez à la Cour Imperiale.

XI. L'Empereur par des raisons d'importance à ce le mouvant, étend le Conservatoire du 25. d'Octobre 1717. constitué sur la Maison Electorale & Ducale de Bronswic-Lunebourg, sur le Roi de Prusse, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Basse-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Prusse, que S. M. Imperiale a résolu cette extension du Conservatoire, par une confiance particuliere pour le Roi de Prusse, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers, & qu'avec les autres Conservateurs, ou bien lui seul, il voudra pourvoir à la sureté parfaite du Duc Chrétien-Louis, comme Administrateur de l'Empereur, comme aussi des Etats Provinciaux, Conseillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de besoin des moyens suffisants conformes aux Constitutions de l'Empire sans exception, contre toutes les oppositions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté; l'Empereur espere aussi que le Roi de Prusse ne refusera pas de s'acquitter efficacement des Commissions ulterieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majesté Imperiale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extension du Conservatoire aux autres Directeurs du Cercle, & Conservateurs Imperiaux, les chargeant, qu'en vertu de ce Conservatoire, & de son extension, eux *omnes vel singuli* ayent à maintenir le Duc Chrétien-Louis dans les fonctions de son Administration, & entr'autres, qu'ils ayent à prêter main forte à l'Administrateur à sa requisition par les Milices du Païs, après qu'elles auront juré fidelité à l'Empereur, avec l'assistance, en cas que la necessité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Administrateur puisse venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin, & du changement de sa Garnison cy-dessus mentionnés. La même Main forte doit aussi être prêtée à l'Administrateur incontinent, sans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agit de la sûreté de l'Administrateur contre toute sorte de violences.

C'est pourquoi l'Empereur se promet que lesdits Directeurs du Cercle & Conservateurs Imperiaux, ne manqueront pas de se déclarer envers S. M. I. conformément à sa volonté.

LXIII.

1729. *Octroi du Roi d'*ESPAGNE *accordé en 1720. à une Compagnie de la Province de* GOIPUSCOA *pour negocier aux* CARAQUES.

LA Province de *Guipuscoa* voulant faire éclater en toute occasion son zéle ordinaire pour le service de Sa Majesté & l'avantage de ses Sujets, & surtout dans la conjoncture présente, où l'on voit les Espagnols miserablement dépouillez du Commerce vers les *Caraques*, qui est tombé au pouvoir des Nations étrangeres, qui possedent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent revenir, comme leur apartenant en propre; d'où s'ensuit le préjudice notoire qu'en reçoivent les Droits importans que Sa Majesté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Espagne entiere par la cherté du *Cacao* & le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-aparent que la négligence des Sujets de Sa Maj. à s'apliquer avec plus de soin à ce Commerce, & à barrer les autres Nations qui en tirent tout le profit, est cause que le prix du cette Denrée au lieu de baisser, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'équiper, pour le service de S. M. & de la Nation, des Vaisseaux de Guerre de défense, d'y mettre de leurs Matelots choisis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de prévenir les susdites pertes & dommages, & faire ensuite qu'à l'avenir cet avantageux Commerce se continue avec plus de fruit, il a plû à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions suivantes. Anno 1729.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, envoiera tous les ans aux Caraques deux Vaisseaux de 40. à 50. Pièces de Canon équipez & chargez de Fruits & autres Denrées du Royaume; qu'arrivez au Port de Guayra, & y aiant déchargez, ils en sortiront pour croiser sur les côtes, & enlever tous les Vaisseaux & Bâtimens qu'ils trouveront faisant un Commerce défendu; ils pourront étendre leurs Courses depuis la Riviere d'*Orinoco* jusqu'à Rio de la Acha; pour lequel effet ils, seront fournis de Patentes de S. M.

II. Que ces deux Vaisseaux seront chargez à S. *Sebastien* ou à *Passage*, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devroient payer à *Cadix*, rendant à S. M. un service équivalent, ils partiront directement de *Guipuscoa* pour les *Caraques*.

III. Qu'en revenant avec leur Cargaison de Cacao, d'Argent, d'Or, de Tabac, de Salsapareille, de Cuirs, & autres Denrées de ces Païs-là, ils aborderont à *Cadix*, & après que les Vaisseaux auront été visitez, & les Droits Royaux payez, ils pourront, sans faire les dépenses considerables de décharger & recharger, transporter vers la *Cantabrie* telle partie de leur Cargaison qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Prises, qu'ils pourroient faire en Amerique, seront partagez, un tiers pour l'Equipage, & les deux autres tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Denrées qui seront prises pourront être vendüës aux *Caraques* en payant les Droits Royaux; les Bâtimens pris avec leur charge de Cacao & autres Denrées seront envoyez avec Registre en Espagne, & les Vaisseaux qui seront jugez propres à croiser pourront être équipez à cet effet.

VI. Que les Facteurs de la Compagnie aiant quelque partie de Cacao de reste, pourront les envoyer à la *Vera Crux*, dans les Barques destinées à ce Commerce permis aux Habitans des *Caraques*.

VII. Que les Facteurs seront obligez de fournir de Marchandises, outre la Province de *Venezuela*, celles de *Cumana*, la *Magarita* & la *Trinidad*.

VIII. Que le Gouverneur des *Caraques* sera nommé Juge Conservateur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec défense à tous Tribunaux & Ministres, d'en prendre connoissance, avec Droit d'apel au Conseil des Indes.

IX. Que lesd. Vaisseaux seront exempts de payer le Droit d'Etrangers en ce qui concerne le *Droit de Tonneau*, le Droit *Seminario*, & autres Droits que l'on a coutume de lever à *Cadix* sur les effets des *Caraques*, sur les Vaisseaux de Registre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie sous sa protection Royale, & fera jouir ceux qui en dependant des Droits & Honneurs qui apartiennent à ceux de sa Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à personne en son honneur, état, ou réputation, ni directement, ni indirectement; bien au contraire ce sera un nouveau lustre ajouté à sa Noblesse, à ses services, & à son caractere, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Octroi, les Loix & Conditions suivantes.

I. Cette Compagnie sera érigée sous la protection de *Saint Ignace de Loyola*, Patron de *Guipuscoa*.

II. Le profit qui reviendra de cette Compagnie, sera distribué entre tous les Interessez, sans qu'aucun d'eux en particulier puisse faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie sera de 500. Piastres de 15. Reaux de Billon chacune.

IV. Le fond de ces Actions sera payé aux Lieux & aux termes qui seront indiquez par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie sera d'un Million & demi de Piastres.

V. Chaque Actionnaire pourra ceder ou vendre son Action ou ses Actions à son gré & d'une maniére légitime.

VI. Aussi-tôt qu'on aura amassé tout l'Argent nécessaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs feront une Assemblée générale des Interessés, pour prendre une résolution touchant le temps & le lieu où se devra faire ce Voyage, & faire les autres reglemens nécessaires pour cela.

 VII.

ANNO 1729.

VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura huit Actions, aura une voix, celui qui aura 16. Actions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Interessez qui seront absens pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au dessous de 12. mille Piastres d'Actions ne pourront donner leur Procuration qu'à une autre Personne interessée dans la même Compagnie Desorte qu'il n'y aura que ceux qui y seront Interessez pour plus de 11000. Piastres, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procuration à des Personnes qui n'y soient point du tout Interessez.

IX. La même Assemblée générale reglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infliger à ceux qui n'observeront par ses reglemens.

X Ladite Assemblée reglera aussi l'Ordre que devront observer les Teneurs de Livres de la Compagnie, les Reviseurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie: de même que leurs apointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entenduës & exprimentées dans le Commerce, & qui ayent au moins 16. Actions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni ceder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, ne pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour regler les Dividens, &c.

XV. Les Reviseurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront raport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration; & ils en convoqueront une pareille, lorsqu'il faudra faire un Divident extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Reviseurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui apartiendra à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne decideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire construire des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la maniere qui leur plaira. Ils auront aussi l'inspection sur les Cargaisons qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la premiere Assemblée générale.

XX. Lesdits Directeurs prêteront Serment, dans la premiere Assemblée générale en présence des Députez de la Province de *S. Sebastien.*

XXI. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Teneurs des Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les apointemens.

XXII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie; on nomme, pour remplir cet Emploi, Mrs. Joseph-Miguel Bildolosa, Prieur du Consulat de *S. Sebastien*, Dominique-Grégoire de Yun-Y-Barvia; Joseph-Lepeola; Jean-Antoine Claesens; Joseph d'Aërdi, avec mille Piastres d'apointement chacun: mais la premiere Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIII. Les Reviseurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs; & on a nommé pour cet emploi, MM. Pierre-Antoine d'Arbayza & Jean-François Lopez, auxquels on a assigné 300. Piastres d'apointement, jusques à ce que la premiere Assemblée générale ait augmenté, ou diminué cette Somme.

XXIV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Cacao sur un pié raisonnable parmi ses Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats; les Directeurs & les Assemblées générales seront tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands desseins.

LXIV.

9. Nov.

Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense Mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE, *conclu à Seville le 9. Novembre 1729.*

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes, & un seul vrai Dieu.

LEURS Serenissimes Majestez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, désirans avec un égal empressement, non-seulement de renouveller & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir desormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne* ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Guillaume Stanhope*, Vice-Chambelan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la *Grande-Bretagne*, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur *Benjamin Keene*, Ministre-Plenipotentiaire de Sadite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Serenissime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de *Brancas*, Lieutenant-General de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Géneral au Gouvernement de *Provence*, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Serenissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Jean-Baptiste d'Orendayn*, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secretaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur *Joseph Patino*, Commandant de *Alcuesca*, dans l'Ordre de *St. Jaques*, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant-Géneral des Rentes generales, & son Secretaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des *Indes* & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & pour toûjours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne*, le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi d'*Espagne*, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense reciproque de leurs Etats & Interêts: Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précedens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une maniere aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traités étoient inserez ici de mot à mot. Leursdites Majestez promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En consequence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance Defensive, de se garantir reciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéissance, en quelques Parties du Monde qu'ils soient situez, comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez; en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent reciproquement d'employer leurs Offices, aussi-tôt qu'Elles en seront requises,

Anno 1729.

fes, pour obtenir fetisfaction à la Partie Lezée, & pour empêcher la continuation des Hostilitez: Et s'il arrive que lesdits Offices ne soient pas suffisans, pour procuter, fans delai, fatisfaction, Leursdites Majestez promettent de fournir les Secours suivans, conjointement ou féparement; c'est-à-dire, Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Se Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si le Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaisseaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subsides en Argent, il lui fera libre de choisir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent à proportion de la dépense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majestez fusdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie feront comptez fur le pié de dix mille Florins de *Hollande*, & mille Chevaux fur le pié de trente mille Florins de *Hollande* par Mois; & on observera la même proportion à l'égard des Vaisseaux qui doivent ête fournis: Leursdites Majestez s'entre-fecourront de toutes leurs forces, & même déclereront le Guerre à l'Agresseur.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très-Chrétienne eyant prétendu, que dans les Traitez conclus à *Vienne*, entre l'Empereur & le Roi d'*Espagne*, l'Année mille fept-cent vingt-cinq, il y evoit plusieurs Clauses qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, anterieurs à l'Année mille fept-cent vingt-cinq, Sa Majesté Catholique déclere, par le present Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laissera subsister, en vertu desdits Traites de *Vienne*, aucun Privilege contreire eux Traitez ci-dessus confirmez.

IV. Ayant été convenu par les Articles Preliminaires, que le Commerce des Nations Angloise & Françoise, tent en *Europe* qu'aux *Indes*, feroit retabli fur le pié des Traitez & Conventions enterieurs à l'Année mille fept-cent vingt-cinq, & nommement, que celui de le Nation Angloise en *Amerique* s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres nécessaires feront expediez de part & d'autre, fans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déja été, foit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, foit pour suppleer à ce qui pourroit manquer à l'entier retablissement du Commerce, fur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été stipulé par les Preliminaires, que toutes les Hostilitez euroient à cesser de part & d'eutre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilitez, foit en *Europe*, foit aux *Indes*, les Puissances Contractantes concourroient à le reparation des dommages soufferts par leurs Sujets respectifs; & que nonobstant cela on allegue que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique on e continué des Actes de Trouble & d'Hostilitez, il est convenu par ce présent Article, que pour ce qui regarde l'*Europe*, Se Majesté Catholique fera réparer au plûtôt les dommages qui y ont été soufferts depuis le tems prescrit par les Preliminaires pour le Cessation des Hostilitez, & que pour ce qui regarde l'*Amerique*, Elle fera eussi reparer au plûtôt les dommages qui y auront été soufferts depuis l'arrivée de fes ordres à *Cartagene* le vingt-deuxieme jour de Juin mille fept-cent vingt-huit. Et Sadite Mejesté Catholique publiera les défenses les plus rigoureuses pour prevenir de pareilles violences de le part de fes Sujets: Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur pert, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui euroit été einsi fait, & de donner de pareils ordres pour le Conservation de la Peix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il fera nommé des Commisseires, avec des Pouvoirs suffisans de la part de Leurs Majestez Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à le Cour d'*Espagne*, dans l'espace de quatre Mois, après l'échenge des Ratifications du present Traité, ou plûtôt si faire se pourre, pour examiner & decider touchant les Vaisseaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'eux tems marquez dans l'Article precedent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & decideront, felon les Traitez, les Pretentions respectives qui regardent les abus que l'on fuppose evoir été commis dens le Commerce, tant eux *Indes* qu'en *Europe*, & toutes les autres Prétentions respectives en *Amerique*, fondées fur les Traitez, foit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement discuteront & décideront les Prétentions que Se Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille fept-cent vingt un pour la restitution des Vaisseaux pris par la Flote Angloise dans l'Année mille fept-cent dix-huit. Et lesdits Commissaires, eprès avoir examiné, & décidé les fusdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procedures à Leurs Majestez Britannique & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de six Mois eprès ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui eura été ainsi decidé par lesdits Commissaires.

VII. Il fere eussi pareillement nommé de la pert de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Se Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les Griefs generalement quelconques que les Parties interessées auroient à former respectivement, foit par le restitution des Bâtimens faisis ou enlevez, foit par rapport au Commerce, Limites, ou eutrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la Signature du present Traité, & cela fans autre délai ulterieur, fous quelque motif ou prétexte que ce foit.

IX. On effectuera dès-à-présent l'Introduction des Garnisons dans les Places de *Livorne*, *Porto-Ferraro*, *Parme* & *Plaisance*, en nombre de six mille Hommes des Troupes de Se Majesté Catholique, & à fa Solde, lesquels ferviront pour la plus grande Assurence & Conservation de la Succession immédiate desdits Etats en faveur du Serenissime Infant Don *Carlos*, & pour être en état de resister à toute Entreprise & Opposition qui pourroit être fuscitée au préjudice de ce qui a été reglé fur ladite Succession.

X. Les Puissances Contractantes feront dès à-présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à le Dignité & au repos des Serenissimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, afin que les Garnisons foient reçûes avec le plus grande Tranquillité, & fans Opposition, dès qu'elles se presenteront à le vûe des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garnisons feront eux présens Possesseurs le Serment de défendre leurs Personnes, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne fere point contraire au Droit de Succession, reservé au Ser. Infant Don *Carlos*, & les présens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y foit contraire.

Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, fous eucun prétexte que ce puisse être, des effaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-exprès de rendre aux Serenissimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, tous les respects & honneurs Militaires, qui font dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'introduction desdits six mille Hommes des Troupes de Se Majesté Catholique, & à fa Solde, étent d'assurer au Serenissime Infant Don *Carlos* le Succession Immédiate des Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaisance*, Sa Majesté Catholique promet, tant pour Elle que pour fes Successeurs, qu'aussi-tôt que le Serenissime Infant Don *Carlos*, fon Fils, ou tel autre qui fera à fes Droits, fere Possesseur tranquille desdits Etats, & en fûreté contre toute invesion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui feront siennes & non pas propres à l'Infent Don *Carlos*, ou à celui qui fera à fes Droits; ensorte que par là, ladite Succession & Possession reste essurée & esempte de tous Evenemens.

XII. Les Puissances Contractentes s'engagent d'etablir, felon les Droits de Succession qui ont été stipulez, & de maintenir le Serenissime Infant Don *Carlos*, ou celui à qui passeront les Droits, dans le Possession & jouissance des Etats de *Toscane*, de *Parme* & *Plaisance*, lorsqu'il y fera une fois établi; de le défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce foit qui penseroit à l'inquieter; se déclarant par ce Traité Garantes à perpetuité du Droit, Possession, Tranquillité & repos du Serenissime Infant & de fes Successeurs euxdits Etats.

XIII. A l'égard des eutres Détails ou Reglemens concernant la Menutention desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaisance*, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, en conviendront per un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord fere fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, com-

Anno 1729.

comme s'il étoit inseré de mot à mot dans le présent Traité.

XIV. Les Etats Generaux des *Provinces-Unies* seront invitez d'entrer dans le présent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puissances dont on conviendra.

Les Ratifications du present Traité seront expediées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres-Plenipotentiaires de S. M. Brit. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui seront ci-dessous transcrits, avons signé le present Traité; & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, *Fait à Seville*, le 9. jour de Novembre, 1729.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

ARTICLES SEPARE'S.

I. BIEN que conformement aux Articles Preliminaires il ait été dit par l'Article IV. du Traité signé ce jourdhui, que le Commerce de la Nation Angloise en *Amerique* seroit rétabli sur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il est déclaré encore par le present Article entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & sera sous la même Garantie que le Traité signé ce jourdhui, que sous cette dénomination generale, sont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à *Utrecht* les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille sept-cent & treize, dans lesquels sont compris le Traité de mille six cent soixante & sept, fait à *Madrid*, & les Cedules y mentionnées; le Traité posterieur fait à *Madrid* le quatorze Decembre mille sept-cent quinze; comme aussi le Contract particulier nommé communement de l'*Assiento*, pour l'Introduction des Esclaves Negres aux *Indes-Espagnoles*, qui fut fait le vingt-six Mars de ladite Année mille sept-cent treize, en consequence de l'Article XII. du Traité d'*Utrecht*; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'*Assiento*, fait le vingt-six Mai mille sept-cent seize: Tous lesquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, seront dès aujourdhui, (même pendant l'examen des Commissaires) & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'observation desquels Sa Majesté Catholique fera expedier au plûtôt, s'ils ne l'ont été, les ordres & Cedules nécessaires à ses Vicerois, Gouverneurs & autres Ministres à qui il appartiendra, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, afin que sans aucun délai ou interprétation, ils les fassent observer & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres nécessaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'*Espagne* en tous les Pais de sa Domination, sur le pié porté par lesdits Traitez, & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En consequence, tous Vaisseaux, Marchandises & Effets qui n'auroient pas été pris ou saisis pour cause de Commerce illicite, & qui seroient prouvez dès-à-présent par des Preuves & Documens autentiques, avoir été detenus, saisis ou confisquez dans les Ports d'*Espagne*, soit en *Europe*, soit aux *Indes*, & nommément le Vaisseau le *Prince Frederic* & sa Cargaison, s'ils ne l'ont déja été, seront restituez immédiatement, dans la même espece pour ceux qui se trouveront en nature; ou à ce défaut, la juste & vraye valeur selon l'Estimation, qui, si Elle n'en a pas été faite dans le tems, sera reglée sur les informations autentiques que les Proprietaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes où auront été faites les saisies: S. M. Brit. promettant de sa part le reciproque pour toutes saisies, Confiscation ou détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majestez Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles saisies, Confiscation ou détentions de part & d'autre, dont la validité ne seroit pas encore suffisamment éclaircie, la discution & la decision en seroient remises à l'examen des Commissaires, pour y faire Droit sur le pié des Traitez ci-dessus mentionez.

Les présens Articles Séparez auront la même force que s'ils étoient inserez de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui: Ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles dudit Traité.

En foi dequoi nous soussignez Ministres-Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Tr. Chrét. & de S. M. Cath.: en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons signé les presens Articles Séparez, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le neuviéme jour de Novembre mille sept-cent vingt neuf.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

LXV.

ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 21. Nov.

Au Nom de la Très-sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois Personnes distinctes, & un seul Dieu.

COmme leurs Serenissimes Majestez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la fureté de leurs Royaumes & Etats, & conserver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été signé à *Seville* le 9. Novembre 1729: conformement au XIV. Article de ce Traité, les Etats Generaux ont été invitez d'y acceder (*ici est inséré l'Instrument du Traité*) lesdits Etats ayant désiré de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit., T. C. & Cath.; & L. H. P. souhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conservation & l'établissement de la Tranquillité publique; Elles sont très-sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'acceder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite Union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établissement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Generaux présupposent que les Alliez se communiqueront reciproquement, avec une entiere confiance, leurs sentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de nécessité, les plus efficaces, pour conserver & maintenir toutes les Possessions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts tant en *Europe* qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'est là le véritable but & intention de Leursdites Majestez, L. H. P., pour donner des marques du desir qu'Elles ont de se lier plus étroitement avec L. M., & de la haute estime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont résolu d'acceder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Ministre Plenipotentiaire, (*ici sont les titres de Mr. vander Meer*) lequel étant entré en Conference avec les autres Ministres Plenipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accederont, comme le susdit Plenipotentiaire a déclaré qu'ils accedoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le présent Acte, s'engageant envers Leurs Majestez susmentionnées à tout ce qui y est contenu, de la même maniere que si elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention est telle qu'il est exprimé ci-dessus, elles accepteront, ainsi que les susdits Ambassadeurs Ministres & Plenipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majestez, s'engageant envers L. H. P. à tout ce qui est contenu dans ledit Traité entierement de la même maniere que si elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majesté Très-Chrét. confirment & renouvellent en consideration de Leurs Hautes Puissances tous les engagemens où elles sont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entiere satisfaction, tant par raport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Ostende aux Indes, que touchant les affaires d'Oostfrise; & Sa Maj. Cath. s'obli-

ANNO 1729.

s'oblige de la même maniere, & par la même confideration, d'entrer dans les mêmes engagemens, auffi-tôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Généraux prometrent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt fi faire fe peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de befoin n'a pu être reglé dans le Traité, on eft convenu qu'il confiftera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entiere fatisfaction fur leurs Griefs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce foit rétabli fur le pié des précédens Traitez. L. H. P. promettent de faire la même chofe par raport aux Griefs de Sa Majefté fondez fur les Traitez: Et en cas qu'il furvienne quelques difficultez dans l'examen desdits Griefs, dont on ne puiffe convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puiffances nommeront des Commiffaires pour en traiter fur le pié reglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inferé ci-deffus touchant les Commiffaires des autres Puiffances.

S'il arrivoit que Sa Majefté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le prefent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions fecretes, par raport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puiffance que ce foit, les mêmes Droits ou Prerogatives feront immediatement accordez aux Sujets de L. H. P., qui feront traitez en tout comme la Nation la plus favorifée, conformement à ce qui eft ftipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puiffances ont reprefenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Acceffion fignée aujourd'hui, elles feroient attaquées & troublées de maniere qu'elles feroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défenfe; & que ce cas arrivant, le tems néceffaire pour voir le fuccès des bons offices qui feroient emploiez, & après lesquels feulement leurs Alliez font obligez de leur donner les Secours ftipulez dans le fecond Article du prefent Traité, les expoferoit à de grands inconveniens, & les lafferoit expofez à la plus violente invafion fans être fecourues par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la confervation de la Republ. confentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être expofée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les fecours promis par l'Art. II fans attendre le fuccès de leurs bons offices & de leurs inftances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agreffeur pour en obtenir la fatisfaction & la reparation convenable.

Le préfent Traité d'Acceffion des Etats Généraux fera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications feront échangées à la Cour d'Espagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du préfent Traité, ou plûtôt fi faire fe peut; en foi de quoi, &c. *A Seville le 21. Novembre 1729.*

LXVI.

1730. 16. Avril.

LAUDUM *ou Déclaration des Ducs de* **SAXE-GOTHA** *&* *de* **BRUNSWIC** *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* **PRUSSE** *& de la* **GRANDE-BRETAGNE**, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril* 1730.

COmme il eft furvenu depuis quelque tems entre le Très-Illuftre & Très-Puiffant Prince Frederic-Guillaume, Roi de Pruffe, Marcgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du S Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neuchatel & de Vallangin d'une part, & le Très-Illuftre & Très-Puiffant Prince George II, Roi de la Grande Bretagne, &c. Duc de Brunswick & de Lunebourg, Archi-Trefórier, & Electeur du St. Empire Romain, &c., de l'autre part, quelques Differens qui auroient pû caufer dans la fuite des Troubles dangereux, fi Leurs Majeftez, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la Tranquillité publique & la confervation de leurs propres Terres & Sujets, n'avoient, par une particuliere Providence de Dieu, pris la Réfolution de remettre ces Differens à l'Arbitrage & à la Décifion de deux Princes de l'Empire. Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha & Altenbourg, & Nous Augufte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, avons été choifis pour cet effet par L. M. le Roi de Pruffe & le Roi de la Grande-Bre-

ANNO 1730.

tagne, & Nous avons été dûëment requis non feulement d'envoyer fans perte de tems nos Miniftres-Plenipotentiaires à Brunswick, comme le Lieu nommé pour la tenuë du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces Négociations, afin de s'y affembler, mais auffi que Nous, Duc Frederic, ferions conduire à Brunswick, par un Détachement de nos Troupes, les Gens reclamez par le Roi de la Grande Bretagne, afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, confervant néanmoins pendant ce tems là, la libre & entiere difpofition tant desdites Gens reclamez que dudit Détachement: Et que Nous, Duc Augufte-Guillaume, d'un autre côté, ferions pareillement conduire à Brunswick, par un Détachement, les Bas Officiers & Soldats retenus en arrêt à Hanover, pour les y faire garder jusqu'à la fin du Congrès par notre Garnifon, le tout conformement aux Conventions du 2. & 6. Septembre & 2. Octobre derniers. Après que, pour l'avancement du Bien Public, & afin de donner des marques de notre eftime particuliere pour L. M., Nous eûmes de part & d'autre accepté cette Requifition, & qu'en confequence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, & fait garder jusqu'à préfent à Brunswick les Gens arrêtez, conformément à la Convention réciproque, Nous nommâmes nos Miniftres Plénipotentiaires; favoir, de la part du Duc Frederic, Monfr. Chrétien d'Uffeln, Confeiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism. de Rautencrantz; & de la part du Duc Augufte-Guillaume le Baron Jean Fred. de Stain Confeiller Privé, & le Colonel Elie Niephagen, lesquels, après que les Plénipotentiaires des 2. Rois; favoir, Monfr. Chrétien-Otto Mylius, Confeiller Privé de Juftice & de Guerre, & Auditeur-Général de Pruffe, & Mr. François-Conrad Hotze, Confeiller de Hanover, & Auditeur-Général, eurent produit des informations fuffifantes & des preuves par écrit des circonftances néceffaires de l'affaire, ont enfin, avec l'affiftance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Païs en Allemagne; & Nous avons jugé à propos de faire connoître par un Ecrit particulier notre Sentiment à cet égard, & de l'expofer dûement comme une Médiation & Décifion.

Ainfi, d'autant que, conformément à la Déclaration, exhibée le 3. & 4. Avril par les Plenipotentiaires refpectifs des 2. Rois, on eft convenu à l'amiable, tant par raport aux 202. Pruffiens reclamez, que par raport à une reclamation ulterieure refervée de la part de S. M. Brit., comme auffi touchant l'échange des Bas-Officiers & Soldats Pruffiens arrêtez, qui doit préceder celui des autres, Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha, &c., & Nous Augufte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, reconnoiffons que c'eft conforme à la juftice & à l'équité, que des Gens reclamez de la part du Roi de la Grande-Bretagne, & qui font actuellement fous la garde du Détachement de Saxe-Gotha, il foit rendu à S. M. Pruffienne,

George Dietrich Catz,
Henry Math. Ziegler,
Chrét. Kuhn du Pr. Albrecht,
Joachim Koch,
Michel Rommenfen,
Jean George Kniemeyer,
Jean Henry Daleke,
Ern. Fred. Dondorf,
Jean Heinrichs,
Gasper Jasper,
Jacob Fred. Warneke,
Jean Henry Krafft,
Jean Chrift. Francke,
Fred. Guil. Hubert,
Hen Chrift. Jurgens,
Jean Garlip,
Joachim Schubart,
Godefroy Thiele.

Et à Sa Maj. Britannique.

Jean Jurgen Hendeman,
Jean Lohmann,
Hans Pierre Portun,
Franç. Dietrich,
Chrét. Déker,
Joachim Henry Moller,
Chrét. Hoppe,
Joachim Wiehe,
Nicolas Hilgemann,
Chrét. Wienecke,
Daniel Wichmann,
Hans Henry Gerhardi,

ANNO 1730.

Chrét. Kuhn du Reg. de Dönhoff,
J. Christ. Hollborn,
Gaspar Ziegler,
Godefroy Freidel,
Henry Hartwig Bietgen,
Dettloff Steverman,
Etienne Petersen.

Lesquelles persoñnes seront remises le lendemain de l'Echange des Bas-Officiers & Soldats Prussiens aux 2. Plenipotentiaires de L. M., autorisez pour cet effet: Et qu'il soit restitué à l'Etudiant Gausen les 150. Risdalers qui ont été confisquez, ainsi que S. M. Prussienne l'a déja ordonné. Mais quant aux Personnes de

Jean George Heeden,
Pierre Otrens,
Jean Henry Zwingmann,
Pierre Jasper,
Jean Achilles,
George Fred. Reichknecht,
Jean George Hellmann,
Nicolas Smiking,
Joachim Bancke,
Jean Christ. Brettschneider,
Frederic Grappe,
Frederic Guil. Ulrich,
Jean Luhmann.

Lesquelles, quoique reclamées, n'ont pû être conduites à Brunswick, les Certificats & Documens exhibez de la part de S. M. Prussienne à cet égard sont reconnus comme suffisans: Cependant, L. M. se reservent leurs prétentions respectives, au cas qu'on puisse recouvrer quelqu'une desdites Personnes.

En foi de quoi Nous avons signé la présente Décision, en qualité de Princes de l'Empire, choisis pour cet effet, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à *Friedenstein* le 16. Avril, & à *Wolfenbuttel* le 18. Avril 1730. *Etoit signé* FREDERIC, Duc de *Saxe*. AUGUSTE-GUILLAUME, Duc de *Brunswick-Lunebourg*.

LXVII.

20. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la* GR. BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKÉES *en Amerique.*

I. D'Autant que vous *Scavagusta Oukah* Chef de la Ville de Tassetsa, vous *Scalilosken Ketagustah*, vous *Tathtowe*, vous *Clogottah*, vous *Kollannah*, & vous *Ukwanequa*, avez été envoyez, par *Moytoy de Telliquo*, avec l'aprobation de toute la Nation des Cherrokées dans une Assemblée tenuë à Nikossen le 14 Avril 1730 vers le Chevalier Baronet Alex. *Cuming* dans la Gr. Bretagne, où vous avez vû le grand Roi George, aux pieds duquel ledit Chev. Alex. Cuming a mis, par ordre exprès de *Moytoy* & de tout le Peuple de Cherrokées, la Couronne de votre Nation, les Cranes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre soumission; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puissante & grande Nation des Cherrokées ses bons Enfans & Sujets, nous a autorisé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme si toute la Nation des Cherrokées, ses vieilllards, ses jeunes Hommes, ses Femmes & ses Enfans étoient ici presens: & vous devez considerer les paroles que nous vous disons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maitre, que vous avez vû; & nous considererons les paroles que vous nous direz comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & sincere envers le grand Roi; sur quoi nous vous donnons quatre piéces de serge rayée.

II. Ecoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en tous Lieux & des deux côtez des grandes Montagnes & des grands Lacs, sont son Peuple & ses Enfans qu'il cherit, que leurs amis sont ses amis, & leurs Ennemis ses Ennemis; qu'il lui étoit agreable que la grande Nation des Cherrokées vous ait envoyé ici, pour polir la chaine de l'amitié qui est entre lui & eux, entre votre Peuple & son Peuple; que la chaine d'Amitié entre lui & les Indiens de Cherrokées est comme le Soleil qui éclaire également ici & sur les hautes Montagnes qu'ils habitent, & qui échaufe les cœurs des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni rouille ni ordure à cette chaine, & que comme le grand Roi tient ataché un bout de cette chaine à sa poitrine, son intention est que vous preniez l'autre bout de cette chaine pour l'attacher à la poitrine de *Moytoy Telliquo* & à celles de vos sages vieillars, de vos Capitaines & de votre Peuple, ensorte qu'elle ne se rompe & ne se detache jamais; & sur cela nous vous donnons deux pieces de Drap bleu.

ANNO 1730.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherrokées étant ainsi unis par la chaine d'Amitié, il a ordonné à ses Enfans les Indiens de la Caroline, de trafiquer avec les Indiens, & de les pourvoir de toutes les Denrées dont ils ont besoin, & de se hâter de bâtir des Maisons & semer du bled depuis Carelstadt jusqu'à la Ville des Cherrokées au de là des grandes Montagnes, car il souhaite que les Indiens & les Anglois vivent ensemble comme les Enfans d'une même Famille dont le grand Roi est le cher Pére; & d'autant que le Grand Roi a donné ses Terres des deux côtez des grandes Montagnes, aux Anglois ses Enfans, il accorde aux Indiens de Cherrokées le Privilege de vivre où ils voudront; & sur cela nous vous donnons une piece de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherrokées étant à present les Enfans du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant leur Pére, les Indiens doivent considerer les Anglois comme Freres d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combatre contre quelque Nation que ce soit, soit blancs ou Indiens, qui inquiéteroient ou attaqueroient les Anglois: & sur cela nous vous donnons 20. fusils.

V. La Nation des Cherrokées aura soin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de sang dans le chemin où les Anglois blancs marcheront, si même ils étoient accompagnées de quelque autre Nation avec qui les Cherrokées seroient en Guerre; sur quoi nous vous donnons 200. Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherrokées ne permettra pas que ceux qui la composent, ayent Commerce avec d'autres blancs qu'avec les Anglois, & n'accordera à aucune autre Nation de bâtir aucun Fort ou habitation, ou de semer du bled au milieu d'eux, soit près de quelques Villes des Indiens soit sur les Terres apartenantes au Gr. Roi; & si l'on entreprenoit quelque chose de semblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous sachiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits du grand Roi sur les Terres de la Caroline. Surquoi nous vous donnons 500. Liv. de Bales à Mousquets & 500. Liv. de Boulets de Canons.

VII. Qu'au cas que quelqu'Esclave noir se sauve de chez son Maitre Anglois dans les Bois, les Indiens de Cherrokées feront leur possible pour le prendre, & le ramener au Plantage d'où il s'est enfui ou chez le Gouneur; & les Indiens auront pour chaque Negre qu'ils rameneront ainsi un fusil & un habit de sentinelle; sur quoi nous vous donnons une boite remplie de Vermillon avec 10. mille pierres à fusil, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tuât un Indien, le Roi ou Chef des Cherrokées en portera premierement ses Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre sera puni suivant les Loix comme s'il avoit tué un Anglois, & de même si un Indien tuoit un Anglois, l'Indien coupable sera livré au Gouverneur qui le punira suivant les Loix Angloises & comme s'il étoit un Anglois, sur quoi nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à ressort, 4. douz. de Chaudieres & 10. douz. de Ceintures.

IX. Vous devez savoir que tout ce que nous vous avons dit, sont les paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & pour marque que son cœur est ouvert & sincere pour ses Enfans & amis les Cherrokées & pour tout leur Peuple, il donne sa main dans cette Bandouliere, demandant qu'elle soit reçuë & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfans & petits-Enfans pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpetuer ce Traité de Paix & d'Amitié entre les Anglois & les Cherrokées aussi longtems que les Montagnes & les Rivieres dureront & que le Soleil éclairera, sur quoi nous vous donnons cette Bandouillere. *Etoit signé*,

Oukah Ulah.

Par ordre des Commissaires à Whitehal le 20. Sept. 1730.
ALVRED POPPLE.

Scalilosken Ketagustah.
Tathtowe.
Clogottah.
Kollannah.
Ukwanequa.

Et plus bas étoit,

Ceci soit pour la sureté de *Moytoy de Telliquo*, que j'ai vû, examiné & aprouvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-dessus, auquel lesdits Indiens ont donné leur consentement par mon avis.

Signé, ALEX. CUMMING.

SUPLE-

SUPLEMENT
A CE TOME,

*Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'*OOSTFRISE.

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueil ne feroit pas complet, si nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Imperiale par le Prince d'un côté & par les Etats du Païs de l'autre.

ANNO 1721.

Decret de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. *en Date du 18. Août 1721.*

18. Août. DE la part de Sa Majesté imperiale CHARLES VI notre très-gracieux Seigneur, favoir faisons aux Etats du Païs d'Oostfrise, y compris la Ville d'Embden: que Sa Majesté imperiale s'est fait raporter très-humblement & selon toutes les circonstances, l'ample Représentation du Prince d'Oostfrise, au sujet de l'état présent dans ledit Païs, faisant voir, que les desordres dans l'administration des choses les plus importantes pour le bien public ne provient que de l'injuste diminution des Droits Seigneuriaux, & de l'inspection générale qui y est inséparablement attachée; & qu'après une mure deliberation elle a trouvé, que les sentimens & l'intention dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui apartient de son Païs, d'une maniere conforme aux Constitutions connuës de l'Empire en général, & en particulier aux Résolutions, Decrèts, Accords, & Conclusions des Diètes en Oostfrise, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Païs, en faisant cesser les desordres qui s'y sont glissez, & que pour l'exécution de ce loüable dessein, il cherche le puissant appuy de Sa Majesté Imperiale comme du Juge suprême, contre tous ceux qui oseroient empêcher ladite abolition des dangereux abus, & par conséquent les soins salutaires pour tous les Habitans du Païs.

C'est pourquoi Sadite Majesté Imperiale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griefs contre la Ville d'Embden, au sujet du refus qu'elle a fait de donner son consentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer sa quote-part arreragée, suivant les Ordonnances Imperiales, la fournir à l'avenir regulierement à commencer du jour de la Datte, & continuer toujours de même. Elle doit aussi non seulement répondre du tems passé, pourquoi, au grand préjudice du Païs & à la charge des autres Etats, elle n'a pas satisfait depuis tant d'années à sadite quote-part, mais aussi promettre de quelle maniere, & en combien de tems, elle satisfera dûement auxdits arrerages, & indemnisera ainsi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griefs contre les Etats du Païs, & les Administrateurs des Deniers publics, ils doivent

1. Toujours mettre en ligne de compte les amendes des contrevenans aux Ordonnances des Fermes, & d'en payer à l'avenir au Prince sans contradiction la moitié qui lui a été appropriée par les Documens qu'il a produits; aussi doivent-ils temoigner leur bonne volonté en dressant des comptes, comme ils y sont obligez, du montant des Arrerages de la moitié desdites amendes.

2. Ils doivent aussi dûement demander toutes les Sommes restantes sous quel nom que ce soit, & ne doivent permettre en aucune maniere, qu'elles s'accumulent faute d'être demandées, aussi doivent-ils presser incessamment le payement de l'Argent arreragé qui s'est mis dans la Recette du Païs, & qui n'a point été reçu.

3. Ils doivent dresser les comptes du Païs sur le pied de l'ordre du Païs, & y mettre specialement & bien circonstancié tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent observer la même chose par raport à la dépense, & annoter soigneusement à chaque Article l'année, le Mois & le jour, & comment chaque dépense a été employée à l'usage destiné, c'est-à-dire, à l'avantage de l'Empire & du Païs, à quoi ils doivent joindre les Certificats nécessaires.

*4. Comme ce n'est pas un des moindres Griefs du Prince, que les Impôts du Païs, dont le Prince fait lever une Partie considerable sur ses Héritages Patrimoniaux, sont employez à des frais de Procès pour des personnes qui sont en dispute avec le Prince, comme aussi à des présens pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les mérites, plus au payement des Intérêts des Capitaux négociez par les Etats du Païs, sans que le Prince, bien loin d'y avoir consenti, en ait seulement eu connoissance, & enfin à des frais de Legations & Commissions préjudiciables à la Maison du Prince, & que cette entreprise doit être regardée comme injuste, insuportable & digne de punition; Sa Majesté Imperiale ordonne de même severement, que les Etats du Païs & Administrateurs doivent éviter à l'avenir cet abus de divertir ainsi les Deniers du Païs, & se garder aussi par raport à ce point, de ne le point attirer de l'embaras & de la punition en y contrevenant. Et poura le Prince liquider en particulier le dommage qui lui a été causé par de telles injustes dépenses, lequel lui doit être restitué, permis pourtant à la Partie contraire d'alleguer ses exceptions. Outre cela

5. Il paroit par toute ladite Représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint, viennent principalement de là, que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par raport à la Revision des Comptes du Païs, à l'exclution entiere du Prince, & qu'ils ne font guéres d'attention à ses Représentations Paternelles; & comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune aparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Païs, qui ne prennent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majesté Imperiale, en vertu de son Pouvoir suprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la justice, veut qu'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Deniers publics du Païs d'Oostfrise, de laquelle il y a à craindre plusieurs fâcheuses consequences, & déclare par le présent Décret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même pour cet effet, l'inspection générale sur les Deniers publics, afin que de la maniere susmentionnée ils soient portez dûement au Compte, & bien employez aux usages, auxquels ils sont destinez; qu'outre cela il peut demander raison & réponse des irregularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépense, & exiger satisfaction des Sommes illégitimement assignées,

ANNO 1721.

signées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations: Que les Etats du Païs & Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Païs au Commissaire du Prince avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & dûëment écouter ses avis salutaires, & donner tous les Eclaircissemens qu'il demande.

Sa Majesté Imperiale déclare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693. n'ont pas été liquidez en présence, avec l'aprobation, & la Quitance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par conséquent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regitres, Quittances, & autres Piéces qui y apartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est déclaré par le present Décret, sur lequel ils ont en tout tems à se regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront liquidé entr'eux ne passera pour valable, ni qu'eux, ou leurs Heritiers, ne seront quittes de la justification, pour autant qu'ils ne soient ratifiés & autorisés de la maniére susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en cas que, contre toute attente, il se trouvât, à la Revision des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la décision en doit être laissée à Sa Majesté Imperiale, à laquelle pour cet effet sera envoyé le Regitre des Comptes, avec un raport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & deduction des raisons de deux côtez; & en attendant cette décision Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'un propre pouvoir. Auquel Ordre Imperial, comme une regle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

De plus Sa Majesté Imperiale exhorte encore très-gracieusement les Etats du Païs d'Oostfrise, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils se comportent pareillement d'une maniere irreprochable, afin qu'on puisse voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils font attention à l'obligation qui en résulte, de procurer le maintien & l'avancement de son avantage, & de s'abstenir au contraire de tout dessein opposé au respect & obéïssance du Prince, & préjudiciable à ses Intérêts & à ses Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le secourir d'une assistance convenable par an, est assez fondée dans lesdits Documens, & qu'outre cela il est conforme à l'équité, que les Etats du Païs marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la respectueuse estime qu'ils ont pour son bon & louable Gouvernement; Sa Majesté Imperiale ordonne très-gracieusement par le présent Décret auxdits Etats d'Oostfrise, de se déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des payemens annuels, d'une maniere si cordiale, équitable & en même tems obligatoire, que leur amour, fidelité & respect pour leur Prince soient vûs, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sadite Majesté Imperiale ordonne à tous les Etats du Païs d'Oostfrise, & Administrateurs, comme aussi en particulier à la Ville d'Embden, par l'obéïssance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'unique Chef de l'Empire Romain, d'observer & exécuter la susmentionnée Résolution Imperiale en tous ses points fidellement & inviolablement, sans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéïssance, sous peine de la disgrace Imperiale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur paition réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes *Aurich* & *Norden*, & du Troisiéme Etat, avec les preuves de leur dûë obéïssance.

Sa Majesté Imperiale assure tous les Etats du Païs de sa grace, &c.

Signé à Vienne le 18. Avril 1721.

ANNO 1721.

*Succinte Déduction, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du 18. Août 1721. se trouve fondé sur les anterieures Résolutions Imperiales pour le Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Conclusions des Diètes, & Résolutions des Etats du Païs.*

I. QUe la Ville d'Embden doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Païs, est fondé dans les Textes suivans.

Art. 2. & 4. de l'Approbation des Etats d'Oostfrise aux Comtes Edzard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 2. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Conclusion de la Diète d'Embden du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 2. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 305. avec la note marginale sur la 6e. quote-part qui se trouve dans la liste des Accords imprimée à Embden 1612.

Résolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. *in fine.*

II. Qu'au Prince du Païs appartient la moitié des amendes pécuniaires, qui sont collectées par le College des Administrateurs & qui annuellement doivent être payées, est fondé

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Païs du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag. 414. & 15.

Art. 2. Approbation & Conclusion de la Diète du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du College de Justice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 10. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns restans aux Fermiers, est fondé

Art. 19. Approbation du 9 Octobre 1612. Conclusion de la Diète du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes. O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Païs, que les recetes & débours doivent être mis en ligne de Compte, suivant l'ordre du Païs, avec des Certificats signés *cum anno, mense, die & loco*, est fondé

Chap. 3 Conclusion de la Diète d'Embden de 1606. & particulierement No. 8. O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

Tit. 4. Ordonnances de Justice du College. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépense de Procès, que des personnes particulieres soutiennent contre le Prince du Païs, ne doivent être remboursées des Deniers publics du Païs, est fondé

Art. 21. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusions de la Diète de Norden de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

VI. Qu'aucuns présens pour des Patriotes inconnus, ne doivent être mis en ligne de Compte, est fondé

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. déja allegué au §. 4.

VII. Que les Etats du Païs à l'insçû & sans le consentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de son Païs, & qu'il ne convient pas aux Etats de disposer des Deniers publics à l'insçu & sans l'approbation du Prince, est fondé

Art. 8. 9. 10. Decret Imperial 1589. O. H. Tom. 2. pag. 4.

Art. 8. & 9. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 90.

Art. 4. Conclusion de la Diète d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Conclusion de la Diète de Norden de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 35.

Art. Resol. Imperial. de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 140.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Chrétien, contre les Administrateurs des deniers du Païs, & la Résolution des Etats donnée là-dessus de 1662. dans laquelle on y est demeuré expressément aux Textes allegues

ANNO 1721. guez du Decret Imperial de 1589. Recès d'Exécutions d'Embden de 1590.

Art. 9. Convention d'Hanover de 1693. O.H. Tom. 2 pag 1061.

VIII. Que le dommage causé au Prince par cette mauvaise Administration & dépensa des Deniers, lui duivent être restituez, est fondé

Dans les Taxtes ci-dessus alleguez.

IX. Que les Etats du Pais n'ont pas una libre & volontaire Administration des Deniers publics sans le consentement du Prince, est aussi fondé dans les Textes ci-dessus alleguez, mais il est aussi spécialement contraire aux Statuts & Constitutions de l'Empire, contre lesquels aucuns *Pacta* ou Statuts Pruvinciaux ne peuvent valoir. *Vide Instrum. Pac. Osnabr.* Art. 8. §. 7. *Contra hanc actionem, &c. &c. Capit. Leopoldi.* Art. 3 §. 7. *Capit. Josephi.* Art. 3. *Caroli* VI. Art. 15. A quoi servent aussi toutes les Conclusions des Diètes dans lesquelles sur l'avis des Etats, par la Prince Regnant, sont faits certains Reglemens pour l'Administration des Deniers publics.

X Que la Prince doit avoir son Commissaire ou Inspecteur dans le Collega des Administrataurs, qui ait la suprême auturité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne soient amployez qu'*ad destinatos usus:* Cela parla de soi-même par tout ce qui est allegué ci-dessus, outra cela il est fondé dans les Tastes specianx suivans.

Art. 18. Des approbations du Corps da la Noblesse d'Oostfrise du 11. Janvier 1605. O. H. Tom. 2. pag. 315. *In fine.*

Cap. 1. §. 2. Conclusion da la Dieta d'Embden du 7. Fevrier 1614. O. H. Tom. 2, pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag 639

Rasolution des Etats du 26. Mars 1682. O. H. Tom. 2. pag. 985.

XI. Que les Etats sont obligez de donner annuellement une certaine & considerabla Somme d'Argent à leur Prince, est fondé

Art. 9. Decret Imperial de 1598. dont le contenu est déja allegué au § 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recès d'Exécution d'Embden da 1590. O. H. Tom 2. pag. 9.

Art. 112. & 120. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148 *In fine.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art 4. Convent. d'Hanover da 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII Que les Etats n'ont pas le pouvoir de maniet les affaires communes du Païs à l'exclusion du Prince, paroît bien de soi même par la liaison naturelle qu'il y a entra un Prince & les Etats de son Païs, particulierement il est fondé

Art. 1. Convention du 1. Nov. 1678. entre la Princesse Christina-Charlotte comma Regenta & Tutrice, & les Etats O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 18. Fevr. 1633. plusieurs fois alleguée.

XIII. Qu'il est défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puissances, tant dedans qu'au debors de l'Empire, & qu'au contraire, en cas de dispute, ils sa doivent adresser à Sa Majesté Imperiale, & se contenter de sa très-juste décision, est fundé

Art. 55. Resolution Imperiala de 1597. Extrait du Protocola du Conseil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 569.

Extractus Protocolli du Conseil Aulique du 15. Juin 1582. Nombra 1. O. H. Tom. 2. pag. 986. Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 7. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hanovra de 1693. O.H. Tom. 2. pag. 1061

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agir contre la Bourguemaître & le Senat d'Embden, même avec défense pénala pour le maintien & le rétablissement de ses hauts Droits, est fondé

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comtessa Anne pour la Villa d'Embden O.H. Tom. 2. pag. 198. & 199.

Art. 10 Rasolutions Imperiales da 1597. O. H. Tom. 2. pag 93

Art. 28. Mandats Imperiaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag 295

XV. Que la Ville d'Embden est obligée à reconnoitre le Prince du Païs pour son vrai & immediat Seignaur Hérédiaire & Prince, de lui obeir & êtra fidella & soumisa, est fondé

Art. 24. Resolutions Imperiales da 1597. O.H. Tom. 2. pag. 85.

Art. 77. Mandat du 17. Mars 1602. O. H. Tom. 2. pag. 282. *& seq.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garnison, ainsi nomméa d'Embden, n'est consentie que seulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en servir hors de la Villa, sans le consentement du Prince, & qu'en cas contraire, alla est renuë *ipso facto* pour cassée: ast fondé

Art. 14. Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Resolution da Marienhuys du 2[?] Juillet 1619. O. H. Tom. 2. pag. 575.

Actes de la Diete d'Embden imprimez en 1602. pag. 31. Resol. 1.

XVII. Qu'au Prince appartient en proprieté la Doüana tant au dedans que hors la Villa d'Embden: est fondée

Recès d'Executions de Norden da 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 2.

Convention de Delfzyl de 1595. *Ibidem.*

Resolution Imperiale de 1597. *Ibid.*

Concordats da 1599. *Ibid.*

Accord d'Osterhuysen da 1602. 1603. & 1611. *Ibid.*

Sentence du Conseil Aulique da 1612. *Ibid.*

Mandat Imperial de 1622. *Ibid.*

Sentenca du haut Conseil de Hollande du 24. Fevrier 1635. *Ibid.*

XVIII. Restitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a souffert dommage par la mauvaise administration des Administrateurs déportez, & par la retenuë *de facto* de la Doüana.

XIX. La permission à donner aux Juifs pour l'entrée dans la Ville d'Embden, appartient au Prince, & est fondé

Resolution Imperiale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 2. pag. 211. §. 10.

XX. Rendra compte des Deniers du Païs depuis la Convention d'Hanovre en 1693.

XXI. Qua la Chambre du Tresor ne doit pas être toujours à Embden; mais qu'alle peut être déplacéa par les Etats, avec la consentement du Prince, ast fondé

Sur la Resolution de la Diete de Norden de 1599. il a été trouvé bon que ladite Chambre devoit être à Aurich, où alla a été aussi effectivement; mais par la brigue de ceux d'Embden, à la Conclusion de la Diete d'Embden du 1606. ella est revenue dans leur Ville. Ceux d'Embden ayant ensuite chassé de leur Ville deux Administrateurs qui ne vouloient pas s'accommoder selon eux, c'est pourquoi les Etats dans l'annéa 1615. ont derechef déplacé ladite Chambre à Aurich; quelque tems après elle fut replacée à Embden, sans que les Etats l'ayent changée depuis, & y est confirmée par Sa Majesté Imperiale.

De tout ce que dessus, il paroît assez que Son Altessa la Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il damande seulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à redresser les abus & mauvaises Administrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Païs & de ses bons Habitans.

*Déduction abregée & solide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden* 1723. 1723.

I. LEs *Accords d'Oostfrise* qui servent de basa au gouvernement de certa Province, na font que trop connoître avec quelle application, des Ministres mal-intentionnez ont travaillé, de tems en tems quoiqu'inutilement par la grace de Dieu, à saper les Libertez, Droits & Privilegas bien acquis des Etats d'Oostfrisa, qui sont tels qu'il y a peu de Païs dans l'Empira, qui puisse sa vanter d'en avoir de pareils; & sur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit *de consentir, lever & employer, selon leur bon plaisir, à l'exclusion du Prince, les Contributions & les Taxes.*

ANNO 1723.

Mais le Tout-puissant ayant visité dans sa colere la bonne Province d'Oostfrise en 1717. par une horrible inondation, ensorte que les Digues ayant été rompues, plusieurs funestes conjonctures ont empêché jusqu'à présent (1723.) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui est cause qu'une partie du Païs étant encore couvert d'eau, ressemble à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches sont réduits dans une effroyable misere. Les Ministres du Prince ont cru que la conjoncture étoit favorable pour contester devant le Trône Imperial les Libertés que les Etats d'Oostfrise ont si précieusement conservé jusqu'à présent; & ils ont réussi jusqu'au point d'obtenir secretement, sous de faux exposez par rapport à cet Article principal, un Decret Imperial du 18. Août 1721. C'est pourquoi l'on a trouvé à propos d'exposer ici les Articles des Accords du Païs & des Decrets Imperiaux émanez sur les disputes arrivées, avec connoissance de cause, & à la priere des intéressez; & par ce moyen, de démontrer si évidemment les Droits des Etats, que les personnes les plus simples en puissent être convaincuës.

II. Avant l'année 1606. il n'y avoit en Oostfrise aucune regle fixe pour l'Administration des Revenus du Païs; les Etats pourvoyoient dans l'occasion au nécessaire, & de cette maniere de tems immemorial ils ont eu & conservé la libre disposition des Deniers, sans le concours du Seigneur du Païs, en sorte qu'il est dit expressement dans le Recès de la Diète de Marienhuys de l'an 1605.

Enfin pour en venir à l'Administration de tous & chacun desdits Deniers du Païs, puisque ces *pecuniæ Populo & Ordinibus*, *ratione Proprietatis & Dominii*, *ergo pleno jure* appartiennent aux Etats de cette Comté, & que *casus*, *periculum & commodum* desdits Deniers, selon tout Droit, les intéressent seuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raison, l'entiere disposition & Administration *pro arbitrio*, leur en appartient *tanquam Dominis*.

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de dresser ainsi chaque fois des regles pour l'Administration des Deniers Publics, les Etats sont convenus dans la Diète tenuë à Embden en 1607. d'établir un College reglé auquel on pût confier l'Administration de ces Deniers du Païs, & dans le Recès de la Diète Chap. I. on fit le Reglement suivant.

1. Quant à la perception & employ de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté sont convenu que, *locus Ærarii communis*, sera établi & fixé dans la Ville d'Embden, que la garde desdits Deniers sera confiée au Receveur general qui sera élu, après qu'il aura donné Caution suffisante; comme aussi seront confiez les Sceaux & Lettres concernant les Etats, à la garde du College des Assignateurs, leur recommandant de choisir dans la Ville d'Embden un endroit qui leur paroîtra convenable: Neanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Païs, il restât quelque Somme considerable sur laquelle le Receveur n'auroit point eu d'Assignation, elle seroit renfermée par les Assignateurs dans la Caisse du Païs, dans la Maison de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Administration des Deniers publics & des Taxes, deux Assignateurs de chaque Ordre, & ainsi six de la part des Etats de cette Comté: Savoir, de la part des Nobles Schwer *van Dehlen*, & Jost *Beninga*; de la part des Villes Focko *Bolsum Krummigu* & Otto *Loringa*, & de la part du Tiers Etat Hero *Boyen* & Ubbo *Foelrichs*, qui sont autorisés à choisir une personne capable pour leur Secretaire; & il dépend du bon plaisir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au College des Assignateurs un Commissaire ou Inspecteur de sa part, tel qu'est à present Maurice *Ripperda*, mais *de maniere qu'il ne s'arroge point de donner sa voix, ni d'administrer lesdits Deniers du Public*.

Ce Reglement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Païs d'exercer la moindre autorité dans l'Administration des Deniers Publics, puisque les Etats aiant statué entr'eux sur cette Administration, sans le concours du Prince, *ont établi de leur part six Assignateurs pour les administrer*, laissant seulement à la disposition du Prince de leur joindre un Commissaire *qui ne donneroit point sa voix*, *encore moins pourroit s'arroger l'Administration desdits Revenus*.

III. A peine eut-on ainsi reglé & fixé l'Administration des Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits indisputables des Etats. Car le Comte *Enno III.* Seigneur très-entreprenant, & qui porta divers coups aux Libertez des Etats, *voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers consentis par les Etats:* Mais les Etats firent voir si clairement que cela leur appartenoit, qu'il fut obligé de laisser, par accord provisionnel de l'an 1607. Art. 1. *La perception, direction & disposition des Deniers Publics au College des Administrateurs ou Assignateurs*, comme il paroît par les termes du Texte.

ANNO 1723.

Que Son Excellence se désistera *de la perception ou direction* des Deniers accordez & des Contributions consenties par les Etats, & remises à la disposition des Assignateurs, les laissant lever tranquillement & les laissant remettre au Receveur General établi, pour les payer & employer par ordre des Assignateurs, conformement à leurs instructions & aux Recès de la Diete.

D'où l'on doit encore conclure que le consentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir posé pour base du Reglement susdit qu'*il dépendoit privativement des Etats seuls de consentir, lever & employer les Deniers Publics*; il fut statué expressement dans le Recès de la Diete d'Embden de l'an 1606. Chap. 3. §. 10. que le Receveur general rendroit compte de la Recette & de l'Employ des Deniers Publics, aux Députez des Etats, en presence du Commissaire du Prince, mais *de telle maniere que si le susdit Commissaire ne se trouvoit point present au tems fixé, le Receveur general ne seroit pas moins tenu de rendre compte aux Deputez des Etats*: Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur general) y étant requis, lorsque les Assignateurs tiennent leur Assemblée ordinaire tous les six Mois, *de rendre compte à ceux qui à cet effet seront toujours députez à l'avenir, en presence de quelqu'un commis par Son Excellence, & des Assignateurs des Etats: & au cas que le Commissaire de S. Exc. ou l'un des Assignateurs ne se trouve pas* in loco Ærarii, *au tems fixé pour la reddition des Comptes, il sera tenu de rendre lesdits Comptes à ceux qui se trouveront presens.*

Ce qui est une preuve autentique que le Seigneur n'a aucun Droit de se mêler ni de l'Administration, ni de la perception des Deniers Publics: les personnes les plus simples comprendront aisément qu'autrement son Commissaire dans le College des Assignateurs auroit eu le pouvoir de donner sa voix, & que l'on n'auroit pu recevoir la reddition des Comptes sans son concours; sans parler de tous les Registres des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de tems immemorial il n'y a jamais eu que les Députez des Etats qui ont reçu & quittancé les Comptes du Païs, sans le concours, & seulement en presence du Commissaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diète d'Embden de l'an 1618. *Cap. de Collegio Administratorum Art. 1. cum Resol.* il est dit que le Comte Enno n'a pas voulu se contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allegué §. 4. *pour assister à la reddition des Comptes*; mais qu'il y avoit comparu en personne avec deux Commissaires & les Gens de sa suite, apparemment pour intimider par sa presence les Députez des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont protesté *à ce que Son Excellence ne s'oppose pas à la disposition libre des Deniers Publics qui leur appartient seuls:* Et ils ont obtenu que Son Excellence se contenteroit *d'envoyer un Commissaire* NB. POUR OUIR *la reddition des Comptes*.

GRIEF.

En consequence du Recès d'Embden, Son Excellence joindra audit College, lors qu'on rendra les Comptes seulement un Commissaire, mais n'y comparoîtra pas en personne avec deux Commissaires & toute sa suite, *pour ne pas mettre obstacle à la libre disposition des Deniers qui appartient de Droit aux seuls Etats.*

RELATION.

Le Seigneur Comte veut bien se contenter *d'envoyer un Commissaire* POUR OUIR *la reddition des Comptes*, conformement au Recès d'Embden *Chap.* 3. *Art.* 10. outre l'Inspecteur établi par le *Chap.* 1. *Art.* 2.

VI. Il paroit clairement par le Texte suivant du Recès

ANNO 1723.

Recès de la Diete de Norden de l'an 1620, non seulement que ni le Seigneur, ni aucun Membre des Etats ne peut arrêter *de facto*, ni s'opposer ou s'empêcher en aucune maniere les Contributions & moyens de Collectes consentis avec ordre, NB. *par les Etats*, ou ceux qui pourront à l'avenir être consentis avec ordre, NB. *par les Etats*, jusqu'à ce que NB. *les Etats* établissent un autre reglement convenable; mais même *le consentement & l'emploi des Deniers du Païs y est expressement reservé aux Etats seuls, à l'exclusion du Comte*; ce qui est une nouvelle preuve indisputable que le Seigneur du Païs ne doit en aucune maniére se mêler de ce qui concerne les Collectes. Voici ce Texte.

De plus son Excellence & un chacun ayant trouvé effectivement & par experience que le manque de payer le Garnison d'Embden, & les autres Créanciers du Païs, comme aussi les délais, empêchement & supression des Contributions consenties unanimement, ainsi que les moyens de Collecte, & la nouvelle levée de Gens de Guerre causent une grande confusion, des défiances, & une revolte dans le Païs, *& Son Excellence ayant gracieusement déclaré d'y vouloir remedier de son côté*, les Etats pour arrêter & prevenir de tels inconveniens, ont unanimement résolu & irrevocablement consenti *de laisser le cours libre aux Contributions & moyens de Collecte qui ont été consentis, regulierement, ou qui seront consentis regulierement à l'avenir jusqu'à ce que les Etats en ordonnent autrement, & ils n'y aporteront aucun obstacle ni empêchement* de facto, *ou autrement*.

Quoique les Reglemens & Conventions faites sous le Regence du Comte *Enno* confirment & maintiennent les Droits des Etats à ce sujet, cependant ils n'ont pu en avoir l'exercice paisible; car lorsque le Comte Rudolfe Chrétien parvint à la Régence, l'Article des Collectes fut encore mis en contefte, mais les Etats defendirent si bien leurs Droits que les Etats Généraux déciderent expressement en 1626. que *l'Administration des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, apartenoit géneralement aux Etats ou au College, & que le Comte ne pouvoit s'en mêler, ni par lui-même, ni par ses Officiers, ni en avoir la direction, encore moins y donner quelque atteinte & y aporter quelque obstacle.* L'Article VII. de la Décision s'exprime ainsi:

Que Son Excellence laissera au même College la distribution des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, & ordonnera à ses Officiers & Ministres d'assister & prêter main forte aux Administrateurs, ou à ceux qui executent leurs ordres, pour l'amelioration, la perception & Collection desdits Deniers; & Son Excellence, ni par elle-même ni par ses Ministres, ne s'en mêlera pas, ni n'en prendra pas la direction, encore moins y donnera-t-elle quelque atteinte, ou quelque empêchement.

Et lorsque sous la Regence du Comte Ulric II. on fit la revision de l'Ordonnance générale des Fermes de l'an 1631. il est dit expressement Art. 11. sur le pied des Concordats,

Mais s'il arrivoit que le Fermier restât en arriere dans le payement; les Administrateurs & le Receveur Général auront le pouvoir & l'autorité de proceder dans le tems de trois jours *viâ executionis* & sans autre forme de Procès, contre le Fermier ou sa Caution, par l'Executeur établi & confirmé par nous à cette fin; & les Magistrats de chaque Place, les Drossarts, Baillifs, & Bourguemaîtres des Villes, y compris même celle d'Embden, lui prêteront main forte, s'il est nécessaire, y étant requis, & suivant l'exigence du cas, sans le lui refuser, *sans néanmoins s'attribuer directement, ou indirectement, aucun maniement, direction, inspection, connoissance, interpretation, ou Jurisdiction en ce qui concerne les Fermes & Contributions, le laissant au College, sans retarder, differer ou empêcher l'execution.*

Il fut enjoint aux Officiers du Comte de prêter main forte aux Administrateurs dans la levée des Deniers Publics, sans pour cela s'attribuer la moindre autorité dans ce qui concerne les Collectes. D'où l'on peut encore conclure, que toutes les Diètes ont eu un grand soin d'ôter à la Maison des Comtes d'Oostfrise toute occasion de préjudicier en aucune maniere par ses Officiers, au College des Administrateurs des Deniers Publics.

VIII. Lorsque Son Altesse Serenissime George Chrétien parvint à la Regence en 1660. non seulement on ne voulut pas laisser les Etats dans la paisible Administration des Collectes & des Deniers Publics, mais même on défendit par d'odieux Mandemens l'amelioration des Rôles & le payement des Taxes consenties, on s'empara avec violence des Comptoirs du Païs, on voulut s'emparer des Collectes, & dépouiller par ces violentes Procedures les Etats de leur ancienne liberté. C'est ce dont les Etats se plaignirent dans la Convention de la Haye de l'an 1662. *Cap. de Colleg. Administr. Art* 1, 4. & 7. Il est dit Art. 1.

ANNO 1723.

Quoique Son Altesse n'eût aucun Droit d'empêcher directement ou indirectement, la recepte des Contributions consenties, & tout ce qui en dépend, comme l'amelioration de Rôles, &c. comme il paroit par *l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. *Decision de l'an* 1626. *Art.* 7. *Recès de Norden de* 1620. §. *De plus:* néanmoins cela est souvent arrivé, comme en 1648. & encore en 1660. *lorsque Son Altesse Serenissime a défendu par d'odieux Mandemens penals d'ameliorer les Rôles & de payer les Taxes*, sur quoi l'on demande satisfaction & reparation pour l'avenir.

L'Art. 4. porte,

Quoique Son Altesse Serenissime n'eût pas le Droit de toucher aux Comptoirs du Païs, ni directement ni indirectement, suivant le *Recès d'Embden de l'an* 1606. *Cap.* 1., *l'Ordonnance des Fermes Art.* 11., *l'Accord provisionnel Art.* 1. 2. 3. & 5. *Decision* de 1626. *Art.* 7., cela est néanmoins souvent arrivé, particulierement cette année-ci à Lehr par le Ampts-Verwalter de Norden & ailleurs, où non seulement on a ouvert les Comptoirs de vive force, menacé les Fermiers, & emporté l'Argent Comptant, mais même on a pris à un certain Labbe Focke, dans le Bailliage de Pewsum, son propre Argent, sous prétexte que c'étoit de l'Argent des Impôts, c'est de quoi l'on demande reparation & satisfaction, & sûreté pour l'avenir, particulierement suivant l'Accord d'Oosterhuys Art. 30.

L'Article sept expose encore la chose plus clairement.

Quoique Son Altesse Serenissime *n'ait* NB. *rien à dire par raport au consentement la perception & l'Administration* des Deniers Publics & de tout ce qui en dépend, *ce qui* NB. *dépend uniquement des Etats & des Administrateurs, suivant l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. §. *Néanmoins, &c. la Décision de* 1626 *Art.* 8. *l'Accord provisionnel de* 1607. *Art.* 1. 2. 3, néanmoins Son Altesse a voulu s'arroger *Jus collectandi*, & non-seulement elle a fait déchirer par ses Ministres les Placarts des Administrateurs affichez, mais même Elle en a fait afficher d'autres, qu'elle a fait publier du haut des Chaires, comme si elle s'étoit prise dans une Diète, même après la Resolution des Etats Généraux du 3. Decembre 1660., & sans en faire mention, ce qui étoit directement en mépris & à l'énervation de la Jurisdiction des Administrateurs.

Les Etats Généraux ont donné leur décision sur cet Article en ces termes:

Les Rôles des Taxes seront revûs, alterez & corrigez suivant les Resolutions & sous l'autorité des Etats, à la verité en présence des Officiers nommez & autorisez à cet effet par Son Altesse, qui ne serviront aux Administrateurs que pour les informer.

Mais si lesdits Officiers en étant requis, refusoient de comparoître, les Administrateurs se feront informer par d'autres personnes; & dresseront ainsi les Rôles des Taxes; ainsi pour ce qui concerne l'Administration des Deniers du Païs, les Comptoirs, & ce qui en dépend, on observeront les Accords & Conventions.

Sur l'Art. IV. Leurs Hautes Puissances résolurent ce qui suit.

Son Altesse Serenissime, en consequence des Textes alleguez, ne mettra, ni ne fera mettre la main, directement ou indirectement, sur les Comptoirs du Païs, sous quelque prétexte que ce puisse être.

L'Article VII. fut décidé ainsi:

Quant au consentement, la perception, l'Administration & la recepte des Deniers Publics, on observera exactement le contenu de l'Art. 11. de l'Ordonnance des Fermes, revuë par feu le Comte Ulric le 30. Août 1631.

Ainsi il ne restera aucun doute à toute personne impartiale & de bon sens, que le consentement, la recepte & l'employ des Deniers Publics dependent des Etats seuls sans le concours du Prince; vû sur tout qu'il est dit clairement dans la Décision alleguée du premier Article, que des Rôles des Taxes seront dressez par ordre & suivant la Resolution des Etats par les Administra-

Anno 1723.

niſtrateurs, & que les Officiers du Prince ne ſerviront que pour leur donner des informations ; ſans parler que cette Déciſion contient expreſſement, que par raport à l'Adminiſtration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on obſervera les Accords & Conventions du Païs, particulierement que *le Prince n'entreprendra rien à cet égard contre les Etats.* Outre cela la Reſolution ſur le quatriéme Article dit expreſſement, que le Prince ne pourra mettre, ou faire mettre la main, ni directement ni indirectement ſur les Comptoirs du Païs. La Déciſion touchant l'Art. 7. montre clairement que tout ce qui concerne l'affaire des Collectes, a été conſervé ſans aucun préjudice aux Etats par les Traitez de la Haye, puiſqu'il eſt dit mot pour mot, que *quant au conſentement, la recepte & l'emploi des Deniers Publics, on obſervera exactement & ſans exception le ſusdit Art. 11. de l'Ordonnance generale des Fermes.* Mais il eſt expreſſement ordonné dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à préſent du Prince, ne s'attribueront ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, ou inſpection, connoiſſance, interpretation & Juriſdiction, par raport à l'affaire des Collectes : d'où il s'enſuit raiſonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par raport au conſentement, recepte, & Adminiſtration des Deniers Publics, ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction autorité, connoiſſance, interpretation ou Juriſdiction, mais qu'il doit laiſſer le tout aux Etats.

IX. Aprés la mort de Son Alteſſe Sereniſſime *George Chrétien*, on donna, ſous la Régence de la Tutrice ſa Veuve, de telles atteintes à toutes les Branches des Libertez, Droits, & Privileges des Etats, ſans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668 il fallut remedier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulierement par raport à l'Article des Collectes, voici ce qui fut reglé en 1668. *Chap. 2 du College des Adminiſtrateurs.*

Art. 1.

Les Conſeillers du Prince ont impoſé & reçu quatre Taxes Capitales ſans le conſentement des Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances prétendent que l'on doit faire reſtitution.

Ad Art. 1.

D'autant que par l'intervention amiable des Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances *la bonne harmonie & la confiance ont été rétablies entre Son Alteſſe & les Seigneurs Etats*, cette demande tombe d'elle-même, & ainſi on ne parlera plus de ladite reſtitution, de même les pretenſions pour les avances faites par Son Alteſſe aux Troupes de Lunebourg, reſteront éteintes.

Art. 3.

Ils ont défendu par des Mandemens pénals dans tous les Bailliages la levée des deux Taxes Capitales.

Ad Art. 3.

Pour les raiſons ſusdites ceci ceſſera auſſi.

Art 4.

Ils donnent des Mandemens pour cauſes de Fermes, ce qui des cauſe obſtacles aux Adminiſtrateurs dans leurs Charges.

Ad Art. 4.

Les Officiers du Prince ne ſe mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe conſtituée regulierement, d'autant que cela eſt contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Regence de la Tutrice & les Etats, rétablies par les Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances ne dura qu'autant que les Miniſtres mal-intentionnez de la Régente trouverent une occaſion favorable de tomber ſur les Etats, car à peine eut-on remedié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on ſollicita auprès de l'Empereur la caſſation du College des Adminiſtrateurs, & du prétendu mauvais uſage qu'ils faiſoient de leur autorité, puiſqu'ils s'attribuoient *un Domaine abſolu ſur les Deniers Publics à l'exclusion du Prince, & même qu'ils oſerent les regler ſelon leur bon plaiſir.* On a ſû obtenir alors une Commiſſion adreſſée au Roi de Dannemark en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, pour écouter les deux Parties touchant leurs Griefs, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'on ne put pas y réuſſir, les ouïr contradictoirement, & délivrer d'abord les *acta cum voto*, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Protocole du Conſeil Aulique raporté dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe publiée en dernier lieu Tome II. Liv. 4. No. 26. cependant on n'a pû parvenir juridiquement par la voye de cette Commiſſion, à renverſer la liberté bien acquiſe des Etats par raport à l'Adminiſtration des Revenus du Païs. Ainſi le Miniſtere du Prince ne pouvant réuſſir légitimement par cette voye à opprimer les Droits des Etats, on eut recours aux voyes de fait, on impoſa des Taxes, on les leva, & l'on ne ceſſa de donner toutes ſortes d'atteintes aux Droits des Etats, par raport aux Collectes, jusqu'à ce qu'en 1678, la Tutrice Regente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non ſeulement elle conſentit à faire rendre compte aux Etats, conformement au §. 3. de l'Accord proviſionnel de 1607. de la recette & de l'emploi des Taxes miſes & levées contre les Accords du Païs, *mais même elle s'obligea abſolument & conſtamment aux Etats pour elle & ſes Succeſſeurs de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, quelque choſe qui put arriver, encore moins* in caſibus extraordinariis ſub prætextu neceſſitatis, *ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner ou faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot*, NB de ne ſe mêler en aucune maniere *des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, Son Alteſſe promettant que ni elle, ni ſes Miniſtres, n'y donneront plus la moindre atteinte.*

Ainſi par les mêmes raiſons, *renonçoit expreſſement au Procès entamé en 1673. contre les Adminiſtrateurs touchant l'Adminiſtration independante des Deniers Publics.*

Voici comme s'exprime l'Accord d'Aurick de l'an 1678.

2. Son Alteſſe Sereniſſime par amour pour la concorde, en conformité de la Convention proviſionelle de 1607., & à la priere des Etats, leur a fait remettre toute la recepte & l'emploi, & par conſequent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Alteſſe; produiſant en même tems une exacte ſpecification des reſtes desdites Taxes qui ne ſont pas encore payez, & particulierement de ceux qui en ont été exemptez, comme auſſi du logement des Troupes. Et quoique les Etats ayent produit ſur ce ſujet pluſieurs Griefs, démontrant que par là les Accords d'Ooſtfriſe ont été violez à pluſieurs égards, cependant comme ceux qui reſtent en défaut & les exempts ſont ſpecifiez à l'avantage des Etats, par une conſideration particuliere pour Son Alteſſe Sereniſſime, par affection pour le jeune Prince, & par un ſincere deſir de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Païs, ils déclarent dès à préſent & pour toujours, qu'ils tiennent Son Alteſſe Sereniſſime & le Prince ſon Fils, franc & quitte de toutes demandes & prétenſions qu'ils pourroient avoir, *tant par* raport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Munſter, comme auſſi ils renoncent irrevocablement à toute action qui pourroit leur competer à cet égard, particulierement au *Proceſſus Mandati de reſtituendo* du Conſeil Aulique de l'Empire, mais ſe reſervent expreſſement ce qui doit leur revenir des reſtans & exempts, comme auſſi les dépens, dommages & Dettes des Quartiers des ſusdites Troupes de Munſter ou autres, contre tout autre ayant prétenſions *in genere & in ſpecie*; Son Alteſſe promettant aux Etats de ne s'y pas oppoſer, bien entendu que l'on agiſſe avec une moderation convenable, & que l'on n'intente aucune action contre qui que ce ſoit, qui auroient été en commiſſion dedans ou dehors le Païs de la part ou par ordre de Son Alteſſe, comme Son Alteſſe a promis de ſon côté de n'intenter action contre perſonne des Etats qui jusqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commiſſion au dedans ou au dehors du Païs. De plus

3. Son Alteſſe s'oblige abſolument & conſtamment envers les Etats pour elle & ſes Succeſſeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, quelque choſe qui pût arriver, encore moins *in caſibus extraordinariis, ſub prætextu neceſſitatis*, ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner, ni faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot, *de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers publics & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs: Son Alteſſe promettant que ni elle ni ſes Miniſtres n'y donneront plus la moindre atteinte.*

4. Enfin *les Procès non décidez & auxquels on n'a pas renoncé*, pendans entre Son Alteſſe & les Etats, par devant la Cour Imperiale, *reſteront reſervez aux Parties, à l'exception du Proceſſus Mandati de reſtituendo*, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci deſſus,

comme

ANNO 1723.

comme aussi le Procès entamé en 1673. par Son Altesse contre les Administrateurs, auquel S. A. renonce expressément par ces présentes.

Après avoir vû la Maison d'Oostfrise s'obliger absolument dans ces conjonctures envers les Etats, *quoiqu'il puisse arriver, de ne se point mêler des Deniers Publics, & d'en laisser le soin aux Administrateurs, renonçant expressément au Procès entamé pour leur disputer l'Administration indépendante desdits Deniers à l'exclusion du Prince*; il n'y a point de personnes impartiales & équitables, qui n'avouent qu'il est inconcevable que le Prince puisse avec la moindre apparence de Droit prétendre aujourd'hui l'inspection & la con-direction des Deniers Publics, étant absolument obligé de n'y pas mettre la main.

XI. Non-seulement Sa Majesté Imperiale Leopold a confirmé, à la priere des deux Parties, la susdite Convention de 1678. mais encore lorsque les Ministres du Prince (sans respecter cette Convention ni les autres Accords) ont voulu se servir auprès du Conseil Aulique de l'Empire du § 3. de la Capit. Leop. & du Recès de 1654. §. 102. pour ôter aux Etats le *jus collectandi*, ou *la liberté qu'ils ont de consentir, lever & employer les Taxes à l'exclusion totale du Prince*, Sa Majesté Imperiale, avec une entiere connoissance de cause, a enfin decidé très-équitablement en 1684 que les choses devoient rester sur le pied des precedens Decrets Imperiaux, avec ordre que *puisqu'il n'appartenoit pas alors à la Tutrice Regnante de s'opposer aux Administrateurs du Tresor des Etats, qui* NB *en vertu de* NB. *plusieurs Accords anciens, & de la Transaction confirmée par Sa Majesté Imperiale en 1678 en étoient en possession, tant par rapport à l'Administration qu'à l'imposition & la levée des Mois Romains &* NB *autres Taxes, elle n'y formeroit plus aucune opposition ni obstacle.*

Ce Decret Imperial qui est du 28. Juin 1684. est conçu en ces termes:

„ON nous a fait très humblement rapport du contenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à l'imposition & la levée des Mois Romains, *particulierement qu'elle ne pouvoit accorder à ses Etats la levée privative du* Turcken-stuur *exigé, non plus que l'Administration indépendante des Deniers Publics, & des* Land-sturen; demandant humblement d'en donner la Commission à notre Chambellan & Conseiller Aulique de l'Empire, le Baron de Pflittersdorf, tant pour l'un que pour l'autre, & d'exempter le Païs des Quartiers & de l'entretien des Troupes, *sans avoir égard à ce que vous alleguez de nouveau tant touchant* NB. *l'Administration, l'imposition & la levée des Mois Romains, que touchant l'expedition de notre Commission Imperiale en faveur dudit Baron de Pflittersdorf*, que nous avons déja déchargé de ce qui concerne les affaires d'Oostfrise, *nous nous en tenons aux Decrets Imperiaux que nous avons déja rendus.* Mais quant au départ des Troupes nous avons dépêché aujourd'hui nos intentions à notre cher Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainsi nous vous ordonnons de nouveau par celle ci, de legitimer quelqu'un de votre part auprès de notre Commission Imperiale, puisqu'il n'est pas tout à fait necessaire que vous comparoissiez ici en personne: *& vous n'empêcherez ni ne troublerez lesdits Administrateurs du Tresor des Etats, dans l'Administration, imposition & levée des Mois Romains &* NB. *autres Taxes, ce dont ils sont en possession en vertu* NB. *de plusieurs Accords* NB *anciens, & de la Transaction que nous avons confirmée en 1678. ensorte que vous n'avez aucun Droit de vous y opposer.*"

XII. Ce Decret s'accordoit avec les Constitutions de l'Empire, comme il étoit fondé incontestablement sur les Accords d'Oostfrise, savoir, *que l'on ne pourra employer les Constitutions de l'Empire pour renverser les Statuts particuliers d'Oostfrise*; outre que sans avoir recours à plusieurs citations, on sait qu'en general les Constitutions de l'Empire se reçoivent *avec reserve des Pactes, Accords, Privileges, Reversales, & autres dispositions faites avec les Etats du Païs, par lesquelles on a pourvu à ce qui les concerne & les Sujets de chaque Place.* En particulier, lorsque la Diete de l'Empire souhaita d'étendre le susdit passage du Recès & de la Capitulation Imperiale à toute sorte de cas, voulant qu'on ne pût y opposer ni Accords ni Privileges, particulierement que les Etats, sans égard pour aucun Privilege, ne pussent s'arroger l'Administration particuliere des Deniers Publics, Sa Majesté Imperiale déclara gracieusement dans ses Resolutions envoyées à la Diete en 1670. qu'elle ne pouvoit accorder cela, & qu'au contraire elle étoit obligée de laisser chacun dans le Droit qui lui appartenoit de la même maniere qu'il avoit été pratiqué jusqu'alors.

Deplus il a été amplement pourvu dans tous les Accords d'Oostfrise, que le Prince ne pourra demander aucun Mandement Imperial contre eux, & qu'il n'aura pas recours aux Constitutions de l'Empire, pour s'y délivrer de ses obligations, ou se dégager de leur entiere observation: on peut trouver dans l'*Histoire d'Oostfrise Tom. II. Liv. 4. num. 2. pag.* 885. la Déclaration du Prince à cet égard lorsque les Etats se plaignirent que l'on tâchoit de renverser les Accords du Païs à force de Mandemens Imperiaux, & à la faveur des Constitutions de l'Empire: la voici

„SON Altesse Serenissime ne sait pas que ses Prédécesseurs ayent jamais demandé des Mandemens Imperiaux pour éluder l'observation des Accords, *& il n'est pas d'intention de le faire.* Quant à l'exemple qu'on allegue, cela est arrivé à la priere des Etats mêmes; au reste Son Altesse étant un Etat immediat de l'Empire, elle a Droit de se servir des Constitutions & benefices de l'Empire *in casibus licitis & per Pacta Provincialia non exceptis* (au cas qu'ils ne soient pas exceptez dans les Accords du Païs.)"

Le Ministère du Prince n'a pas voulu s'en tenir là, il a souvent importuné l'Empereur de ses Plaintes, sans pouvoir neanmoins obtenir que le Decret provisionnel de 1688 touchant l'Administration des Deniers Publics, statuât rien de contraire aux Loix du Païs; au contraire, il y est ordonné que les choses resteroient sur le même pied, car il y est dit sur ce sujet:

„AU reste l'Administration, la Recette & la direction desdits Deniers Publics NB. *restera aux seuls Administrateurs* NB. *élus à cet effet par les Etats*, présentez & confirmez par le Prince en prêtant Serment, en présence d'un Inspecteur ou Commissaire du Prince, qui y représentera la personne ou la place du Prince. Le Receveur établi par les Etats prêtera aussi Serment & donnera caution; bien entendu que les Administrateurs ou Assignateurs n'apliqueront respectivement les Deniers Publics à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils sont destinez, & se conduiront en tout de maniere qu'ils puissent en répondre au jour ordinaire de la reddition des Comptes tous les ans le 10. May, en présence de l'Inspecteur du Prince, & même encore d'un Commissaire, si le Prince trouve à propos de l'adjoindre, ou autrement ainsi que de Droit."

D'où il paroit clairement que l'Administration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics a été conservé aux Administrateurs des Etats en présence d'un Inspecteur du Prince, ainsi qu'il est démontré ci-dessus §. 2. & la reddition des Comptes, en présence d'un Commissaire du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Ministère du Prince voyant que bien loin d'avoir obtenu ce qu'il souhaitoit, le passage allegué ci-dessus du Decret Imperial de l'an 1688. le mettoit bien loin de son Compte; épia l'occasion (d'autant que le Prince & les Etats reçurent ordre le 27. Octobre 1690. de poursuivre la Décision de leurs Griefs respectifs sur lesquels on n'avoit pas prononcé dans le Decret précédent) de porter en 1691. un nouveau Grief devant le Conseil Aulique, touchant l'Administration des Deniers Publics; il étoit en ces termes:

„QUE les Etats, & en leur nom *le College des Assignateurs & Députez* ne s'arrogeassent point la Direction & Administration privative des Deniers Publics suivant l'arrangement, la Taxation ou Quotisation des Rôles des Taxes, mais qu'ils en remissent la souveraine inspection & la con-direction à Son Altesse Serenissime, comme Souverain, & à l'Inspecteur qu'il établira dans la suite, comme aussi aux Commissaires extraordinaires qu'il envoiera pour recevoir la reddition des Comptes; qu'ils lui ou leur, rendissent Compte des Articles qui restent ouverts dans la Recette, & particulierement de la sixiéme quote-part due par la Ville d'Embden & du refus de ne pas mettre dans la liste des Sommes employées, certains Articles illegitimement & injustement assignez; nonobstant le contenu des *Compacta* d'Oostfrise, & du *Decret provisionnel* de l'Empereur ci-dessus allegué, & par consequent de produire, de rendre & duement reviser tous les Comptes rendus sans ordre, & d'une maniere peu convenable, hors de sa présence & sans son approbation & sa quittance; lui remettant au profit du Public, les *Rationes & reliqua* desdits Comptes."

Sur quoi fut prise la Resolution suivante.

„ QUANT à l'Adminiſtration des Deniers Publics, l'Inſpecteur du Prince & ſon Commiſſaire extraordinaire pour l'audition des Comptes; le Prince eſt renvoyé à l'Art. 2. du ſusdit Decret Imperial, & il eſt dérechef ordonné aux Etats de faire reviſer leurs Comptes juſqu'à préſent, de maniere qu'il ne reſte aucune juſte raiſon de plainte: ce qu'ils produiront *ſub termino duorum menſium*, ſans s'arrêter à l'Hommage."

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par raport aux Collectes, qui même fut expreſſement confirmée; puiſque, en renvoyant le Prince à l'Article 2. du ſusdit Decret, où l'Adminiſtration, la Recette & l'employ des Deniers Publics eſt conſervée au College des Adminiſtrateurs, & ordonné à la Maiſon d'Ooſtfriſe de *ſe contenter de joindre*, conformément aux Accords du Païs, *audit College un Inſpecteur qui ne pourra donner ſa voix, ni s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics*, de recevoir des Députes des Etats la reddition des Comptes *en preſence* d'un Commiſſaire, & de les faire quittancer par ce dernier, ainſi qu'il ſera trouvé convenable; ce qui confirme inconteſtablement que *la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend eſt conſervée aux Etats, & que la demande par la Maiſon Regnante d'avoir la ſouveraine inſpection & la condirection deſdits Deniers, a été rejettée, ainſi que la prétention que les Comptes ne pourroient être rendus ſans l'approbation & la Quittance du Prince, à quoi l'on n'admet que ſa ſimple preſence.*

Il eſt vrai que cette Reſolution enjoint aux Etats la reviſion, qu'ils avoient réſolu, des anciens Comptes, de maniere qu'on ne put avoir aucun ſujet de plainte; d'ou l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y aſſiſtât; néanmoins, ainſi qu'on l'a démontré, le Prince n'eſt autoriſé qu'à y envoyer un Commiſſaire *pour ouïr* la reddition des Comptes, ſans qu'il puiſſe exercer aucune autorité; c'eſt pourquoi les Etats ont allegué ſur ce ſujet leurs raiſons, ſavoir, que l'on avoit procedé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords du Païs, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eût manqué contre leſdits Accords & les anciens uſages, ſuppliant qu'il fût ordonné à Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, de démontrer le cas avec toutes ſes circonſtances, afin qu'ils puiſſent y répondre avec fondement, ſe reſervant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non ſeulement les choſes en ſont reſtées là, mais même Son Alteſſe Sereniſſime Chrétien Eberhart, voulant diſſiper la défiance entre le Chef & les Membres, & donner auxdits Etats des ſuretez, que les Accords du Païs, comme la baze du Gouvernement d'Ooſtfriſe, ſeroient conſtamment maintenus, ſans qu'il y ſoit préjudicié par les Conſtitutions de l'Empire, a déclaré dans la Convention de Hanovre de l'an 1693. que *tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les* Compacta, *Apoſtilles, Déciſions & Recès* communément nommez *Accords*, ſeroient la baſe & le fondement de ſa Régence, & il eſt dit §. 1.

„ SON Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe déclare par rapport à ſes fidelles Etats que pour leur montrer ſon affection Paternelle & ſes bonnes intentions, & *ôter toute défiance entre le Chef & les Membres, ſuivant la Signature des preſentes, Elle confirme tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les Compacta, Apoſtilles, Déciſions, Recès communément nommez Decrets, & en conſequence* délivrera aux Etats un Reverſal de l'Hommage, tel qu'il eſt ci-joint *Litt. A.*"

Et en conformité des Accords, il s'eſt obligé §. 9. par raport aux Collectes, de s'en tenir auxdits Accords & aux Comptes rendus, ſans y faire aucun changement; pas même *in caſu neceſſitatis*: en voici les termes.

„ QUANT à ce qui concerne les Collectes, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, Son Alteſſe Sereniſſime s'en tient aux ſusdits Accords, & aux Comptes rendus, *& ne veut y faire aucun changement, pas même in caſu neceſſitatis.*"

Ainſi cet Accord abolit encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à ſon excluſion l'Adminiſtration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes: & afin d'ôter tout doute que l'on pût un jour de la part du Prince reclamer les Decrets de l'Empereur de 1688. & 1691. & que jamais on ne réveilleroit la prétention de la ſouveraine inſpection & condirection des Deniers Publics, ou de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus, ainſi qu'on l'avoit expoſé dans les Griefs de 1691. Il fut expreſſement convenu dans cet Accord §. 14. que puiſque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commiſſion Imperiale, avoient été reglés amiablement. Le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs du 3. Novembre 1621. ceſſeroient d'avoir lieu, ainſi qu'il paroit par le Texte ſuivant.

„ D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des Plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commiſſion Imperiale, ont été reglez amiablement, on s'eſt déclaré de part & d'autre *que le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs qui ont ſuivi le 3. Novembre 1691. ceſſeront entierement.*"

XV. Autant les Accords citez ci deſſus, & les Decrets de l'Empereur confirment-ils la *Liberté, le Pouvoir & le Droit que les Etats d'Ooſtfriſe ont de conſentir, lever & employer les Deniers Publics à l'excluſion du Prince*, autant ont-ils été confirmés de la maniere la plus forte par le Prince Regnant, dans le Reverſal du l'Hommage qui lui fût fait, du 21. Novembre 1708. où il eſt dit,

„ NOUS promettons de même, de notre certaine ſcience, de confirmer en tous leurs Points & Clauſes, ſous quelque nom que ce ſoit, *les Decrets Imperiaux, exécutions, Recès & Reſolutions de S. M. Imperiale*, & de ſes glorieux Prédéceſſeurs dans l'Empire, comme auſſi *tous les Compacta, Accords, Recès, Apoſtilles, Sceaux & Lettres en général & en particulier*, paſſes entre nos Prédéceſſeurs & nos Etats, ſpecialement *le Recès de la Diete de Norden de l'an 1620.* remis alors par les Etats au Comte *Enno*, & en un mot tout ce qui a été reglé juſqu'en 1662 & 1663. & enſuite en 1693. le 18. Fevrier à Hanovre, & le 18. Fevrier 1690. à Aurick (ſauf la Haute Juriſdiction & la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale & du S. Empire) & qui ont été confirmez par les Comtes & Princes Regnans en Ooſtfriſe, & par conſequent par notre Pere de glorieuſe memoire, dans les Reverſales de l'Hommage du 11. Fevr. 1695. *enſorte qu'ils ſeront religieuſement obſervez dans tous leurs points, ſans qu'il ſoit rien entrepris au contraire, ni par Nous, ni par nos Miniſtres, ou autres qui que ce puiſſe être, & par conſequent, que toutes les contraventions ſeront inceſſamment redreſſées; ce que nous promettons ſincerement, ſans équivoque ſur notre parole de Prince, & ſur notre honneur, au lieu de Serment, ſans aucune exception ou contradiction.*"

Ce que les Officiers & Miniſtres du Prince jurent auſſi ſur les Accords du Païs, lorſqu'ils entrent en poſſeſſion de leurs Charges; ainſi qu'on peut le voir dans *l'Accord de la Haye de l'an 1662. Cap. 4. Art. 4. cum Reſol.*

„ ART. 4. Quoique Son Alteſſe Sereniſſime ſoit tenue de promettre ſous un Serment ſolemnel l'exacte obſervation des Accords; *Deciſ. de anno 1626. Art. 1.* cependant le Chancelier, les Conſeillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Juſtice oſent le refuſer, nonobſtant le contenu exprès des Accords, *Deciſ. de anno* 1626. *Art. 4. & 5. Concord. Art. 8. & 117. & ſur tout l'Accord d'Oeſterhuys Art.* 30. Ainſi l'on demande que cela ſe faſſe en preſence des Députez des Etats"

Reſolution.

Ouïes les Parties, il a été réſolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les Aſſeſſeurs, le Chancelier & les Conſeillers, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui ſont à preſent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment ſuivant, & ceux qui ſeront élus à l'avenir *promettront & jureront* par un Serment ſolemnel entre les mains de Son Alteſſe Sereniſſime ou de la perſonne qu'elle commettra, d'obſerver & accomplir ponctuellement & fidellement, & de faire obſerver & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les Traitez, Accords, & Conventions faites & paſſées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre Sadite Alteſſe Sereniſſime, & la Ville d'Embden; Comme auſſi les Déciſions de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtfriſe.

Et afin que les Etats d'Ooſtfriſe, & en particulier la Ville d'Embden, puiſſent être tranquilles & aſſurez que ledit Serment aura été réellement prêté, Son Alteſſe Sereniſſime fera ſigner par tous ſes Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Alteſſe Sereniſſime envoiera d'abord une Copie autentique aux Etats, ou à leurs Députez ordinaires, comme auſſi à la Ville d'Embden.

ANNO 1723.

Formulaire de Serment.

Je soussigné promets & jure d'observer & accomplir ponctuellement & fidellement, autant qu'il dépendra de moi, & de faire observer & accomplir les Traitez, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Altesse Serenissime d'une part, & les Etats d'Oostfrise d'autre part, & entre Sadite Altesse Ser. & la Ville d'Embden; comme aussi les Décisions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Oostfrise: *Ainsi Dieu m'ait en aide.*"

Malgré tout cela on a si peu voulu laisser jouïr les Etats d'Oostfrise de leurs Droits indisputables, que l'on a renouvellé de la part de la Maison Regnante d'Oostfrise auprès de Sa Majesté Imperiale, les Griefs mûs ci-devant, touchant l'Administration des Deniers Publics, & qui avoient été terminez par la Conservation de la Liberté des Etats, tant par les Decrets Imperiaux, que par les Accords conclus; sous prétexte que l'on en faisoit un mauvais usage incroyable, & que c'en seroit fait & du Païs & de ses Habitans, si l'on ne limitoit les Libertez des Etats par raport aux Collectes; ce qui est neanmoins contraire à la Lettre du §. 17. de l'Accord d'Aurick en 1669. qui contient ce qui suit mot pour mot.

„ *D'un autre côté donc, & pour prévenir toute défiance, autant qu'il est possible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance interieure rétablie, non seulement Son Altesse Serenissime veut gouverner suivant les Accords, mais même il ne sera mû aucun Procès touchant les Griefs précédens, ni de la part de Son Altesse Serenissime contre les Etats, savoir, la Noblesse, les trois Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne poursuivra pas ceux qui seront commencez, sans préjudice à l'Accord de Hanovre.*"

Et sans attendre ce que les Etats pouvoient répondre, on a obtenu de Sa Majesté Imperiale le Decret du 18. Août 1721.

XVI. Mais afin que tout Lecteur impartial puisse connoitre combien ce Decret Imperial s'éloigne des anciennes Constitutions d'Oostfrise, & même des précédentes Décisions Imperiales, & par conséquent quel Droit les Etats avoient d'opposer leurs justes réponses aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de raporter ici le Decret avec quelques Remarques.

Decret Imperial §. 5.

Il paroit par toute ladite représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint viennent principalement de ce que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par raport à la revision des Comptes du Païs, à l'exclusion entiere du Prince, & qu'ils ne font gueres attention à ses représentations Paternelles.

Remarque.

Il paroit par cela, que jusqu'à present la Maison Regnante d'Oostfrise a laissé aux Etats l'Administration arbitraire des Deniers Publics à l'exclusion du Prince; mais que les Etats se soient arrogé cette Administration de leur propre autorité, c'est ce que l'on ne croira point après avoir lû ce qui précede sur ce sujet, & comme on le prouvera encore, après avoir exposé la veritable situation des choses; ensorte que Sa Majesté Imperiale sur tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aisément qu'il ne peut y avoir de desordre dans l'Administration des Deniers Publics par les Etats, puisqu'elle est reglée par les Accords du Païs; à moins qu'on ne veuille soutenir que l'Oostfrise a persisté dans ces desordres depuis plus de cent ans; car depuis 1606 les Etats ont toujours administré les Finances sur le même pied & suivant les Ordonnances faites alors.

Decret. *Et comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain.*

Rem. Ci-devant on a voulu alleguer de la part de la Maison Regnante d'Oostfrise, les Constitutions & Statuts de l'Empire, par raport à l'affaire des Collectes: Mais S. M. Imperiale *Leopold* de glorieuse memoire, sur les representations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Oostfrise qui sont les Constitutions & Statuts du Gouvernement de l'Oostfrise, ainsi qu'on peut voir ci-dessus §. 11. d'autant plus que la Province d'Oostfrise a des Constitutions particulieres, qui pour la plus part different de celles des autres Provinces de l'Allemagne.

Decret. *Parce qu'elles emportent un entier aneantissement du pouvoir du Prince, & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres.*

Rem. Les Etats ont amplement remontré à Sa Majesté Imperiale, que la Jurisdiction du Prince, & l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être reglez sur les Accords d'Oostfrise, puisque le seul engagement exprimé dans le Serment de l'Hommage, est de le reconnoitre, le respecter & lui obéir comme au Prince du Païs. Mais le Droit des Etats se trouve si clairement dans les Accords, sur tout ce qui concerne l'Administration des Finances, que Sa Majesté Imperiale ne le considerera point à l'avenir comme un aneantissement de la Jurisdiction du Prince, & un desordre entre le Seigneur & ses Sujets.

Decret. *Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans qui ne prennent point part à de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.*

Rem. On ne trouvera pas un Habitant raisonnable dans toute l'Oostfrise, qui ne souhaite de tout son cœur que les Etats fussent maintenus dans la précieuse Constitution qui concerne le consentement, la Recette & l'Administration des Deniers Publics; mais le Ministere du Prince a exposé les choses d'une maniere à faire croire, qu'à l'exception de quelques personnes, tout le Païs aspire à voir entre les mains du Prince la souveraine Inspection sur les Finances; c'est pourquoi Sa Majesté Imperiale a déclaré,

Decret. *Sa Majesté Imperiale en vertu de son pouvoir supreme, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la Justice, veut que l'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Deniers Publics du Païs d'Oostfrise, de laquelle on a à craindre plusieurs fâcheuses consequences, & declare par le present Decret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même à cet effet, l'Inspection générale sur les Deniers Publics; afin que de la maniere susmentionnée ils soient portez duëment en Compte & bien employez aux usages auxquels ils sont destinez: qu'outre cela il peut demander raison & réponse des irrégularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette & la dépense, & exiger des satisfactions des Sommes illegitimement assignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations; que les Etats du Païs & les Administrateurs seront tenus de presenter les Comptes du Païs au Commissaire du Prince, avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & ils devront écouter ses avis salutaires, & donner tous les éclaircissemens qu'il demande.*

Rem. Il ne sera point nécessaire de raporter ici au long, que suivant les Accords, le consentement, la levée & l'emploi des Deniers Publics apartient aux Etats à l'exclusion du Prince; on remarquera seulement en peu de mots, que lorsque dans l'exhibition des Griefs en 1691. on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inspection générale & la condirection; la Maison Regnante d'Oostfrise y renonça entierement, & laissa les Etats dans la jouïssance de l'Administration privative des Finances, & on leva toutes les incertitudes sur ce sujet par l'Accord de Hanovre; ainsi il n'y a point de doute que, vû l'amour si connu de Sa Majesté Imperiale pour la Justice, Elle ne casse un Decret adroitement surpris sur des prétextes frivoles.

Decret. *Sa Majesté Imperiale declare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693. n'ont pas été liquidez en presence, avec l'approbation & la Quittance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par consequent lesdits Comptes si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Registres, Quittances, & autres pieces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugés en aucune maniere nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.*

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers Publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est declaré par le present Decret, sur lequel ils ont en tout tems à se regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront entr'eux, ou leurs Heritiers ne seront quittes de les justifier, pour autant qu'ils ne soient ratifiez & autorisez de la maniere susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en

Anno 1723.

cas que contre toute attente, il se trouvât à la revision des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la Décision en doit être laissée à S. M. I., à laquelle pour cet effet sera envoyé le Registre des Comptes, avec un raport y joint, de la veritable nature des points en dispute, & une déduction des raisons des deux côtez, & en attendant cette Décision Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'Autorité privée. Auquel Ordre Imperial, comme une regle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

Rem. On remarquera ici que, quoiqu'en 1691. le Prince ait prétendu que l'on revisât duement les Comptes qui avoient été rendus en son absence & sans sa Quittance & son aprobation, Sa Majesté Imperiale n'exigea que la presence d'un Commissaire du Prince, mais que l'aprobation & la Quittance demandées furent refusées: néanmoins dans la Convention de Hanovre en 1693 on s'en tint aux Comptes rendus jusqu'alors, & on déclara que l'on ne vouloit y faire aucun changement, pas même *in casu necessitatis:* par consequent on est suffisamment convaincu que le Prince n'a aucun Droit de recevoir la reddition des Comptes, ni de les quittancer. Mais on a sçu donner un tel tour auprès de Sa Majesté Imperiale au Texte de la Convention de Hanovre raporté ci-dessus §. 14. qu'on l'a interpreté comme si l'on ne devoit l'entendre que des Comptes qui ont précédé cette Convention de Hanovre; c'est pourquoi Sa Majesté Imperiale a ordonné spécialement la revision des Comptes depuis la Convention de Hanovre, nonobstant que la chose soit telle, que le Prince étant obligé de ne se mêler en aucune maniere des Deniers Publics, ne peut prétendre de les reviser, aprouver & quittancer: les propres termes de cette Convention de Hanovre *& veut ne jamais y faire aucun changement, pas même dans le cas de nécessité*, font assez connoitre que le Prince s'en tient à l'ordre établi par les Accords, de recevoir les Comptes en présence seulement de son Commissaire, par les Députez des Etats qui devoient observer ce qui convient, sans son intervention.

*Reponse au Factum des Etats d'*OOSTFRISE, *tirée d'un Memoire intitulé:* PREUVES *que Son Altesse Serenissime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ses Etats que les autres Etats immediats de l'Empire, &c. imprimé à Aurick en 1723. pag. 37. à 75.*

SUR LE TITRE DU FACTUM.

QUe pourroient penser les personnes d'Esprit, si les Etats d'Oostfrise publioient un Traité, où ils établiroient que les Enfans & les Domestiques ont la Liberté, le Droit & le pouvoir de disposer de la Cuisine & de la Cave à l'exclusion du Pere de Famille: Il en est ainsi neanmoins de leur Factum; le Prince n'est pas Prince, si ses Etats ont la Liberté, le Pouvoir & le Droit que l'on prétend ici; comme un Pere de Famille ne pourroit passer pour Pere de Famille si ses Enfans & Domestiques étoient en Droit de disposer des affaires de sa Famille à son exclusion. Le Traité d'un bout à l'autre dément la fierté du titre & est une preuve de la vérité de l'ancienne maxime de Droit *quod à rubro ad nigrum non valeat consequentia.*

Quoique tous les Textes alleguez dans cet Ecrit soient torts & raportez de mauvaise foi, il y paroit neanmoins clairement que les Decrets Imperiaux rendus *in Contradictorio* établissent & posent pour fondement que l'on ne peut ni *consentir* ni lever ni employer les Contributions & les Taxes sans le Prince & à son exclusion, sans priver avec violence & injustice le même Prince, à ces trois égards, de l'autorité qui lui apartient comme Seigneur du Païs. Quant au *consentement*, tous les Textes alleguez dans l'Ecrit des Etats prouvent qu'il ne peut être donné ailleurs que dans la Diète, ainsi qu'il est ordonné dans le Decret Imperial de l'année 1589. Article 8. & 10. Jusqu'à present on ne s'est pas encore avisé de le nier; or il est constant que l'on ne tient jamais de Diète à l'exclusion du Prince, & que l'on ne peut rien y resoudre à son exclusion qui soit valable, suivant *le Decret Imperial de l'an 1589. Article 9. & 10. & le Recès d'Execution d'Embden de 1590. Art. 12.* Or ces Textes se trouvent à chaques pages & ont été confirmez par les Deputez des Etats dans tous les Accords, même dans les Considerations des Etats de 1606. ou le Resultat de la Diète d'Embden, sur lequel les Etats se fondent principalement: on en alleguera ici plusieurs du même genre, comme le Texte de la Convention de cette Diète avec les annotations qui y ont été faites, raportées à la fin de ce Traité. Et même dans l'Accord fait à la Haye en 1662., où l'on a mis sur le tapis les Articles les plus préjudiciables au gouvernement du Prince, on a reglé cette maniere de proceder dans les Collectes, sur les contenu du Decret Imperial de l'an 1589. & du Recès d'Execution d'Embden de l'an 1590.

Le IX. Grief du Prince dans le Chap. 2. de l'Accord de la Haye au Chap. du College des Administrateurs porte que les Assignateurs ne pourront lever d'autres Taxes que celles qui auront été consenties par les Resolutions formelles de la Diète, *suivant le Decret Imperial de 1589. Art. 9. le Concordat de 1598. Art. 58. 62. & 63.* D'où s'est ensuivie la Resolution des Etats Généraux, *les Textes alleguez seront observez en tout ce qui est contenu sur ce sujet dans les Accords.*

Ceci seul refute tout l'Ecrit des Etats, puisque suivant les Textes alleguez aucune Resolution des Etats n'est tenue pour Resolution formelle & reguliere de la Diète qu'autant que le Prince y a consenti & en a publié un Résultat. C'est sur le même fondement qu'est dressé le Decret Imperial de l'année 1681. Art. 2. comme on le prouvera ci après en repondant au §. XII. La chose en elle même porte sa Décision, car il est constant que les Etats en qualité d'Etats n'ont aucun Droit d'obliger les Habitans du Païs par aucun Resultat ou Resolution, ou de leur imposer des Loix; mais pour que le Resultat ou les Resolutions de la Diète deviennent obligatoires, il faut que l'Autorité du Prince y intervienne, qu'il publie le Resultat & qu'il donne aux conclusions & aux Resolutions une force obligatoire. C'est ainsi qu'il est prouvé invinciblement dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. I. Liv. I. Chap. 8. & 9. de la 5. Partie que les suffrages des Etats assemblez en Diète ne sont que de simples avis, pensées & reflexions qu'on ne peut considerer comme une Decision qui oblige le Prince.

Il en est de même de la levée & de l'emploi, car ceux qui levent & employent les Deniers Publics sont des personnes qui, de l'aveu même de l'Ecrit des Etats, sont confirmées dans leur charge par le Prince, sur la requête qu'elles lui presentent, ensorte qu'ils lui prêtent Serment sur certaines instructions qu'il a aprouvées, & qu'elles tiennent toute leur Autorité du Prince; ainsi qu'il est demontré par les Etats même dans l'avis des Etats, ou le Resultat de la Diète d'Embden de 1606. puisqu'ils doivent demander pour l'exercice de leur charge les expeditions necessaires du Prince. C'est pourquoi les executeurs prêtez aux Administrateurs pour lever les Impôts, reçoivent leurs gages du Prince. Outre cela on convient dans le Factum que le Prince a Droit de joindre un Inspecteur au College des Administrateurs, qui y occupe la place du Prince, ce le nom d'Inspecteur tenant la place du Prince, désigne assez ce qu'il y doit faire.

Si le titre est si mal imaginé, qu'on juge ce que l'on doit attendre de l'ouvrage.

REPONSE AU §. I.

Ce §. ne merite pas d'être réfuté; l'Histoire d'Oostfrise & les Actes y joints prouvent le contraire, le Resultat de l'Empire de 1603. l'Agent même des Etats, Leon Aitzema, dans son Recueil, Hugo Grotius dans ses Annales des Païs-Bas, ont exposé il y a long-tems aux yeux de l'Univers combien peu de Droit avoient les Etats d'Oostfrise à cet égard. Il est arrivé à la Maison des Princes d'Oostfrise ce que Tacite écrit au Chap. I. du Liv. I. de son Histoire *Veritas pluribus modis infracta, primum inscitia Reipublicæ ut alienæ, mox libidine assentandi Populo, aut rursus odio adversus dominantes: obtrectatio & livor pronis auribus accipiuntur; malignitati falsa species libertatis inest.* Qu'a-t-on besoin d'autres preuves? Sa Majesté Imperiale y a donné lieu dans ses Decrets qui attaquent les fondemens du Gouvernement de l'Oostfrise. Il faudroit être bien simple pour se laisser persuader par le Factum des Etats que ces Decrets ont été surpris sous de faux prétextes.

Les

ANNO 1723.

Les Auteurs & les defenseurs des troubles de l'Oostfrise ont mesusé jusqu'à present de la simplicité de la plupart des Habitans, en les aveuglant sous le manteau de la liberté, pendant qu'ils exerçoient sur eux la plus cruelle autorité dans les Diètes & Assemblées d'Embden, les traitant *ut vilissimam partem servientium.* Il leur est arrivé ce qui est dit 2. de Samuel Chap. XV. vs. 11. *ils marchoient dans leur simplicité sans savoir rien des affaires.*

On peut voir dans le Decret Imperial même ce qui a engagé Son Altesse Serenissime à porter ses Plaintes au Trone Imperial; l'accusation, que Son Altesse veut se servir, pour la ruine du Païs, des calamitez dont le Ciel l'a visité, est une calomnie publique, que Sa Majesté Imperiale a blamée expressement dans son Decret.

REPONSE AU §. II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement sont rassemblez dans ce §. En premier lieu c'est un mensonge autentique qu'avant l'année 1606. il n'y avoit point de reglemens en Oostfrise pour l'Administration des Finances; tout ce qu'on dit de la situation des choses avant 1606. n'est pas plus vrai. Tous les Documens, tous les Decrets Imperiaux, tous les Resultats des Diètes, tels que sont ceux qui ont été citès ci-dessus, & tels qu'on peut les lire dans le Regitre des Accords, refutent cette proposition: on pouvoit avancer avec autant de vérité qu'avant 1606., le Soleil n'avoit pas lui en Oostfrise. Voila ce qu'on apelle une deduction fondamentale, dont on oublie le fondement! les Actes qui précedent 1606. n'accomodent pas les Etats, c'est pourquoi ils les biffent d'un trait de plume; mais ils découvrent trop par là quel est leur but. 2. Quel argument trouve-t-on dans ce §.? Qu'auroit-on dit à la Diète de Marienhove? Que peut une telle raison contre le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Diètes d'Oostfrise, n'est point la pure vérité. Le Conseiller privé *Stryck* raporte dans sa dispute *de Jure Principis circa rationes Civitatum*, entr'autres que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes se servent du même raisonnement allegué dans la Diète de Marienhove pour se dispenser de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir que ce pretexte n'est pas fondé *Vide d. Dissert.* § 24. & 25. Mais en Oostfrise il y a encore des circonstances qui font voir que les raisons alleguées contre le Prince à la Diète de Marienhove ne sont d'aucune importance; on trouve ces circonstances dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. I. Liv. I. pag. 197. §. 32. où l'on demontre leur peu de solidité; on auroit dû y repondre dans le Factum des Etats, si l'on avoit eu quelque chose de valable à y opposer, mais on passe tout cela sous silence. 3. Il est notoirement faux que les Etats soient convenus à la Diète d'Embden de 1606. d'établir certain College *à l'exclusion du Prince.* Ils ont donné au Prince leurs considerations sur la proposition qu'il leur en avoit faite; & demandé son approbation & confirmation *Seigneuriale*, surquoi il leur a communiqué sa Resolution: ce qui fait voir que ni le *consentement* ni la *levée* ni l'*Emploi* des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'exclusion du Prince. 4. La Conclusion que l'on tire de ce qui precede est fausse, lorsque de ce que l'Inspecteur & le Commissaire du Prince ne peut s'arroger de donner sa vois dans l'Administration des Deniers Publics, on conclud que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Administration desdits Deniers Publics. On peut voir la 10. remarque sur les considération des Etats de 1606. où l'on a fait voir la foiblesse de cette conclusion. La chose s'explique d'elle même clairement par l'exemple d'un College de Justice établi par un Prince; ce Prince ne fait point lui même raport des Actes, il fait faire ce raport par ses Conseillers, & voter ensuite; mais il a la suprême inspection afin que tout aille dans l'ordre soit quand on fait raport, soit quand on donne sa voix, & si l'on manque, il s'y oppose comme il convient. Pourroit-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans son College de Justice. Il en est de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Administration de ses Domaines & de ses Patrimoines. Si l'on peut comparer les petites choses aux grandes, on sait que Sa Majesté Imperiale ne vote point dans les Diètes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laisse les suffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces suffrages dressez en forme d'avis de l'Empire, & portez à Sa M. Imp., Elle en forme & publie un Résultat de la Diète: seroit-on assez hardi de dire, à cause de cela, que l'on peut tenir une Diète de l'Empire à l'Exclusion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lyncker *in Analect. ad jus publicum Struvii Part. 2. Sect. 1. Cap. 30. §. 17. Verb. merito abstinent:* où il dit, *Imperator nullum votum habet in Comitiis quia tulit, sed vota omnium sunt statuum, ad hoc ut per illa consultum Cæsari offerendum conficiatur. Quoniam itaque Status non habent vim ferendæ legis, ideo in his consultis nihil efficere possunt, si Cæsari eadem non probentur.* Ce que l'on doit dire à plus forte raison des Etats d'Oostfrise; à moins que quelqu'un ne soit assez insolent pour, avec *Hyppolite à Lapide*, exclure l'Empereur de toute autorité dans la Diète & dans toutes les affaires de l'Empire. Il est de même certain que si l'on vouloit suivre dans l'Empire les principes des Etats d'Oostfrise & de leurs Avocats, l'Empereur perdroit bien-tôt toute son autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits Seigneuriaux dans leur Païs. Mais comme feu le Conseiller privé & Chancelier J. H. de *Stummler*, n'étant âgé que de 25. ans, a fort bien réfuté en 1657. *Hyppolite à Lapide*, dans une Dissertation *de reservatis Imperatoris*, en suivant les principes de son Maître & Beaupere le Chancelier *Juste Simon Schutz*, de même les personnes de bon sens regarderont ces extravagantes opinions des Sujets, telles que celles dont sont entêtez les Etats d'Oostfrise, comme très-pernicieuses & très-préjudiciables au bien public.

ANNO 1723.

Bien loin que les Collectes soient en Oostfrise privativement au pouvoir des Etats à l'exclusion du Prince; le College des Administrateurs, comme on l'a fait voir ci-dessus, n'a de Jurisdiction & d'autorité dans la levée & l'Administration des Deniers Publics, que celle qu'ils reçoivent du Prince; car non seulement les Administrateurs, mais même leurs Executeurs adjoints, sont confirmez par le Prince à qui ils présentent Requête à ce sujet; de plus toutes les Instructions du College des Administrateurs & l'Ordonnance des Fermes, sur laquelle on afferme les Accises dans tout le Païs, sont dressées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'est pourquoi cette Ordonnance est expressément nommée *Ordonnance du Prince.* La Preface de l'instruction du Tribunal dit:

„ NOUS Ulric Comte & Seigneur en Oostfrise, Seigneur d'Essens, Stedesdorf, & Wittmund, savoir faisons, de quelle maniere, après avoir pris le Conseil & les considerations de la Noblesse, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé nécessaire pour la conduite des Administrateurs des Deniers Publics, qu'en conformité du Résultat de la Diète tenue à Aurick le 6. Mai de la présente année 1631. on corrige, suplée & remedie aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en usage jusqu'à present; & les susdits Administrateurs sont chargez par les presentes d'affermer les Revenus & Impôts de la maniere suivante & de s'y conformerr."

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

„ LES Administrateurs élus & nommez dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmez & reçus par Nous à Serment, occuperont ledit Tribunal; mais comme leurs apointemens ne sont pas suffisans pour qu'ils résident tous six *in loco Ærarii*, & vaquent précisément aux affaires dudit College, *il suffira que* NB. *conformement au Résultat de la Diète de Norden de* 1612. *Art.* 22. trois d'entr'eux, savoir, un de chaque Ordre, avec le Secretaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainsi qu'ils conviendront entr'eux, pourvû qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que s'ils y avoient assisté tous six; ainsi on s'en tiendra à ce reglement, sans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne sont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Embden, & personne ne se dispensera de concourir à ces sortes d'affaires sous peine de perdre sa Charge, & autre punition arbitraire."

La Préface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle finit comme il suit:

„ *Ceci est la précise, finale, entiere & serieuse intention de Nous* Ulric Comte & Seigneur en Oostfrise, Seigneur d'Esens, Stedesdorf & Wittmund, &c. *par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conserver & maintenir Nous & nos Successeurs Regnans & Seigneurs*

Anno 1723. *Seigneurs d'Oostfrise, &c. dans la Possession de nos Droits naturels & que nous tenons comme Fief de l'Empire.* Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conseillers, Drossarts, Baillifs, Bourguemaîtres & Consuls des Villes, & *même aux Administrateurs des Collectes*, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir absolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faisant rien & ne souffrant pas que l'on fasse quelque chose qui y soit contraire sous les peines portées, & sous celles d'encourir *notre disgrace.* En foi de quoi nous avons signé la presente de notre main, & y avons mis notre Sceau. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1631."

Outre cela il est dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du College au Souverain Tribunal du Prince; ce qui est dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Fermes.

„ Les Fermiers, leurs Consorts, Cautions & Participans seront sous notre speciale protection; ainsi que nous les y prenons en vertu des présentes, ensorte que personne ne soit assez hardi de les offenser ou molester de paroles ou effets, sous peine d'amendes irremissibles ou même de punition corporelle, selon l'exigence du cas; ainsi qu'il est plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Fermes, donnée à Aurich le 16. Avril 1631. & afin qu'ils puissent jouïr de leur Ferme avec plus de sureté & de tranquillité, & qu'ils soient ouis & protegez dans leurs plaintes: on établira & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le College des Administrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, affaires des Fermes & dépendances, sans autres vacances qu'aux jours destinez au Service de Dieu, ensorte que sur ces matieres on ordonne, pourvoie & exécute ainsi qu'il conviendra. Mais si quelqu'un se croyoit lezé, après exécution & satisfaction donnée, il pourra s'adresser à la Chambre du Comte, ou à la Justice de la Cour."

Il est dit encore dans cette Ordonnance, que les amendes ordonnées par le College, apartiennent au Prince comme Souverain. C'est ce qui est exprimé en ces termes dans la premiere Ordonnance des Fermes de 1611. & à l'Art. 14 de celle qui fut renouvellée en 1631.

„ Les Procès pendant devant ce Tribunal, sont ordinairement *pœnales* ou *executivi*: C'est pourquoi suivant les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale, chaque personne donnera *cautiones simplices*, & l'on exprimera briévement dans les Mandemens *causa propter quam quis citatus.* Ainsi quelqu'un voulant citer sa partie devant ce Tribunal, & requerant à cet effet, suivant le cas, *citationem* ou *Mandatum*, on ne lui refusera pas, & seront accordé *citationes sub pœnâ 5.* Florins d'or, dont la moitié nous appartiendra & l'autre moitié à la partie obéïssante."

Concluons de ces Textes que c'est le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité souveraine sur un Tribunal qui reçoit du Prince ses Ordonnances & ses ordres; c'est donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un College du Païs: Quant à l'objet, c'est un College du Païs, puisqu'il se mêle des Deniers Publics; mais *ratione causæ efficientis & formalis:* c'est un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, est établi par le Conseil & aux instances des Etats, est entretenu des Deniers Publics, & juge des causes arrivées dans le Païs; en conclura-t'on que le Tribunal de la Cour est un College du Païs? Il en est de même du College des Administrateurs.

Cette autorité du Prince sur le College & en tout ce qui concerne les Collectes, parut particulierement du consentement même des Etats en 1611. & 1612. En 1611. le Comte *Enno* convoqua une Diète sur l'affaire des Collectes, & y fit les propositions ordinaires; mais lorsqu'il fallut lui donner la Réponse des Etats, ceux-ci ne se trouverent pas d'accord, & *le priérent de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Païs.* On trouve cette Resolution dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag 386. la même chose est souvent arrivée. En 1612. l'autorité du Prince sur le College des Administrateurs se fit connoitre encore plus expressement; car s'étant glissez un si grand nombre d'abus dans ce College en si peu de tems, c'est-à-dire depuis 1606 jusqu'en 1612. que les Etats en souhaitoient la cassation, ils ont dressé une liste de ces abus, dans la Diète convoquée à Norden par le Comte *Enno*, lui ont donné la forme d'une Resolution & l'ont présenté au Comte: Voici quelle en a été la conclusion. Anno 1723.

„ Ainsi la très-humble priere & le desir des Etats, est que Votre Excellence *confirme gracieusement* leur susdite intention & resolution unanime, & *pour plus de sureté, en fasse dresser un Recès & Resultat de la Diète*, & le communique aux Etats en original muni du seing & du Sceau de Votre Excellence; & ce pour témoigner à V. E. & à sa Posterité la perpetuelle & fidelle obéissance de vos fideles Etats toujours prêts à s'acquiter volontiers de leur devoir. Fait & consenti unanimement à la Diète de Norden le 9 Octobre 1612. En foi de quoi, &c."

Sur quoi le Comte *Enno* publia le 30. Octobre 1612. un Resultat de la Diète, prescrivant exactement aux Administrateurs la maniere d'exercer leurs fonctions, & particulierement comment seroient dressez les Comptes publics, en ces termes:

„ Nous *Enno* Comte & Seigneur en Oostfrise, Seigneur d'Esens & Wittmund, Sommes convenu de ceci avec ceux de la Noblesse, des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Oostfrise assemblez formellement en Diète, après convocation faite; & quoique *les Deputez de notre Ville d'Embden* se soient séparez des autres par diverses protestations, Nous voulons neanmoins, en vertu des Recès précedens, que ce qui precede soit de même valeur & effet, & consideré comme statué du consentement unanime de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourguemaître, ni à la Ville d'Embden, aussi long-tems qu'ils se tiennent séparez des Collectes generales, de quelle maniere le reste des Etats font leurs Collectes & les administrent.

C'est pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Sujets, Statthoudre, Chancelier, Conseillers, Drossarts, Bourguemaître & Conseils des Villes, Tuteurs, Criceurs & Officiers de la Justice, mais sur tout au College des Assignateurs ou Administrateurs des Collectes du Païs & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord notredit Résultat, & de veiller à son exécution, s'ils veulent éviter notre disgrace & une severe punition. En quoi neanmoins, nous, nos Héritiers & Successeurs Comtes Regnans & Seigneurs d'Oostfrise ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Membres, & surtout à leurs Privileges, Libertez, &c."

Ce Résultat de la Diète de Norden, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords imprimé à Embden, afin qu'une si belle Ordonnance faite pour réformer le College, tombe dans l'oubli, est un des fondemens des Plaintes portées par le Prince au Trône de Sa Majesté Imperiale, puisque l'on y trouve severement défendus les abus qui se sont glissez depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance touchant les fonctions des Administrateurs, a été inserée & confirmée Tit. 2. dans le Reglement pour le Tribunal, de l'an 1631. & tout le Païs est redevable à Son Altesse d'avoir fait imprimer ce Résultat de la Diète de Norden, dans son Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag 411. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Administrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adressées au Comte *Enno*, dans lesquelles ils avouent que la souveraine direction & la Judicature, par raport aux Collectes, appartient au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Administration. On peut lire ces Lettres dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. Liv. 2. No. 10. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penser de ce Factum des Etats contredit par tant d'Actes publics: mais avant de passer outre, il est bon de faire quelques remarques sur le Résultat de la Diète d'Embden de l'an 1606. sur lequel le Factum des Etats est particulierement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions aussi absurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il paroit par ce Résultat de la Diète d'Embden, 1. Que ce n'est pas un extrait du Protocole signé du Secretaire, mais un très-humble avis en forme, & une supplique adressée au Prince. 2. Signée par des Députez des trois Etats. 3. Envoyée au Prince par des Députez. 4. Délivrée dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conseillers assemblez. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur general Reinhod Reiners & d'un Secretaire Gerard Gorden, est couchée la premiere dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Resolution, & au Chap. 5. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirma-

ANNO 1723.

firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui precede. Enfin 6. Que cette Resolution est terminée par la clause. Au reste nous sommes prêts à seconder Votre Excellence selon notre devoir, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre sang, ainsi que nous y sommes obligez. Ces six Articles prouvent l'injustice de la conduite des Etats présens à l'égard du Prince, puisqu'aujourd'hui ils agissent directement contre le contenu de ces six points de la Diète d'Embden, qui est la principal fondement de leurs Privileges tant vantez. Quant aux quatre premiers points, ils sont arrivez avec la derniere arrogance du tems de la tutelle de la Duchesse Christine-Caroline; alors quoique le Prince leur eût delivré ses propositions signées de sa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Resolution en forme d'extrait du Protocole signé par le Secretaire. A l'égard du cinquiéme Article, ils en sont venus jusqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur general, ni de celle d'un Secretaire, & ils en remplissent les places de leur autorité privée. Une funeste experience nous apprendra ce qui arrivera du sixiéme Article.

REPONSE AU §. III.

Les Etats auroient dû raporter ici l'Accord entier de 1607. avec toutes les circonstances qui y ont quelque raport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 341. *& suiv.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation historique & veritable de ce qui s'est passé à cet égard.: ce que le Factum des Etats en cite, fait voir qu'ils ne savent ce qu'ils écrivent, puisqu'à la fin de cette citation les Administrateurs sont renvoyez à leurs instructions, & au Résultat de la Diète de 1606.

Voilà ce qu'on peut apeller se battre contre son ombre; car Son Altesse ne demande autre chose sinon que les Administrateurs se conduisent dans l'Administration des Deniers Publics, sur leurs instructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte sans le secours & l'avis des Etats: mais en quel endroit de cet Accord de 1607. trouvera-t-on ce que porte le titre du Factum des Etats, que *les Etats d'Oostfrise auront la liberté & le pouvoir* de consentir, lever & employer, *à l'exclusion du Prince*, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics. Ce sont de pures pétitions de principe, dont ce Factum fourmille: Certainement le consentement des Subsides dépend des Etats, mais où est-il dit que le Prince ne peut s'en mêler? Le contraire est démontré.

REPONSE AU §. IV.

Peut-on voir un argument plus foible? On a déja prouvé ci-dessus qu'on ne peut tirer de consequence de ce que l'Inspecteur ou Commissaire du Prince n'a pas de suffrage, & l'expression, *en presence du Commissaire*, signifie sans doute que ce Commissaire n'assistera pas comme une statue muette & sans rien faire, puisque suivant la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606. l'inspection sur les Collectes & la reception des Comptes apartiennent au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embden, & n'ont pû l'être sans le consentement du Prince.

Il est notoirement faux que les Etats du Païs ayent seuls, de tems immemorial, reçu, examiné & quittancé les Comptes, par leurs Députez, & le contraire peut se prouver par l'examen des Comptes même, dont on peut trouver plusieurs dans le College des Administrateurs, au cas qu'on ne les ait pas écartez. Ce qui est arrivé dans les derniers tems, n'étoit fondé que sur la force & l'injustice, & le Prince a toujours protesté au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtems, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui apartient au Prince & qu'il a obtenu *in Contradictorio* par les Decrets Imperiaux de 1589. 1590. 1593 & 1597. Enfin l'Administration privative des Deniers Publics est expressement défendue à tous Etats dans la Capitulation de l'Election de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Oostfrise sont confirmés dans les nouveaux Accords, & dans les Decrets Imperiaux.

REPONSE AU §. V.

ANNO 1723.

Les Etats sautent tout d'un coup ici de 1606. & 1607. à 1618 & passent sur tout ce qui est arrivé en 1611. 1612. 1615. 1616. parce qu'ils n'y trouvent rien à leur avantage. Mais ne parlons point de ces Actes; quelles consequences peut-on tirer du Recès de la Diète d'Embden de 1618? La Resolution des Etats citée ici renvoie au Recès de la Diète d'Embden, où l'on a statué sur la nomination d'un Inspecteur de la part du Comte; mais on n'a rien statué de nouveau, ainsi ce Texte bien loin d'être favorable aux Etats, il leur est contraire.

Après tout, il faut remarquer ici que si les Etats avoient voulu témoigner dans leur Factum le moindre amour pour la Justice ou pour la verité, ils auroient raporté ce que le Comte *Enno* fit représenter en 1618. lorsque ces choses se passerent; de cette maniere on eût pu voir la veritable nature de la chose, & combien dès-lors les Administrateurs avoient peché contre leurs instructions, ensorte que les Députez des Etats déclarerent dans leurs Resolutions, qu'ils trouvoient justes & bien fondez les Griefs du Comte *Enno*, ainsi qu'on le peut lire amplement dans le Registre des Accords des Etats, dans le Chapitre du College des Administrateurs, du Recès de la Diète d'Embden de l'an 1619. pag. 31. *& suiv.* Nous nous y raportons pour ne pas être trop longs.

REPONSE AU §. VI.

Le Texte parle de Contributions consenties *dans les formes*, mais les Etats ajoutent l'expression *consentir dans les formes*: de quelque maniere qu'on l'entende, cela est exprimé ainsi dans les Decrets Imperiaux de 1589 1593. & 1597. Helas! qui l'a jamais disputé aux Etats, il s'agit des consentemens qui ne sont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'est pas dans les formes: Voilà ce qu'on apelle confondre la lumiere & les tenebres, on trouve cette même confusion dans les §. suivans.

REPONSE AU §. VII.

La réfutation de ce Paragraphe est une suite de ce qui precede. Son Altesse Serenissime ne demande pas que l'Administration soit ôtée au College, mais elle prétend qu'elle se fasse dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'est aussi ce qu'exigea le Comte Rodolphe Chrétien dans ses Remarques sur l'Art. 7. savoir:

„ QUE les Deniers Publics devoient être effectivement administrez dedans ou dehors Embden par un College; à quoi le feu Comte Enno, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne se sont jamais oposez. Mais que les Députez du College entreprenoient d'outrepasser leurs instructions, puisque sans le consentement, ou pour mieux dire, contre les Resolutions de leurs Commettans, ils employoient la Garnison d'Embden hors des portes de la Ville pour s'emparer des Places apartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni souffrir, ni aprouver; mais Elle ne prétendoit pas disputer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Administration de leur sueur & de leur sang, d'une maniere convenable avec le concours, le consentement & l'aprobation du Prince, ainsi qu'il est porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats sur ce sujet contre les Reglemens & la Coutume précédente, on apelleroit cela une tyrannie; mais lorsque leurs propres Ministres, les Administrateurs eux-mêmes le font, on nomme cela liberté & action louable. Le College desdits Administrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de s'arroger l'Administration des Deniers Publics au delà de ce qui est consenti chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le feu Comte Ennon, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais causé le moindre empêchement."

De là on peut juger si les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de 1626. Il faut seulement remarquer que les Administrateurs nomment les Etats leurs Commettans, c'est pour autant que les Etats nomment lesdits Administrateurs & les présentent au Prince *ad confirmandum* & pour concourir à la reddition des Comptes du Païs en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-dessus en répondant au §. II. que le Prince

Anno 1723.

Prince est proprement celui dont les Administrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par consequent qu'ils n'ont proprement d'autre Principal ou Constituant que lui. Au reste nous prions tout lecteur qui aime la verité, de lire dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 462. *& suiv.* les Actes des années 1618 jusqu'à 1620. passez sous le Comte Ennon, & pag. 598. *& suiv.* les Actes passez sous le Comte Rodolphe Chrétien, & les Etats en 1626. on est persuadé qu'il sera surpris de la conduite extravagante de la Ville d'Embden, & que de telles entreprises des Sujets contre leur Seigneur soient restées impunies. En verité c'est par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Resolutions des Etats, on a toujours respecté les Accords précédens & les Decrets Imperiaux qui sont maintenus *ratione futuri*, quoique *ratione præteriti* les excès, troubles & opositions des Etats, & surtout des Administrateurs, fussent restez impunis; ce qui a rendu ces Gens si insolens, qu'ils ont consideré leur Prince, les Decrets Imperiaux & les Accords mêmes comme choses sans vigueur & sans force, ainsi qu'on le fera voir ci-après. Il est étonnant que les Etats osent alleguer l'Ordonnance des Fermes de 1631. dans laquelle on puise des argumens invincibles en faveur du Prince par raport aux Collectes comme nous l'avons fait voir ci-dessus. Ce que l'on raporte dans le Factum par raport aux Ministres du Prince, qu'ils ne peuvent se mêler en aucune maniere des affaires des Fermes & Contributions, ne fait rien à la question; il est raisonnable que dans un Etat, chaque Ministre reste dans les bornes des fonctions de sa Charge pour éviter toute confusion. Les Ministres du Prince ont chacun leur Emploi: savoir l'Administration de la Justice & de la Police chacun dans son ressort; les Administrateurs ont aussi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il est juste que ceux-là reciproquement laissent ceux-ci en liberté: chacun doit porter son fardeau. Peut-on conclure de là ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été souvent ordonné au College des Administrateurs particulierement dans les Résultats des Diètes de 1613. & 1614. de ne se point mêler des affaires qui ne concernent point leur Administration. Comme le Prince juge qu'il est raisonnable que ses Ministres s'abstiennent de l'Administration des Deniers Publics, de même il est en Droit de tenir la main à l'exécution des instructions des Administrateurs; d'autant plus qu'il est démontré ci-dessus, qu'ils ne tiennent leur Charge de personne que du Prince, ainsi que les Ministres du Prince, & qu'ils sont, en qualité de ses Sujets, soumis à sa Jurisdiction. Ainsi en bonne Justice les Administrateurs sont égaux à cet égard aux Ministres, & ils doivent reconnoitre tous respectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'est sur ce pied que le Comte *Ulric II.* a traité cette affaire dans les Actes de la Diète de 1638 que l'on trouve dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. Liv. 3. No. 41. *& suiv.* Surtout dans la Remontrance délivrée aux Etats en Septembre 1638. où il leur réprésente bien clairement ses Droits contre leurs prétentions. Cette Remontrance tiendroit ici trop de place, mais un court extrait y seroit nécessaire, & les Sommaires de chaque Article nous en tiendront lieu.

§. I. La Resolution des Etats sur les affaires publiques, n'est qu'une simple proposition.

§. II. Le *jus collectandi* apartient au Prince.

§. III. Aussi bien que de dresser le Rôle des Taxes.

§. IV. Les Biens du Prince sont exemts des Taxes.

§. V. Il ne convient pas que le Prince contribue à acquiter les Dettes publiques.

§. VI. Les Terres du Prince ont toujours été exemptes d'Impôts, autrement il auroit pour lui-même un Administrateur dans le College.

§. VII. Les Biens de la Chambre des Etats de l'Empire sont exempts des Taxes de l'Empire & du Cercle.

§. VIII. Il ne convient pas que les Terres du Prince contribuent au payement des Troupes de Hesse qui sont dans le Païs, puisqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c.

Comme les points specifiez dans cette Remontrance sont clairement démontrez, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

REPONSE AU §. VIII.

Quel pitoyable argument que celui que l'on tire ici des Resolutions des Etats! Il est dit expressément Art. 1. de la Resolution, que quant à l'Administration des Deniers Publics, on s'en tiendroit aux *Conventions & Accords*; les Art. 4. & 7. emportent la même chose.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Imperiaux, les Resolutions & Actes des Diètes de 1589. 1590. 1593. 1597. & 1599. tiennent le premier rang, & servent à expliquer les autres; c'est ce que l'on a déja prouvé. Tout de même dans la Resolution des Etats prise en 1662. sur la Convention de la Haye, dans le Chapitre des Griefs du Prince contre les Administrateurs des Deniers Publics, les Etats, &c. On s'en raporte aux explications tirées des Decrets Imperiaux, & l'on en a raporté les propres termes ci-dessus en refutant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Revision du Rôle des Taxes c'est une toute autre affaire, quant aux Ministres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Justice dans leurs Districts, comme il a été prouvé ci-dessus; mais ce n'est plus la même chose lors que le Prince donne un ordre exprès, ou une Commission particuliere à un Ministre, ou à quelque autre de ses Conseillers, ainsi qu'il le trouve à propos, pour éviter toute partialité & tout desordre, l'Ordonnance des Fermes de l'an 1631., ni les Resolutions alleguées des Etats ne parlent point des premiers, mais bien des derniers, comme on l'a déja prouvé. Les Decrets & Actes si souvent citez de 1589., 1590., 1593., 1597. & 1599. pris à la lettre donnent au Prince le Droit dans le dressement & la revision des Rôles des Taxes, ce qui n'est annullé nulle part. Le Baron de *Lyncker* dit expressement au Chap. 2. § 13. de sa Dissertation de *Catastris: Sic ferè ubique in Principum Imperii Territoriis servatur, ut Subditis relinquatur collationis modus, ita tamen ut Principi integrum sit, modum contribuendi inspicere, super eo statuere, & defectus & inæquitates corrigere & rectificare: Add. Mev. part. 3. Decis.* 216 Ce qui est d'autant plus nécessaire en Oostfrise que l'on n'y entend que des plaintes par raport aux Impôts; & que l'Inspecteur du Prince dans le College des Administrateurs ayant inspection sur tout ce qui s'y passe, on ne peut lui ôter l'Intendance & l'inspection dans la Revision, les changemens & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majesté Imperiale a mis expressement dans son Decret du 11, Juillet 1723.

REPONSE AU §. IX.

Les Etats ne feroient-ils pas bien mieux de passer sous silence ce que firent leurs Peres après la mort du Prince George-Chrétien, lorsque la Douairiere six Mois après la mort de son Epoux accoucha d'un Prince, Pere de Son Altesse Serenissime Regnante. Comment peut on se justifier d'avoir tenté, par le moyen des Puissances étrangeres, de renverser les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666. & 1667. que l'on peut lire dans le Tome II. de l'Hist. d'Oostfrise pag. 919. *& suiv.* les moyens inouïs qui ont été employez pour cet effet sont dans le Protocole des Deputez de 1667. & 1668, & Aitzema, Agent de ces Etats, les a fait imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'est ce qui se trouve répété dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 931. pour l'exposer aux yeux de tout le Monde. Il est étonnant que les Etats d'Oostfrise osent en apeller à de pareils Actes, dans lesquels ils se sont oposez d'une maniere si punissable aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrace comme violateurs de la haute Jurisdiction de l'Empire. Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Resolution des Etats on trouve que *la demande des Etats a été rejettée.* Dans les autres Resolutions on s'en tient aux précédens Accords. Pourquoi donc faire tant de bruit de choses qui ne sont pas? où sont les Decrets de 1589., 1590., 1593. & 1597. annullez. *Hic Rhodus, hic saltus.*

REPONSE AU §. X.

Les Etats devroient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Regente en 1673. & de ce qui s'en est suivi. Ce sont des preuves parlantes des desordres des Etats & de la mauvaise œconomie qui a jetté le Païs dans un état si déplorable. Si la Commission établie en 1673. n'a pas eu de suite, il faut s'en prendre aux fatales conjonctures d'alors, ce qui ne porte aucun préjudice *ratione futuri*, aux Droits du Prince.

ANNO 1723.

Prince. Souvent la chose la plus juste doit souffrir des conjonctures fatales, & être opprimée pendant un tems. Mr. Haro Burchard Baron *de Godens*, qui étoit alors premier Conseiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, signa les plaintes de la Regente, & avoua l'injuste procedé des Etats, comme il en est fait mention dans les Actes. Quant à l'Accord de 1678 les choses y sont laissées *ratione futuri*, par raport aux Collectes sur le même pied où elles étoient, savois que le Prince ne pouvoit s'arroger à lui seul le Droit des Collectes, sans la concurrence des Etats. Ceci est-il contre le Prince? Son Altesse prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une maniere convenable avec le Conseil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit ici que quelques §. de l'Accord qu'ils croyent être à leur avantage? On peut le consulter tout entier dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 970. & *suiv.* sur tout les Articles 1. & 5.

Qu'auroient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont ils observé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puissance étrangere sans le consentement du Prince, comment se sont-ils acquité de ce respect promis par le Serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il subsister avec des Conventions secretes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puissances étrangeres; comment peuvent ils en apeller à une Convention qu'ils ont violée presqu'au même moment qu'ils l'ont concluë?

Mais nonobstant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre chose d'où l'on puisse tirer ce qui est dans le titre du Factum? Où trouve-t-on que, lorsqu'une Convention consiste en plusieurs Articles, on ne les doive pas separer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats suivant le contenu des Loix du Païs, d'être fideles, bien intentionnez & obéïssans au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par raport aux Collectes, font partie de ces Loix du Païs; l'inspection dans les Collectes y est attribuée au Prince; sur ce fondement, ce qui est dans l'Art. 3. de la Convention par raport aux Deniers Publics, est incontestable, & signifie que les Etats & les Administrateurs se conduiront sur cette regle par raport aux Collectes, puisqu'aucun Accord du Païs n'est annullé dans cette Convention, & que la Regente n'avoit pas le Droit de les annuller; C'est pourquoi, tant que les précédens Decrets Imperiaux & les Resolutions publiées *in Contradictorio* ne seront pas annullez, ils serviront à expliquer cette Convention, & en consequence que la Regente ne se mêlera pas des Deniers Publics, ainsi qu'il est reglé dans les précédens Decrets Imperiaux. Les Con-Tuteurs présenterent contre cette Convention une Suplique à Sa Majesté Imperiale *de non præjudicando Domino pupillo Principi ejusque Successoribus*. C'est pourquoi lorsqu'en 1690. la Tutelle expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fut mise au nombre des Accords du Païs, & elle ne fut pas comprise dans les Reversales de l'installation lorsque le nouveau Prince prit la Regence en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majesté Imperiale, ainsi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Histoire d'Oostfrise pag. 1053. & 1054 avec les Remarques y jointes. Nous passons sous silence les autres circonstances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il est vrai que Sa Majesté Imperiale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on sait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contient; mais les Etats auroient beaucoup mieux fait de ne point parler du Rescript Imperial du 18. Juin 1684. car ce Rescript leur fait honte, puisque jusques à présent, bien loin de favoriser le départ des Troupes étrangeres, ils les ont retenues, & ont dépensé tant de millions pour leur subsistance au préjudice irreparable du Païs; il y en a un second de la même date où il y est défendu aux Etats de se servir en aucune maniere des Troupes étrangeres, ainsi qu'on peut le voir dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 1001. & *suiv.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, tant ils étoient convaincus de leur injuste procedé. Ce Rescript Imperial dit expressément que l'on n'entend autre chose sinon que la Tutrice ne fera rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & sans en traiter dans la Diète avec les Etats, & ne s'arrogera pas l'Administration des deniers publics à l'exclusion des Administrateurs. Ce que marque le mot *propre autorité*. Les Decrets Imperiaux & Resolutions de 1589., 1590., 1593., 1597. sont confirmez dans ce Rescript avec les Accords du Païs dont ils font la principale partie.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il ici que les Etats d'Oostfrise en apellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas autrement reconnoître? mais ils sont malheureux en citation, 1. c'est un abus que les Lois de l'Empire ne sont reçuës qu'avec la reserve des Pactes, Conventions & Privileges passez avec les Etats, c'est ce qu'avancent les Etats, mais il est certain que plusieurs Loix de l'Empire portent expressément la clause nonobstant toutes Conventions & Loix du Païs; ainsi que l'on peut voir dans le Traité de Monsieur Hugo *de Statu Regionum Germaniæ*, Chap. 3. §. 21. & dans Heertio *de Superioritate Territoriali* §. 25. Du nombre de ces Loix sont les Constitutions générales de l'Empire, où une seule confirmée pour toutes porte, que les Sujets & Etats médiats de l'Empire ne manieront pas les Deniers Publics à l'exclusion du Prince; & il paroît par les Actes de l'Empire, que plusieurs Electeurs & autres Princes porterent des plaintes lorsque l'on dressa la Capitulation de l'Election de l'Empereur Leopold, de ce que les Etats de leurs Païs s'arrogeoient plus d'autorité qu'il ne leur apartenoit dans le maniement des Deniers Publics; c'est pourquoi dans les Art. 7. 8. & 9. de cette Capitulation, il est ordonné généralement & sans exception que de telles prétentions seront une fois pour toutes entierement abolies; Loi qui n'est pas moins valide en Oostfrise qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Altesse le Prince d'Oostfrise, ne profiteroit-il pas de cette Ordonnance comme les autres, puisque dès le tems de Charles-Quint, il est marqué en substance dans toutes les Capitulations, comme il est repeté dans l'Art 3 de celle de l'Empereur *Joseph*, & dans le 17. de l'Empereur *Charles*, que Sa Majesté Imperiale ne souffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Païs s'attribuent privativement & à l'exclusion du Prince, la disposition, la recepte, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics. Le Conseiller Privé *Rhetius* considere cette Ordonnance comme une Constitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut opposer aucune exception, comme il s'en exprime Institut. Juris Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 4. *Tenentur Subditi Domino Territorii ad Collectas; & ubi Status Provinciales sunt ac habent inter se Jus distributionis Collectarum hodie* (puisque cela est annullé dans la Capitulation de l'Empereur) *id ita habere intelliguntur, ne excludatur Dominus, & hinc nec conventus inscio Domino intuitu earum Collectarum instituere valent* §. 3 *Cap. Leop. Verb.* Ne pas permettre que les Etats. &c. *secus facientes Jus superioritatis incurrunt ac Dominus eos arbitrarie coërcere valet. Arg. Art.* 7. *ad Cap. Leop. Verb. Juribus*, &c. & dans son Commentaire *ad Jus Feudale* Lib. 1. Tit. 1. il exprime d'une maniére très-remarquable comment ceci doit s'apliquer à l'Oostfrise.

Quemadmodum autem Juris superioritatis Territorialis Provinc. Statuum & Subditorum convocatio est, ita ipsi Status injussi de ejusmodi rebus deliberaturi, non convenire, multo minus publicæ necessitati inservituri Collectas inter se instituere valeant. Jura quippe ea superioritatis sunt, quorum illi non participes, sed ad ea exercenda in consilium saltem vocantur, propter §. 3. *Cap. Leopoldin. verbis:* Si dans ce cas & autres semblables on veut établir & tenir des Assemblées sans la participation & le consentement du Prince. *Quibus omnibus tamen expressis Pactis cum Statibus & Subditis haud derogatum crediderim, sed prout eodem Instrumento Pacis, & hac ipsa Capitulatione confirmata præsupponuntur, ita nisi* abutantur iis, *sarta semper servabuntur. Sed si generalia cum iisdem Pacta sint*, v. g. que le Prince voulut sans l'avis & le consentement de ses fideles Etats ne rien entreprendre ou statuer, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la prosperité du Païs, *& Status vel Subditi forte in rebus per Constitutiones Imperii Principibus aut Statibus speciatim post facta ista indultis, v. g. ne iisdem amplius salarium Assessoribus Cameræ, aut alia onera ex Dominio, sed Subditorum*

Collectis

ANNO 1723.

Collectis præstare debeant, Recess. Imper. Anno 1654. §. 14. Capit. Leopold. Art. 3. circa med. aliquid denegatur; Pactis confidere possunt? Minimè. Quoniam 1. talia pacta Principis ratione, Renunciationis instar sunt, quæ stricti Juris, nec ad ea extenduntur de quibus eo tempore probabiliter non fuit cogitatum. Gl. 20. §. 6. ff. ad Municip. Richter. Dec. 99 N. 33. qualiter de hisce & similibus Juribus, omnibus Principibus & Statibus post ea pacta indultis, nondum scriverunt. 2. Ea, quæ Principibus Instrumento Pacis hactenus ultimo, Recess. Imper. & Capit. Leop. indulta, per se commodum vel incommodum non afferunt, sed pleraque eorum Jus superioritatis Territorialis, quæ aliàs eadem ipsis competeret, nisi pactis id remiserunt, declarans, quorum exempla addere non vacat. 3. Novissima Capit. Imperat. & Jurium horum ratione Statibus Imp. adeò cautum, ut si Subditi eadem ipsis denegatum eant, armis vel quâvis aliâ Jure Imper. licitâ coërcitione, eadem sibi vindicare, illosque ad obedientiam redigere valeant Art. 7, d. c. verbis: puisqu'il est aussi permis aux Electeurs & Etats de se maintenir, suivant les Ordonnances de l'Empire, dans leurs Droits acquis, par eux-mêmes & avec les secours des Etats voisins, contre leurs Sujets, & de les mettre dans le devoir. *Quibus tamen Subditis pro re natâ, non omnem viam Justitiæ apud Cæsarem præcludi testatur Art. 3. d. Cap.* Qu'un semblable n'apartient pas proprement &c *sed cautos esse oportet ne querantur suo periculo.* Ces paroles d'un Savant si célèbre anéantissent d'abord les prétentions des Etats d'Oostfrise, & ces Privileges qu'ils vantent tant. De même un Ministre Prussien bien connu, a très-bien remarqué in Medit. ad Capitul Josephi Art. 3. *Jus indicendi Tributa & Collectas ad superioritatem Territorialem pertinet: Jus autem consentiendi cum voto negativo, etiam indicta Tributa distribuendi, quantum scilicet quilibet ad summam conventam conferre debet, Statibus Provincialibus competere solet. Cùm igitur Principes cum suis Statibus Jus hoc conjunctim exerceant, illisque maximè intersit, ne unus præ altero nimium gravetur, sed justa proportio observetur, & Tributa à Subditis exsoluta, ad debitum quoque finem erogentur; itaque absque injuriâ Principis sui, Status Provincialis dispositionem circa Tributa solis neutiquam privatiè sumere, nec eum penitùs excludere de jure possunt.* C'est tout ce que l'on peut dire sur cette affaire. La Resolution de l'Empereur adressée aux Etats de l'Empire n'est pas contraire à Son Altesse Serenissime, car elle ne prétend rien faire à l'égard des Collectes sans le concours & l'avis des Etats, ni lever des Impôts selon son bon plaisir, elle veut se tenir dans les bornes prescrites par les Decrets & Resolutions de l'Empereur de l'an 1589. & suivantes. L'explication du Prince George Chrétien touchant les Mandemens Imperiaux, alleguée par les Etats, est bien placée ici; Son Altesse Serenissime prétend ne s'en éloigner en rien.

Quant au Decret Imperial de 1688. le Droit du Prince y est clairement confirmé, comme il paroit en jettant les yeux sur l'Article de ce Decret qui traite des Diètes & des Collectes; ce qui est d'autant plus nécessaire que le principal de cet Article est obmis dans le Factum des Etats, où l'on allegue des periodes mutilées, voici le 1. & 2. Art.

„ 1. Quant aux Diètes, puisque conformement au Droit & à la Coutume le Prince peut *proprio motu* les assembler toutes les fois qu'il le juge utile & nécessaire, il sera néanmoins obligé de requerir ou les Etats en corps, ou l'Ordre des Nobles, ou celui des Villes, ou une Ville seule, comme aussi le tiers Etat & les Colleges des Députez ordinaires & des Administrateurs, ou les Administrateurs seuls, de pouvoir assembler la Diète pour des affaires qui concernent le bien du Païs conformement aux Accords, dans un Mois, ou tout au plus dans six semaines s'il ne s'adresse qu'à un des Membres des Etats; les Credentiales des Comparans seront examinées par les Commissaires du Prince conjointement avec les Députez des Etats; & s'il s'y trouve des défauts, il dépendra des Députez de les renvoyer ou de les admettre.

„ On ne déliberera dans la Diète sur aucune affaire que celles qui seront contenues dans les Lettres de convocation, à moins qu'elles ne regardent quelques Membres des Etats ou des *Provincialia*. C'est pourquoi le Prince aura toujours soin d'esprimer dans ces Lettres, s'il convoque les Etats *proprio motu*, les motifs qui l'y ont déterminé; & si c'est *ad instantiam* des Etats, les raisons pourquoi la Noblesse, les Villes, ou le tiers Etat, ont demandé l'Assemblée de la Diète; & comme il ne sera point permis à l'avenir de proroger la Diète d'une maniere partiale, le Prince ne refusera pas la prorogation demandée, pour peu que les raisons alleguées paroissent importantes. Comme il arrive souvent dans les Diètes des cas, où l'on est obligé de déliberer sur des choses où quelqu'un est interessé en particulier, telle personne sera obligée de se retirer de l'Assemblée: du reste on se conduira dans toutes les operations de la Diète conformement aux Decrets Imperiaux, Recès d'execution, Resolutions, Concordats, Loix du Païs & Coutumes.

„ 2. Quant aux *Collectes en Oostfrise, la levée & l'Administration des Deniers Publics*, il est raisonnable que le Prince d'Oostfrise, conformement à nos Ordonnances & de nos Prédécesseurs, & aux Accords qui s'en sont suivis par raport aux Collectes & Impôts, lorsqu'il est nécessaire de les mettre, ait le Droit de les établir dans la Diète de la maniere specifiée dans l'Article précédent; bien entendu qu'on ne mettra, ni ne levera ni Collectes, ni Contributions, ni Impôts, ni Droits d'Entrée, ni augmentation desdits Droits, ni Accises ni Licens, sous quelque nom que ce soit, sans le consentement & l'approbation des Etats dans la Diète, qu'ils ne refuseront pas dans les dangers & besoins évidens de l'Etat, encore moins pour la défense de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, ou autres nécessitez: ce que le Prince, ses Successeurs & les Etats seront obligez d'observer en conformité des Droits & Coutumes. Et puisqu'on ne peut trouver de meilleur *modus contribuendi* que celui qui a été en usage jusqu'à présent d'une Taxe Capitale & personnelle, on s'en tiendra là, comme aussi pour les Accises ordinaires & autres Impôts jusqu'à nouvel ordre, &c..... Au reste l'Administration, la levée, & la direction desdits Deniers Publics resteront entre les mains de *six Administrateurs élûs par les Etats & présentez au Prince pour être confirmez, le tout en présence de l'Inspecteur du Prince qui occupera sa Place*, & le Tresorier nommé par les Etats prêtera Serment & donnera caution, le tout avec cette condition & cet ordre que lesdits Administrateurs ou Assignateurs ne feront d'autre usage de ces Deniers que celui auquel ils seront destinez, & les manieront de maniere qu'ils puissent en rendre compte, tous les ans le 10. de May, *en presence de l'Inspecteur du Prince, & même d'un Commissaire, s'il le juge à propos.* Ensorte qu'ils employeront ces Deniers Publics pour le bien de l'Empire & du Païs, acquitant les divers Subsides de l'Empire & du Cercle, fournissant à l'entretien de la Chambre de Wetzlaer & du Prince, conformement aux Coutumes de l'Empire & à notre Decret du 24. Juillet 1688. & autres Reglemens qui pourroient suivre; *ainsi nous nous attendons que les Etats, pour témoigner leur respect pour leur Prince, le secourront toujours dans le fardeau des Dettes, conformement aux Accords & selon leur Pouvoir.*"

Tous les Decrets Imperiaux, les Resolutions précédentes & les Accords sont encore confirmez dans ce Decret, ensorte que les termes & les expressions en doivent être espliquées par les précédens Decrets; ainsi personne ne peut, avec la moindre ombre d'équité, conclure de ce Decret, que les Etats d'Oostfrise ont Droit de consentir, lever, & employer, à l'exclusion du Prince, les Contributions, Impôts & autres charges publiques. On peut remarquer ici que les Etats ont cité ce Decret d'une maniere toute artificieuse, n'alleguant que quelque chose du second Article, & obmettant le commencement & la fin; quoique le peu qu'ils en alleguent leur soit directement contraire, puisqu'il est dit expressement que *l'Inspecteur, dans le College des Administrateurs, represente le Prince & en occupe la place.* 2. Que le Trésorier doit prêter le Serment & donner caution. 3. Que les Administrateurs NB. n'employeront l'Argent qu'aux usages auxquels il sera destiné, de maniére qu'ils puissent en répondre.

Un Lecteur judicieux peut conclure de ceci, ce que l'on doit penser de tout ce qu'avancent les Etats; sur tout la derniere periode citée du Decret de 1688. touchant les Subsides de l'Empire & du Cercle, les renvoye *aux Coutumes de l'Empire*, & les oblige à *témoigner leur devouement & leurs respect pour leur Prince, en l'aidant en toute occasion.* Le 3. Art. de ce même

ANNO 1723.

me Decret dit expreſſément, que les Etats ſont obligez, de ne préjudicier en aucune maniere, ſuivant les Concordats, à leur Prince ni à ſes Droits, Dignitez & Regales, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fideles Sujets contre qui que ce ſoit : ainſi on peut conclure que ces Droits du Prince ſont confirmez en propres termes dans ce Decret.

REPONSE AU §. XIII.

L'argument que les Etats tirent de la Reſolution Imperiale de 1691. eſt entierement faux; ce qu'on a dit ci-deſſus, le prouve ſuffiſamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Reſolution entiere dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1025. *& ſuiv.* ſur tout ce qui concerne les Griefs 1. 2. 3. & 4. du Prince, deſorte que cette Reſolution Imperiale ayant été intimuée aux Etats en 1692., ils firent entendre dans leur réponſe, que ces Decrets portoient leurs coups juſqu'au cœur d'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir dans l'Hiſt. d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1056. où l'on trouve auſſi la réponſe à de pareils prétextes. Au reſte on regarde comme un avantage que les Etats ayent allegué, dans leur Factum, le Decret Imperial de 1658. & la Reſolution de 1691. ſans aucune reſerve, confirmant ainſi l'obligation, où ils ſont, ſans cela, d'y obéir; mais cela prouve qu'ils ont d'autant moins de raiſon de ſe plaindre des Decrets Imperiaux poſterieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a été ſi ſouvent confirmé dans tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de fatales conjonctures.

REPONSE AU §. XIV.

Toujours la même choſe! tous les Decrets Imperiaux citez & les Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597., ont été confirmez dans l'Accord d'Hanovre, de quelles autres preuves a-t-on beſoin? ſi l'on s'en tient à ces fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, tous differens ceſſent: Son Alteſſe Sereniſſime ne demande rien davantage. Les Etats en ne remontant dans leur Factum que juſqu'à l'an 1606. pour trouver les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, & paſſant ſous ſilence tant de Decrets Imperiaux anterieurs rendus *in Contradictorio*, ſe ſont trop découverts, & ont fait connoitre qu'au lieu des véritables fondemens du Gouvernement d'Ooſtfriſe que l'on trouve dans ces Décrets, ils en poſent de faux & d'imaginaires, & ſapent les véritables fondemens qui ſervent de baze aux liens de l'obéiſſance & de la ſoumiſſion.

REPONSE AU §. XV.

Cette Réponſe eſt toute naturelle. Tous les précédens Decrets imperiaux, les Recès d'exécution, & les Reverſales de l'Hommage, repetez dans le Formulaire de Serment des Miniſtres, & renouvellez pour la derniere fois dans l'Accord d'Aurich de 1699. c'eſt pourquoi il eſt cité dans toutes les pages. Mais que peuvent en tirer les Etats à leur avantage? dans les *Exhibita* du Prince, Son Alteſſe Sereniſſime ne demande point que la juſte liberté des Etats en ce qui concerne les Collectes ſoit limitée, mais ſeulement que l'on mette ordre aux déteſtables abus qui cauſent la ruine du Païs, dont les Habitans ſe plaignent depuis longtems, & même conformement aux Conſiderations des Etats de l'an 1612., qui ſe trouvent dans le Reſultat de la Diète.

REPONSE AU §. XVI. & dernier.

Ce §. contient les conſequences que les Etats tirent des précédens; mais comme tout ce qui précéde eſt faux, imaginaire, & deſtitué de preuves, ainſi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raiſon de ce Factum des Etats ce que le Chancelier Stammler dit dans la Préface de ſon Traité ſur le Livre d'Hippolite à Lapide *de Reſervatis Imper. Tot impudentiſſimas Legum Conſtitutionumque cavillationes, tot perverſas earum Interpretationes reperies, quot in illâ paginæ reperiuntur.*

Notre concluſion au contraire reſte dans tout ſon entier, fondée qu'elle eſt ſur les Conſtitutions du Païs, ſur les preuves inconteſtables que nous avons alleguées, & ſur les précédens Decrets Imperiaux; ſavoir que ni le *conſentement* des Impôts & Contributions, ni leur *levée*, ni leur *emploi*, ne peut ſe faire à l'excluſion du Prince. Rien n'eſt plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maiſon Regnante auroit aprouvé l'Adminiſtration arbitraire des Etats. L'Etat ſeul où les choſes ſe trouvent, les malheurs & les calamitez qui en ſont provenuës, en diſent plus que nous ne pourrions le faire. Que diroit un prudent Pere de Famille, ſi ſon Intendant, qui auroit prodigué ſes Biens, refuſoit de lui rendre compte, ſous prétexte que ſon Adminiſtration n'auroit donné lieu à aucun deſordre. Les gemiſſemens & les plaintes du Peuple ne font que trop connoitre comment l'Ooſtfriſe a été conſervée au milieu de cette confuſion; car enfin peut-on nommer conſervation, la ruine & le deſaſtre que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, ſoit pour l'Eccleſiaſtique, ſoit pour les Finances; enſorte que l'on peut devant Dieu & en conſcience pouſſer de la part de l'Ooſtfriſe les plaintes les plus améres, & dire avec Pline que l'*Ærarium publicum* eſt un véritable *Spoliarium Civium*. Il eſt vrai, chaque Païs en Allemagne a ſes Conſtitutions particulieres, & même elles different entr'elles; mais quelle conſequence les Etats tireront-ils de cette Remarque? Son Alteſſe demande-t-elle autre choſe que de jouïr de ſa Juriſdiction Seigneuriale ſuivant l'ordre établi entre elle & ſes Etats, & ſuivant les Loix d'Ooſtfriſe? Mais comment ceux qui ſe font nommer les Etats du Païs, ont-ils obſervé juſqu'à préſent cet ordre & cette Juriſdiction? Il faut être bien téméraire pour oſer cenſurer par des Remarques auſſi indignes le Decret Imperial du 18. Août 1721., ainſi qu'on le trouve à la fin du Factum; c'eſt à quoi l'on ne daigne pas répondre : le contenu de pareils Decrets ſe défend de ſoi-même contre de ſi foibles attaques.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Factum des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra auſſi en conclure ce qu'on peut penſer des Privileges immemorials des Etats d'Ooſtfriſe, les Traitez publiés depuis peu à Embden ſur cette matiere prouvent aſſez combien foibles en ſont les fondemens.

1724, 10. Août.

Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *en Date de Vienne le* 10. *Août* 1724.

CHARLES, &c.

X. MAis ſur tout ce ſera un des moyens les plus efficaces pour reprimer les dangereuſes entrepriſes des tumultueux, ſi, en leur ôtant la levée & l'Adminiſtration des Tailles, & de tout autre Argent du Païs, on ne leur permet point de conventicules, ni ne les apelle aux affaires des Diètes ou de la Commiſſion, & ſi pour cette fin on choiſit en leur place, *autoritate noſtrâ Caſareâ*, à une Diète, d'autres Députez Adminiſtrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur ſoumiſſion nous reconnoiſſent pour le Chef & le Juge ſuprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidelité & zèle pour le bien & la tranquilité publique; leſquels on chargera proviſionellement de toutes les fonctions des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, ordonnant aux Officiers Subalternes de leur obéir, & défendans ſévérement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Païs aux vieux Députez & Adminiſtrateurs, ou en établiſſant d'autres ſi on le juge à propos, qui doivent jouïr de notre protection Imperiale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députez & Adminiſtrateurs doit être établi dans une autre Ville ſûre, & non point à Embden, qui eſt l'endroit où les ſéditieux forgent leurs mauvais projets, &c.

1725. 12. Fevr.

Acte de Soumiſſion des Adminiſtrateurs qui ont été demis de leurs Charges.

Aux Commiſſaires Subdeleguez de Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE; *& de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *commis par Sa Majeſté Imperiale*

ANNO 1725.

periale pour regler les differens en OOSTFRISE.

EXCELLENS SEIGNEURS.

NOus déclarons respectueusement par les présentes à Vos Excellences, que suivant notre devoir nous ne nous oposons point aux intentions de Sa Majesté Imperiale dans les differens d'Oostfrise, mais que nous attendrons quelle fin Dieu & Sa Majesté Imperiale mettront à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majesté Imperiale suivant sa Justice naturelle, après les assurances gracieuses qui nous ont été données, ne nous maintienne dans l'entiere, pleine & paisible jouissance des Privileges anciens & Libertez conformes aux Accords.

C'est pourquoi nous nous adressons encore humblement à Vos Excellences, les suplians d'enregistrer notre présente soumission, & en consequence de suprimer le Reglement provisionel fait par raport à notre College, ensorte que ledit College continuë à subsister de la maniere qu'il a été établi, & que ses Patentes soient publiées dans le Païs, dans cette confiance nous sommes avec toute sorte de consideration,

EXCELLENS SEIGNEURS,

Vos très-obéissans,

Les Députez ordinaires & Administrateurs du College d'Oostfrise.

quorum nomine

A. B. VON APPELL.

J. BUDDE.

COOP ICELING VON REHDEN.

Embdeni in Collegio Provinciali 12. *Febr.* 1725.

A la Commission subdeleguée de l'Empereur.

22. Fevr. *Extrait du Regître des Resolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *sur les differens dans le Païs d'*OOSTFRIZE, *& les Decrets Imperiaux émanez à ce sujet, de même que sur la Commission, & l'execution decretées. Jeudi* 22. *Fevrier* 1725.

OUï le raport des Sieurs Singendonck & autres Députez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires d'Oostfrise, lesquels en conformité & pour satisfaire à leurs Resolutions Commissoriales du 12. du passé & 20. du courant, ont examiné les Memoires présentez par le Sr. Becker, Ministre & Conseiller de la Regence de Son Altesse le Prince d'Oostfrise, par lesquels il demande que Leurs Hautes Puissances veuillent à l'avenir ne plus écouter, pour les raisons y alleguées, le Bourguemaître & Magistrat d'Embden, de même que les Administrateurs congediez de la Caisse publique, qui se tiennent dans ladite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la soumission à Sa Majesté Imperiale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a représenté plus amplement dans lesdits Memoires, & sur tout dans le dernier, où en même tems il a fait part à Leurs Hautes Puissances de son dessein de retourner en Oostfrise en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été déliberé; il a été trouvé bon & résolu, de faire audit Sr. Becker sur ces Memoires présentez, la réponse suivante.

Que Leurs Hautes Puissances depuis quelque tems, & depuis que les differends qui regnent en Oostfrise étoient parvenus à leur connoissance, avoient témoigné à diverses reprises l'intérêt qu'elles prenoient, pour plusieurs raisons, à la conservation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cause du voisinage, en second lieu à cause de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & du maintien qu'elles avoient promis de plusieurs Accords & Conventions faites; plus à cause de la Garnison qu'elles ont depuis plus d'un siecle dans les Villes d'Embden & de Leerohrt, & enfin en consideration des Capitaux que quelques Habitans de l'Etat avoient avancez, sous leur Garantie, au Païs d'Oostfrise sur plusieurs de ses Revenus.

Que sur ce fondement elles n'avoient pas pû rebuter tout d'un coup ceux qui s'étoient adressez à elles sur ce sujet, mais qu'elles s'étoient crû obligées d'écouter les Griefs qu'on leur raportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire cesser, s'il étoit possible, ces differens par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puissances s'étoient assurées d'en avoir usé avec tant de prévoyance & de circonspection, que leur conduite n'avoit porté aucun préjudice à personne. Et comme elles avoient toujours été du sentiment, que cette affaire se pourroit terminer à la satisfaction réciproque des deux Parties, si seulement l'on vouloit mettre pour base & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui composent les Loix fondamentales de l'Oostfrise, elles avoient apris avec plaisir dudit Sieur Becker, que non seulement l'intention de Son Altesse n'étoit nullement d'y faire aucun changement, & qu'elle ne cherchoit qu'à s'oposer aux abus qu'on en faisoit; mais aussi que dans le procedé de S. M. I. & de la Cour Aulique, ces Accords & Conventions étoient posées pour fondement, & que les Decrets Imperiaux se fondoient là-dessus. Qu'au reste Leurs Hautes Puissances n'entreroient pas en matiere pour répondre à tous les points compris dans lesdits Memoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumission, tant des Administrateurs congediez que du Magistrat d'Embden, que ledit Sr. Becker a communiquez à plusieurs Membres de la Regence, elles ont vû, que lesdits Administrateurs & Magistrat s'étoient déclarez de se soumettre à l'égard des differens d'Oostfrise à l'intention & à la volonté de Sa Majesté Imperiale; desorte qu'on peut esperer que par là l'Union entre Son Altesse & ses Etats, y compris la Ville d'Embden, sera rétablie, à quoi l'on pourra s'attendre plus sûrement, si par une exécution moderée des Decrets Imperiaux, on fait voir par effet, que l'intention de Sa Majesté Imperiale & de Son Altesse n'est pas d'enfreindre en aucune maniere les Privileges & Droits des Etats & de la Ville d'Embden, fondez sur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puissances prient ledit Sr. Becker de contribuer à son retour autant qu'il sera possible, par ses bons offices. Outre cela il a été résolu de faire expedier pour ledit Sr. Becker des Lettres de créance en bonne & dûe forme, lesquelles lui doivent être remises, conjointement avec l'Extrait de cette Resolution de Leurs Hautes Puissances par l'Agent de Baarle, &c.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'elles étoient très mortifiées d'aprendre que les troubles augmentoient jusqu'à ce point, qu'elles l'avoient aprehendé, & que pour cette raison elles avoient conseillé à Son Altesse Serenissime d'employer les voyes de la douceur pour ramener les Renitens à la soumission, lui offrant leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Altesse Serenissime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puissances n'avoient cessé de tems en tems de lui représenter les suites qui étoient à craindre si elle poursuivoit ses prétensions à la rigueur, puisqu'elle jetteroit ses Sujets dans le desespoir: que L. H. P. desaprouvoient absolument la revolte & les voyes de fait dont Son Altesse Serenissime se plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands desordres, elles verroient volontiers qu'on se prêtât aux voies de la douceur pour arrêter ces mouvemens, dont les progrès menaçoient le Païs d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient emploié tout leur crédit auprès du Magistrat d'Embden, pour le détourner des voies de fait, & qu'Elles exhortoient Son Altesse Serenissime à ne pas se servir avec la derniere rigueur de ce qui est à son avantage dans le Decret Imperial, surtout à ne pas introduire de Troupes dans le Païs, puisqu'elles le ruineroient & ne serviroient qu'à irriter encore davantage les esprits, &c.

Reso-

ANNO 1726.
6. Avril.

Resolution de Son Altesse Sereniſſime aux Habitans de Leerb, &c. en Date du 6. d'Avril 1726.

I. SOu Alteſſe notre très-gracieux Prince & Meître, veut que les Communes & les Habiteus du Bourg de Leer, qui jusqu'ici ſe ſunt ſoulevez contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime en prenant les armes, les mettent bas incontineut, & que chacun retourue chez ſoi, à ſa profeſſiou & métier, s'abſtenant à l'avenit de toute violence.

II. Veut Sou Alteſſe que ſun Baillif, ſon Receveur des Tailles, & ſes antres Officiers ne ſoient point troublez dans l'exercice de leuts fouctions, que les Habitans qui ſe ſont ſauvez, puiſſent reutrer librement, & ſans empéchement dans la poſſeſſiou de leurs Biens, & exercer paiſiblement leur profeſſion.

III. Vaut Sou Alteſſe Sereniſſime que les Communes faſſeut ſortir les Soldats d'Embdeu, du Bourg de Leer, & ue ſe ſervent plus de laur aſſiſtance; d'autant que Sa Majeſté Imperiale a caſſé cette Garniſon en vertu de ſon Decret.

IV. Si les Députez du Bourg & des autres Communes y entendent, quant à Elle, Elle leur ſera grace & leur pardounera le paſſé.

V. Au reſte Son Alteſſa attendra, à l'égard de l'Ordonnance Imperiale publiée en dernier lieu, l'échéeuce du terme de deax Mois, que Sa Majeſté Imperiale a bien voulu accorder aux Renitans.

VI. Les ainſi ommmez Députez des Communes & du Bourg de Leer, ont à ſe déclarer là-deſſus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Baillif à Leer, qui ont Commiſſion particuliere pour cet effet de Son Alteſſe. Et ſi en méme-tems les Députez ſouhaitent de s'aboucher là-deſſus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Baillif, la préſenta leur ſervira de Sauf-conduit. Mais en cas qu'ils ne ſe déclareut ſur ce ſujet ou point du tout, ou avec lenteur, ou d'nne mauiere peu ſatisfaiſante, Sou Alteſſe Sereniſſime prendra ſans tarder les meſures néceſſaires pour le repos & la ſureté de ſes fideles Etats, comme auſſi pour la maintien de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale & de ſes propres Droits. Auquel cas on ne ſauroit lui attribuer tous les malheurs qui en réſulterout, puisqu'elle a offert tant de grace dans la préſente Reſolution auxdites Communes & au Bourg de Laer, après les faures énormes qu'elles ont commiſes. C'eſt ſur quoi elles ont à ſe regler. Fair à la Réſidence de Son Alteſſe à Aarich, ſigné de ſa propre main, & ſcellé du Sceau de la Regence, le 6. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.
(L.S.)

Réponſe des Communes du Bailliage de Leerobrt, du 10. Avril 1726. à la ſusdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime.

Mercredi 10. Avril 1726.

Les Députez des Communes ont fait appeller le Souſſigné, & lui ont remis la Reſolution qui ſuit de mot à mot.

SUr la répréſentation que Mrs. les Commiſſaires de Son Alteſſe ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci ſe trouvent obligez de laur faire reconnoître leurs ſentiment de la maniere ſuivante.

Ad. 1.) Qu'on avoit apris avec beaucoup de chagrin les fauſſes inſiuuations qu'on a tâché de donner à Son Alteſſe, comme ſi les Habitans avoient pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime; quoiqu'il ſoit notoire qu'on n'en ſeroit jamais venu là, ſi l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre des violences publiques & inſuportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours. Que d'ailleurs rien ne ſauroit être plus agréable aux Habitans, que ſi chacun pouvoit exercer en Paix & en repos ſa profeſſion & ſon métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avoient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Adminiſtration de leurs charges, quoiqu'ils ne puiſſent pas empêcher que le Peuple ne ſoit ſi aigri, qu'ils ne ſe ſoient plus crû en ſureté chez eux, l'exécution de ce point dépendra uniquement de là, qu'on ôte tous les obſtacles au repos, par une exacte obſervation des Accords, & qu'on arrête toute ſorte d'exaction.

ANNO 1726.

Ad. 3) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'affliction, de déſolation & de leur ruine totale, il eſt impoſſible qu'on puiſſe prétendre avec équité qu'ils ſe défaſſent des Troupes des Etats; quoique rien ne feroit plus de plaiſir aux Habitans que d'avoir des Aſſurances ſuffiſantes qu'on ne ſeroit point troublé dans la poſſeſſion où l'on eſt de l'Adminiſtration des Fermes, & qu'en général la violence & l'injuſtice ne prendroient pas le deſſus. Auſſi eſpere-t-on que pluſieurs raiſons invincibles porterout la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale à changer de réſolution ſur la caſſation des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il eſt vrai que les Habitans doivent reconnoître en tout reſpect ſa gracieuſe déclaration; mais comme ils ne ſe ſentent coupables d'aucun crime & qu'il leur paroit rebutant, que le perdon n'a été promis que de la part de Son Alteſſe Sereniſſime perſonnellement, ils eſperent que Dieu inſpirera à Son Alteſſe des ſentimens de Paix, & qu'il préviendra par ſa Providence toute ulterieure diſſenſion, qui ne ſauroit que cauſer la perte du Païs; car quoique tous les Habitans continueroient volontiers dans une fidelité & obéïſſance conforme aux Accords, ils ſeroient reſponſables même devant le Monde, ſi lorsqu'on vieut à les enfreindre, ils ſe laiſſoient priver de tous leurs Privileges. Enfin les Habitans ne peuvent qu'être extremement ſurpris que la repréſentation ci-devant mentionnée, & qui eſt datée du 6. du courant, leur a pû être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eut uſé des violences les plus terribles & inouies dans toute la Chrétienté; d'où l'Homme du Monde le plus innocent peut tirer la conſequence, que malgré toutes les promeſſes on ne ſauroit être en ſureté, & qu'on n'auroit à attendre qu'affliction & déſolation, ſi Dieu & la Nature ne fourniſſoient d'autres moyens, & ne permettoient de s'en ſervir.

Ceci eſt la veritable Reſolution ou Pleinpouvoir, ce qu'à la requiſition des Plenipotentiaires préſens des Communes, j'ai atteſté par mon ſeing, en y apposant le Sceau Notarial.

N. MENCKEN, *Not. Caſ. publ.*

(L.S. Not.)

*Reſolution ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRIZE, *du 12. Avril, ſur la Déclaration des Députez des Communes, en Date de Leer le 10. Avril 1726.*

SOn Alteſſe, notre très-gracieux Prince & Maître, veut & demande par la préſente, que les Députez, au nom desquels la Déclaration ſignée par le Notaire Mencken à Leer le 10. Avril 1726. a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Alteſſe Sereniſſime, en réponſe à la Reſolution qui leur avoit été adreſſée en Date du 6. Avril, ſe rendent ici à la Réſidence le 17. du courant, munis de Pleinspouvoirs ſuffiſans des Communes dont ils ſe qualifient Plenipotentiaires, pour attendre du Conſeiller privé & Chancelier, & des autres Conſeillers commis à cet effet, la Reſolution & Déclaration de Son Alteſſe ſur ladite Réponſe, où S. A. S. a vu avec ſurpriſe, que les Communes ſont très-mal inſtruites de la ſituation de l'affaire, & qu'elles ont beſoin d'information ſur les points y compris, comme il paroit par la Reſolution préalable ci-jointe. Pour cet effet, non ſeulement Son Alteſſe leur accorde Sauf-conduit par la préſente, mais la Commiſſion Subdeleguée leur donne une pareille aſſurance, S. A. S. ſe réſervent au reſte tout ce qui peut lui competer. Signé de la main de S. A. & ſcellé du Sceau de la Regence le 12. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

ANNO 1726.

I. Son Altesse Serenissime voit avec étonnement, qu'on a osé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Staudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majesté Imperiale & Elle, mais qu'ils avoient été obligez, faute de protection du Maître, de se défendre contre de prétendues violences publiques & insuportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au secours; quoiqu'il soit notoire que le soulevement à Leer & en d'autres endroits, ne s'est fait, déja dans l'année passée, que dans la seule vuë de renverser de ses propres Forces les Ordonnances Imperiales sur les differens dans le Païs. Et jamais Son Altesse n'a refusée sa protection à aucun Sujet, ni personne des Communes ne l'a jamais implorée.

Mais qu'on ose prétendre que Son Altesse aprouve les violentes oppositions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuse d'avoir refusé sa protection à ses Sujets, c'est là un raisonnement des plus étranges. Une autre proposition encore plus grossiere, est qu'on avoit été obligé d'apeller au secours les Troupes des Etats, comme on les apelle; or on peut voir clairement par la Patente Commissoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Resolution du Prince, que la Garnison d'Embden n'est pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y est que pour garder la Ville: & quel danger y avoit il qui rendit le secours de ces Troupes si nécessaire? les Communes ne souffrirent aucune violence injuste; aussi quand elles liront l'Ecrit que tout le Tiers-Etat a présenté à la Haye le 10. Février 1695. au sujet de la Garnison d'Embden, elles auront une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paroît pas moins étrange à Son Altesse, qu'on ose avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler ses Officiers dans l'Administration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêté? mené par force à Embden, & en particulier du Receveur des Tailles à Leer, tout cassé & malade qu'il étoit, ne le prouvent que trop. Et si quelqu'un est aigri contre eux, c'est justement cette aigreur qui doit être comptée parmi les choses défenduës.

Son Altesse Serenissime a remis au Juge competant & supréme, à décider en quoi consiste l'observation inviolable des Accords: & si les Communes sont obligées de reconnoitre un Juge, elles sont aussi obligées de s'en tenir à ses décisions, & de ne point juger, selon leur fantaisie, de l'observation inviolable des Accords.

III. C'est une fausseté insigne, que les Habitans soient menacez d'affliction, de désolation & même de leur ruine totale: Son Altesse a témoigné tout le contraire dans sa Resolution; mais ceux qui continuent à s'opposer au Chef suprême & à leur Prince legitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils sont déclarez dignes des punitions dont ils ont été menacez: Et qu'est-ce que l'usage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, sinon une opposition réelle aux Ordonnances du Juge suprême, auquel rang il faut aussi mettre la prétenduë possession de l'Administration des Fermes.

IV. Il n'est pas dans le Pouvoir de S. A. Serenissime de donner pardon & de faire grace, que pour Elle personnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majesté Imperiale & à sa Commission, & il ne dépendra que de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'assurer de la Clémence de Sa Majesté Imperiale. Son Altesse ne demande qu'une fidelité & obéissance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité se doit prendre dans le sens que lui donne la décision de Juge suprême, & non pas dans celui d'une explication volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire est finie. C'est la faute des Soldats d'Embden, que la Resolution du 6. du courant n'a été renduë aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il étoit expressément ordonné au Lieutenant-Colonel de Staudach, de faire tenir ladite Resolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-dessus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'étant posté avec son Monde à Loga, & étant allé reconnoitre les environs avec quelques Cavaliers, il a d'abord été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embden sorti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer ses Cavaliers pour repousser la force par la force. Et comme après cela ceux d'Embden ont été obligez de céder, il a fait sonner la retraite par le Trompete du Prince qu'il avoit avec lui, nommé Tobias Hartung; mais bien loin d'y vouloir entendre, on a même fait feu sur lui, lorsqu'il a sonné la seconde fois, ce qui a occasionné le combat. Et quoique cet accident fournissoit assez de raisons à Son Altesse Serenissime pour retenir sa Resolution, elle n'a pourtant pas laissé de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus son affection paternelle. C'est donc une accusation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en sureté malgré toutes les promesses, le contraire saute aux yeux; mais ceux qui ont poussé les Communes à ces mouvemens, font voir par leur conduite que c'est à eux & à leurs assurances qu'on ne peut guere se fier, retenant jusqu'ici, contre la promesse qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince prisonniers à Embden, au grand dommage & préjudice des Habitans même. Signé du Seau de la Regence le 12. Avril 1726.

(L.S.)

Déclaration des Communes de Leer, & Consors du 16. Avril 1726. sur l'ulterieure & préalable Resolution qui leur a été adressée du 12. Avril 1726.

DEvant moi soussigné Notaire, comparurent les Députez des Bailliages de Leerohrt, Stickhausen, & Embden, me requerant de bouche, de coucher par écrit leur très-humble Déclaration suivante, sur les Ordonnances & Propositions respectives que Son Altesse Serenissime leur très-gracieux Prince & Maitre, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration contient ce qui suit.

Sur la Déclaration ulterieure de Son Altesse, Datée du 12. du courant, & renduë par un de ses Gens, on a dû & voulu faire savoir, & on prie de raporter très-humblement à S. A. S.

I. QU'on a remarqué par ladite Déclaration avec un extrême chagrin & en versant des larmes, que la chose a été représentée à Son Altesse, (ce que le juste Dieu vangera) comme si les Habitans n'avoient pris les armes que dans la vûe de renverser par leurs propres forces les Ordonnances Imperiales; quoique la triste experience fait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de se défendre autant qu'il est possible, contre des violences publiques, & contre des cruautez qui feroient horreur même à des Barbares, sans qu'on ait jamais pensé de se soulever contre les Ordonnances Imperiales par la force.

II. Qu'on ne sauroit reconnoitre le prétendu College, & qu'on croyoit pouvoir justifier devant toute la terre les mesures qu'on avoit prises, pour n'être pas dépossedé sans autre forme de Procès, contre les entreprises violentes qu'on médite pour l'établissement dudit College, & le maintien de ceux qu'on a érigé en Administrateurs, qui ont poussé leur effronterie si loin, que dans le Memoire qu'ils ont présenté à la Commission Subdeleguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme si c'étoit une piece achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la derniere Canaille, & se sont mocquez de Messieurs de la Noblesse d'une maniere digne de châtiment, toujours sous prétexte de l'autorité suprême de Sa Majesté Imperiale.

III. Ceux donc qui sont établis pour rapporter au vrai à Son Altesse Serenissime ce qui se passe dans le Païs, en auront certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de si affreuses actions, dont le bruit s'est même répandu par tout dans les Païs étrangers, & qui ont fait un tort considerable au Païs par raport au credit général, ils aïent osé dire même publiquement, que le vol & le pillage étoient choses permises; car où chercher protection, si ceux qui font des violences sont non seulement encouragez, mais même appuïez par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doivent consister les prétenduës voies de fait contre les Ordonnances Imperiales, pourvû qu'on distingue bien la vrai d'avec le faux; & qu'il est sans cela une chose inouïe

ANNO 1726.

ANNO 1726.

nomie dans le Monde, de soutenir l'autorité Magistrale par des vols, des pillages & des meurtres, comme il est arrivé ces jours passez, on peut hardiment appeller au jugement de toute la Terre, si dans cette situation d'affaires on fait aux Habitans des violences & des injustices.

V. Et par là même, l'usage des Troupes est assez justifié; mais pour ce qui est de leur cassation, on ne sauroit s'expliquer autrement là-dessus, sinon que c'est un point qui apartient à la délibération de tous les Etats en général, & qu'on ne sauroit s'imaginer que la Justice de Sa Majesté Imperiale, après la découverte des véritables circonstances de l'affaire, persistera dans une Resolution aussi dangereuse pour le Païs & ses Habitans. Car quoique le commun pourroit trouver doux d'être déchargé par là de quelques Impôts, on ne sait que trop bien quels ressorts on a fait jouer pour la représentation alleguée du Tiers Etat comme on l'appelle, au sujet de la Garnison d'Embden, & le Grand Dieu suscitera des Instrumens qui découvriront là où il est nécessaire, le danger qui y est caché pour le Païs, & qui le prouveront par l'Histoire d'Oostfrise même, où il est assez manifeste à quel but tendoit cette cassation de la Garnison d'Embden.

VI. Tous les Habitans ne demandent rien d'autre que l'observation des Accords, & ils sont aussi portez qu'ils doivent, à s'en raporter à la juste décision du Juge competant; mais ils esperent qu'ils ne seront pas condamnez sans être ouïs, & qu'il leur sera permis d'exposer leur droit, à quoi jusqu'ici ils n'ont pu parvenir, les oreilles ayant été fermées à leur égard.

VII. Le Tout-Puissant veuille confirmer que les menaces terribles, qui sont assez connuës, & qu'il est facile de prouver, échoueront; aussi est-on convaincu en conscience, qu'on ne s'est pas rendu coupable d'aucune résistance ni envers S. M. Imperiale, ni envers S. A. S. & il est inconcevable comment l'usage des Troupes des Etats, contre des actions aussi inhumaines & inouïes dans la Chrétienté, peut passer pour une marque de résistance, à moins que Dieu, & les Droits de la Nature & des Gens, n'ordonnassent de se sacrifier à la fureur des Gens violens.

VIII. On ne croit pas avoir commis aucun crime pour lequel on ait besoin de demander grace & pardon à Son Altesse Serenissime, ni pour lequel on doive sentir l'insuportable disgrace de S. M. Imperiale.

IX. Les Habitans laissent là le raport que Mr. le Lieutenant-Colonel de Staudach a jugé à propos de faire, mais ils ne peuvent pas s'empêcher de lui représenter, qu'il ne sauroit nier devant Dieu qui sait tout, qu'il n'ait fait tirer le premier, sans dire mot, sur le détachement des Troupes des Etats, après quoi celui-ci a pareillement fait feu pour sa défense, & que lorsque ledit détachement s'est retiré dans le bourg de Leer, croyant le nombre des ataquans plus fort qu'il n'étoit, il ne l'ait fait poursuivre, & n'y ait fait entrer son Monde conjointement avec les fuiars. A quelle occasion il faut bien remarquer qu'on avoit promis à Aurich à Mr. le Commandant Feldmann de vouloir tout laisser *in statu quo*, & que nonobstant cela on n'a pas discontinué de faire violences sur violences; même après avoir invité Mr. le Commandant le 6. du courant de venir à Aurich, on a, sans attendre sa réponse, fait sortir de ladite Ville le même jour quantité de Gens armez, qui ont attaqué le bourg de Leer au jour du Seigneur, lorsqu'il étoit dépourvû de Monde, & y ont fait un carnage horrible, où cependant le souverain Monarque de l'Univers a visiblement montré sa justice & sa bonté.

X. On ne craint pas de rendre compte de sa conduite, & on desire avec passion d'être informé de la prétenduë veritable situation de l'affaire: Cependant comme non seulement elle regarde tout le Païs en général, & que par consequent on ne sauroit communiquer plus à propos cette information tant vantée, qu'à la Diéte générale & libre, qui est prorogée; mais qu'outre cela on peut en tout cas se passer entierement de l'information du Conseiller privé & Chanceller, qui dans son Histoire d'Oostfrise, comme il l'apelle, a déja suffisamment informé le public du sens qu'il lui plait de donner aux Accords, & qu'il veut qu'on ne les explique ni selon la lettre, ni selon l'usage de plus d'un siecle, mais selon une idée qu'il s'est formé lui-même d'un certain ordre qui doit regner entre le Prince & les Sujets, sans avoir aucun égard à l'obligation qui naît du Serment par où l'on s'est engagé à l'exacte observation des Accords du Païs; de sorte que c'est cette même Histoire d'Oostfrise qui a ouvert les yeux aux Habitans, & qui leur a montré, pour ainsi dire au doigt, le joug sous lequel il faudroit plier, si les choses tournoient suivant l'intention de l'Auteur; de qui on est bien persuadé que c'est lui qui médite depuis tant d'années de mettre le malheureux Païs en feu & en flamme, & de le plonger par ses nouvelles opinions, dans la derniere misere, & que c'est lui qui pour assouvir son ambition insatiable, cherche à détourner le cœur du plus cher & gracieux Prince, de l'affection Paternelle pour ses Sujets, & par consequent des salutaires sentimens de Paix. Et comme après tout personne ne sauroit se croire garanti par le Sauf-conduit qu'on a envoyé par écrit contre la fureur de Gens emportez qui n'en savent rien, Son Altesse ne prendra pas en mauvaise part, que sur ces considerations, les Habitans ne puissent se resoudre d'envoyer des Députez à Aurich.

La Resolution ci-dessus a été prise dans ces termes, & non dans d'autres, par toutes les Communes qui étoient assemblées des Bailliages respectifs, moi Notaire requis, present, ce que j'atteste par la souscription de mon nom, & le Seau Notarial. Fait à Leer dans l'Assemblée des Députez le 16. Avril 1726.

(L. S. Not.)

P. MENCKEMA. *Imp. Auth. Not. Publ. in fidem subscripsit Sigilloque Notar. corroboravit.*

Proposition de Mr. Lewe d'Adwart Député des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *faite dans son Audience du 24. Avril 1726.*

SERENISSIME PRINCE,

Les justes aprehensions que donnent à Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, les troubles de l'Oostfrise, & les hostilitez qui ont été commises; leurs intérêts inseparables de l'affection & des bonnes dispositions où elles sont par raport à la conservation d'un Païs si voisin de leurs Etats, enfin leur haute estime pour la personne de Votre Altesse, ont déterminé Leurs Hautes Puissances à m'envoyer ici exprès pour complimenter Votre Altesse Serenissime en leur nom, & après l'avoir assuré des bons offices amiables de Leurs Hautes Puissances, lui représenter combien il seroit agréable à Leurs Hautes Puissances que l'on étouffât enfin ces desordres qui menacent d'un bouleversement total un Païs livré aux maux de la discorde, & d'autant plus malheureux qu'après avoir eu le bonheur de posseder dans son sein le Pere & les Ancêtres de Votre Altesse Serenissime, il ternit cette gloire par la désunion où sont la plupart des Habitans avec Votre Altesse Serenissime, le digne descendant de ses glorieux Ancêtres, qui étant le tendre Pere de ses Peuples, ne peut être que très sensible à ces troubles, qui ne le touchent pas moins, qu'ils sont préjudiciables au Païs, & qu'ils inquietent des voisins qui ne respirent que la Paix. Une triste experience n'a déja que trop apris les fâcheuses suites des démêlez de l'Oostfrise, & Votre Altesse Serenissime est trop éclairée pour ne pas être convaincuë du malheur d'un Païs, où s'allume le feu de la discorde, & que quelque petit qu'en soit l'étincelle, quand une fois il est allumé, il est souvent impossible de l'éteindre. La pénétration de Votre Altesse Serenissime lui représentera ce Tableau d'une maniere encore plus sensible que je ne pourrois le faire; mais les Etats Généraux des Provinces-Unies ayant bien voulu m'honorer de la Commission d'assurer Votre Altesse Serenissime de leur sincere estime pour Votre personne, je ne puis me dispenser de représenter à Votre Altesse Serenissime que si l'on n'arrête pas ces troubles, cette discorde & cette confusion dans leur naissance, il sera trop tard d'y remédier, & le mal empirera; si l'on ne previent point ces troubles avec prudence, il s'ensuivra une ruine mutuelle, car après la ruine de l'un ou l'autre parti, on apellera dans le Païs des Troupes étrangeres, qui se livrant à leur propre intérêt pilleront & ruineront ce

ANNO 1726.

que les plus sages auront sçu conserver & mettre à couvert. Votre Altesse Serenissime a trop de pénétration & trop d'amour pour l'infortunée Oostfrise pour qu'il soit nécessaire d'avoir recours à de plus vives exhortations, pour en convaincre Votre Altesse Serenissime & pour exciter ses soins Paternels pour ses Sujets; son attention naturelle à procurer le bonheur du Païs & de ses Domaines, & les égards qu'elle a toujours eus pour l'intercession de Leurs Hautes Puissances & les Conseils de ses bons voisins, me persuadent qu'il n'est pas nécessaire que je presse davantage Votre Altesse d'empêcher que l'on ait recours à quelques voyes de fait; Elle donnera sans doute son attention à trouver les moyens d'apaiser le passé & de rétablir la tranquillité & le bon ordre, en maintenant par les moyens les plus doux ses Droits, Prérogatives & Prééminences, faisant cesser les troubles présens, & prévenant ceux qui pourroient arriver. C'est ainsi que Votre Altesse Serenissime apuyera de la maniere la plus généreuse ses véritables intérêts, fera refleurir son Païs, & mettra les Sujets de Leurs Hautes Puissances en état d'esperer d'être payez, conformément aux Conventions les plus solennelles, des Rentes & des Capitaux qu'ils ont si généreusement prêtez pour reparer les Digues, & empêcher que toute l'Oostfrise ne devînt une vaste Mer. De cette maniere Leurs Hautes Puissances, que les raisons alleguées ci-dessus obligent de ne pas voir indifferemment les démêlez de l'Oostfrise, ne penseront plus à d'autres moyens d'arrêter les progres de ces troubles. Si je puis être utile, & contribuer à ce que Leurs Hautes Puissances parviennent à ce but, par mes représentations & mes instances, ce sera volontiers & avec bien du plaisir non seulement que je les employerai, mais encore je prierai de tout mon cœur le Seigneur qui donne tout ce qui est bon, de combler de ses bénédictions Votre Altesse Serenissime & son Illustre Maison, jusqu'à la posterité la plus reculée, & de lui accorder un Gouvernement heureux, paisible & glorieux, &c.

Prononcé & délivré par écrit à Son Altesse Serenissime d'Oostfrise dans son Château à Aurich le 24. Avril 1726.

„ Le Prince lui fit remettre la Réponse ci-jointe."

MOnsieur le Député de *Leurs Hautes Puissances* ayant fait insinuer à Son Altesse Serenissime, par ses Conseillers commis pour traiter avec lui, la réponse qu'il avoit dressé, sur la Resolution préalable de S. A. S. du 25 du courant, Elle a voulu ne lui pas laisser ignorer là dessus la Déclaration & Resolution suivante.

A l'égard du premier point, S. A. S. repete les protestations ci-devant faites de bouche & par écrit, de son estime pour Leurs Hautes Puissances, comme aussi pour leur correspondance, & leur amitié pour elle & sa Maison Serenissime.

2. Pour ce qui est du second point, où Leurs Hautes Puissances déclarent, que l'offre de leur intercession, & leurs Conseils amiables ne tendent qu'à prévenir tous mouvemens, troubles, & voyes de fait ulterieures; à rétablir le repos, le bon ordre de l'harmonie, & à empêcher par là qu'il n'entre des Troupes étrangeres dans le Païs; comme à tâcher d'accommoder les differens qui y regnent, par des moyens efficaces & moderez, & d'en détourner, autant qu'il est possible, les mauvaises suites; Son Altesse Serenissime convient avec Leurs Hautes Puissances *in Thesi*, & la grande patience & indulgence dont elle en a usé jusqu'ici, ont eu le même but.

3. Et afin que Leurs Hautes Puissances en ayent une idée encore plus claire, on leur donne à considerer, que non seulement le feu Prince d'Oostfrise Pere de S. A. Regnante, a demandé aux Etats de son Païs à toutes les Diètes qui se sont tenues pendant les 18. années de sa Regence, le redressement du grand nombre de Griefs, qu'il avoit contre eux, comme il avoit été promis par l'Accord fait à Hanovre dans l'année 1693., mais encore que S. A. S. même a repeté cette demande à toutes les Diètes assemblées depuis l'an 1708 qui fut le premier de sa Regence, cependant on a toujours decliné la Convention, & par l'Extrait du Protocole de la Diète tenuë au Mois d'Octobre 1717. il paroit clairement, de quelle maniere on y a provoqué S. A. S. à porter ses Plaintes à la Cour Imperiale. Et quoique Sadite Altesse ait les Decrets Imperiaux en sa faveur, elle a pourtant aussi, à cet égard, fait voir jusqu'à présent une grande patience; même elle ne cherche encore actuellement, qu'à traiter les choses avec toute sorte de moderation.

ANNO 1726.

4. Il n'est donc question que de savoir quels moyens sont les plus propres pour parvenir à cette fin? S. A. S. supose, que cette affaire devroit être dirigée de sorte que generalement tout ce qu'il y a dans ce Païs, & principalement la Ville d'Embden, soit renfermé & conservé dans les justes bornes des Accords du Païs. C'est là la seule chose que S. A. Serenissime cherche & demande. Il est vrai que Monsr. le Député de L. H. P. est de l'opinion, que cela se peut faire par un Accommodement amiable, sous l'entremise de L. H. P.; mais pour en juger solidement, il faut considerer dans un tel Accommodement, premierement les personnes avec qui S. A. S. doit se racommoder: en second lieu, les Points sur lesquels on pourroit s'accorder, & en troisiéme lieu les moyens de contrainte qui pourroient non seulement procurer l'exécution actuelle dudit Accommodement, mais aussi reprimer & faire cesser les contreventions, qu'on pourroit tenter à l'avenir contre un pareil Accord.

Les personnes qui pourroient être regardées ici comme Contractantes avec S. A. S. sont en general les Etats du Païs, composez de trois Membres, de la Noblesse, des trois Villes, & du tiers Etat qui consiste en 8. Bailliages.

Si Son Altesse doit conclure un Accord avec tout le Corps des Etats, il faut qu'elle en soit requise ou unanimement, ou par la pluralité des voix. Or on n'a pas demandé, jusqu'à présent un pareil Accord, & on ne le demande pas encore, ni unanimement, ni par la pluralité des voix. Bien loin de là, il est notoire par les Actes, que generalement tous les Etats, sans exception sont soumis à tous égards aux Decrets Imperiaux, & ne se sont reservez, suivant leurs propres paroles, que la gloire d'obéir: par consequent on n'a besoin d'aucun Accommodement, comme il paroit par ce qui suit.

5. Toute la Noblesse, excepté Bernard Henry d'Appel, s'est soumise aux Decrets Imperiaux, non seulement separément & l'un après l'autre, comme on peut voir par la specification authentique qui en est dressée, mais même ceux des Membres, qui à l'instigation du Comte Frydag de Gödens, s'étoient assemblez à Embden dans les Mois de Septembre & d'Octobre de l'année derniere, & parmi lesquels se trouvoit ledit d'Appel même, ont declaré clairement par leurs Lettres à la Commission, du 12. Octobre & 1. Novembre 1725. que *dès que la question préalable* RATIONE TRANSLOCATI ÆRARII *seroit decidée, ils se montreroient à tous égards soûmis & obéissans, de quelque maniere qu'il plût à Sa Majesté Imperiale de regler & decider cette affaire*, & dans la Lettre du 1. de Nov. ils y ajoutent ces paroles remarquables; *qu'après que la decision Imperiale seroit émanée, ils ne prétendent se reserver rien, que* NUDAM OBSEQUII GLORIAM, comme il paroit plus amplement par l'extrait authentique de cette Lettre. Comme donc cette decision Imperiale est comprise dans le dernier Decret de l'Empereur émané le 23. Janv. 1726., il n'y a plus de dispute avec la Noblesse tant à l'égard de la question préalable, comme on l'apelle, touchant le College établi à Aurich, que d'aucun autre point, & ladite Noblesse est à present obligée de se montrer à tous égards soumise & obéissante, à tout ce que Sa Majesté Imperiale a trouvé bon de regler & d'ordonner; par consequent il n'est pas besoin d'en venir à un Accord avec la Noblesse, à l'égard de ce qui a déja été jugé par l'Empereur, car pourquoi s'accommoder avec sa Partie, si elle se soumet à la Sentence du Juge. Aussi n'y a-t-il pas un seul de la Noblesse qui veuille passer pour un Complice des présens troubles, excepté d'Appel, qui conjointement avec ses Adherans le Docteur Rheden & le Bourguemaître & Conseil de la Ville d'Embden se declarent publiquement, dans la Deduction du 24. Mars 1726. les auteurs de ce soulevement, ce qui est d'autant plus punissable que cette conduite est directement contraire à sa propre Déclaration & soumission ci-dessus mentionée. Monsr le Comte de Frydag de Gödens, Mr. Haro Joachim de Closter de Dornum, Madame la Douairiere de Lutzeburg & Monsr. de Houstede de Rysum, payent, même jusqu'à cette heure, pour eux & pour les Habitans de leurs Seigneuries, les Taxes à la Chambre d'Aurich.

Et lorsque d'Appel, & ses Adherans ont été demander à Monsr. Haro Joachim de Closter, & à l'Administra-

Anno 1726.

ministrateur de la Justice de Gödens, s'ils ne vouloient pas aussi entrer avec eux dans cette Rebellion, & se soulever contre le College d'Aurich, ils l'ont refusé, & le dernier sur tout s'est expliqué très nettement là-dessus, comme on le peut voir plus amplement dans sa Lettre du 7. Février, de sorte qu'il est incomprehensible comment d'Appel ose encore non seulement se qualifier Administrateur Noble, mais même dans cette qualité, se dire auteur de la sedition, à laquelle la Noblesse n'a pourtant point de part.

Il seroit encore plus extraordinaire que l'on voulut prétendre que Son Altesse Serenissime conclut un Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Noblesse. Sa conduite est contraire à la Déclaration de ses Confreres assemblez à Embden, laquelle portoit expressément qu'on vouloit, & devoit s'abstenir de toute voye de fait contre le College d'Aurich, jusqu'à la décision de l'Empereur. C'est pourquoi aussi les Subdeleguez de la Commission Imperiale ont reproché audit d'Appel d'autant plus serieusement son entreprise, dans leur Patente du 22. Mars 1726

Par ces circonstances il est clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Noblesse, & qu'il ne lui resta que *sola obsequii gloria*; la gloire d'obéir aux Decrets émanez de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Embden, ses deux Lettres authentiques à la Commission en Date du 12. Octobre, & 21 de Novembre prouvent clairement, qu'elle s'est jointe à tous égards à la susdite Déclaration & soumission de la Noblesse; par consequent elle se trouve dans le même cas, & il ne lui reste, après la décision Imperiale que *sola obsequii gloria*, la seule gloire d'obéir aux Decrets Imperiaux.

Il est bien vrai que la Ville d'Embden, de même que d'Appel, ont renoncé à ladite Déclaration & soumission par la sedition présente, laquelle, suivant la Deduction déja citée, elle a aidé à exciter; mais c'est justement par cette retractation qu'elle expose aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, vû que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre sa propre Déclaration, nonobstant que la justice même l'obligeoit à l'executer.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich se sont déja soumises il y a long-tems aux Decrets Imperiaux, suivant l'attestation de la Commission, & elles reconnoissent encore actuellement le College d'Aurich. Il n'est donc pas nécessaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement: aussi ne l'ont elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Embden ayent osé avancer, que la Ville de Norden n'étoit pas contente du College d'Aurich, & que l'établissement des Deputez ordinaires & Administrateurs qui le composoient ne s'étoit pas fait selon les regles; on peut pourtant voir le contraire par la Resolution du 2. Févr. 1728.

8. Des huit Bailliages il y en a sept qui, à l'exception de quelque peu d'Habitans, se sont soumis entierement aux Decrets Imperiaux, savoir ceux d'Embden, Greetsbyl, Aurich, Norden, Behrum, Stickhausen & Fiedeburg, & dans le Bailliage de Lehrohrt, il y a beaucoup d'Habitans qui ont suivi cet exemple, lesquels on peut connoitre par la specification dressée à la Diète de Novembre 1724 Ainsi il n'est pas aussi nécessaire à leur égard d'en venir à un Accommodement sur ce qui a été decreté par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il est vrai que ceux d'Embden, par leur soulevement présent avec l'aide des Soldats de leur Garnison, dont ils se sont servis hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Païs, ont forcé d'une maniere inouïe plusieurs Habitans des Bailliages d'Embden, Lehrohrt, Greetshyl & Stickhausen, à revoquer leur soumission, & à s'obliger par écrit, de tenir le parti de l'ancien College, comme ils l'apellent, mais cette action detestable ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont cru devoir ceder à la force, ont déja declaré à S. A. S. que nonobstant cela leur soumission restoit en son entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Bailliage de Lehrohrt, qui se sont laissé persuader à la présente sedition par les Administrateurs deposez, savoir ceux de Bunde, Wehner, Stoppelmohr, & autres, lorsqu'ils refuserent pour la premiere fois au Mois de Novembre 1725. le payement des Taxes au College établi ici, ils délivrérent sur ce sujet au Baillif de Son Altesse Serenissime à Leer, une resolution en Date de Wehner le 9. Dec. 1725. par laquelle ils se sont conformez expressément à la Lettre ci-dessus mentionée de la Noblesse du 15. Octobre 1725., par consequent il ne leur reste plus, après la Décision Imperiale, que *sola obsequii gloria*, la seule gloire d'obéir. Il est donc constant, par tout ce qui a été allegué, qu'à l'égard du Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement sur les Decrets Imperiaux, ne sauroit plus avoir lieu, ainsi on espere qu'on n'exigera pas de Son Altesse Serenissime, qu'en faveur d'un petit nombre de Rebelles, Elle renonce ausdits Decrets Imperiaux, ausquels ils s'étoient déja soumis, & qu'elle se prête à un Accommodement scabreux

10 Les seules personnes qui restent donc dans tout le Païs, & qu'on ne sauroit mettre sous aucune des trois classes ci-devant specifiées, ce sont les Administrateurs, d'Appel, Ter Brack, de Rheden, & le Docteur Stochius, que la Ville d'Embden a élu tout nouvellement de son autorité privée; mais ceux-là ne peuvent venir en aucune consideration, dans ladite qualité, parceque non seulement Sa Majesté Imperiale par son Rescript en Date du dixième Août 1724. les a deposez de leurs Emplois, mais qu'aussi ils ont été exclus par les fideles Etats de la Diète qui se tint peu de tems après, au Mois de Novembre 1724. & où ils établirent de nouveaux Administrateurs en leur place; outre que la soumission de la Noblesse, à la future Décision Imperiale, & l'Accession de la Ville d'Embden à ladite soumission en Date du 12. Octobre & 21. Novembre 1725. rendent la chose encore plus certaine, après que par les dernieres Resolutions Imperiales, le College d'Aurich a été confirmé. Il est donc clair que lesdits d'Appel, Ter Brack, de Rheden & Stochius n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de simples particuliers, savoir le premier comme un Membre de la Noblesse, & les trois autres comme apartenans aux Villes & au Tiers Etat respectivement, par consequent tenus à la soumission faite par la Noblesse, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne seroit pas, & que nous compterions pour rien leur soulevement présent, dont ils ne desavouent pas être les auteurs, ne se sont-ils pas rendus par là criminels non seulement envers Son Altesse Serenissime leur Prince & Seigneur légitime, auquel suivant le cinquiéme Article des Concordats du Païs, ils doivent être entierement fideles, affectionez & obéissans, prêts à le servir de leurs corps, de leurs Biens & de leur vie; mais aussi envers Sa Majesté Imperiale, Chef suprême de l'Empire; n'ont-ils pas mérité une punition conforme à leur crime? & en particulier, quant à Son Altesse, celle qui est ordonnée par les Loix du Païs. Et ne se sont ils pas après tout rendus indignes que l'on traitât avec eux jusqu'à ce qu'ils ayent recherché & obtenu par de très-humbles suplications & instances, leur grace & reconciliation, de Sa Majesté Imperiale, & de Son Altesse Serenissime

11. Pour ce qui concerne en second lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles sont de trois differentes sortes: 1. Les unes regardent les Etats de tout le Païs en général, les autres seulement la Ville d'Embden en particulier. 2. Les unes sont déja décidées par les Decrets Imperiaux, les autres ne le sont pas encore. 3. Les unes roulent sur des Droits & Privileges, les autres sur des prétensions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déja été décidées par Sa Majesté Imperiale, les Etats s'y sont déja soumis généralement, comme il a été deduit ci-devant, & la Ville d'Embden en particulier ne s'est pareillement rien reservé dans son Accession du 12. Octobre & 21. de Novembre 1725. que *solam obsequii gloriam*, à la Décision Imperiale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'est à présent. Il ne reste donc point d'autre sujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidez par Sa Majesté Imperiale, ces Points consistent dans ce qui suit.

12. (1) Tous les Etats du Païs en général ont été condamnez par le Decret du 18. Août 1721. à la restitution du dommage causé à leur Prince, soit par le payement de ce dont ils étoient convenus sans son consentement, d'autorité privée, & d'une maniere illegitime, ou par d'autres raisons *facto vel culpâ* desdits Etats; comme aussi en particulier à la restitution des Capitaux mal-employez; laquelle restitution se doit

ANNO 1726.

faire après la liquidation dudit dommage & des pertes. Or on peut voir suffisamment par les Comptes du Païs, à combien de Tonnes d'or se monte le dommage que la Maison de Son Altesse a souffert par ces Conventions illegitimes, ou *facto vel culpâ* des Etats, & la liquidation en est facile à faire, si l'on pose pour fondement que Son Altesse Serenissime contribue à la Caisse du Païs plus de la cinquiéme Partie, comme il paroit clairement par l'assemblage des Documens qui regardent la Ville d'Embden, & en particulier par les deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines du Prince payent à chaque Taxe.

(2) Les Etats ont été pareillement condamnez par le même Decret à fournir annuellement quelque secours raisonnable à la dépense de Son Alt Serenissime, mais la Somme n'en est pas encore déterminée. Ces deux point sont d'une nature à pouvoir traiter là-dessus amiablement *ratione quanti*

(3) La Ville d'Embden est obligée de payer au Prince la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le tems qu'elle ne peut pas produire des Quittances du payement de cet Argent. Quoiqu'il n'y ait pas encora de décision Imperiale sur ce point; il a pourtant été arrêté dans tous les Accords du Païs, & en particulier dans la Convention de Hanovre; mais nonobstant cela S A S. est prête à tenter là-dessus un Accommodement amiable, pour voir ce que la Ville d'Embden voudroit donner *ratione præteriti, & futuri respective per aversionem, & ensuite tous les ans.*

(4) La Ville d'Embden est tenue, en vertu des Accords du Païs, à rétablir son Prince dans la jouïssance du Droit de Péage: point, qui monte à quelques Tonnes d'or; mais que Son Alt. Serenissime n'est pas éloignée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embden.

13. Suposons à présent pour un moment que les circonstances de l'affaire fussent telles qu'un Accommodement amiable pût encore avoir lieu sur tous les points, même sur ceux qui sont déja décidez; il sera question en troisiéme lieu de savoir par quels moyens la Ville d'Embden & ses Adherans peuvent être obligez à l'observation de cet Accord, tant pour le présent que pour l'avenir; vû que la Ville d'Embden a suffisamment montré par sa conduite passée, qu'elle ne se soucie gueres des Accords les plus solemnels, quand même ils sont confirmez par les promesses les plus sacrées, & par des Sermens; comme les exemples tant du tems passé que du présent; & en particulier la sédition actuelle, causée par le moyen de la Garnison d'Embden, que l'Empereur vient de casser, le prouvent clairement, & qu'on le peut voir dans les Piéces ci-devant alleguées, ou il se trouve un nombre infini de pareilles violences.

Monsieur le Député est d'opinion dans sa Réponse, qu'on pourroit bien trouver des moyens de contrainte, pour faire observer la Convention faite, & qu'on pourroit établir de certaines peines corporelles & pecuniaires contre les infracteurs; mais si l'on demande, qui doit tenir la main à ces établissemens, on trouve qu'il est d'une nécessité indispensable, que tout se fasse sous l'autorité d'un Juge competant, qui a le Droit & le pouvoir de le maintenir; & comme ce Juge ne peut être que Sa Majesté Imperiale, Son Alt. Ser. se persuade de la pénétration de Monsieur le Député, & de la haute équité de L. H. P. ses Maitres, qu'ils comprendront d'eux-mêmes l'impossibilité où S A. S. se trouve de traiter les choses autrement que *sub auspiciis Cæsareæ Majestatis*; & qu'elle s'attireroit la derniere disgrace de Sa Majesté Imperiale, si elle entreprenoit de le faire par quelque autre voye, après que Sadite Majesté Imperiale a fait émaner déja dans l'année 1677. tant contre S. A. S. que contre les Etats les Mandemens les plus rigoureux, & en partie cassatoires de toute Garantie étrangere, comme aussi *Inhibitoria de non recurrendo ad externos*, lesquels, à la sollicitation de la Ville d'Embden & de ses Adherans ont été renouvellez dans l'année 1682. & reiterez encore és années 1688. & 1691. Outre les Ordonnances séveres qui se trouvent contre ce recours aux Puissances étrangeres, dans les derniers Decrets Imperiaux. Desorte que S. A S. ne doute nullement, que Mr. le Député ne reconnoisse par cette seule circonstance, quand même on ne lui en pourroit alleguer d'autres, combien l'expedient par lui proposé, est insuffisant & non permis, & que S. A. ne peut s'adresser nulle part, pour les differens qui regnent dans ce Païs, qu'à sa seule Majesté Imperiale, à quoi il faut ajouter que les fideles Etats mêmes sont interessez dans cette affaire, par quantité de frais, déplaisirs & dommages, que la Ville d'Embden, & ceux qui tiennent son parti, ont causé, tant du tems passé, que par la derniere sédition, desquels ils ont déja demandé satisfaction dans les formes auprès de Sa Majesté Imperiale, attendant là-dessus la resolution, avec d'autant plus de certitude, que la protection Imperiale leur a été si solemnellement promise dans toutes ses Patentes. Les choses étant donc venues à ce point-là, il ne depend plus de Son Altesse seule, quand même il n'y auroit pas d'autre obstacle, de les terminer par un Accommodement amiable.

14. En particulier il y a encore à considerer ici, que les Deputez ordinaires, & Administrateurs à Aurich, ont été élus & pris à Serment dans toutes les formes, par les fideles Etats, de la Noblesse, des Villes, & du Tiers Etat, qui ont comparu à la Diète tenuë *sub autoritate Cæsareâ* au Mois de Novembre 1724. Il est donc certain que les Etats qui ont élu les Députez & Administrateurs, aussi bien que ces derniers mêmes, ont un *Jus quæsitum* après que ce College a été confirmé par Sa Majesté Imperiale, & par consequent ils auroient tous grand sujet de se plaindre, si, sans les écouter, on vouloit entrer dans un Accommodement amiable avec leur partie adverse la Ville d'Embden & ses Adherans, au sujet de leur établissement, qui dans l'esprit de ceux d'Embden & de leur parti, passe presentement pour le principal point de la dispute. Effectivement leurs plaintes seroient d'autant plus justes, que cette élection a été faite dans les regles, & que la Ville d'Embden & ses Adherans n'ont qu'à attribuër à eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce tems-là. Dans cette consideration les Administrateurs se sont plaint fortement, dans un Memoire ci-joint à la Commission Imperiale, de la protestation qu'on avoit osé faire contre leur élection, comme si l'on n'y avoit pas procedé dûement. Son Altesse Serenissime offenseroit donc sensiblement ses fideles Etats, si elle vouloit entrer en Accommodement avec les Renitens sur cette affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majesté Imperiale.

15. Son Altesse Serenissime a pour l'intercession de Leurs Hautes Puissances toute la consideration possible, & pour en donner des marques réelles, Elle est toute prête à y entendre, quant aux points qui sont dans son pouvoir, où Elle pourra se relâcher sans offenser Sa Majesté Imperiale & sa Commission, comme la punition des seditieux, & les prétensions d'Argent ci-devant mentionées; cependant Son Altesse ne peut pas s'empêcher de representer à Monsieur le Député, par les Documens ci-joints de quelle maniere gratieuse & Paternelle, Elle a tâché de persuader les Communes de Leer & des Lieux circonvoisins, excitées à la sedition par ceux d'Embden, à rentrer en eux mêmes, & à retourner à l'obéïssance, de même que l'excés d'effronterie avec laquelle elles ont de leur côté rejetté cette grace, en apellant dans leur derniere réponse à une Diète qu'ils prétendent être prorogée, sous prétexte que cette affaire regardoit tout le Païs en général; or cette Diète, après avoir été prorogée depuis l'année 1695. dans le dessein de terminer les Griefs reciproques par des Traitez amiables, a été limitée enfin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & cela à la sollicitation des fideles Etats, parceque par les Decrets Imperiaux, l'objet de cette Diète vint à cesser, laquelle limitation a depuis été confirmée par Sa Majesté Imperiale dans sa derniere Ordonnance. Au reste cette Rebellion est une affaire qui ne regarde nullement le Païs entier, mais uniquement les Renitens d'entre les Communes & la Ville d'Embden. Et comme on a avis de Vienne qu'on a resolu à la Chambre Aulique un *Votum ad Imperatorem* au sujet de la presente sedition, qui ne touche pas tant Son Altesse Serenissime, que Sa Majesté Imperiale & son autorité suprême, on ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un Prince & Vassal de l'Empire, qui a prêté foi & Hommage à l'Empereur & au Saint Empire, ne puisse se resoudre à entreprendre quelque chose à l'insçu de Sa Majesté Imperiale, dans une affaire qui concerne ses Droits Feodaux, se souvenant fort bien de ce qui se trouve entr'autre dans la Resolution Imperiale de l'année 1597. §. 24 au sujet de la Convention de Delfzyl, en ces termes.

„ Comme il ne convient ni à l'une, ni à l'autre
„ des Parties, d'avoir entrepris cette Negociation avec
„ le secours de Troupes étrangeres, contre notre De-
„ cret provisionnel, sans attendre notre Resolution
„ Impe-

ANNO 1726.

„ Imperiale, que nous leur avions promise sur les „ Griefs qui nous ont été presentez; & comme le „ Comte Edzard n'a pas été en pouvoir de faire une „ pareille Convention, sans que nous, de qui il tient „ la Comté d'Oostfrise à foi & Hommage, en aïons „ connoissance, & sans notre consentement, volonté „ & cooperation, &c."

De même que de ce que Sa Majesté Imperiale Regnante a declaré dans le Decret émané le 15. Août 1721. contre le Bourguemaitre & le Conseil de la Ville d'Embden, au sujet du Privilege qu'ils avoient donné, de leur autorité privée, pour une Compagnie de Commerce, savoir

„ En consideration particuliere que ce Privilege par „ où l'on prétend ôter d'une maniere arrogante le „ Droit d'appellation aux Membres de la Societé sur „ les differens qui pourroient survenir au sujet de „ leur Commerce, & lequel renferme *reservationem* „ *potestatis novas leges condendi*, auroit toujours été „ declaré par Sa Majesté Imperiale, comme le Seigneur Feodal de la Comté d'Oostfrise dès qu'elle en „ auroit eu connoissance, pour invalide & de nulle valeur, quand même le Prince auroit voulu user de „ connivence à cet égard, &c."

16. Son Altesse Serenissime a aussi la confiance en la haute équité de L. H. P. que cette Resolution leur donnera d'autant moins de mécontentement, si elles considerent, que Son Altesse n'a pu accepter pour les mêmes raisons, la médiation & intercession que Sa Majesté Prussienne lui avoit offerte dès le commencement du Procès.

17. Au reste Son Altesse Serenissime est très persuadée que le but que L. H. P. se proposent par leur intercession, se pourroit obtenir facilement, s'il leur plaisoit de persister dans leurs Resolutions du 22. Fevrier & 16. Juillet 1725. & encore du 19. Fevr. 1726. dans lesquelles elles ont reconnu le College établi par Sa Majesté Imperiale à Aurich, & desaprouvé entierement comme de raison, le soulevement excité contre ledit College; car dans le tems que le College d'ici étoit occupé à affermer les Fermes en Janvier & Juillet 1725. les deux premieres Resolutions furent d'un si bon effet, que non seulement cet Acte se passa fort tranquillement, malgré les opositions de la Ville d'Embden, mais aussi que le prix accordé fut payé sans aucune resistance audit College. Il n'est pas à douter d'un pareil effet si L. H. P. vouloient encore à present faire la même Déclaration à la Ville d'Embden & à ses Adherans, à quoi elles auront d'autant plus de sujet, que la démarche qu'on a faite d'envoier la Garnison d'Embden hors de la Ville, est tout à fait contraire aux précedens Accords du Païs, & aux Resolutions de l'Etat, comme on peut voir clairement par la patente de la Commission. Son Altesse Seren. doute d'autant moins d'un favorable acquiescement, que cette sédition est d'une nature à faire horreur à tout Souverain, & qu'un voisin est obligé à prêter la main à l'autre pour faire cesser de pareils desordres, & maintenir par là l'autorité de ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement. C'est dans cette consideration, que l'excellent Jurisconsulte de Franecker *Ulricus Huberus*, dit très-bien dans son livre *de Jure Civitatis Lib. III. Sect. IV. Cap. I. No.* 42 43. *Utilitas imò necessitas adigit Potestates diversorum, ut res uno loco judicatæ ab his, qui judicandi jus habent, ubique locorum obtineant, & requisiti Judices aliorum sententias executioni mandent. Non est Judicum alienum inquirere in rationes modumque procedendi in aliis locis observatum, quoniam hoc prætextu semper executiones eludi possent.* Son Altesse Serenissime a la confiance en L. H. P. que dans cette affaire où il ne s'agit pas de moins que de la conservation de sa Maison Serenissime, & de tout le Païs, elles ne lui refuseront pas cette marque d'une veritable amitié & affection; car il est évident que sans le maintien des Decrets Imperiaux, le Païs ne sauroit éviter sa ruine totale, étant si accablé de Dettes, que sans une bonne œconomie, telle qu'elle est reglée par les Decrets Imperiaux, sur le pied des precedens Decrets, Resolutions & Accords du Païs, il ne peut pas se conserver.

Son Altesse Serenissime prie donc instamment Mr. le Député de rendre de tout ce que dessus, un compte favorable à L. H. P. & d'employer ses bons offices, afin qu'elles veuillent non seulement tenir la main à leurs Resolutions de Fevrier & de Juillet 1725. & de Fevrier 1726. mais aussi exhorter la Ville d'Embden & ses Adherans à s'y conformer, & à relâcher les Officiers & autres Sujets de Son Altesse qui ont été injustement arrêtez; comme aussi que L. H. P. laissent à l'avenir, de même qu'elles ont si louablement fait depuis l'année 1677. le libre cours à la Suprême Justice dans l'Empire. Et comme cette demande est fondée sur l'équité même, Son Altesse doute d'autant moins d'une favorable condescendance de L. H. P. & fera tous ses efforts pour y répondre par toutes sortes de services, comme aussi pour marquer sa reconnoissance à Mr. le Député pour ses bons offices.

Délivré le 30. Avril 1726.

ANNO 1726.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'ayant apris avec la plus grande satisfaction, par le raport de Mr Lewe d'Adwart, les favorables dispositions où étoit Son Altesse Serenissime par raport à cet Accommodement, Elles avoient écrit à ce sujet dans la vuë d'en presser la conclusion, mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponse de Son Altesse Serenissime. Qu'elles aprenoient avec chagrin, par celle que leur avoit faite le Magistrat d'Embden que, contre l'esperance & l'attente de L. H. P. non seulement on n'avoit fait aucune démarche de la part de Son Altesse Serenissime, pour un si salutaire ouvrage, depuis le départ dudit Sieur Lewe d'Adwart; mais même que l'on n'avoit cessé d'employer les voïes de fait. Que L. H. P. ne prétendoient pas entrer dans l'examen des Decrets Imperiaux, & s'ils étoient contraires aux Accords precedens & aux Loix du Païs, ou s'ils alloient au delà de ce dont il s'agit dans le Procès par devant le Conseil Aulique, comme le soutiennent ceux d'Embden & leurs Adherans; mais qu'il leur sembloit que ces Decrets Imperiaux n'étoient autre chose que des Sentences ou décisions entre Parties, dont celle en faveur de qui elles avoient été renduës, n'est pas obligée de tirer avantage qu'autant qu'elle le juge à propos, & auxquelles elle peut même renoncer, soit par amour de la Paix, soit par d'autres vuës, en concluant un Accord amiable. Que Leurs Hautes Puissances ne réitereroient pas les raisons qui dans la conjoncture presente, doivent porter Son Altesse Serenissime à terminer par un Accommodement amiable les differens qu'elle a avec ses Sujets, plutôt que de s'en tenir à la rigueur des Decrets, puisque Leurs Hautes Puissances avoient déja exposé ces raisons à Son Altesse Serenissime, soit par Lettre, soit par la bouche de Mr Lewe d'Adwart, envoyé exprès pour ce sujet à Son Altesse Serenissime. Il leur avoit paru que S. A. S. auroit acquiescé à ces raisons qui sont très-importantes, & elles avoient conçu l'esperance que S. A. S. après mûre deliberation, se seroit declarée en repondant à L. H. P. plus favorablement qu'on ne peut le conclure de la réponse qu'elle a faite à la Lettre de soumission du Magistrat d'Embden du 29. de May; & Leurs Hautes Puissances l'avoient d'autant plus esperé, que les Decrets rendus autrefois n'avoient pas empêché de terminer les differens entre le Prince & ses Etats par quelque Convention amiable, sous la Mediation & la Garantie de L. H. P. qui se sont toujours interessées particulierement au bonheur de l'Oostfrise, dont elles ont donné des preuves parlantes, en prêtant leur credit & l'Argent de leurs Sujets, sans quoi la meilleure partie de l'Oostfrise seroit encore submergée par la Mer. Que Leurs Hautes Puissances également portées à aider S. A. S. à maintenir ses Droits & Prééminences, & les Etats dans leurs Droits & Privileges, ont fait tout leur possible pour engager le Magistrat d'Embden & ses Adherans à ceder autant qu'il se pourroit de leurs Privileges, pour autant que ce ne fût pas contre les anciens Accords. Que Leurs Hautes Puissances sans entrer dans une plus grande discussion, sont trop interessées au rétablissement de la tranquillité en Oostfrise, tant par leur voisinage que par l'intérêt de leurs Sujets, qui ont prêté sous la Garantie de Leurs Hautes Puissances des Sommes dont les Arrerages des Interêts montent déja à 444125. Flor. pour ne pas renouveller leurs instances auprès de Son Altesse Serenissime, & la prier de se prêter avec plus de facilité à un Accommodement, qu'elle n'a fait jusqu'à present, & de témoigner un peu plus de déference pour les instances salutaires & réiterées, & pour les recommandations d'amis & de voisins, qui ont tant de raisons de souhaiter le rétablissement du repos dans l'Oostfrise.

ANNO 1726.

Decret & Ordonnance de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. *au College des Députez ordinaires & Administrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux, & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à-present, par lequel sont cassez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes, &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majesté Imperiale suivant le contenu du Decret du 18 Août 1722. & leur ordonnant sous peine de la vie, de l'honneur & des Biens de s'en désister, & de porter obéïssance & fidelité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'oposeront pas dans tout ce qui est de son autorité Seigneuriale, soit dans la Diéte ou autrement. Donné le 11. Juin 1723.*

SA Majesté Imperiale s'étant fait raporter le contenu des Ecrits délivrez au Conseil Antique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Oostfrise, qu'au nom des Etats dudit Païs, a jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & ses Sujets, & de prendre en consideration ce qui trouble la tranquillité publique, & les motifs qui font en plusieurs manieres mépriser les Reglemens & Ordonnances Imperiales; savoir:

I. L'entreprise d'accorder des exemptions ou delais dans le payemens des Taxes, & de donner avec partialité des consentemens & Resolutions sur des affaires Domestiques du Païs ou autres, à l'exclusion du Prince.

II. L'appropriation des Domaines du Prince, & l'engagement du Païs entier par des Conventions faites avec des Etrangers & avec des Etats de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, sans envoyer ou presenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir son aprobation & son consentement.

III. Le refus de produire les Registres des Comptes pour les revoir & les rectifier, production necessaire afin que chacun voye & soit assuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partiale, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les regler avec égalité.

IV. L'entreprise inouïe de n'avoir aucun égard aux justes regles établies par les Decrets Imperiaux, par raport aux nouveautez introduites dans les Etats, touchant l'Administration & la disposition des Collectes, en vertu des Accords & de prétendus Privileges, en quoi on ne prétend point préjudicier aux Droits des Etats, mais seulement procurer que l'on ne s'en serve au préjudice de personne, & en connoître la verité; maintenir impartialement les Administrateurs dans leur Charge, introduire de meilleurs Reglemens pour les Finances, ainsi que l'ont souhaité depuis long-tems la plus grande partie des Etats, abolir des usages inutiles & superflus, & maintenir l'inspection suprême qui appartient au Prince dans l'Administration. Il n'est pas tolerable que l'on s'opose à cette bonne & Paternelle Intention de Sa Majesté Imperiale, qui tend à corriger des coutumes préjudiciables & pernicieuses, & établir en leur place des Reglemens justes & sages pour la consolation de ceux qui aiment l'ordre, & prévenir ainsi la ruine du Païs.

V. L'imposition & la levée des Taxes ausquelles les Etats n'ont pas unanimement consenti, & contre lesquelles même on a formé des oppositions, sur quoi l'on devoit avant tout attendre la décision du Prince, ou, s'il falloit quelque difficulté, recourir à Sa Majesté Imperiale.

VI. L'apropriation des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, savoir que les Etats ne sont pas sujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. Le refus d'executer les ordres de l'Empereur de casser les Troupes introduites dans le Païs.

IX. Les Discours & écrits Satyriques contre le Ministere du Prince.

X. Le refus d'admettre l'Inspecteur & le Commissaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de specifier l'emploi des Capitaux negociez en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques Etats de l'Empire, oubliant Sa Majesté Imperiale le seul Chef de l'Empire, souverain Protecteur & Juge dans tous les démêlez & disputes qui surviennent entre les Seigneurs & Etats; ce qui est contraire aux Loix fondamentales de l'Empire, & à la fidelité & obéïssance due à Sa Majesté Imperiale, & peut donner lieu à des troubles.

XIII. La temerité de faire imprimer des Ecrits pour abuser les Sujets en leur exposant diverses imputations contre le Prince, comme si son dessein étoit d'abolir les Accords & Privileges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne seroit borné par aucune Loi ni reglement; ce qui est entierement refuté par tous les Actes qui prouvent clair comme le jour, qu'au contraire le Prince ne cherche que l'avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces desordres sans nombre, & de ces fardeaux insuportables, ayant surtout en vuë d'introduire de bons Reglemens, qui puissent rendre les fideles Sujets heureux, paisibles & contens; ce que les Administrateurs ont empêché jusqu'à present par la temerité qu'ils ont d'interpreter à leur volonté les Resolutions Imperiales, les Accords du Païs, & leur contenu, & par le mauvais usage qu'ils en font & qui est très-préjudiciable, excluant le Prince de toute inspection, & l'empêchant ainsi de tenir la main à ce que tout se fasse dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les persuasions contre des Membres des Etats, qui ont été réellement exclus des Diétes, pour s'être soumis aux Decrets Imperiaux & avoir signé des Lettres de soumission.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, sur l'oposition que le reste des Etats avoit formée à la levée des Taxes, d'où s'est ensuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes entretenues dans le Païs, nonobstant la défense expresse de Sa Majesté Imperiale, en quoi les Rebelles ont eu l'insolence inouïe de s'arroger une autorité au dessus du Seigneur même du Païs, au mépris des décisions de Sa Majesté Imperiale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'oposition à tout Reglement du Prince dans les cas de démêlez entre les Députez, ou lorsqu'on ne faisoit aucune attention dans la Diéte aux Représentations sur les besoins du Païs, ou lorsque l'on proposoit, pour réparer les maux où le Païs étoit exposé, des moyens impraticables & dangereux.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Recette & de l'emploi des Deniers negociez au nom de tout le Païs, & destinez à la réparation des Digues.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Digues renduë par le Prince à l'exemple de ses Ancêtres, & en consequence des Accords.

XIX. L'entreprise de recuser le Tribunal du Prince, examen & absolution, dans les démêlez survenus par raport à l'Adjudication des nouveaux Administrateurs.

XX. L'entreprise de s'arroger la décision arbitraire des differens survenus entre le Prince & sa Regence, & de se servir tumultuairement, pour l'exécution de leur Résultat, des Troupes introduites dans le Païs contre la défense expresse de l'Empereur, après s'être soumis pour tout à la connoissance qu'en devoit prendre l'Empereur, & promis d'en attendre la décision, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & funeste principe sur lequel ils s'attribuent la liberté & l'autorité de traiter & resoudre tout selon leur bon plaisir, & que le Prince est obligé d'acquiescer à tout ce qu'ont résolu les Députez ordinaires & Administrateurs des Deniers Publics.

XXII. L'usurpation des Titres & Prédicats d'*Etats legitimes* qui doivent être traitez avec les égards convenables par le Prince & par son Ministre.

XXIII. L'entreprise frivole d'engager les Sujets dans des unions secretes & dangereuses absolument défenduës, comme il est arrivé jusqu'à present, & de s'unir ensemble par des Sermens.

A ces Causes, Sa Majesté Imperiale, pour témoigner son indignation par le present Decret, & de la maniere suivante, au susdit College des Députez ordinaires & Administrateurs en Oostfrise, touchant leur mépris pour les Decrets Imperiaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ses Successeurs, leurs principes & entreprises punissables; Elle a résolu de casser & abolir toutes les susdites usurpations (assertions) quelles qu'elles soient, & les Resolutions ou Negociations qui s'en sont ensuivies, comme aussi les susdits Titres & prédicats illegitimes, & qui sont au mépris de l'autorité Imperiale, du respect dû au Prince, & de l'honneur &

Droits

ANNO 1726.

Droits du reste des Etats obéissans; enfin toute Confédération & Union causes de tous les troubles: ordonnant expressément que ledit College ait à s'en desister & non seulement d'obéir avec une entiere soumission aux Decrets Imperiaux précedens, suivant le contenu des Résolutions Imperiales publiées aujourd'hui, ainsi qu'aux ordres expediés par la Commission Imperiale; mais aussi de témoigner leur devoir & leur soumission envers leur Prince (ainsi que sans cela y sont obligés tous fideles Sujets) en procurant autant qu'il sera possible tout ce qui peut être à l'avantage de son honneur, bien & utilité, de plus de n'entreprendre ni à present, ni à l'avenir aucune chose contraire à la Charge de Juge, au contraire concourir à la satisfaction de ceux qui pourroient porter ou avoir porté des plaintes devant Sa Majesté Imperiale; ou devant la Commission Imperiale, à la Médiation, & aux décisions de laquelle on ne manquera pas de se soumettre sur le champ. C'est pourquoi la volonté de Sa Majesté Imperiale est de déclarer gracieusement audit College des Députez ordinaires & Administrateurs, pour derniere Monition, de ne plus s'oposer à ceux qui se sont soumis, & pour leur ôter toute excuse d'ignorance, qu'au cas que dans deux Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils se sont humblement soumis aux Resolutions Imperiales publiées le 18. Août 1721. & renouvellées ici, tous ceux qui mépriseront notre presente Paternelle Monition, seront condamnez en vertu des presentes, à l'amende de 50. Marcs d'or, ainsi qu'il est exprimé dans le susdit Decret, & seront contraints au payement par exécution, en outre seront exclus de l'emploi d'Administrateurs & du Droit de comparoitre aux Diètes, & on mettra en leur place des Sujets qui aiment le Païs & l'Union, qui ne cherchent que le bien public, & soumis selon leur devoir aux ordres de Sa Majesté Imperiale. Et au cas qu'ils continuent dans leur oposition opiniâtre où ils ont été jusqu'à present, ils seront punis en leur corps, honneur & Biens; ce qui sera notoire à un chacun, afin qu'ils puissent se regler en consequence. Signé à Laxembourg, sous le Sceau privé de Sa Majesté Imperiale le 21. Juin 1723.

FREDERIC CHARLES, Comte de Schönborn. *mppria.*

FRANTZ HEFFNER, *mppria.*

*Reponse du Prince d'*OOSTFRISE *aux Lettres des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *inserées ci-dessus.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &c.

NOus avons reçu en leur tems les deux Lettres de Vos Hautes Puissances, l'une du 13. Mai, & l'autre du 22. Juin de cette année; Nous n'aurions pas manqué de répondre sur le champ à la premiere, si deux circonstances importantes ne nous en avoient empêchez. Nous avions écrit à V. H. P., le 5. & le 26. Mars sur une affaire assez importante, sur laquelle nous n'avons pas encore reçu la Reponse que nous attendons avec impatience, quoique nous ne doutions pas que V. H. P. n'ayent consenti volontiers à nos demandes, par raport aux Receveurs Dams & Klexius puisqu'elles étoient conformes à vos Resolutions de Janvier & Juillet 1725. & Fevrier 1726. Nous sommes certains aussi que si Vos Hautes Puissances avoient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Embden & à ses Adherans, notre Païs seroit depuis longtems en repos, & les maux causez par ceux d'Embden & leurs Adherans ne seroient pas arrivez; enfin on auroit recommencé à payer les créanciers & autres, comme on avoit recommencé le payement depuis Octobre 1724 jusqu'en 1725. sous la paisible Administration du College établi à Aurich.

Ainsi nous prenons la liberté de réiterer le contenu de nosdites Lettres, & de demander instamment à Vos Hautes Puissances pour l'avantage de notre Maison & de nos Païs, l'exécution des susdites Resolutions de V. H. P. prises selon votre coutume après mure déliberation; enfin de nous faire reponse sur ce sujet, d'autant que l'invasion des Comptoirs par les rebelles à Lheer, Olderstumer & Embder-kulst, est cause de tous les troubles & dommages arrivez.

La seconde circonstance qui nous a empêché de répondre sur le champ à vos Lettres, est que nous attendions tous les jours la Resolution de Sa Majesté Imperiale sur notre Requête & de nos Sujets obéissans par raport à la revolte de ceux d'Embden contre les Decrets Imperiaux; parce que nous en souhaitions savoir l'intention de Sa Majesté Imperiale afin de nous en servir de regle dans la Reponse que nous voulions faire à Vos Hautes Puissances, puisque ceux d'Embden & leurs Adherans ont porté les choses au point, que non seulement Nous, mais aussi Sa Majesté Imperiale, & nos fideles Sujets ont reçu tant de préjudice à divers égards de la part de ceux d'Embden contre le contenu de tant d'Accords du Païs, & de diverses Resolutions même de Vos Hautes Puissances. Mais comme Sa Majesté Imperiale a bien voulu faire connoitre ses intentions sur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce Mois, & nous en a envoié depuis quelques jours l'extrait du Protocole, dont nous attendons tous les jours l'expedition entiere, nous n'avons pas voulu manquer de vous en faire part. Nous ne savons pas encore le contenu de l'expedition entiere, suivant l'avis du Conseil Aulique de l'Empire; néanmoins nous sommes informez que Sa Majesté Imperiale a pris la Resolution la plus vive, sur la Révolte de ceux d'Embden, qui continue, Resolution par laquelle on peut esperer de voir finir la Révolte & rétablir la tranquillité dans notre Païs.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres de Vos Hautes Puissances, nous sommes très-obligez à V. H. P. de la Déclaration qu'Elles nous font, d'être résolu de vivre avec nous en bons amis & voisins & nous ne souhaitons rien plus que de trouver l'occasion de vous témoigner par des effets nos bonnes dispositions & notre parfaite estime. Au reste nous trouvons en substance dans vos Lettres, les Articles suivans. 1. Vos Hautes Puissances persistent dans l'opinion qu'un Accommodement amiable est le meilleur moyen de terminer ces démêlez. 2. Que les intérêts & les termes des Deniers negociez sous la Garantie de Vos Hautes Puissances, ne s'acquittent pas dans le tems fixé, & que V. H. P. seroient obligées d'en venir aux exécutions suivant le contenu des obligations. 3. Que Vos Hautes Puissances croyent que ceux d'Embden ont fait connoitre leur inclination pour un Accommodement amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Lewe d'Adwart, que par la Lettre de Soumission qu'ils nous ont écrite. 4. Qu'il seroit revenu à Vos Hautes Puissances, que nous n'avons pas observé le Contrat par raport aux Digues, passé le 8. Août 1723. puisque, comme on le prétexte, nous faisons des difficultez qui suspendent l'inspection accordée pour douze ans. 5. Que vous croyez qu'après le départ de Mr Lewe d'Adwart nous avons employé toutes sortes de voïes de fait. 6. Que les Decrets Imperiaux ne sont que des décisions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'avantage duquel ils sont, peut n'en faire usage qu'autant qu'il veut, quand l'amour de la Païs ou d'autres motifs le portent à d'autres mesures. 7. Que par le passé les Decrets Imperiaux n'ont pas empêché les Parties qui étoient en differens de faire des Accords amiables entre le Prince & ses Etats. Vos Hautes Puissances ne trouveront pas mauvais que nous nous expliquions sur ces Articles aussi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a long tems que nous ne désirons autre chose que de voir cette affaire terminée amiablement; notre Pere d'heureuse Memoire n'a cherché que cet Accommodement amiable dans toutes les Diètes depuis 1690. jusqu'en 1701. c'est à-dire jusqu'à sa mort. Nous avons suivi son exemple, & depuis le premier moment de notre Regence jusqu'en 1720. nous n'avons cessé d'offrir dans toutes les Diètes cet Accommodement amiable. En 1721. même avant que Sa Majesté rendit la premiere Sentence, nous avons fait connoitre tant en public qu'en particulier, notre penchant pour un Accommodement; mais on n'en fit aucun cas & l'on nous obligea par toute sorte de mauvais traitemens & de contraventions aux Accords du Païs, de poursuivre le Procès devant le Conseil Aulique, ce que nous aurions volontiers évité, ensorte qu'il est assez évident qu'il n'a point dépendu de nous, mais de la Ville d'Embden & de ses Adherans que les démêlez n'ont pas été terminez à l'amiable il y a longtems; mais à présent que la Ville d'Embden & ses Adherans ont employez & employent actuellement toutes les voyes de fait contre Sa Majesté Imperiale, contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons donner les mains, suivant votre intention, à un Accommodement sur tous & un chacun des Articles compris dans les Decrets Imperiaux, & nous vous en avons

ANNO 1726.

donné les raisons dans notre Resolution remise à Mr Lewe d'Adwart; & quand Vos Hautes Puissances les auront pesées avec leur équité ordinaire, Elles trouveront qu'elles sont fondées *de facto & jure*, & pour dire en deux mots ce dont il s'agit, il est clair comme le jour, que ni Nous, ni le reste de nos fideles Sujets qui avons porté nos plaintes devant l'Empereur contre la Ville d'Embden, particulierement par raport à la Caisse publique, par raport à la Garnison d'Embden, par raport à sa quote part des charges publiques qu'elle doit, & surtout, ce qui nous interesse encore plus, par raport aux actions de vive force, & réparation de dommages, sur quoi l'on ne peut conclure d'Accommodement amiable avec sureté, l'experience ayant assez fait connoître que notre Ville d'Embden ne s'est embarassée d'aucun des Accommodemens faits depuis 1595. jusqu'en 1699. les ayant presque tous violez dans tous leurs points, & les violent encore à présent.

Pour ne point parler des autres voyes de fait, nous prions seulement Vos Hautes Puissances de reflêchir sur ce qui concerne les Soldats d'Embden, dont on s'est servi dans les troubles présens, contre le contenu d'une infinité d'Accords, & des Resolutions de Vos Hautes Puissances de 1603. 1614. 1619. 1661. & les Reversales passées sur ce sujet par la Ville d'Embden, portant qu'on ne peut se servir desdites Troupes sans notre consentement.

En répondant à la Lettre de la Ville d'Embden. Nous avons donné assez belle occasion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous envoyer, & aux Subdeleguez de la Commission Imperiale, leur Déclaration sur les Articles en conteste des Accords du Païs, afin qu'en les ajustant, on puisse facilement en venir à un Accord; mais bien loin de le faire, ils se sont livrés aux violences, sans nous faire reponse, faisant assez connoitre par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce que nous demandions, s'ils se fussent abstenus des voyes de fait, s'ils avoient rapellé les Troupes de la Ville, qui outre qu'elles sont cassées par Decret Imperial, le doivent être *ipso facto* suivant les Accords, aussi tôt que l'on s'en sert hors de la Ville, ils auroient laissé penser qu'ils souhaitoient un Accommodement, puisque raisonnablement ceux qui veulent un Accommodement doivent prendre les moyens qui y conduisent, & ne pas commencer *facta verbis contraria*, sans parler que tout ce Procès n'a été commencé que parceque l'on amplifie les Accords.

Ad 2. Quant au second Article qui concerne les Arrerages des Interêts des sommes négociées, ce n'est la faute que de la Ville d'Embden & de ses Adherans; il en est tout de même des Sommes négociées à Hanovre, & sur quoi nous recevons de Sa Majesté Britannique des plaintes semblables à celles de V. H. P. Nous envoyons sur ce sujet à V. H. P. l'Attestation que nous en ont donné les Subdeleguez de la Commission Imperiale, elles y verront l'état des choses, comment ni nous ni les nouveaux Administrateurs n'en sommes point la cause, & que les payemens recommenceront regulierement aussi-tôt que ceux d'Embden renonceront à leur injuste conduite. Et afin de mettre encore V. H. P. plus au fait combien c'est la faute de ceux d'Embden, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damm, elles verront que depuis que ceux d'Embden se sont emparez par force des Comptoirs engagez à V. H. P., savoir celui de Leer & celui d'Embden-Ampt, on n'en a payé à leur Receveur tantôt que peu de chose, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Administrateurs, les payemens ont été faits exactement. V. H. P. verront rétablir cette exactitude dans le payement aussi-tôt qu'elles executeront envers ceux d'Embden leurs Resolutions de Juin 1725. & Févr. 1726

Ad 3. De toute la conduite de ceux d'Embden on peut conclure ce que l'on doit attendre par raport à un Accommodement de leurs Déclarations à Mr. Lewe d'Adwart & des Lettres qu'ils nous ont écrites. Quoique nous ayons demandé à Mr. Lewe d'Adwart Copie de cette Déclaration, nous n'avons pû l'obtenir jusqu'à présent, & ainsi nous ne pouvons pas en savoir le contenu; mais nous pouvons assez conclure de la Lettre de Mr. Lewe d'Adwart, que ceux d'Embden ne cherchent autre chose qu'à persister dans leurs entreprises & nous barrer continuellement dans nos Droits confirmez par les Decrets Imperiaux, ce que nous avons assez fait connoitre dans nos Réponses au susdit Sr. Lewe d'Adwart. Bien loin que la Lettre de ceux d'Embden tente la soumission, son contenu & la maniere de nous l'envoyer par un des Soldats Prussiens de la Garnison d'Embden, d'où ils devroient être sortis il y a long-tems suivant les Decrets Imperiaux, font assez connoitre leur oposition continuelle à Sa Majesté Imperiale & à nous; ce que nous avons assez témoigné dans notre Réponse à cet Ecrit, puisqu'ils nous y menacent de suites dangereuses, qui ne viennent que de leurs desordres, & qu'ils peuvent faire cesser quand ils veulent; & pour passer sous silence d'autres circonstances, n'auroit-il pas été de leur devoir de nous envoyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps, ou du moins par un Secretaire, & au moins se déclarer sur l'exécution des Articles des Accords dont nous avions specifié quelques-uns dans notre Réponse.

Ad. 4. Quant à ce qui concerne les Digues nous avons rendu compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4. Octobre 1725. des difficultez qui s'y rencontrent; & notre Ville d'Embden nous ayant fait prier il y a quelques jours que l'on tint une Assemblée du haut & bas Territoire d'Embden, non seulement nous y avons consenti pour faire connoitre nos intentions pacifiques, mais même pour exécuter le Contract que nous avons fait avec notre Ville d'Embden pour l'inspection des Digues, nous avons donné nos Instructions à notre Commissaire; mais non seulement notre Ville d'Embden a refusé de les admettre, elle a même été jusqu'à nous exclure, nonobstant le contenu très-clair du Contract, & l'on a traité notre Commissaire avec tant de rudesse, que pour éviter quelque plus honteux affront, il s'est retiré de l'Assemblée; c'est ce que Vos Hautes Puissances pourront voir par le raport de notre Commissaire que nous leur envoyons; ce qui est d'autant plus extraordinaire que, suivant l'Extrait du Protocole de Vienne, la Ville d'Embden a fait de cet Article un de ses Griefs, mais peu après ils apprirent par la Conclusion du 13. Juin sur ce point comme sur quelques autres, que leurs Ecrits avoient été rejettez *ab Actis*, & mis à néant, par consequent leur demande à cet égard a été rejettée, & les choses ont été confirmées dans l'état où nous les avions mises conjointement avec nos Etats comme le plus avantageux pour le Païs, & le plus conforme au Contract des Digues. Cette affaire est encore une preuve de la maniere dont notre Ville d'Embden se conduit par raport aux Conventions, puisqu'elle s'opose à la Lettre du Contract des Digues.

Ad. 5. Lorsqu'on a informé Leurs Hautes Puissances que nous avions employé des voyes de fait depuis le départ de Mr. Lewe d'Adwart, c'est contre la verité, puisque depuis ce tems là nous avons tranquillement attendu les Resolutions de la Cour Imperiale, mais Vos Hautes Puissances peuvent voir par la Relation véritable que nous leur envoyons, les voyes de fait de ceux d'Embden & de leurs Adherans, qui sont telles qu'on ne les commettroit pas en Païs Ennemis: les mêmes choses se font encore tous les jours, ensorte que ces gens là nous menacent & nos fideles Sujets, si nous ne faisons leur volonté, de tout ruiner; & après les menaces de nous attaquer jusques dans notre Residence, & de chasser du Païs les Subdeleguez de la Commission, ce dont Mr. Lewe d'Adwart même a fait des ouvertures auxdits Subdeleguez, nous avons été obligez de solliciter Sa Majesté Imperiale de faire marcher à notre secours quelques Troupes des Etats de l'Empire de notre voisinage pour nous mettre à couvert de pareilles menaces; & c'est à cet effet, & avec la connoissance de Sa Majesté Imperiale, que le Roi de Dannemarc a fait avancer une Compagnie pour notre sureté. Il nous a paru fort étonnant, que le Lieutenant-Colonel Felman, conjointement avec le Lieutenant-Colonel Prussien Besue nous en aient fait des plaintes. Quant à nous, nous devons attendre quelles mesures Sa Majesté Imperiale trouvera bon de prendre pour étouffer cette revolte, conformement à sa Resolution du 13. Juin, c'est ce que nous attendons tous les jours. Si ceux d'Embden & leurs Adherans avoient quelques égards pour Sa Majesté Imperiale, puisqu'on leur a déja fait part de l'Extrait du Protocole du 13. Juin, ils retireroient d'eux-mêmes les Troupes de la Ville, qui sont encore à Leer, à Hinte, & dans notre Maison de Pensend, & ils renonceroient à toutes les voyes de fait, comme contraires à tous les Accords & à toutes les Loix divines & humaines, & ils témoigneroient l'obéissance qu'ils doivent à S. M. Imperiale & à

sa

ANNO 1726. sa Commission. Mais il paroit qu'ils ne se soucient pas des ordres de Sa Majesté Imperiale, & qu'ils veulent s'y oposer, avec leurs Adherans, & même s'exposer aux dernieres punitions, plûtôt que de se soumettre à quelque Sentence que ce soit qui leur seroit contraire, même dans les choses les plus claires. Et c'est là la cause de tout le mal; puisqu'il paroit par tous les Actes précédens, que la Ville d'Embden ne veut reconnoitre aucun Juge qui que ce puisse être. Quand ci devant Vos Hautes Puissances ont pris des resolutions qui n'étoient pas de leur goût, ils en ont porté des plaintes à Sa Majesté Imperiale, & ils en ont demandé leur cassation, comme il paroit par les Actes de 1681. & 1682. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme souverain Juge & Seigneur Feodal, rend quelque Decret contr'eux, ils ont recours à Vos Hautes Puissances & s'oposent à Sa Majesté Imperiale, ne voulant reconnoitre aucun Juge. Ils en agissent de même par raport à notre Cour de Justice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle juge comme ils l'entendent, exerçant une Jurisdiction illimitée, mais en ce qui leur est contraire ils ne veulent plus reconnoitre cette même Jurisdiction, qu'autant qu'il leur plaît; c'est là la veritable raison pour laquelle ils accablent Vos Hautes Puissances de Lettres, & leur donnent de si bonnes paroles, dans la vûe de pouvoir surement continuer à violer les Accords dans une infinité de points; nous nous en raportons volontiers à Mr. Lewe d'Adwart sur ce que l'on doit penser du génie de ces gens-là.

Ad 6. Il est vrai que les Decrets Imperiaux paroissent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent surtout des Droits, qui n'interessent pas seulement les Parties, mais aussi le Juge Souverain, le Seigneur Feodal, & dont on ne peut en rien se désister sans sa volonté; l'experience nous persuade aussi, que rien ne seroit plus préjudiciable & plus funeste, que d'accommoder l'affaire sur le point principal, selon l'intention de ceux d'Embden. Ils ont publiquement declaré, qu'ils ne vouloient pas se désister de leur Garnison cassée par Sa Majesté Imperiale, en conformité des Accords du Païs: En second lieu, qu'ils ne consentiront jamais à la translation du College des Administrateurs à Aurich, ni à l'installation de nos Inspecteurs dans ledit College, ils prétendent aussi expliquer à leur fantaisie les Libertez & les Accords du Païs, & à la faveur du terme *nonobstant*, ne se soumettre à aucune Décision Imperiale sur les points disputez. Dans de pareilles circonstances, & avec des principes si extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puissances si l'on peut nous conseiller, & à nos fideles Sujets, de renoncer aux Decrets imperiaux.

Ad. 7. Il est vrai que ci-devant, nonobstant les Decrets Imperiaux, on a passé des Accords amiables tels, que non seulement la Ville d'Embden n'a pas été punie de ses violences qui ont été ensevelies dans une Amnistie, mais même on leur a accordé divers Articles. témoins l'Accord de Delfzil an 1595. celui de la Haye en 1603. celui d'Osterhuys en 1611. celui de la Haye en 1662. celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699. mais c'est justement cette conduite, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Haye plus d'une fois, qui a jetté notre Maison & notre Païs dans une si fâcheuse situation, que la Ville d'Embden & quelques particuliers avec elle, se sont rendus les maîtres, & par les troubles excitez dans les Diètes, dans les Collectes, & ailleurs dans toutes les affaires du Païs, ils ont jetté notre Maison & notre Païs dans un abime de Dettes; en un mot notre Païs étoit réduit dans un état, que la Ville d'Embden put dire, *Il n'y a point de Roi en Israel & chacun peut faire ce qu'il veut.* Nous pouvons assurer V. H. P. en verité, qu'il y va de la ruine de notre Païs, si nous nous désistons de Décisions des Decrets Imperiaux: si nous agissions ainsi il faudroit que nous eussions oublié l'intérêt de notre Maison & de notre Païs, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puissances n'exigeront pas de nous dans une affaire qui intéresse l'autorité souveraine de tous les Princes.

Vos Hautes Puissances s'en raporteront à nous, sans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Païs, ce que l'experience ne peut nous permettre d'ignorer; nous pouvons vous protester qu'il y a long-tems que tous ces démêlez auroient été terminez, si la Ville d'Embden avoit exécuté selon son devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Païs, décidez dans les précédens Accords, & qu'elle a renversez de fond en comble.

ANNO 1726. Vos Hautes Puissances ne trouveront donc pas mauvais que nous nous en tenions à la Resolution donnée à Mr. d'Adwart, & à notre Réponse à la Ville d'Embden, tant par raport aux personnes intéressées à cette affaire, que par raport aux choses mêmes, de la maniere qu'elles ont été reglées & dont la Justice est visible. Ainsi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en passions par un Accord tel que le propose la Ville d'Embden, mais bien plûtôt que Vos Hautes Puissances la renvoyent à l'exécution de leurs susdites Resolutions, & laissent son cours à la Justice. Cela étant, les choses seront bien-tôt sur un tel pied, que les Capitaux négociez sous votre Garantie seront payez exactement, & Vos Hautes Puissances auront leurs suretez.

Vos Hautes Puissances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuse à notre Païs; c'est ce dont nous les prions instamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes dispositions. Nous sommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1726.

Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Hautes Puissances.

Du Samedi 6. de Juillet 1726.

OUï le raport de Mr. Linteloo, &c. après déliberation, a été trouvé bon & entendu que, vû que la situation des choses en Oostfrise paroit très-dangereuse, qu'il est notoire que de tout tems la République s'est intéressée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de tems en tems elle a intervenu à l'assoupissement des troubles & désordres qui y sont arrivez entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Embden, & qui ont été terminez quelquefois sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances par Accord, & quelquefois par Décision de L. H. P. la Partie plaignante s'y étant soumise. Accords ou Décisions qui ont été confirmées à la requisition des Parties, par la Garantie de L. H. P. Vû aussi l'intérêt que L. H. P. ont dans la conservation du repos chez leurs voisins, & de plus les intérêts des Sujets de la République, qui, à la requisition du Prince & des Etats d'Oostfrise, & de la Ville d'Embden, ont prêté de grosses Sommes pour la réparation des Digues, sans quoi le Païs seroit encore inondé; Leurs Hautes Puissances n'ont pû voir d'un œil indifferent les démêlez survenus depuis peu entre le Prince & ses Etats, & la Ville d'Embden & ses Adherans, & elles ont fait leur devoir pour terminer amiablement ces differens par un Accommodement; mais les instances de L. H. P. n'ont pas été reçuës du Prince comme on l'auroit souhaité, & il n'a témoigné aucune disposition à terminer ces differens par un Accord amiable, alléguant en sa faveur les Decrets & Décisions de l'Empire & du Conseil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Embden, quoiqu'il soit indubitable que ce Prince n'est pas obligé de se prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particulier peut se prévaloir ou non d'une Sentence rendue à son avantage, étant maître, par amour de la Paix & du repos, & par d'autres bons motifs, d'y renoncer; outre que les Etats & la Ville d'Embden oposent qu'à la verité on a porté quelques affaires à la Cour Imperiale & au Conseil Aulique, mais que les Decrets & Décisions de ces Tribunaux vont au delà des choses qui ont été portées devant eux & s'étendent jusqu'à des choses sur lesquelles les Etats ni la Ville d'Embden n'ont pas été ouïes. Leurs Hautes Puissances, sans entrer dans la discussion des Decrets Imperiaux, & sans s'y oposer ont persisté à conseiller un Accommodement à l'amiable surtout en priant le Prince & la Ville d'Embden & ses Adherans d'éviter les voïes de fait, ausquelles on étoit déja venu, ou de faire entrer en Oostfrise des Troupes étrangeres, en leur exposant les suites dangereuses qu'on en pourroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Ministre Mr. *Lewe van Adward* en Oostfrise, mais que cette Députation n'a pas eu le succès qu'on en attendoit, puisque le Prince s'en est toujours tenu aux

ANNO 1726.

Decrets Imperiaux; qu'après le retour de Mr. Lewe van Adward, Leurs Hautes Puissances ont encore écrit au Prince pour tâcher de le porter à un Accord amiable, & préférer cette voïe à toute autre, mais que jusqu'à présent elles n'en avoient reçu aucune réponse.

Les choses étant en cet état, & les esprits paroissant fort aigris en Oostfrise, puisque le Prince & ses Ministres traitent les Etats & la Ville d'Embden de rebelles, parce qu'ils ne veulent pas se soumettre, sans restrictions aux Decrets Imperiaux, & que d'autre part le Magistrat & ses Adherans se plaignent que ces Decrets & Décisions ont été rendus en faveur du Prince, sans avoir été suffisamment ouïs, outre qu'ils renversent les Libertez & Privileges des Etats & de la Ville d'Embden fondez sur les Accords, Accommodemens & Décisions qui sont les Loix fondamentales d'Oostfrise, étant capables de causer une entiere révolution dans l'Oostfrise; se plaignant encore que l'on rejette les Remontrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Conseil Aulique; que suivant les avis que l'on a reçu, l'intention de la Cour Impériale & du Prince, étoit d'exécuter les susdits Decrets & les Décisions, & outre la Commission donnée ci devant à l'Electeur de Saxe & au Duc de Brunswick Wolfenbuttel dans les affaires de l'Oostfrise, le Roi de Dannemarck & d'autres Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur Palatin & l'Evêque de Munster étoient requis d'y prêter la main.

Qu'il y a déja des Troupes de Dannemarck arrivées en Oostfrise, & l'on dit qu'elles doivent être suivies d'un plus grand nombre; ensorte qu'on ne peut en attendre que des voïes de fait & de nouveaux troubles qui augmenteront les Griefs & ruineront le Païs; ce qui arrivant, comme il est aisé de le prévoir, les Sujets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent au Prince, aux Etats & à la Ville d'Embden, en porteront tout le fardeau, puisque leurs Capitaux ni les Intérêts ne seront point payez; outre que, vû l'animosité du Prince & de ses Ministres, il est à craindre que la Ville d'Embden ne soit attaquée, & que la Garnison de Leurs Hautes Puissances ne se trouve en danger. Tout bien consideré & vû l'Intérêt que la République a toujours eu & a encore à la conservation de la tranquilité en Oostfrise, & au maintien du Gouvernement sur le pied où il est établi par les Accords & Décisions confirmées par la Garantie de Leurs Hautes Puissances, passée à la requisition du Prince, des Etats du Païs & de la Ville d'Embden, outre que c'est dans la supposition que le Gouvernement continueroit sur le même pied que L. H. P. ont accordé & consenti que l'on négocie dans la République, au profit du Prince, des Etats & de la Ville d'Embden, les Sommes qui y ont été négociées à leur requisition, & que c'est sur ce fondement que les Sujets de la République ont prêté leur Argent, nonobstant quoi on y avoit déja fait de grands changemens, en transportant à Aurich le Comptoir général qui doit rester à Embden suivant les Accords & Conventions; outre cela on prévoit encore d'autres changemens dont les Sujets de la République sentent déja les mauvais effets, puisqu'on ne paye pas les Intérêts qui sont dûs. Dans la conjoncture présente, Leurs Hautes Puissances ne peuvent differer plus long-tems à prendre soin des Intérêts de leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Oostfrise sur leur Resolution & sous leur Garantie, & à prendre garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (auxquels on ne prétend pas déroger, & qu'on laisse dans leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garnison que L. H. P. ont à Embden & à Leeroort, & qu'elles y ont eu depuis plus de cent ans, ensorte que les Droits de la République, & les Intérêts de ses Sujets n'en souffrent pas.

Ainsi pour fortifier la Garnison d'Embden, on y envoyera au plûtôt deux Bataillons, avec ordre au Commandant de veiller à la sureté de la Ville, & repousser toute voïe de fait que l'on pourroit mettre en œuvre, & ne pas souffrir que l'on fasse dans ladite Ville aucune exécution sous quelque prétexte que ce puisse être, tant que L. H. P. ne seront pas informés à quoi elles tendent, & qu'elles n'auront pas donné sur cela d'ordres ulterieurs à leur Commandant.

Mrs. de Linteloo & autres Députez de Leurs Hautes Puissances, pour les affaires étrangeres, sont chargez d'entrer en Conference avec Mr. de Meinhertshagen Envoyé Extraord. du Roi de Prusse, de lui donner connoissance de ce que dessus, & de lui remontrer que Sa Majesté ayant toujours eu à cœur la conservation de la tranquilité en Oostfrise, & le maintien du Gouvernement sur le pied des Accords, L. H. P. ne doutoient pas que Sa Majesté n'aprouvât la Resolution de L. H. P. & qu'elle ne contribuât à empêcher qu'il se commit de nouveaux désordres, & qu'en qualité de Directeur du Cercle de Westphalie, il fera ensorte qu'il n'entre pas de Troupes étrangeres dans l'Oostfrise, & que celles qui y sont en sortent pour prévenir de plus grands désordres, & que L. H. P. sont prêtes à concerter avec Sa Maj. Prussienne, les moyens de prévenir les désordres & de rétablir la tranquilité dans l'Oostfrise.

Les mêmes Députez sont priez de conférer aussi avec Mrs. Fenelon & Finch, de leur faire part de la présente Resolution de L. H. P. & leur représenter qu'il y a long-tems que L. H. P. prévoient avec inquiétude ces démêlez entre le Prince & les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embden & ses Adhérans, & qu'elles ont fait tout leur possible pour accorder à l'amiable les Parties plaignantes; mais que toutes leurs Instances ont été inutiles, surtout auprès du Prince, & que les choses en sont à présent au point que l'on y fait entrer des Troupes de dehors, selon toutes les apparences dans le dessein de réduire la Ville d'Embden à une soumission sans bornes, sous prétexte de faire exécuter les Decrets de l'Empereur: que Leurs Hautes Puissances ayant toujours maintenu les Accords & Décisions, qui sont les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent voir d'un œil indifferent les changemens qu'on prévoit vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords & Conventions ont été faites sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances, qui à la requisition des Parties les ont garanties: outre que L. H. P. se trouvent obligées d'avoir soin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles ont de tenir Garnison dans Embden & Leeroort, dont elles sont en possession il y a plus de cent ans; enfin de faire ensorte que suivant les Conditions des obligations sur lesquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au Prince, aux Etats d'Oostfrise & à la Ville d'Embden, leurs Sujets soient payez de leurs Intérêts & leurs Capitaux remboursez dans le tems & de la maniere exprimée dans les obligations.

Que quoique l'intention de L. H. P. soit de ne rien faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que vû leurs Droits, personne ne peut le prendre en mauvaise part, neanmoins elles ont raison de craindre dans la conjoncture présente, que leur conduite soit mal interpretée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque querelle: & qu'au cas que cela arrivât, contre toute esperance, elles ne pourront s'empêcher de maintenir leur Droit de leurs forces, & en ce cas elles seroient obligées de demander le secours de leurs Majestez le Roi de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme leurs Amis & Alliez, en vertu de leur Alliance de Février concluë en 1717. C'est pourquoi elles ont jugé à propos de faire part ausdits Srs. Ambassadeur & Envoyé Extraordinaire, de l'embarras où elles se trouvent par ces troubles d'Oostfrise, elles suplient Leurs Majestez de France & de la Grande-Bretagne, d'employer les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour prévenir ces troubles du dehors; requerant lesdits deux Ministres d'apuyer la priere de L. H. P. auprès de leurs Maîtres, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puissances s'attendent, en défendant leurs Droits, que Leurs Majestez leur donneront, en cas de besoin, les secours stipulez dans leur Alliance.

Les susdits Députez représenteront particulierement à Mr. Finch, combien Sa Majesté Britannique est intéressée au repos de l'Oostfrise à cause du voisinage de ses Etats dans l'Empire; & comme ses bons offices ne peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette occasion, Leurs Hautes Puissances la supplient de les employer de la maniere la plus efficace pour faire sortir d'Oostfrise les Troupes Danoises, & empêcher qu'on n'y en fasse entrer d'autres, & que Sa Majesté Danoise conjointement avec Sa Majesté Britannique, engagent le Prince à entrer dans des sentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ses differens avec le Magistrat d'Embden, & à éviter les voies de fait.

Lesdits Députez feront part aussi à Mr. Gansinot Résident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Munster, des raisons qui ont engagé Leurs Hautes Puissances à envoyer encore deux Bataillons à Embden, & le prier d'employer ses bons offices auprès de S. A. E. à ce qu'elle n'envoye point de Troupes dans l'Oost-

ANNO 1726.

l'Oostfrise, & qu'au contraire, elle tâche d'engager le Prince à entrer dans des sentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ses differens avec la Ville d'Embden, & à éviter les voies de fait.

On envoyera un Extrait de cette Resolution au Sr. Hamel-Bruyninx à Vienne, au Sr. Boreel en France, & au Sr. Hop en Angleterre, pour leur servir d'Instruction, &c.

Extrait d'une Resolution des Etats G. des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince* d'OOSTFRISE. *Du 23. Juillet.*

QUe l'intention de Leurs Hautes Puissances n'étoit pas d'entrer en discution sur les Articles contenus dans sa Lettre, & qu'elles n'ont autre chose à dire, sinon que quoiqu'elles auroient pû, pour plus d'une raison, se mêler des démêlez de l'Oostfrise, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, & qu'elles se contentassent de conseiller un Accommodement amiable, sans changer de conduise, quoiqu'il soit arrivé des choses que la Ville d'Embden & ses Adhérans soutiennent, avec vraisemblance, être contraires aux Accords dont Leurs Hautes Puissances, sont Garantes, & ne sont point partie des differens qui sont en litige par devant le Conseil Aulique, entre le Prince, & les Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'un œil indifferent, relativement aux Intérêts de leur Etat. Mais L. H. P. se sont toujours flatté de l'esperance que le Prince considérant davantage ses propres intérêts que ceux de ses Sujets, & témoignant quelques égards pour les bons conseils & l'intercession de ses voisins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur passion pour la tranquillité & le bonheur, en un mot pour la conservation de l'Oostfrise qui seroit à présent en proie aux Flots, si Leurs Hautes Puissances ne l'avoient assisté de leur crédit & de l'Argent de leurs Sujets, auroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'auroit fait d'autre usage du succès de son Procès, que de rétablir la Paix, le repos & la concorde dans l'Oostfrise, en donnant occasion à L. H. P. de faire ou d'apuyer des propositions acceptables, dans lesquelles Son Altesse auroit trouvé toute satisfaction & sureté.

Que Leurs Hautes Puissances sont fâchées d'apprendre par la Lettre de Son Altesse, en réponse à la leur, qui avoit pour but une si bonne œuvre, non seulement que S. A. n'est pas portée à donner cette occasion à Leurs Hautes Puissances ; mais qu'elle leur ôte toute esperance d'assoupir par un Accommodement les démêlez qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait craindre au contraire des suites qui entraîneront après elles la perte de tout le Païs, & feront long-tems souvenir l'infortunée Oostfrise, que les bons Conseils de Leurs Hautes Puissances n'ont pas été écoutez, & que Son Altesse n'a pas voulu se laisser persuader de donner lieu à Sa Majesté Imperiale, par un Accommodement amiable, de faire sentir les effets de sa clémence, par l'intercession de Son Altesse & des autres Puissances qui s'intéressent au repos de l'Oostfrise, à ceux qui se sont oposez jusqu'apresent à l'exécution des Decrets du Conseil Aulique ; que Leurs Hautes Puissances ne peuvent s'empêcher de réiterer leurs prieres & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce que leurs Droits & intérêts souffrent & sont en danger de souffrir encore davantage par la continuation des troubles presens, surtout parce que les paymens qui devoient être fais conformément aux obligations, sont suspendus par ces démêlez, & qu'on se trouve en arriere de 444525. Fl. intérêts échus, au grand préjudice des Sujets de L. H. P. qui ont prêté leur Argent à la recommandation & sous la Garantie de L. H. P. Cette Dette augmentera tous les jours, surtout si le Païs se trouve ruiné par l'intrusion des Troupes étrangeres logées dans le plat-Païs.

Que non seulement Leurs Hautes Puissances n'ont point prêté la main aux anciens Administrateurs, quoiqu'ils eussent offert tous les jours d'avoir soin que les obligations fussent regulierement payées, bien loin de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ritzius d'assister à l'Adjudication des Fermes, qui a dûë se faire à Aurick par le nouveau College, quoique faisant attention aux Accords précédens, à leur Garantie & à d'autres raisons, elles eussent pû s'exempter de donner ces ordres : qu'après tous Leurs Hautes Puissances s'étoient flattées que les nouveaux Administrateurs n'auroient pas moins de soin des payemens ausquels ils sont obligez par Serment, que les anciens en avoient eû, ne croyant pas que l'empêchement que les anciens Administrateurs en la Ville d'Embden peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût servi de prétexte pour ne pas fournir au Comptoir général de L. H. P. le Revenu de la Taxe réelle & personnelle qui se leve dans toute l'Oostfrise, quoique l'on en eût souvent fait des plaintes. Enfin que Leurs Hautes Puissances prient le Prince de faire ensorte qu'il y soit pourvû sans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puissances ne soient pas obligées de prendre des mesures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, nonobstant les differends du Prince avec ses Etats.

Reponse des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commission Imperiale. Du 19. Août.

QUe Leurs Hautes Puissances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec satisfaction qu'ils leur font la justice d'être persuadés que L. H. P. n'aprouvent en aucune maniere les voïes de fait que l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puissances ont remarqué d'un autre côté que lesdits Subdeleguez ont mal compris le sens de la derniere Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Oostfrise, puisqu'ils en concluent que l'intention de Leurs Hautes Puissances est de ne pas se mêler de ces affaires-là. L. H. P. ont reçu un Extrait de leur derniere Lettre au Prince, lequel a été imprimé & publié, & dans lequel on trouve des phrases entieres & essentielles obmises, pour donner à la Lettre de L. H. P. un sens tout different de leur intention ; qu'aparemment Mrs. les Subdeleguez n'auront lû que cet Extrait mutilé, car ils auroient vû que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre au Prince, où elles tâchent de lui faire comprendre, *que quoique pour plus d'une raison très-connuë Leurs Hautes Puissances eussent pû se mêler du démêlé qui trouble l'Oostfrise, elles ont crû qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, en exhortant seulement les Parties à un Accord amiable, sans changer de conduite à cet égard, nonobstant ce qui est arrivé depuis, & que la Ville d'Embden & ses Adhérans soutiennent être contraire aux Accords dont Leurs Hautes Puissances sont Garants, & ne faire point partie du differend qui a été porté par devant le Conseil Aulique de la part du Prince & des Etats, ce que L. H. P. par raport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifferent.* Mais L. H. P. n'ayant gardé une conduite si moderée que dans l'esperance que le Prince prêteroit l'oreille à un Accommodement amiable, sans faire d'autre usage du succès de son Procès que pour rétablir la Paix & le bon ordre dans l'Oostfrise, en donnant occasion à Leurs Hautes Puissances de faire des propositions agréables, & dans lesquelles le Prince auroit trouvé autant de satisfaction que de sureté ; Leurs Hautes Puissances sont très-mortifiées que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaisir, ainsi qu'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & dont on envoyera Copie aux Srs. Subdeleguez, qui pourront en conclure que l'intention de Leurs Hautes Puissances n'est absolument pas de regarder indifferemment les troubles de l'Oostfrise ; & qu'autant qu'elles sont mortifiées de voir que le Prince témoigne si peu d'inclination pour un Accommodement amiable, qu'il ôte à Leurs Hautes Puissances toute esperance d'y travailler avec succès, autant leur est-il agréable d'apendre par la Lettre des Subdeleguez que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec ses Etats, & que c'est aussi l'intention de Sa Majesté Imperiale que Leurs Hautes Puissances s'assurent que les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aucun changement dans une si louable intention, & que les Srs. Subdeleguez travailleront encore à cet effet, ce qui, au jugement de Leurs Hautes Puissances, est le devoir des Commissaires nommez pour l'exécution des Decrets, qui ne peuvent faire un meilleur usage du pouvoir qui leur est donné que de reconcilier les Parties, & de telle maniere assoupir dans leur naissance tous les differens qui naissent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. persuadées

ANNO 1726.

suadées qu'ils veulent à présent traiter ainsi cette affaire, & faire de nouveaux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucunes voyes de fait, qui ne pourroient être que ruineuses au Païs & aux Peuples, quoiqu'apuyées sur les Decrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueront pas, pour peu qu'on en espere de succès, d'engager le Magistrat d'Embden & ses Adhérans, non seulement de s'abstenir des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt est de donner toute sorte de satisfaction raisonnable au Prince, & de faire cesser les raisons que les Srs. Subdelegues témoignent avoir de n'être pas contens de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expediens convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le respect de Sa Majesté Imperiale, comme souverain Juge, ce que Leurs Hautes Puissances auront toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puissances regardent cette proposition comme l'unique moyen de prévenir la ruine de ce malheureux Païs, apuyer les vrais intérêts du Prince, & prevenir une infinité de suites dangereuses; qu'ainsi Leurs Hautes Puissances attendront avec impatience la réponse des Srs. Subdeleguez, & le succès qu'elles esperent de leur inclination pour la Paix, afin de prendre leurs mesures, tant par raport à leurs engagemens, que par raport à leurs Droits & intérêts.

Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez sur ce que six des huit Bailliages, dont l'Oostfrise est composée, s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. Du 30. Août.

QUe Leurs Hautes Puissances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'aprouvent nullement les voyes de fait qui se sont commises en Oostfrise, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raisons très-connuës, regarder les troubles d'Oostfrise d'un œil indifferent, que pour cette fin elles avoient toujours tâché de conseiller aux Partis oposez de terminer leur different par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avouoient en même tems, qu'il leur étoit fort sensible, que leurs bons Conseils & exhortations eussent trouvé si peu d'accès auprès du Prince d'Oostfrise, mais qu'au contraire elles avoient apris avec plaisir les mouvemens que lesdits Srs. Conseillers Subdeleguez s'étoient donné pour réunir le Prince avec les Etats du Païs, conformement à l'intention de Sa Majesté Imperiale, que Leurs Hautes Puissances avoient prié de plus lesdits Srs. Conseillers Subdelegues de continuer d'employer leurs bons offices pour la Paix, & de faire un nouvel effort auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, que Leurs Hautes Puissances esperent & se persuadent que lesdits Srs. Conseillers Subdeleguez, auront bien voulu faire reflexion sur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'au rétablissement de la tranquillité en Oostfrise, d'autant plus que suivant les sentimens de Leurs Hautes Puissances cela n'est nullement incompatible avec la Commission dont lesdits Srs. Conseillers Subdeleguez sont chargez, & qu'un tel Accommodement se peut faire sans préjudice aux Decrets Imperiaux, qui cessent dès que les deux Parties sont d'Accord; que Leurs Hautes Puissances attendent avec impatience la réponse desdits Conseillers Subdeleguez. Qu'en l'attendant elles ont apris avec chagrin qu'il s'est commis de nouvelles violences encore à l'insçu de Leurs Hautes Puissances, sans qu'elles y ayent la moindre part, & qu'elles desaprouvent. Que cependant il paroit par là combien générale est l'animosité de tous les Habitans d'Oostfrise pour ce qu'ils croyent leur apartenir, suivant les anciens Accords & Conventions, & combien il sera difficile de rétablir la tranquillité en Oostfrise par une exécution rigoureuse des Decrets Imperiaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puissances prient encore instamment, que lesdits Srs. Conseillers Subdeleguez veuillent tâcher de porter le Prince, (qui jusqu'ici a témoigné être fort éloigné d'entrer en Négociation là-dessus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des présens troubles, à la ruine totale d'Oostfrise, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas plutôt informées de l'intention de Son Altesse, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en Négociation là-dessus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès du Magistrat d'Embden, & de ceux qui sont de son parti, pour qu'ils y aportent du leur côté toute la condescendance équitable afin de parvenir à un but si salutaire. Et que Leurs Hautes Puissances seront bien-aises d'aprendre par lesdits Srs. Conseillers Subdeleguez, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle disposition ils auront trouvé Son Altesse sur ce sujet, & qu'elles écriront aussi au Prince pour lui conseiller encore un Accommodement amiable.

*Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'il étoit connu à Son Altesse combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connoissance des dissensions & differens qui agitent aujourd'hui si fort l'Oostfrise, ont travaillé & conseillé de terminer plutôt les querelles en question par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuse, prévoyant bien que par cette derniere voye les troubles seroient terminez fort difficilement sans la ruine du Païs & des Habitans, à cause de la forte impression qui regne depuis long-tems dans les cœurs de tous les Habitans d'Oostfrise, ou du moins de la plus grande partie, de l'intérêt qu'ils ont, & du devoir où ils se trouvent de conserver leurs Droits & Privileges fondez sur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puissances auroient souhaité que leur bon Conseil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Altesse; qu'elles ont apris avec chagrin, qu'il vient d'arriver présentement ce qu'elles ont prévu & apréhendé, savoir que les choses étant poussées à bout par Son Altesse, les Gens, contre qui on a obtenu les Decrets Imperiaux, seroient reduits au desespoir, parce qu'étant déclarez avoir encouru la perte de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & risqueront plutôt tout que de ceder absolument des gages aussi precieux: que c'est à quoi on doit attribuer le soulevement quasi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puissances ont apris, se sont commis de nouveau en Oostfrise, auxquelles Leurs Hautes Puissances déclarent n'avoir aucune part, ayant été entreprises à leur insçu, que nonobstant cela Leurs Hautes Puissances en craignent beaucoup les suites, & pour les prévenir elles sont encore du sentiment qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus salutaire moyen pour l'Oostfrise, que de songer encore à faire cesser ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entrer pour cet effet le plutôt le mieux en Négociation, & que Leurs Hautes Puissances pour le bien de la Paix, par amitié & estime pour Son Altesse, la prient encore qu'elle veuille prêter la main & se déclarer portée pour le rétablissement de la tranquillité & Union, dans l'esperance qu'on y pourra travailler avec effet, à quoi Leurs Hautes Puissances employeront aussi leurs bons offices auprès du Magistrat d'Embden; mais que tant que Son Alt. marquera de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer; que pour cette raison elles prient, que Son Altesse veuille se déclarer là-dessus plus favorablement que ci-devant.

Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magistrat d'Embden.

QUe Leurs Hautes Puissances avoient apris par ses Lettres & d'ailleurs l'attroupement qui s'est fait de nouveau des Habitans du plat-Païs avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit: que cette entreprise, dans un tems où Leurs Hautes Puissances sont occupées à disposer, s'il est possible, le Prince par les Srs. Conseillers Subdeleguez & autrement, d'entrer en Négociation pour un Accommodement amiable, déplait au suprême degré à Leurs Hautes Puissances, & qu'elles desaprouvent entierement ces nouvelles violences, qui sont capables d'empirer plutôt les choses que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magistrat, & ceux qui sont de son parti de-

ANNO 1726. devroient, par une conduite moderée, ne point aigrir les Esprits, mais frayer le chemin à un Accommodement amiable, & au rétablissement de la tranquillité, afin d'ôter par là le mécontentement que les Srs. Conseillers Subdeleguez ont marqué d'avoir contre eux; que Leurs Hautes Puissances conseillent audit Magistrat, & à ceux qui sont de son parti, & les exhortent très-serieusement de s'abstenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que de la part de Son Altesse on marquera quelque penchant pour entrer en Négociation sur un Accommodement amiable, ils y veuillent concourir, & user de tant de condescendance à l'égard des points en dispute, qu'il paroisse par là, que leur intention n'est pas d'insister sur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils sont prêts & portez, pour le bien de la tranquillité & de l'Union, à ceder autant qu'il est possible.

Reponse des Subdeleguez de la Commission Imperiale à la Lettre des Etats Generaux.

HAUTS & PUISSANTS SEIGNEURS,

NOus avons reçu avec un veritable respect vôtre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puissances n'ayent reçu en même tems la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puissances y auront vû que nous sommes disposez à faire tout ce qui est possible, autant que nos Instructions nous la permettront, & de contribuer en tout, pour apaiser les troubles de l'Oostfrise, & pour rétablir la tranquillité dans cette Province; néanmoins nous nous sommes crû obligez d'informer nos Maîtres de ce que nous avons proposé à Vos Hautes Puissances; savoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on se sert du terme adouci de Renitens) & en particulier la Ville d'Embden s'abstiennent de toutes voies de fait, & rétablissent toutes choses sur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puisqu'il n'y a point d'apparence, qu'autrement le Prince se laisse contraindre par ses Sujets, à faire quelque chose qui fût contraire à l'autorité de Sa Majesté Imperiale, & au respect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous sommes tellement persuadés de la grande pénétration & équité de Vos Hautes Puissances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'aprouvent une proposition si convenable, puisque dans leur derniere Lettre, Elles déclarent que c'est à leur insçû que les Rebelles ont commis les voies de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désaprouvent entierement.

Néanmoins ces voïes de fait continuent, & augmentent tous les jours, jusques-là même, que dans la Ville de Nordan on a déposé les Bourguemaîtres confirmez par le Prince, & l'on en a établi d'autres *de facto*. On a même arrêté le Bourguemaitre Wilckens, le Conseiller Mesander, un Officier du Prince nommé Schattebourg & treize autres Bourgeois bien intentionnez, & apres les avoir enchaînez quatre à quatre, on les a ainsi conduits à Embden, où ils sont encore en prison.

Nous ne pouvons qu'être extremement surpris de ce que les Rebelles ayent si peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puissances désaprouvent, & leur dissuadent, Elles s'intéressent encore en leur faveur, nonobstant une conduite si irréguliére, & le mauvais usage que l'on fait insensiblement de la Garnison d'Embden contre ce qui est stipulé dans les Conventions entre l'Oostfrise & Vos Hautes Puissances, & contre vos Resolutions prises à cet égard; puisqu'il est statué particuliérement dans les Conventions de la Haye & d'Embden, dans le Recès final de 1662. & 1663. & dans la Resolution de Vos Hautes Puissances Chap. 4. sur le 11. des Griefs généraux des Etats d'Oostfrise, que s'il arrive quelque differend entre les Etats d'Oostfrise & le Prince, il ne sera permis ni de part ni d'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voie de fait, soit en faisant sortir des Troupes de la Ville d'Embden, ou en assemblant les Sujets; mais la Partie qui se croira lezée & qui ne pourra obtenir satisfaction à l'amiable, s'abstenant de toute voie de fait, aura recours à la Justice ordinaire, afin qu'il en soit ordonné suivant le Droit, & ainsi qu'il sera trouvé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit que contre cette disposition, il eût été commis quelque action par voie de fait, tout sera effectivement redressé & réparé. ANNO 1726.

Vos Hautes Puissances paroissent souhaiter que l'on accorde aux Habitans d'Oostfrise ce qu'ils croyent leur apartenir, & à leurs Etats de tout tems & conséquemment aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puissances auront la bonté de considérer, qu'on ne peut en ceci s'en raporter aux simples prétentions des Rebelles, & aux interpretations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que la plûpart des Habitans ont toûjours été contraires & oposez à ces Conventions, qu'ils n'ont accepté que par une contrainte inusitée dans l'Empire, en effet contre le Decret Imperial de l'an 1597. §. 17. la Décision de Vos Hautes Puissances du 12. Juin 1619. sur le 4. Grief du Comte, & la Conclusion de la Diéte assemblée à Embden du 11. de Septembre de la même année *ad postulatum* de la Noblesse & de la Ville d'Embden, que dans pareil cas une partie ne pourra rien prescrire à l'autre; on a cependant forcé les Oposans à acceder aux Accords: c'est pourquoi plusieurs nous viennent trouver tous les jours pour déclarer qu'ils persistent dans la soumission aux Decrets de l'Empereur, priant qu'on ne leur impute pas ce qu'ils pourroient être obligez par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui seroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puissances, nous leur envoyons deux Copies, dont plusieurs semblables se trouvent dans les Documens de notre Commission; ceux qui en sont les auteurs ayant exigé, pour se soustraire à de plus violentes persécutions, que l'on tînt leurs noms secrets.

Comme ces Opposans qui ont été contraints à cette accession, tant avant que depuis les Accords, se sont déja soumis depuis long-tems aux Decrets de l'Empereur, & même la Noblesse ayant déclaré dans la Lettre dressée à Embden le 11. Octobre de l'année derniere de respecter volontairement & selon leur devoir les Resolutions émanées de la Cour Imperiale, à laquelle Déclaration la Ville d'Embden même a adheré, on ne voit point comment ils peuvent tous à présent de leur propre autorité se départir de ces engagemens, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majesté Imperiale comme souverain Juge de l'Empire, donués & réiterés *in rem judicatam* obligent un chacun à s'y soumettre même malgré soi.

Vos Hautes Puissances soutiennent dans leur Lettre susdite, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Oostfrise, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement sans préjudicier aux Decrets Imperiaux, qui doivent être censés n'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accommodent. On peut être persuadé que Sa Majesté Imperiale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ses Decrets fondez sur les précedentes Resolutions Imperiales, sur les Accords clairs & obligations de l'Oostfrise passées pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ses Sujets, & sur les regles fondamentales de l'Empire, ainsi qu'il est exprimé dans le Decret Imperial du 18. Août 1722. Outre cela il se trouve dans les points décidés des choses contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulieres ne peuvent porter préjudice, d'autant plus encore qu'autrefois l'Empereur Rodolphe de glorieuse Mémoire a déclaré à l'occasion de l'Accord de Delfzyl, dans le Decret du 13. Octobre 1597. §. 24. que ni l'une ni l'autre Partie n'avoit droit d'entrer dans une telle Négociation, & qu'il ne dépendoit pas du Comte Edzard de négocier cette Pacification sans la connoissance, la volonté & le consentement de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Oostfrise, ce qui a été repeté & exprimé par Sa Majesté Imperiale heureusement Regnante, dans le Decret du 18. Août 1721. rendu contre le Bourguemaître & Conseil de la Ville d'Embden, touchant le prétendu Privilege d'ériger une Compagnie de Commerce, savoir que lorsque Sa Majesté Imperiale auroit été informée de l'érection de ladite Compagnie, Elle l'auroit déclarée pour nulle & de nulle valeur, quand même le Prince auroit eu des raisons pour feindre d'ignorer ce qui se passoit. Quant au reste, nous demandons à Vos Hautes Puissances la permission de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être persuadées que si, suivant la promesse & les assurances qu'elles nous en ont données, elles engagent les Opposans, & surtout la Ville d'Embden à s'abstenir de

de toutes voïes de fait, & à faire les premieres démarches envers le Prince, comme il convient à ses Sujets, pour lui donner une satisfaction raisonnable, s'y porter sincerement, faire cesser les raisons que nous Subdeleguez avons eu jusqu'à présent de nous plaindre de leus conduite, & embrasser les expediens qui puissent conserver le respect dû à la Dignité du Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, suivant les Resolutions de nos Maîtres, en tout ce qui sera capable d'assoupir les troubles présens & de rétablir le repos. Vos Hautes Puissances peuvent être persuadées que nous n'oublierons rien de ce qui pourra les convaincre que nous cherchons sincerement leur aprobation, puisque nous sommes avec un profond respect, &c.

(*Signé*)

G. G. Ritter. J. J. Ruber.

A Aurich le 9. Septemb. 1726.

Enfin, sur l'avis que l'on eut que le Prince d'Oostfrise avoit recherché le secours de la Cour de Dannemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à sa Solde, Leurs Hautes Puissances s'adresserent aussi à Sa Majesté Danoise, lui proposant d'interposer sa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puissances. Elles en firent faire la proposition le 25. Août à Mr. Grys Ministre de Dannemarck, par leurs Députez, & ce Ministre ayant reçu des Instructions de sa Cour, s'expliqua en ces termes dans une Conférence qu'il eut avec les Députez le 24. Septembre.

Pro Memoriâ.

LE Ministre de Dannemarck ayant fait très-humblement raport au Roi son Maître, de ce qu'il a plû à Leurs Hautes Puissances de lui faire représenter au sujet des troubles d'Oostfrise dans la Conference qu'il eut l'honneur de tenir avec Messieurs les Députez de L. H. P. le 25. du Mois d'Août dernier, & en particulier de la proposition qu'ils lui firent de la maniere, qu'ils croyoient la plus facile d'accommoder à l'amiable par l'entremise de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances les troubles & les differens qui subsistent entre le Prince d'Oostfrise & la Ville d'Embden avec ceux des Etats du Païs qui tiennent avec elle, sans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & sans disputer la Commission Imperiale: Sa Majesté a ordonné au susdit Ministre de faire connoître à Messieurs les Députez en réponse sur la susdite proposition, qu'en consideration particuliere de L. H. P. Sa Majesté veut bien se charger avec elles de cette Commission sur le pied proposé, & qu'elle donnera les ordres & instructions nécessaires au susdit son Ministre sur ce sujet; mais que Sa Majesté étoit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuse, il seroit necessaire avant tout, que Leurs Hautes Puissances agréassent & convinssent préalablement, qu'il seroit de part & d'autre fait une cessation d'Armes & hostilitez, tant avant que durant la Négociation, & ensuite que cette Négociation ne s'étendroit pas sur les Points, qui sont déja reglez & décidez par les Decrets Imperiaux & par le Conseil Aulique, conformement aux anciens Accords, Concordats, Resolutions, &c. passez entre le Prince & ses Etats, mais qu'elle seroit fixée sur les Points qui ne sont pas de cette maniere decidez; posant ainsi pour fondement, que tout ce qui est reglé & décidé, selon les susdits Accords, Concordats, Resolutions, &c. par la Cous Aulique, doit être accepté & tenu pour decidé de part & d'autre: & comme Sa Majesté se persuade, que de cette maniere l'affaire pourroit venir le plus sûrement & promptement à une bonne conclusion, elle espere que L. H. P. seront du même sentiment, & qu'elles se declareront sur le même pied, & à cet effet Sa Majesté de son côté veut tâcher de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Ministre bien instruit de ses sentimens, dans l'attente que L. H. P. porteront le Magistrat d'Embden, & ceux qui tiennent avec lui, d'en faire de même, afin que la Négociation puisse être entamée au plutôt entre les Ministres, qui de part & d'autre seront commis pour cet Accommodement à moyenner. Le susdit Ministre de Sa Majesté Danoise prie Messieurs les Députez d'avoir la bonté de faire raport de ce que dessus à L. H. P., en se recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes graces. A la Haye le 24. Septembre 1726.

(*Signé*)

N. Grys.

Resolution de L. H. P. sur le Pro Memoria *du Resident de Dannemark.*

Mardi 1. Octobre 1726.

OUÏ le raport de Ms. de Linteloo & autres Députez, &c. qui ont examiné la proposition faite de la part du Roi de Dannemarc par Mr. Grys son Resident, dans une Conference qu'il eut avec les Députez de L. H. P. sur le sujet des presens troubles de l'Oostfrise, contenant en substance que Sa Majesté Danoise seroit disposée à employer sa Mediation conjointement avec celle de L. H. P. pour terminer les susdits troubles, proposant en même tems que pendant la Négociation il convient qu'on s'abstienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que ladite Négociation ne s'étendra pas sur les Points qui sont regles & decidez par les Decrets Imperiaux, & par ceux du Conseil Aulique, conformement aux Accords, Concordats, Resolutions, &c. passées entre le Prince d'Oostfrise & ses Etats, ainsi que ladite Négociation sera limitée aux Points qui ne sont pas décidez de cette maniere, posant ainsi pour fondement que tout ce qui a été reglé & decidé par le Conseil Aulique sera reçu de part & d'autre & tenu pour decidé, suivant les susdits Accords, Concordats, Resolutions, &c. qu'à cet effet Sa Majesté tâchera d'engager le Prince à envoyer ici un Ministre instruit de ses intentions, dans l'esperance que Leurs Hautes Puissances determineront la Ville d'Embden & ses Adhérans d'en faire autant.

Sur quoi étant deliberé a été trouvé bon & arrêté de prier ledit Sr. de Linteloo & autres Deputez pour les affaires d'Oostfrise de répondre à Mr. Grys dans une nouvelle Conference, que l'intention de Sa Majesté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Oostfrise, est d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elles sont persuadées qu'en cela Sa Maj. n'a d'autre vuë que L. H. P. mêmes, savoir d'éteindre un embrasement qui s'allume dans le voisinage de leurs Etats respectifs, sans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, sans rien entreprendre sur la Souveraineté de Sa Majesté Imperiale, sans aprouver les voyes de fait de part & d'autre, & sans s'arroger l'autorité de juger des Decrets Imperiaux, & ne travaillant à éteindre cet embrasement que dans la crainte qu'il ne soit fatal non seulement à l'Oostfrise, mais aussi aux Provinces voisines, si l'on ne travaille par des propositions amiables à pacifier les esprits irritez: que L. H. P. sont charmées de ce que Sa Majesté a chargé Mr. Grys de cette Commission, & qu'elles concerteront volontiers avec lui sur tout ce qui peut contribuer au succès d'une affaire si importante; que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, sans perdre de tems, informer Mr. Grys de leurs intentions touchant les deux Points Préliminaires proposez, qui sont que, quoique L. H. P. eussent souhaité que l'on n'eût commis aucune hostilité, & qu'elles ne les desaprouvent pas moins que Sa Majesté, L. H. P. ne peuvent esperer qu'on puisse engager le Magistrat d'Embden, & ceux que l'on nomme oposans, par d'autre moyen que par la force, qui rend infructueux tous les bons offices, à rétablir les choses sur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & sans avoir aucune assurance préalable. Selon toutes les aparences il faudra disputer sur le tems qu'il faudra fixer, pour remettre les choses sur le pied où elles étoient dans ce tems-là. Mais il paroit necessaire à L. H. P. & praticable de convenir qu'on s'abstienne de voyes de fait, laissant les choses *in statu quo* pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'esperer que les Parties consentiront à cet expedient d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à determiner de cette maniere la suspension des voïes de fait, parceque l'on peut fixer un terme fort court pour les Conferences; que L. H. P. prevoyent qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Embden & des oposans d'établir comme un Point Preliminaire, & comme la base des Conferences

pous

ANNO 1726. pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra certainement conclure si les Parties ne cedent quelque chose de leurs Droits & de leurs pretensions;) que de part & d'autre on acceptera & tiendra pour decidé tout ce qui a été reglé & decidé par le Conseil Aulique suivant les anciens Accords, Concordats, Resolutions, & autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Oostfrise, surtout puisque c'est principalement de-là que les troubles presens tirent leur origine, puisque le Magistrat d'Embden & ses Adhérans soutiennent, (on ne decide pas si c'est avec ou sans fondement) qu'on n'a pas eu égard dans cette occasion, ainsi qu'on auroit dû aux anciens Accords, Concordats, Resolutions & autres semblables Constitutions de l'Oostfrise, & qu'au contraire le Conseil Aulique les a enfraints à plusieurs égards dans ses décisions; qu'ainsi L. H. P. croyent qu'on ne pourroit établir à cet égard par voye de Préliminaire, sinon que le Prince d'Oostfrise consentant à la Négociation d'un Accommodement amiable sous la Médiation de Sa Majesté & de L. H. P. sera censé n'avoir renoncé en aucune maniere aux avantages qu'il peut trouver dans les décisions du Conseil Aulique, & dans les Decrets de l'Empereur qui s'en sont ensuivis, encore moins d'avoir derogé à la souveraine Dignité de Sa Majesté imperiale, & qu'au cas que la Négociation ne réussisse pas, lesdits Decrets & Décisions subsisteront dans leur entier.

Que si Sa Maj. aprouve ces considerations de L. H. P. elle leur fera plaisir d'engager le Prince d'Oostfrise d'envoyer ici un Ministre bien instruit, & que L. H. P. tâcheront d'engager le Magistrat d'Embden & ses Adhérans à en faire autant, afin d'entamer la Négociation le plutôt qu'il se pourra, & la terminer, s'il se peut, par un bon Accord sous la Médiation de Sa Majesté Danoise & de Leurs Hautes Puissances.

*Considérations sur la Proposition des Etats Généraux de terminer les differens d'*OOSTFRISE, *par un Accord à faire à la Haye, sous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.*

LA proposition suivante étant parvenuë depuis quelques jours à la connoissance de Son Altesse le Prince d'Oostfrise, après meure déliberation elle a fait coucher par écrit les Considerations suivantes

1. Leurs Hautes Puissances suposent d'abord, comme une chose raisonnable, que celui, ou ceux, qui seront chargez à la Haye des intérêts d'Embden & de ses Adhérans, devront être pourvûs d'instructions & de Pleinpouvoirs en forme, mais cela ne peut se faire que dans une Assemblée des Etats du Païs, car la Ville d'Embden & ses Adhérans prétendroient sans doute, que tout ce qu'ils feroient, seroit consideré comme une affaire unanime par les véritables Etats. Suposé que cela fût, & que légitimement l'Accord pût être aprouvé, il faudroit qu'on assemblât les Etats pour nommer des Plenipotentiaires, & leur donner Pleinpouvoir & Instruction.

2. Mais la Commission Imperiale a des ordres limitez de l'Empereur, savoir que la Ville d'Embden & ses Adhérans ne seront pas apellez à l'Assemblée des Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Embden propose un Expedient d'éluder cet ordre, dans une Lettre à Son Altesse du 3. Septembre, en demandant l'Assemblée des Etats prorogez. Mais Son Altesse n'y peut consentir, puisqu'à la priere de ses Etats, & avec l'aprobation de la Commission Imperiale, Son Altesse a terminé & fini en Août 1724. les Etats prorogez depuis 1695., ce que Sa Majesté Imperiale a confirmé dans ses *Clausula* du 18. Janvier 1726.

Son Altesse a fait voir dans sa réponse du 17. Septembre toute l'injustice de cette Lettre de la Ville d'Embden. Voilà le premier obstacle légitime contre ladite proposition, savoir, que tant que les choses seront sur le pied où elles sont, il n'est pas possible, que l'on donne des Pleinpouvoirs des Etats pour une Députation à la Haye.

3. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéissans, qui se sont soumis aux Decrets Imperiaux, fussent légitimement informez de la proposition, & qu'on demandât s'ils y consentent, & quels Pouvoirs & Instructions ils voudroient donner à leurs Députez, ce qui ne se peut faire qu'en les assemblant avec ordre; cette Convocation ne peut se faire tant que la Rebellion d'Embden dure, puisque les violences de ceux d'Embden l'empêcheroient, & puisque l'Ordre entier de la Noblesse s'est positivement & entierement soumis aux Reglemens de l'Empereur, & que jusqu'à présent aucun d'eux, autant que Son Altesse le sait, excepté le seul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit consulter en particulier la Noblesse, si elle veut donner quelque pouvoir à ses Députez.

Si l'on agit autrement en ceci, & que sans une Assemblée formelle des Etats, & sans avoir d'avance consulté les Etats obéissans, on vouloit accorder à ceux d'Embden & à leurs Adhérans, de nommer des Députez & les envoyer à la Haye avec des Instructions; ce seroit autoriser les auteurs du tumulte contre tout Droit, & contre les Accords d'Oostfrise, ce qui ne peut être.

4. On ne peut conjecturer de la Lettre d'Embden du 3. Septembre autre chose, sinon, que cette Ville & ses Adhérans, ne peuvent consentir aux propositions qui leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admettre la Médiation du Roi de Dannemarc, puisqu'il n'y est parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Puissances, outre qu'ils continuent à ne pas vouloir reconnoitre la Commission Imperiale, dans la suposition que Sa Majesté Imperiale refuse de les écouter, ainsi qu'ils l'ont publié dans des Ecrits repandus de tous côtez. Leur intention est donc de traiter sous la seule Médiation des Etats Géneraux, sans que la Commission Subdeleguée ait rien à y dire, ainsi qu'ils ont défendu à tous les Ministres sous de séveres peines de rien publier qui soit émané par la Commission Imperiale.

5. Les Etats Généraux entendent, suivant leur proposition, que tout ce qui auroit été reglé & arrêté à la Haye, seroit remis entre les mains des Subdeleguez, pour avoir leur aprobation, & être exécuté par forme de Decret; Son Altesse ayant fait part de ceci à la susdite Commission, ainsi qu'il le devoit nécessairement, les Subdeleguez ont fait entendre, que bien loin de decreter l'exécution d'un Projet qui auroit été dressé sans leur concours, ils ne pourroient absolument pas l'admettre ou l'aprouver, puisque dans la situation où sont les affaires, cette maniere de traiter leur paroit très-préjudiciable à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, ce dont ils seroient responsables à Sa Majesté Imperiale s'ils y condescendoient en aucune maniere. Ainsi, si l'intention des Etats Généraux étoit, qu'un tel Projet dressé par Sa Majesté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puissances fut exécuté, il est indispensable que Sa Maj. Imperiale y consentira aussi peu que la Commission, sur tout si l'on continue à les charger pour l'avenir de la Garantie de l'observation de cet Accord, sans quoi néanmoins le Prince ne pourroit trouver aucune sureté.

6. On doit donc prendre garde d'offenser Sa Majesté Imperiale par cette maniere d'agir, puisqu'Elle-même & ses Prédécesseurs depuis long-tems ont expressément défendu de s'adresser à d'autre qu'à Elle quand il s'agira de quelques differens, ordonnant de se soumettre à son souverain Tribunal; c'est ce qui a porté Sa Majesté Prussienne, en offrant sa Médiation à Son Altesse, de s'exprimer ainsi dans sa Lettre du 10. de Juin 1724.

„ Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Majesté „ Imperiale à cet égard, & nous la respectons com„ me nous devons, ensorte que nous la seconde„ rons de tout notre pouvoir. & notre intention „ n'est aucunement de vous soustraire à l'examen „ de la Cour Imperiale & à sa décision; nous sa„ vons que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut „ l'exiger."

C'est cette Déclaration qui a porté Son Altesse à refuser cette Médiation, & s'en tenir à la voye légitime de la Justice, & il paroit que cette conduite de Son Altesse a donné lieu à quelque mécontentement de la part de Sa Majesté Prussienne.

7. Si Son Altesse donnoit les mains à la Négociation proposée à la Haye, on voit bien que ce seroit offenser de nouveau le Roi de Prusse.

8. On ne repetera pas ici d'autres raisons contenuës dans la Resolution du 30. Avril, communiquée à Monsieur Lewe van Adwart.

9. La Commission Imperiale a suffisamment déclaré que, dès que l'on auroit rétabli toutes choses sur le pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une Diète composée des Etats qui se sont soumis; & seroit disposée, suivant les instructions de Sa Majesté Imperiale,

ANNO 1726. riale, à dresser un Recès d'exécution au nom de la Commission, qui pourroit être publiée comme une décision Imperiale; que pendant l'exécution de ce Recès, lesdits Subdeleguez permettroient que Sa Majesté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puissances envoyassent chacun une personne accreditée *ad latum Commissionis*, pour persuader, comme amis, aux Parties de faciliter l'exécution d'un tel Recès de la Commission. Mais suivant les Instructions desdits Subdeleguez, la direction & la décision doivent dépendre d'eux seuls. Et il paroit que ces Députez accreditez pourroient par leur intervention amiable procurer l'Accommodement des Points qui ne sont pas décidés dans les Decrets de l'Empereur, mais qui sont contenus dans les Conventions d'Oostfrise, & dont Son Altesse a fait mention, en peu de mots, dans la susdite Resolution donnée à Mr. le Baron d'Adwart §. 12. Son Altesse aprouve cette proposition des Subdeleguez.

Le 12, de Septembre 1726.

1727. *Lettre du Roi de Prusse aux Etats d'*OOSTFRISE.

FREDERIC GUILLAUME ROI, &c.

NOus voulons bien vous faire savoir par celle-ci, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majesté Imperiale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expressément par un Courier, par laquelle Sa Majesté Imperiale témoigne son extrême déplaisir des troubles qui ont duré jusqu'ici en Oostfrise, & du soulevement, que de votre côté vous poussez toujours plus loin contre votre Prince, lequel Elle regarde comme une affaire qui sert de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne sauroit absolument tolerer plus long-tems, après la grande clémence dont il a été usé envers vous infructueusement; c'est pourquoi Elle demande de Nous, & en même tems des autres Princes Condirecteurs du Cercle de Westphalie, en ces propres termes: „ Que nous veuillions étouffer de „ toute notre force, si-tôt qu'il est possible, la Rebel„ lion suscitée par des Sujets sans Religion, sans foi, „ sans honneur, comme une chose contraire à l'auto„ rité du Chef Suprême dans l'Empire; que Nous „ veuillions assister le Prince dans le danger où il se „ trouve, avec les Troupes nécessaires, rétablir la „ Paix, tranquillité & obéissance, mettre les Boutes-feu „ en prison, & les garder jusqu'à nouvel ordre: enfin „ contribuer comme Directeur du Cercle, tout ce qui „ est nécessaire pour accommoder & faire cesser „ promptement les differens pernicieux qui regnent „ dans la Principauté d'Oostfrise."

Comme donc nous ne pouvons nous-même nullement aprouver, que contre nos propres exhortations si souvent réiterées envers vous, vous aïez de votre côté poussé les choses si loin, jusqu'à voler, piller, bruler & tuer publiquement; même suivant la susdite Lettre de Sa Majesté Imperiale, jusqu'à enfermer le Prince & sa famille dans sa résidence, & tâcher à le forcer par un Siege formel, & la ruine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un tems où tout le differend étoit ou déja décidé par les Decrets Imperiaux, ou pendoit en partie encore devant le Conseil Aulique, duquel vous auriez du attendre par consequent la décision légitime de Sa Majesté Imperiale. Et comme il ne vous est nullement inconnu combien severement ces sortes de rebellions contre le Souverain légitime sont défendues par les Constitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourrez aisément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonstances une pareille conduite continuée ne sauroit être indifferente à nous, comme un Etat fidéle de l'Empire, & qu'il seroit impardonnable à nous, si nous voulions user de connivence à cet égard, ou nous soustraire à la Commission de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous aiez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque précipitation, nous vous faisons connoître préalablement la susdite sérieuse intention de Sa Majesté Imperiale, jusqu'à ce que nous aïons communiqué là-dessus avec les Seigneurs nos Condirecteurs, vous exhortant encore par la presente, très-gracieusement & en même-tems très-sérieusement, qu'autant que vous desirez éviter l'entiere disgrace de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, avec l'exécution de tous les Directeurs du Cercle de Westphalie, qui s'ensuivroit très-certainement, si, contre toute opinion, vous n'y faisiez point d'attention, vous quittiez aussitôt après la Lecture de la présente les armes injustement prises contre votre Prince; que vous réduisiez les auteurs de cette émeute dans les justes bornes, & prêtiez avec eux tranquillement la dûe obéissance, jusqu'à ce que l'affaire soit entierement terminée par la voie de la Justice, ou par un Accommodement amiable, à quoi nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire se pourra. Nous attendons là-dessus incessamment votre Déclaration positive, & dans cette ferme attente, nous vous assurons de notre grace & affection. ANNO 1727.

Berlin le 10. Mai 1727.

Lettre du Roi de Prusse aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TRES-CHERS AMIS ET VOISINS.

NOus esperons que Vos Hautes Puissances ne prendront autrement que comme une marque de la confiance constante que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majesté Imp. par un Courier exprès; par laquelle, Nous comme aussi les autres Princes Condirecteurs du Cercle de Westphalie, sommes vivement exhortez & priez d'étouffer sans délai, & par tous les moyens suffisans, les troubles ruineux qui continuent jusqu'à present en Oostfrise; à donner au Prince la protection & sécurité nécessaire contre les Rebelles, & à diriger les choses de la maniere, que la Paix & la tranquillité de ce Païs soit rétablie au plûtôt.

Nous ne pouvons pas aussi cacher à Vos Hautes Puissances, que tant par raport à l'obligation où nous nous trouvons, comme un Etat de l'Empire, & Directeur du Cercle envers Sa Majesté Imperiale; qu'aussi en particulier par la considération qu'il nous importe beaucoup comme Successeur expectatif dans le Païs d'Oostfrise, qu'il ne soit pas ruiné par de telles Rebellions, nous n'avons pû nous dispenser de déclarer là-dessus en Réponse: Que nous serions toujours prêt, en cas de besoin, à prendre une telle Commission sur nous.

Et puisque Vos Hautes Puissances de leur côté ont non seulement témoigné ci-devant en toute occasion avec nous, un louable mécontentement contre tout ce que les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embden ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont aussi plusieurs fois conseillé à tenir une conduite plus raisonnable & discrete; quoiqu'en vain. C'est pourquoi nous nous tenons parfaitement assuré de la grande équité de Vos Hautes Puissances, qu'Elles n'aprouveront en aucune maniere la conduite irréguliere & souillée de beaucoup de sang, des Etats d'Oostfrise, & encore moins qu'Elles voudront empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle soit encore demandée) par leurs Troupes qui se trouvent dans ledit Païs.

De notre côté nous ne souhaitons rien plus que lesdits Etats d'Oostfrise veuillent faire à tems plus d'attention qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réiterée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie est ci-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pend sur la tête.

Mais en cas que non, nous voulons être excusé de tous les malheurs & mauvaises suites qui leur pourroient arriver; & assurer encore particulierement à Vos Hautes Puissances avec toute sincerité, que par raport aux Capitaux avancés par Elles audit Païs, nous jugeons que le rétablissement de l'ordre & subordination entre le Prince & les Sujets est plus convenable, que de souffrir que tout reste plus long-tems dans la confusion présente; & que nous prendrons toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'aider au prompt payement des interêts des Capitaux dûs à Vos Hautes Puissances. Pour le reste nous demeurons, &c.

Berlin le 10. Mai 1727.

FR. GUILLAUME.
plus bas, ILGEN.

Extrait

Anno 1727.

Extrait de la Réponse des Etats G. des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas au Roi de* PRUSSE.

QUe Leurs Hautes Puissances étoient très-reconnoissantes de la confiance que Sa Majesté leur témoignoit en leur faisant part de la requisition de Sa Majesté Imperiale, tendante à ce que Sa Majesté & les autres Princes Directeurs du Cercle prêtassent la main ensemble ou séparément à l'exécution des Decrets Imperiaux dans l'affaire d'Oostfrise, & apaisassent les troubles dans ce Païs. Que Leurs Hautes Puissances avoient eu soin de leur côté de donner connoissance de tems en tems à Sa Majesté des démarches qu'elles faisoient pour apaiser ces differends, s'il étoit possible, & prévenir les voïes de fait qui ont été commencées contre leur sentiment & leur attente, puisqu'elles les ont desaprouvées, ayant résolu de conseiller à ceux d'Embden & à leurs Adherans de se soumettre aux Decrets Imperiaux, & de s'abstenir à l'avenir de toutes voies de fait, dans l'esperance que leur soumission empêchera que ses Decrets soient executés à la rigueur, & qu'ensuite les Griefs étant redressez selon l'équité; la tranquilité & la Regence pourroient être rétablies en Oostfrise comme ci-devant; c'est ce dont Leurs Hautes Puissances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Ministre, d'informer Votre Majesté, avant d'avoir reçu sa Lettre; elles en ont de même donné connoissance au Sr. de Meinhertshagen Ministre de Sa Majesté ici. Que Leurs Hautes Puissances se flattent que leur Conseil joint à la Lettre de Sa Majesté aux Etats d'Oostfrise, auront un bon succès, & qu'il ne sera point necessaire d'en venir à une execution réelle, qui, si elle doit se faire en introduisant des Troupes dans l'Oostfrise, ne serviroit qu'à oprimer & ruiner ce Païs, à la conservation duquel Leurs Hautes Puissances ne sont pas moins interessées que Sa Majesté. Que Leurs Hautes Puissances sont très-satisfaites que Sa Majesté ait averti les Etats de ce dont ils sont menacez, s'ils ne s'abstiennent de toutes voies de fait, & ne se soumetent. Que L. H. P. prient instamment Sa Majesté de faire ensorte qu'on ne se presse pas d'envoyer des Troupes en Oostfrise pour exécuter les Decrets Imperiaux, dans l'esperance que Sa Majesté Imperiale, selon sa clemence naturelle, voudra bien donner quelque esperance & sureté aux Renitens condamnez à tout perdre; que les Decrets ne seront pas exécutez contre eux à la lettre, & que Sa Majesté voudra bien y contribuer, afin que les conseils que l'on donnera aux Renitens de s'y soumettre, ayent plus d'effet. Que Leurs Hautes Puissances ne souhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Oostfrise le plûtôt possible; à quoi Elles ont un intérêt, surtout que ce soit par des moyens qui ne surchargent pas ce Païs, qui n'a déja que trop souffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. seront toujours portées à y contribuer autant qu'il dépendra d'Elles, dans l'esperance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Oostfrise.

*Réponse des Etats Generaux au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'Embden.*

QU'ils n'ignoroient pas avec quel zéle Leurs Hautes Puissances avoient travaillé pour conseiller, & s'il eût été possible, persuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embden d'un autre côté, de terminer leurs differends par un Accord amiable, & en attendant de s'abstenir de part & d'autre de toutes voies de fait: Qu'Elles sont très-mortifiées de n'avoir pû réussir, puisque selon elles, c'étoit le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'expedient le plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choses étant dans la situation où elles sont, Leurs Hautes Puissances ne pouvoient leur donner un meilleur conseil que celui de se soumettre, eux & leurs Principaux & Committans, à la décision des Decrets de Sa Majesté Imperiale, & Leurs Hautes Puissances leur conseillent cette soumission. Que Leurs Hautes Puissances avoient employé tous leurs bons offices, & continueroient à les employer pour faire ensorte que l'exécution des Decrets Imperiaux commise aux Directeurs du Cercle soit suspenduë par provision dans l'esperance que cette soumission le fera bientôt; mais que sans cette soumission, il n'y avoit point de succès à attendre; que dès qu'elle sera faite, Leurs Hautes Puissances tâcheront d'obtenir, par leurs prestantes intercessions, que les Decrets ne soient pas exécutés à la rigueur, & que l'on use de modération, que les Griefs soient redressez, & la Regence rétablie sur un bon pied. Que quant aux plaintes par raport aux Troupes Danoises qui sont à présent en Oostfrise, & aux desordres & violences qu'elles commettent dans le plat Païs, Leurs Hautes Puissances employeroient leurs bons offices à ce que ces Troupes soient renvoyées, & que l'on fasse cesser ces desordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magistrat d'Embden & ses Adherans donnent des assurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement.

1728. *Resolution de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*

Vendredi 9. Juillet 1728.

LEs Srs. Umbgroeve & autres Députes de Leurs Hautes Puissances pour les affaires d'Oostfrise, ayant examiné en vertu de leurs Resolutions Commissoriales datées de plusieurs jours differens, conjointement avec quelques Srs. Commités du Conseil d'Etat, les Pieces & Papiers que Leurs Hautes Puissances ont reçus depuis quelque tems au sujet de l'état présent des affaires en Oostfrise, particulierement celles qui ont relation à la sureté de la Ville d'Embden, en dedans & en dehors; & les Srs. Commités du Conseil d'Etat ayant communiqué le raport du Colonel Otto, qui depuis peu y étant envoyé par le Conseil pour examiner l'état présent des affaires en Oostfrise, spécialement à l'égard de la sureté de la Ville d'Embden qu'il leur paroissoit, aussi-bien qu'aux Srs. Commités du Conseil d'Etat, entierement dangereux, parce qu'il est évident qu'on a poussé ceux d'Embden à bout; que les Decrets Imperiaux sont exécutés contr'eux à la derniere rigueur, & qu'on paroît avoir en vûë de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redressées, pendant qu'on ne répond nullement, ou seulement par de belles paroles, aux bonnes intentions & vives représentations de Leurs Hautes Puissances, pour obtenir quelque mitigation des Decrets Imperiaux; comme aussi de rétablir la Paix & la tranquillité en Oostfrise par des moyens plus doux, sauf pourtant la souveraine autorité de Sa Majesté Imperiale, comme Juge suprême dans l'Empire.

Que cela paroît incontestablement par les procedures des Srs. Commissaires Subdeleguez de Sa Majesté Imperiale, qui pendant les déliberations du Conseil Aulique, reprises sur les fortes instances de Leurs Hautes Puissances, se sont rendus Maîtres des Seigneuries d'Embden, situées autour de la Ville, & y ont mis des Troupes sous prétexte d'exécution. Que l'invasion desdites Seigneuries, & particulierement de celle de Woerthuysen, qui n'en est qu'à la portée d'un Fauconneau, met la Ville en danger d'être surprise à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le séquestre dessusdites Seigneuries, de leur subsistance, laquelle ils ont accoutumé de tirer de ces Seigneuries, & que la Ville même est tellement entourée & serrée, qu'elle, aussi-bien que la Garnison de Leurs Hautes Puissances est tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embden n'ose mettre les pieds hors des portes de la Ville sans un danger extrême, à moins qu'il ne soit muni d'un Saufconduit des Srs. Commissaires Subdeleguez Imperiaux. Qu'on publie un Decret après l'autre, & qu'on met amende sur toute sorte de choses, quelquefois, où Leurs Hautes Puissances sont directement intéressées comme Parties Contractantes avec le Prince & les Etats, sur le Magistrat en général, ou l'un ou l'autre de ses Membres en particulier; qu'en mettant ainsi les esprits au desespoir, l'apréhension d'une Révolte en dedans, & les dangers d'une surprise en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas seulement la derniere confusion à craindre, mais qu'on est, pour ainsi dire, à la veille d'un bouleversement général; que les Troupes de l'Etat à Embden courent pareillement grand risque d'y être comprises, & qu'on en pourtoit

Anno 1728.

roit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puissances, & malgré les susdites Troupes, à des hostilités qui pourroient avoir de fâcheuses suites.

Qu'eux Srs. Députez avoient appris qu'on sollicite à Vienne de la part du Prince, entr'autres un Decret Imperial, *de injungenda abductione militis Batavici*: & que Leurs Hautes Puissances sont fort inquiétes de ce que ladite sollicitation pourroit produire, qu'il est fort à craindre que la République sera à la fin troublée ouvertement dans l'ancienne possession de ses Garnisons à Embden & Lieroort, & qu'il pourra arriver qu'on renverse tout d'un coup la forme de la Regence en Oostfrise, à la conservation de laquelle on a travaillé sincerement de la part de l'Etat avec un zéle infatigable & avec toute l'aplication & précaution possibles depuis une longue suite d'années. Leurs Hautes Puissances ayant été requises expressément en qualité d'amis & voisins, aussi-bien par les Comtes & Princes d'Oostfrise, que par les Etats, avec ce succès que les troubles ont été chaque fois assoupis, les differends aplanis, & après précedente soumission, decidées, comme aussi la forme de la Regence fixée & affermie: de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puissances, on a fait plusieurs Accords solemnels, entre les Comtes & Princes & leurs Etats; comme aussi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Embden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilegiée d'Oostfrise, lesquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puissances, & au maintien desquels, comme aussi pour prévenir toute sorte d'hostilités, elles ont mises & entretenuës à leurs propres frais depuis plus de cent ans leurs Garnisons à Embden & Lieroort.

Qu'on ne juge pas nécessaire d'alleguer tout au long, que cet Etat a toujours eû à cœur l'intérêt de l'Oostfrise & de la Ville d'Embden en particulier, ni ce que Leurs Hautes Puissances ont fait pour la conservation de ce Païs; que marque de cela, parmi plusieurs autres preuves, la Ville d'Embden a été toujours nommément comprise de la part de Leurs Hautes Puissances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été interessées, comme dans celui de Munster, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en passant, que l'Oostfrise présentement réduite en Marais & Païs inondé, sans les Capitaux considerables qui ont été négociez sous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fournis depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'intérêt que la République prend à sa conservation; de sorte qu'on ne peut songer qu'avec étonnement & frayeur à un renversement total de la Regence en Oostfrise, dont on a ci-devant allegué les suites, & qui sont faciles à prévoir, mais qu'on ne sauroit trop aprêhender.

Surquoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon & entendu de donner connoissance dudit raport aux Srs. Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à Soissons, & de leur recommander de concerter sur cet état dangereux & pitoyable des affaires en Oostfrise, avec les Srs. Ministres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Couronnes ayant déclaré en géneral d'être portées à soutenir Leurs Hautes Puissances; & à favoriser l'intérêt de l'Etat en Oostfrise; à qui entr'autres convient que la tranquillité y soit rétablie au plûtôt; que les Droits de Garnison de l'Etat, dont il a joui depuis si long-tems, & que les Accords & Accommodemens entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puissances sont pour la plûpart garants, ne soit annullées ou bouleversées, & que toute la Regence ne soit renversée; à moins de quoi on ne voit aucune certitude, & encore moins, une parfaite sureté à l'égard des Garnisons de l'Etat en Oostfrise & des Capitaux importans que les bons Habitans de la Republique ont fournis pour le bien & la conservation de l'Oostfrise aux Princes & aux Etats en géneral, comme aussi à la Ville d'Embden en particulier.

Qu'eux Srs. Plenipotentiaires observeront à l'égard dudit concert.

1. De déclarer conjointement avec les Srs. Ministres Plenipotentiaires de France & de la Grande Bretagne au Congrès, comment on peut engager les Srs. Comtes de Sinzendorff & autres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale audit Congrès, dont le premier a déja été averti, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'état pitoyable des affaires en Oostfrise, à donner une réponse positive & specifique à l'égard de l'intention de la Cour Imperiale touchant le rétablissement du repos en Oostfrise, & particulierement sur la maniere la plus propre & la plus efficace, pour insister vivement & sérieusement auprès des Srs. Plenipotentiaires Imperiaux, soit seuls, ou bien conjointement avec les Ministres de France & de la Grande-Bretagne au rétablissement de toutes les innovations pendant les déliberations du Conseil Aulique, sur l'intercession de Leurs Hautes Puissances pour la modification des Decrets Imperiaux dans les affaires d'Oostfrise, & particulierement à la restitution desdites Seigneuries à l'entour d'Embden, dont l'occupation serre la Ville de si près, qu'elle est autant que bloquée; ou pour le moins de suspendre toute exécution ulterieure, & de réduire la Commission à un état, qu'on ne vienne ni dans le voisinage, ni sur les Frontieres de l'Etat à des extremités, qui pourroient avoir de mauvaises suites, dans un tems, où le Congrès est assemblé à Soissons pour la Pacification générale de l'Europe.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Païs de fond en comble, à la conservation duquel L. H. P. sont intéressées pour les raisons ci-dessus alleguées, on fasse des représentations serieuses aux Srs. Plenipotentiaires Imperiaux de vouloir effectuer, par leurs bons offices, auprès de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que Sadite Majesté se détermine, selon sa haute équité & sa clemence naturelle, à mitiger la rigueur des Decrets publiez, par lesquels les Habitans d'Embden & leurs Adherans sont condamnez à perdre leurs biens & vies, & qu'Elle s'ouvre à L. H. P. & à leurs Alliés respectives touchant ses intentions pour le rétablissement de la Paix & de l'ordre dans la Régence d'Oostfrise, afin que L. H. P. étant persuadées que S. M. Imperiale & Cathol. ne songe nullement à exécuter ses Decrets, selon toute leur rigueur, ni à renverser la forme de la Régence, se puissent tranquilliser pour leur propre intérêt, & soient par là d'autant plus en état de disposer la Ville d'Embden & ceux de son parti à s'accommoder à l'intention de S. M. Imperiale, ainsi qu'on a fait de pareilles représentations l'année passée de la part de L. H. P. au Sr. Comte de Konigsegg Erps, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Haye, & sur lesquelles on a insisté de tems en tems, sans qu'on aye vu le moindre succès.

3. Que lesdits Srs. Plenipotentiaires de L. H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur fassent la proposition, qu'en cas que, contre toute esperance & attente, les Srs. Plenipotentiaires Imperiaux ne donnassent pas une réponse suffisante à ce sujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponse, on commît de nouvelles hostilitez contre la Ville d'Embden & la Garnison de L. H. P, ainsi qu'on doit aprehender, pour les raisons susdites, L. H. P. comptent non seulement sur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui regnent entre les Hauts Alliez & l'Etat; mais qu'Elles sont aussi entierement persuadées, que lesdits hauts Alliez regarderont ce cas comme *Casus Fœderis*, qui est compris dans les Traitez, & nommément dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'est promis une Garantie reciproque, non seulement de tous les Etats, Païs & Villes, mais aussi *de tous les Droits, Immunitez & Prérogatives, dont les Hauts Contractans jouissoient, ou devoient jouir dans le tems que ce Traité fut signé*; étant incontestable, que parmi les Prérogatives, dont l'Etat jouïssoit dans le tems qu'il acceda audit Traité, & dont il a été en possession depuis plus de 120. ans, ses Garnisons à Embden & à Lieroort ne sont pas les moindres, &c.

*Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'*OOSTFRISE.

Lundi le 13. Septembre 1728.

ON notifiera à la Commission de l'Oostfrise & publiera la Resolution suivante de S. M. I.

L'Empereur a aprouvé le sentiment du Conseil Aulique, de sorte que

I. On expediera & publiera la Patente d'Amnistie projettée, pour convoquer à la Diète, les Etats d'Oostfrise y apartenans, tant les obéissans que les *Renitens*, avec pourtant cette reserve, que non seulement les deux Auteurs de la Rebellion, nommement *Bernard Henri d'Appel*, & *Rudolf de Rheeden*, mais aussi ceux qui ont eu part aux homicides personnels, seront exclus de cette Amnistie, & on procedera contre eux selon

ANNO 1728. selon le Droit, &c. Cependant Sa Majesté Imperiale, selon le raport des Commissaires, se reserve de decider là-dessus, si Elle trouve plus à propos de mitiger leur châtiment, ou point.

2. La Commission d'Oostfrise continuera la sequestration des Biens des Rebelles pour l'*indemnisation* des innocens, jusqu'à la comparition de ceux-là à la Diète, & moyennant leur bon comportement, les Biens sequestrez pourroient leur être restituez, en vertu de la clemence & de la gracieuseté de l'Empereur, dès que les lesez seront dédommagez.

3. On expediera, selon le Protocolle, le Decret Imperial, & on le donnera à l'Envoyé de Hollande, en réponse des Memoires qu'il a délivrez.

4. On adressera les ordres, selon le Protocolle, aux Commissaires Imperiaux, & à leurs Subdeleguez dans l'Oostfrise.

(*Signé*)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puissances, du 29. Juillet 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 26. du Courant, je me suis entretenu à Versailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux sur l'affaire d'Oostfrise; Je les ai trouvé très-disposez de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinzendorff dans la vûë d'empêcher que l'affaire d'Oostfrise ne soit poussée à une plus grande extremité, mais au contraire que les Seigneuries appartenantes à la Ville, & qui sont occupées par la Commission, lui soient restituées, & que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les déliberations de l'Empereur pour rétablir le repos dans ce Païs-là: supposé que ce que ces Ministres ont dit à ce sujet au Comte de Sinzendorff n'ait été d'aucun effet jusqu'à présent, ils ne doutoient point que ce Seigneur ne fit reflexion sur ce qu'ils lui avoient repeté sur cette matiére, & que L. H. P. pouvoient être persuadées qu'ils prendroient à cœur de toute maniere la sûreté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occasions. Et comme le Comte de Sinzendorff m'avoit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écrivoit sur ce sujet au Comte de Königsegg-Erps, que ce Ministre envoyeroit aux Commissaires Subdeleguez d'Oostfrise, dans l'esperance qu'elle produiroit l'heureux succès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce sujet à ces Messieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puissent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinzendorff.

Je ne puis à cette occasion, Monsieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai trouvé les Ministres de la Grande-Bretagne resolus de déclarer les démêlez d'Oostfrise un *Casum Fœderis*, suivant quoi L. H. P. sont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Resolution chez les Ministres de France, quoiqu'ils donnassent de fortes assûrances de leur appui & de leur secours Ils se retranchent à dire qu'ils le font plûtôt par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traitez.

J'ai envoié Copie de la traduction de la susdite Lettre du Comte de Sinzendorff, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Ministres d'Angleterre; afin qu'ils examinassent ce qu'il y avoit à faire sur cette matiere, & de quelle maniére on pourroit le mieux satisfaire à l'intention de L. H. P. contenuë dans leur Resolution du 9. de ce Mois: Je me suis ensuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Conversation que j'ai eu avec le Comte de Sinzendorff, sur cette affaire, il s'est expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit absolument pas de faire déloger la Garnison que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accordoient à ce que la Ville d'Embden démeurât sous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pouvoit point approuver que cette Forteresse de l'Empire fût occupée par des Troupes Etrangeres, mais que l'Empereur continueroit à user de connivence à l'égard de ce qui avoit été si long-tems pratiqué par rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de representer à S. E. que ce qui se passoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guere avec les assûrances qu'il me donnoit, puisqu'il n'y avoit pas grande difference entre attaquer la Garnison de l'Etat, ou, sous prétexte d'exécuter les Decrets du Conseil Aulique, la tenir si étroitement bloquée ainsi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût surprise. ANNO 1728.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déja mis ordre & reglé le payement des intérêts des Capitaux que les sujets de l'Etat avoient avancez en faveur de l'Oostfrise; Qu'à l'égard des *Renitens*, l'intention de l'Empereur étoit absolument qu'ils devoient se soumettre, & s'en raporter à la Commission, que par-là l'Empereur seroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit aussi son intention.

Là-dessus, je pris encore la liberté d'assurer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'agir de concert à cet égard avec l'Empereur aussi-tôt que S. M. I. trouveroit à propos d'assûrer aux *Renitens* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Païs conserveroient leurs Droits & Privileges qui faisoient la sûreté de l'Etat & de leurs Habitans, & que l'Etat souhaitoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une maniére plus claire & plus précise, sans quoi l'Etat ne pouvoit pas se charger de persuader des Gens à se soumettre, contre qui il y avoit déja un Decret qui déclaroit leurs Biens confisquez & leur Vie en danger. Le Comte de Sinzendorff répliqua là-dessus que l'Empereur même, suivant son Serment, ne pouvoit juger que conformement aux Loix & Privileges du Païs; qu'il n'étoit pas assez instruit pour savoir si tous ces Privileges avoient été légitimement obtenus, sans quoi ils ne pouvoient être regardez que comme aiant été usurpez. Que l'Administration des Deniers Publics étoit une des causes de la discorde dans ce Païs-là, & que suivant son jugement le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je suis, &c.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puissances, de Paris le 1. Août 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 29. du passé, j'ai cru devoir représenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre ci-jointe, ma surprise sur le contenu de la Lettre du Comte de Sinzendorff *, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une maniere qui confirme ce que le Comte de Sinzendorff avance, savoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Oostfrise, ne pouvoient être portées au Congrès, c'est pourquoi j'ai crû devoir envoier à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'aiant fait savoir qu'il souhaiteroit fort que j'allasse hier à Versailles pour conferer avec moi sur ce sujet, je m'y suis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponse au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal sur les affaires d'Oostfrise, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient souvent parlé au Comte de Sinzendorff sur l'affaire d'Oostfrise dans les termes les plus pressans, qui avoient enfin engagé S. E. à écrire au Comte de Königsegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre, le Garde des Sceaux étoit allé à Boulogne, où loge le Comte de Sinzendorff, pour lui parler encore sur le même sujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la sincere intention de Son Eminence. Que le Comte de Sinzendorff lui avoit repondu qu'il esperoit que sa Lettre au Comte de Königsegg auroit tout le succès desiré, & que comme il avoit reçû ce jour-là un Courier de l'Empereur sur cette affaire d'Oostfrise, il s'imaginoit que le Comte de Königsegg auroit aussi reçu de nouvelles Instructions sur ce sujet; mais que puisqu'on prenoit ici cette affaire si fort à cœur, il depêcheroit incessamment un Exprès à la Cour Imperiale, à quoi le Comte de Sinzendorff avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garnison

* On trouvera ci après cette Lettre, celle de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il est parlé dans cette Lettre.

ANNO 1728.

u son de l'Etat, ni les Privileges du Païs, protestant de la maniere la plus forte que les Renitens seroient traitez avec toute sorte de douceur s'ils vouloient se soumettre, mais il ne s'expliqua point davantage sur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dicta pour derniere resolution sur mon Mémoire: *Nous soutiendrons les Etats Généraux dans l'affaire d'Oostfrise. Il suffit que la République y soit intéressée, pour que nous nous portions à l'aider avec empressement & avec vivacité. Elle fera très-bien de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne point succomber, si l'on portoit trop loin la violence, & comme nous ne doutons pas que les Etats Généraux n'agissent que de concert avec nous, ils peuvent être sûrs que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Commissaires Imperiaux devinssent inutiles.* Mr. le Garde des Sceaux avoit couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; sans aucun changement, au Comte de Sinzendorff; ce qui sera aussi envoyé à Mr. de la Banne *.

Comme j'avois aussi delivré le Mémoire susdit aux Ministres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avoient reçu plusieurs ordres d'appuyer de tout leur pouvoir les représentations qui seront faites de la part de L. H. P. au sujet des affaires d'Oostfrise, tant à cette Cour-ci qu'aux Ministres de Sa Maj. Imp. Et ils m'assurerent que l'intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la Republique en toutes manieres dans l'affaire d'Oostfrise & qu'ils envoyeroient à leur Cour le susdit Mémoire que je leur avois donné. Je suis, &c.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KÖNIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet 1728.*

J'Ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations y jointes pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du sentiment, que je dois écrire à la Commission Subdeleguée en Oostfrise, pour lui faire connoitre que je croyois que ladite Commission ne devoit pas pousser l'exécution plus loin, mais qu'elle laissât les choses dans l'état, où elles se trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait disposé autrement. Mr. Hop m'a témoigné, qu'il étoit aussi de cette opinion; mais comme vous n'ignorez point, Monsieur, que ces sortes de Commissions sont principalement émanées du Conseil Aulique, & qu'elles dépendent ainsi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aisément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultez pourroient facilement s'aplanir, si le Magistrat d'Embden vouloit comparoitre devant ladite Commission & lui rendre obéissance, suivant que l'équité & les Constitutions de l'Empire l'éxigent. Mr. Hop m'a fait connoitre, que ces gens-là craignoient de paroitre devant la Commission, mais moi, je pense que les Etats Généraux protegeront d'autant plus difficilement ces desobéissans, qu'ils savent par experience, qu'on n'est point accoutumé dans l'Empire d'employer & de mettre en usage toutes les rigueurs. Outre cela on est persuadé en Hollande, que malgré l'opposition de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Garnison Hollandoise de la Ville d'Embden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur sont dûs, on m'assure qu'on a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont lieu d'en être contents & satisfaits. Au reste il me paroit, que si les Etats Généraux ne vouloient pas fortifier ces Gens dans leur desobéissance, il seroit facile de terminer au plûtôt cette affaire, de maniere que le meilleur seroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Cath., que les Subdelegués se conduisent de façon à pouvoir empêcher toutes sortes de voyes de fait, pour ne point aigrir davantage les choses, & pour nous mettre en état de nous faire ressentir les effets des bonnes dispositions, qu'on peut attendre de la Conjoncture presente. Mr. Hop m'a aussi demandé, si les Embdenois n'avoient rien à craindre par raport à leurs Privileges? Je lui ai répondu, que je ne savois point jusqu'où ils avoient porté leur temerité, mais qu'en général, je pouvois l'assurer, que selon les principes de S. M. I. on est dans l'habitude de maintenir toujours les Vassaux de l'Empire dans leurs anciens Privileges. J'ai fait en même tems connoitre à Mr. Hop, que S. M. I. ne permettroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire soit portée & agitée au Congrès, & cela fondé sur ce que Sadite Maj. Imperiale étoit en général d'accord sur ce point avec la France. Je suis, &c.

* Chargé des affaires de France à la Haye depuis le départ du Marquis de Fenelon.

Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.

MONSIEUR,

JE me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence ci-joint la Traduction de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinzendorff avoit promis d'écrire à Mr. le Comte de Königsegg-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçue en des termes propres à calmer provisionnellement le Païs d'Oostfrise & mettre la Republique en tranquilité de ce côté-là.

Il ne me reste donc, Monsieur, qu'à vous prier de faire réflexion sur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre sur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous souhaitez que je vienne recevoir réponse là-dessus, afin de me mettre en état d'en faire un raport fidele à L. H. P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je suis avec tout le respect possible, &c.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.

MESSIEURS les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne me sont venus voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Eminence sur les affaires d'Oostfrise, & qu'ils ont trouvé votre Eminence dans les dispositions telles que j'avois esperé; ils m'ont dit encore qu'ils ont tâché d'entretenir sur cette affaire Mr. le Garde de Sceaux, mais qu'ils n'ont pu le joindre à cause qu'il étoit occupé aux Sceaux. Votre Eminence aura vu dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinzendorff à Mr. le Comte de Königsegg-Erps, combien peu d'esperance il y a que par cette Lettre non seulement la tranquilité soit renduë au Païs d'Oostfrise, mais même qu'il n'y a point d'esperance du tout que cette Lettre empêche les Commissaires Subdeleguez de continuer l'exécution contre la Ville d'Embden & votre Eminence aura sans doute remarqué dans la fin de ladite Lettre surquoi est fondé la confiance du Ministre imperial. J'ai cru pouvoir me dispenser de presser avec importunité votre Eminence de me faire avoir réponse sur le Mémoire que Mr. Goslinga & moi avons présenté sur cette affaire à votre Eminence & aux Ministres des Alliez de la Republique au Congrès, tandis que je pouvois me flatter que votre Eminence auroit engagé Mr. le Comte de Sinzendorff à prévenir par son moyen tous les malheurs, qui sont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laisse aucune esperance, je me trouve obligé de suplier votre Eminence de vouloir réfléchir sur la situation des affaires d'Oostfrise; d'avoir la bonté de me faire savoir son sentiment sur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinzendorff, & en même tems sur le Mémoire, qui, en exécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Eminence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

Réponse du Cardinal, à Versailles le 30. Juillet 1728.

JE reçois, Monsieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des sentimens du Roi sur l'affaire d'Oostfrise, & sur lesquels la Republique peut compter. Il est vrai que j'ai dit à Mr. de Sinzendorff, que les affaires de l'Empire & purement de son ressort ne seroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui seroient

ANNO 1728.

roient une suite des Traitez de Westphalie, dont nous sommes Garants & celles aussi qui auroient une si grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans lesquelles nous ne pourrions nous dispenser d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'il leur sut fait justice, telle est l'affaire d'Oostfrise, & la Republique peut être assurée que son repos & sa tranquilité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empressement & vivacité, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Commissaires Imperiaux devinssent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, il demande une Conference plûtôt qu'une Lettre, & Mr. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conferer avec lui sur une affaire si pressante & si délicate, le Roi sera toujours prêt à donner à la Republique les secours dont elle aura besoin aussi bien que les Conseils qu'il croira nécessaires. Je vous suplie, Monsieur, de vouloir mettre une entiere confiance dans la Droiture de nos intentions, & d'être persuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus parfaitement que je fais, qui suis, &c.

Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à ceux des autres Alliez de Hanovre.

LEs soussignez Ministres Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances aiant des ordres très precis de la part de leurs Maîtres, de représenter à leurs Alliez l'extremité où se trouve reduire la Ville d'Embden, ils s'acquittent de ce devoir par le present Mémoire, qu'ils ont l'honneur de presenter à Vos Excellences.

Il souviendra à son Eminence, & aux autres Ministres des Allies, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Représentations très-vives là-dessus, non seulement à nos Alliez, mais aussi en plus d'une Conversation aux Ministres de Sa Maj. Imperiale.

Votre Eminence entra si bien & avec tant d'affection dans la justice de nos plaintes, & connut si bien l'importance de la conservation de cette Place, le Boulevart des Frontieres de quatre ou cinq Provinces, la seureté de nos côtes: par consequent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Ost (qui comprend le Holstein, le Jutland & les Isles adjacentes) dont la plus grande partie se fait le long des côtes d'Oostfrise, tellement qu'il faut croiser l'Ems, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la Republique.

Votre Eminence, disons-nous, convaincuë de la verité de ces faits, ne hesita pas un moment à nous donner les asseurances les plus fortes, de vouloir soutenir nos justes Droits. Elle eut en consequence de cela la bonté d'en parler en des termes très-serieux à Mr. le Comte de Sinzendorff.

Les soussignez de leur côté n'ont pas cessé de faire auprès des Ministres de Sa Majesté Imperiale les instances les plus vives, pour qu'ils voulussent s'expliquer sur les conditions que S. M. Imperiale trouveroit bon, selon sa Clemence ordinaire, & Heréditaire à sa Maison, de prescrire à ceux d'Embden, qui, pour peu qu'elles eussent en vuë les anciennes Conventions, & missent à couvert la vie, la liberté & les possessions de la Ville & des Habitans, nos Maîtres prêteroient volontiers les mains à un œuvre aussi charitable, & aussi Chrétien.

Ce n'est pas la premiere fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königsegg, & le Ministre ordinaire de L. H. P. a eu ordre plus d'une fois de faire des représentations là-dessus, sans que jamais il ait eu de reponse.

Si jamais le tems fut propre, pour pouvoir esperer que toutes les semences de divisions qui subsistent, puissent être étouffées dans leur naissance, c'est-à-présent, que d'un consentement unanime les Ministres de presque toutes les Puissances principales de l'Europe se trouvent assemblez en Congrès, uniquement dans la vuë salutaire de procurer une Paix & un repos stable au Monde Chrétien, aussi les soussignés se flatoient déja agréablement, que les bons offices de votre Eminence & de Vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eut suspendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, levée la blocade de la Ville, laissé à la Ville la possession de ses Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & sortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de Terre & pour exercer librement leur petit Commerce.

Mais ces esperances flateuses se trouvent entierement évanouïes. On continue d'user de toutes les rigueurs imaginables: Edits foudroyants les uns sur les autres, Amendes & Confiscations sur Confiscations, on serre la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'excepté la force ouverte (dont on se peut servir à tous momens, portées comme sont les Troupes) la Ville se trouve alliegée dans les formes.

Voilà Messieurs, l'état violent, où se trouve la Ville avec ses Habitans, & par consequent la Garnison de nos Maîtres tenuites, c'est cette triste & violente situation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir usé avec tant de patience, d'avoir recours à l'intercession efficace &, en cas de besoin, à l'assistance réelle de leurs Alliez.

Il est inutile de leur réprésenter de nouveau l'importance de cette Ville à tous égards, nous ajouterons seulement à ce qui s'est déja dit là-dessus, que nos généreux Ancêtres dès la naissance de la Republique eurent cette Ville de cette importance pour leur conservation, qu'ils ne balancerent pas, avec post-possession de leurs Frontieres les plus exposées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accourir au secours de cette Ville menacée, & à la veille d'être opprimée; aussi nos Ennemis en connurent dès ce tems-là si bien l'importance, que plus d'une fois ils firent des tentatives de s'en rendre les Maîtres, sous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après le siege de la Guerre: Projet, s'il avoit réussi, qui auroit étouffé dans sa naissance la Republique; aussi la France & la Grande-Bretagne, dès lors nos Alliez, en furent si bien persuadées, qu'ils y tinrent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jaques premier, voulut bien être Garant du Traité qui se fit, sous la Mediation de la Republique, à la Haye l'an 1606. entre le Comte & la Ville.

Ce sont ces Considerations importantes, disons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir recours aux Conseils & à l'assistance de leurs Alliez.

En consequence de cela ils demandent:

En premier lieu, que leurs Allies se joignent avec eux pour faire de concert & ensemble les instances les plus amiables & en même tems les plus sérieuses, pour qu'il plaise à Sa Majesté Imperiale, selon sa clemence ordinaire, d'employer son authorité, afin qu'au plûtôt qu'il soit possible, ces malheureuses dissentions soient terminées d'une maniere équitable, avec la conservation de la vie, de la liberté, des possessions de la Ville & de ses Habitans, & sans renverser les fondemens du Gouvernement du Païs & de la Ville.

En second lieu,

Que cette affaire exigeant peut-être plus de tems que le triste état, où se trouve la Ville & la Garnison, ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majesté voulût bien ordonner au Commissariat de remettre les choses dans l'état, où elles étoient avant la saisie des Domaines & des Biens de la Ville & de ses Habitans.

Et en troisiéme lieu.

En cas que malheureusement tous ces offices amiables se trouvassent, contre toute attente, infructueux, que Nos Alliez veuillent bien considerer cette affaire avec les suites, qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme sans contredit elle l'est) en termes exprès, un *Casus Fœderis*, avec cet effet, que, si malheureusement la Republique se trouvoit reduite à la dure necessité, de sauver de l'une ou de l'autre maniere la Ville, ses Habitans & leur propre Garnison de leur ruine, que cette demarche, à laquelle on ne viendroit pas, à moins d'une necessité toute absoluë, (comme celle où on se trouveroit, si, contre toute esperance, on continuoit de pousser les choses à l'extremité) seroit approuvée par leurs Alliez, & les suites, qu'elle pourroit avoir, censées, *Casus Fœderis*, en vertu duquel nos Maîtres seront en Droit d'exiger, qu'on tienne prêt tel secours reel, qu'ils pourroient avoir besoin pour se garantir de l'oppression de leurs Ennemis.

Ce n'est pas que nos Maîtres prétendent le moins du Monde s'ingerer dans le Domestique de l'Empire:

loin de là, ils ne cherchent rien avec plus d'empressement, qu'à vivre dans une étroite harmonie avec le Chef & les Membres de ce redoutable Corps, & on prie Vos Excellences d'en donner chacun là où ils jugeront à propos, les assurences les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embden ne peut pas être considérée telle, aussi jamais l'Empire ne s'en est mêlé : Les Traités de Munster, de Nimegue, de Ryswyk & celui d'Utrecht, en servent de preuve, & jamais on n'a disputé une possession de plus de cent ans ; Aussi nos Maitres sont dans la forte persuasion, qu'encore l'Empire le considere sur ce pied-là.

Voilà, Messieurs, ce que nous avons ordre de représenter à Vos Excellences de la part de nos Maitres, l'union cordiale qui subsiste entre les Alliez, & les preuves réelles que nos Maitres ont reçuës, leur inspire une forte esperance, qu'à la faveur de cette Harmonie & de cette assistance efficace, cette affaire delicate & importante pourra être accommodée au contentement de nos Maitres, qui de leur côté ne manqueront jamais à donner des preuves de leurs intentions sinceres, de cultiver avec soin l'amitié & l'union qu'ils ont eu l'honneur de contracter avec d'aussi grands Princes.

Resolutions de Leurs Hautes Puissances du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre de Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le 29. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königsegg-Erps par le Comte de Sinzendorff, & communiquée à Mr. Hop par ledit Comte de Sinzendorff, touchant la situation des affaires d'Oostfrise, surquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & résolu de prier & commettre les Seigneurs de Singendonk & autres Députez pour les affaires d'Oostfrise pour entrer en conference avec le Sr. Comte de Königsegg-Erps, Envoyé extraordinaire de Sa Maj. Imp. & lui déclarer que Leurs Hautes Puissances ont vu avec plaisir par la susdite Lettre du Comte de Sinzendorff les bons offices employez par ledit Sr. Comte de Königsegg-Erps auprès du Sr. Comte de Sinzendorff pour l'engager à écrire aux Commissaires Subdeleguez en Oostfrise de ne point pousser plus loin leurs exécutions & de surseoir jusqu'à ce que Sa Maj. Imp. en ait ordonné ulterieurement.

Que de même elles avoient remarqué avec plaisir que le Comte de Sinzendorff étoit d'avis que les susdits Commissaires Subdeleguez, s'ils n'ont pas d'ordres contraires, doivent se conduire de maniere à prevenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué en même tems que ledit Comte de Sinzendorff faisoit quelque difficulté d'écrire aux Commissaires Subdeleguez, cette affaire n'étant pas de son departement: Que L. H. P. aprennent d'un autre côté que lesdits Commissaires Subdeleguez poussant leurs Procedures avec la derniere rigueur, jettent la Ville d'Embden dans la plus grande inquietude, puisqu'elle se trouve pour ainsi dire bloquée, ensorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui auroient de mauvaises suites qu'on voudroit prevenir.

Qu'il paroit que le Comte de Sinzendorff est d'avis que les difficultez seroient bien-tôt aplanies si le Magistrat d'Embden se soumetroit à la Commission Imperiale & témoignoit son obéissance, que L. H. P. avoient laissé audit Magistrat toute sa liberté à cet égard, & ne lui avoit donné que des conseils de moderation.

Qu'elles remarquent que le Comte de Sinzendorff a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaisir, puisqu'il s'imagine que L. H. P. fortifient ledit Magistrat dans sa prétendue desobéissance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours conseillé au Magistrat de se soumettre; & qu'effectivement ce Magistrat a fait sa soumission par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, supliant seulement très-humblement que l'on eut égard à leurs Droits & Privileges suivant l'équité de Sa Maj. Imperiale. Mais cette soumission a été rejettée par la seule raison qu'on y avoit ajouté cette prière.

Que L. H. P. considerent presentement que ceux d'Embden & leurs Adherans sont déclarez par les Decrets Imperiaux avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie, Elles ne voyent pas comment pouvoir en conscience leur conseiller de se soumettre à de tels Decrets, sur tout remarquant l'autorité avec laquelle le Prince & son Ministere a sur les Commissaires Subdeleguez, qui suivent en tout les intentions dudit Ministere, ensorte qu'il ne reste aucune porte ouverte aux representations ou remonstrances de ceux d'Embden.

Que L. H. P. ayant la plus grande idée de l'équité naturelle, de la Clemence & de la bonté de Sa Maj. Imp. s'en raporteroient volontiers à elle si c'étoit leur propre affaire, pourvû que Sa Maj. Imp. voulût bien l'examiner elle même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettant pas d'entrer dans l'examen detaillé des differens du Prince d'Oostfrise avec les Etats de son Païs & la Ville d'Embden, L. H. P. ne pourroient être asseurées sinon que les Informations qui seroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque tems ne viennent que d'un côté des Parties, ne peut donner à S. Maj. I. qu'une sinistre impression de ceux d'Embden.

Que L. H. P. dans la seule vuë de contribuer de tout leur pouvoir au rétablissement de la tranquillité & la bonne Harmonie en Oostfrise, à quoi la Republique a un si grand intérêt, ont demandé il y a long-tems qu'on leur fit connoitre jusqu'où pourroit s'étendre la Clemence de Sa Maj. Imp. en faveur des Renitens, & ce qu'on pourroit relâcher, dans l'exécution, de la rigueur des Decrets de l'Empereur & du Conseil-Aulique de l'Empire, enfin de quelle maniere & jusqu'où les Constitutions & Loix fondamentales du Gouvernement d'Oostfrise seront conservées, afin que L. H. P. fussent en état de conseiller la soumission à ceux d'Embden & à leurs Adherans; mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponse sur ce sujet & qu'ainsi on ne pouvoit exiger d'Elles de donner à ceux d'Embden & à leurs Adherans un Conseil d'où dépend leur bonheur, leurs Biens, & leur Vie; ce qui n'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laissent une entiere liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garnison de L. H. P. dans la Ville d'Embden, où elle a toujours été depuis plus de 120. ans sans être à charge ni à la Ville ni aux Etats du Païs, il est vrai que L. H. P. considerant l'amitié qui subsiste entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les avantages qu'on en a tirez de part & d'autre, elles ne peuvent se persuader qu'on ait intention de faire sortir leur Garnison de la Ville d'Embden; mais considerant d'un autre côté, ce qui leur paroit tout-à-fait probable, que le Prince d'Oostfrise sollicite le Conseil-Aulique de l'Empire de délivrer la Ville d'Embden de la Garnison de L. H. P. pendant que ce même Prince fait donner ici des assurances qui ne s'accordent gueres avec ces sollicitations, outre qu'on ne peut savoir, quel seroit le sentiment du Conseil-Aulique sur cet Article, & quelles en seroient les suites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine incertitude, sur laquelle elles voudroient avoir des suretez qui ne se trouvent pas dans la Lettre du Comte de Sinzendorff.

Que par raport aux Capitaux & intérêts que les Sujets de L. H. P. ont à prétendre de l'Oostfrise, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinzendorff assure que l'on a donnez pour satisfaire L. H. P. à cet égard; mais elles ne peuvent déguiser leur inquiétude sur cet Article, particulierement par raport aux Capitaux negociez par la Ville d'Embden, pour la réparation des Digues, puisqu'on a enlevé à cette Ville sous divers prétextes ses Seigneuries, & à ses Habitans les Biens qu'ils ont situez hors de la Ville, & que le Contract passé, sous le bon plaisir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Digues & ce qui en dépend, a été cassé de la part du Prince, fortifié de l'autorité des Commissaires Subdeleguez; ensorte qu'il est aisé de prévoir que cette Ville sera hors d'état de satisfaire à ses obligations, aussi n'a-t-on point paié les intérêts depuis quelques années, & ceux des autres Capitaux fournis aux Etats de l'Oostfrise se trouvent en arriere de trois années.

Qu'au reste rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on trouvât des moiens de rétablir le plûtôt possible la tranquillité dans l'Oostfrise, & la forme du Gouvernement sur de bons fondemens, autant que faire se pourroit en conformité des Droits, Loix, & Accords du Païs; & Elles prient le Comte de Königsegg-Erps de continuer à employer ses bons offices à cet effet, &c.

Seconde

ANNO 1728.

Seconde Resolution de Leurs Hautes Puissances, du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le premier du courant & la reponse y jointe de Mr. le Cardinal de Fleury &c. surquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & résolu qu'il sera écrit au Sr. Hop que L. H. P. aprouvant ce que leurs Plenipotentiaires ensemble & lui Sr. Hop en particulier ont fait à cet égard; de plus que l'intention de L. H. P. est que leursdits Plenipotentiaires ou celui d'entr'eux qui en aura la premiere occasion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Garde des Sceaux, que les fortes assurances qu'ils ont donné d'apuyer & de secourir la Republique dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui se reposent entierement sur ces assurances. Lesdits Plenipotentiaires témoigneront la même chose à ceux de la Grande-Bretagne.

Que L. H. P. ne souhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voye de fait qui peuvent donner lieu a de plus grands troubles; mais que d'une autre côté la Ville d'Embden leur est d'une si grande importance pour leur sûreté, qu'elles ne pourroient en souffrir la perte, que cependant on ne peut la conserver, quand même la Garnison de la Republique y resteroit, si les Bourgeois & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & si ceux dont les Biens sont hors de la Ville sont ruinez & eux portez au dernier desespoir; qu'il n'y a pas de difference entre attaquer une Ville à force ouverte, ou traiter les principaux Habitans dans leurs Biens de maniere à leur enlever tous les moyens de subsister, & que c'est-là néanmoins la situation où se trouve la Ville d'Embden, les Commissaires Subdeleguez continuant toujours leurs mêmes Procedures, ensorte que depuis peu ils ont pris encore possession de deux endroits situez près de la Ville, ce qui est cause qu'elle est à présent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Riviere; & de cette maniere les Commissaires Subdeleguez s'emparent également sous divers prétextes de tous les Biens que les Habitans de la Ville possedent à la Campagne, & privent les Proprietaires de leurs Biens & de leur subsistance.

Que ce procedé inquiéte d'autant plus Leurs Hautes Puissances qu'on le continue avec un zèle affecté dans un tems où les Commissaires Subdeleguez ne peuvent ignorer qu'on negocié actuellement sur les affaires d'Oostfrise, & que Sa Maj. Imp. est occupée à en deliberer, ensorte que pendant ce tems-là au moins ils devoient surséoir à toute procédure.

Les choses étant dans la situation que l'on vient de raporter les Plenipotentiaires de L. H. P. concerteront avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demanderont leur avis sur ce qu'il y a à faire pour secourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Oostfrise.

Que L. H. P. ont apris avec plaisir par la Lettre du Sr. Hop avec quel empressement Mr. le Garde des Sceaux a parlé sur ce sujet au Comte de Sinzendorff, suivant les intentions de Mr. le Cardinal; & qu'elles souhaitent que les effets y repondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinzendorff a dit entre autres choses qu'il avoit reçu un Courier le jour même qu'on lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königsegg-Erps n'eut aussi reçu en même tems de nouveaux ordres, sur ce sujet; L. H. P. n'avoient encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königsegg-Erps.

Et comme le Comte de Sinzendorff dit alors que puisque la Cour de France prenoit cette affaire si fort à cœur, il envoyeroit sur cela un exprès à l'Empereur, L. H. P. croyent qu'il convient d'attendre le retour de cet exprès; & que L. H. P. ne desirant rien davantage que d'aprendre que Sa Maj. Imp. auroit donné les ordres necessaires pour corriger les procédures qui ont jetté la Ville d'Embden dans l'état violent où elle se trouve; & où elle est dans le plus grand danger puisqu'elle est autant que bloquée & qu'on enleve la subsistance à ses Citoyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent rester plus long-tems dans cette situation, L. H. P. craignent que faute d'un prompt secours, il n'arrive des choses capables de causer de plus grands troubles, & qu'elles ne se trouvent obligées, & pour la défence de cette Ville, & pour leur propre sureté, de s'oposer aux voyes de fait des Commissaires Subdeleguez, & de les repousser, quelque peine qu'elles ressentent d'en venir à ces extremitez.

Que lesdits Plenipotentiaires concerteront avec les Ministres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne seroit pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinzendorff, pour prevenir autant qu'on pourra, toutes les suites fâcheuses, &c.

Reponse de Sa Majesté Imperiale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *sur les Affaires d'*OOSTFRISE.

IL est ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, nôtre très-gracieux Seigneur, à Monsieur Hamel Bruyninex, Envoyé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, residant à la Cour Imperiale: Que les trois Memoires par lui remis sur les Affaires d'Oostfrise, ont été très-humblement presentés à S. M. I., desquels Memoires il étoit à inferer que la validité des Decrets Imperiaux devroit être revoquée en doute, sous prétexte qu'ils étoient contraires aux Privileges & Accords du Païs, & d'avoir été subreptivement & obreptivement surpris.

Que l'on croyoit être grevé par l'exclusion de la Ville d'Embden & de quelques autres Membres qualifiés des Diètes du Païs, de même que par la Resolution Imperiale du 4. d'Octobre 1727., où la Soumission des Habitans d'Embden est rejettée comme non suffisante, & de ce que pareillement la Commission Imperiale n'auroit proposé jusqu'ici aucun temperament, pour pouvoir ramener la Paix & l'Union dans l'Oostfrise, mais que tout au contraire les Biens Nobles de la Ville d'Embden auroient été mis en sequestre.

Que de plus Messieurs les Etats Généraux craignoient que l'on put avoir en vue de forcer indirectement leur Garnison de sortir d'Embden, & de les priver par-là d'une possession de plus de 120 ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Païs avec connoissance & agrément des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quoique cependant il soit notoire à l'Empire & à toute la Terre, que la Principauté d'Oostfrise avec la Ville d'Embden, comme partie de la Principauté, est une Province soumise seulement à l'Empereur & à l'Empire & apartenante au Cercle de Westphalie, que consequemment S. M. I, comme Chef & Juge suprême de l'Empire ne peut permettre ou accorder à quelque Puissance Etrangere que ce soit, aucun Droit de connoissance ou protection dans les causes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déja depuis plus de cent ans par une Loi publique contenue dans le Recès de l'Empire de 1603., tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & particulierement à l'égard de la Ville d'Embden, a été declaré être absolument sans force & de nulle valeur, & quant au rétablissement de la Paix & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a long-tems que les fondemens en ont été jettez par les Sentences Imperiales, ce qui doit rester en tout & par tout immuablement arrêté.

Pour ce qui est de la seureté entiere des Créanciers Hollandois, on y a pourvû à l'occasion du sequestre des Biens d'Embden, en sorte que le pied sur lequel leur payement est reglé, ne se trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embden, est absolument sans fondement, à savoir que par ce sequestre la Ville est comme bloquée & que l'entrée libre des vivres lui ait été diminuée ou totalement coupée, puisque la *Sauvegarde Imperiale* même est obligée de tirer ses vivres en bonne partie de la Ville; qu'elle a donné toute sorte de marques d'amitié à la Garnison de L. H. P. & qu'on a informé sur le champ leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quoi consistoient proprement les vuës du sequestre mis sur les Biens de la Ville d'Embden, & de la Milice Imperiale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eut aucun sujet d'en prendre ombrage; comme aussi par surabondance de soins, on envoyera ordre précis à la Commission Imperiale Subdeleguée, d'ac-

ANNO 1728.

corder à la Ville d'Embden l'entrée libre de tous les Comestibles. Enfin pour ce qui regarde la sortie de la Garnison Hollandoise de la Ville d'Embden, Messieurs les Etats Généraux se souviendront de ce que la Commission Imperiale Subdeleguée leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, sur la demande par eux faite, *que jusques ici il ne s'étoit rien passé là-dessus.* Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoissance & ne sache rien des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Oostfrise, reconnus par les glorieux Ancêtres & Prédecesseurs de Sa Majesté, en vertu desquels Accords & Conventions, leur Garnison doit avoir été introduite dans Embden; Sa Majesté en attendra la Production, au cas que l'on persiste à se fonder là-dessus. Mais cependant afin que Messieurs les Etats Généraux puissent connoître dans cette même occasion l'affection & la consideration particuliere que S. M. Imperiale a pour eux, quoique la Ville d'Embden & quelques Habitans d'Oostfrise n'ayent pas merité cette grace Imperiale, par leur coupable resistance & desobéissance; Sadite Majesté a bien voulu ce nonobstant donner ordre à la Commission Imperiale en Oostfrise d'assembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre semaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été *Renitent*, pour apporter la Déclaration de leur soumission, suivant la teneur des Patentes Imperiales des 18. Janvier & 19. Juin 1726. & la Resolution Imperiale, en consequence du 4. d'Octobre 1627. comme encore suivant l'admonition & injonction de la Commission Imperiale à ce sujet aux Bourguemaîtres Conseillers d'Embden & à tous leurs Adherans en Datte du 27. Janvier de l'Année courante, & en même tems, pour leur ôter tout sujet de crainte, de donner aux Comparants un Saufconduit Imperial avec cette très-gratieuse Déclaration en outre, que chaque Renitent (excepté néanmoins spécialement tous ceux qui avouent avoir eu part aux Homicides faits en particulier, ou qui en seroient convaincus juridiquement) lequel se conformera à la susdite soumission, sera entierement affranchi des peines marquées dans les Patentes Imperiales, qui sont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privileges, soit échus par Heritage, ou autrement acquis, comme aussi de la perte de la vie; en reservant cependant le contingent dû pour compenser les Dommages soufferts par le Prince, & les fidèles Sujets & Habitans d'Oostfrise: Mais tous les Renitens Infracteurs de la Paix, qui se rendront une seconde fois indignes de cette grace Imperiale par une opiniâtre désobéissance & contumace, non-seulement seront & demeureront condamnez aux peines énoncées dans les Patentes Imperiales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Possessions en quelque lieu & Païs du St. Empire Romain que lesdits Biens se trouvent, de sorte que la punition aura son exécution & sera mise en effet, sans remission, de laquelle grace seront néanmoins excepté les deux Auteurs & Boutes-feu de cette Rebellion, *Bernard Henri d'Appel & Rudolphe de Rheeden*, contre lesquels on procedera plus outre, suivant l'ordre de la Justice, de maniere pourtant qu'après que le Procès d'Inquisition aura été achevé, & le rapport de la Commission Imperiale envoyé à Sa Majesté, elle se reserve après la soumission ensuivie, à se declarer en outre sur la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroît suffisamment par tout ceci, que Sa Majesté Imperiale dans cette abominable Rebellion arrivée en Oostfrise, préfére le sentiment de la Clemence & de sa benignité naturelle à la rigueur de la Justice, aussi se promet-elle de Messieurs les Etats Généraux, que non-seulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magistrats d'Embden & autres Seditieux, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ulterieurement avoir recours à eux; Mais que bien plûtôt ils les exhorteront de quitter leur désobéissance, & de se soûmettre duement aux Ordonnances de l'Empereur, comme émanées du Juge Suprême de l'Empire, d'autant que c'est-là le seul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entierement le repos dans la Principauté d'Oostfrise & à la Ville d'Embden, à quoi S. M. Imperiale, en vertu de sa Fonction Suprême, ne cessera jamais de contribuer tout ce qui sera aucunement possible. Sur ce S. M. Imperiale demeure affectionnée à Mr. l'Envoyé, le faisant assûrer de sa grace Imperiale. *Signé* à Graatz, & scellé du Sceau secret de S. M. Imperiale le 6. Sept. 1728.

ANNO 1728.

*Memoire pour servir d'Instruction à Monsieur le Baron de Fonseca sur l'Affaire d'*OOSTFRISE.

Les differens entre les Princes ci-devant Comtes d'Oostfrise & leurs Etats Provinciaux, sur tout la Ville d'Embden, durent au delà d'un Siecle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'assistance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, tâchoient de se soustraire non-seulement de l'obéissance duë à leur Seigneur Territorial, mais aussi de la dependance, qui les soûmet au suprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rudolph Second de l'année 1589. il fût expressement interdit tant au Comte Edzard d'Oostfrise, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec LL. HH. PP. une liaison, qui pourroit paroître suspecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobstant cette defense il fût conclû par l'entremise desdits Etats Généraux un Accord à Delfziel le 15. Juillet 1595. par lequel Accord on prétendoit terminer les differens, qui dans ce tems-là étoient survenus entre le Comte Edzard & ses Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagerent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fut stipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au suprême pouvoir & à la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Oostfrise, & Messieurs les Etats Généraux ne crurent pas se pouvoir dispenser de s'excuser auprès de l'Empereur par une Lettre très-soumise & respectueuse datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingerés dans les differens susdits.

L'Empereur Rudolph Second, sans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, cassa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1597. lequel Decret en cinquante cinq Articles regle tout ce qui regarde l'Etat interieur de la Province d'Oostfrise, & établit d'une part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privileges de ses Etats & Sujets, particulierement ceux de la Ville d'Embden.

Le Magistrat de cette Ville peut d'autant moins contrevenir à une Décision si solennelle, puisque tous les ans à l'occasion de sa renovation il est obligé de prêter Serment de vouloir en observer tout le contenu & que par les Concordats passés, deux ans après, entre le Comte Enno & sa Noblesse, Villes & Villages, particulierement la Ville d'Embden, cette resolution de l'Empereur Rudolph Second fut expressement confirmée, outre qu'il en est fait mention dans toutes les Reversales, que les Comtes, ou Princes d'Oostfrise sont accoutumés de donner à leurs Etats à l'occasion de l'Hommage, qui leur est rendu.

En effet on eut lieu de se flatter, que par la Sentence susdite on préviendroit à l'avenir tous les troubles, la Ville d'Embden ayant reconnu la Jurisdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquiescé du depuis, & même remercié l'Empereur Rudolphe Second de ce qu'il avoit fait en sa faveur.

Mais comme d'un côté les dissensions intestines furent fomentées de ceux, qui souhaiterent de réunir la Province d'Oostfrise à la Republique d'Hollande, & que de l'autre côté les Bourgeois d'Embden aspiroient de tout temps à une independance entiere, ils exciterent des nouveaux troubles, peu après la mort du Comte Edzard, & ne voulurent pas reconnoître le même pouvoir & autorité dans son Successeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux mêmes reconnu dans l'autre.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. & l'Empereur conjointement avec les Etats assemblés à la Diète condamna le recours, que ceux d'Embden eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il fut même résolu d'envoyer une Ambassade solennelle à ces derniers, pour leur insinuer, qu'ils eussent à s'abstenir de se mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Sujets étrangers.

On decreta en même temps au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata avocatoria* contre les Soldats

ANNO 1728.

dats des Généraux, qui entreroient dans la Province d'Oostfrise & y commettroient la moindre violence, y ajoutant une clause penale du Ban de l'Empire contre les Sujets de l'Empire, & de la mort contre les contrevenans étrangers.

Ceux d'Embden furent taxés de rebelles & de séditieux, leurs Ecrits défendus comme scandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la derniere rigueur, en cas qu'ils persistassent dans leur dès-obéissance.

Pour peu qu'on soit versé en ce qui regarde la constitution de l'Allemagne, on sçait, qu'un Recès de l'Empire, comme est celui de l'an 1603. est une Loi, à laquelle l'Empereur, sans le consentement des Etats assemblés en Diète, ne sçauroit déroger, & dont toute la teneur sert de regle inviolable aux suprêmes Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer entierement, & cette seule réflexion suffit pour justifier les Decrets Imperiaux émanés du depuis dans cette même affaire.

Il est bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1603. paroissoit derechef fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généraux, mais outre que selon le Recès mentionné ci-dessus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangere, cet Accord fut extorqué de lui par les Troupes Hollandoises, envoyées dans la Province d'Oostfrise & tant lui, Comte Enno, que son Fils & Successeur le Comte Rudolph Christian & même les Etats d'Oostfrise, excepté la Ville d'Embden, desavouerent hautement ledit Accord en differentes occasions, particulierement en 1619. 1620. 1626. & 1654. Après la mort du Prince George Christian arrivée en 1667. les differends entre le Prince & les Etats d'Oostfrise furent de nouveau portés au Conseil Imperial Aulique, il fut interdit aux deux Parties d'évoquer la cause à une cognition étrangere, & on donna à connoître à Messieurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quelque desir qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, soutiendroit avec fermeté ses Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'addressa de la part du Prince à la Republique d'Hollande & les Etats d'Oostfrise eurent recours au Conseil Imperial Aulique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuse Mémoire, non-obstant l'étroite Union, qui subsistoit alors entre Sa Majesté Imperiale & la Republique d'Hollande, ne balança pas à condamner hautement le recours, qu'on auroit à une Puissance étrangere; On decreta: *Mandata inhibitoria de non trahendo causam ad exteros*, on déclara nul & invalide tout ce qui se feroit en consequence d'un tel recours & par un Decret, qui fut insinué à l'Envoyé Hollandois, qui résidoit à la Cour Imperiale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne souffriroit jamais, que les Etats Généraux s'ingerassent dans les affaires qui étoient uniquement du ressort de sa Jurisdiction.

De pareilles résolutions furent réiterées dans l'année 1682. & 1688. & pour leur donner plus de poids, on ne se contenta pas de casser la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Conservatorium*, dont furent chargez les Directeurs du Cercle de Westphalie.

Il se trouve même une Déclaration solennelle & judiciaire du 24 Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Oostfrise, y comprise la Ville d'Embden suivant laquelle Déclaration ils renonçoient expressement à la Garantie & Médiation susdite, ce qui fut repeté plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces temps-là personne n'osoit revoquer en doute le Droit incontestable de l'Empereur de prononcer sur les Procès qui furent agités alors devant ce Conseil Imperial Aulique *in Punctis Gravaminum, Reversalium & Homagii*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremise de deux Princes de l'Empire, à sçavoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Ernest Auguste de Bronswic-Luneboug.

La Transaction passée à Hanovre entre les deux Parties, a pour fondemens, les Decrets, Décisions & Résolutions Imperiales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée nécessaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Reversales, que le Prince Christian Eberhard eut à donner en consequence de ce même Accord, il est expressement dit, que la Régence de la Principauté d'Oostfrise devoit être reglée selon la Sentence de l'Empereur Rudolph II. de l'an 1597. & selon les Decrets, Recès d'Execution, & Resolutions Imperiales émanées du depuis, même que tous les Accords passés entre les Comtes ou Princes d'Oostfrise & leurs Etats, ne seroient censés d'être confirmez, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Jurisdiction & pouvoir suprême de l'Empereur & de l'Empire. Un si grand nombre d'Accords, & de décisions ne suffit point, pour mettre la Ville d'Embden à la raison & à son devoir.

ANNO 1728.

De nouveaux Griefs furent portez au Conseil Imperial Aulique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Jurisdiction de ce Tribunal suprême fut reconnue de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Litis contestationem*. Dans les résolutions qui de temps en temps furent publiées sur ces Griefs, on ne toucha point ni aux Libertez & Privileges fondez sur les décisions Imperiales antecedentes, ni aux Accords reconnus valables par les Reversales des Antecesseurs du Prince d'aujourd'hui, & par la Transaction d'Hanovre.

Bien loin d'y toucher, on les confirma dans toute leur étenduë, ne retranchant seulement que les abus, qui sous prétexte d'un long usage s'étoient glissez dans l'administration des deniers publics, abus, qui ne se trouvent fondez sur aucun des Accords susdits.

Le Droit d'imposer des Collectes, de les repartir, exiger & administrer, fut laissé à la Députation eluë des Etats & confirmée selon l'ancienne observance par le Prince.

On eut soin de pourvoir à la seureté des Capitaux des Hollandois & la Signature du Commissaire du Prince fut jugée superfluë à l'égard des Comptes qui devoient se rendre des deniers publics. Mais en même temps il fut décidé, que le susdit Commissaire du Prince devoit intervenir à la revision de ces mêmes comptes, & qu'il seroit authorisé de s'opposer au mauvais usage, qu'on voudroit faire des susdits deniers.

Les Libertez & Privileges des Etats ne pouvant priver le Prince du pouvoir attaché à sa Dignité, d'avoir une inspection superieure sur ce qui regarde un point si essentiel à son propre intérêt & à celui de ses Sujets.

Quelque juste & équitable que fût cette Résolution de l'Empereur & quoiqu'il y eut des voyes légitimes pour en solliciter, après une soumission préalable, le redressement, desquelles on pourroit encore se servir à l'heure, qu'il est, en cas qu'il y eût là dedans quelque chose qui blessât la constitution du Païs. Ceci suffit pour porter les esprits turbulens d'Oostfrise à la révolte, & aux derniers excès, entremêlez de plusieurs meurtres & autres crimes énormes.

Des boutefeux, qui tâchoient de pêcher en eau trouble, & de soulager par ce moyen leur propre indigence, ne cessoient de crier, qu'on avoit donné atteinte aux immunités du Peuple, qu'on renversoit la forme de la Regence, & qu'on frustroit Messieurs les Etats Généraux de la seureté de leurs Capitaux.

On assiegea le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachez, & on saccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commission, & de la faire soutenir par des Troupes reglées des Cercles les plus voisins.

Cette Commission n'est nullement authorisée à renverser le Systême interieur du Païs fondé sur les Décisions Imperiales & sur les Accords susdits. Elle n'a qu'à mettre en exécution les Decrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à differentes reprises de grandes plaintes contre cette Commission, on n'a jusqu'à présent su en specifier aucunes, où elle eût surpassé ses ordres.

Et l'Empereur a toûjours déclaré, que si cela arrivoit, il y remedieroit incessamment, cependant des rebelles & séditieux de cette nature ont trouvé leur appui auprès des Etats-Généraux : Il est vrai, que dès le commencement on a procedé avec plus de reserve & de modération de la part de ces derniers, puisque dans les résolutions, qu'ils ont prises le 16. Juillet 1726. le 26. Fevrier & 23. Juillet, ils ont protesté de ne vouloir toucher ni directement ni indirectement à la Jurisdiction & Autorité Imperiale. Mais cet esprit d'équité n'a pas été soutenu dans la suite.

On a tâché de rassurer LL. HH. PP. de leurs prétenduës craintes par la résolution de l'Empereur du 13. Septembre 1728., dans cette vuë on a accordé aux

Reni-

Anno 1728.

Renitens un nouveau Sauf-conduit à la réserve des deux Boutefeux, & de ceux qui auroient commis des meurtres, sans exiger des desobéissans autre chose, que la soumission & indemnisation de ceux, qui innocemment ont souffert par ces troubles, & on a repeté ce qui fut ordonné ci-devant pour la seureté des sommes prêtées dans les besoins publics.

Et comme peu après Messieurs les Etats Généraux s'étoient formez un doute assez inutile, comme si par les meurtriers on vouloit entendre tous ceux, qui avoient eu part aux tumultes publics, on donna ordre le 28. Novembre de l'année passée au Comte Wenceslaus de Sinzendorff, de déclarer au nom de l'Empereur son Maître, que son intention n'étoit pas de comprendre sous le nom de meurtriers, tous ceux qui auroient eu part aux tumultes, ou quelqu'un eût été tué, mais uniquement ceux, qui auroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaisances n'ont pas été capables de détourner Messieurs les Etats Généraux des vuës, qu'ils paroissent avoir en cette affaire directement opposées aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sauf-conduit, alloit expirer par la faute de ceux, qui avoient tardé à se soumettre; & Messieurs les Etats Généraux, bien loin de leur prêcher la voye d'obéïssance, ne peuvent plus disconvenir de leur avoir conseillé tout le contraire.

Nonobstant que ce dernier point se verifie par leurs propres Resolutions, ils voulurent rejetter la faute de l'expiration du susdit terme sur la Commission Imperiale, & on eut soin de crier fort à la Cour de France, de laquelle on obtint à la fin un billet, que Monsieur le Garde des Sceaux écrivit aux Plenipotentiaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année passée.

Monsieur le Cardinal de Fleury écrivit quasi en même temps à Sa Majesté Imperiale & dans sa Lettre du 11. Decembre il insista 1. que sans faire mention de la possession, ou la Republique croyoit être depuis plus de 120. ans, d'avoir une Guarnison dans la Ville d'Embden, on ne les inquietât pas là-dessus. 2. qu'on accordât un Sauf-conduit aux Renitens pour se présenter au Tribunal de la Commission, & qu'on leur promit une amnistie, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôteroit ni la vie, ni les Biens en entier. 3. qu'on ne préjudiciât point à l'Hypotheque que les Hollandois ont sur les Biens Embdenois pour les sommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commission Imperiale ne toucheroit pas aux anciennes Conventions passées entre le Prince d'Oostfrise & les Etats du Païs, dont la Republique étoit Garante, & dont le Prince avoit juré l'observation, quand il reçût le Serment & l'Hommage de ses Sujets.

En même tems que Monsieur le Cardinal fit ses instances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandois, il avoua par sa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit convenu avec Monsieur le Comte de Sinzendorff, que ceux d'Embden devoient par préalable se soumettre sans restriction à l'autorité Imperiale & exécuter ses Decrets, & il y ajouta, que si l'Empereur vouloit bien accorder ces quatre Points, les Hollandois lui en auroient l'obligation entiere, & qu'il se reserveroit en son particulier la reconnoissance respectueuse, qu'il partagera avec eux.

Monsieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-dessus, s'exprima quasi en mêmes termes, & il y suppose, que Messieurs les Etats Généraux porteront de bonne foi les Peuples d'Oostfrise à faire les Actes de soumission tels, que Sa Majesté Imperiale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer son autorité de Juge suprême.

Or par la reponse, que l'Empereur a fait donner à Monsieur le Cardinal, on lui accorda sur les quatre Points susdits tout ce qu'il pouvoit raisonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été question & qu'il n'étoit non plus à présent, de faire sortir la Garnison Hollandoise de la Ville d'Embden. On condescendit 2. à la prolongation tacite du Sauf-conduit, sans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui seroient convaincus des crimes, dont Monsieur le Garde des Sceaux supposoit lui-même, que Messieurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriser l'impunité. En faisant esperer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables seroit instruit, l'Empereur en useroit plutôt selon sa Clemence que selon la rigueur des Loix.

On repeta 3. la promesse de ne vouloir pas toucher aux Hypotheques des Hollandois, & on donna à connoître 4. que non-obstant que suivant les Constitutions de l'Empire on ne sçauroit faire la moindre attention à la Garantie de Messieurs les Etats Généraux, l'intention de l'Empereur n'étoit pas d'abolir les anciennes & valables Conventions passées entre le Prince d'Oostfrise & ses Etats; que la Commission Imperiale établie dans le Païs n'avoit autre chose à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur sur des Points qui depuis tant d'années étoient juridiquement agitez devant le Conseil Imperial Aulique, & qu'enfin, si ceux d'Oostfrise se croyoient fondez à porter quelques plaintes contre les *Conclusa* dudit Conseil, ils devroient le faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points contenus dans la Lettre de Monsieur le Cardinal, à l'Empereur, on ne pourra pas disconvenir, que l'Empereur de son côté avoit satisfait à tout ce qu'on paroissoit souhaiter de lui; Et on devoit naturellement esperer de la droiture & des bonnes intentions de Monsieur le Cardinal, que suivant sa promesse positive il porteroit par l'entremise de Messieurs les Etats Généraux, ceux d'Oostfrise à se soumettre, pour préalable & sans restriction à l'Authorité Imperiale & à exécuter ses Decrets. Qu'il disposeroit les Hollandois à avoir, de tant de complaisances, l'obligation entiere à l'Empereur & que même il en partageroit avec eux une respectueuse reconnoissance. Voici ce qu'on devoit naturellement se promettre en reflêchissant sans prévention sur la suite de ce qui s'est passé en cette affaire.

Cependant le contraire est arrivé quasi en tout & si Monsieur le Cardinal n'est pas convaincu à ce coup des sinistres Insinuations, qu'on lui fait sur les affaires de l'Empire, on sera obligé de renoncer à toute esperance de le pouvoir desabuser.

Il est bien vrai, que Monsieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la resolution susdite de l'Empereur & même à l'heure qu'il est, il semble s'inquieter uniquement de ce que la prolongation du terme n'avoit pas été publiée, sans considerer, qu'on peut bien pour un temps suspendre l'exécution des Decrets Imperiaux & donner pour cet effet des ordres secrets à la Commission, comme cela s'étoit fait dans cette occation, puisque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la derniére amnistie, presque trois autres Mois sont écoulez, sans qu'on eût continué la moindre procedure: mais qu'il n'étoit pas faisable de trainer cela à l'infini, ni de la dignité de l'Empereur d'offrir coup sur coup des amnisties à des Gens qui se soucient si peu d'en profiter.

Du reste l'assurance, qu'on suspendra pour un temps l'exécution des Decrets Imperiaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monsieur Hamel-Bruyninx & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL. HH. PP. en tout cas ce seroit sa faute & non pas celle du Ministre de l'Empereur. Quoi qu'il en soit, Messieurs les Etats Généraux n'ont guéres temoigné de reconnoissance pour les égards infinis que l'Empereur a eu pour eux dans l'affaire d'Oostfrise. Ils ne se contentent pas d'être assurez qu'on ne touchera pas aux Privileges, Concessions & Accords passez sous les auspices Imperiaux entre le Prince & ses Etats, mais ils veulent soutenir une Garantie rejettée & declarée illicite depuis plus d'un Siecle quasi de tous les Predecesseurs de Sa Majesté Imperiale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire assemblez en Diète.

Ils insistent sur des prétendus usages & reconventions qui tant de fois ont été cassées & annullées juridiquement & qui sont contraires à la Sentence rendue par Rudolphe II., au Serment que le Magistrat d'Embden est tenu de prêter en conformité de cette Sentence, & aux Reversales mêmes, que les Princes d'Oostfrise sont obligez de donner en recevant l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on outre tellement les choses de leur part, que peu satisfaits du pardon, que Sa Majesté Imperiale a eu la bonté d'accorder à tant de coupables, ils osent demander, que ceux-ci eussent à porter tous les frais causés par la revolte des autres & que les auteurs & complices de la revolte n'aient rien à y contribuer.

Car il est à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'est pas une chose qui tourne au profit du Prince, mais une taxe, qui est employée pour reparer en partie les pertes de ceux qui ont été pilliez par les Renitens.

Or

Anno 1729.

Or on sçait la difference qu'il y a *inter pœnam & reparationem damni dati*, un Juge peut plus aisément remettre l'amende qu'il ne sçauroit se dispenser de faire attention à la reparation des pertes causées injustement, puis qu'à cette reparation le Droit d'un tiers est notablement interessé.

De tout ce que l'on vient de dire, il est aisé d'inferer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on insistera sur des extremitez semblables, on ne pourra jamais finir l'affaire d'Oostfrise à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écarter de la voye, qu'ont suivi ses Augustes Prédecesseurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liez avec la Republique d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne fera jamais rien, qui blesse les Droits de l'Empire, & en qualité de Juge suprême il ne sçauroit condamner les innocens à porter la peine des coupables; du reste comme il a toujours témoigné de l'amitié à Messieurs les Etats Généraux, il a déja eu & il aura même à l'avenir pour eux tous les égards qui, sauf son autorité Imperiale, sauf les Droits de l'Empire, sauf les regles de la Justice, & le Droit d'un tiers, pourroient avoir lieu, dans l'entiere confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Gens indignes & chargez de crimes les plus énormes.

Le Baron de Fonseca aura soin d'informer Monsieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Memoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impossible de laisser les affaires d'Oostfrise dans l'état ou elles sont, & dans l'incertitude où l'on est de la soumission des Renitens, de suspendre trop long-temps l'exécution des Decrets Imperiaux: puisque naturellement la prolongation du terme de l'amnistie devoit servir à ramener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartez de leur devoir.

Il en fera encore auprès des autres l'usage, qu'il croira convenir au service de Sa Majesté Imperiale & il entretiendra avec les Ministres de l'Empereur à la Haye, à Londres & à Berlin une exacte correspondance, sur les matieres qui ont du rapport aux affaires dont ils sont chargez.

Lettre des Embdenois à la Commission.

N. N.

NOus n'avons pas voulu laisser passer le terme qui nous a été accordé très-gracieusement pour faire nôtre très-obéissante Soumission. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de respect & trop d'obéissance à la Souveraine & non interrompue Jurisdiction de Sa Maj. Imp. C'est pourquoi nous ne manquons de vous présenter ici nôtre très-humble Soumission, & nous sommes avec tout le respect imaginable,

N. N.

Vos très-soumis & obligez.

Les Bourguemaîtres & le Conseil de la Ville d'Embden.

Acte de Soumission des Embdenois.

POur obéir très-respectueusement à la Patente expediée le 13 Septembre de l'année derniere par nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous insinuée le 23. Novembre d. a. par la Commission Subdeleguée, Nous Bourguemaitres, & Conseil, comme aussi le College des Quarante de la Ville d'Embden, nous nous y soumettons, & souscrivons formellement à tous les *individus* qui y ont raport tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Embden, Oldersum, Borsum, Jarsum, & Widdelswehr, comme aussi Up & Wolthusen, y obéissant très-respectueusement dans toutes les clauses & tous les points qui y sont contenus, & nous y sont enjoints; & nôtre volonté est, en consequence, que nôtre présente Soumission très-respectueuse soit remise à la Commission Imperiale. Fait à Embden dans la Maison de Ville le 24. Mars 1729.

Bourguemaitres.	*Conseillers.*
Mathias Wermelskirken.	Hayco Haykens.
Johannes Hilling.	André Wichers.
Johannes Budde.	Georg Wilhem Stein.
Houwo Bonne Penneborg.	Adolf Christof Stochius.
Gerard Hesling, *Sindic.*	D. J. Andrée.
	Petrus Suur.
	Jacques de Pottere.
	Menlet Haykens, *Dr. Secret.*
	Brunder Tecio Laugebois, *Dr. Secret.*
	Adolph Christof Stochius. *V. Secret.*

Les Quarante.

Helias Loesing, *Præses.*	Johannes Duyff.
Georg Welp *Præses.*	Jan Theman.
Uffko Beenders, *Præses.*	Philippe Beauvisage.
Dirck Beckman, *Præses.*	Enno Paul van Wingene.
Jan Dircks Swelwing.	Wolterus Rizius.
Jan Hylen.	Dode Jurgens Varver.
Hendrick Hesling.	Anton. Gabriel Mehder.
Quirinus Warners.	Hermannus Haykens.
Johannes Eylshemius, *absent*,	Nicolas Merloo, *absent.*
	Waelke Martens.
Wilhelm Schryver, *absent.*	Johannes van Renekum.
Severin Kloppenborg.	Peter Ludens.
Peter D. Dethlesen.	Philippus Eedens da Grave.
Johannes Artopée.	
Jan Blochor.	Frerick Roolfs Ryvitt.
Berend Theesen-Bonck.	Meinert Meiners.
Tjarck Cnop.	Hessel Budde.
Johan Gerhard Havelberg.	Peter Gerbrandts Celos.
Jan Berens Hagedorn.	Peter Beckman.
Hans Eppen Bruining.	*En Place de Secretaire vacante.*
Nicolas Tholen.	
Henr. v. Enen.	
Syvert Sivers.	

Reponse de la Commission aux Embdenois.

A Aurich le 25. Mars 1729.

N. N.

NOus avons bien reçu votre Lettre d'hier avec sa soumission signée par vous & par les Membres du College des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter quoique nous n'ayons pas encore reçu de resolution sur ce sujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il est nécessaire, mais avec cette restriction, sauf ce que les Conseillers-Deputez du Prince, à qui nous en avons donné communication, auront à representer contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que le terme fixé dans la Patente du 13. Sept. 1728. pour delivrer votre soumission & expiré dès l'année passée, ait été prolongé jusqu'à présent; deplus que *ratione Materialium* nous trouvons que votre Soumission est couchée en termes trop generaux, puisqu'on n'y nomme seulement pas les divers Decrets Imperiaux, Patentes & Conclusions du Conseil Aulique de l'Empire émanez de tems en tems sur les présens démêles du Païs, ni les Sentences de la Commission, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéissance on a renduë ou prétend rendre aux Sentences de la Commission Imperiale en consequence de la Lettre & Décision que nous vous avons envoyées le 27. Janv. 1728. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourquoi les Membres du Conseil & des Quarante cassez pour avoir fait leur Soumission dans le tems, n'ont-ils pas été rétablis dans leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à signer en leur place. Et d'autant qu'à ces causes un délai paroit nécessaire, nous vous en accordons un, en vertu des présentes, *pro omni*, de quinze jours à compter du jour de l'Insinuation des présentes, *sub pœna præclusi*, & d'être privez *beneficio restitutionis in integrum*; pendant lequel nous dépêcherons une ulterieure relation, dans l'espérance que conformement aux *Monita* ci-dessus, vous dresserez une autre Soumission, avec expression des termes & clauses inserées dans les Resolutions & Patentes Imperiales du 18. Janv. 1726. 4. Oct. 1727.

ANNO 1729. & 13. Sept. 1728, & qu'elle sera signée, comme il a été erigé, par les Quarante. & ce au plus tard le 9. Avril prochain, afin que nous puissions en faire raport le 12. &c.

Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Communication de la Soumission des Embdenois au Ministere du Prince.

N. N.

NOus vous communiquons par celle-ci la Soumission que nous a envoyée le Magistrat d'Embden, afin que s'il y a quelques remarques ou observations à y faire de la part du Prince vous nous le fassiez savoir dans trois jours, afin que nous puissions en dépêcher une rélation par la premiere poste. Nous vous prions de nous croire &c.

à Aurich le 25. Mars 1729.
Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Remarques du Ministere du Prince sur la Soumission du Magistrat d'Embden.

Le 28. Mars 1729.

Pr. Commiss. Cesar.

APrès vous avoir remercié de nous avoir communiqué la prétendue Soumission produite par les Bourguemaitres, Conseil, & Quarante de la Ville d'Embden établis de leur propre autorité & sans la confirmation du Prince requise suivant la Resolution Imper. de 1597. nous vous disons que nous en avons fait raport à S. A. S. & que par son ordre exprès nous remarquons qu'il est notoire par les Actes de la Commission, & particulierement par la Patente Imper. ci-jointe Lit. A. que ceux qui ont dressé cette Soumission & leurs consorts sont condamnez aux peines portées dans les précedentes Patentes Imper. expediées *in rem judicatam*, comme desobéissans, Perturbateurs de la Paix & méchans, à cause du mépris insolent qu'ils ont fait de la patience avec laquelle l'Empereur a souffert leur continuelle opiniâtreté dans leur malicieuse rebellion, dans les Pilleries & desordres qu'ils ont commis contre leur Prince, ses Conseillers, Officiers, & bons Sujets Ecclesiastiques & Seculiers; Qu'il a été sérieusement ordonné aux Etats de l'Empire, pour mettre fin à une si détestable revolte & tirer S. A. S., comme un fidéle Membre du S. Empire Romain, de l'embaras, danger & vexation ou elle est exposée, & pour prévenir la ruine de ses Etats, de lui prêter main forte contre les rebelles ses Ennemis & ceux de leur Patrie, & s'ils se trouvent sous leur Jurisdiction, de les faire arrêter & les livrer à la Commission Imperiale. On a donné aussi des assurances dans la même Patente qu'il sera donné satisfaction à S. A. S. & à ses fidéles Sujets, des pertes qu'ils ont soufertes, aux dépens des malintentionnez Ennemis du Païs. Depuis ce tems-là, c'est à dire le 4. Oct. 1727 il a été ordonné par Resolution Imper. ci-jointe Lit. B que lorsque les susdites personnes feront une duë Soumission par devant la Commission Imp. signée en forme par chacun de leurs *individuorum* NB. Ils satisferont réellement aux Déclarations & ordres confirmez, qui leur ont été insinuez par la Commission Imper.; Qu'après la Relation qui en aura été faite par la Commission, ainsi qu'il conviendra; NB. de Droit, la Resolution Imperiale devra suivre.

Mais il est encore notoire que ces gens-là se sont moqué de toute patience Imper. ainsi qu'il paroit par la Patente Imp. du 13. Sept. 1728. ci-jointe Lit C. ou il est dit que ceux, qu'on fait voir dans la Resol. Imp. du 4. Oct. 1727 avoir honteusement méprisé la Clemence & la Patience Imperiale, ont par-là exposé au grand jour leur continuelle desobéïssance.

Il paroit par ces Actes que ces Gens ont encore de nouveau meprisé d'une maniere inouïe la Clemence Imperiale offerte dans le dernier Decret & qu'on peut nommer à juste titre une Clemence extraordinaire; & en recourant, nonobstant les défences qui leur en ont été faites, à des Puissances Etrangeres, ils se sont flattez qu'avec leur apuy, ils saperoient entierement l'Autorité Imperiale, qui après une libre *Litis contestationem* & reconnoissance du Souverain Juge competant, a confirmé plus de huit fois des Decrets rendus avec connoissance de cause *in rem judicatam*. Enfin ils ont souverainement meprisé les Loix de l'Empire & principalement le Traité d'Osnabrug & la Capitulation de l'Election Imperiale, qu'ils renversent absolument en voulant prescrire des Loix à l'Empereur sur le gouvernement du Païs. ANNO 1729.

Puisque les choses se trouvent dans cet état, que le delai stipulé est expiré, & que cependant on persiste, nonobstant les défenses exprimées dans les Decrets Imper., à avoir recours à des Puissances étrangeres par une très-grande desobéïssance à l'Empereur & à S. A. S. leur naturel Souverain, nous ne pouvons concevoir comment des Gens qui traitent ainsi les Decrets, Conclusions, & Patentes de l'Empereur peuvent s'imaginer de se tirer d'affaire, à la faveur d'une Soumission, qui consiste en paroles sans sens & contraires aux Conclusions Imper. & même à leur conduite journaliere.

Et d'autant que selon toutes les Loix de l'Empire, S. A. S. a en sa faveur un *jus quæsitum in rem judicatam* confirmé par une Patente Imper. suspenduë par un *Conclusum* ulterieur, elle nous a ordonné de remontrer respectueusement à la Commission Imper. & de la suplier de rejetter cette Soumission comme venuë trop tard & d'en faire raport dans ce sens à Sa Maj. Imp.; puisque S. A. S., après avoir été exposée à tant de vexations, d'embaras inouïs dans l'Empire & de violences malignes, se répose sur l'amour de Sa Maj. Imp. pour la Justice, qu'en qualité de fidelle Membre de l'Empire, il sera traité au moins aussi favorablement que le moindre Sujet, selon les Loix de l'Empire, savoir que l'on executera les Sentences obtenuës avec tant de peines, de soins, d'inquietudes & de frais & confirmées par l'Empire contre les Sujets déclarez rebelles par Sa Majesté Imperiale, avec la réserve expresse *exceptionis rei judicatæ*, & nous ferons voir par surabondance & en peu de mots que bien loin que cette Soumission soit conforme aux Patentes Imperiales, elle leur est directement contraire. Quoique nous soïons persuadez que vous l'aurez d'abord reconnu, nous allons cependant l'expliquer en peu de mots.

1. Ces Gens qui prétendent se soumettre, n'osent-ils pas avancer d'une maniere inconcevable dans la Lettre qui accompagne leur Soumission, que le terme fixé pour l'exhibition de leur Soumission a été prorogé? quel Decret en raportent ils?

2. Ils osent avancer dans la même Lettre que leur profond & soumis respect pour la Souveraine Jurisdiction de Sa Maj. Imp. n'a jamais été interrompu, ce qui leur est cependant reproché en face dans les Patentes Imper. du 11. Juin 1723.; 10. Août 1724. 18. Janvier & 9. Juin 1726. par la Conclusion du 4. Octobre 1727. & enfin par la Patente du 13. Sept. 1728 où ils sont déclarez & condamnez comme malicieux contempteurs de la Souveraine Jurisdiction Imperiale. Et s'ils avoient encore quelque reste de respect pour la Souveraine Autorité de Sa Maj. Imp. il leur auroit convenu d'avoüer avec un sincere déplaisir & demander le pardon du crime qu'ils ont commis contre Sa Maj. Imp. & contre leur Prince; bien loin de ne vouloir ni savoir ni avoüer que ce crime ne peut subsister avec le plus sincere respect pour la Souveraine Jurisdiction de l'Empereur. Ainsi ils font suffisamment connoitre quel fond on peut faire sur leur Soumission; d'où il paroit évidemment,

3. Qu'il n'est pas dit un mot ni dans la Soumission ni dans la Lettre y jointe de la Conclusion Imperiale du 4. Oct. 1727, ni de la Lettre que leur a écrite la Commission Subdeleguée, à ce sujet, le 27. Janv. 1728, ni de la Patente Imperiale expediée en consequence le 13. Sept. 1728. où il est expressement ordonné, *in facto submissionis effectivè*, une comparution effective, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une Soumission verbale, & qu'ils dussent persister dans la revolte comme il est arrivé, helas! dans les tems passez; ensorte que l'on a vû arriver tout ce dont la Ville d'Embden a menacé la Famille Regnante, dont elle ressent les tristes effets.

4. Depuis ces Gens se mettent peu en peine d'agir d'une maniere directement contraire aux ordres de la Commission confirmez par le Decret Imper. du 13. Sept. puisqu'ils ont fait signer leur prétenduë Soumission,

ANNO 1729. fion, & osent présenter à la Commission des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieusement déposez & qu'en conformité des susdits ordres ils auroient dû rétablir dans leurs postes de Conseillers & de Membres des Quarante, ce qui est une résistance la plus opiniâtre.

5. Il est expressément dit dans le Decret Imper. que non seulement les Magistrats & les Quxtante, mais même tous les *individua*, & par consequent les Bourgeois de la Ville d'Embden se déclareroient dans la Soumission & obéïssance aux Decrets Imperiaux, puisqu'en cela la Ville d'Embden n'a pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, ensorte que les Bourgeois, ainsi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magistrature, doivent être soumis aux Decrets de l'Empereur & à sa Souveraine Jurisdiction: ce qui est d'autant plus nécessaire que ces Bourgeois ont pour la plûpart des Biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *recessus* que la Ville d'Embden comparoissant à la Diète du Païs osa y soutenir que toute Soumission faite par les Habitans hors de la Diète, *individualiter*, soit à la Commission, soit au Prince, étoit nulle & de nulle valeur. Mais le Decret Imper. du 10. Août 1724. rejette expressement cette Maxime, & par conséquent enjoint à chaque habitant du Païs de produire leur Déclaration d'obéïssance; c'est sur ce principe qu'est fondé le *Conclusum* du 4. Oct 1727. dont la suscription est *à tous ceux des* Individuorum *qui veulent se déclarer pour l'obéïssance*. Ce qui est d'autant plus nécessaire aux Bourgeois de la Ville d'Embden, puisqu'autrement les Magistrats établis représentent le Peuple, lorsque les Bourgeois ne peuvent obéïr aux ordres ou aux défenses de l'Empereur ou du Prince, sans leur consentement & leur ordre. Ensorte que la subordination entr'eux & la Bourgeoisie va si loin que les Bourgeois préférent les ordres du Magistrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui est contradictoire à la relation qui est entre l'Empereur & le Prince; & particulierement par raport à ce dernier Article, avec le Decret Imperial du 8. Août 1721. adressé à la Ville d'Embden.

6. Cette réflexion a aussi lieu par raport aux Habitans des Seigneuries d'Oldersum, Borllum, Tarssum Widdelswehr, comme aussi Up- & Wolthusen, où lesdits Magistrats pratiquent les mêmes maximes contraites à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont subordonné à leur obéïssance celle qu'ils exigent desdits Habitans pour les Decrets Imperiaux & la veulent régler à leur maniere, ce qui est encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'est pourquoi la Soumission & la Déclaration d'obéïssance doit être exigé nécessairement de tous les individus desdites Seigneuries, puisqu'ils sont réellement convaincus qu'ils doivent obéïr aux ordres de l'Empereur & du Prince préférablement à ceux des Magistrats d'Embden.

7. On doit encore faite une remarque importante par raport à ces Seigneuries, savoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1728. la Commission a sequestré lesdites Seigneuries, délivré les Habitans de leur obéïssance envers la Ville d'Embden, & défendu expressement aux Ministres de recevoir ni ordres ni défenses des Bourguemaîtres ou du Conseil d'Embden, ni même de faire mention d'eux dans les priéres; Sequestre qui est confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1728. Donc c'est une résistence publique aux ordres de la Commission & aux Decrets Imperiaux, que les Magistrats ayent osé envoyer leur Soumission au nom des susdites Seigneuries, de la possession desquelles ils sont privez.

8. Ajoutons que suivant des avis dignes de foi nonobstant l'Interdiction expresse de tous Conventicules, contenuë dans les Decrets Imperiaux, ils continuent pourtant à Embden dans la prétenduë Commission secrete composée de Gens déposez de leurs Emplois, sur le recours tant défendu aux Puissances étrangeres qui continuë encore, nonobstant que ce fût le premier Article sur lequel la Soumission devoit s'expliquer.

C'est pourquoi, les choses étant dans cette situation, nous demandons au nom & de la part du Prince nôtre Maître, que la susdite Soumission des Magistrats & du Conseil de la Ville d'Embden soit rejettée absolument, *ob jus quaesitum* pour le maintien des Decrets de l'Autorité Imperiale & des Loix de l'Empire, & que très-humble raport en soit fait en conséquence à la Cour Imperiale. Nous sommes avec &c.

Resolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission. ANNO 1729.

Lundi le 12. Sept. 1729.

1. SA Maj. Imp. a declaré le 3. du Mai dernier, pour des raisons importantes, la Soumission des Embdenois suffisante; en conséquence ils jouïront dès ce jour-là de l'effet de l'Amnistie publiée, & au cas qu'il y ait été contrevenu de la part de la Commission ou de celle du Prince, tout sera rétabli *in statu quo*, & comme si la chose n'étoit point arrivée.

2. Il est accordé *ex superabundanti*, à ceux qui ont quelques Griefs à alleguer contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commission, & pour leur donner de nouvelles preuves de moderation & de clemence, le terme de deux Mois, pendant lesquels ils pourront porter devant le Conseil Aulique de l'Empire tous les Griefs particuliers qu'ilx croiront avoir, mxis à condition que s'ils ne le font pxs, il n'y aura plux de delai & lesdits Decrets seront exécutez.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amnistie, que ceux qui seroient convaincus d'avoir eu part à dessein à quelque Homicide personnel, & non pas ceux qui se seroient trouvez dans quelque tumulte où il y auroit eu du sang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a aprouvé ce qui a été proposé par les Députez des Habitans d'Oostfrise touchant l'Indemnisation des pertes qu'ils ont souffertes, & résolu que l'Examen de ces pertes sera continué, mais que l'Exécution sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait sollicité & représenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embaras & rétablir ainsi d'autant plutôt le repos public.

5. Il est ordonné à la Commission Subdéléguée de donner sur tout ses soins à ce que les Créanciers Hollxndois soient payez présentement & à l'avenir, de leurs intérêts, suivant les obligations.

6. *Hac omnia notificentur Caesarea Commissioni per Rescriptum.*

Signé,

E. E. v. GLANDORF.

Autre Resolution plus étendue, de Sa Majesté Imperiale. 1730.

Jeudi 30. Août 1730.

1. SA Majesté Imperiale prétend ne rien changer aux Points & Articles de la derniere Resolution du 12. Sept. 1729. & la Ville d'Embden & ses Adherans ne doivent pas considerer ladite Resolution comme si les Sentences Imperiales exécutées avant le 3. de Mai 1729. étoient annullées par la production des Griefs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été statué sur lesdits Griefs, mais on s'en tiendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en consequence, tant que l'on n'xura point porté d'autre Sentence sur lesdits Griefs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on entende par-là ce qui a été seulement statué pour punition (& non en vuë d'établir un meilleur ordre dans le Païs & abolir les abus qui se sont introduits,) & qui est entierement annullé, conformement à l'Amnistie publiée, à l'exception expresse de ce qui est relatif à la Caisse d'indemnisation, par raport à ceux qui y sont intéressez. Deplus il est encore expressément ordonné à la Ville d'Embden & à ses Adherans de se régler à l'avenir sur leur propre Déclaration de Soumission & d'attendre tranquillement la Sentence définitive, de s'abstenir d'avoir recours aux Etrangers, ce qui leur a été si souvent défendu, de contribuer leur contingent dans les dépenses du Païs, de s'abstenir de toutes hostilitez, & entreprises qui ne conviennent pas, & par conséquent de rétablir dans leurs Emplois ceux qui en avoient été dépouillez pour avoir fait ci-devant leur Soumission, & de ne les troubler ni inquieter ni aucun autre; les avertissant que ceux qui contreviendront à ceci ne jouïront pas de l'Amnistie & en seront exclus.

ANNO 1730.

D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompte justice soit renduë sur les susdits Griefs, à quelle fin lesdits Griefs seront ici communiquez, au Prince d'Oostfrise & aux Etats obéïssans respectivement, afin qu'ils donnent leur réponse, mais seulement sur les points compris dans les Decrets & Resolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne sont pas exprimez dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en sera parlé dans une rémontrance particuliere, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il sera à cet égard rendu une prompte justice.

Au reste l'Agent du Conseil Aulique de l'Empire, *Grave*, produira dans 2 Mois un Pleinpouvoir de ses Principaux dressé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui sera pas permis, sous les peines déja déclarées, de se nommer ni signer Procureur des Etats d'Oostfrise; de même l'Agent *Fabricius* produira un Pleinpouvoir accordé par ceux qui sont autorisez par lesdits Etats pour l'Administration des deniers publics.

Quant à la convocation pour assister à la Diète du País, Sa Maj. Imp. accorde, par une faveur particuliere, que la Ville d'Embden & ceux qui ne sont pas expressement exclus de l'Amnistie, soient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, suivant sa Soumission & les Decrets émanez, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caisse du País, & chacun des comparoissans remettront aux Subdeleguez une promesse par écrit de s'y conduire paisiblement & avec moderation, bien entendu que ceux qui violeront cette promesse ne seront plus admis à la Diète.

II. Puisque suivant la Resolution Imperiale du 12. Sept. 1729. § 2. il est permis aux Embdenois & à leurs Adherans de produire les Griefs qu'ils croyent avoir contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire; & puisque, *ex superabundanti*, par une faveur speciale de Sa Maj. Imp. il leur est encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conseil Aulique de l'Empire tous lesdits Griefs qu'ils croyent avoir, bien entendu que s'ils n'obéïssent pas, il ne leur sera plus permis de le faire après ledit delai expiré, & lesdits Decrets seront executez.

Ainsi il est ordonné aux Agens du Conseil Aulique de l'Empire *Grave* & *Hemisch*, de communiquer à present au Prince d'Oostfrise & aux Etats obéïssans les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Resolution Imperiale, & il est ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs reponses, mais seulement sur les Articles specifiez dans les Decrets & Resolutions Imperiales, à ce qui est exigé d'eux respectivement dans cette Resolution Imperiale.

III. Il sera expedié un Decret Imperial aux Etats d'Oostfrise par raport aux sommes nécessaires, afin que (suivant la proposition qui leur a été faite dans une Lettre des Commissaires Subdeleguez du 13 Decemb. 1729.) ils mettent ordre, sans delai, à ce que l'on consente & accorde les sommes nécessaires pour les besoin du País, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de sincere intention & de leur Soumission aux Ordonnances très-gracieuses & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme aussi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conserver le credit, ensorte que personne n'ait occasion de se plaindre que l'on manque à une satisfaction raisonnable. Les Etats d'Oostfrise suivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj. Imper. & en fourniront des preuves irreprochables dans deux Mois.

IV. Quant à l'Intendant Prussien des Salines Uffke Barend Smidt, la Resolution Imperiale est que puisque tout ce qui a été ordonné comme punition sera aboli, comme il est déja dit, par raport à ceux qui sont compris dans l'Amnistie, par consequent l'arrêt mis sur les effets dudit Uffke Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut subsister, & n'aura lieu que dans le Cas de reparation des pertes.

Au reste les Commissaires Subdelegués feront savoir à combien se montent les effets, & à combien environ monte son contingent pour la reparation des Dommages, afin qu'il soit ordonné combien de ses Effets resteront arrêtez suivant ce qu'il doit contribuer à la Caisse d'indemnisation.

V. Quant à l'usage des Sauvegardes Imperiales d'Oostfrise établi dans ce País pour maintenir la bonne Justice, la Déclaration Imperiale, est que s'il arrivoit que dans quelques disputes ou Procès dependant du Conseil de la Cour, le Prince refusât d'obéir aux Décision qui auroient force de Sentence (bien entendu que l'on n'étendra en aucune maniere la Jurisdiction, les Privileges du Prince, & ce qui concerne la Regence du País & la Police, conformement aux Lois de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales adressées de tems en tems au Conseil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale sera obligée, comme il lui est ordonné par la presente, d'en faire l'execution à chaque fois, à la requisition des Etats du País ou de leurs Députez ordinaires & après l'expedition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il est repondu à Bernard Henri van Appel que sa priere d'être compris dans l'Amnistie Imperiale ne sera pas reçuë; mais qu'il sera obligé, sans plus de delai, de se soumettre aux recherches à faire par les Commissaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches sera fini & que le raport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale fera savoir sa Resolution sur l'adoucissement de la peine.

VII. Quant à Rudolfe van Rheden il est déclaré que sans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amnistie Imperiale comme les autres Renitens, mais sous condition expresse de s'obliger à contribuer aux indemnisations, & de promettre par avance aux Commissaires Subdeleguez qu'il executera toujours fidelement sa Soumission faite.

VIII. Addo Terborg accusé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainsi qu'il est apparu aux Commissaires Subdeleguez, est absout & il n'en sera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Resolution Imperiale Leon van Wingene sera encore cité & la citation lui sera insinuée dans les formes, avec ordre exprès de comparoître, à ce qu'il ne soit pris d'autres Resolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj. Imperiale a gracieusement resolu à l'égard de Habbe Baron de Wettendorp, que, vû les circonstances de la chose, dès-à-present sera annullée la defense faite le 16 Septembre 1729. au Receveur general de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Wettendorp, rien de son Capital de 2300. Rixd. qu'il a à pretendre suivant l'Assignation expediée par l'Administrateur des Deniers Publics: & toutes Procedures contre ledit Wettendorp restent suspenduës & la peine de 10 Dalders à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui est aussi remise.

XI. Il sera donné connoissance de tout ce que dessus par un Rescript aux Commissaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformement à la Resolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été expediez.

Etoit signé,

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.



[illegible] [illegible] di [illegible] del [illegible]
[illegible] marzo 1831



